

LES CONCEPTIONS ÉCONOMIQUES DES GROUPEMENTS D'ACTION FRANÇAISE

ÉTUDE COMPARÉE

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue, le 15 Mai 1939, à 14 heures

PAR

Georges TEFAS

JURY DE LA THÈSE

Président : M. J. LESCURE, Professeur.

Suffragants

MM. BAUDIN, Professeur.

NOYELLE, Professeur.

IMPRIMERIE DES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais.

PARIS -- 1^{er}

—
1939

**Les conceptions économiques
des groupements d'Action Française**

LES CONCEPTIONS ÉCONOMIQUES DES GROUPEMENTS D'ACTION FRANÇAISE

ÉTUDE COMPARÉE

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue, le 15 Mai 1939, à 14 heures

PAR

Georges TEFAS

JURY DE LA THÈSE

Président : M. J. LESCURE, Professeur.

Suffragants

} MM. BAUDIN, Professeur.

} NOYELLE, Professeur.

IMPRIMERIE DES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais

PARIS -- 1^{er}

—
1939

La Faculté n'entend donner aucune
approbation ni improbation aux opi-
nions émises dans les thèses ; ces
opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs



PREMIÈRE PARTIE

LES DOCTRINES D'ACTION FRANÇAISE

A. - *L'Action Française.*

CHARLES MAURRAS

ou

l'anti - égalitaire

MOTTO,

Tout se peut,

Charles MAURRAS.

Même l'égalité bienfaisante ?

PRÉFACE

Exposer, fut notre but. Plaire, notre devoir. Mais pas à tout le monde. A la vérité d'abord, à l'art ensuite. Nous n'avons pas plus voulu du conformisme que de l'originalité à tout prix. Ni soumission aux conventions reçues, ni recherche de l'outrance.

Pour faire comprendre un auteur, plusieurs méthodes d'exposition s'imposent à l'esprit. Nous avons choisi celle que nous pourrions appeler : la méthode des idées-mères. Il y a dans les systèmes de pensées une ou plusieurs idées centrales autour desquelles roulent les autres questions et qui donnent la clef de tous les développements. Il suffit de les dégager pour donner un aperçu clair de l'œuvre d'un penseur.

Il nous est apparu que la pensée maurrassienne était, comme tant d'autres, en fonction de quelques idées-maîtresses. Ces idées-mères dont nous avons fait des têtes de chapitres sont ainsi formulées :

- 1° Egalité ou hiérarchie ?*
- 2° Politique ou Economique ?*
- 3° Opposition ou Composition ?*
- 4° Etatisme ou libertés ?*

Il a fallu en outre, dans un chapitre précédant tous les autres, résoudre une question préalable afin de vider une confusion solidement ancrée dans les esprits.

CHAPITRE I

LA GRANDE CONFUSION MAURRASSIENNE

PARAGRAPHE I

DE L'ORIGINE D'UNE CONFUSION

TITRE I

De quoi s'agit-il ?

D'une dissociation. Et même de plusieurs.

En lisant l'Action Française, nous sommes devenu *royaliste* et *anti-maurrassien*. Ses arguments pour la *monarchie* nous ont paru, en grande partie, vrais et convaincants ; son attitude envers l'*égalité* nous est apparue injuste et fausse. M. Maurras nous a converti à la *monarchie* mais non pas au *maurrassisme*. Il convient de dissocier ces deux notions qui n'ont, ni au point de vue philosophique, ni même au point de vue de la philosophie maurrassienne, *des rapports de nécessité*. Simplement, des relations de contingence. Les hasards de l'histoire, les rapprochements fortuits des événements humains, *les considérations géographiques* autant qu'historiques, les caractères de *certain* groupement humain, bref certaines données humaines, et les rapports géo-politiques, ont amené M. Charles Maurras à *juxtaposer* une politique monarchique sur une doctrine sociale. Des motifs particuliers plutôt que rationnels l'ont poussé à cet accouplement, normal à première vue. Mais, si l'on veut bien

comprendre la raison d'être du maurrassisme et la place qu'occupe dans l'histoire des idées l'école d'Action Française, il faut nettement distinguer la *politique royaliste* et la *doctrine maurrassienne*. Ce sont là deux notions si étrangères l'une à l'autre, qu'il a fallu la tenacité, d'un demi-siècle, d'un homme rivé à sa doctrine, pour faire apparaître solidaires deux choses qui ne l'étaient pas : une théorie et une institution.

Monarchie et maurrassisme sont deux choses différentes. Cela peut paraître paradoxal, cela est ; cela peut choquer, mais la vérité est là. Et nous n'avons pas encore pu trouver le moyen de dire cette vérité sans secouer un peu les esprits. Cela est dû à des causes multiples. Cinquante ans de polémiques violentes, de propagande adroite et incessante et de publications doctes qui imposent à la raison expéditive, ou des articles quotidiens qui séduisent le lecteur fugace et où se trouvent constamment associées ces deux réalités dissemblables, militent en faveur de cette confusion. Ce qu'on pourrait appeler la *grande confusion maurrassienne* découle de la subtilité, de l'adresse et de la persévérance hautement louables des maîtres de l'école, comme aussi de la facile persuasion des foules lectrices. On lit souvent distraitement les articles de journaux, sans fournir un gros effort d'attention critique ; il en est de même, parfois, des ouvrages de doctrine. La plupart des lecteurs se laissent imposer par un mot qui frappe ou par la répétition d'une chose qui paraît le thème central. Mais, si la monarchie peut être le leit-motiv de maints articles d'Action Française ou de maintes œuvres de circonstance ou de propagande, elle n'est pas le fin fond de la pensée maurrassienne. On doit le chercher ailleurs.

Ajoutez à cette carence du lecteur, son étourdissement. Voir imprimer, noir sur blanc, en pleine République renaissante, une belle défense de la monarchie capétienne qui était passée de mode — une défense où ne manquaient pas des offensives qui mordaient cruellement sur l'adversaire — entendre crier dans les rues de Paris ou tout au moins du Quartier Latin, des « Vive le Roi » sonores, devaient éblouir le lecteur et le passant. Ils ne voyaient plus qu'un mot qui se détachait de l'ensemble, ou qu'une chose qui allait de l'avant, laissant loin derrière elle toute une architecture doctrinale qui avait son importance, mais qui se trouvait masquée par cette mise en avant, qui était une mise en valeur, d'une institution qui détonnait et d'un mot de

passe sensationnel. Cet éblouissement des sens égara la raison, lui faisant prendre l'accessoire pour le principal et croire que la monarchie était l'objet de la *doctrine maurrassienne* alors qu'elle n'était qu'un sujet de la *politique* d'Action Française. Politiquement, elle était le motif principal des labeurs de M. Charles Maurras et des efforts de son état-major, doctrinalement non pas. C'était un thème de campagne.

Dans ses « Souvenirs », écrits au temps de sa très jeune maturité, M. Léon Daudet nous raconte que, dans les années où il faisait ses études médicales, la monarchie était inconnue au Quartier Latin. On avait oublié jusqu'à son nom. Si quelqu'un s'était déclaré royaliste, on l'aurait pris pour un extravagant ou pour un plaisantin. Et, comme le rire est, dit-on, de rigueur dans le quartier des écoles, on aurait vu dans une déclaration de foi monarchiste une plaisanterie plutôt qu'une excentricité. Depuis, les choses ont été modifiées et, si la France n'a pas changé de gouvernement, les hommes eux ont changé d'illusions. On doit cela, pour une bonne part, à M. Maurras. Qu'on s'imagine l'effet que devait produire dans un pareil milieu, où la notion même de la monarchie se trouvait obnubilée, le déclenchement d'une ardente campagne royaliste ; il fut explosif. C'était le coup de pistolet tiré en l'air et qui fait retourner le passant. Il est normal que celui-ci en soit étourdi. D'autant plus que la campagne royaliste menée au *Figaro*, *Gazette de France*, *Action Française*, etc..., était prenante. Le talent de l'exposition ajoutait à l'imprévu de la campagne.

Aujourd'hui on ne voit plus dans le mouvement royaliste une simple plaisanterie ; une chose redoutable, non plus. Simplement une chose sérieuse. L'Action Française est assez répandue et les thèses monarchistes de M. Charles Maurras nous sont familières et nous paraissent normales. Il n'était pas de même il y a quarante ou cinquante ans. La monarchie était alors non pas une chose nouvelle, mais une chose tellement périmée aux yeux des contemporains que le coup de surprise provoqué par le néo-royalisme français, comme on l'appelait, fut aussi un coup de maître. Il prit racine à la faveur de l'imprévu qu'il amenait avec lui et s'imposa à l'esprit des hommes autant par la nouveauté des vues qu'il introduisait dans les discussions que par la force et le bon sens de ses raisonnements. Cette nouveauté saisit. Et l'on peut expliquer cette confusion maurras-

sienne, dont nous avons parlé plus haut, aussi bien par la distraction des lecteurs que par le saisissement qu'entraîne l'inattendu. La faute était commune au lecteur et à l'auteur. La distraction empêchait le lecteur d'aller loin dans les recherches, la nouveauté du thème lui barrait la route même s'il avait eu la bonne volonté de pousser loin ses investigations. La distraction empreint l'esprit d'une certaine paresse, prête à la raison une certaine lenteur dans les démarches, lui inspire la timidité et lui insuffle la faiblesse ; la raison distraite est une intelligence au souffle court. Elle se fatigue vite. Après quelques brèves randonnées elle est au bout de ses ressources. N'étant pas soutenue par l'intérêt ou par la passion, elle reste là, au milieu du chemin, n'ayant aucun goût pour aller jusqu'au terme et appréhendant force ennuis et maintes fatigues. L'œil ne voit pas tout ni loin, mais de près et mal.

A cette myopie volontaire, ajoutez-en une autre, qui en est l'opposé ; à cette faute inhérente au lecteur qui passe, ajoutez-en une autre qui est extérieure à ses volontés. Cherchez en lui-même et en dehors de lui, dans la pensée de l'homme qui fuit plus qu'il ne parcourt une page et dans le charme nouveau des lignes de cette page. Le lecteur est distrait ; on l'éblouit. Trop de forces conspirent pour lui faire prendre un chemin de traverse alors que l'avenue large et rude de la vérité est plus difficile à parcourir quoique plus voyante. A telle enseigne, qu'à force de nous regarder, nous ne la voyons plus. Elle se fait pressante et nous insouciants, elle se fait voir en pleine lumière et nous ne l'apercevons pas, justement parce qu'il y en a trop. A force de lumière, elle devient aveuglante, à force de clarté on l'ignore ; il manque l'effort pour la toucher. On ne la touche pas, on la traverse ; on ne la saisit pas, on en est saisi.

La mémoire est chose douloureuse ; l'attention fait mal à la paresse. Il est donc dur de demander à l'homme qui lit d'ajouter au plaisir de la lecture l'effort de la mémoire. L'attention y est faible, l'esprit critique, infinitésimal. Emmené par les séductions du raisonnement, capté par les harmonies de la phrase, subjugué par la beauté des discours, le lecteur est conduit où il ne voudrait peut-être pas, s'il avait une volonté d'attention. Il suit, il ne mène pas ; il se laisse faire.

S'il avait été rebelle aux maléfices captieux de la lecture, il se serait heurté à des obstacles, des faits l'auraient choqué,

ils auraient attiré son attention, excité sa curiosité de savoir davantage que son plaisir de lire, et l'auraient aiguillonné sur une voie plus heureuse et plus proche de cette vérité qui paraît divine à l'auteur de « L'Enquête sur la Monarchie ». Et si le lecteur avait cherché des références pour une attitude réfractaire, s'il avait voulu demander des appuis ou recevoir des conseils, il les aurait trouvés chez l'auteur de « Kiel et Tanger ».

M. Maurras reproche à la République bien des choses. Entre autres, celles-ci : la République subit la politique des autres, au lieu d'en avoir une. Elle se laisse mener ou bien ses manœuvres sont gauches lorsqu'elle en esquisse¹. Il ne faut pas se laisser conduire par les autres. Si M. Maurras donne ces conseils aux Français, nous nous permettrons d'en donner les mêmes à ses lecteurs. Soyons, comme lui, rebelles aux manœuvres. Et M. Maurras ne se fait pas faute de nous le répéter souvent : attention aux manœuvres. Malheureusement, les lecteurs n'y font pas attention ; ils deviendraient méfiants. Et le premier contre qui ils se mettraient en garde serait M. Maurras lui-même. Celui-ci les avertit de se méfier d'autrui, étant lui-même très méfiant, mais il oublie d'attirer l'attention sur le charme prenant de sa dialectique pleine de pièges. Au contraire, il l'éblouit.

M. Maurras est un homme rebelle. Si les lecteurs de l'*Action Française* étaient à son image, peu disposés à se laisser prendre aux arguments persuasifs d'où qu'ils viennent, ou à l'éblouissement dialectique, réfractaires à la douceur de se laisser conduire, bien des confusions auraient été évitées. Dont la principale : la confusion de la monarchie et du maurrassisme. Cela fut dû, comme nous l'avons laissé entrevoir, à une double cause : distraction du lecteur, nouveauté de la cause ou plutôt la

1 « C'est une vérité générale, écrit-il dans l'Introduction de *Kiel et Tanger*, que la politique extérieure est interdite à notre Etat républicain. C'en est une autre que la Nation française ne saurait se passer de manœuvrer à l'extérieur. De ces deux principes, il résulte que la France républicaine, aussi longtemps qu'elle sera et républicaine et française, quels que puissent être les talents ou les intentions de son personnel dirigeant, demeurera condamnée à des manœuvres gauches, énervantes et plus que dangereuses pour l'intégrité du pays et l'indépendance des habitants. Le démembrement est au haut ». Cette exécution sévère de la politique républicaine n'est pas isolée dans l'œuvre de M. Maurras. Dans le discours préliminaire de l'« *Enquête sur la Monarchie* » il révèle à propos de la politique de guerre de 1914, sa pensée : « Au lieu de *subir* la guerre, il eut fallu la *choisir*, la faire à notre heure, à notre moment et dans notre intérêt ». Nous insistons sur l'importance que tient dans la pensée orgueilleuse de M. Maurras, l'idée du choix « l'heure ou du coup à frapper ». Nous reviendrons dans le cours de nos développements sur cette idée, mais il fallait au préalable marquer la place qu'elle occupe dans la doctrine et dans le tempérament de M. Charles Maurras.

manière dont on présentait cette vieille cause : la monarchie. La paresse et la mode, l'ennui de faire des efforts et la facilité de se laisser prendre aux mirages du jour, le dernier cri et la complaisance du lecteur ou du spectateur ont amorcé ce mouvement et provoqué cette confusion. D'autres causes l'ont achevé.

Ajoutons aux deux causes précédentes, deux autres non moins efficaces : la contemporanéité du phénomène et l'habileté dialectique du doctrinaire de l'Action Française. Non content d'éblouir l'homme, ce phénomène politique de la monarchie l'induisait en erreur d'une autre manière. En même temps qu'il nous aveuglait, il adhéraient à nous. Non seulement il nous encerclait, mais il se serrait autour de nous, il entraînait en nous pour ainsi dire, il nous imprégnait de sa présence même. On avait beau vouloir s'en échapper ; il fallait payer cette libération d'un long stage dans la doctrine, si l'on peut dire, d'une familiarité étendue avec cette pensée et d'un lourd prix d'attention critique. Entendons-nous bien, il était facile de *s'éloigner* de la pensée maurrassienne. La chose était aussi simple que peu difficile et la recette toute trouvée : ne plus lire du « Maurras ». N'étant plus en contact avec sa pensée on aurait pu se débarrasser facilement de sa séduction, en l'oubliant. Mais l'oubli n'est pas une solution ; il laisse les choses en état. De plus, il nous aurait empêché de jouer avec les difficultés. Nous ne voulions pas nous éloigner de la pensée maurrassienne, nous voulions nous en *libérer*. Nous en détacher sans l'oublier et, tout en la pénétrant, ne pas s'en laisser imprégner. Il ne s'agissait pas d'un bon débarras, il était question, pour nous, d'une libération salutaire. S'en émanciper sans perdre le contact et rompre le charme sans briser les liens qui nous unissaient à cette forte pensée, telle fut notre volonté. Dès lors, nous décidions de lire acharnement et avec plus d'attention les écrits de M. Charles Maurras. N'empêche que par le fait même qu'elle était notre contemporaine, sa pensée agissait puissamment sur nous et souvent à notre insu, et parfois malgré nous. Elle était trop près de nous pour ne pas s'imposer à nos préoccupations ou s'immiscer dans notre intimité intellectuelle, devenant notre bonne amie de chaque jour, ou se mêler à nos considérations morales et même les commander, de temps en temps. Elle nous pénétrait insidieusement.

Collant sur la rétine, un objet a de fortes chances de ne plus être vu, même s'il est trop senti. Ce fut le cas de l'Action Française. Sa qualité, on n'ose pas dire sa chance, fut de savoir frapper. Elle heurtait les gens. Mais en même temps qu'elle attirait leur attention sur elle, elle les empêchait de la voir dans son bel ensemble. Assez brillante pour se faire remarquer, elle était trop proche de nous pour se faire voir ; on la distinguait sans la voir, on la regardait sans pouvoir se dire si on l'a vu. La réalité ne nous échappait pas, elle nous empoignait ; ses formes nous fuyaient. Ses détails nous malmenaient à chaque détour de phrase, l'ensemble se dérobaient sans cesse. La « ligne générale », comme on dit à Moscou, était insaisissable. Par sa nature comme par sa présence, la doctrine de l'Action Française nous trompait doublement. Une première fois en nous aveuglant par sa puissante personnalité, une seconde fois en adhérant à nous jusqu'à ne plus pouvoir l'apercevoir. Elle frappait nos yeux comme elle meurtrissait nos sens. Etourdi par de si fortes sensations, l'esprit critique allait à la dérive.

Pour voir une chose dans son ensemble, il faut jouir d'une perspective. Dans le temps ou dans l'espace, peu importe, l'éloignement des années ou celui de distances agissant avec une égale efficacité. L'écoulement des jours mûrit l'intelligence en en faisant sagesse ; la pensée devient forte. Arrivée à sa pleine maturité, elle juge mieux les choses en sentant moins âprement les morsures du temps. C'est, pour elle, le soleil du midi. A ce point, les choses se font mieux voir, les formes se dessinent avec netteté. Dans cette plénitude du midi, la lumière sait dorer les faits ; elle rôtit la vérité. Faisant tout mieux apparaître, elle met chaque chose à sa juste place. Rien n'est déplacé ; même le désordre y a sa place pour notre édification. L'harmonie qui se dégage de ce majestueux spectacle — ordre ou désordre — l'immense assemblée des choses qui s'offrent nues, comme le vrai, à la vue cupide des hommes pensants, avides de connaissances comme d'autres le sont de sens, ce vaste panorama de faits et de pensées, de faits saillants ou de chaudes pensées, et de mille autres choses, donnent l'idée d'un puissant démiurge qui a bien voulu présider à cette orchestration infinie de réalités mouvantes et diverses. C'est le Temps. Il n'est pas que gentilhomme ; il est un sage. Les années, en passant, donnent un sens aux choses cachées par le présent, la vie aux choses mortes et la vue

aux pensées aveugles. Les sens sont apaisés, on a l'intelligence de vivre. Elle le fait puissamment. La vie finit en beauté, car elle a trouvé un sens : la raison.

Le monotone et lent écoulement des heures fait mieux voir les choses. Et l'on peut se demander si l'homme voit avec les yeux. Peut-être voit-il plus sûrement avec le chronomètre. Mais s'il est précis, il n'est pas le seul. L'espace, son inséparable ami, est là pour nous aider à débrouiller la vérité. Il n'est pas en sur-numéraire, il est nécessaire. A tel point que les savants physiiciens de nos jours veulent faire du temps et de l'espace une seule et magnifique réalité. Peut-être leur nature est-elle la même. Ici, ce qui nous intéresse, ce sont leurs effets ; ils sont les mêmes. Au moins, du point de vue où l'on s'est placé. La distance clarifie. L'ensemble se détache sur le fond, il s'offre d'emblée à notre vue. Certains détails sont estompés, d'autres tout à fait effacés, mais ils permettent de mieux appréhender le sens qui s'en dégage. La vue simple et grandiose, un peu sommaire et peu nuancée, remplaçant les subtils méandres du détail, est le lot de ceux qui voient de loin. Ils voient grand, mais pas beaucoup de choses, le principal mais non pas les accessoires. L'ensemble est pour eux un résumé. L'infini est un immense raccourci.

Vivant avec nous et près de nous, l'Action Française se prête malaisément aux vues d'ensemble. Elle se cache sous la multitude des accessoires. Avec de l'effort, et un certain bonheur, on peut arriver à la dégager de sous les décombres des faits secondaires. Là, où le temps passé et la distance nous auraient facilité le travail, un double effort s'impose : approfondir la vérité maurrassienne pour s'en détacher ensuite afin d'en saisir le sens. Un jeu successif d'attraction et de répulsion nous est commandé par la nature de notre travail ; une sorte de double système de systole-diastole, aspirant le sang, en en pompant ensuite le plus possible, afin de n'en garder que l'essentiel. C'est le seul moyen de juger sereinement les choses. Après avoir accumulé les faits ou les connaissances, les assimiler au moyen d'un filtrage qui les épure et en fait garder l'essence. On a dit de Charles Maurras qu'il était l'homme de l'essentiel². Nous l'étudierons de ce point de vue. Mais cette étude

2 Portraits, par Robert Brasillach, Paris, Plon, 1935.

« La journée va finir sans flammes, j'ai prié qu'on n'allumât point, écrit Charles Maurras, cité par Brassillach. Que le soir monte avec ses fumées incer-

est rendue difficile par le fait que cet homme se meut au milieu de nous et que par ses démarches mouvementées et par sa présence il influe sur nous sans qu'on le veuille ou sans s'en rendre compte. Cette difficulté dans l'étude facilitera cette confusion dans les concepts, dont nous parlions au début de cet avant-propos. Etant trop près de nous, on ne peut le voir en entier, ni seul, séparé de ce qui n'est pas lui,

Tel qu'en lui-même, enfin, l'éternité le change.

Notre vue est forcément attirée, dans la plupart des cas, par le détail, et l'ensemble se disperse en « fumées incertaines ». Il s'éparpille ; il nous échappe. Le détail nous barre la vue. Les arbres nous cachent la forêt.

A cette explication de la confusion maurrassienne, il faut ajouter un quatrième élément qui a son importance : les nécessités de la dialectique. Ici nous devons sous-distinguer et si pédante ou scolastique que paraisse cette méthode, elle est nécessaire ; il faut l'employer. Nous distinguerons : 1° comment la dialectique, en elle-même, c'est-à-dire directement, a-t-elle agi pour faciliter la confusion des concepts ; 2° comment a-t-elle agi indirectement. Nous étudierons la suite des syllogismes, la chaîne des raisonnements en elle-même. Par un travail d'analyse nous irons porter notre étude à l'intérieur de ces syllogismes ou de ces raisonnements, nous en observerons le mécanisme et en donnerons la description détaillée. On s'insère, par un effort de pénétration, dans les interstices des choses, pour en voir la réalité cachée. On les dissocie pour les faire comprendre, comme l'anatomiste étudie un bras ou la moelle, sachant pertinemment qu'ils ne peuvent pas vivre isolés et qu'il

« taines : le détail, l'accident, l'inutile y seront noyés, il me restera l'essentiel. « Ai-je rien demandé d'autre à la vie ? »

Après cette confession de modestie, R. Brasillach écrit :

« C'est par ces lignes admirables que commencent les souvenirs d'enfance réunis par Maurras sous le titre de *Quatre Nuits de Provence*. Il y désigne avec fierté et y délimite, dans un prélude d'une musique rigoureuse, le but même de sa vie et sa raison d'être. Il a toujours méprisé et combattu le charme pernicieux des fumées incertaines pour sauvegarder le peu qui mérite de vivre : une ligne, le dessin net d'un corps, l'objet et non pas l'ombre. A quiconque désire savoir le secret de cet homme nécessaire, il le livre d'un mot plein de grandeur. Et c'est bien toujours la voix de l'essentiel qu'il nous a conviés d'écouter » (P. 29).

Etant bien entendu que l'essentiel pour Charles Maurras c'est la vie et sa défense. Un but à la vie, un rempart autour de cette vie. Mais ce rempart serait meilleur si en même temps que puissant, il était beau. De la puissance et de l'ornement ; un rempart et de la dentelle. Que la pierre soit et qu'elle soit travaillée.

faut les intégrer dans l'ensemble du corps humain. Après la dissociation, un travail d'association. Intégrer, après avoir arbitrairement séparé les choses.

Une fois la démarche dialectique montrée de l'intérieur et dans des cas particuliers, il faudra regarder l'ensemble, autrement dit l'influence qu'elle a dû avoir sur l'œuvre de M. Maurras, dans son intégrité. Il est normal, plus encore, il est fatal qu'une méthode influe sur l'œuvre et qu'après avoir été employée à des fins déterminées, elle réagit sur la forme architecturale d'une doctrine philosophique, politique, historique, sociale, ou autre. Ce jeu de forces qui agissent les unes sur les autres, ce dualisme de l'action et la réaction, de l'effet qui déteint sur la cause, du conséquent qui corrompt l'antécédent, sont choses fréquentes et d'une régularité presque mécanique. Ils ont leur importance et une certaine fréquence et sont dignes d'être étudiés, et la physique moderne parle de « la perturbation qu'exerce sur le cours des phénomènes naturels le savant qui, pour les étudier avec précision, les observe et les mesure »³. Il faut donc dire que la méthode employée a agi non seulement sur les lecteurs, en provoquant la confusion, mais aussi sur l'œuvre qui, à la suite de cette influence, prenait une forme adéquate ; elle a agi sur la pensée aggravant, à son tour, cette confusion initiale. Cette déformation de l'œuvre par l'esprit dialectique renforça la confusion et fit égarer les esprits.

M. Charles Maurras se sert de la dialectique comme de la méthode qui lui est la plus naturelle. Il lui paraît être le meilleur moyen de pulvériser les arguments de l'adversaire, et, parce qu'il s'agit de méthode, il la considère comme le chemin le plus court pour arriver au but proposé et à bout des arguments antagonistes. Ses détours sont autant de pièges tendus aux maladroits, et, en dépit de sa marche zigzagante et des méandres de la subtilité dialectique, il la préfère aux autres démarches de l'esprit. Ses articles, comme ses livres, portent la marque de cette méthode, jusqu'à ses phrases puissamment cadencées et dont le rythme est gros de dialectique. Autant de dialogues socratiques.

M. Albert Thibaudet, dans un ouvrage consacré aux « Idées

³ *La physique nouvelle et les quanta*, par Louis de Broglie. Bibliothèque de la Philosophie scientifique. Ernest Flammarion, éditeur. Paris, 1937.

politiques de Charles Maurras » (Trente ans de vie française), loue avec beaucoup d'esprit, quoiqu'en forçant un peu les termes, l'« Enquête sur la Monarchie » qu'il compare à une longue conversation socratique. Dialogues socratiques peut-être, dialogues platoniciens assurément non. D'abord il leur manque cette composition d'ensemble de l'œuvre de Platon — observation sur laquelle nous allons revenir, la développant plus loin où est sa place — ensuite les dialogues maurrassiens portent les tares de la conversation et du style parlé : les répétitions et les longueurs inaccoutumées. La loi des proportions n'est pas souvent respectée. En échange, la loi qui veut que l'on recherche toujours la vérité, y est plus souvent respectée. Les longueurs fréquentes dans son œuvre font perdre de vue le fil de la discussion et les répétitions découragent le lecteur. Il est vrai que ces défauts sont par ailleurs des qualités. Il faut répéter sans cesse une chose pour la faire apprendre aux hommes. Mais ce que l'œuvre gagne en utilité, elle le perd en beauté. Obligé de faire œuvre de salut public, M. Maurras dit servir la Nation plus que l'Esthétique, et le Vrai plus que le Beau, s'il est exact que ce dernier ne soit que l'habit du premier. Cette tâche, il ne l'accomplit pas de gaieté de cœur ; il y fut forcé. Le rempart de la cité, démantelé par la démocratie, exigeait d'être construit sous peine de tomber en ruines, laissant la cité sans défense. M. Maurras s'y dévoua.

Ces détours de la dialectique maurrassienne, ses torsions comme ses prolongements, n'auraient pas suffi à eux seuls à perpétrer cette confusion dont nous nous occupons à démêler le sens et l'origine. Dans ce paragraphe, nous n'étudierons que son origine, c'est-à-dire les causes qui ont présidé à son éclosion, nous réservant d'étudier, plus amplement, la nature de cette confusion, dans le chapitre suivant. Aux détours dialectiques particuliers à l'esprit de M. Charles Maurras, il faut ajouter certains faits inhérents à la dialectique en général. Dans un dialogue, plus que dans un discours, on bute sur les obstacles, on se heurte à des nécessités auxquelles il faut faire face coûte que coûte. Il s'agit de capter un disciple ou un partisan, ou de persuader un adversaire ; séduire les futurs amis ou les adversaires conciliants et abattre les autres. Transposez ce dialogue du plan oral au plan écrit, du plan verbal sur le plan logique et au lieu de considérer des partenaires en chair et en

os, envisagez un tournoi de logique pure, où les syllogismes seuls en viennent aux mains. Vous assisterez alors à de véritables batailles des concepts où le calcul, l'intelligence et la stratégie tiennent une grosse place. Pour produire une brèche dans la ligne ennemie, l'artillerie doit bombarder le même point avec le plus de munitions possibles ; il doit *accumuler* les obus. Il en est de même de la tactique des dialogues. Une fois choisi le point d'attaque, l'essentiel n'est pas tant de *distinguer* entre les arguments que d'en *amasser* le plus possible, de toutes les qualités, de tous les calibres, *de toute nature*. Il faut, pour produire la victoire, une grosse préparation ; l'intensité prend le pas sur la qualité. Il faut considérer la puissance *totale* des armes à feu, nous voulons dire la force totale des raisonnements logiques qui doit être assez imposante pour écraser l'adversaire ; en conséquence, on doit faire feu de chaque bois. Les arguments se présentent alors pêle-mêle. On ne s'occupe pas tant de les mettre en ordre que de les mettre en action. On ne se soucie pas de les présenter analytiquement mais de les grouper synthétiquement. On les roule en faisceau afin de présenter le plus de résistance. Cette façon de procéder est naturelle à l'homme. Car, dans un tournoi logique, il s'agit de se servir des raisonnements plutôt qu'apprendre leur mouvement. Initié, on agira avec rapidité. Mais les yeux profanes suivront mal cette marche accélérée des choses. Là où il n'y a que combinaison rationnelle des éléments, ils y verront une vaste confusion, là où il y a harmonie des choses, ils n'entendront qu'une immense cacophonie. Trop vite pour leur entendement ; on est trop pressé à leur gré.

Pour mieux nous faire comprendre, nous nous servirons d'une image empruntée au cinéma. Lorsque la camera tourne trop rapidement, nous ne voyons plus distinctement le mouvement des formes. Tout s'efface devant nos yeux, les choses s'estompent, les lignes perdent leur dessin net, la réalité se dissout dans cette course folle. Elle perd sa substance ; on l'a laissé en chemin.

Cette confusion s'intensifie et s'agrandit. Elle finit par devenir une tâche, noire ou blanche, se confondant avec l'écran. Il en est de même des couleurs de l'arc-en-ciel déroulées autour d'une roulette que la manivelle fait tourner trop vite, on ne les voit plus. Supposons maintenant que la camera tourne normale-

ment, mais qu'elle a filmé une course de chevaux. Le galop des chevaux est bien rendu et nous l'apercevons, mais nous ne pouvons pas distinguer le détail des mouvements. Pour pouvoir le faire, le cameramen doit réaliser une opération en sens inverse de la précédente ; il faut qu'il aille *au ralenti*. A cette seule condition nous pourrions suivre les mouvements complexes et divers des jambes du cheval et apprendre quels rapports existent entre ces quatre éléments. L'exemple donné nous permettra de mieux saisir comment les choses se passent dans toute dialectique. Ici, comme dans un film qui tourne bien, les choses marchent normalement, c'est-à-dire vite. Nous pourrions saisir une partie, mais pas tout. Nous pourrions voir le cheval courir, mais pas ses jambes. Nos yeux ne sont pas très exercés et bien des secrets nous échappent. Pourtant, le film ne se presse pas, son allure est régulière, sa marche est normale. Cependant, certaines choses nous dépassent, elles nous fuient ou nous ne les comprenons pas. L'explication réside dans notre ignorance des habitudes du métier.

Pour nous faire encore mieux comprendre, nous nous servirons d'une nouvelle comparaison — sachant bien que comparer n'est pas raison — empruntée cette fois-ci à la pédagogie. Lorsqu'on met les débutants au courant des sciences diverses, on leur facilite la tâche en leur présentant cette discipline, ses lois et les connaissances qu'elle englobe, d'une manière analytique. On la divise en ses éléments les plus simples pour être comprise de prime abord, comme l'anatomiste divise le corps humain en de nombreuses parties sachant bien qu'elles ne peuvent vivre que dans le tout. Ce n'est là qu'un expédient didactique. On sépare le tout afin de faire plus ample connaissance avec ses parties et se familiariser avec les détails pour savoir les manipuler. De la sorte on arrive à une meilleure connaissance de l'ensemble. Mais cette opération, c'est du travail fait par d'autres, comme les aliments préparés. Si elle est nécessaire, elle n'est pas suffisante. En possession des éléments simples, préparés analytiquement, il faut faire un pas de plus, les combiner dans des associations nouvelles, saisir des rapports nouveaux entre les phénomènes et enrichir la science. Pour apprendre la géométrie, il faut commencer par les axiomes et les théorèmes les plus simples, ensuite les plus complexes basés sur des relations saisies entre les premières. Cette initiation graduelle

finie, on pourra alors prendre d'autres rapports entre les théorèmes, comme on peut lier, dans les autres sciences, les divers points de vue. Maître de ses connaissances, habitué à leur manie-ment, le savant les combine avec la vitesse que donne l'habi-tude. Cela impose au profane, cela n'étonne guère le savant. Là où l'homme ignorant voit une opération magique, l'homme de science aperçoit des liens rationnels. Comme l'ouvrier qui, s'ap-pliant au même travail, gagne une grande dextérité dans la manipulation des choses, le savant, appliquant son attention à un groupe de faits, acquiert une certaine facilité dans la mani-pulation des connaissances, qu'il arrive à lier presque mécani-quement, tant son habitude est grande. De cette acquisition, le savant s'en sert dans ses travaux. Il s'en sert avec adresse et rapidement. Non seulement il accumule les connaissances, mais il les ordonne en groupes. Le spectateur non initié, qu'il assiste au travail de l'ouvrier ou du savant, voit facilement l'accumu-lation des faits ou des connaissances, mais il ne peut pas saisir l'opération de mise en ordre, tant elle est faite vite, et par-fois rien que mentalement. Comme le spectateur ne peut entrer tout de suite ni dans le dédale des gestes opératoires, ni dans la somme des choses apprises, bien des choses lui échappent. De cette double opération qu'est toute science ou tout art : a) mise en ordre ; b) accumulation des connaissances, la première se dérobe à lui, ignorant des raisons de l'art ou de la science en question. Il ne voit qu'un amas de connaissances qui grandit au fur et à mesure des progrès scientifiques, par l'effet des causes inexplicables. Pour pouvoir en saisir l'ordre caché, il faut à ce spectateur ou bien, comme dans le second exemple didac-tique que nous avons donné, s'initier lui-même aux secrets de l'art ou du savoir, ou bien lui présenter ce spectacle au ralenti, comme dans le premier exemple donné. En effet, pour le savant, la vitesse avec laquelle il se meut parmi ses connaissances est normale pour lui, mais elle tient du prodige pour le spectateur. C'est pour celui-ci une sorte de prestidigitation sacrée et ce n'est pas pour rien que, comme la science des sociétés nous l'enseigne, le savoir naquit au sein de la magie. Le non-initié voit les démarches extérieures du savant et l'ensemble de ses gestes, mais il ne peut entrer dans le complexe de ses raisons. Pour reprendre l'exemple de tout à l'heure, nous pourrions dire avec justice : il voit le coureur mais non pas ses jambes. La

vitesse l'étourdit, l'habileté manœuvrière lui cache la vue des détails et même des distinctions justes et nécessaires. Là, où il y a un ordre intelligent, il n'aperçoit qu'un assemblage hétéroclite des choses ou des connaissances. Le mouvement va trop vite pour ne pas le laisser loin derrière lui. Il faut ralentir le mouvement, dissocier les gestes. C'est à une pareille œuvre de « ralenti » que nous nous sommes adonnés afin d'expliquer ce que nous appelons la grande confusion maurassienne.

La dialectique, comme la science, a ses secrets, formule ses exigences auxquelles il faut faire face adroitement et rapidement ; elle a ses zigzags, ses détours et ses chemins de traverse où, pour avancer sûrement, on a besoin d'un guide consommé par les difficultés, ou bien être son propre guide. Il faut avancer prudemment et avec science, dans le dédale inextricable des dangers de toutes espèces et des surprises de toute sorte, que l'adversaire tient prêts. Une double opération est nécessaire en toute bonne dialectique : savoir s'insinuer entre les difficultés pour les faire éclater en morceaux épars, ensuite en déposer autant qu'on peut sur le chemin de l'adversaire. Il faut l'arrêter sur un gros obstacle ou le faire culbuter par un piège, l'écraser avec des moyens massifs ou l'abattre avec adresse, presque sans efforts apparents. Sans coup férir, ajouterait-on. Mais pour accumuler ces moyens de guerre, il faut connaître en détail les divers éléments de la science, et pour posséder cette adresse, il faut pratiquer cet art. Être possédée à fond, être pratiquée assidûment, voilà les deux conditions que vous demande à remplir, pour vous appartenir, la science en général, la dialectique, en particulier. Nous croyons savoir que M. Maurras satisfait amplement et brillamment à cette double exigence. Dialecticien redoutable, rompu aux arcanes de la logique, M. Maurras paraît en avoir une science approfondie et même, ajouterait-on, un sens inné de cette discipline. En outre, chaque jour, dans les colonnes de son journal, il se livre avec talent, presque avec délices, aux jeux de la discussion. Sans doute, est-il paradoxal de voir le théoricien de l'autorité faire un si grand cas de la discussion, mais il la circonscrit à l'ordre théorique, la proscrivant de l'action⁴, où il préconise d'agir « par tous les moyens ».

Sa dialectique est adroite, le plus souvent, elle est brutale. A l'adresse, M. Charles Maurras joint, jusqu'à la rendre prépondérante, une puissance sommaire. Parfois elle séduit le lecteur, surtout elle l'écrase par sa force ; elle l'assomme. Ses coups dialectiques sont des coups de massue. On en reste étourdi plus qu'on n'en est persuadé. On n'y adhère pas de plein gré, on est *obligé* de donner son adhésion par la force des arguments plutôt que par la grâce de l'exposé. On est réduit, par la nécessité, à se rendre à ses vérités autant et plus qu'on n'en est séduit. Sa logique est virile, même trop expressive. Cette mâle dialectique roule en tonnerre ses raisons. Celles-ci sont accompagnées d'imprécations homériques qui ajoutent à l'effet brutal des raisonnements massifs, le bruit terrible des menaces verbales. Bref, une logique mâle et mêlée. Les raisons purement logiques y sont tassées en un désordre apparent où il est difficile à l'œil inexpérimenté de distinguer les groupes et les familles de syllogismes suivant leur nature. Comme s'il ne suffisait pas, on roule autour des discussions logiques une longue filière d'épithètes dont l'enchaînement fait concurrence à celui des raisonnements ; on fait baigner ceux-ci dans une vaste mer de délaiage, aux imprécations s'ajoutant les répétitions. Comment veut-on que le lecteur s'y trouve ? Il s'y noie. Il n'arrive pas à démêler les arguments serrés en une indestructible synthèse, ni même à dissocier ceux-ci des ornements verbaux, tant l'unité des éléments est fortement faite dans la pensée maurrassienne. Elle a une grande valeur spécifique, dirions-nous en empruntant un terme de l'Economie Politique ; c'est-à-dire que sous un faible volume se trouvent assemblées bien des choses. Pourtant, dira-t-on, que faites-vous de ses répétitions dont vous venez de parler, des prolongements que vous avez rappelés, et auxquels l'esprit de M. Maurras se complaît ? Nous n'en faisons rien, nous constatons, et d'abord précisons. En parlant de la grande valeur spécifique de l'œuvre de M. Maurras, nous n'avons pas visé l'essentiel mais l'ensemble. Or, dans cet ensemble, il y a tant de choses que par rapport à son volume, il est spécifiquement grand, mais dans cet ensemble où il y a tant de choses, l'essentiel s'y perd. C'est pourquoi il nous arrive de penser que M. Maurras n'est peut-être pas l'homme de l'essentiel. Parfois, peut-être.

Ainsi, les faits conspirent à égarer le lecteur et à le pousser sur la pente de la confusion. D'abord les difficultés de la dialectique

tique, ensuite les difficultés maurrassiennes. La dialectique tourne vite et M. Maurras l'accélère encore. A cette vitesse s'ajoute un mélange inextricable de faits, gestes, répétitions, imprécations, où on a du mal à distinguer la logique de ce qui est art. Déjà, une première difficulté. Une seconde est posée par cette logique même. Une fois distinguée de ce qui n'est pas elle et séparée du reste, il faut la tirer au clair. Elle est serrée et il est difficile de la dissocier, mais pour la comprendre, il faut s'atteler à cette tâche sous peine de ne rien entendre à cette logique difficileuse qui a tout de même un certain charme et qu'une longue habitude vous convie de reconnaître.

Le mélange des arguments est si intime dans la pensée et les écrits de celui qui nous occupe en ce moment, qu'il faut à tout prix procéder à une entreprise de désintégration. Disséquer sa dialectique pour en séparer les arguments afin d'expliquer les confusions, telle est notre tâche. Elle est orgueilleuse et nous l'avouons sans fausse modestie.

Pour abattre l'adversaire et pulvériser ses arguments, M. Maurras en amasse autant qu'il peut. Il le fait vite, avec adresse. Cela ne veut pas dire qu'il n'agit pas avec ordre et que pour lui les arguments se présentent indistinctement. Ils se présentent en foule. Il les prend tels qu'ils lui viennent sous la plume, pensant que le lecteur fera de lui-même la discrimination déjà faite par l'esprit de M. Maurras. Doit-on dire qu'il se trompe ? A ce propos, Jacques Bainville racontait une belle anecdote touchant la vie matérielle de M. Maurras. Voyant le modeste appartement désordonné de celui-ci, plein de livres qui ne sont pas à leur place, des journaux qui traînent partout et des paperasses qui se trouvent dans tous les coins, Jacques Bainville s'écriait : « Charles Maurras a mis tant d'ordre dans sa tête qu'il croit superflu d'en mettre dans son bureau ». Et bien, sa prose est à l'image de son appartement. Le même ordre dans la pensée, le même désordre dans la forme. L'exposition est étincelante, l'esprit y trouve son compte, le besoin d'ordre non pas. Par le désordre de sa prose il fait perdre pied au lecteur, par les saillies de son esprit, l'œuvre commencée est achevée : le lecteur est complètement désorienté. Ebloui par ces esprits, il s'accroche à eux, oubliant le principal. Il ne se rappelle qu'eux et finit, en une seconde période, par les prendre pour le principal, d'où les confusions incessantes auxquelles est sujette et

victime la pensée maurassienne. Celui-ci accuse toujours ses commentateurs de l'avoir mal compris. Il faut reconnaître que lui aussi y a mis du sien. Robert Brasillach explique cette question de la façon suivante⁵ : « Cette pensée si étonnamment directe, sans variations depuis tant de temps, si pleine et si nue, et par ailleurs faite de tant de nuances délicates que ce fut un jeu de la caricaturer ». Nuances, peut-être. Surtout, elle est un continuel bombardement. De l'artillerie lourde.

Comment le lecteur, si averti soit-il, résisterait-il à ce perpétuel étourdissement, à moins d'y mettre une certaine tenacité et de persévérer dans l'étude pour se persuader de l'erreur où on le pousse malgré lui. Or, le lecteur n'est souvent ni averti ni entêté, il est distrait et il ne pense pas à se rebeller. Surtout, il est profane. Et la dialectique restera pour lui un mystère dont il n'a nul souci. Les malentendus s'ensuivent facilement et fatalement. De son côté, le maître ne pense pas à lui faciliter sa tâche. Il croit que l'ordre qu'il a mis dans sa pensée est si simple qu'il va de soi. Pourtant, même les lieux communs ont besoin d'explications. Certains maîtres d'école considèrent comme superflues certaines explications, tant l'évidence est grande. Mais lorsqu'ils interrogent l'élève, ils se préparent des surprises. On demandait un jour à des enfants : quel est le chemin le plus court entre deux points. La plupart se tut. L'un d'eux répondit : la ligne courbe. Le maître se crut bafoué. Le maître avait tort.

L'ordre manque dans l'exposition des thèmes maurassiens ; il se trouve dans les idées maurassiennes. Cela ne suffit pas. Après que la dialectique, par sa nature même, oblige à grouper les arguments jusqu'à perdre leurs différences, M. Maurras, par son tempérament, aggrave cette circonstance, en entassant autant de choses qu'il peut, de toutes les natures et sans prendre garde à l'espace qu'il faut laisser à chaque idée. On rogne sur leur confort ; les idées s'y trouvent incommodées. C'est ce qui nous a fait dire au début de cette étude que ce que le lecteur aperçoit ce n'est pas la *distinction* des arguments mais le fait d'en *amasser* le plus possible. Cela ne veut pas dire que ceux-ci ne sont soumis à aucune loi, ou que l'auteur les ignore, mais cela est insuffisant ; c'est unilatéral. Le lecteur voit les argu-

ments, mais ignore leur loi. On ne procède pas à une mise en ordre qui serait une mise en garde. Au contraire, M. Maurras les entasse, pêle-mêle sans égards aux aises des arguments, il les empile les uns sur les autres au lieu de leur laisser une place confortable. Il leur offre, pour tout logis, un taudis.

Il faut rappeler aussi la volonté de M. Maurras de visiter les moindres coins d'une idée, palper ses dessous, les scruter avec conscience. D'un côté des arguments mêlés, de l'autre des détails surajoutés. Aux négligences de l'auteur, ajoutez les défaillances du lecteur, et vous aurez la clef de l'énigme. Lorsqu'on voit à côté des *arguments monarchiques*, des *raisonnements anti-égalitaires*, le tout perdu dans une dissertation sans fin, prenant chaque jour trois colonnes massives de journal, il est explicable que le lecteur arrive à confondre monarchie et maurrassisme. Ne le voudrait-il, qu'il ne le pourrait pas à moins d'un effort. Et il est rare qu'il le fasse. L'explication en est d'ordre psychologique. Dans une République, le lecteur est davantage éveillé par le mot de monarchie, qui lui manque, que par les attaques contre l'égalité, qu'il possède. L'égalité ne lui dit plus rien qui vaille, lorsqu'il l'a gagnée, mais cette lointaine étrangère qu'est la monarchie rayonne d'une séduction vénérable et peu accessible. L'homme est excité par une chose peu commune et attiré par les choses qu'il n'a pas. Ni la monarchie n'est chose commune en République, ni on ne l'a pas. Il est normal que lorsqu'on jette cette chose dans la discussion, elle détonne quelque peu. Ensuite, elle accapare toute l'attention, lui faisant oublier qu'il y a tout près d'elle d'autres choses qui ont leur importance et qui attendent son bon vouloir. La monarchie est un mot flamboyant qui prend à lui seul toute la vue, et auquel il arrive, telles les enseignes trop lumineuses, de cacher la façade. Elle est envahissante et, par sa puissance d'attraction, elle jette les autres dans l'ombre. L'enseigne se substitue à la façade.

Le fondement de la pensée maurrassienne est l'égalité ; on en a pris la monarchie. La psychologie en est la grande coupable. M. Maurras aussi.

Nous avons montré jusqu'ici comment la dialectique agissait *directement* sur l'esprit du lecteur et sur la forme de l'exposition, créant cette confusion qui fait l'objet de la présente étude. Il faut dire que la méthode dialectique a laissé son empreinte

sur la forme de l'œuvre maurrassienne dans son ensemble et que celle-ci a, à son tour, agi sur l'esprit des foules, aggravant cette confusion et permettant en conséquence, à la dialectique, d'agir, cette fois-ci, d'une manière *indirecte*. Ce dont nous allons nous entretenir.



Chez M. Charles Maurras, la dialectique tient dans un article de journal. C'est une éphéméride.

Elle agit sur la doctrine maurrassienne en lui donnant une forme éparse. M. Pierre Chardon, par les soins duquel fut établi le « Dictionnaire politique et critique », le reconnaît et plusieurs des amis de M. Charles Maurras, dont Lucien Moreau, « avaient songé, dès 1901, que la plus grande partie de son œuvre immense était dispersée et qu'il serait nécessaire d'en réunir et d'en classer les éléments essentiels » ⁶. Mais si le dictionnaire peut contenir l'ensemble ou l'essentiel d'une œuvre, il ne met pas cet essentiel en vedette. Ce théoricien de la monarchie a pris, là, un chemin égalitaire.

Tout en étant déductive, la pensée maurrassienne n'offre pas cet aspect *extérieur* d'un bel ensemble de déductions, découlant les unes des autres, comme les Dialogues de Platon, dont il est le fervent ami ⁷, ou comme l'œuvre de Comte, dont il est l'original disciple. Ni par son Dictionnaire, ni par ses œuvres, M. Maurras n'est parvenu à atténuer cette tare : la discontinuité. Car les déductions maurrassiennes se présentent sous une forme discontinue. Cohésion, mais discontinuité.

L'œuvre est immense et touffue. Par son immensité, elle nous désoriente, par son désordre elle nous égare. Cette œuvre est malaisée à dépouiller ; M. Maurras a beaucoup écrit et, comme le rappellent MM. Gide et Rist, de Saint-Simon, dont nous verrons par ailleurs les liens qui le rapprochent du théoricien royaliste, « il y renouvelle constamment les mêmes suggestions et répète sous des formes variées quelques idées toujours semblables » ⁸. Dans cette œuvre nous voyons les répétitions, nous ne voyons

6 *Dictionnaire politique et critique*, par Charles Maurras. Fayard Editeur, Paris, 1932, T. I, p. 5.

7 Voir : *L'amitié de Platon*, par Ch. Maurras.

8 *Histoire des doctrines économiques*, par Gide et Rist. Sirey, 1926, p. 240.

pas les différences entre les idées, nettement marquées. Accourues en foule, indistinctement, les idées servent à combattre un adversaire plutôt qu'à dresser un monument logique. L'utilité, éternel piège du maurrassisme.

On ne voit pas dans les ouvrages du chef royaliste et théoricien de la hiérarchie, cette distinction puissamment tracée entre les familles d'idées qu'on voit chez d'autres penseurs. Aucun écriteau ne nous avertit : ici, nous parlons de monarchie, là commence l'égalité. Nous ne disons pas que ces distinctions ne sont pas faites *dans* la pensée de M. Charles Maurras, mais qu'elles n'ont pas été faites *par* M. Maurras dans ses écrits. Nous parlons ici de la *tendance générale* de l'œuvre et non pas de quelques⁹ exceptions de détail qui n'infirment point la règle. C'est à dessein que nous avons tenu à circonscrire avec précision le terrain où nous évoluons afin d'éviter les discussions de chicane qui ne nous feraient perdre que le temps. Car les illusions se gardent plus longtemps.

« L'Enquête sur la Monarchie » est l'ouvrage capital du directeur de « L'Action Française » ; nous ne savons pas s'il faut le mettre avant ou après « L'Action Française »¹⁰. Dans son genre, l'Enquête est un chef-d'œuvre. Elle réunit au plus haut degré les qualités dont nous venons de faire la critique. Elle contient des arguments pro-monarchiques mêlés, sans aucun souci autre que celui d'avoir le dessus, aux raisonnements anti-égalitaires. Lorsque, dans ce livre, l'auteur veut faire triompher, dialectiquement et, espère-t-il, même politiquement¹¹, l'idée monarchique, il a soin d'ajouter : « l'égalité c'est la mort », sans nous avertir qu'il faut opérer une discrimination entre ces deux idées. D'autant plus que le lecteur, dans la grande majorité des cas, ne va pas la faire de lui-même. Qu'on ne dise pas qu'il y a une union nécessaire entre ces deux idées. Il n'en est rien et nous le montrerons dans le paragraphe suivant. Mais dans l'Enquête, ces deux idées voisinent sans cesse. C'est plus qu'un leit-motiv ; c'est une obsession.

Ce livre aurait pu s'intituler avec plus de raison : « Enquête sur la Monarchie et sur l'Egalité ». Elle unit, comme dans un

9 Fussent-elles multiples. La répétition ne préjuge pas toujours de l'importance des choses.

10 Pour le moment on laisse la question en état.

11 Si le coup de force est possible, par Charles Maurras.
L'éducation de Mouk, idem.

faisceau, deux idées, qui n'ont qu'une parenté de circonstance et que le hasard, qui fait bien les choses, a tôt fait de séparer. Cette union du trône et de la hiérarchie peut paraître si *claire* à M. Maurras qu'il ne juge pas nécessaire de distinguer ses éléments. Là, M. Maurras se contredit. Comme le certifie Brasillach, le chef royaliste « reconnaît que *le préjugé de la clarté a causé quelques maux aux lettres françaises*. C'est-à-dire que, sur deux ou trois points en apparence très particuliers, on est déjà obligé de se faire une idée de l'homme plus complexe que ne le voudraient certains » ¹². Et du maurrassisme, une idée à la fois nouvelle et moins simple.

Là où on aurait dû insister, en dépit d'une clarté apparente, on passait en effleurant à peine la question. Pourtant, elle n'était pas négligeable et méritait une attention plus soutenue. Mais le but que s'était proposé le directeur de l'Action Française était autre et exigeait des conditions bien différentes. Il s'était assigné comme devoir de convaincre ou de combattre et tout était bon de ce qui pouvait servir à la bataille. La *discrimination* des idées devint secondaire, l'*accumulation* des arguments étant le principal. De cette hiérarchie dans les circonstances naquit la confusion dans les idées.

**

Dans les premières pages de cette étude nous avons posé, au préalable, qu'une confusion avait été commise à l'égard du maurrassisme, due aux hommes et aux idées. Nous l'avons à peine esquissée, sans approfondir sa nature. Après l'avoir hâtivement définie, nous avons entamé une étude de l'origine plus que de la nature de cette confusion. Dans cette étude, nous avons dû faire souvent appel à la psychologie et à la méthode analytique. En présence d'une association arbitraire des notions nous ne pouvions arriver à la dissocier que (en grande partie) avec le secours de l'analyse psychologique, comme nous l'avons fait. Il y a lieu, maintenant, à faire certaines remarques sur les pages qui précèdent. Elles ne présentent pas cet aspect sévère et uni qu'exige la méthode scientifique. A dessein nous avons évité la forme âpre et belle du traité. Nous voulions donner à

¹² *Portraits*. P. 32.

ces premières dizaines de pages l'apparence aimable du discours. On séduit mieux le lecteur en ne l'opprimant pas, dès le début, avec l'ennui ou la sévérité. Sans doute l'austérité a-t-elle son charme pour certaines gens, mais ces initiés ne sont pas nombreux. C'est pourquoi nous devions poser une grande question sans recourir à l'appareil docte et réfrigérant de l'érudition. Autrement, nous aurions risqué de parler pour nous-mêmes, hypothèse qui ne nous souriait guère.

La nature souple du discours nous a permis certains développements qui étaient autant de détours et qu'exigeaient la psychologie et l'analyse. Nous nous sommes, chemin faisant et incidemment, rendu coupable de quelques délayages dont nous gardons la mémoire, avec les remords. En un mot comme en cent, c'est volontairement et consciemment que nous avons donné une forme peu raide au discours entamé. Ce fut une conversation plutôt qu'un memento.

Cependant, souplesse ne veut pas dire désordre, ni anarchie l'avenance. Avenants, nous avons essayé de l'être sans perdre de vue le but poursuivi et en suivant pas à pas le fil de nos développements, nous arrêtant net à la limite qu'il ne fallait pas franchir. Si une aimable plaisanterie y fut tolérée, l'anarchie ne le fut guère. Nous avons caché un ordre rigoureux sous une forme souple sans que l'ensemble s'en soit trop ressenti. Nous avouons qu'on aurait pu tout aussi bien prendre l'autre chemin, celui de la sévérité. La difficulté n'en aurait pas été plus grande mais l'ensemble aurait été modifié. On aurait pu numéroter les quatre causes énumérées, donner à chacune un chiffre, faire des distinctions et des sous-distinctions, en paragraphes et en chapitres, sans que, pour cela, croyons-nous, la clarté ait été accrue. Le contraire non plus ne nous paraît certain.

La forme du discours ne nous a pas fait dépasser notre pensée et le plan initial fut respecté en même temps que nous poursuivions la chaîne de nos raisonnements et de nos recherches. Dans cette introduction nous avons été mené par des considérations logiques ou esthétiques plutôt que par des motifs de sévère méthode scientifique. Nous avons cherché le beau dans le vrai.

PARAGRAPHE II

DE LA NATURE DE CETTE CONFUSION

TITRE I

Égalité et Monarchie

Maurrassisme et monarchie ne sont pas deux choses qui *doivent* être liées. Elles ne s'imposent pas nécessairement unies à l'esprit. M. Maurras les a, par certains prodiges dialectiques, adroitement accouplées ; elles n'en sont pas moins différentes l'une de l'autre. On peut, sa vie durant, par des fortes dépenses de talent et de publicité, faire tenir en place deux choses qui peuvent aussi bien se fuir que se rejoindre. Cela dépend des circonstances. L'histoire, avec ses caprices, autant que la raison avec ses rigueurs, est maîtresse en ce domaine. Le hasard y a sa part autant et plus que la nécessité. Faire unir deux concepts qui peuvent incidemment se trouver contraires ou amis et cela suivant les changeants motifs de l'histoire, ne veut pas dire les avoir identifiés. Entre eux il n'y a pas d'identité mais union temporelle. Et l'histoire, en ce sens, prouve la vérité de nos dires. L'histoire des deux révolutions, la française et la russe, tient un même langage et la recherche des causes aboutit aux mêmes conclusions. On a renversé, en 1789, la monarchie française non parce qu'elle était *incompatible* avec les principes démocratiques, mais parce qu'elle n'y était pas *habituée*. La Restauration prouva que le principe monarchiste et le principe démocrate pouvaient coexister, en dépit des frictions ou des difficultés qui s'élevaient entre eux, dues à la fraîcheur de leur collaboration plus qu'à l'opposition

de leurs natures. On nous dira que la Restauration culbuta sur les barricades, preuve irréfragable de l'inimitié de leur essence, et que tôt ou tard, l'une ou l'autre aurait dû disparaître, laissant la place au plus fort. C'est la une façon spécieuse de juger les événements et de conclure sur la mort de la Restauration. Elle périt par hasard. Des bons fusils placés aux bons endroits auraient réglé le compte des Trois Glorieuses.

Après la mésaventure advenue à la royauté française en 1789, les monarchies européennes surent faire, en se laissant forcer la main, chacune avec des nuances particulières, des concessions aux idées parlementaires alors très à la mode et aussi répandues que les Fuhrers de nos jours. L'accident capétien leur avait servi de leçon et la République de Napoléon leur avait permis de s'adapter aux circonstances nouvelles. Étant inadaptable, *en ce moment-là*, la monarchie française s'effondra. Les autres durèrent. Est-ce parce qu'elles étaient plus sages ? Nullement, car les rois capétiens avaient montré au cours des siècles une sagesse constante qui les avait élevés bien au-dessus de leurs collègues de la communauté européenne. Alors ? Elles étaient averties par le malheur d'autrui. Ne désirant pas avoir le sort du roi de France, les rois des autres contrées firent ce qu'on demandait d'eux et, malgré eux, ils s'accommodèrent tant bien que mal aux systèmes de la discussion où le député avait sa large part. Au festin public il paraissait un petit roi, une fraction de divinité monarchique, chose qui lui paraissait très à son goût. La monarchie française se révélant trop rigide fut remplacée par la République et ce, non pas à cause de quelque vague nécessité philosophique, mais par la vertu, si l'on peut dire, de quelques événements malencontreux. La monarchie française est morte par accident.

C'est bien dommage pour elle et pour la France, c'en est un autre et bien plus grand pour la Contre-Révolution française, défenseur impénitent de toutes les vieilles idées de hiérarchie.

L'histoire, raisonnablement consultée, c'est-à-dire sans faire intervenir aucune volonté divine, bref d'une manière positive, montre que la monarchie n'est pas, grâce à un décret divin, l'irréductible adversaire des idées d'égalité et que la Révolution n'est pas « satanique »¹³. Il n'y a rien de plus humain et de

¹³ *Considérations sur la France*, par Joseph de Maistre. Librairie Philosophique Vrin. Paris, 1936.

plus chanceux. Croire qu'on a renversé la monarchie parce qu'ainsi le voulait la « doctrine », c'est une illusion. L'explication est plus terre-à-terre. Il parut à Brissot le Girondin ainsi qu'à ses amis, qu'on ne pourrait bâtir la Démocratie sans faire la République. On renversa la monarchie. Pour ce, on fit la Guerre.

Des *hommes*, non pas des *principes*, exigèrent ce changement. Et ce raisonnement peut être tenu aussi à l'encontre de la Démocratie, non seulement de la Contre-Révolution. Si cette première s'avisait de dire qu'il n'y a que la République qui soit égalitaire, elle aurait tort. Car, en effet, sur quoi se baserait-elle, la Démocratie ? Sur une théorie ? On peut en faire une autre. Sur l'histoire ? Elle est réelle mais elle est changeante. Ensuite, ses déductions, prises au pied de la lettre, peuvent mener à l'absurde. Car, enfin, en 1792-93, ce sont les révolutionnaires qui déclenchèrent la guerre. Est-ce que la Démocratie veut dire guerre ? Ensuite, en utilisant un argument de M. Maurras, on pourrait montrer, en faisant un pas de plus, que non seulement la monarchie n'est pas incompatible avec l'égalité, mais que, bien plus, il est dans *son intérêt* de favoriser l'égalité. N'étant pas ici à sa place, nous ne pouvons pas développer plus amplement cet argument, nous proposant de le reprendre dans un ouvrage ultérieur. En attendant, restons là.

Les monarchies européennes instruites par l'histoire française, durent accepter les parlements. Accepter la démocratie, c'était s'accommoder de l'égalité. L'exemple malheureux de la royauté française comme le compromis des monarchies européennes pulvérisent l'argument de l'incompatibilité de la monarchie et de l'égalité. Renverser une monarchie n'est pas une preuve ; faire la République ne confirme pas l'assertion de l'incompatibilité d'humeur entre le Roi et l'Egalité. Mais l'exemple que nous avons donné n'est pas tranchant ; c'est un compromis.



Passons à la Révolution russe. Celle-ci paraissait intraitable, implacable, impitoyable et ainsi de suite. Radicale, elle renversa le trône et voulut en faire de même avec la société. Mais si la

monarchie vola en éclat, cela est dû, comme pour la royauté française, à son inadaptabilité *momentanée*. Elle était *inadaptée*, mais non pas *incompatible* avec le communisme. Redressée, elle aurait pu s'adapter à cette nouvelle situation. D'autant plus que M. Maurras soutient chaque jour que la monarchie est très souple. Pourquoi donc les rois ne se serviraient-ils pas de cette souplesse que M. Maurras leur prête ?

Inadaptés, mais pas inadaptables.



Passons maintenant à la question essentielle de ce chapitre et pour qui il a fallu faire ce luxe de pages préliminaires.

TITRE II

Monarchie et Maurrassisme

Sous le titre précédent nous avons étudié, telle qu'elle se présente à l'*extérieur*, la relation de l'Egalité-Monarchie. Appuyé sur les enseignements de l'histoire et les raisons de la logique et du bon sens, nous avons conclu, sinon, à leur nécessité, du moins à leur *possible* conformité, en tout cas point à leur inimitié foncière. Si on avait voulu forcer le sens des mots et des choses, on aurait pu démontrer que l'égalité et la monarchie, loin de s'exclure, s'impliquent nécessairement. Nous n'avons pas voulu pousser l'originalité jusqu'à ce point-là.

Sous ce titre, nous étudierons cette même relation d'un autre point de vue : celui de la pensée maurrassienne. Après avoir dans le Titre premier, déblayé le terrain du dehors, nous devons, par une marche approchante, analyser la question essentielle du maurrassisme qui consiste en une confusion de celui-ci et de la monarchie.

Précédemment, nous avons étudié les causes de cette confusion. Il convient maintenant, après avoir tout au début de l'ouvrage ébauché presque à la hâte le sens de cette confusion, d'approfondir la nature de la confusion.

SECTION PREMIÈRE

QU'EST-CE QUE LE MAURRASSISME ?

C'est une théorie de l'égalité. Ce n'en est pas son hymne ; c'est une déclaration de guerre. Comme les grandes choses, elle est brève : « l'inégalité ou la mort »¹⁴. Elle tient en peu de mots. Elle n'en a pas moins sa virulence.

La doctrine maurrassienne est une puissante synthèse anti-égalitaire. Plus que de la *monarchie*, elle est une défense de la *hiérarchie* et de ce qu'elle appelle l'*archie*. Ce qu'elle défend, c'est moins l'ordre monarchique que l'ordre tout court. Doctrine de l'autorité, qu'elle soit aristocratique ou royale, peu importe du point de vue *historique* ou de la *géographie*, où des considérations *particulières* et *contingentes* peuvent prendre le dessus sur des rapports *rationnels*, *universels* ou de *nécessité*. Si l'on fait intervenir des relations de contingences, M. Maurras *peut* être royaliste, mais le maurrassisme, lui, n'est pas *nécessairement* monarchique. Il est « archiste ».

Le maurrassisme veut la sauvegarde des « hiérarchies tutélaires » ou des « défenses tutélaires » qui ne peuvent être que l'« inégalité protectrice » ou les « inégalités nécessaires »¹⁵. Il veut sauver les différences qu'il confond avec les inégalités et établir fortement la hiérarchie des familles. Ordre et gradation, archie et hiérarchie, telle est la doctrine maurrassienne. Et comme l'égalité ne peut être ordonnée — car l'ordre veut la différenciation — la hiérarchie supposant nécessairement cet ordre fondamental — non pas l'ordre apparent des rues — qui manque essentiellement à la démocratie, il s'ensuit que le maurrassisme tout entier se réduit à la question de l'égalité. Ce problème tient la première place dans la pensée maurrassienne. L'égalité fait le fond de cette pensée.

Faute d'avoir précisé étroitement la doctrine proprement maurrassienne, on a cru que le maurrassisme c'était la monar-

¹⁴ *Enquête sur la Monarchie*, par Charles Maurras. Bibliothèque des Œuvres Politiques. Versailles, 1928. Page 119.

La formule complète est : l'inégalité ou la décadence, l'inégalité ou l'anarchie, l'inégalité ou la mort.

¹⁵ Politique naturelle. Voir : *Mes Idées Politiques*, par Charles Maurras. Pages XV et XVII. Cette « politique naturelle » est un bon aperçu des idées maurrassiennes.

chie alors qu'il était la hiérarchie, et confondu ce maurrassisme et cette monarchie qui doivent être séparés. Le maurrassisme, c'est le problème de l'égalité plus que celui de la monarchie, et de la façon dont on résoudra le premier, il ne résulte pas fatalement que le second suivra. A côté et en dehors de la monarchie, il y a des aristocraties de toute sorte, des inégalités de toute nature, des hiérarchies de toute espèce qui peuvent, si elles sont légitimes et naturelles, remplacer avec succès la monarchie. Avec quelque bonheur et *beaucoup* de chances, l'aristocratie peut tenter la sienne et rien ne dit qu'elle ne réussisse et rien — aucune fatalité de principe ou autre, aucune impossibilité logique, sauf les impossibilités ou les difficultés de l'histoire et de la géographie — n'exclut cette hypothèse qui peut souvent être plus qu'une possibilité, une chose probable.

Défini avec précision, en même temps qu'avec étroitesse, *le maurrassisme c'est l'égalité*. Egalité et non pas monarchie.

DEUXIÈME SECTION

QU'EST-CE QUE LA MONARCHIE

ET LA PLACE QU'ELLE OCCUPE DANS LA PENSÉE DE M. MAURRAS

Nous avons bien dit : la pensée de cet homme qui s'appelle Maurras ¹⁶ et non pas l'essence de cette doctrine qu'est le maurrassisme. Il faut distinguer.

Dans la pensée du maître de l'Action Française, le maurrassisme et la monarchie coexistent facilement ; raison de plus de les distinguer avec soin. Ces deux notions ont tendance, de par les nécessités qu'impose la lutte politique menée par le directeur du journal royaliste, avec une persévérance que rien ne décourage et avec une tenacité digne d'une belle cause intellectuelle, à se confondre, et c'est en vue d'éviter cette confusion que, tout au long des premières pages, nous avons insisté sur les différences qui les séparent, et que maintenant nous voulons fixer ces distinctions, en les creusant.

16 « L'homme et non pas l'homme qui s'appelle Collins » aime répéter, après Platon, M. Maurras. Nous avons pris le contre-pied de cette belle formule.

SOUS-SECTION PREMIÈRE

Qu'est-ce que la monarchie ?

Ce n'est pas la domination du *monarque* ; c'est le règne du *roi*. Il faut distinguer la « mon-archie » au sens de l'étymologie ¹⁷ de la « royauté ». Nous n'employons pas, écrit M. Charles Maurras, le *pléonasme* de *royauté héréditaire* (ces deux derniers mots soulignés dans le texte), mais nous disons, *ce qui n'est pas tout à fait la même chose*, la monarchie héréditaire ¹⁸ (idem des deux derniers mots).

La monarchie simple est le gouvernement d'un seul, la royauté, c'est le gouvernement d'une famille et l'affirmation d'un principe : l'hérédité. Le monarque est nécessaire, il est insuffisant ¹⁹. Car la vie d'un homme est peu de chose. Il veut se survivre dans la personne de ses successeurs. L'institution successorale est un bienfait pour la société. A tous les points de vue elle est préférable au dictateur ou mon-arque. Un César, un dictateur, un empereur plébiscités sont des Princes, des Premiers. Il n'en est pas de même du monarque héréditaire. Le monarque est un chef, le roi est un père.

La royauté vaut par l'hérédité. Sans elle, la monarchie est tronquée. Imparfaite, elle n'est plus qu'un pis-aller ²⁰. Au contraire de la monarchie, la royauté vit plus longtemps. Elle peut étendre ses bienfaits sur une plus longue durée, ses desseins sont continués de père en fils, elle s'enrichit des leçons, se nourrit de la moelle des temps et finit par le vaincre. Bref, on tue le temps.

La monarchie n'est longuement « faiseur d'ordre et d'autorité » ²¹ qu'en devenant royauté. Gouvernement d'une famille au

17 J'ai interrogé là-dessus, écrit M. Charles Maurras, rapportant les résultats d'une enquête personnelle, des paysans et des avocats, des médecins et des concierges, des académiciens et des conducteurs d'autobus. Ils sont tous *mon-archistes*, au sens de l'étymologie. Ils sentent ce que l'on sentait du temps d'Homère : « Le gouvernement des plusieurs n'est pas bon, qu'il n'y ait qu'un seul chef, un roi ». (*Dictionnaire Politique et Critique*. Tome III. Page 867. Extrait du « Soleil », 16 novembre 1899). Et souvent il aime parler de la monarchie de guerre de Joffre et des « cinq mois de dictature, sans la République ». (*L'Enquête sur la Monarchie*. Note en bas. Page XLVII).

18 *Action Française Mensuelle*, 1^{er} mars 1903. Voir Dictionnaire. Tome Troisième, page 89.

19 *Mes Idées Politiques*, page 274. De la dictature : *Dictateur et Roi*.

20 Nécessaire, insuffisant.

21 *Enquête sur la Monarchie*, p. LXXXV.

lieu du gouvernement d'un homme, gouvernement d'une petite communauté de sang à la place du gouvernement d'un individu. Et si la monarchie contient une « promesse d'autorité indépendante », elle ne le fait que dans la mesure où elle se survit » ²².

Un des amis de M. Maurras, consulté par des royalistes portugais et hongrois, donna la réponse suivante : « Qu'est-ce que la royauté ? L'hérédité de la couronne. Qu'est-ce que l'hérédité ? La loi de succession ». Cette réponse est belle, tant elle est simple et évidente. Une monarchie successorale veut dire une monarchie familiale. Ainsi, pour être parfaite, la monarchie doit être héréditaire et gouvernement de famille. « La seule forme rationnelle et sensée de l'autorité d'un seul est celle qui repose dans une famille, de premier né en premier né, suivant une loi qui exclut la compétition » ²³.

Ainsi entendue, la magistrature royale unit et combine deux idées, dont l'une est propre au dictateur et dont l'autre le dépasse : le commandement et l'hérédité. Dux et lex.



L'essence de la royauté, c'est la famille et son corollaire : l'hérédité. Quels en sont les bienfaits ? Avant de les énumérer, posons un principe général, qui enveloppe tous les développements : « *l'institution est de beaucoup supérieure aux hommes* » ²⁴. C'est une idée maîtresse de la politique monarchiste de l'auteur de tant : Vive le Roi.

Elle rappelle, comme elle en découle, une forte pensée du Comte de Paris (l'ancien) : « les institutions corrompent les hommes ». Elles l'aident aussi, ajoute le premier. Et c'est parce que la royauté soutient l'homme, parfois malgré lui, qu'elle est recommandable. La meilleure, aussi. Ce qui ne veut pas dire qu'elle soit parfaite, nul gouvernement ne l'étant. Ce que l'on peut dire, c'est que tous les régimes c'est le moins imparfait ²⁵. Elle peut avoir ses défauts, mais elle arrive à les corriger, car ils ne sont pas permanents. Exemple : la régence et la minorité.

²² Idem.

²³ *Mes Idées Politiques*. P. 275.

²⁴ *Enquête*. P. 65. Chez M. André Buffet.

²⁵ *Mes Idées Politiques*. P. 286.

Au contraire, proclamer la République, « c'est rendre la Minorité perpétuelle, c'est offrir la Régence à l'universelle compétition »²⁶.

La royauté est la « possibilité du bien » et le « moindre mal »²⁷, tandis que la République c'est l'inverse, « la possibilité permanente du pire mal » et « du moindre bien »²⁸.

Mais pourquoi la royauté englobe-t-elle tant de bienfaits, pourquoi soutient-elle les hommes ? Parce que héréditaire. Il n'en est pas de même pour la Démocratie. Sa loi est d'exclure l'hérédité²⁹.

Grâce à ce principe, le roi cesse d'être un « simple chef monarchique » pour fonder une « monarchie en règle »³⁰. Il est chef de famille et chef d'Etat. Il aime et il commande. Il punit par intérêt autant que par amour.



Et maintenant, les bienfaits.

1° *D'abord exclusion de la compétition.* Les querelles, en haut lieu, pour la première place, cessent. Il y a un seul à qui cette place est dévolue, non en vertu du droit de concours, mais par l'effet de la loi du sang. « Il y est parce qu'il y est ».

« S'étant donné la peine de naître », il dispense les autres de poser la question des valeurs³¹ qui, il faut le reconnaître, est pleine de pièges. Par les hasards de l'hérédité et la vertu du sang, le roi cesse — au fait, l'est-il jamais — d'être un concurrent. Le sort l'a mis hors concours et c'est par une raison extérieure à lui qu'il se trouve régner. Il en vaut mieux ainsi.

Au contraire de l'hérédité, l'élection est le régime de l'antagonisme, et il ne cesse qu'en faisant place à l'hérédité. L'immense question de l'ordre, comme aurait dit Comte, peut se traduire, dans notre cas, ainsi : substituer l'hérédité à l'élection³².

²⁶ *Mes Idées Politiques*. P. 286

²⁷ *Mes Idées Politiques*. P. 281 et aussi : *Cours et Conférences d'Action Française*, janvier 1926. (Dictionnaire. Tome Troisième. Pp. 93-94).

²⁸ *Mes Idées Politiques*. P. 282.

²⁹ *Enquête sur la Monarchie*. P. LXXXV.

³⁰ *Idem*.

³¹ *Enquête*. P. LXXXV.

³² Il n'y a pas d'exemple qu'on soit jamais sorti de ce terrible cercle autrement qu'en substituant les autorités nées aux autorités élues et le droit héréditaire au droit électif. (*Mes Idées Politiques*. P. 163).

C'est là une idée-mère de la pensée maurrassienne. Le doublet élection-hérédité traduit assez fidèlement le doublet opposition-composition. Le dualisme de ces notions joue un grand rôle dans les écrits de l'auteur d'Anthinéa. Il en est constamment poursuivi et nous le verrons plus loin en passant à l'étude de ses conceptions économiques. Mais il fallait faire observer leur importance et marquer leurs sources ou leurs liens. Nous étudierons dans un chapitre suivant, sous le titre de « Opposition et Composition », une partie de ses idées économiques et des formes vers lesquelles elles se rattachent aux principes, mais nous avons voulu le faire précéder d'une étude des causes et des principes, d'où tout procède. C'est ce que nous essayons de faire dans ce chapitre qu'on aurait pu intituler celui des idées-mères.

M. Maurras s'attache aux causes et aux principes ³³.

2° *La monarchie est économique.* Elle est le moindre effort. Elle donne le plus gros rendement, ne serait-ce que par l'extinction des compétitions. Par sa *position*, le roi sait mieux et apprend plus de choses que le commun des mortels. En effet, « l'héritier apporte sans avoir à l'apprendre, cette connaissance expresse ou diffuse, cette tradition qu'il reçoit de ses parents et de l'atmosphère de sa famille » ³⁴.

DEUXIÈME SOUS-SECTION

La monarchie et la place qu'elle occupe dans la pensée maurrassienne

Par rapport au maurrassisme, c'est-à-dire de l'égalité, la position de la monarchie est celle-ci : elle en est *différente* et *secondaire*.

1° DIFFÉRENCES

Différente, elle l'est. Car il ne faut pas confondre une *institution politique* avec une *idéologie sociale*. De par sa nature, comme de par la place qu'elle occupe dans la pensée maurras-

³³ Charles Maurras et les idées royalistes, par Achille Segard. Arthème Fayard, Editeur. Paris 1919. P. 83.

³⁴ L'Enquête. P. XCVI.
Discours préliminaire.

sienne, la monarchie diffère de l'égalité. La première démonstration, nous l'avons faite. Il reste à montrer que même dans la pensée maurrassienne, monarchie et maurrassisme font deux.

Comme dans les controverses délicates, il y a des textes pour et contre, des arguments contradictoires ; il faut peser leur valeur et juger leur vérité sans préjuger de l'évolution intellectuelle de l'auteur de l'Avenir de l'Intelligence qu'il faudra suivre avec attention. Le jugement des textes, la critique des arguments, l'étude historique nous permettront de résoudre ces difficultés.



L'objet vrai de l'Action Française, ce n'est pas à vrai dire » la monarchie, ni la royauté, mais l'établissement de cette » monarchie, l'acte d'instituer cette royauté. Ne craignons pas » d'être barbares pour être clairs : disons qu'exactement il » s'agit de la royalisation, de la monarchisation du pays »³⁵.

Et en tête du chapitre, on trouve : « Notre royalisme consiste à faire la royauté ».

Dans l'acte d'instituer cette royauté, M. Maurras reconnaît en celle-ci une *institution* politique et historique et non pas une simple *idée* philosophique ou religieuse comme la Démocratie. Mais broder autour de la hiérarchie et des inégalités protectrices c'est faire œuvre doctrinaire bien plus que d'action politique. Lorsque M. Maurras nous dit que l'objet vrai de son *journal* n'est pas la monarchie ou la royauté, c'est-à-dire la *doctrine* de la monarchie ou de la royauté, il faut bien le croire. Mais comme il tient aussi *école*, il faut bien qu'il y enseigne une *doctrine*, afin de donner un but à cette école et une utilité à ses leçons. Car l'action politique doit s'appuyer sur une doctrine.

Nous avons vu l'action ; elle est française et royale. Nous étudierons sa doctrine ; elle veut être universelle et rationnelle. Nous verrons plus tard jusqu'à quel point elle est réussie. Contentons-nous de dire que pour prêcher cette action politique, il fallait, la monarchie n'existant pas en France, prendre position contre ce qui existait : la Démocratie. C'est contre elle qu'il fallait diriger cette action et les attaques quotidiennes.

³⁵ *Enquête sur la Monarchie. Appendices IV. Page 595.*

nes. Mais comme l'action a besoin d'idées pour se nourrir, il fallait les lui fournir en faisant la critique de la chose existante. Contre la démocratie, on dressa le plus farouche, le plus violent et le plus sévère réquisitoire, bien partial par endroits. Contre cette même démocratie, présentée comme idée ³⁶ nocive, on édificia une *doctrine* philosophique soutenant une *action* sociale en vue de mettre sur pied une *institution* politique. Les différences sont nettes.

Elles sont saillantes. Surtout si l'on prend garde aux distinctions certaines et aux justes définitions, « hors desquelles s'étend un obscène chaos » ³⁷. Il fallait dresser contre une idée, d'autres idées non moins offensives et pleines d'allant. Ces idées à leur tour servaient de moteur aux actions des hommes, les poussant vers une attitude d'opposition, toujours systématique.

La distinction entre le spirituel et le temporel est bien faite par l'esprit de M. Maurras. Qu'il s'agisse du texte copié de l'Enquête sur la Monarchie et visant l'action des hommes, ou des textes publiés dans les diverses gazettes de l'époque, éclairant l'esprit des gens, la démarcation est fortement tracée entre ces deux ordres de réalités ou de préoccupations humaines. Comme on le voit, le problème de la monarchie et du maurrassisme se réduit, en dernière analyse, à la question du temporel et du spirituel ; le maurrassisme, doctrine spirituelle, la monarchie, réalité temporelle. Les textes sont là, qui mettent en évi-

³⁶ « La démocratie n'est pas un fait, la démocratie est une *idée*. Cette idée inspire des lois. Et ces lois et ces institutions se révèlent de jour en jour plus désastreuses, destructives et ruineuses, plus hostiles aux tendances naturelles des mœurs, au jeu spontané des intérêts et au développement du progrès. Pourquoi ? Parce que l'idée démocratique est fausse, en ce qu'elle est en désaccord avec la nature. Parce que l'idée démocratique est mauvaise en ce qu'elle soumet constamment le meilleur au pire, le supérieur à l'inférieur : au nombre, la qualité, c'est-à-dire la compétence et l'aptitude ».

« C'est un fait que les lois démocratiques existent ; mais c'est un autre fait qu'elles sont essentiellement nuisibles et mortelles... Car le *démocratisme* seul existe ; il n'est pas de *démocratie* ». (*Gazette de France*, 24 Août 1902).

Ce paragraphe, essentiel à notre avis, contient la critique d'une *idée*, et nous l'avons reproduit en entier quoique contenant bien d'autres éléments que nous allons utiliser au cours de notre exposé.

Ailleurs, M. Maurras écrit dans le même sens :

« La critique démocratique n'est pas physique, elle est métaphysique. Elle n'est pas née de la science mais d'une religion et fausse. (*Revue hebdomadaire*, 15 Décembre 1923).

³⁷ Le texte complet est :

« Définitions certaines comme doutent nos poètes, et justes confins hors desquels s'étend un obscène chaos ». *Le Chemin du Paradis* (Préface. P. LXXXIII, E. D. Boccard. Editeur. Paris, 1921).

dence les distinctions faites et qui prouvent la vérité de nos dires. Nous ne les avons ni falsifiés ni truqués, ni sophistiquement interprétés. Ils sont là, tout le monde peut les voir et les lire, là, plus haut, où ils ont été cités. Et nous n'avons pas craint de les donner en entier, malgré la répulsion que nous inspire ce délayage des textes qui donne souvent l'impression de ne se trouver là que pour boucher des trous et remplir les pages.



Aussi bien objectivement que subjectivement à l'œuvre de M. Maurras, par la réalité extérieure ou par l'intelligence de M. Maurras, la différence est établie entre la monarchie et l'égalité, ou la monarchie et le maurrassisme. Différences, non pas oppositions.

La réalité historique prouve qu'il n'y a pas de contradiction entre ces termes, tout en étant dissemblables ; la dialectique maurrassienne établit le contraire. Devra-t-on humilier la réalité pour faire plaisir à la logique ?

2° SUBORDINATION

Prouver que monarchie et maurrassisme sont deux étrangers, réunis pour les besoins de la cause ou par la force des événements ou par le hasard des circonstances ; que l'on *doit* distinguer le principe et que l'on *peut* disjoindre en fait, que de ces deux notions, l'une est une *entité spirituelle* qu'il faut étudier avec beaucoup d'attention et d'esprit critique pour pouvoir la juger sainement, la juger à sa juste valeur, la jauger à son vrai poids, mesurer ses conséquences et, jouissant d'une large perspective sur la vie des hommes et des choses, des idées et des actions, les placer, dans ce tableau d'ensemble, entre ses pairs et compagnons, et l'autre, une *action presque physique* touchant le domaine des institutions sociales, frôlant de près la chair des hommes et jouant avec leurs destinées ; que ces deux concepts, qui se veulent des réalités, ont été confondus non par le mauvais lecteur, mais par le lecteur distrait et l'auteur pressé qui, s'il a bien clairement saisi l'importance des « défi-

nitions certaines »³⁸ les a néanmoins roulé trop vite devant les yeux des spectateurs qui s'attroupaient aux alentours, tout en s'étendant sur des répétitions, inutiles pour le style écrit, nécessaires pour les faire apprendre aux hommes, oublieux de par leur état, afin de préserver leurs aises, et qui imposaient à l'auteur de parler plus longuement que de nécessité pour se faire entendre mieux et longtemps et pour graver dans leurs mémoires, comme des lettres de feu, les salubres et mâles leçons de l'expérience et les salutaires exemples de l'histoire que l'on oublie trop ; que, dans cette confusion, les torts sont réciproques et les excuses pardonnables, parce qu'il manque presque toujours les loisirs susceptibles de permettre, à l'auteur de tresser des couronnes à la perfection littéraire, au beau en même temps qu'au vrai, de fuir les ellipses incompréhensibles et d'éviter les répétitions sans raison esthétique, au lecteur de lire à tête reposée, loin des tourments et des compromissions de la vie, si diverse qu'elle arrive par nous éloigner même de nos travaux de tous les jours, de juger, avec esprit, ses lectures ; établir donc qu'il y eût de part et d'autre des erreurs et des négligences, commises presque sans se douter, et qui amenèrent la confusion des deux notions : la monarchie et le maurrassisme, qu'aucune nécessité rationnelle et universelle ne liait, affirmer cette confusion, réparer cette erreur, distinguer ces différences eût pu sembler paradoxal, mais, à la rigueur, eût pu être admis ; par contre, démontrer, ou du moins essayer de le faire, qu'en outre de ces rapports de différence, il y en avait d'autres, plus imprévus, affirmer contre des tenaces habitudes une vérité non moins vraie quoique plus discrète, tenter de faire apparaître contre l'évidence, mais non pas contre l'exactitude, une autre relation entre des faits et des idées, prouvée par des textes multiples, était une entreprise plus hasardeuse ; pourtant nous l'avons tentée, poussé non pas tant par le plaisir de la vanité que par celui de la nouveauté et de l'invention, nouveauté trouvée plutôt qu'inventée, à vrai dire, et pouvant se formuler ainsi : entre le maurrassisme et la monarchie, il y a un rapport de subordination, celle-ci venant après celui-là et n'occupant dans l'ensemble de la pensée maurassienne qu'une place secondaire, n'y tenant qu'un rôle de seconde zone ; for-

38 *Chemin du Paradis*. Ibidem.

mule qui aurait pu paraître spécieuse et trop originale pour être crue sur parole mais qu'on peut à l'aide de fortes preuves imposer à l'esprit raisonnant, comme à l'intelligence raisonnable, et qu'on acceptera, une fois clairement exprimée et sagement démontrée ; formule, répétons-le, qui pourra être expliquée tout au long des pages à venir et que nous avons fait tenir ici, ainsi que l'ensemble de nos recherches que nous avons résumées, en les entassant, dans une phrase qui nous a pris trop d'encre et trop de pages.



Entre la monarchie et le maurrassisme, il y a deux sortes de rapports : de 1° *différence*, et de 2° *subordination*. Monarchie et maurrassisme sont choses différentes et *la monarchie est chose secondaire*. Pour la pensée maurrassienne, dans la mesure où elle est pensée et où elle cherche à élaborer une doctrine, la monarchie est une simple question de circonstance. Ni en raison elle *ne peut être* autre chose, ni dans les textes de l'auteur elle ne l'est pas. *Pour M. Maurras, la monarchie est secondaire*. C'est l'accessoire.

C'est bien cette affirmation qui nous a paru trop osée pour la livrer brutalement à la curiosité. C'est pourquoi nous avons employé, au cours de cette étude, une tactique à la fois hésitante et enveloppante. Nous hésitions à la donner telle quelle, dès le début ; nous livrions, ici, un quart de la formule, là, un dixième, ailleurs un cinquième, semant notre route de morceaux de cette vérité qu'il n'était pas bon à dire crument, sous peine d'enlever à nos recherches toute sérieuxité. Afin de ne pas heurter de front les idées reçues, nous avons dû les tourner, les envelopper par des marches d'approche. Nous ne pouvions pas, ni pour des motifs de prudence, ni pour des raisons de politesse ou, si l'on veut, de complaisance, secouer trop fortement les conventions. Obligé de procéder avec doigté, de marcher à pas feutrés, de s'esquiver au moment voulu sans perdre de vue le but à atteindre et que l'on poursuivait acharnement en dépit de la souplesse que les faits nous imposaient, nous n'avons donc pas pu tenter de prendre l'obstacle à deux bras, de peur de buter sur lui, cherchant en revanche de le tourner de tous les côtés, de

l'épier pour en trouver un mot de passe ou une voie de passage. Bref, une issue.

Notre situation était délicate. Qu'on y songe ! D'un côté nous encourrions des reproches, d'un autre nous risquions de provoquer un immense éclat de rire. Mais en procédant de la manière prudente et sournoise dont nous avons fait preuve au long de ces pages, afin de nous épargner de trop dures épreuves, nous pouvions nous attirer cet autre grief, à savoir que nous voulions, par ces choses qu'on laissait dévoiler peu à peu, exciter le lecteur, reproche aussi déplaisant que parfaitement mérité. Ensuite, venir dire à des lecteurs, assidus ou non, de l'Action Française, dont l'entendement était plein des défenses de la monarchie qu'on pouvait lire dans les colonnes du journal et dont les oreilles bourdonnaient des cris de : Vive le Roi, que la monarchie, si elle prenait le temps de M. Maurras, était un des moindres soucis de la doctrine maurrassienne, aurait paru trop sophistique, au besoin assez byzantin, à l'extrême, n'y tenant plus, le rire aurait puissamment jailli. Afin d'éviter cet écueil, nous avons été forcés de renoncer, cette fois-ci, à prendre un départ trop brusqué. Pour échapper au ridicule nous nous sommes exercés à la prudence.

Pour y réussir tout à fait, il aurait fallu expliquer que le journal de l'Action Française, dont la raison la plus apparente de vivre était la monarchie, n'était pas toute la doctrine maurrassienne ; que, dans ses colonnes, les arguments de toute nature recevaient une large hospitalité, et que c'est précisément à ce mélange des *éléments maurrassiens* et des *éléments monarchistes*, que nous devons cette fameuse confusion de ce qui est *strictement* maurrassien et de ce qui ne l'est pas.



Après avoir expliqué la nécessité qui nous a fait louvoyer, nous devons expliquer pourquoi la monarchie est une chose secondaire.

Pour M. Maurras, l'essentiel c'est l'égalité, la monarchie étant l'accessoire. La question de l'égalité met en jeu le problème de l'ordre et du désordre, de l'anarchie et de l'autorité, de la hiérarchie et de la décadence ou de la mort ; on aperçoit son importance universelle. La monarchie, elle, ne met en jeu

que la France ; on conçoit facilement sa très relative signification.

Ceci n'est que la prémisse majeure. Pour pouvoir continuer dans cet esprit, nous devons prendre deux préoccupations et en avertir le lecteur. D'abord, les textes. En effet, une affirmation aussi paradoxale que celle que nous venons de faire, doit être soutenue par des puissantes preuves écrites, être étayée par des nombreuses citations que nous ferons sans nous permettre cependant d'en changer le sens. Nous ferons us et même abus de textes, les citant, si la nécessité s'en fait sentir, en entier. Au besoin, nous nous étendrons outre mesure. Car cette démonstration a pour nous une importance capitale et il faut y arriver coûte que coûte. Non pas en marchant sur le corps de la vérité, mais en mettant dans notre jeu le plus de vérités possible. L'importance insigne que nous attachons à l'éclosion de cette idée, peut s'expliquer facilement. Toute notre thèse dépend de la preuve de cette question. Réussit-elle, nous avons gagné la partie et nous pouvons continuer notre chemin qui, s'il n'est pas bien lisse, en sera grandement déblayé. Est-elle par terre, toute la chaîne de nos raisonnements se trouve en l'air et il n'est pas bien difficile de prévoir qu'elle s'effondrera comme un fragile château de cartes. Mais pourquoi a-t-on fait dépendre cet ouvrage de cette question ? Pour le faire comprendre, il faut dire un mot de l'esprit dans lequel elle fut conçue et du point de vue où l'on s'est placé pour observer les choses ; il en est temps. Comme le fait ressortir le titre de ce chapitre, Charles Maurras ou l'égalitaire, et la réplique au motta de la première page : Même l'égalité bienfaisante ?, nous avons étudié la question d'un angle égalitaire, si l'on peut dire. Il nous a semblé que le maurrassisme c'est l'anti-égalité. Il fallait donc pouvoir prouver le caractère accessoire de la monarchie. Il ne suffisait pas de montrer que la monarchie et le maurrassisme étaient distincts, on se trouvait dans l'obligation de démontrer, par dessus le marché, que c'était l'égalité le problème principal. Qu'on ne croit pas que c'est en vertu de cette simple déduction — car ce n'était là qu'une façon de présenter la chose — que nous sommes arrivés à cette conclusion, mais c'est parce que, — l'étude du texte aidant, — nous sommes arrivés à ainsi conclure, que nous avons employé la forme de tout à l'heure. Et si donc l'égalité était tout le maurrassisme, nous pouvions alors entamer une

étude en règle de cette doctrine, synthèse puissante, passionnée et passionnante de la Contre-Révolution française dont les origines datent des premiers lendemains de la grande explosion de 1789.

Ensuite, les mots. C'est la seconde précaution à prendre et sur laquelle nous attirons l'attention. Comme le dit Charles Maurras, on peut appeler couvercle un chapeau et couvre-chef une table, mais il faut avertir. Et ailleurs il écrit : « Trouver la vraie définition d'un mot n'est pas contredire l'usage, c'est, au contraire, l'ordonner ; c'est l'expliquer, le mettre d'accord avec lui-même »³⁹. Et, si les usagers en contredisent le sens, ne faut-il pas les appeler à raison ? Et M. Maurras lui-même, en faisant, dans sa recherche de la vérité étymologique, la subtile distinction entre démocratie et démophilie, n'allait-il pas à l'encontre de l'usage reçu ce qui lui attira la tranquille réprimande de M. Thibaudet⁴⁰. Sans nous soucier de contredire ou non l'usage, nous donnerons des mots employés une définition aussi précise qu'étroite, afin de les « mettre d'accord avec eux-mêmes ». C'est ce que nous avons fait à propos du maurrassisme où l'étroitesse du sens le dispute à la précision. Nous avons serré la corde autour du mot.

Après cette mise au point préalable, si nécessaire en dépit du fâcheux contre-temps qu'elle met dans la suite de nos développements, reprenons le fil interrompu et démontrons : *a)* pourquoi l'égalité *doit* faire l'essentiel de la doctrine maurrassienne, la monarchie n'étant là que comme un *accident*, par l'effet d'un hasard géographique et historique ; *b)* comment les textes le prouvent.

A. — *Nécessité et Accident.*

Autrement dit, universalité et particularisme. En effet, l'égalité⁴¹ est solidaire des plus formidables questions de l'univers. S'est-on fait une idée de l'ordre et du désordre ? Accable-t-on l'autorité de son amour ou de ses blasphèmes ? Répugne-t-on à la hiérarchie des hommes et des choses ? Il est impossible que, suivant les réponses données à ces interrogations, on ne se

³⁹ *Gazette de France*, 9 Septembre 1901.

⁴⁰ *Charles Maurras et les Idées Royalistes*, par A. Thibaudet, déjà cité.

⁴¹ Comme son contraire, l'inégalité.

déclare pour ou contre l'égalité ⁴², car ces problèmes sont étroitement liés. Et ces interrogations ont été imposées par la nature, à tous, et aucune société humaine n'a pu échapper à ces questions ni se dérober au devoir de donner sa réponse. On n'a jamais vu *une société* qui n'ait été ordonnée ou désordonnée, autoritaire ou non, hiérarchique ou égalitaire. Mais on a vu *des sociétés* où l'autorité était monarchique, oligarchique ou démocratique. Il en est de même des deux autres exemples. D'où l'on peut conclure ceci : entre l'égalité et son contraire et la monarchie et ses contraires, il y a le même rapport qu'entre les *contradictions* et les *contraires*. Les premières *s'appellent* nécessairement. Lorsque l'une s'en va, l'autre prend fatalement sa place. S'il n'y a vie, il y a mort. On ne peut dire la même chose des contraires. S'il n'y a pas le noir, il n'y aura pas forcément le blanc, mais peut-être le bleu, le jaune, le violet... Dans les contradictions, pas de choix. Car « choisir n'est pas exclure » ⁴³. Or il n'y a que les contradictions qui se rejettent ou s'appellent avec nécessité.

On a la royauté comme on a le bleu, le noir, le violet : par accident. Elle n'est pas universellement imposée par l'esprit. Sous l'influence des causes particulières, on l'accepte ou on la choisit selon que les événements se pressent ou que vous, en précédant les événements, prévoyez l'avenir ; on l'accepte sous la pression des faits momentanés, on la choisit parce que l'on suppose dans le lointain des avantages ; on n'y est pas serré par des faits qui vous encerclent, mais attiré par les fruits que l'on espère. Mais, cet accident, ce choix, ces petites fatalités locales n'ont pas le caractère universel des faits qui mettent en cause toute société quelle qu'elle soit : l'ordre ou l'égalité ou l'autorité. Or une pensée, pour mériter ce nom, doit avoir un caractère universel. Envisager les questions *sub specie aeternitatis*.

« Avoir raison, c'est encore l'une des manières dont l'homme s'éternise » ⁴⁴. Ou encore, s'il faut aimer les classiques, c'est parce qu'ils « se sont attachés à l'humanité générale et abstraite » ⁴⁵, et « les œuvres de tradition classique sont justement appelées les Lettres humaines, de ce qu'elles intéressent le genre

⁴² M. Maurras est contre.

⁴³ *Anthinca*, Charles Maurras, p. IX.

⁴⁴ *Action Française Mensuelle*, 15 Août 1901.

⁴⁵ *Barbarie et Poésie*, p. 17.

humain. Qui juge d'après leurs principes ne peut craindre d'être désavoué du genre humain » ⁴⁶. Eternité dans le temps, universalité dans l'espace, tels sont les caractères de la Raison. Comment cette grande et orgueilleuse déesse consentirait-elle à s'abaisser jusqu'à demander l'appui du particulier. Et puis, qu'est ce particulier pour la Raison ? Un support ? A-t-elle, la Raison, besoin de béquilles ? Sort-elle de ce particulier ? C'est un non sens. Comment le général sortirait-il du particulier et le supérieur de l'inférieur. Et si M. Maurras mène campagne contre la Démocratie, l'Égalité et l'Élection, n'est-ce pas parce qu'elles font sortir précisément le supérieur de l'inférieur ⁴⁷, assurent la domination des pires ⁴⁸ et font dépendre ceux d'en haut de ceux d'en bas ?

Une pensée, une raison, une doctrine, doivent s'appuyer sur des éléments généraux. La logique les y pousse nécessairement. Or l'égalité ou l'inégalité étant fatales et universelles et la monarchie, accidentelle et particulière, objet de choix, il s'ensuit que l'égalité seule (ou son contraire) peut être l'objet d'une *doctrine* philosophique et la monarchie, sujet d'une *action* politique.

Nécessité et choix.

B. — *Preuve par textes.*

C'est-à-dire par mille. Pluie de textes. Nous ne voulons pas y noyer le lecteur, mais prouver nos thèses. Forcés par les obligations que nous impose le sujet de cette étude et par les diverses difficultés qui l'entourent, nous nous sommes livrés à une intempérance de textes.

Maintenant, une sous-distinction :

a) *Ordre.*

« C'est par l'analyse, écrit M. Charles Maurras, des dernières erreurs littéraires du romantisme que nous avons été induits

⁴⁶ *Essai sur la Critique*. Champion, édit. Dictionnaire. Tome I. Page 264, Première colonne.

⁴⁷ « Un régime dont le principe est l'élection du supérieur par l'inférieur », écrit Ch. Maurras dans le *Dictionnaire*. Tome V. P. 87 et qu'il abhorre sans réserves.

⁴⁸ Voir : *Enquête sur la Monarchie*. Page 386. Ces deux points 1° et 2° se contredisent apparemment. En effet comment le supérieur peut être le pire ? Par « supérieur » on doit entendre la *position sociale* et par « pire » la *valeur morale*. Personnalité et fonction politique.

et même traînés à l'étude de l'erreur morale et politique d'un Etat en révolution » ⁴⁹.

Ailleurs et plus tôt, il écrit :

« Notre critique n'est pas influencée par notre politique. C'est notre politique qui a été influencée, déterminée, dissoute, pour être exact : orientée primitivement par notre critique » ⁵⁰. Pourquoi ? Parce qu'*avant tout*, il fut préoccupé par l'immense question de l'ordre. « Il est très facile de le vérifier » ⁵¹, comme il l'a écrit lui-même, ajoutant :

« Le dégoût de la barbarie nous a fait rechercher les principes de l'ordre en art d'abord, et puis dans le reste de la cité » ⁵².

De l'ordre dans l'art, il est passé à l'ordre dans l'Etat. Il a changé de position mais non pas de point de vue. Dans l'étude des affaires publiques, il a mis la même passion de l'ordre. Il le veut au sommet de l'Etat, en même temps que l'autorité. Mais qu'il s'agisse d'art ou de cité, de Politique ou d'Esthétique ou autre, on se heurte à la même question : l'ordre, ce qui prouve bien le caractère universel de ses exigences. Son extension milite en faveur de son universalité.

En économie ou dans la politique, l'ordre doit primer sur l'anarchie qu'implique la Démocratie. « On n'organise pas la Démocratie » ^{53 54}, écrit Charles Maurras. « L'organiser cela revient à la détruire » ⁵⁵. Ces questions-là se posent à toute cité et de la réponse donnée dépend leur vie ou bien leur mort ⁵⁶. Pour rendre claire cette réponse, faisons la distinction suivante, si scolastique qu'elle puisse paraître : distinguons entre l'Etat et les Etats ⁵⁷, la Cité et les cités et entre celles-ci, distinguons la cité française. L'ordre ou l'anarchie, l'inégalité ou la mort touchent toute cité en général, aucune ne pouvant échap-

⁴⁹ *Action Française*, 10 Septembre 1920 (Criton).

⁵⁰ *Action Française*, 10 Avril 1913 (Criton).

⁵¹ *Ibidem*.

⁵² *Ibidem*. Il poursuit :

« Nous avons vu les ruines dans la catégorie de la pensée et du goût avant de prendre garde aux dégâts sociaux, militaires, économiques et diplomatiques, qui résultent en général de la démocratie. Et ce n'est pas de notre faute si tous ces malheurs sont liés ».

⁵³ *Mes Idées Politiques*. P. 158.

⁵⁴ *Gazette de France*, 1^{er} Mai 1899.

⁵⁵ *Ibidem*. Comme il l'écrit ailleurs : la démocratie c'est le mal, la démocratie c'est la mort. (*Enquête sur la Monarchie*, Page 120). Une idée mortelle.

⁵⁶ Voir : *Enquête sur la Monarchie*. *Ibidem*.

⁵⁷ *Action Française*, 17 Février 1909.

per à ce fatal dilemme. Mais quelques-unes d'entre elles peuvent échapper à la monarchie. A défaut d'un gouvernement monarchique, un *ordre* poli-archique ⁵⁸.

b) *Monarchie ou « archie » ?*

Plus que monarchiste, M. Maurras est « archiste » ⁵⁹. Il veut un bon gouvernement plutôt que tel ou tel bon gouvernement ⁶⁰. C'est là sa position, lorsqu'il se place à un point de vue philosophique. Voyant les choses de loin et dans leur généralité, on fait abstraction des détails. Mais quand on se jette dans le flot mouvant des réalités, il faut compter avec les circonstances et les simples rapports de contingences. Bref, se contenter de trouver des « constantes » ⁶¹ historiques.

« L'art de bien veiller sur la sécurité des peuples rejoint les » principes directeurs de tous les arts élémentaires » ⁶². C'est là une phrase bien caractéristique de la tournure d'esprit de celui qui nous occupe. De Sirius, on peut saisir des multiples relations et une multitude d'analogies, nous permettant d'opérer les extensions qui lient les choses. Mais si l'on a décidé de s'arrêter à *un cas* de l'histoire ou de la politique, il faut subir les conséquences et obéir aux lois particulières. Dans ce cas, concevons historiquement ⁶³.

La monarchie fut pensée historiquement, l'égalité le fut philosophiquement. La position anti-égalitaire a une valeur universelle, l'attitude pro-monarchique une signification locale. Ces oppositions sont sommaires, mais tranchantes. Nous les avons faites avec brutalité afin de poser clairement le problème. La clarté et la précision ont été favorisées au détriment de l'exactitude. Mais au cours des futurs développements on prendra en considération les délicates nuances et les distinctions fuyantes qui pullulent dans l'œuvre maurrassienne, lui faisant un *aura* d'incertaine clarté. On les introduira dans la discussion au fur

58 L'oligarchie est une poli-archie par rapport à la monarchie et peut donc former un ordre, dans le sens propre du mot, surtout lorsqu'elle n'est pas une oligarchie camouflée comme la démocratie, mais une oligarchie aristocratique (Voir : *Mes Idées Politiques*).

59 Exprimer ce qu'on retrouve souvent sous sa plume.

60 Voir page 91 de cette étude.

61 *Mes Idées Politiques*. (P. 111) : « La contrainte humaine enseignée par l'histoire »

62 *Mes Idées Politiques*. Ibidem.

63 *Action Française*, 23 Février 1913. Voir *Dictionnaire politique et critique*. Tome Deuxième, page 235.

et à mesure que l'exposition des idées s'étendra et par là même, on se verra dans l'obligation suivante : cesser d'être précis en devenant exact.

**

Les textes viennent en foule ; on a l'embarras du choix. Commençons par celui-ci : « La France avant tout » ⁶⁴, ou bien par cet autre : « Commencez par poser l'idée de France » ⁶⁵, ou encore par ce troisième : raisonner « par rapport à la France » ⁶⁶ pour bien se faire une idée de la position de M. Maurras dans l'action politique et française. Il pense français.

C'est, pour lui, une question de « méthode » ⁶⁷ que de penser, de cette façon, le grave problème de la politique, qu'il faut ramener au « commun dénominateur de l'intérêt national » ⁶⁸. Et il faut en conséquence se persuader de l'idée « qu'il n'y a point de vue *politique* (souligné dans le texte) plus générale et de cadre politique plus large que la nation » ⁶⁹. D'après lui, « un vrai nationaliste place la Patrie avant tout ; il conçoit donc, il traite donc toutes les questions politiques pendantes *dans leur rapport avec l'intérêt national* » ⁷⁰ (souligné dans le texte). Nationaliste ou politique, on doit compter avec le pays. Et, dans ses discussions et controverses, M. Maurras sait faire prévaloir ce point de vue. « D'abord la vie de la France » ⁷¹. Mais « où est la France » ? ⁷²

Elle ne peut se trouver que du côté de la monarchie. La royauté seule peut la sauver. « Pas de Roi, pas de France ». C'est donc par rapport à lui qu'il faut penser français. Mais si l'on veut penser tout court ⁷³, la question change. Le principal devient accessoire et la monarchie chose secondaire. Qu'on ne

⁶⁴ *Action Française*, 18 Décembre 1914.

⁶⁵ *Action Française*, 27 Août 1912.

⁶⁶ On encore : « eu égard à la France seule ». Voir : *Enquête sur la Monarchie*. (Page 3. Préface 1909) et aussi *Dictionnaire Politique et Critique*.

⁶⁷ *Enquête*. Page 3.

⁶⁸ *Ibidem*. Page 4.

⁶⁹ *Ibidem*.

⁷⁰ *Revue d'Action Française*, à partir du 1^{er} Août 1905, et reproduit souvent dans ses articles ou livres, dans l'*Enquête* ou le *Dictionnaire*. Voir : *Le Dictionnaire Politique*, pages 6-7. Tome Premier, Article : Action Française.

⁷¹ *Action Française*, 28 Juillet 1917.

⁷² *Action Française*, 21 Mai 1908.

⁷³ Abstraction faite de la France.

s'imaginer pas que cette expression de « secondaire » est de notre invention. Nous l'avons trouvée sous la plume de M. Maurras. Voici le passage incriminé⁷⁴ : « N'oublions pas une règle fondamentale de la physique politique, et comprenons-la bien : si importante que soit la question monarchie ou polyarchie, *elle est secondaire* ». Ce dernier membre de phrase se trouve précéder une autre proposition qui en précise le sens. Mais, tel quel, il représente bien, dans l'ensemble, les idées de cet homme dont l'action française lui paraît être le but de la vie sinon de la pensée.



Ni principale, ni universelle. Secondaire et particulière. Historique plutôt que philosophique. « La monarchie n'est ni universelle, ni éternelle. L'éternel, l'universel, c'est le gouvernement des familles : l'hérédité »⁷⁵. Par ailleurs on trouve ceci : « Nous n'avons point dit que la monarchie fut le seul *bon* gouvernement »⁷⁶. Nous avons dit très exactement le contraire. Nous avons cité des pays et des temps où la République constituée sur une aristocratie héréditaire et placée en certaines conditions très déterminées, pût être florissante et le fut en effet. Ce qui est éternel, c'est le principe d'hérédité ; c'est *la bonté du gouvernement des familles* »⁷⁷.

Ni universalité dans l'espace, ni éternité dans le temps, tels sont les caractères négatifs de la monarchie. Mais non pas du « gouvernement des familles ». Voilà une notion qui va grandement faciliter notre tâche et montrer encore mieux pourquoi la monarchie est une chose secondaire.

Plus que monarchiste, M. Maurras est « social ». Pour lui, la société prime tout, même la Nation. On peut échapper à celle-ci, on n'échappe pas à celle-là. La Société est une idée-mère.

74 Voir : *Enquête sur la Monarchie*, page 243. La phrase entière est : « N'oublions pas une règle fondamentale de la physique politique : si importante que soit la question monarchie ou polyarchie, elle est secondaire : *elle est subordonnée à la question essentielle de la constitution des familles* ». Cette idée nous la développons plus loin. Où elle se trouvera mieux à sa place, nous permettant ainsi de nous y étendre suffisamment chose que nous ne pouvons faire ici.

75 *Démocratie Religieuse*, page 116.

76 Voir page 86, de cette étude.

77 *Démocratie Religieuse*. Page 84. Nouvelle Librairie Nationale, Paris, 1921.

Il y a là posé en même temps que l'exposition de l'attitude de l'Action Française envers le Catholicisme et la Bible, certaines idées, bien caractéristiques de la doctrine monarchiste positiviste.

Nation, Etat, s'effacent devant elle. L'Etat, en en étant postérieur, la nationalité, en en étant « une modalité de cet état naturel » ⁷⁸. « On peut vivre en marge de toute nationalité » ⁷⁹, en changeant la nationalité ou en profitant de sa diversité. La nationalité n'est pas un fait, « aussi rigoureusement nécessaire pour l'homme que le besoin de vivre en commun » ⁸⁰. La société est un phénomène nécessaire, la nationalité un fait plus souple et même de choix. La société étant si universelle, et tenant, dans la pensée de M. Maurras, la place essentielle, il s'ensuit que la question primordiale qui se pose à la société, celle de l'égalité et de la hiérarchie qui paraît à certains représenter l'ordre, doit aussi être primordiale dans la pensée maurrassienne. Après elle, les autres. En effet, elle l'est.

**

Il y a un autre groupe de textes qui font ressortir la subordination de la monarchie au maurrassisme et à l'égalité. Ils sont épars et répétés. Ils se trouvent dans maints ouvrages de Charles Maurras ⁸¹.

« Toutes les Républiques prospères, écrit M. Maurras, ont été gouvernées par une aristocratie. Exemples classiques : Rome, Carthage, Venise, Gênes. Les Liges suisses eurent leur bourgeoisie, conservatrice des traditions historiques... Et notre République n'a pas été sans essayer de se conformer à la loi commune. Mais ses oligarchies dirigeantes ont été anti-nationales » ⁸².

^{78 79 80} *Action Française*, 23 Juillet 1916.

⁸¹ On peut les trouver dans l'*Enquête sur la Monarchie*, le *Dictionnaire Critique et Politique*, *Mes Idées Politiques* et souvent plusieurs fois répétés dans le cours d'un même livre, ce qui rend malaisée la citation complète de pages et de la numérotation d'un texte. Un texte, une fois trouvé quelque part, on aurait dû chercher, aussi, ailleurs pour le trouver sous une autre forme. Ce travail bibliographique nous a rappelé le mot de Gide et Rist sur Saint-Simon qui « répète sous des formes variées quelques idées toujours semblables ».

Parfois nous avons donné plusieurs numérations de textes reproduisant la même idée. Le plus souvent, il nous a paru suffisant d'en donner une seule numérotation, ce qui ne préjudicie à personne.

⁸² *Action Française*, 17 Mars 1914 (Criton). Ailleurs, dans l'*Enquête sur la Monarchie*, il y a une autre variante : « Toutes les républiques prospères, toutes les républiques en leur temps de prospérité ont été aristocratiques. Je nommerai Venise, Rome, la période organique d'Athènes. Quant une république tend aux formes démocratiques, elle passe d'un régime de production régulière et coordonné à un régime de consommation. C'est le pillage et le partage des ressources morales et physiques de l'Etat. (Page 139).

Variante, assez vérisme de la citation d'en haut et qui confirme ce que nous disions dans la précédente notice.

S'il y a des Républiques prospères sous l'aristocratie, c'est que celle-ci est un bon gouvernement. Ceci est plus qu'un axiome, c'est une lapalissade. Pourtant, « l'aristocratie n'est pas le bon remède en France »⁸³. Est-ce parce qu'ainsi le veut M. Maurras ? Pas du tout. Mais les circonstances sont autres, ce qui multiplie les difficultés. Celles-ci sont de deux sortes :

1° Il n'y a pas en France un lien public d'une homogénéité parfaite⁸⁴, comme à Rome, à Carthage, à Venise, à Londres. Ici la terre, ailleurs la mer.

2° Il n'y a pas de familles aristocratiques formées pour le gouvernement. Ce qui exige des siècles. La monarchie est donc plus facile. C'est le moindre effort.

« Mal organisée sous le rapport de l'aristocratie, la France n'a pas perdu sa dynastie »⁸⁵. C'est donc pour des motifs *particuliers* que M. Maurras est monarchiste. A Rome, il aurait été pour la République aristocratique du Sénat. En France, il est royaliste. Car, « *dans les pays qui sont faits comme la France* »⁸⁶, la monarchie héréditaire réunit non les meilleures, mais les seules conditions de défense contre les fléaux de la guerre civile ou étrangère⁸⁷. C'est pourquoi « très bien faite, comme royaume, la France est *un paradoxe géographique*, un monstre européen, en régime républicain »⁸⁸. En effet, la France est complexe. Elle a des intérêts de toute sorte à sauvegarder ou à cultiver. Ce n'est pas comme à Carthage, le trafic, ou à Rome, le labour et le pâturage. C'est pourquoi « nos Gaulois contemporains de Jules César, qui ne manquaient ni de générosité ni de dévouement à la cause de leur pays »⁸⁹, ont échoué dans leur entreprise. Car « la Gaule était une expression géographique ». Pour que la France ne le redevienne, elle devra se soumettre à la loi tutélaire d'une royauté familiale.



Il y a un autre argument et un autre texte à faire valoir au profit de notre thèse.

⁸³ *Mes Idées Politiques*. Page 266.

⁸⁴ Voir : *L'Enquête sur la Monarchie ; Le Dictionnaire Politique et Critique ; Mes Idées Politiques*.

⁸⁵ *Enquête*. Page 346.

⁸⁶ C'est-à-dire hétérogénéité de l'intérêt public.

⁸⁷ *Mes Idées Politiques*.

⁸⁸ *Ibidem*.

⁸⁹ *Ibidem*.

Dans les colonnes du journal *La Vie Nouvelle*, il y eût une controverse entre le pasteur Louis Lafon et le pasteur Noël Vesper, dont le sujet était la démocratie. M. Noël Vesper, très anti-démocrate, avait écrit ⁹⁰ :

« ...Je n'espère pas pouvoir mieux contenter cette fois notre directeur, avec qui je me sens cependant sur l'essentiel en vraie communion d'idées. Il me demande surtout de ne pas éviter les nuances. En voici une d'abord : a-t-il compris que mon *anti-démocratisme est plus fondamental que mon monarchisme* ? (souligné dans le texte, et pour cause). Peut-être la doctrine de l'Action Française est-elle inverse ».

A ceci, M. Maurras répondit par une forte dénégation :

« Mais non ! mais non ! *C'est l'anti-démocratisme qui a conduit beaucoup d'entre nous au monarchisme* ».

Il ajoute :

« C'est l'anti-démocratisme qui est primordial », dit plus loin Vesper. *Pour nous aussi* ».

Par conséquent, l'égalité — car c'est aussi cela, la démocratie ⁹¹ — est l'élément primordial de la pensée maurrassienne, la monarchie n'en étant qu'un élément de circonstance.



Jusqu'ici, nous avons passé en revue des textes qui étaient dans le sens de nos prémisses. Cependant, n'y en a-t-il pas d'autres qui puissent infirmer notre thèse ? En ce cas, de deux choses l'une : ou bien ils sont franchement contradictoires et la contradiction serait pour M. Maurras, mais on comprend que sur une question fondamentale, un penseur ne se contredira pas *lui-même*, même si la réalité et la raison le contredisent ; ou bien ces textes sont très nuancés, donc autant de réserves, et dans cette hypothèse, il faut les clarifier.

Un de ces textes serait celui-ci ⁹² :

« On démontre la nécessité de la monarchie comme un théo-

⁹⁰ Cette citation et les suivantes se trouvent dans le *Dictionnaire Critique et Politique*, de Charles Maurras. Tome Quatrième. Page 215, au chapitre du protestantisme.

⁹¹ « On appelle encore démocratie... un état égalitaire de la société dans lequel les différences de classes seraient inexistantes ou abolies ».

« On appelle enfin démocratique un ensemble d'idées et un corps d'institutions ou de lois, tendant soit au gouvernement du nombre, soit à l'état égalitaire de la société ». *Démocratie Religieuse*, page 397.

⁹² *Enquête*, p. 118.

rière. La volonté de conserver notre patrie française une fois posée comme postulat, tout s'enchaîne, tout se déduit d'un *mouvement inéluctable*. La fantaisie, le *choix*⁹³ lui-même n'y ont aucune part : si vous avez résolu d'être patriote, vous serez obligatoirement royaliste. Mais, *si vous êtes ainsi conduits à la Monarchie, vous n'êtes pas libres d'obliquer vers le libéralisme, vers le démocratisme ou leurs succédanés*. La raison le veut. Il faut la suivre et aller où elle conduit. Race, sélection, continuité, ces idées rédemptrices... imposent la reconstitution... et la réorganisation complète de la France ».

Ce texte infirme, à première vue, ce que nous avons dit des rapports de la monarchie et du maurrassisme. Dans cette citation, la monarchie n'apparaît ni secondaire ni différente du maurrassisme, mais chose essentielle et non séparable de la question égalitaire. Cependant, en lisant avec attention, nous verrons que ce texte ne se rapporte pas à la raison universelle mais à la circonstance française. Il parle de « la volonté de conserver la patrie française » ou de « la reconstitution de la France ».

CONCLUSION

M. MAURRAS SANS ROI

Nous le concevons facilement. Le maurrassisme peut se séparer de la monarchie sans que l'on puisse dire qu'il s'en ressent. La théorie anti-égalitaire qu'il a édifiée n'a pas besoin logiquement parlant, de l'appui monarchique dans *tous* les cas, mais seulement dans *quelques-uns*. Cette synthèse de philosophie sociale peut durer *d'une vie indépendante*. Elle peut faire appel à la monarchie ou à la polyarchie, selon ses convenances *momentanées* ou *locales*. Dans le temps ou dans l'espace, à telle époque ou dans tel pays, l'anti-égalité peut se trouver assise sur le trône ou enfermée dans le Livre d'Or de quelque aristocratie. Ces *pérégrinations* ne sont pas des *contradictions*.

93 Voir ce que nous disions du choix, au chapitre de « Nécessité et Accident ».

La philosophie a des bonnes jambes. Elle peut courir dans tout l'univers. Cependant, le fait d'être ici et là ne la met pas en conflit avec elle-même. Ce n'est pas une lutte qu'elle se livre ; c'est une promenade sans fin mais non sans but.

Maurrassisme sans monarchie ! Cette dissociation est normale du point de vue philosophique. Si maurrassisme veut dire hiérarchie, la hiérarchie n'appelle pas la monarchie avec nécessité. Hiérarchie et monarchie font deux.

Pour mieux se faire comprendre, on peut recourir à l'image suivante. Une société hiérarchique à mille étages, qui se suivent en se rétrécissant, est semblable à une immense pyramide sociale. Mais le sommet d'une pyramide peut être aigu ou camus ; elle peut *finir* en pointe acérée ou *s'arrêter* au dernier étage. Au choix.

La pyramide peut être tronquée. La grande pyramide d'Égypte l'est. Et on a vu bien des pyramides sociales qui lui ressemblaient.

Pourtant, si l'on trouve associés, jusqu'à la confusion, monarchie et maurrassisme, cela est dû à deux hasards : la nationalité du philosophe, les nécessités de la France. En un mot, comme en cent, M. Maurras est monarchiste parce qu'il est *Français*⁹⁴, non parce qu'il est *maurrassien*.



Accuser M. Maurras de ne pas être monarchiste *parce que* maurrassien, tel fut le but de ce chapitre.

⁹⁴ « La monarchie est liée à la nature des choses françaises et l'*Archie* à la nature des choses universelles », écrit Charles Maurras. (*Action Française*, 20 Août 1912 [Criton]).

CHAPITRE II

POLITIQUE OU ÉCONOMIE ? MAURRAS OU SAINT-SIMON ? UNE QUESTION PRÉALABLE

Plutôt deux remarques : 1° nous avons prouvé que l'égalité, comme l'ordre, était la question primordiale de la pensée maurrassienne ; 2° nous avons étudié le maurrassisme et composé cet ouvrage du point de vue de l'égalité. Mais quelle relation peut-il exister entre l'égalité et l'Économie politique ? Car, enfin, nous nous sommes proposé d'étudier les conceptions économiques des groupements d'Action Française et de nous tenir dans les limites du sujet.

On conçoit fort bien que l'égalité puisse faire partie de la Sociologie et fasse l'objet de cette science, mais il est difficile, à première vue, de penser qu'elle a sa place, qui n'est pas négligeable, dans la science économique. Cependant, si elle était prise en considération, envisagée avec minutie, étudiée avec soin, elle pourrait élargir les limites de la discipline économique, reculer ses bornes, agrandir ses horizons, multiplier ses vues. Il faut introduire cette notion sociale dans la science économique, lui rendre sa juste place, qui est grande, et tirer, des prémisses posées, toutes les conclusions qu'elles recèlent pour le savoir et pour la politique qu'elles préconisent au nom de leurs principes et de la plus élémentaire prudence. Ce minimum de sagesse qui est la limite mathématique de l'instinct de conservation, doit être respecté par toute société qui veut vivre et être suivi par l'art de la politique économique qui s'ingénie à faire vivre les

sociétés. Il est difficile dans les circonstances de la vie moderne, où la technique a fait des progrès gigantesques, qui ne seront que jeux d'enfants près de ce qui s'ensuivra, de ne pas faire attention à l'égalité humaine voisine de l'uniformité mécanique et de la production économique. Bref, *il faut étudier l'Economie Politique du point de vue de l'égalité.*

C'est à l'introduction de ce nouveau point de vue dans la science économique que nous nous sommes attelé et toute cette étude n'est, à proprement parler, qu'une longue illustration de cette tentative. Ce but, auquel nous nous sommes attachés et que nous espérons faire prévaloir un jour, dans la pensée économique, nous poursuit depuis bien longtemps. Nous l'exposerons amplement dans des ouvrages ultérieurs. Ici, nous nous contenterons d'en esquisser l'économie générale.

**

On a donné, de l'Economie Politique, de nombreuses définitions. Retenons celle qui définit l'Economie Politique par la production des richesses.

Au point de vue collectif, s'enrichir, c'est produire à bas prix et par grosses quantités. Bref, produire *économiquement*. Mais de toutes les productions, la plus économique est celle en série. Les objets sont nombreux et identiques. Leur prix de revient est peu élevé, car on a pu y réaliser des économies de toutes sortes en fabriquant en grand. En ce sens, l'économie politique est la science des masses.

Les biens produits par la machine et en série ont cette qualité d'être tous semblables. Forçant un peu le sens des mots, nous dirions qu'ils sont *égaux*, en appliquant — par une extension qui n'est nullement arbitraire, si elle est inaccoutumée, et reposant sur des fortes analogies ayant souvent le caractère des rapports économiques, — à l'Economie Politique un terme social. On ne peut, dans la production, *réaliser l'économie* qu'en uniformisant les caractères ou qu'en égalisant les situations. Il faut réduire les différences particulières entre les *objets* produits, afin de pouvoir atteindre, par delà l'uniformité, l'universel. Or ce qu'on fait pour les biens de l'homme, ne pourrait-on le faire avec *l'homme* lui-même, en appliquant aux catégories sociales les exigences de la production technique ? Vouloir

détruire les différences entre les situations sociales, c'est vouloir faire la même chose que la machine, qui atténue, jusqu'à les faire supprimer, les différences particulières entre les biens de production, afin de réaliser des économies.

L'égalité c'est l'économie. Il convient donc de lui faire une place dans l'Economie Politique. Encore sommes-nous modeste. Car il faudrait faire tourner toute la science économique autour de cette notion d'égalité. C'est elle qui devrait être le pivot de l'Economie Politique.

Supposons, par déduction à l'absurde, que l'égalité ne joue pas dans l'Economie Politique ce rôle immense que nous lui avons reconnu. Supposons encore qu'elle ne tient, à l'intérieur de la science économique, pas même ce rôle secondaire que nous aurions dû lui accorder si nous avions été touché par le moindre signe de modestie. Même dans ce cas le problème de l'égalité devrait être traité et si possible résolu aux conférences et aux leçons d'Economie Politique. Même alors il serait, sinon capital, du moins nécessaire pour l'intelligence de la question sociale et pour la résolution des problèmes économiques, qui en postulent l'existence ou qui l'affirment, de la prendre en considération.

S'il était impossible de l'introduire au sein de la science économique, il serait difficile de l'en éloigner. Elle resterait tout près, elle aurait son utilité. Car elle serait à la lisière de l'Economie Politique. Toute en marge, elle aurait encore la possibilité de rendre d'appréciables services à la science économique, ne serait-ce qu'en l'aidant à prendre conscience des liens qui l'unissent aux autres sciences, ses voisines ou ses patronnes. Parmi celles-ci, la Sociologie. Or l'égalité, en marge de l'Economie Politique sans en être tout à fait étrangère, est facilement reconnue comme partie intégrante de la discipline sociologique. Elle pourrait, en conséquence, de par sa position excentrique, jouer un rôle d'intermédiaire entre ces deux sciences, et lier plus étroitement que par devant, l'Economie Politique et la Sociologie.

On aperçoit sans peine l'utilité d'une pareille méthode qui fait de l'égalité une notion économique. Comme l'égalité a des ramifications vastes, parfois inattendues, qu'elle s'insinue dans les diverses branches de la connaissance humaine, qu'elle les imprègne de sa nature, il faut saisir ses différents aspects et en

faire les rapprochements nécessaires. De cette manière, on pourrait arriver, peut-être, à faire la synthèse des sciences sociales, si désirable en ce moment, afin d'assurer l'unité des points de vue de la politique sociale. Car pour avoir une politique, il faut un programme, et pour établir celui-ci il faut mettre l'ordre dans les principes d'où il découle. Et l'ordre ne peut être assuré qu'au prix de l'unité.

L'égalité sert à réaliser l'uniformité des situations, des caractères et des produits, comme à faire l'unité des pensées. Ce serait un point acquis pour la science et la politique sociales et économiques qui en ont bien besoin. Elles souffrent de la diversité des politiques, de la divergence des points de vue, de la contradiction des idées. Mettre un peu d'ordre dans ce heurt d'idéologies, apporter une accalmie dans cette bataille d'idées, fournir des arguments à l'entente d'esprit et des raisons de sentiment à l'union des cœurs, n'est-ce pas une chose inutile. Elle ferait, sur un point, la paix. Doit-on ajouter qu'elle serait désirable ?

PARAGRAPHE I

POLITIQUE D'ABORD

C'est là un des principes les mieux assis et très souvent répété de la doctrine maurrassienne. On le voit servir de titre à de nombreux articles de journal et de thème à des débats multiples. Il fait les frais de longs raisonnements et de sévères développements logiques. Les conseils, les vérités, les idées ou les suggestions s'y trouvent emmêlés à côté des prises à partie vigoureuses d'adversaires qui ne veulent rien entendre, dit-il, aux « évidences ».

Le « politique d'abord » est un fécond principe. Il faut en tenir compte car il est sauveur.

Il y a, cependant, une objection à relever ; elle vient aux lèvres presque mécaniquement. On vous la fait dire sans même le vouloir. « Comment se fait-il, dira-t-on, qu'on prenne en considération dans une étude économique un principe politique et quelle est la place du dit principe dans la dite étude ? Au fait, est-il à sa place ? ».

Il l'est, et ce, pour deux motifs :

1° *D'abord la définition maurrassienne de la politique.* Elle est utilitaire ; elle est économique. « La politique est la science du *bien* des Etats et de l'*utilité* nationale »¹. Elle est « ce qui fait les peuples prospères », ce qui assure aux sociétés « des civilisations florissantes, des citoyens riches, paisibles et heureux »². La prospérité est le critère de toute politique assurant sa légitimité et y apportant la consécration des faits. Et il faut nettement distinguer ces deux notions de la légitimité de la consécration³. La première c'est ce qui fonde l'autorité et la seconde c'est le Droit qui couronne les vues justes et les faits inéluctables. Celle-ci vient après, elle est au terme des choses ; celle-là est au début.

Ce qui crée un titre légitime et justifie le pouvoir politique et ses commandements d'obéissance, n'est pas l'acceptation par les sujets et par le peuple. Elle suit, elle ne précède pas. Elle est un effet et non pas une cause ; une conséquence et non pas un motif. C'est une acclamation populaire, c'est l'assentiment du peuple, ce n'est pas une raison. Il reste à trouver la cause qui fait naître cette légitimité, la raison supérieure au nom de laquelle est acceptée la contrainte sociale et politique. Car, comme le fait observer M. Durkheim, dans son ouvrage sur la « Division du Travail Social », une « société ne peut être asservie malgré elle »⁴. Il faut un principe, « une raison supérieure au nom de laquelle cette faveur publique se désire et s'obtient avec justice et avec honneur »⁵.

Le substrat de la légitimité, c'est le « Bien Public »⁶. La légitimité du pouvoir se vérifie par son utilité⁷. C'est-à-dire par la prospérité, notion toute économique. Mais à côté de cette définition plutôt économique de la politique, M. Maurras en trouve une autre plutôt philosophique, mais dont le sens se rapproche de la première. « La politique, écrit-il⁸, est l'art de faire durer les Etats ». Mais qui ne voit que la durée est fonction de la pros-

1 *Gazette de France*, 30 Septembre 1905.

2 *Action Française* mensuelle, 15 Août 1901.

3 *Enquête sur la Monarchie*, Discours préliminaire. Page CV.

4 *Division du Travail Social*. Librairie Félix Alean. Paris, 1932. Page 172.

5 *Enquête sur la Monarchie*. Page CV.

6 *Enquête*. Page CIX.

7 *Enquête*. Page CVII.

8 *Gazette de France*, 24 Août 1902. Voir : *Dictionnaire Politique et Critique*. T. IV. Page 80.

périté et que la vie ne peut durer qu'autant que ses aises se trouvent satisfaites ?

Cette seconde définition complète, en prolongeant, la première. Elle fait intervenir la notion de temps et de tradition. Mais non pas de n'importe quelle transmission⁹. Il s'agit d'une tradition *critique*¹⁰, de discrimination, faisant le choix entre le bien et le mal, acceptant l'un, rejetant l'autre. Ce bien public ou ce mal public doivent être pris dans le sens de « bien qui dure »¹¹ et de « mal qui se prolonge »¹². Il faut, outre la considération du bien qui en résulte, la durée d'une politique du bien-être. Et si l'on doit, d'après l'auteur d'Anthinéa, attaquer et faire disparaître la démocratie, c'est parce qu'elle ne fait pas le bien. Si elle pouvait assurer et satisfaire le bien public, elle aurait mérité la consécration.

Ainsi l'on doit définir la politique par l'utilité économique¹³ plutôt que par le suffrage universel. L'électeur vote pour assurer son confort¹⁴ momentané. Il ne prévoit pas, il vit au jour le jour. Et ce n'est pas aux raisons du vote que l'on recourt pour déterminer un gros effort naturel. En 1914¹⁵, on n'est pas allé à la guerre parce que la majorité y consentait. Mais elle y a consenti pour des nécessités supérieures à l'ordre électoral.

Le bien public et l'utilité sociale, transmis par la tradition, c'est-à-dire l'hérédité, voilà ce qui *fonde* et non pas *consacre* le pouvoir public. Car il faut distinguer entre la légitimité et la consécration. Celle-là et non pas celui-ci en définit le sens et en forme l'objet.

2° *Ensuite, la définition maurrassienne du « politique d'abord ».*

« Politique d'abord », s'écrie M. Maurras, pour que tout de

9 « Le nom de Tradition ne veut pas dire la transmission de n'importe quoi. C'est la transmission du beau et du vrai. Le nom de Révolution ne veut pas dire brusque changement quel qu'il soit. Il signifie quelque chose comme cela, et, de plus autre chose : l'abaissement du supérieur par l'inférieur ». (*Barbarie et Poésie. Vers un art intellectuel*. Paris. Nouvelle Librairie Nationale, 3, Place du Panthéon, Paris, 1925. — C'est là un texte très important et sur lequel nous attirons l'attention dès maintenant, car nous aurons l'occasion de nous en servir ailleurs.

10 La vraie tradition est *critique* (souligné dans le texte) et faute de ces distinctions le passé ne sert plus de rien, ses réussites cessant d'être des exemples, ses revers d'être des leçons. (*Action Française* 1909).

13 Prendre le mot en un sens plutôt large.

14 « Le citoyen use du vote pour sa commodité du jour. Il n'use par du vote pour s'imposer une contrainte, ou pour assumer un fardeau public ». (*Enquête sur la Monarchie*. Discours préliminaire. Page CVI).

15 *Enquête sur la Monarchie*. Page CVI.

suite après il lui donne un sens restrictif, en nuancant la formule pour la rendre souple et proche de la vérité. A la définition du politique d'abord, comme à celle de la force, il apporte tant de précautions, de subtilités et de distinctions qu'il faut l'avoir mal lu ou être mû par un certain mauvais vouloir, pour lui reprocher des exagérations¹⁶, des fautes ou des contre-vérités, en vertu de considérations théologiques ou plus simplement économiques. Cette question du « politique d'abord » a donné lieu à trop de disputes et de malentendus pour que nous ayons cru devoir attirer l'attention sur la modération et la vérité de la formule. Elle n'a rien d'orgueilleux ; elle ne met pas Dieu plus bas et l'Etat plus haut que de coutume, elle ne fait pas de la Religion une simple « utilité »¹⁷, à tous les points de vue.

Les royalistes maurrassiens sont d'accord sur ce point : pour ne pas s'égarer en matière politique, il faut adopter des bons principes, une bonne devise et dire : « D'abord voir »¹⁸. Les « théories », comme l'indique la racine grecque, « servent à voir et à faire voir »¹⁹. Car si l'on veut atteindre un point et le bien viser, il faut voir. Dans le cas qui nous intéresse, ce que l'on voit c'est que « la question politique domine tout »²⁰. Mais ce « tout » est bien déterminé et il n'est pas si large qu'on peut bien le croire de prime abord.

Dans l'ordre de la *dignité*, la politique n'est pas tout. Comme pour la force, il y a au-dessus d'elle d'autres valeurs plus respectables qu'il faut sauvegarder. Mais pour défendre ou pour développer des biens, il faut commencer par mettre la force de son côté²¹ et pratiquer une bonne politique. Y a-t-il des valeurs au-dessus de ces deux-là ? Raison de plus de mettre celle-ci en œuvre, pour défendre celles-là.

Dans l'ordre du *temps*, la politique est première. Chronologiquement et non hiérarchiquement, dans le temps et non pas dans l'espace, la politique doit prévaloir. Dans l'ordre des valeurs ou des activités, la politique est *première*, mais non supérieure à toutes les autres. Politique d'abord veut dire : poli-

16 En approuvant les paroles du Pape, Charles Maurras flétrit le nationalisme « exagéré » et « mal compris ». Ces deux termes conviennent parfaitement à beaucoup de ses commentateurs qui ont exagéré sa pensée et ont mal compris, ou voulu mal comprendre ses paroles. (*Action Française*, 17 Juillet 1938).

17 Voir L. Laberthouière : *Positivismes et Catholicismes*. Paris, Bloud et Cie, Editeurs, 1911.

18 19 20 *Gazette de France*, 28 Juillet 1904.

21 *Action Française*, 6 Avril 1908. (Criton).

tique *avant* tout, non pas *au-dessus* de tout. C'est ce qui sépare la notion maurrassienne de l'Etat, de la conception hegelienne. L'Etat n'est pas une divinité, mais un simple moyen, aussi terre-à-terre que possible, aussi réaliste que la vieille monarchie capétienne. Res et rex.

L'Etat est un rempart et non pas une fin en soi. S'il n'avait tenu qu'à M. Charles Maurras, il n'aurait jamais fait de la politique. Mais aurait-il fallu pour cela avoir un Etat qui vous défende, en vous mettant à l'abri des coups. Car on ne peut pas méditer sur une place bombardée par les obus ²².

C'est l'art qui l'a d'abord intéressé et ce sont ses ruines qui l'ont éveillé à la vérité politique. Il est arrivé au politique par le « nationalisme esthétique ». C'est pourquoi il a toujours voulu des dentelles aux remparts ²³.

Dans ses moments de détente il avoue avoir voulu se confiner dans le domaine de l'art et ne rechercher que le beau. Anthinéa est sortie de ces goûts-là. Mais « L'Enquête sur la Monarchie » est sortie de ses angoisses. A la foi du discours préliminaire de cette Enquête de l'anxiété française, il prend à partie dans une exhortation allègrement tendre, MM. Suarez et Kessel, « ces jeunes gens » qui se désintéressent de la politique par dévouement à l'esprit : « Ah ! les bons, ah ! les beaux, les excellents sujets du Roi. Comme ils rendent témoignage par leur insouciance même à la vérité monarchique. Cependant le Roi n'est pas là, la Royauté reste à recréer. Dès lors, nul ne veille à nos intérêts nationaux. L'ennemi les guette : où est l'ami qui les défend » ²⁴. On y voit l'émotion poindre le vieil homme réaliste.

« Politique d'abord » met l'accent sur *l'urgence* des mesures à prendre plutôt que sur leur *importance*. Ou, importantes parce que urgentes.

Le « Politique d'abord » pose le problème de la hâte salvatrice. Mais aussi une question de bon sens. Car la route doit être prise avant d'arriver au terminus ; l'homme doit empoigner l'arc et la flèche avant d'atteindre la cible ; les moyens d'action précèdent nécessairement le but envisagé, dans l'ordre de la réalisation ²⁵. Les voies et les moyens viennent avant les fins.

²² Comparaison due à la plume de M. Maurras.

²³ *La Dentelle des Remparts*, par Charles Maurras.

²⁴ *Enquête*. Discours préliminaire. Page CXLIX.

²⁵ *Action Française*, 16 Février 1926.

C'est plus que du bon sens, c'est un axiome élémentaire. Pour mieux se faire entendre, M. Maurras se sert des métaphores. Il est trop clair, d'après lui, que les saints ou les sages, les uns pour prier en toute tranquillité, les autres pour travailler efficacement à la recherche de la vérité, ont besoin d'une large zone de paix autour de leurs « occupations sublimes »²⁶, afin qu'elles soient possibles. Or qui, sinon l'épée des rois, peut assurer la paix des philosophes ? Des exemples qui fortifient cette thèse on en trouve dans l'histoire et ils sont nombreux. Syracuse est-elle prise, Archimède est-il égorgé ? « Tant pis pour le théorème »²⁷. L'ordre politique français est-il renversé par la Révolution ? Lavoisier est-il guillotiné ? « Tant pis pour l'étude laissée en suspens »²⁸. Chénier est-il exécuté ? « Tant pis pour le poème inachevé »²⁹.

Pour éviter ces malheurs, dus à des erreurs, il faut les prévenir en pratiquant la politique d'abord. Celle-ci est *surtout* — ou du moins devrait être — un moyen de prévention. Prévenir plutôt que guérir, manœuvrer plutôt que subir, ce sont là des idées maîtresses de la pensée maurrassienne.

Ayant bien déterminé cette notion disputée et mal comprise, volontairement ou non, du « politique d'abord », il nous faut savoir les relations que l'auteur de Kiel et Tanger pense trouver entre la politique et l'économie. Et les pages précédentes de clarification du concept de « politique d'abord » qui tient à la fois des idées de l'auteur et des qualités de son tempérament, nous seront d'un grand secours et nous ferons mieux comprendre les rapports du politique et de l'économique tels que les conçoit le directeur de l'Action Française.

On a vu combien modeste, mais ferme dans son ordre, est le « politique d'abord ». Soumis aux restrictions nécessaires, il en sort revigoré. Restrictif, mais intransigeant.

La politique se fait humble à côté de l'économie. Et comment ne le serait-elle, la politique ? Elle y est obligée par définition. La politique cherche la prospérité des Etats, l'économie lui fournit les moyens, du moins dans l'ordre national. La prospérité, but de la politique, est l'essence même de l'Economie Politique, envisagée comme art. « Etant donné tel but à poursuivre, lui dit la politique, trouvez-en les moyens »³⁰. On voit

²⁶ *Ibidem*.

²⁷ ²⁸ ²⁹ *Action Française*, 16 Février 1923.

³⁰ *Action Française*, 27 Décembre 1938.

la parenté de ces deux disciplines, on aperçoit tout aussitôt leur subordination réciproque. D'abord l'économie « est plus importante que la politique »³¹. Pourquoi ? Parce que l'économie est « la science et l'art de nourrir les citoyens et les familles, de les convier au banquet d'une vie prospère et féconde »³². Ayant à sa charge la nourriture des citoyens et leurs satisfactions matérielles, il est normal que l'importance de la charge, réfléchissant sur elle, lui confère une grande dignité. D'autant plus que le progrès économique réfléchit sur le progrès politique. Une bonne économie améliore la bonne politique. Et il est certain que « l'essor économique incite au progrès politique »³³. Les hommes mieux éduqués parce que mieux nourris verront mieux leur intérêt. Ils pratiqueront une politique en conséquence, plus intelligente parce que plus éveillée. Ayant satisfait abondamment et qualitativement à ses besoins, l'homme a davantage d'énergie à dépenser pour le superflu. Il a plus de loisir, donc possibilité de méditer, de voir les choses dans leur ensemble et de les mieux organiser. Or le succès est souvent fonction d'organisation. Avec les loisirs que lui laisse la satisfaction facile de ses besoins, il peut se porter sur la politique, y réfléchir à l'aise et avec fruit, établir un programme et suivre une ligne de conduite. Pouvant mieux voir, il pourra mieux agir.

D'autre part, l'économie, à son tour, est subordonnée à la politique. L'économie est plus *importante* que la politique, mais celle-là doit venir *après* celle-ci. Dans l'ordre du temps, sinon dans l'ordre des dignités, l'économie est soumise à la politique, et celle-ci trône. Il est normal qu'il en soit ainsi et que l'économie vienne après la politique comme la fin après le moyen, comme le terme au bout de la route à suivre, « c'est le chemin que l'on prend si l'on veut atteindre le terme »³⁴. Ici on assiste à un renversement de la situation de tout à l'heure, si l'on peut dire. Plus tôt, c'était la politique qui fixait le but à suivre, et se chargeait du « discernement des nécessités et des besoins »³⁵, intimant à la technique économique et financière l'ordre de réaliser les détails et d'en trouver les moyens. Maintenant, c'est

31 *Action Française*, 27 Avril 1916.

32 *Action Française*, 27 Avril 1916.

33 *Action Française*, 30 Avril 1910.

34 *Action Française*, 27 Avril 1916.

Dictionnaire Politique et Critique. T. I. Page 396.

35 *Action Française*, 27 Décembre 1918.

l'inverse, l'économie devenant la fin à poursuivre et la politique, le moyen à l'aide duquel on pourra la réaliser.

Il résulte des développements qui précèdent que la conception maurrassienne de la politique est très utilitaire et réaliste. Elle déteint sur sa politique monarchique. M. Maurras est royaliste parce qu'il voit en la monarchie française la somme des biens susceptibles d'accroître le bonheur de la France, mais non parce qu'il est en relations d'amitié particulière avec tel ou tel prétendant ou mû par des sentiments de sympathie particulière à l'égard d'un ou autre prince. Il regarde la monarchie avant le monarque, l'hérédité avant l'homme couronné. Au contraire, il est très impersonnel dans ses vues. Il regarde les choses et « propose qu'on distingue soigneusement les faits (bons ou mauvais) qui dépendent de la nature particulière des hommes considérés comme individus, de la série des faits qui dépendent proprement des institutions sociales ou politiques ».

« ...Ainsi se précise en se délimitant avec précision » l'objet que M. Maurras se propose. Il s'agit de rechercher si les institutions politiques n'ont pas une action certaine (bonne ou mauvaise) sur toutes les institutions (économiques, sociales...) par lesquelles se constitue la vie d'un peuple. Mais l'auteur du « Dictionnaire politique et critique » montre aussi quelles sont les notions réciproques des institutions, de l'économie sur la politique et de la politique sur l'économie. Nous en trouverons de tels exemples dans l'œuvre maurrassienne lorsque nous étudierons la question plus amplement au chapitre des « Lois économiques ». Ici, nous nous sommes bornés à montrer quelle était la juste définition du « politique d'abord » et ses relations avec l'économie. Elles sont clairement distinguées par la pensée maurrassienne et subtilement nuancées afin de pouvoir peindre la réalité sans buter sur le mensonge ou les contre-vérités. Ce en quoi M. Maurras paraît avoir réussi.

POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Dans le paragraphe précédent nous avons étudié de préférence la juste définition du politique d'abord et ses rapports avec l'économie. Dans ce paragraphe-ci, le problème change, il devient plus complexe, de plus d'importance et partant d'un haut intérêt. Il ne s'agit plus de circonscrire la sphère d'un mot afin d'être éclairé sur son sens et d'éviter les discussions rabbiniques. Il ne s'agit pas même du choc des deux pensées ou des deux tempéraments, circonstance évidemment dramatique, mais à importance limitée. Il s'agit purement et simplement du heurt de deux *ensembles* de systèmes de pensée, brutal et sans ménagement aucun, car une inimitié foncière les jette l'un contre l'autre, des différences irréductibles les empêchent de s'entendre et les livrent au combat perpétuel et sans merci. Ce sont deux conceptions du monde — des *Weltauschaung*, disent les Allemands — aussi universelles l'une que l'autre et toutes les deux aussi exigeantes. Aucune ne veut être moitié de Dieu. Tout ou rien.

Par l'universalité de leur essence, elles veulent embrasser l'espace ; elles sont totalitaires. Et tout aussi jalouses. Avides de domination, de l'esprit ou des choses, ces deux conceptions, ces quintessences de pensée, veulent le tout pour le domestiquer. Elles disent vouloir l'aménager à leur image, l'ordonner suivant leurs principes, le faire vivre selon leurs manières. Elles remplissent l'espace de leurs volontés farouches de domination.

Ces deux ensembles de pensées que les différences ont poussé à l'opposition, sont nettement tranchantes et n'offrant aucun point d'appui à la conciliation se mènent une guerre d'extermination. Elles sont dans le même rapport où se trouvent les couples des contradictions. Elles se repoussent immanquablement, comme si une répulsion logique les amenait à s'éloigner réciproquement, chacun en sens contraire ; elles s'attirent fata-

lement, lorsque l'une s'éloigne l'autre prend sa place avec une rigueur mathématique. Ce jeu d'actions et de réactions aboutissant à une lutte perpétuelle, sinon stérile, en tout cas impossible à éviter — le monde étant, *en un certain sens*, un choc de contradictions et qui fait de la guerre, le père de toutes choses, faisant engendrer la réalité dans les douleurs de l'enfantement, — où les entassements sont continuels et réciproques, jusqu'à un certain point, illustre sans trop d'erreurs ou de grossières maladresses, cette lutte, peut-être non sans fin, de deux ensembles de pensée, de politique et d'action et qu'on peut tenir en deux mots : révolution ou contre-révolution.

PREMIÈRE SECTION

RÉVOLUTION OU CONTRE-RÉVOLUTION ?

Qui va gagner la palme ? Ce n'est pas ce pronostic qui nous intéresse pour le moment. Constater plutôt que parier, tel est notre but.

Au cours du XIX^m siècle, ces deux ensembles contradictoires de concepts philosophiques sociaux, économiques, se sont livrés une lutte sans merci. Ils se sont partagés le siècle et le pouvoir. Avec des fortunes diverses et alternantes, tour à tour bonnes et mauvaises, elles apparaissent, au besoin en changeant d'habits, au moment où on les attendait le moins. Apparaissant à l'imprévu, elles étaient des surprises, elles causaient la stupeur et toujours des révolutions. L'une harcelant sans répit l'autre, l'empêchait d'être elle-même, hormis dans les systèmes des philosophes. Là, elles étaient pures de toutes contingences, impassibles au compromis qu'elles dédaignaient avec hauteur — surtout les thèses contre-révolutionnaires et théocrates — elles ne s'abaissaient pas jusqu'aux choses. Elles étaient intangibles. Mais dans leur réelle idéalité, elles avaient une grande puissance de rayonnement. On les trouvait là où on s'attendait le moins. Car il y avait ce travail souterrain de l'esprit qui fait marcher les événements. Semblables à ces cours d'eau qui, pénétrant à l'intérieur du sol, suivent néanmoins leur course, en dépit des accidents du terrain ou de la résistance des matériaux qui font dévier leur lit et qui le font sortir au soleil

à des centaines de kilomètres de leur entrée souterraine, donnant l'impression d'une source apparaissant brusquement ou dont le filet se perd dans les entrailles de la terre, — les doctrines révolutionnaires ou contre-révolutionnaires cheminaient longuement et obscurément à travers l'opinion publique, se frayant passage à l'encontre des têtes les plus obtuses ou les plus opaques, butant sur les obstacles et contournant les pièges des faits ou des pouvoirs, gagnant à leur cause des multitudes ou des intelligences brillantes, et survenant presque toujours avec cette soudaineté qui fait masquer le long travail d'approche. En 1814-15, la Restauration se fait, la Royauté est faite. Mais déjà un long courant la précédait. Maistre, Bonald, la Vendée, la pensée et les événements, se conjuraient pour abattre la Révolution « satanique » et travailler à l'avènement du trône et de l'autel. Seulement, on ne s'en doutait pas. Et comment prévoir ou plutôt comment suivre ces choses-là, car il suffisait de les voir en marche, observer leurs tribulations, remarquer leurs réussites et leur puissance pour conclure à leurs chances de succès ? C'eût été là travail de police ou de bénédictin. Mais là où il aurait fallu un policier ou un savant, on n'avait que des multitudes ne pensant que dans l'immédiat, d'où impossibilité de conclure à l'avenir.

Ces deux concepts contradictoires ont tenu une place immense au XIX^{me} siècle, et ont rempli le siècle de leurs tumultes. Ils se sont partagé les intelligences les plus fortes et si l'on voulait dresser le bilan des deux forces en présence, elles s'équilibreraient plutôt. La Révolution qui a mis de son côté Rousseau, Hugo, Lamartine et... a vu la Contre-Révolution s'opposant sur de tout aussi belles intelligences, sinon même plus sensées, Balzac, Renan, Taine, etc...

A la longue, le XIX^{me} siècle a vu le triomphe *politique* de la Révolution, qui a su s'agréger les masses par sa religion humanitaire. Mieux fait pour les élections que pour les batailles d'idées, son personnel agissant ³⁶ a pu conquérir les places en évinçant les classes possédantes. S'emparant des larges avenues du pouvoir, comme aussi de ses rues les plus modestes qui non rarement étaient autant d'impasses, entrant par le grand escalier d'honneur ou s'infiltrant par l'escalier d'office, s'affirmant

36 Il s'agit du personnel politique, non pas des théoriciens.

brutalement à la face du monde par une aventure sanglante ou s'insinuant doucement entre les puissants du jour et les diviser afin de faire main basse sur la puissance, la Révolution a fait tous les efforts pour conquérir l'Etat. Elle a fait même montre d'intelligence politique.

A ce point de vue, la Contre-Révolution apparaît comme étant bien peu de choses : un mince filet d'eau se perdant dans les sables. Elle faillit mourir à la fin de ce XIX^{me} siècle si honni par les publicistes³⁷. A ce moment il se produit une soudaine résurrection des idées contre-révolutionnaires françaises. Cette renaissance intellectuelle se doublait d'un mouvement politique. On renouait avec les idées de la Contre-Révolution, on reprenait la marche en avant pour la conquête du pouvoir. Cette nouvelle apparition des vieilles idées et cette attaque en règle des positions républicaines se faisaient sous l'égide de l'Action Française, « école d'enseignement et de commandement ».

Cette ardente et agissante action politique et intellectuelle, menée par des théoriciens hardis, ne craignant à l'occasion de bousculer la République, mais ne lui faisant d'autre mal que celui donné par des légers coups d'épingle, en dépit de violentes campagnes du journal, sut s'imposer à l'opinion publique par des méthodes qui n'admettaient pas la douceur feutrée du compromis. Elle n'eut pas son adhésion, elle eut son respect.

C'était assez pour ce que la République souhaitait, c'était même beaucoup, sinon pour ce que voulait M. Maurras, du moins pour l'état où il avait trouvé la Contre-Révolution ; il était délabré. Les idées contre-révolutionnaires étaient au plus bas. L'opinion publique ne s'en moquait point ; elle les ignorait. Cette indifférence mortelle devait être surmontée. Elle le fut, mais l'Action Française s'arrêta là. Pourtant son rêve était de mettre la main sur l'Etat, par la force³⁸ ou autrement, par l'intermédiaire du maître de l'heure ou de la seconde³⁹, pour le Roi. M. Maurras enseignait que tout le mal des idées révolutionnaires venait de ce qu'elles avaient à leur disposition l'Etat. Sus à l'Etat.

C'était une entreprise difficile. Comme le fait remarquer le

37 Voir : *Le Stupide Dix-neuvième Siècle*, par Léon Daudet.

38 *Si le coup de force est possible ...* par Charles Maurras et H. Dutrait-Crozon.

39 *Ibidem*.

maître de l'Action Française, parfois en comparant son mouvement à ceux triomphants du fascisme et de l'hitlérisme, il était plus difficile en France qu'en Italie ou en Allemagne d'opérer ce renversement de positions. Plus d'un siècle d'action révolutionnaire empêchait la jeune Action Française de donner sur le tard le fruit de ses tenaces labeurs. La Révolution française avait passé par là. Les dieux étaient contraires à l'Action Française.

Celle-ci voulut être, et le fut, une synthèse, mais critique, des idées de la Contre-Révolution française. Comme le fait remarquer M. Pierre Chardon, dans l'introduction au « Dictionnaire », « Maurras ne tient guère au brevet d'invention »⁴⁰. Il a des maîtres tels que Bossuet, Bonald, Maistre, Comte, Le Play, Balzac, Sainte-Beuve, Fustel de Coulanges, Taine, Renan. Il leur a pris ce qui lui paraissait digne de figurer dans une œuvre synthétique et rejeté le reste. « De ce que les uns et les autres ont découvert ou développé, il a réuni ce qui concorde, exclu ce qui diverge, il a composé une vivante synthèse qui aida au renouvellement de la science politique dont nous sommes les contemporains »⁴¹.

Synthèse ! Mot orgueilleux et fatidique. S'il doit remplir le cœur de M. Maurras d'une juste admiration de soi-même, il donne, par la fatalité qu'il contient, une salutaire alarme. Œuvre parfaite, en son genre, elle arrête⁴².

40 et 41 Introduction, par Pierre Chardon. Page X.

42 C'est là encore une idée maîtresse de la pensée maurrassienne et si loin qu'elle paraisse être de l'*Economie Politique* des rapports la lient à cette discipline et que nous ferons voir à la section suivante. Au demeurant voici les textes sur lesquels s'appuie cette idée. Ils ont été recueillis dans *Anthinée* :

« Les grandeurs sont tenues en abrégé dans la perfection ». (Page 77).

Ou encore :

« Toute perfection se limite aux points précis qui la définissent et s'évanouit au-delà ». (Page 104).

Elle s'y arrête...

Pour plus de références on peut encore consulter l'article publié à la *Gazette de France* du 9 Septembre 1901. *Dictionnaire Politique et Critique*. Tome Premier. Pages 256-257.

Ces textes sont si importants que nous éprouvons des remords de les avoir tronqués. Mais à la section suivante, où ils se trouvent encore mieux à leur place, nous les donnerons en entier, en les faisant suivre d'amples commentaires expliquant sur un point important qui touche la Philosophie, l'Esthétique ou l'Economie Politique, de la pensée maurrassienne et qu'il convient de mettre en relief. Il y joue un très grand rôle et il a déjà été longuement exposé par Albert Thibaudet dans son livre sur : *Les Idées de Charles Maurras*, insistant sur ce point de perfection et de maturité qui est à la base de l'Esthétique maurrassienne et dont les ramifications sont étendues et diverses allant jusqu'à toucher l'Economie Politique et son esprit de production en grand.

Sans doute, la synthèse n'empêche pas le devenir de se mettre en marche et de se réaliser tout en restant inachevé, mais elle le rend d'une entreprise plus malaisée. Ce « point de perfection et de maturité » une fois atteint, comment pouvoir le dépasser ? Ne plus avancer ? Mais rester sur place c'est piétiner sur place. Ne plus pouvoir changer ? Mais les autres changent autour de soi et le monde se transforme. On risque d'être méconnu ou de paraître excentrique. Dans un cas comme dans l'autre, il vous manquera l'audience des esprits.

L'œuvre de synthèse de Charles Maurras est assurément importante, mais elle est un lourd fardeau pour les épaules frêles et a des chances nombreuses de ne trouver, en fait d'héritiers, que des épigones. C'est là un obstacle sur lequel peut bien buter le mouvement de l'Action Française. C'est même un cruel dilemme. Car, ou bien il se trouvera parmi ces héritiers une intelligence originale et puissante qui, partie de ces données-là, fera sa propre synthèse, en rejetant certains points de la pensée maurrassienne, la monarchie par exemple, ou bien il n'y en aura point et l'on poursuivra la tâche commencée dans l'ornière du médiocre. Ceci fait penser aux beaux contes de fée où il est question du gros sabre de l'ancêtre que personne ne peut plus soulever et qui gît dans un coin sans utilité et sans pouvoir. Rouillé, il vit d'une maigre solitude.



Comme le fait observer Albert Thibaudet dans son livre sur « Les Idées politiques de la France », les doctrines de droite tiennent le haut du pavé dans les lettres et les journaux. Sur-tout les royalistes. On ne peut en dire autant de la vie politique où ils jouissent d'une influence plutôt mince. Mais telle quelle, l'Action Française tient bien son rôle — il est le premier en importance — dans ce concert des critiques signifiées à l'adresse de l'Etat révolutionnaire. Elle est un concentré de la Contre-Révolution.

Celle-ci est vaste. Elle touche à des multiples questions, elle répond à des nombreuses interrogations, elle embrasse de la vue un important horizon, elle agit dans des directions différentes, d'où sa complexité. Elle touche à tout. Philosophie, théologie, morale, sociologie, économie politique, rien ne lui échappe et si

elle ne donne pas à tout cela des développements également étendus ou également beaux et puissants, il reste qu'elle ne les ignore pas. C'est une encyclopédie.

Trop dispersée, elle ne sera étudiée ici que d'un seul angle, celui de l'économie politique, et d'un seul point de vue, celui du maurrassisme. La Contre-Révolution a fourni, en matière économique, un effet doctrinaire assez intéressant et qui a son prix. Il est « au contre-pied de la Révolution »⁴³, comme l'écrit La Tour du Pin. Sur certains points, le progrès lui a donné en partie raison. Elle gagna la partie sur la question de l'organisation corporative, dont le syndicalisme contemporain n'en est que le renouvellement adapté aux particularités de la cité moderne. Mais, sur l'essentiel, elle échoua. Prisonnière des vestiges d'un temps passé dont l'humanité rêve l'adoucissement, elle se trouvait, encagée dans sa doctrine, étroitement tenue par des liens qui finissaient au cimetière⁴⁴. Elle portait la lourde hérédité de mille siècles.

Imprégné d'habitudes millénaires, il lui était difficile de s'en libérer. C'eût été comprendre la Révolution. Cela aurait été un grand malheur. Toute la Contre-Révolution aurait été par terre. Car ce qui séparait, *sur l'essentiel*, la Révolution de la Contre-Révolution n'était pas tant la question d'autorité. *C'était le problème d'égalité*. Or, ressentir une sympathie compréhensive pour l'égalité, cela eût fait ruiner tout l'échafaudage de la Contre-Révolution qui, elle aussi, est un bloc.

La Révolution fut égalité. C'est là son essence. Elle fut un bloc. Mais celui de l'égalité. Liberté, fraternité ? Non ! Si l'on veut préciser et rester dans la vérité philosophique et histori-

43 *Vers un ordre social Chrétien, Jalons de route*, par le M^{re} de la Tour du Pin, la Chaze, 1882-1907. Paris. Nouvelle Librairie Nationale. Pages 309-418.

44 Qu'on ne voie là aucune lourde ironie, pas même légère. C'est la vérité de la doctrine. Nous n'avons fait qu'en esquisser le sens. Pour les doctrines contre-révolutionnaires, les morts régissent les vivants ; le cimetière est le fondement de la Cité.

Écoutons plutôt M. Maurras :

« Si toute la Cité antique reposa sur le cimetière, il faut se rendre compte que « la Cité moderne ne saurait trouver en un autre lieu des fondements solides. Tel « était l'avis du dernier grand philosophe français, qui n'est pas M. Bergson, « mais Auguste Comte ». (*Action Française*, 6 Juillet 1918).

M. Maurras s'est servi là d'un terme extrême afin de mieux comprendre, en employant une formule tranchante, sa pensée, sans regimber aucune.

Cette théorie des morts et du cimetière repose sur les avis d'Auguste Comte, comme le dit bien Charles Maurras, et sur les travaux et les études du Fustel de Coulanges de la *Cité antique*.

Telle quelle, cette doctrine se défend assez bien et sans sinistre jeu de mots, elle prétend reposer sur les cadavres qui dorment si bien.

que, il faut dire : égalité. Philosophiquement, elle est : un homme vaut un autre. Historiquement, elle est la mise en œuvre de ce principe. La prémisse majeure une fois posée, elle en tire toutes les conséquences. C'est là toute son histoire.

Réaliser la Révolution, c'est faire l'égalité. Il ne peut entrer dans une tête révolutionnaire l'idée de l'inégalité des hommes. On ne peut convaincre un cerveau contre-révolutionnaire de l'égalité foncière des humains. De ces deux impossibles naquirent les deux contradictions : Révolution et Contre-Révolution.

Séparées sur l'essentiel, même si elles se rejoignaient sur des points de détail comme le corporatisme ou le syndicalisme, elles ne pouvaient s'unir durablement. Des coïncidences passagères ne pouvaient fonder une entente. On pouvait se toucher, on ne s'entendait pas. On ne voulait pas se comprendre.

Chacune restant sur ses positions, pensait à combattre plutôt qu'à comprendre l'adversaire, et si par hasard on le comprenait, c'était pour mieux l'abattre, il était normal que la lutte continue, finissant politiquement par la réussite de l'une ou de l'autre. L'évolution *fatale* du train des choses fit aboutir la Révolution, écrasant sous le poids des faits et des vérités, la Contre-Révolution, symbole de la réaction des temps passés plus que des vérités de l'avenir. Dire que celui-ci n'appartient à personne, c'est exagérer. Il est à l'égalité.

De cette façon de concevoir l'égalité, il devait s'ensuivre pour la Contre-Révolution la nécessité de prendre une certaine attitude en ce qui concerne la politique économique. Qui fallait-il faire triompher : la politique ou l'économie ? Sans doute, les deux ont leur importance. Mais il ne s'agit pas de cela. De bien autre chose : l'Etat. Quelle couleur va-t-on lui donner : politique ou économique ?

M. Maurras, dont le sens, dans l'histoire des idées, est d'avoir voulu faire la synthèse des doctrines contre-révolutionnaires et disposer contre l'égalité un formidable barrage d'arguments solides et de pensées subtiles, se devait de prendre position sur ce problème, attitude qui, bien entendu, aurait dû se conformer à l'ensemble de sa doctrine et rester dans l'esprit de cette Contre-Révolution qui ne voulait pas mourir et qui avait trouvé en Charles Maurras son champion. La grosse question : politique ou économie, soulevée par le problème d'égalité, devait intéresser la pensée maurrassienne dans son effort de complé-

ter son échafaudage de critiques des idées révolutionnaires et de mettre sur pied, c'était bien son tour, le bloc de la Contre-Révolution. Car son essai de synthèse le forçait à ne rien négliger.

Peut-être nous dira-t-il qu'à l'opposé des révolutionnaires, il n'entendait pas accepter ce qui avait été mauvais dans cette doctrine de l'opposition à la Révolution. Aux uns ⁴⁵ il leur a pris la critique de la Révolution et de la Démocratie, rejetant leur théocratie, à un autre ⁴⁶ il a pris sa conception positive du monde et a repoussé sa philosophie de l'histoire, de celui-ci ⁴⁷ il accepte ses analyses historiques mais n'admet pas sa conception d'une République aristocratique en France, de celui-là ⁴⁸ sa critique de l'Etat contenue en une page magistrale, mais non pas son anarchie, etc...

Au contraire de cette méthode, les révolutionnaires acceptent tout de la Révolution. Pourquoi ? « Parce qu'il manque aux philosophes de l'école révolutionnaire la plus simple et la plus immédiate des notions : celle du mal et elle manque également à tous les métaphysiciens purs. C'est que le raisonnement métaphysique est nécessairement infini.

« Il va de déduction en déduction et si loin qu'on le pousse ne se heurte jamais à l'obstacle, à la borne et à la limite » ⁴⁹.

45 Maistre et Bonald. Du premier il écrit :

« Il y a plusieurs publics très attentifs à ce grand homme : les disciples religieux et politiques, les *simples disciples* politiques, les curieux et amis d'esprit, piqués, attirés, repoussés tour à tour, mais ramenés par une sympathie irrésistible »... (*Action Française*, 20 Juillet 1921).

« Auguste Comte qui lui doit beaucoup et qui ne s'en est jamais caché, tendait à séparer en Maistre l'esprit croyant et religieux du politique. Il faut les distinguer pour la clarté de l'étude, mais les catholiques peuvent établir aujourd'hui que la séparation est inacceptable »... (*Action Française*, 20 Juillet 1921).

46 Auguste Comte.

47 Fustel de Coulanges.

48 Renan. De celui-ci il a écrit : « Il y a chez Renan un protestant, un germaniste, un romantique, tous personnages correspondant chez nous aux types de l'anarchie intellectuelle dont nous travaillons à purifier le pays ». (*Démocrate Religieux*. Pages 492, 494, 502).

La même méthode de choix et d'exclusion, il l'a appliqué à Anatole France : « France a été mon premier guide ». (Voir : *Anatole France, politique et poète*, par Charles Maurras. Paris. Plon-Nourrit, 1924. Page 54).

De lui il écrit :

« Il y a un Anatole France réactionnaire, nous l'avons dit, nous le répétons, son formulaire est actif et vivace et si actif et vivace, que nous ne cessons de l'invoquer et de l'exploiter en témoignage et en illustration des idées défendues à l'Action Française. Au contraire, l'Anatole France révolutionnaire est extérieur à lui-même ! — L'Anatole France révolutionnaire ne « donne » pas ». (*Action Française*, 20 Février 1922).

49 *Réforme sociale*, 1^{er} Février 1891.

N'ayant pas le sens du mal, les révolutionnaires acceptent tout en bloc, 1789 comme 1793.

Mais sur le problème de l'essence politique ou économique de l'Etat, il prit en bloc les enseignements de la Contre-Révolution. Il le fit si bien qu'il synthétisa à merveille, en sa doctrine, cette tendance philosophique. Et si nous voulions la tenir en un seul nom, celui de Maurras lui convient parfaitement. Par son intransigeance, par ses qualités tranchantes et sa volonté de définir avec netteté les choses, il représente mieux qu'aucun autre, dans la somme des systèmes contre-révolutionnaires, une certaine orientation à donner à l'Etat, dérivant de la notion qu'il se fait de la nature de l'Etat. Sur ce point, nous prenons M. Maurras pour un prototype.

Par réaction naturelle, on doit trouver du côté de la Révolution un nom qui symbolise au plus haut degré ses aspirations économiques, qui les incarne dans son système de pensée et dont il offre le miroir le plus fidèle et l'image la plus grandiose. Ce nom vient sans effort sur les lèvres. J'ai nommé Saint-Simon.

DEUXIÈME SECTION

MAURRAS OU SAINT-SIMON

C'est en ces deux noms que s'incarne le dilemme qui sert de titre à ce chapitre : Politique ou Economie ? L'homme sent le besoin de personnaliser les idées, de les résumer en une personnalité en chair et en os ou en un groupe de personnes, d'en faire des symboles pour s'en servir comme des critères dans ses recherches de la vérité, dans sa marche vers la lumière. Les exigences mnémotechniques comme la loi du moindre effort poussent à cette concentration d'un ensemble de pensée en un ou plusieurs noms qu'on pourrait manier plus facilement dans la discussion des idées.

PREMIÈRE SOUS-SECTION

Maurras, Marx, Saint-Simon

A première vue, après une lecture rapide, on serait enclin de dire que s'il y a quelqu'un à qui l'on puisse opposer Maurras, celui-là ne peut être que Karl Marx.

Sans doute, Charles Maurras est-il contre-révolutionnaire et comme tel il est anti-démocrate par excellence. Mais s'il s'agit de la vie et de la pensée économiques, on devrait apparemment l'opposer à Karl Marx. Dans ses articles de journal, dans ses ouvrages, dans ses conférences, après Rousseau, Karl Marx est l'homme à qui Charles Maurras s'en prend le plus. Tandis que Saint-Simon, tout maître de Comte qu'il ait été, n'est presque jamais cité, encore moins le discute-t-il, et si ce nom revient parfois sous sa plume, c'est le plus souvent celui du mémorialiste des rois. Au rebours de cet exemple, le nom de Marx est fréquemment rencontré dans les diatribes de l'Action Française, précédé ou suivi des épithètes les plus homériques, et dont la doctrine est soumise au plus âpre effort de critique. Marx ne rencontre là aucune pitié, sa pensée y subit les assauts les plus redoutables, répétés et tenaces, et on ne lâche pour quelques instants Marx que pour revenir à Rousseau, dont l'influence destructrice, d'après l'avis des gens de l'Action Française, est continuellement battue en brèche. Après Rousseau, c'est Marx qui occupe le plus la pensée maurrassienne. Après le Démocrate, le Socialiste. Mais comme tous les deux sont des révolutionnaires, font partie du même monde intellectuel, pis encore, l'un complète l'autre, Marx prolonge Rousseau, la Démocratie économique s'accrochant à la Démocratie politique, il est compréhensible que M. Maurras les traite de la même manière, c'est-à-dire sans façons. Et je vous prie de croire qu'il ne les laisse pas tranquilles. Eux non plus, réplique M. Maurras, n'ont laissé la France en paix. Ils n'avaient qu'à se bien tenir pour ne pas encourir les foudres de la Contre-Révolution et du talent polémique, comme les réprobations du bon sens et de la vérité politique.

Rousseau, Marx ! A ceux-ci, M. Maurras a mené la vie dure. Si difficile, que depuis lors ils ne cessent de s'affirmer et d'imprégner la France de la moelle de leurs doctrines. M. Maurras les critique ; eux, ils progressent.

Si donc il y avait quelqu'un qui devait se poser comme l'antithèse de Charles Maurras, ce devrait être Rousseau, ou bien Karl Marx. Pour Rousseau, il n'est que trop certain qu'il fait les frais de la plupart des attaques de l'Action Française et que Charles Maurras y voit l'ennemi-né, celui qu'il faut poursuivre sans relâche et dont il faut purifier la France. Le plus tôt serait le mieux.

Mais qui n'aperçoit qu'en Rousseau, Charles Maurras voit surtout le symbole de la Démocratie politique dont il faut guérir la France. Or, ce n'est pas cette question qui nous intéresse dans ce chapitre. Sans doute la Démocratie politique a des relations directes avec la Démocratie économique, mais ce n'est pas ici la place d'en faire cette analyse.

Quant à Marx, il n'est que trop vrai qu'après Rousseau il reçoit le choc le plus rude devant, dans la pensée de ses assaillants, le faire trembler sur ses bases, pour après le faire s'écrouler. Il est l'homme qui, après avoir mené contre la société un des plus violents combats, s'expose par un naturel retour des choses, aux plus furibondes attaques. Il voit, par contre-coup, réfléchir contre lui-même ses polémiques et les vérités peu bienveillantes qu'il a prodigué à la société se retournent contre lui-même, maniées habilement par les défenseurs de cette même société ⁵⁰ si cruellement atteinte par le marxisme. De celle-ci, les plus entreprenants et les plus hardis gardiens, ses plus farouches et intransigeants champions, sont les hommes groupés autour de l'idéal de l'Action Française. Ils ont la plume acérée, la parole vive, la polémique facile et parfois l'ironie lourde. Disposant d'aussi remarquables atouts, ils n'allaient pas les laisser moisir ou permettre à leurs adversaires de s'en servir pour leur seul compte. Ne tolérant pas le monopole et ayant de si bonnes dispositions pour l'attaque, ils en firent une règle. Leurs campagnes furent menées avec autant de fougue que de conviction. Ils mirent les rieurs de leur côté ; il leur manqua les partisans.

L'esprit, ils l'avaient partisan, mais le nombre leur faisait défaut. En dépit de cette faiblesse, ils menèrent la campagne anti-marxiste avec beaucoup de brio. Ce faisant, ils ne regardaient pas la question *principalement*, du point de vue où nous nous sommes placés, à savoir s'il faut donner à l'Etat un caractère économique ou politique. Si l'on a attaqué Marx, ce fut pour d'autres motifs. Il le fut *surtout* pour son : *judaïsme, cosmopolitisme, pangermanisme et la lutte des classes*. Groupons ces quatre griefs en deux classes, en faisant entrer dans la première les trois premières critiques.

Comme Rousseau, Marx se voit reprocher son judaïsme,

⁵⁰ C'est-à-dire la société reposant sur la propriété, l'autorité, l'inégalité, le privilège et l'héritage.

mais cette fois, à double titre : à cause de sa naissance et à cause de ses doctrines. En parlant de Rousseau, Maurras écrit :

« Il était bien plus qu'un Suisse, c'était la Suisse ou pour mieux dire, c'était toute la Germanie, toute l'Europe anglo-saxonne, ramenée à la sauvagerie intellectuelle et morale par la Réforme, c'était la *Nouvelle Judée* (souligné dans le texte) instituée par Luther et Calvin, que répétait la prédication de Rousseau »⁵¹.

Ses idées, « on les appelle quelquefois idées françaises, elles sont suisses, allemandes, anglaises et *juives*, tout ce que l'on voudra, excepté des produits naturels de notre patrie »⁵².

Et à propos de Marx, citant le mot de Bernard Lazarre, il écrit :

« Karl Marx était le descendant de toute une lignée de rabbins. Il hérita de la force logique de ses ancêtres. Il fut un tal-mudiste lucide et clair qui fit de la sociologie et appliqua ses qualités natives d'exégète à la critique de l'économie politique »⁵³.

Le parallélisme est assez marquant pour qu'il en soit remarqué. Il ne reste pas là. On les accuse de cosmopolitisme et Marx plus spécialement de pangermanisme. Il y aurait là, à première lecture, une contradiction entre le cosmopolitisme et le nationalisme judaïque ou germanique.

Mais, répond M. Maurras, le nationalisme bien compris se sert chez les autres groupes du cosmopolitisme, afin de les dissocier, mais lui-même reste fermé à ces nouveautés dangereuses⁵⁴.

51 *Action Française*, 13 Juin 1912.

52 *Action Française*, 13 Juin 1912.

53 *Dictionnaire Politique et Critique*. Page 29. T. 3, note en bas.

54 « La Révolution française ne s'était pas contenté de rappeler les protestants et d'émanciper les juifs. Elle avait décomposé à leur profit tout le reste de la nation. On commence aujourd'hui à comprendre cela ; dissolution de la famille, suppression des corps de métiers, interdiction des ordres religieux, mainmise de l'administration sur le clergé, destruction de l'Etat. Nous tombions en morceaux : il suffisait aux étrangers de rester eux-mêmes pour établir en France des « Etats » supérieurs à l'Etat Français ». (*Action Française* 1908, 22 Septembre).

Et dans *Napoléon avec ou contre la France*, il explique comment les Napoléonides, pareils en cela aux juifs, ont réussi, parce qu'ils formaient une tribu exclusive, un clan fermé ! Et devant eux ils n'avaient qu'une poussière de Français qu'ils pouvaient manier facilement, en tout cas moins difficilement que s'ils avaient été unis. Cela a amené la domination de la France par les Quatre Etats confédérés ; à savoir : l'état protestant, juif, métèque et franc-maçon. C'est ce qui lui permet de dire que la République est le règne de l'étranger.

Cette pensée tient une assez grosse place dans la doctrine de l'Action Française pour ne pas la rappeler. Mais comme elle tenait mal dans la suite de notre exposé, nous avons dû la reléguer dans une note en bas de la page.

Ensuite, il combat farouchement chez Karl Marx son pangermanisme. Comme il le dit après Bakounine et le communard Vermersch, « l'Internationale marxiste fut un masque du pangermanisme »⁵⁵.

Et il ajoute :

« L'unité du prolétariat allemand et l'unité de l'Etat allemand étaient des causes jointes »⁵⁶, choses auxquelles Marx travailla de son mieux.

En second lieu, ce que Maurras critique en Karl Marx, c'est la lutte des classes. Ce point de doctrine lui tient beaucoup à cœur et il dresse contre cela la doctrine de l'union des classes. Mais cette doctrine tourne autour d'une autre idée-mère de Charles Maurras, celle de l'opposition-composition que nous exposerons au cours d'un autre chapitre. La bataille que se livrent maurrassisme et marxisme sur ce point n'entraîne pas notre affirmation de tout à l'heure, à savoir que du point de vue de la nature de l'Etat, la lutte véritable se donne entre Maurras et Saint-Simon.

En énumérant les divers motifs pour lesquels Marx est attaqué par l'Action Française, nous avons fait ressortir que ce débat contradictoire se plaçait sur un autre plan. Cette lutte est aussi farouche qu'une autre, mais affirmer que Maurras est l'antimarxiste par excellence, c'est déplacer la question. Il peut le critiquer sur des points importants, il ne s'y oppose pas de toute sa personnalité. Marx peut être violemment pris à partie pour son pangermanisme ou sa lutte des classes, mais non pas pour sa conception de l'Etat. Ou s'il l'avait été, celle-ci n'aurait pu être que celle empruntée à Saint-Simon, et une fois de plus, en changeant le sujet de discussion on aurait changé de partenaire.

DEUXIÈME SOUS-SECTION

De Maurras à Saint-Simon

Sur la question de l'Etat, le véritable adversaire de Charles Maurras est Saint-Simon. Voilà un nom qui, certes, ne vient

⁵⁵ *Action Française*, 7 Décembre 1914.

⁵⁶ *Action Française*, 27 Avril 1918.

pas souvent sous la plume rapide et si variée du théoricien monarchiste. A Marx ou à Rousseau, il consacre dans le « Dictionnaire politique et critique », considéré comme la somme de ses pensées et le fruit de ses durs labeurs comme de ses longues veilles au chevet de ce malade bien portant qu'est la Démocratie, des pages entières où il creuse leurs idées et les combat ou les critique avec âpreté ou avec justice. Même à Proudhon, à Fourier, il accorde une ou plusieurs colonnes. A Saint-Simon, il n'a fait pas même l'aumône d'une citation. A croire qu'il a ignoré jusqu'au nom de celui auquel tout l'oppose. Et il n'y a pas dans l'histoire des doctrines économiques deux figures ou, si vous voulez, deux pensées plus antithétiques que celles-là. C'est l'Ormuz et l'Ahriman de l'histoire économique.

Posez Maurras avec ses dogmes, ses idées, ses partis-pris. Il vous faudra poser, en l'y opposant, Saint-Simon. Il n'y a pas entre ces deux hommes de simples différences. Elles impliquent la contradiction. Elle est si foncière, si irréductible qu'on ne voit comment elle pourrait être résolue. M. Maurras a soin de nous avertir que différence n'est pas nécessairement opposition comme voudraient nous le faire croire « les avocats en robes ou sans robe ». Sans doute, cela est vrai dans la généralité des cas. Mais ici, différence signifie opposition. A la distinction s'ajoute la contradiction. Celle-là implique celle-ci. Et elle le fait avec tant de force, la netteté à discriminer et à opposer qu'elle y met est si grande et si tranchante, cette opposition est si intégrale qu'elle met en jeu toute la personnalité de l'un ou de l'autre à tel point que nous avons été amenés à faire de ces deux pensées une antithèse. Il n'en est cependant pas de plus parfaite. Et on aurait peine à trouver dans l'histoire des idées économiques deux idées qui se contredisent mieux. Elles le font à souhait. A croire que cela fut fait exprès pour le plaisir des lecteurs ou des chercheurs philosophes.

Nationaliste intégral, M. Maurras s'oppose d'une manière vraiment intégrale, de toute sa personne, de toutes ses idées, à la pensée du comte Henri de Saint-Simon. Précédemment, en étudiant la Révolution et la Contre-Révolution sous l'aspect d'un heurt d'idées, nous avons essayé d'en dégager ce qui en constituait la partie économique et qui nous touchait plus particulièrement. Là, nous avons trouvé deux personnalités qui symbolisent merveilleusement bien ces deux courants contra-

dictoires. Saint-Simon représente au plus haut degré cette Révolution économique qui fit s'écrouler une société dans le fracas des guerres civiles, vit engendrer une autre dans les douleurs de l'enfantement et s'apprête à bâtir une troisième qui soit bien à son image, égalitaire et ordonnée. Charles Maurras synthétise le mieux par son enseignement et ses écrits, cette Contre-Révolution économique ou politique qui, sans penser à édifier une nouvelle cité, s'essaie à fortifier les bases de celle où nous vivons, qui se méfie des nouveautés comme d'autant de secousses dangereuses, et qui veut, en l'améliorant sur des points de détail, la conserver telle quelle, hiérarchique et autoritaire. L'un veut mettre bas une forme sociale et mettre, à sa place, une forme communautaire⁵⁷, l'autre nous prie d'y aller moins carrément et avec moins d'ardeur radicale, d'être plus prudents dans nos divagations sociales et même si possible de ne pas divaguer du tout. L'un veut détruire une société, l'autre la replâtrer. Il y a une révolution à faire, dit Saint-Simon, il y a une réforme⁵⁸ à opérer, réplique Charles Maurras. Et si l'un trouve qu'il y a dans la *société* comme dans l'*Etat* un changement de structure à opérer, l'autre lui répond qu'il suffit de toucher à l'*Etat* pour avoir une bonne société et que celle-ci doit être épargnée le plus possible. L'un veut créer une meilleure société, l'autre nous dit se contenter d'une société qui était bonne. Le plus modéré, c'est le réactionnaire.

Celui-ci veut une société reposant sur des principes anciens comme le monde, la famille qu'il faut défendre, la propriété qu'il faut conserver, l'héritage qu'il faut garder, les privilèges qu'il faut reconstruire. Le saint-simonisme, lui, s'attaque à la propriété privée, lui règle ses comptes en quelques arguments d'une justesse frappante, veut supprimer l'héritage dernier des privilèges et, dans ses extravagances enfantines, qu'on ne doit pas confondre avec le système, il s'en prend à la famille en faisant valoir, si l'on peut dire, les bienfaits de l'union libre.

Mais les oppositions que nous avons énumérées jusqu'ici sont des questions de détail. La grave contradiction, le conflit essentiel gît ailleurs. Ce n'est pas tout à fait l'égalité, mais quelque chose d'approchant et de bien camouflé. Il faudra une patiente analyse pour en faire ressortir les ressemblances en

57 En pensant à Saint-Simon nous faisons aussi allusion au Saint-Simonisme.

58 Nous reformer ou disparaître, dit Ch. Maurras dans *l'Enquête*. Page CXIX.

dépît des apparences et des affirmations de Saint-Simon lui-même, mais que ses disciples, en prolongeant, allait le faire se contredire, tout en développant fidèlement sa pensée qui contenait le complément du saint-simonisme comme la coquille enveloppe l'œuf. Car, « il n'est pas difficile, comme l'écrivent Gide et Rist, en prenant pour idéal l'industrialisme, dont Saint-Simon a dessiné les traits essentiels, de conclure à des réformes beaucoup plus radicales, et de s'attaquer au système social tout entier. Ce sera la tâche des saint-simoniens »⁵⁹.

La question qui met en jeu et en une lumière si contradictoire les rapports du maurrassisme et du saint-simonisme est celle qui vise l'Etat. C'est elle qui fait de Charles Maurras, non pas l'ennemi, mais l'antithèse vivante de Saint-Simon. Il peut être l'adversaire de Marx, il est l'antagoniste de Saint-Simon. M. Maurras n'est pas le premier de sa lignée à soutenir certaines idées, mais il leur a donné l'ampleur et la tranchante rigueur d'un redoutable système de pensée. C'est à lui, de préférence à un autre — La Tour du Pin, La Charce, par exemple — que nous nous adressons pour, en même temps que définir sa pensée, délimiter ces blocs de la Révolution et de la Contre-Révolution. Ceci est facile à comprendre. Nous avons étudié la doctrine maurrassienne d'un point de vue général : l'égalité. Chemin faisant, et puisqu'il s'agissait du XIX^me siècle, nous étions obligés tant par les nécessités de cette étude que par l'intérêt du sujet, de jeter un coup d'œil sur ces deux frères ennemis de la pensée française, nés en 1789⁶⁰. Egalité, Révolution, Contre-Révolution, maurrassisme, voilà la hiérarchie que nous avons établie. Mais elle se résout en un seul mot : égalité.

**

Charles Maurras est l'anti-saint-simonien par excellence. D'où lui vient ce trait que nous lui avons prêté et qu'il mérite ? De la position qu'il a prise vis-à-vis du problème de l'Etat. Mais là, il faut distinguer un double problème :

- 1° La nature de l'Etat ;
- 2° L'étatisme.

⁵⁹ *Histoire des Doctrines Economiques*. Gide et Rist. Sirey. Paris, 1926. Page 248.

⁶⁰ Date approximative.

Suivant la définition que l'on donnera du premier, l'Etat sera plein ou non d'étatisme. L'une amènera ou repoussera l'autre avec une certitude mathématique. Car la logique est une bien rigoureuse mécanique.

L'Etat est-il un *gouvernement* ou une *administration* ? De la réponse donnée à cette question dépend l'avenir de l'étatisme. Et même bien plus, toute une philosophie égalitaire de l'ordre social. Non seulement les rapports de l'Etat et des sujets se trouvent modifiés, mais les relations entre les sujets se trouvent changées de fond en comble, c'est ce qui nous a fait dire que derrière cette question de l'Etat se trouve, camouflé, mais posé, le problème de l'égalité.

a) Les relations d'Etat à sujets. Elles sont bien résumées dans ce passage saint-simonien : « Ce n'est plus d'être gouvernée que la Nation a besoin, c'est d'être administrée ».

Ou encore cette phrase bien connue, de Engels dans son livre contre Eugène Dühring et qui est une admirable paraphrase saint-simonienne :

« Substituer au gouvernement des personnes l'administration des choses ».

Dans ce genre nouveau d'Etat, les « pouvoirs feront place » aux « capacités », le « commandement » à la « direction ».

b) Les relations entre sujets se trouveront également changées. Cette petite proposition saint-simonienne qui n'a l'air de rien : « l'ordre social doit avoir pour unique objet l'action des hommes sur les choses », est cependant grosse d'égalité.

Mais laissons ce dernier point que nous reprendrons en tout dernier lieu, essayons de développer le premier qui embrasse le double problème de la nature de l'Etat et de l'étatisme, étant convenu que ce dernier sujet ne sera traité en détail que dans le dernier chapitre de notre étude sur le maurrassisme.

A la question : qu'est-ce que l'Etat ? Saint-Simon répond : l'Etat *sera* une administration. M. Maurras réplique : l'Etat *doit* être un gouvernement. C'est à dessein que nous avons mis un verbe au futur et employé l'autre sous une forme nominative. Non pas que l'on ne trouve l'impérieux « doit » être dans Saint-Simon, et pas plus loin que dans la petite phrase égalitaire citée plus haut, mais son sens est autre. Voici pourquoi :

« l'industrialisme » saint-simonien est une anticipation de l'avenir. Il prévoit, il préjuge « a futur ». Ce qui doit être, sera plutôt. A l'inverse, Charles Maurras vient après une longue influence saint-simonienne. Il n'est plus porté par le courant. Il ne se laisse pas aller, il réagit. Ce qui est et surtout ce qui sera, doit être empêché de l'être. Son « doit être » est plutôt un « ne doit pas être ». En conséquence, il est normatif avec force, impérieux avec l'énergie du désespoir. Il voit avec douleur où vont les choses, il essaie de leur barrer le chemin par des écrits comminatoires. L'un est un prophète et le style vaticinatoire lui sied, l'autre est un réacteur et « défend » les faits avec la virulence du moraliste : « n'y touchez pas ».

Ce n'est pourtant là qu'une nuance. La véritable question, essentielle, sommaire, brutale, en d'autres mots, la grosse différence qui sépare ces deux hommes, est celle-ci : l'un veut un gouvernement et l'autre, une administration. C'est elle qui nous a fait voir que Charles Maurras s'oppose plus profondément, sur une question *plus essentielle*, à Saint-Simon qu'à Marx. Car le problème de la lutte ou de l'union des classes est fonction de l'organisation d'Etat qui, à son tour, dépend de la manière dont on a résolu le problème de la nature de l'Etat. Dans un langage philosophique, on dirait que la lutte des classes est une question *médiate*, l'autre seule remontant jusqu'à l'origine du courant des choses, ce qui lui permettrait de s'appeler *immédiate*. C'est pourquoi si la lutte des classes nous a paru être une donnée *importante* de l'ordre social, elle ne nous a pas paru être une donnée *primordiale*, c'est une question *intéressante*, ce n'en est pas une *fondamentale*.

De savoir si l'Etat sera gouverné ou administré, dépend la résolution d'une foule de questions, les unes plus complexes que les autres, particulières ou générales, de pratique courante ou de haute philosophie économique ou politique. Autant de points d'interrogation.

Il n'y a pas pour l'Etat d'aujourd'hui et de toujours de problème aussi vital que celui-là. Résolu dans un sens ou dans l'autre, il est capable de renouveler la forme de la Cité et les rapports des citoyens. Tout y passe, depuis les problèmes les plus ardues de la difficulté quotidienne jusqu'à ceux les plus insolubles de la méditation. Il se prête aux envolées les plus lyriques et il est capable d'offrir aux regards un visage des

plus prosaïques. Il est infiniment compliqué lorsqu'on entre dans ses détails comme le sont d'ailleurs les rouages multiples de l'Etat, mais vu de loin, il donne une impression grandiose et sommaire. D'une certaine perspective, ses lignes sont simples, harmonieuses et souples. Bref, il est à la taille du cadre. Il vaut l'importance qu'on accorde à l'Etat. Car si l'*existence* de celui-ci nous est nécessaire, son *organisation* nous est indispensable, et on ne pourrait vivre pas plus sans celui-là que sans celle-ci.



Pour exposer avec méthode nos développements, nous diviserons cette deuxième sous-section en trois parties :

1° LE GOUVERNEMENT DES CHOSES ⁶¹

C'est là un titre cueilli dans « Mes Idées Politiques ». Il dit bien ce que M. Maurras pense, mais non ce à quoi s'attendrait un saint-simonien. Car cette formule due à la plume de M. Maurras est bien saint-simonienne. Mais elle enveloppe une toute autre réalité. Le mot y est ; la chose y manque.

Elle est même assez différente de ce qui s'y trouve. Le plus paradoxal est que cette expression convient parfaitement bien à la tournure d'esprit de M. Maurras, comme elle recouvre pleinement la pensée saint-simonienne.

Par « gouvernement des choses » ou pour être plus explicite, par « gouvernement des choses muettes », M. Maurras entend une infirmité à déplorer plutôt qu'un progrès souhaitable. Il veut dire qu'un gouvernement soumis aux caprices des choses, subit leurs volontés plus qu'il ne les dirige. Il est balloté par les événements, comme quelque chariot abandonné à la loi des forces aveugles. Ces événements pressent-ils les hommes et leur Etat, ils se dépêchent à y faire face dans une hâte irréfléchie alors qu'il fallait y méditer sérieusement et profondément. Se relâchent-ils de leur action, les hommes se détendent et l'Etat se repose. On ne saurait dire qu'il l'a bien gagné.

⁶¹ *Mes Idées Politiques*, de Charles Maurras. Page 170.

Ce n'est peut-être pas tout à fait ce que les saint-simoniens pensent sur ce sujet. Gouvernement des choses ne signifie pas soumission à l'objet. Tout au contraire, l'ordre social appelle l'action des hommes sur les choses. Dans l'acception maurrassienne, le gouvernement des choses est une œuvre bien passive ; le ludion dans le bocal. Dans l'acception saint-simonienne, le gouvernement des choses est bien actif. Il se mêle dans la vie des hommes pour l'administrer selon des données scientifiques. Il est méthode et non pas empirisme.

2° L'ADMINISTRATIF ET LE POLITIQUE ⁶²

Ce titre, cueilli dans le « Dictionnaire politique et critique » de Charles Maurras, dit exactement ce qu'il veut dire. Mais ce n'est pas une formule saint-simonienne, dont le sens ne le serait pas. Le sens l'est aussi.

A cette formule, M. Maurras donne la même *signification* que lui aurait donnée Saint-Simon. Mais l'*application* en est tout autre. Car Saint-Simon aurait vu dans l'administratif un élément supérieur au politique, M. Maurras le juge élément inférieur. Nous montrerons en quoi consiste, d'après l'auteur du « Dictionnaire », l'infériorité de l'administratif.

D'après Charles Maurras, « l'énormité croissante de l'appareil administratif » ⁶³ assure des innombrables malfaçons. Premier défaut. En second lieu, l'Etat, par l'étatisme, échappe au contrôle et assure l'immunité aux malfaçoniers. Deuxième cause d'infériorité. Mais une troisième cause, plus douloureuse encore, vient au secours des deux premières, « c'est la haute opinion, c'est le préjugé d'admiration respectueuse et même émerveillée que cent quarante ans d'étatisme toujours accru n'ont cessé de développer » ⁶⁴.

C'est ce « prestige du mal » ⁶⁵ qui aggrave les maux résultant d'un Etat administratif.

Essayant d'analyser cette situation, il part des exemples

⁶² *Action Française*, 10 Avril 1932.

⁶³ *Action Française*, 10 Avril 1932.

⁶⁴ *Action Française*, 10 Avril 1932.

⁶⁵ *Ibidem*.

concrets. Se servant d'une étude de M. Pierre Couturand ⁶⁶, il montre ces tares de l'administration et qui se réduisent à la vieille opposition maurrassienne de celui qui subit et de celui qui manœuvre. La technique, l'administration, l'économie sont mues par une chose qui les dépasse : la politique. C'est la politique qui est le moteur d'où naît le mouvement administratif. Et « plus le Léviathan bureaucratique occupe d'espace et comporte de matière, plus il faut que le mouvement lui soit imprimé » ⁶⁷. La croyance à l'administration en soi, à la technique en soi, est une erreur et une faiblesse. « La foi à la spontanéité administrative et technique » est un mensonge. Car la technique est mue par la politique, qui prend, en République, deux formes :

1° celle de quelques milliers d'électoraux et de parlementaires ;

2° celle de l'Internationale de l'Argent ⁶⁸.

On comprend que ce réquisitoire sévère de la technique exclusive de toute politique, soit au contre-pied de la doctrine de Saint-Simon, champion de l'industrialisme. Si celui-ci est « une organisation sociale combinée toute entière en vue de favoriser l'industrie » ⁶⁹ et si celle-ci est fonction de la technique, il s'ensuit que cette dernière est supérieure à la politique. Mais l'auteur du « Politique d'abord » ne pouvait en convenir et devait

⁶⁶ M. Pierre Couturand avait publié dans *Chaleur et Industrie* une étude sur les techniciens du type anti-politique ou extra-politique. Elle est sévère et du point de vue politique elle est une condamnation. Ils se sont laissé manœuvrer par les formations actives de la gauche, révolutionnaire ou non, socialistes ou radicaux. En passant de la faiblesse de manœuvre des techniciens et des majorités centristes, il écrit :

« Leur attitude souvent déconcertante illustre assez le jeu des majorités centristes pour qu'on en conçoive la faiblesse vis-à-vis des formations de gauche, qui sont disciplinées et manœuvrières, et dont il faut bien dire que l'esprit politique est autrement direct et effectif ».

Et depuis la guerre les électeurs savent que :

« Les majorités modérées ont assez manqué d'idées pour adapter une à une celles de leurs adversaires ».

Et la réponse de M. Noblernaïse à M. Léon Daudet veut corroborer les remarques faites sur la faiblesse du technicien laissé libre de tout secours politique. En effet, à une intervention de M. Léon Daudet, demandant à la Chambre de prendre une mesure politique, M. Noblernaïse répondit :

— Laissez-nous travailler M. Léon Daudet.

— A quoi donc, M. Noblernaïse.

Commentant les mots de M. Noblernaïse, M. Pierre Couturand se demandait : « Qu'était-ce, sinon qu'il y avait des aménagements plus importants que les directions politiques essentielles ? ».

Mais négliger les directions politiques serait, d'après les deux auteurs, une cause de faiblesse et qu'il faut éviter. (Les citations faites de l'article de M. Pierre Couturand se trouvent au *Dictionnaire* de Mauras. Tome IV. Page 94.

⁶⁷ *Action Française*, 10 Avril 1932.

⁶⁸ *Action Française*, 10 Avril 1932.

⁶⁹ *Histoire des doctrines économiques de Gide et Rist*. Page 242.

affirmer la primauté de la doctrine dans la question des intérêts nationaux.



Il y a encore un autre point, tout voisin du premier — il en découle — qui fait opposer d'une manière absolue la doctrine maurrassienne et l'industrialisme. C'est le principe de « l'atelier ».

M. Maurras s'inscrit en faux contre la validité d'un pareil principe. Il s'insurge contre ce « principe d'économie libérale prêché par les Léon Say et leurs disciples que « la planète est un atelier » et qu'il y faut diviser le travail selon les aptitudes ou les ressources de chaque pays »⁷⁰. Mais qui ne voit que là, M. Maurras joue avec les difficultés et même assez dangereusement ? En effet, pour éviter la division du travail internationale, il faut, étant donné la multiplication des besoins humains, rendre l'économie nationale complexe. Il faut en conséquence développer l'outillage technique du pays. D'une manière ou d'une autre, tôt ou tard, on bute sur la technique.

De son côté, l'industrialisme de Saint-Simon est tout à l'opposé du maurrassisme. Pour Saint-Simon, « la France est devenue une grande manufacture et la nation française un grand atelier »⁷¹. L'association nationale doit, en conséquence, être envisagée comme une « entreprise industrielle »⁷². Et M. Georges Sorel d'affirmer ceci : « le socialisme aspire à transporter dans la société le régime de l'atelier »⁷³.

L'atelier, c'est l'organisation mécanique rendue sociale. Il imprègne la société de sa rigueur mathématique et de son principe d'économie. Il ne laisse de répit à l'homme ni ne permet le gaspillage des choses. Il le fait travailler et diminue le nombre

⁷⁰ *Action Française*, 28 Juillet 1929.

⁷¹ *Système Industriel. Œuvres*. T. IV. Page 17, note. Cité par Gide et Rist.

⁷² *Ibidem*.

⁷³ Voici, donné par Gide et Rist, le texte entier :

« Le socialisme aspire à transporter dans la société le régime de l'atelier... C'est dans les bons usages de l'atelier qu'est évidemment la source d'où sortira le droit futur ; le socialisme héritera non seulement de l'outillage qui aura été créé par le capitalisme et de la science qui est sortie du développement technique, mais encore des procédés de coopération qui se seront constitués à la longue dans les mines pour tirer le meilleur parti possible, du temps, des forces et de l'adresse des hommes... Toutes les choses devront descendre sur le plan d'un atelier qui marche avec ordre, sans temps perdu et sans caprice ». B. Sorel : *Le syndicalisme révolutionnaire*. (Mouvement socialiste, 1^{er} et 15 Novembre 1905).

des déchets sociaux. Ce qui est à jeter au rebut voit, *toutes choses étant égales d'ailleurs*, amincir sa masse.

En face de ces deux conceptions diamétralement opposées, la conciliation est difficile. Il reste le choix. Les hommes optent pour l'une ou pour l'autre suivant leurs intérêts momentanés, et le Temps travaille pour tous. Il n'est pas impossible de dire dans quel sens il va. Il a pris le second chemin.

**

Il n'y a pas d'homme dont la pensée économique soit si opposée que celle de Maurras et Saint-Simon. Elle peut tenir dans le « Politique d'abord » du premier et dans la « Parabole » du second.

« Supposons, dit celui-ci, que la France perde subitement ses cinquante premiers physiciens, ses cinquante premiers chimistes, ses cinquante premiers physiologistes, ses cinquante premiers banquiers, ses deux cents premiers négociants, ses six cents premiers agriculteurs, ses cinquante premiers maîtres de forge, etc... Comme ces hommes sont les Français les plus essentiellement producteurs, ceux qui donnent les produits les plus importants... la nation deviendrait un corps sans âme à l'instant où elle les perdrait ; elle tomberait immédiatement dans un état d'infériorité vis-à-vis des nations dont elle est aujourd'hui la rivale et elle continuerait à rester subalterne à leur égard, tant qu'elle n'aurait pas réparé cette perte, tant qu'il ne lui aurait pas repoussé une tête.

« Passons à une autre supposition. Admettons que la France conserve tous les hommes de génie qu'elle possède dans les sciences, dans les beaux-arts, dans les arts et métiers, mais qu'elle ait le malheur de perdre le même jour, Monsieur, frère du roi, Mgr le duc d'Angoulême..., et qu'elle perde en même temps tous les grands officiers de la Couronne, tous les ministres d'Etat avec ou sans département, tous les conseillers d'Etat, tous les maîtres de requêtes, tous les maréchaux, tous les cardinaux, archevêques, évêques, grands vicaires et chanoines, tous les préfets et sous-préfets, tous les employés dans les ministères, tous les juges, et en sus de cela les dix mille propriétaires les plus riches parmi ceux qui vivent noblement, — cet accident affligerait certainement les Français parce qu'ils sont bons. Mais cette

perte des trente mille individus réputés les plus importants de l'Etat ne causerait de chagrin que sous le rapport sentimental, car il n'en résulterait aucun mal politique pour l'Etat » ⁷⁴.

Cette parabole aurait fait sursauter M. Maurras, si elle avait été publiée de son temps ou s'il a pu en avoir connaissance. Les deux parties de cette fameuse parabole sont nettement opposées. D'une part la technique — cette même technique que M. Maurras poursuivait tout à l'heure de ses railleries dédaigneuses — nécessaire à la vie de l'Etat, de l'autre la politique, simple façade et dont l'action est superficielle. Sur la première partie on peut mettre un nom : Saint-Simon. Sur la seconde un autre nom : celui de Maurras. Les deux passages sont à l'image de ces deux doctrines et leur opposition réfléchit bien la contradiction de ces mêmes doctrines. En une page, on tient, résumée, l'opposition de deux théories qu'on ne saurait imaginer plus contradictoires. On aurait bien de la peine à en trouver.

« Economique d'abord », s'écrie Saint-Simon. « Politique d'abord », lui répond l'écho maurrassien. L'opposition est complète. Il y a cependant une nuance qui s'est immiscée là-dedans et qu'il faut relever. Lorsque Saint-Simon dit ⁷⁵ : Economique d'abord, il entend l'économie ou l'industrie *avant tout et au-dessus de tout*, dans l'ordre du temps comme dans celui des dignités. La formule maurrassienne est plus restrictive. Peut-être faut-il voir là un effet des temps où nous vivons. L'économie s'affirmant partout avec force, il oblige ses adversaires à des replis stratégiques qui ressemblent à des abandons définitifs. L'événement brutalise les théoriciens.

3° FILIATIONS

Saint-Simon est le premier de sa lignée à avoir *systématisé* certaines pensées et des vérités. Mais il n'est pas le premier à les avoir dit. Charles Maurras, qui a fait la synthèse de la Contre-Révolution française, politique ou économique, est précédé par une longue liste des grands noms qui ont résolu certains problèmes par les mêmes méthodes et qui ont, vis-à-vis

⁷⁴ *L'organisateur*, 1819. Pages 10-20, 1^{re} livraison.

⁷⁵ C'est une façon de parler. C'est nous qui le lui faisons dire. Il n'a jamais prononcé cette formule mais on peut résumer ses principes en une expression comme celle-ci et qui exprime bien l'essentiel de la doctrine.

de certaines positions intellectuelles, adopté les mêmes attitudes non moins platoniques dans leurs effets. Il serait intéressant pour mieux comparer les théories de ces deux penseurs, de suivre en sens inverse le courant des choses, remonter à l'origine, intercepter le flot des actions et des réactions, apercevoir les parentés qui les approchent et les divergences qui les séparent. On verra au cours de cette exploration, maints fleuves, dont les courants étaient différents, mêler leurs eaux en tel ou tel endroit, quitte à se séparer plus loin et, cette fois-ci, sur l'essentiel.

A. — *Oppositions.*

Qui le croirait ! Pourtant, il n'y a pas de doute, c'est à Voltaire qu'il faut remonter pour trouver un ancêtre vénérable aux théories qui ont leur point de départ à l'avènement du saint-simonisme. Voltaire, cet amuseur, a sa place — elle est bien petite — dans une histoire des *idées*, sinon des *doctrines* économiques, car il ne perdit pas son temps à arranger avec méthode ses principes.

Cependant, Emile Faguet veut trouver à Saint-Simon un autre vénérable maître : Jean-Jacques Rousseau. Peut-être, mais il ne l'est pas sur le point qui nous préoccupe.

Le principe fondamental de Saint-Simon est celui de l'administration des choses. C'est par là qu'il ressemble à Voltaire. Ecoutez ce même Faguet s'exprimer à ce sujet :

« En matière de *réformes administratives*, il (Voltaire) a fait mieux. Il a montré l'impôt mal réparti, iniquement perçu, le commerce gêné par des douanes intérieures absurdes et oppressives, la justice trop chère, trop ignorante, trop frivole et capable trop souvent d'épouvantables erreurs. Je crains me tromper en choses que je connais trop peu ; mais il me semble bien que je ne sois pas dans l'illusion en croyant voir qu'il a deux élèves, dont l'un s'appelle Beccaria et l'autre Turgot. Cela doit compter. J'insiste, et quelque admiration que j'aie pour un Montesquieu, quelque cas que je fasse d'un Rousseau, et quelque estime infiniment faible que je fasse de la politique de Voltaire, je le remercie presque d'avoir été un théoricien politique trop médiocre, en considérant que négliger la haute sociologie et s'appliquer aux réformes de détail à faire dans l'administration, la police et la justice, était donner un excellent exem-

ple, *presque une admirable méthode dont il eût été à souhaiter que le XVIII^e siècle se pénétrât*. Ici Voltaire est inattaquable et vénérable. C'est le bon sens même, aidé d'une très bonne, très vigilante information. Ici il n'a dit que des choses justes, dans tous les sens du mot, et tel de ses petits livres, prose, vers, conte ou mémoire, en cet ordre d'idées, est un chef-d'œuvre » ⁷⁶.

Ce souci qu'il avait de la bonne administration des choses lui sera compté dans l'histoire des idées. Car c'est plus que du bon sens, comme l'affirme Faguet, c'est une Révolution.

De ce point de vue, et si l'on admet que « l'administration des choses » fait le fond de « l'industrialisme » comme du socialisme en général, Saint-Simon descend bien de Voltaire. Emile Faguet en fait un disciple de Rousseau. En tout cas pas en ce qui concerne l'économie. Il ne faut pas, en dehors de Voltaire, oublier les libéraux. « Charles Comte, Dunoyer et Saint-Simon, écrit M. Elie Halévy, professent la même philosophie sociale, préconisent la même politique. Tantôt c'est l'un, tantôt c'est l'autre qui précède, de sorte qu'il est souvent difficile de démêler des influences qui s'entrecroisent » ⁷⁷.

A son tour, Charles Maurras est au bout d'une longue lignée de penseurs dont il a systématisé les idées. On peut citer, parmi les hommes qui l'ont précédé, La Tour du Pin, La Charce.

Dans « Vers un ordre social chrétien », le marquis de la Tour du Pin écrit d'une plume nette :

« Il y a en effet une grande différence entre *administrer* un pays et le *gouverner*, ou plutôt *un pays ne devrait jamais être administré*, mais chacun de ses éléments devrait l'être par lui-même dans le cadre fourni par les lois » ⁷⁸.

La distinction ne peut pas être plus claire, et Saint-Simon lui-même ne saurait faire mieux. Mais les conclusions auxquelles finissent par arriver tous les deux sont exactement contraires. L'un veut faire administrer le pays, l'autre le faire gouverner, ne réservant l'administration qu'à des tronçons du pays. Pour Saint-Simon, la politique ne compte pas, pour la Tour du Pin, la politique est digne de conduire le pays en général, mais non

⁷⁶ *Dix-Huitième Siècle*, par Emile Faguet. Pages 236-237. Nouvelle Bibliothèque Littéraire, Boirin et Cie, Editeurs, Paris.

⁷⁷ *La Doctrine Economique de Saint-Simon*, par Elie Halévy. Etude publiée dans la *Revue du Mois*, 1908. Cuelli dans le livre : *L'ère des tyrannies*. (P. 32).

⁷⁸ *Vers un Ordre Social Chrétien. Jalons de Route*, par le M^{rs} de la Tour du Pin. La Charce. Page 25. Paris. Nouvelle Librairie Nationale, 1882-1907.

pas chaque parcelle en particulier. La politique, selon le marquis, doit s'appliquer à l'ensemble du pays et l'administration à des fractions du pays. La politique est donc unitaire, et l'administration décentralisatrice. On aperçoit aisément les conséquences de ces deux systèmes. Dans le premier, on aboutit, par l'administration, à l'étatisme, dans le second, la politique, évinçant l'administration du centre de l'Etat, la relègue à la périphérie, décentralisant le pays et décongestionnant l'Etat. Le saint-simonisme poussé en ses dernières conséquences, étatisé à outrance ; la doctrine de La Tour du Pin est, au contraire, désétatiste, la décentralisation étant le synonyme administratif de la désétatisation économique. Et le maurrassisme qui sur ce point précis reprend la doctrine de La Tour du Pin, aboutit lui aussi à un anti-étatisme déclaré. Cela est dans la logique du système.

Sur cette question du gouvernement et de l'administration, sur les différences qu'il faut établir entre eux, la Tour du Pin, aussi bien que Saint-Simon, mais en sens inverse, insiste avec beaucoup de raison. Il écrit ⁷⁹ :

« Ce n'est pas a priori que l'on peut déterminer où finit le rôle autonome de la législation nationale et où commence celui de l'administration. (Ici, la Tour du Pin au lieu d'employer le terme de gouvernement, met celui de législation nationale qu'il oppose à celui d'administration). ...Cela dépend des mœurs et des circonstances, *mais ce qu'il importe tout d'abord, c'est que ces deux notions ne soient pas confondues* dans l'esprit de ceux qui traitent de la question sociale, afin que, dans leur juste aversion pour la centralisation bureaucratique, ils n'oublient pas le rôle que la législation joue dans toutes les législations ». Comme on le voit, le marquis insiste avec beaucoup de clarté sur la nécessité qu'il y a à faire les distinctions requises entre gouvernement et administration.

Là où Saint-Simon et Voltaire disaient : « administrer d'abord », Maurras et la Tour du Pin disent : « gouverner d'abord ». Si l'on admet donc que l'idée de substituer l'administration des choses au gouvernement des hommes est l'élément essentiel de la pensée saint-simonienne ⁸⁰ et que le politique

⁷⁹ *Vers un Ordre Social Chrétien. Jalons de Route*, par le M^{re} de la Tour du Pin, la Charce. Page 25.

⁸⁰ C'est dans ce sens que se prononcent dans leur *Histoire des Doctrines Monarchiques* (Page 269, note en bas) MM. Gide et Rist. Dans son étude sur les *Idées Economiques de Saint-Simon*, M. Elie Halevy voit dans la distinction entre

d'abord est d'une importance capitale dans la pensée de M. Maurras, il est juste, en tirant les conclusions qui s'imposent, de dire que le maurrassisme est aux antipodes de l'industrialisme.

B. — *Rapprochements.*

A côté des oppositions, des filiations bien distinctes entre ces divers groupes de penseurs, il y a des points de contact. Ces deux doctrines dissemblables aussi bien dans leur essence que dans leurs filiations, se rejoignent parfois, leurs eaux se mêlent en certains endroits pour se séparer plus loin et charrier avec elles certaines pensées communes, ce qui donne à l'étude et à l'histoire des idées du XVIII^e siècle un intérêt passionnant. On voit les idées s'affirmant avec netteté, et se poser en s'opposant à d'autres. En même temps des interactions se produisent, les unes se trouvent contaminées par d'autres et charrier ensemble des éléments communs.

Rien de plus opposé que Maurras et Saint-Simon. Pourtant, il leur arrive, tout en étant si différents, de penser de la même manière. C'est sans doute l'effet des idées nouvelles qui s'affirment et des temps nouveaux qui commencent, sur les vieux principes qui s'entêtent à vivre et à braver courageusement, parfois avec force, l'irrésistible courant des choses. Il se produit des interférences, les premières agissant sur les secondes, celles-ci, par leurs attaques, agissant à leur tour sur celles-là, les obligeant à plus de prudence, et si leur nature ne s'en ressent guère, leurs démarches s'en ressentent, gagnant en sagesse ce qu'elles perdent en audace. Les unes déclinent non après nous avoir fait assister aux soubresauts inévitables des idées qui meurent, les autres s'affirment avec énergie mais la leçon des choses et le courant des doctrines, les ayant quelque peu meurtries, les ont assagies en les fatiguant. Leurs premières ardeurs ont été épuisées par les luttes préliminaires et nécessaires avec les anciens possédants. Elles ont perdu dans la bataille ce qu'elles avaient en elles de trop choquant, mais elles y ont gagné une force tranquille. On les a débarrassées de leurs aspérités. On a rendu les idées lisses.

le travail et l'oisiveté, la production et la consommation, l'élément essentiellement socialiste de la doctrine de Saint-Simon. Mais l'idée de l'administration des choses est bien plus importante, plus neuve, et plus chargée de vérité sociale. C'est elle surtout qui fait le jour de la pensée de Saint-Simon.

Maurras et Saint-Simon s'opposent par la notion qu'ils se font de l'Etat ; ils se rejoignent par l'idée qu'ils se font du monde : la *conception positive*. Qu'on ne voie pas là une simple idée métaphysique sans aucun rapport avec l'économie. Car le *positivisme c'est toute l'économie politique*.

En effet, si celle-ci signifie richesse, il n'y a rien d'aussi positif que cette notion et rien de plus sensible et bienfaisant aux sens que ce fait. Il n'y a là aucun jeu de mots et qu'on ne croie pas que c'est par la vertu, si l'on peut dire, de l'extension forcée et subversive du sens des mots que nous sommes parvenu à lier ces deux idées. La réalité est autre, plus vraie et moins sophistique.



L'origine du *nom* de la conception positive se trouve peut-être dans cette phrase de Bonald, citée par Elie Halévy, qui est un jeu de mots sur le sens du mot positif et qui allait séduire l'inventeur de la philosophie positive :

« On trouve des tyrans à la place du pouvoir, des satellites à la place du ministère, des esclaves à la place des sujets, et l'on a, en dernier résultat, une société *négative*, constituée pour le désordre et la conservation, à la place d'une société *positive*, constituée pour l'ordre et la conservation »⁸¹.

A ce propos, on doit faire une remarque. Ici, les notions *positif-négatif* sont plutôt prises dans le sens que Saint-Simon donnait aux notions organiques-critiques — qui marquaient l'alternance des périodes de l'histoire, les unes caractérisées par l'unité d'action et de pensée et les autres par l'instabilité sociale — plutôt qu'au sens propre du terme positif, voici du matérialisme ou du réalisme⁸² et assez éloigné de la mystique. Mais si étroite que soit l'acceptation donnée à ces deux termes, il y a ceci d'important qu'on les a employés. Plus tard, avec Auguste Comte et Marx, la conception positive est développée, devenant chez l'un un système de philosophie et de politique positive,

⁸¹ *Œuvres de Bonald*, 1856. Page 29. Cité par Elie Halévy, dans *l'Ere des Tyrannies*. Page 44. Paris. N. R. F.

⁸² Charles Maurras distingue entre réalisme et matérialisme, rejetant celui-ci, n'acceptant que celui-là.

tournant chez l'autre en un matérialisme économique. Sans oublier la doctrine libérale⁸³.

Par l'intermédiaire d'un théocrate mystique, se trouvent rapprochés un presque socialiste positiviste et un monarchiste de la même nuance positive⁸⁴.

C. — *Conclusions.*

L'opposition Maurras-Saint-Simon a son importance qui n'est pas relative et qui méritait d'être soulevée. Elle est tranchante et grosse, dans l'avenir, de conséquences économiques. Mais à peine a-t-on insisté sur le conflit qui met aux prises ces deux pensées qu'il faut tout de suite rappeler l'éminent lien qui les unit et les soude, avec d'autres systèmes, en un bloc compact qui annonce un monde nouveau : le positivisme.

Par son « politique d'abord »⁸⁵, M. Maurras est à l'antipode de l'humanité nouvelle, toute économique et peu soucieuse d'un Etat purement politique⁸⁶, pensant à des manœuvres diplomatiques au lieu de satisfaire les besoins humains et faire du pays une administration centralisée et dirigée par en haut, dans ses moindres rouages, et en les compliquant afin de faire face aux nécessités les plus variées du groupe d'hommes qu'est la nation et l'humanité. De son côté, Saint-Simon se place à un point de vue contraire. Il n'est pas difficile de voir où va le monde. Il n'est même pas question de prévoir, — tant l'évolution des choses est évidente, — quel sera le sens de cette marche générale des hommes. Elle se fait dans le sens indiqué par Saint-Simon. Il a mis de son côté le progrès : nolentem ducunt. M. Maurras, pour des raisons particulières et générales, a pris une toute autre attitude et que l'infernal galop des faits ne respecte guère : nolentem trahunt. Et parier sur Saint-Simon ce n'est pas s'adonner à un jeu de hasard, c'est miser sur la fatalité.

Il n'y a aucun mérite à être aujourd'hui du parti de Saint-

⁸³ Nous parlerons ailleurs et plus amplement des relations qui rapprochent à ce point de vue, la conception positive du maurrassisme et les principes de l'école Chrulac.

⁸⁴ M. Maurras a toujours soin de préciser la monarchie positive, n'infirmant guère la monarchie mystique. Entre ces deux groupes de royalistes l'harmonie est absolue.

⁸⁵ En dépit des restrictions qu'il apporta, mais qui ne tiennent pas devant une certaine tournure d'esprit, on abolit toute conception politique.

⁸⁶ Voir plus loin, le chapitre : Etatisme ou liberté ?

Simon ; on est avec les plus forts. Ce n'était pas de même il y a cent ans et ce n'est plus de même, de nos jours, pour ce qui concerne la doctrine maurrassienne. Elle lutte contre le courant, après tout rationnel, des choses, et il y a une belle témérité dans cette entreprise qui veut remonter ce courant. Il y a dans cette volonté de contradiction un rien de romantique. Il réside dans cette volonté farouche d'écraser les forces qui vous dépassent. Les titans veulent abattre les dieux.

Rendons hommage au maurrassisme, mais fuyons-le. Telle est notre attitude et si nous ne pouvons prendre un autre parti c'est parce que la réalité économique ne nous le permet pas. Cependant nous ne pouvons pas étouffer ce cri d'admiration que nous fait arracher le remarquable essai anti-dix-neuvième siècle qu'est l'Action Française, et la lutte passionnément lucide qu'elle mène contre tout un nouveau monde de choses ; mais les forces en jeu sont trop disproportionnées pour conserver la moindre illusion sur l'issue du combat. On ne conteste point le trésor d'ingéniosité et de bravoure qu'il a fallu mettre à profit pour soutenir une cause contre laquelle trop de puissances conspirent. Par son aspect politique et anti-étatiste, la doctrine maurrassienne se perd. Par là, Charles Maurras est un homme ancien.

Mais par un autre côté de sa doctrine, Charles Maurras est un homme nouveau. Il est proche de nous par sa méthode positive d'envisager les choses. Si le « politique d'abord » l'éloigne de nous, le positivisme, par contre, le rapproche de notre siècle économique. Le XX^e siècle est positif.

La doctrine maurrassienne est positive et, donc, pleine de valeur économique. Car l'Economie Politique, qu'on la considère en tant que science des besoins ou en tant que science de la protection des biens et des richesses, est une méthode positive. Elle nous oblige à tenir compte, d'une manière réaliste, des éléments autrefois distingués par l'ancien état de chose. Et si l'on a pu dire avec mépris que le marxisme est un socialisme du ventre, c'est à ces vieux préjugés qu'on le doit. Car le ventre des hommes a son importance. En des millions d'exemplaires, il peut former une société et même devenir objet de science. Ce qui est assez honorable, sinon très noble.

On aperçoit maintenant, selon que l'on envisage l'Economie politique en tant que science ou en tant qu'art, comment et

pourquoi M. Maurras, à la fois, s'éloigne de nous et s'en rapproche. Considère-t-on l'Economie politique comme une science, M. Maurras est un des nôtres. Car la science économique est positive. Regarde-t-on l'Economie politique comme un art, M. Maurras bifurque et prend un chemin différent. Pour mieux nous faire comprendre, commençons par définir ce que nous entendons par l'art économique. C'est *l'administration* des intérêts économiques. Qui dit administration dit étatisme, donc rouages multiples et compliqués, mécanismes ingénieux et *détailés*. Or le maurrassisme est anti-administratif⁸⁷ à souhait, comme il est anti-égalitaire, anti-individualiste, anti-démocrate, anti-républicain et ainsi de suite. Mais l'art économique peut encore laisser entendre bien autre chose que l'administration. En traitant des besoins de la société, et en visant à leur satisfaction, il donne au ventre des masses une importance significative. Peu à peu on s'habitue à considérer le ventre aussi noble que la tête et à donner à la cuisine autant de soins qu'aux salons. L'ancienne distinction des objets de luxe et des choses dédaignées n'a plus cours. Car toute chose peut recevoir des soins et devenir aussi luxueuse et désirable qu'une autre. On entrevoit alors qu'un objet est noble ou roturier faute ou non des soins qu'on lui a prodigués ou qui lui ont fait défaut. Un objet peut être supérieur ou misérable selon le travail auquel on l'a soumis, il ne l'est pas de par son état. Il peut *devenir* l'un ou l'autre, il ne *l'est* pas. Donc la hiérarchie est chose relative. Par là aussi, l'art économique contribue à éloigner de nous la doctrine maurrassienne qui est anti-égalitaire.

Si l'on envisage l'économie politique comme science, on voit qu'elle ne s'occupe des phénomènes qu'au point de vue *général* des principes. S'agit-il de l'art économique, il pousse les choses jusqu'au dernier *détail*, s'immisce dans les moindres questions pour tenter de les résoudre, et aboutir à un travail aussi fini que possible. Combinant ce que nous venons de dire maintenant, avec ce que nous avons dit tout à l'heure du maurrassisme qui s'éloigne ou non de nous suivant que l'on considère l'Economie politique en tant que science ou en tant qu'art économique, nous pouvons résumer en quelques mots les résultats de nos recherches et de ces longs développements, en disant : *en gros*, M. Maurras. C'est *en détail* qu'il nous fausse compagnie.

87 C'est-à-dire l'administration au sommet de l'Etat.



M. Maurras est anti-dix-neuvième siècle. Pour plus de précision, nous dirons : d'un certain dix-neuvième siècle. De celui que M. Léon Daudet traita, peut-être avec frivolité, de « stupide »⁸⁸ et que la politique le vit victorieux en fait. Il est vrai que pour M. Maurras, le vrai XIX^e siècle français, le seul qui ait été grand est l'autre, celui de la Contre-Révolution.

Du point de vue économique, et dans la mesure où il est anti-dix-neuvième siècle et contre-révolutionnaire, le maurrassisme est anti-saint-simonien. Il s'oppose à celui-ci comme Ahriman à Ormuz dans la vieille légende de Zend-Avesta. Sur la question de l'administration, l'opposition est complète. Mais par son positivisme, il s'en rapproche, comme nous le montrerons plus loin, aussi bien du libéralisme qu'il accable de critiques que du marxisme qu'il couvre de sarcasmes.

M. Maurras n'a pas impunément respiré l'air du XIX^e siècle. Il s'en trouve imprégné. Il a beaucoup attaqué le roman-tisme, mais du caractère positif de l'autre XIX^e siècle — celui de la Révolution — il n'en parle guère quoiqu'il s'en trouve influencé.

Par son positivisme, le XIX^e siècle est un des plus originaux de l'histoire. Il a fait prendre aux hommes en considération l'aspect économique des choses en les obligeant à lui donner une attention suffisante. Et nous insistons sur l'insigne importance du positivisme. Non seulement du point de vue maurrassien, car c'est grâce à lui que ce dernier peut toucher à la science économique, mais aussi du point de vue général de l'humanité. Sans doute le positivisme sombra avec Auguste Comte dans le mysticisme comme le saint-simonisme grâce au « père » Enfantin. Ce sont là des maladresses. Car tout début est difficile. En effet, il arrive qu'une doctrine de haute portée philosophique ou humaine échappe à son auteur ; elle est détournée par lui, à l'insu de sa logique, vers d'autres buts que ceux où nous pousse la fatalité logique. La « Sociologie » fut inventée par Auguste Comte, mais elle fut construite par une école, assez éloignée des sentiments mystiques du maître, et qui étudiait les phénomènes sociaux d'un point de vue réaliste et scientifique : l'école de

⁸⁸ Voir : *Le Stupide Dix-Neuvième Siècle*, par Léon Daudet .

Durkheim. De même le socialisme moderne fut inventé par Saint-Simon et ses disciples, mais il fut appliqué par la puissance la plus positive qui soit : l'État. Il est donc fréquent de voir les maîtres ou les fondateurs d'une école ou d'une doctrine trahir les principes découverts par eux. Portés par un instinct qui trompe, ils obliquent vers des voies sans issue, laissant en friche des principes gros de substance créatrice. Prométhée est enchaîné par lui-même.

Il faut qu'après ce coup de sang de l'inspiration vienne une équipe de chercheurs qui poursuivent méthodiquement l'entreprise esquissée. Car si l'on a besoin d'un homme de génie pour découvrir une vérité, il faut un état-major de disciples pour parfaire l'œuvre. La philosophie est une question de disciples. Il faut les mettre au pas.

Le positivisme, cette immense doctrine, embrasse tout le XIX^e siècle. Libéraux, benthamiens, saint-simoniens, marxistes, maurrassiens, tous ces grands courants de pensée économique ou sociale se donnent rendez-vous là. Ils s'y rejoignent ou plutôt ils en découlent. C'est là leur source à eux tous, leur commun point de départ. Et dans ses carnets de jeunesse, Elie Halévy inscrivait dès 1888 cette forte méditation lyrique :

« Le socialisme, grande, puissante et formidable doctrine... »⁸⁹. Il aurait pu en dire autant et avec plus de raison du positivisme, matrice de toutes les nouvelles idéologies du XIX^e siècle et qui bouleversèrent à la longue la face du monde et la mentalité des hommes. Mais nous arrêtons là notre plaidoyer en faveur du positivisme de peur de devenir lyriques en parlant d'une doctrine qui le comporte si peu.

**

Le positivisme n'est pas Auguste Comte, ou alors il l'est très peu. Le positivisme c'est tout le XIX^e siècle, et surtout, pour plus de précision, il est l'autre XIX^e siècle, celui de la Révolution et de Saint-Simon, de l'égalité et de l'administration. Et si l'on voulait remonter plus haut, on pourrait aller jusqu'à l'Encyclopédie et au siècle des lumières qui est le positivisme en puissance. Or qui a le plus farouchement critiqué de

⁸⁹ Elie Halévy : *Ère des Tyrannies*. Préface. Page 48.

nos jours la Révolution et l'Encyclopédie ? Charles Maurras et son école⁹⁰. Mais par le positivisme qui est en germe dans l'Encyclopédie et la Révolution française, fille de la Révolution industrielle, ces deux mouvements d'idées du XVIII^e siècle, si honni par la Contre-Révolution, se rapprochent étrangement de la doctrine maurrassienne et de celle d'Auguste Comte qui pourtant malmenait avec une rude violence le principe du gouvernement de l'examen et de la discussion, d'origine révolutionnaire. L'histoire des idées joue de pareils tours aux hommes de pensée.

Pourtant ce n'est pas là tout à fait une contradiction mais un changement de point de vue. Et sans cesser d'être en contradiction avec la Révolution, Maurras n'est pas contradictoire avec lui-même. Voici pourquoi. S'habituant à un auteur et l'étudiant du point de vue où il se complaît, on voit toujours les mêmes oppositions ou les mêmes parentés et l'on finit par avoir une vue assez rigide des choses ; on croit aux oppositions définitives et aux contradictions irréductibles. On ne voit plus les liens souterrains qui unissent les choses et l'on s'accoutume aux contrastes qui paraissent fermer la porte à tout contact. Mais déplaçons-nous un peu, montons sur ces monticules ou ces belvédères d'où l'on peut jouir d'une perspective étendue des hommes et des choses. Ce changement de point de vue apporte une certaine relativité dans les jugements. Ce qui est définitif s'amollit, les contours nets deviennent fuyants, ils s'estompent ici, ils s'accusent là. L'opposition s'efface, laissant libre chemin à l'union, la contradiction fait place à l'harmonie des contraires. Voyant de loin et embrassant les choses dans leur totalité, on

90 M. Maurras écrit :

« Les encyclopédistes étaient pour l'abolition de la peine de mort. Mais les élèves de la Convention consacrèrent la guillotine et firent du bourreau un prêtre, qui eut son heure de hideuse popularité et d'honneur ». (*Action Française*, 14 Janvier 1909 [Criton]).

Et ailleurs il ajoute :

« Quelques abus que l'ancien régime eût souffert, il n'offre rien de comparable au flot de concessions, de vénalités et de pillages que représente l'histoire des grands ancêtres ; pour quelques trafiquants à qui l'on fit les honneurs de l'échafaud de Louis XVI et d'André Chénier, la horde de bandits enrichis de 1792 à 1799 trouva sous la Révolution sûreté, sécurité, influence, pouvoir, avenir ». (*Action Française*, 9 Octobre 1923).

Quant à ses disciples, ils ne sont guère moins impitoyables à l'égard du XVIII^e amis de l'A. F., — numéro de Juin — on trouve dans un article de Kléber Haedeus siècle. Dans le *Combat* de Thierry Maulnier, de Jean de Fabrègues et des jeunes intitulé : « Pour une révision de l'histoire littéraire », cette opinion, si l'on peut dire : « Il y aurait beaucoup à dire sur le siècle le plus déshérité de notre histoire

est maître de ce qui se voit, comme de ce qui ne se voit pas, et fort de ce que l'on tient, on accorde une valeur relative à ce qui paraît stable.

Ainsi de Charles Maurras. On le voit, presque chaque jour, partant en guerre contre le libéralisme, le marxisme, le socialisme, l'étatisme, etc... Pourtant, il est par sa conception positive très près de ces doctrines économiques en dépit des contrastes qu'il ne cesse de multiplier et des distinctions qu'il fait entre lui et ceux-là et dont il est assez prodigue. On le voit attaquer le XIX^e siècle avec l'énergie du désespoir. Pourtant, il est un enfant du XIX^e siècle. Le positivisme le rive à la Révolution.



M. Maurras attaque sans relâche libéraux, socialistes et autres gens de même condition. A le lire chaque jour et sans faire un effort de détachement, on finit par croire à ce que l'on voit. Et surtout à ce qu'il dit, sans penser à ce qu'il ne dit pas et peut-être tout aussi important. Car, le silence est une opinion. Particulièrement, le silence distrait. Ce qui est assez compréhensible. Ayant à faire face, croit-il, à des dangers pressants et quotidiens, M. Maurras s'en prend à ses adversaires du jour, le libéralisme ou le socialisme. Si l'on savait toutefois à quel point, tout en s'y opposant, il s'en rapproche ! Mais on a commis en leur endroit la même erreur que vis-à-vis de la monarchie et de la place qu'elle tient dans la pensée de M. Maurras. En effet, les attaques auxquelles les a soumis l'Action Fran-

littéraire, le XVIII^e. Là, des écrivains froids et bornés comme Voltaire, divagants et mornes, comme Rousseau, d'un ennui glacé, comme Montesquieu, font figure de princes ».

Le dédain des jeunes est acerbe. Voltaire, Rousseau, Montesquieu passent là un mauvais quart d'heure. On dirait qu'ils sont des petits écoliers pris en flagrant délit de médiocrité.

Ces critiques sont monnaie courante. Les disciples de M. Maurras ne reculent devant aucun paradoxe. Tel d'entre eux est allé jusqu'à dire que Rousseau ignorait la nature. En effet, dans *Revue Universelle*, fondée par Jacques Bainville et dirigée par Henri Massi, tous compagnons de Charles Maurras, M. Paul Guittou soutient, dans une étude sur Rousseau l'opinion suivante :

« Le pauvre Jean-Jacques n'a jamais bien vu, a très peu vu la nature, parce qu'il a passé sa vie à se rechercher complaisamment lui-même, à se rechercher en tout et partout et jusque dans les sites qu'il traversait... Sainte-Beuve a dit de Rousseau qu'il avait le premier mis du vert dans la littérature française. C'est une exagération manifeste ». (*Revue Universelle*, 15 Juillet 1938. Page 208. *Les Divagations de J.-J. Rousseau sur la nature*, par Paul Guston. Le ton est vigoureux.

gaise sont choses de détail. Mais si l'on prend de la hauteur dans les jugements, on aperçoit tout de suite le point de jonction, la *junctura rerum*.

Si l'on juge ces attaques d'après leur nombre ou leur répétition, ils sont multiples. Mais si l'on prend en considération non pas seulement leur *nombre* mais aussi leur *importance* philosophique, ils n'ont plus la même portée. Car le positivisme qui caractérise la manière de penser de M. Maurras est bien plus fondamental. Or les autres doctrines sociales ou économiques tel le libéralisme ou le socialisme qui servent de cibles à ses emportements sont tout aussi positives et empreintes de ce cachet qui fait la puissante originalité du XIX^e siècle. Or le lecteur de l'Action Française, frappé par la *répétition* de ces attaques plus que par leur réelle *importance*, croit à l'opposition foncière de la pensée maurrassienne et de ses ennemis doctrinaires, et ne fait plus attention au fort lien qui les unit. C'est ce qui advint aussi de la monarchie et du maurrassisme.

L'étude de l'opposition et de la parenté du maurrassisme, du libéralisme et du socialisme sera faite amplement plus loin. Ici, où nous jugeons les choses d'un point de vue plus général, contentons-nous de confondre ces deux dernières doctrines dans ce qu'on appelle le XIX^e siècle révolutionnaire et d'étudier les rapports du maurrassisme et du XIX^e siècle, du point de vue du positivisme. Car c'est à une pareille étude et aux conclusions qu'elle nous permettra d'en dégager qu'aboutit l'opposition Maurras-Saint-Simon. Et voici pourquoi : « Saint-Simon, qui est le père du socialisme, se trouve avoir été aussi le père du positivisme »⁹¹, comme l'écrivent Gide et Rist. Sans doute, Bonald se trouve lui aussi avoir employé le terme de positif mais en lui donnant une formule par trop étroite pour lui accorder l'honneur de l'invention. C'est donc de Saint-Simon qu'il faut partir, en spécifiant que lui aussi est dépassé par la doctrine positive, qui est quelque chose de plus qu'une doctrine : une véritable conception du monde, au sens que les Allemands donnent au *Weltanschauung*. Ne pas faire cette réserve, c'est risquer de tomber dans l'erreur de M. Elie Halévy qui tout au contraire fait du saint-simonisme une notion dont la sphère est plus large que celle du positivisme. C'est ce qui lui a permis de

91 *Histoire des Doctrines Economiques*, par Gide et Rist. Page 240.

voir en Lénine comme en Maurras des descendants indirects ou lointains de Saint-Simon. Du second il écrit :

« Disciples d'Auguste Comte, un Brunetière, un Charles Maurras le sont aussi, sans le savoir, de Saint-Simon. Ils sont à l'*extrême-droite* du positivisme saint-simonien » ⁹².

Et du premier, il note :

« Quand Lénine, installé au Kremlin, place sur sa table de travail les trois volumes de *Capital*, c'est l'*extrême-gauche* saint-simonienne qui prend possession, en sa personne, du palais des tsars, et prétend réaliser, par la violence, l'association universelle des travailleurs » ⁹³.

On voit l'immense extension qu'il donne au saint-simonisme et comment, par l'intermédiaire de cette doctrine, Maurras et Lénine se trouvent être des frères. M. Elie Halévy compare d'autre part le système de pensée saint-simonien « à une autre grande doctrine contemporaine, dont le prestige a pareillement été immense » ⁹⁴ : l'hegelianisme. Lui aussi eut une « droite » et une « gauche ». Et M. Halévy est prêt à reconnaître « qu'attribuer au saint-simonisme une action aussi grande, une influence aussi dispersée, c'est, d'une certaine manière, en constater l'échec en même temps que la fécondité » ⁹⁵. Et comme celui-ci, du jour où il y eût une « droite » et une « gauche », « l'hégelianisme avait vécu » ⁹⁶.

Cet élargissement d'une doctrine est assez plausible. Mais la question du vocabulaire n'a pas été suffisamment précisée. Là où M. Halévy écrit « saint-simonisme », nous serions enclins de mettre « positivisme ». Celui-ci englobe celui-là ; l'inverse n'est pas vrai.

« L'école positiviste, écrit M. Halévy, n'est pas autre chose qu'une secte dissidente de l'Eglise saint-simonienne » ⁹⁷. L'école positiviste, peut-être. Mais non pas le positivisme. Si l'on prend celle-là dans le sens de doctrine d'Auguste Comte, M. Halévy a parfaitement raison. Mais si l'on se réfère de préférence à la *notion* logique du positivisme, en le prenant au sens de concept où viennent se fondre d'autres notions aux sphères plus étri-

⁹² *L'Ère des Tyrannies*, par Elie Halévy (Doctrines économiques Saint-Simoniennes). Page 92.

⁹³ *Ère des Tyrannies*. Page 93.

⁹⁴ *Ibidem*. Page 93.

⁹⁵ *Ère des Tyrannies*. Page 93.

⁹⁶ *Ibidem*.

⁹⁷ *Ère des Tyrannies*. Page 92.

quées, tels l'utilitarisme, le libéralisme, le socialisme, etc., il faut alors accepter notre façon de voir et faire du saint-simonisme une secte dissidente du positivisme. Sans doute, les anarchistes⁹⁸ comme les socialistes autoritaires descendent de Saint-Simon. Mais les libéraux antérieurs, comme Adam Smith, ou les moralistes utilitaires comme Bentham ne sont pas disciples de Saint-Simon tout en s'en rapprochant ? Qu'est-ce qui les lie ? Le caractère positif de leur œuvre et non pas l'empreinte saint-simonienne de leurs thèses. C'est par l'intermédiaire du positivisme que des hommes tels que Maurras ou Lénine, Bentham ou Marx se trouvent réunis. Mais, dira-t-on, à force de reculer les limites d'un système pour en faire entrer des choses de toute sorte, on finit par les perdre de vue. Nous répondrons qu'une « Weltauschaung » est universelle ou ne l'est pas.



M. Elie Halévy, essayant de déterminer les deux ailes du saint-simonisme, écrit :

« Cette extrême-droite saint-simonienne, dont nous venons de définir l'orientation, ne fait que découvrir, à travers Saint-Simon et Auguste Comte, la doctrine de Joseph de Maistre et du vicomte de Bonald, et la revendication d'un retour à ce régime théologique et féodal *que les saint-simoniens déclaraient périmé*. Cette extrême-gauche, d'autre part, tout en répétant, inconsciemment ou consciemment, des formules saint-simoniennes, ressuscite ce jacobinisme destructeur *que les saint-simoniens abhorraient* »⁹⁹.

On perçoit dans cette courte tranche de phrase, ce jeu d'oppositions et de rapprochements que nous avons mis en lumière tout au long de ce chapitre où nous avons traité du maurrassisme et de ses adversaires. On voit dans la citation empruntée à Halévy comment les réactionnaires ou les avancés du saint-simonisme s'en éloignent tout en le pénétrant. De même, M. Charles Maurras se sépare de ceux qu'il blasphème tout en s'en

⁹⁸ Les Saint-Simoniens rêvent d'une société où l'obéissance ne sera pas servitude, puisqu'elle sera adhésive, *volontaire aux ordres de la science positive*. C'est l'idéal anarchiste. (*Ère des Tyrannies*. Page 91).

⁹⁹ Elie Halévy : *Ère des Tyrannies*. Page 93.

rapprochant. Il y a là une alternance d'antagonismes et de parentés assez intéressante.

Pour apercevoir les antagonismes, il suffit de se donner la peine de voir ce qui se voit. Pour saisir les filiations secrètes parce que trop larges pour être embrassées d'un regard distrait, il faut une certaine élévation dans la perspective, un fréquent changement de point de vue afin de s'accoutumer à la relativité des choses.

Mais où sont les contradictions et où se trouve l'union ? Pour résumer et préciser ce que nous venons d'étudier, nous dirons, en distinguant :

1° S'agit-il de l'*Etat*, maurrassisme, libéralisme et socialisme en diffèrent. L'un veut l'étatisme, l'autre rien moins que l'absence de l'Etat, et cet autre est à moitié chemin entre l'un et l'autre.

2° S'agit-il de la *conception positive du monde*, ces systèmes sont frères.

CHAPITRE III

ÉGALITÉ OU HIERARCHIE

A. — *Une précision et deux méthodes.*

On aurait pu tout aussi bien écrire : égalité ou la vie. Ou encore pour employer une formule maurrassienne : l'inégalité ou la mort ¹. Etant bien entendu que l'égalité avant de nous tuer nous fait déchoir. Elle nous mène à la mort par l'intermédiaire de la décadence et de l'anarchie ². L'égalité est anarchique. Le désordre engendre la déchéance et celle-ci appelle la mort. On ne peut échapper à ce cercle vicieux qui est mortel qu'en se débarrassant de la Démocratie, « gouvernement du nombre » et « état social égalitaire » ³. C'est sur elle que doivent porter tous les efforts de critique et de lutte politique, car c'est elle qui comporte l'égalité. Elle l'implique nécessairement ⁴.

L'égalité et la démocratie font les frais de la dialectique maurrassienne. Celle-ci a dressé contre celles-là un formidable barrage d'arguments. Malheureusement elle oppose aux faits des syllogismes. C'est là sa seule faiblesse.

Pour le reste elle est très forte. Sans doute présente-t-elle des parties fragiles ou caduques ou éphémères. Mais pour ce qui est de la tenacité dans les desseins et de la persuasion dans l'exposé, elle est encore puissante. Malgré tout, un ensemble impressionnant.

1 *Enquête sur la Monarchie*, par Charles Maurras. Page 119.

2 *Enquête sur la Monarchie*, par Charles Maurras. Page 119.

3 *Démocratie Religieuse*. Page 397.

4 *Gazette de France*, 1^{er} Mai 1899.

C'est ce tout qui se tient que nous avons voulu analyser, disséquer des parties qui se lient harmonieusement et tenter par une division plus ou moins arbitraire de montrer ce qu'il y a de grand dans cette doctrine, de vrai et de juste, comme aussi l'inverse.

La doctrine maurrassienne de l'égalité ou plus simplement le maurrassisme, est une étude critique et par endroits pleine de talents, de l'égalité et de son corrolaire : la mort de la Cité. Ces conséquences, désastreuses pour la société, de l'égalité, sont très bien mises en lumière par M. Charles Maurras, clairement expliquées par lui, et vigoureusement exprimées. A la lecture des ouvrages du théoricien royaliste, elles nous ont frappés, presque choqués. Mais elles ont eu ceci de bon qu'elles nous ont poussé aux méditations dans cette voie. Elles ont fourni un puissant élément aux discussions avec nous-mêmes, une nourriture substantielle à notre esprit en quête, alors, d'une certitude et à la recherche de la vérité.

Nous sommes arrivés, par la suite, à des conclusions opposées à celles auxquelles s'est arrêté l'auteur d'Anthinéa. Nous tenons, ici, à marquer avec netteté et précision ce que nous devons à Charles Maurras, l'influence prépondérante qu'eût la pensée de l'Action Française sur nos très jeunes années, en faisant spécifier toutefois que si nous avons dû obliquer et nous séparer, sur certains points seulement — il est vrai qu'ils sont essentiels — de celui qui fut notre maître pendant des années, nous ne le fîmes guère par esprit de contradiction. Le vrai seul, ou ce qui nous parut tel, nous guida.

*
**

« Essentiellement la démocratie se fonde sur le système de l'égale valeur politique des individus »⁵. Dans ce passage de jeunesse, M. Maurras fixe le caractère égalitaire de la démocratie. En conséquence, il la poursuit impitoyablement de ses attaques farouches. Si la démocratie est égalité et celle-ci désordre, il faut tuer celle-là pour avoir l'ordre. La démocratie étant la mort et M. Maurras aimant la vie, on doit extirper la première si l'on veut jouir des biens de la seconde. Il nous dit bien

⁵ *Gazette de France*, 1^{er} Mai 1899.

que la « démocratie est le mal »⁶ mais il ajoute tout aussitôt que « l'instinct égalitaire⁷ — donc démocratique⁸ — n'existe en réalité nulle part »⁹, que l'égalité est un « mythe »¹⁰ et la démocratie un « mensonge »¹¹. Ensuite, il écrit tranquillement que « le mal du monde est aussi naturel que le bien »¹², en foi de quoi il faudrait dire qu'il n'y a rien de plus habituel et de plus fréquent que la vraie démocratie et la bonne égalité. M. Maurras ne l'entend pas ainsi. C'est pourquoi nous les prenons pour des contradictions fugitives dues à un éclair de plume. En effet, emporté par la chaleur de la discussion, on va, parfois, plus loin que ne le veut la pensée. Il faut donc les prendre pour des accidents sans conséquence mais non sans contradiction.

Ce qui n'est pas un accident ni même une inconséquence, c'est d'avoir réuni la démocratie et l'égalité ; c'est une doctrine. Et on a fait de cette égalité le fondement de cette doctrine. Soumise à une charge violente de syllogismes et d'épithètes, l'égalité en sort très éprouvée. Mais dans la réalité, elle est bien portante. Si en logique elle fait parfois piètre figure, dans la vie elle montre une mine réjouie. Elle est de bonne santé et d'un bon visage.

Etant si robuste, l'égalité peut supporter sereinement les coups de boutoir ; elle leur résista, le sourire aux lèvres. Depuis cent cinquante ans qu'elle est vilipendée, elle en a pris l'habitude. Comme pour confirmer cette vieille coutume, les nouveaux venus de l'Action Française la harcelèrent de leurs critiques, tout en les faisant intégrer dans un système d'ensemble. Pas d'attaque fragmentaire.

L'entreprise ainsi montée se trouva être irréprochable en logique. En fait, elle échoua. Car les forces du nouveau monde pliaient tout devant elles, s'étendant partout, accaparant ce qu'elles trouvaient sur leur chemin et qui pouvait servir à leurs desseins. Pleines de sève et de jeunesse, ces idées et ces puissances nouvelles, ou plutôt qui s'affirmaient de nouveau, con-

6 *Enquête sur la Monarchie*. Page 120.

7 *Soleil*, 16 Juin 1900.

8 Ajouté par nous.

9 *Soleil*, 16 Juin 1900.

10 *Mes Idées Politiques*. Page 115.

11 « Quand la loi proclame l'égalité, la loi ment ». (*Enquête sur la Monarchie*. Page 119.)

12 *La Politique Naturelle*. Page XL. Voir : *Mes Idées Politiques*, Préface.

querraient du terrain à chaque assaut, avançant, parfois avec lenteur, mais sûrement.

M. Maurras voulut mal de mort à ces idées. Il les combattit de front et avec talent, mais non sans insuccès.

Dans le premier chapitre, nous avons montré comment l'une de ces idées — l'égalité — formait l'élément essentiel de la pensée maurrassienne. Là, nous avons montré comme elle se dégageait des écrits de l'Action Française et, sans entrer dans le détail, nous lui avons donné l'importance qu'elle méritait. Ici, nous entrerons dans le détail, nous allons analyser cette doctrine en ses parties, la diviser en ses éléments, bref la dissocier pour mieux l'utiliser à l'étude. Tandis que dans le premier chapitre, nous l'avons observée de l'extérieur, soucieux de lui assigner la place qui était la sienne dans la somme maurrassienne, dans ce chapitre nous l'étudierons de l'intérieur, dans les pièces qui la font marcher et dans son mécanisme intime qui lui donne vie et force. Tout à l'heure, nous nous sommes réduits à une vue superficielle des choses, à leur aspect apparent, cherchant plutôt à définir les tracés des idées et à nous promener à leur surface plutôt qu'à les pénétrer. Pour se servir d'une image, nous avons procédé comme si nous devions seulement frôler de la main un plan, sans vouloir le couper en morceaux. Maintenant on va le faire. On essaiera, en changeant de points de vue, de l'apercevoir de l'intérieur, et, pour le faire, de le briser. Considérant les choses comme si elles étaient continues, on les a passées en revue de loin afin de pouvoir les embrasser dans leur vaste continuité, en négligeant le fait minime. Cette fois-ci on le regarde à la loupe ; on prend le minuscule en considération et on l'étudie d'une manière discontinue ; on regarde les choses de près. A une manière *idéale* et *mathématique* d'envisager les choses, on substitue une méthode *réelle* et *physique*, nécessaire pour les connaître, après avoir tenté d'appréhender le contour d'ensemble. On peut idéalement concevoir qu'une chose réelle puisse être parfaitement plane ou absolument lisse, ce qui nous permet de ne pas nous attarder outre mesure aux saillies qui par hypothèse sont inexistantes. Nous lui accordons les propriétés de la ligne, utilisant en conséquence une méthode mathématique d'abstraction. Mais cette abstraction, une fois faite pour des raisons de commodité, si elle est nécessaire, est insuffisante. Elle ne nous fait pas saisir le noyau des formes.

On délimite celles-ci, il reste à découvrir celui-là. On doit aller au fond des choses, autrement on risque de s'asseoir sur des frêles idéalités. Comme le dit si bien M. Louis de Broglie :

« Ne serait-ce pas un fait général que les conceptions de notre esprit, quand elles sont énoncées sous une forme un peu floue, sont en gros applicables à la réalité tandis que, si l'on veut les préciser à l'extrême, elles deviennent des formes idéales dont le contenu réel est évanouissant »¹³.

En précisant on aplanit. On nettoie la forme de sa réalité ; on la décharge.

Ayant recouru à cette méthode, il faut la compléter. Pénétrer l'objet afin de le connaître. Gratter la mince couverture qui l'enveloppe pour voir l'étoffe dont il est fait. La réalité n'aura plus cet aspect d'idéalité plane et continue. Elle sera plus diverse et imprévue. On ne considèrera plus la ligne idéale d'une chose, mais la matière dont elle est faite. Après la ligne, la chair.

Il faudra alors suivre la réalité dans ses méandres compliqués, la talonner de près, la serrer fortement, car, à la moindre distraction, elle s'enfuit. A la vue synthétique des choses qui embrasse l'ensemble, mais qui retient peu de choses tout en jouissant d'une large perspective, se substitue un travail analytique qui suit pas à pas le vrai, perçant le noyau qui meuble la forme. Après avoir uni, grâce à des fortes approximations, les objets, on détruit cet ensemble. On le désagrège et on l'étudie morceau par morceau. Ce qui ne veut pas dire qu'on le fera présenter sous l'aspect des pièces éparées. On relèvera, en passant, à côté de l'étude des éléments simples, les liens qui les unissent, en leur donnant un sens.

Ainsi aurons-nous donné de l'égalité telle qu'elle se présente dans le système maurrassien, un exposé aussi complet qu'on puisse souhaiter. Car nous ne nous serions pas contenté seulement de la voir de l'extérieur, de la polir du regard, mais d'entrer à l'intérieur et de regarder les choses telles qu'elles se passent, après les avoir vues telles qu'elles se présentent. Il faut donner des faits et des idées une image fidèle. C'est pourquoi nous avons suivi cette double méthode.

Après l'observation du dehors, l'étude par le dedans.

—

13 *Matière et Lumière*, par Louis de Broglie. Sciences d'aujourd'hui. Collection dirigée par André George. Editions Albin Michel. Paris, 1937. Page 313.

B. — *Autre question préalable.*

Si ce chapitre est la continuation et le complément du premier, pourquoi a-t-il fallu intercaler entre ces deux chapitres, un autre sur l'Economie et la Politique qui n'a aucune raison, semble-t-il, de se trouver coincé entre ces deux-là ? Apparemment, ce deuxième chapitre n'est pas à sa place et mériterait, après une lecture superficielle, de changer de numéro. Nous ne le croyons pourtant pas. Si le troisième chapitre complète le premier, le second précise l'un et éclaire l'autre. C'est un point de la soudure des choses.

Voici comment. La conception économique de l'Etat est imprégnée d'égalitarisme. Inversement, la conception politique que l'on se fait de l'Etat est grosse de hiérarchie. L'une agit de haut en bas, dans le sens d'une verticale, l'autre de long en large, dans le sens d'une horizontale. Sans doute, Saint-Simon, tout comme Maurras, n'est pas égalitaire du tout et préconise une organisation autoritaire et hiérarchique. Sans doute lui et ses disciples « repoussent expressément toute confusion avec les communistes antérieurs, et n'admettent ni l'égalité des besoins ni celle des facultés »¹⁴, et leur socialisme est différent de celui du XVIII^e siècle qui « est essentiellement égalitaire »¹⁵. Mais ce n'est pas la première fois qu'on a vu des doctrinaires se mettre en contradiction avec eux-mêmes et mettre en pièces avec une hérésie quelconque, attrapée au cours des promenades philosophiques, leurs principes les plus fondamentaux. Cela vient de ce que, emportés par les développements lyriques des principes posés par eux, ces doctrinaires oublient — fatigue ou distraction ? ou bien les deux — de contrôler les conséquences tirées des prémisses et de confronter les unes avec les autres pour voir s'il n'y a aucune faille dans la chaîne de raisonnement ou si aucun contre-sens ne s'est glissé. Souvent on ne peut même pas soupçonner la contradiction tant les principes trouvés peuvent être nouveaux et chargés d'imprévu. Saint-Simon ayant trouvé celui de l'administration des choses et de la société organisée au mieux des intérêts de la production, pouvait-il prévoir l'usage que ses disciples allaient en faire pour abattre la propriété ? De même que l'on peut tout aussi

¹⁴ *Histoire des Doctrines Economiques*, par Gide et Rist. Page 235.

¹⁵ *Ibidem*. Page 237.

bien prolonger la doctrine des saint-simoniens et aboutir à un communisme parfaitement égalitaire. Ajoutez à cela que, vivant au milieu des choses et des détails, l'auteur, manquant de perspective, peut s'y perdre. La vie trompe parfois les penseurs.

Cette explication, si elle est générale, n'est pas entièrement satisfaisante. A côté de celle-ci qui vaut pour la plupart des cas, il y en a une autre qui explique précisément le cas qui nous préoccupe et nous livre la solution à la question de savoir pourquoi un Etat administratif ou politique est égalitaire ou hiérarchique. C'est de la donnée de cette interrogation que dépend la solidité du lien établi entre nos trois chapitres.

Un Etat administratif compte les *intérêts*, administration voulant dire gestion d'un ou plusieurs intérêts. Un Etat politique dénombre les *personnes*, la politique signifiant la conduite des hommes. Qu'on ne voie pas là un simple jeu de mots d'où l'on tire les conclusions que l'on veut. Car Saint-Simon nous dit en propres termes que « l'ordre social doit avoir pour unique objet l'action des hommes sur les choses »¹⁶. Cela suppose qu'il faille à la longue substituer à l'exploitation de l'homme par l'homme, l'action des hommes sur la nature.

D'autre part, si l'Etat n'a eu en vue que les intérêts, on se demande comment pourra-t-on appliquer à des intérêts économiques qui peuvent être de toutes sortes et surtout matériels ou physiques, l'égalité, notion humaine et morale ? Au contraire, un Etat politique, soumis à un programme désétatiste — car l'administration des choses aboutit à l'étatisme et l'autre principe à l'affaiblissement des pouvoirs économiques de l'Etat¹⁷ — est forcé, n'ayant rien à faire dans le domaine économique, de s'occuper des hommes. Non pas tant de leurs *besoins* que de leurs *personnes*. Il s'intéresse à leur *conduite* publique au lieu de pourvoir à la *satisfaction* de leurs désirs. Il décrète, il ne réglemente pas. Car il n'entre pas en ces détails ; il en laisse le soin aux particuliers. Son souci est de récompenser les actions d'éclat ou de punir les écarts, mais le train habituel de la vie le laisse indifférent. L'Etat politique est *punitif*, il n'est pas *satisfaisant*. Il lui est difficile d'être normal. Il est bourreau, héros ou saint. Mais il n'est jamais un honnête homme.

Ensuite, considérer les personnes, c'est tenir compte de

¹⁶ *Œuvres*. T. IV. Page 82.

¹⁷ Comme nous allons le voir au cinquième chapitre.

leurs distinctions, et, par le moyen des différences, faire introduire les inégalités. Tandis que n'en envisager que les intérêts économiques, c'est faire fi du principe hiérarchique.

En résumé, nous pouvons dire ceci : *l'administration des choses est égalitaire, le gouvernement des personnes est hiérarchique.*



Ayant résolu les questions préalables, nous avons déblayé le terrain et pouvons entrer dans le vif du sujet. Pour plus de clarté, nous le diviserons en plusieurs paragraphes que nous pouvons donner dès maintenant, à savoir :

PARAGRAPHE I. — Progrès économique et social.

PARAGRAPHE II. — L'héritage.

PARAGRAPHE III. — La propriété.

PARAGRAPHE IV. — Différences et inégalités.

PARAGRAPHE I

PROGRÈS ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Ce progrès est aristocrate^{18 19 20}. Il est créateur d'inégalités sociales et quand il y a progrès, il y a du même coup commencement d'inégalités. Il ne saurait s'accomplir qu'en vertu d'un principe hiérarchique. Telle est, réduite à sa plus simple expression, la doctrine maurrassienne du progrès.

Il n'y a pas de « progrès général du monde »²¹. Le « progrès fatal »²² est un concept vide de vérité. Car le genre humain n'a connu ni une avance régulière ni une amélioration croissante et automatique des valeurs humaines. L'homme historique n'a pas changé. Sauf au Moyen-Age, où un point fut gagné — et M. Maurras prend bien soin de spécifier qu'il fut le seul — par la prépondérance du pouvoir spirituel de la papauté reconnue par toute la République chrétienne, à savoir : « l'unité du pouvoir unique »²³. Cette unité une fois disparue, par la faute de la Réforme, les conflits d'intérêts et les rivalités passionnelles furent ravivés par l'incompréhension et la mésestante des idées, des préjugés, des croyances et des langues²⁴.

L'évolution du monde ne suit pas une courbe régulière, qu'elle soit ascendante ou descendante. Elle a plutôt la forme d'une ligne brisée, avec des hauts et des bas. Le progrès ne suit pas une marche continue et dans le même sens. Il n'est pas une voie droite, nue des pièges de la digression ; il va souvent à

18 *Revue Hebdomadaire*, 15 Décembre 1923.

19 *Mes Idées Politiques*. Page 97.

20 *Dictionnaire Politique et Critique*. T. I. Page 175.

21 *Mes Idées Politiques*. Page 85.

22 *Action Française*, 8 Février 1928. *Dictionnaire Politique et Critique*. T. IV. Page 176.

23 *Mes Idées Politiques*. P. 85.

24 *Ibidem*.

côté, il prend des chemins de fantaisie. Ce n'est pas une voie triomphale, c'est plutôt un chemin honteux. Il va cahotant. Il s'arrête ici et reprend là, et perd d'un côté ce qu'il gagne de l'autre²⁵. Très capricieux, il semble suivre l'instinct plus que la raison.

Le *Progrès* n'existe pas, il y a des *progrès*. C'est une des idées les plus chères à M. Charles Maurras et nous avons tenu à le faire souligner, parce qu'elle occupe une bonne place dans les habitudes de sa pensée. Elle lui est familière. Nous la rencontrerons ailleurs et ce principe de distinction est encore appliqué à la Science ou à la liberté, ce qui prouve combien il est nécessaire à la logique maurrassienne et comment il s'intègre dans son système de pensée.

Le Progrès, au singulier et avec majuscule, est chose singulière. Notion étrange et bizarre, elle est fausse. Surtout elle est inapplicable et l'histoire le démontre. Au contraire, l'idée de progrès, au pluriel et avec minuscule, est plus vraisemblable et modeste. La première est trop orgueilleuse et cela se voit, rien qu'à sa majuscule. Elle est impressionnante mais elle n'est pas plus vraie pour cela. Elle contribue à multiplier les erreurs, à embrouiller les pertes, à confondre le vrai et le faux et à faire égarer l'esprit et les sens des hommes en leur promettant trop et en ne tenant ce qu'elle dit vouloir leur apporter. Pour un peu, M. Maurras l'accuserait de démagogie et de surenchère électorale et il faut dire, qu'après avoir été conçue par les utopistes, elle fut propagée par les politiciens. Sortie de la tête de quelque philosophe, elle s'étendit grâce aux meetings et aux banquets démocrates, qui firent, là comme ailleurs, œuvre de vulgarisation. La méfiance de M. Maurras s'explique ainsi :

Pour ce qui est *des* progrès, l'attitude de l'auteur n'est plus la même. Il lui donne son assentiment sans cependant les considérer de très humble condition. Ces progrès ne sont pas toujours, comme le ferait croire leur première lettre, des petits progrès. Ils peuvent être immenses²⁶, il y en a eu, il peut y en avoir. Et s'ils n'ont pas l'orgueil de l'infini et de l'absolu, ils n'ont pas le dépit des nains. C'est un moyen terme. Il est bon qu'il en soit ainsi ; ils sont plus proches de nous, et plus étoffés de substance réelle et partant plus vrais. Et ils tiennent ce

²⁵ *Étang de Berre*, par Charles Maurras. Page 42.

²⁶ *Mes Idées Politiques*, par Charles Maurras. Page 85.

qu'ils affirment, car tout en promettant beaucoup ou peu, suivant les circonstances, ils se gardent de passer toute mesure. Ils sont ce qu'ils signifient, ils font ce qu'il disent. Doctrine assez compréhensible de la part d'un « réaliste » comme l'auteur d'« Anthinéa », qui ne veut se faire des illusions et se défie des agrandissements, qui ne reposent sur une base sûre. Si donc les fruits ne dépasseront pas les promesses des fleurs, c'est parce qu'ils ne font pas amoindrir l'intérêt de celle-ci afin de se procurer des surprises plus tard. Pas d'illusions, mais l'exacte appréciation des réalités.

PREMIÈRE SECTION

MAURRAS ET LES ANARCHISTES

L'idée que Charles Maurras se fait du progrès social va à l'encontre des anarchistes, utopistes, socialistes et théoriciens de toute sorte, dont l'idéal s'oppose au système esquissé. L'opposition est assez importante pour mériter qu'on lui accorde quelque attention. D'autant plus que l'égalité économique et le progrès social s'enchevêtrent en une union étroite, et que de la réponse donnée à la première question dépend la notion que l'on se fait de la seconde.

Opposés sur le problème de l'égalité comme sur celui de la liberté, Maurras et les anarchistes vont se heurter aussi sur la doctrine du progrès. Montrons, en exposant dans le détail l'une et l'autre théorie et en les mettant en parallèle, comment s'affirme leur opposition.

**

Pour Charles Maurras, le Progrès est rectiligne, et les progrès sont zigzagants. Or le « train du monde »²⁷ suit une courbe capricieuse, dont les formes s'infléchissent en tous les sens. C'est pourquoi, il n'y a de place dans le monde que pour les derniers. Et le Progrès qui a pour caractéristique de mar-

²⁷ *Mes Idées Politiques*. Page 85.

cher toujours dans le même sens heurte cette fantaisie naturelle des choses. Il y a en lui trop de rigueur, et la raideur nuit à la réalité.

A côté de ce motif, il y en a un autre qui fait rejeter par M. Maurras la notion de Progrès. C'est l'idée de la fatalité qu'elle contient. Nous reprendrons une à une ces deux questions.

SOUS-SECTION PREMIÈRE

Sur deux caractères du Progrès

Il y a là-dessus entre maurrassiens et anarchistes, identité dans les conceptions et diversité dans les conclusions. Les uns et les autres se font la même idée du Progrès, mais tandis que les uns l'admettent comme vrai, les autres le repoussent comme faux. « Cette fausse idée de Progrès »²⁸, comme l'écrit M. Maurras, est admise comme vraisemblable par d'autres et surtout comme étant de *plus en plus vraie*. Le Progrès est linéaire et continu. Le chef royaliste comme les théoriciens anarchistes en tombent d'accord. La discordance est ailleurs. Il s'agit de savoir si ce Progrès *peut être*, c'est-à-dire exister. M. Maurras le nie, les anarchistes l'affirment et spécialement pour l'avenir. Cette dualité se comprend aisément. En effet, à partir d'un certain degré, le Progrès se confond avec le Paradis. Les anarchistes qui rêvent d'une humanité meilleure, bien mieux encore, s'améliorant de plus en plus et toujours, ne cessent de se parfaire et n'accordant aucune relâche, si moindre soit-elle, à la prospérité, placent le Paradis au terme de l'histoire humaine, dans un futur plus ou moins lointain. M. Maurras, tout en luttant pour la vie comme nous l'indique M. Henri Massis²⁹, et cherchant à prolonger cette vie dans l'avenir, à la projeter dans l'éternité, n'en a pas moins un faible pour le passé et place le Paradis là. « Je ne vois, écrit-il, aucun moyen d'établir comme des principes de philosophie naturelle que, depuis deux mille cinq cents ans, depuis l'année de l'achèvement du Parthénon, si l'on veut, les hommes pris en corps ou, si l'on préfère, l'hu-

²⁸ *Gazette de France*, 11 Avril 1898.

²⁹ *Débats*, par Henri Massis.

manité occidentale ait fait aucun progrès sensible »³⁰. Et il ajoute plus loin : « Nous ne sommes plus dans les hauts »³¹.

Férés de *perfectibilité*, les anarchistes annoncent le Paradis dans les temps prochains. Fêré de *perfection*, M. Maurras nous montre le Paradis dans le passé. L'opposition du statique et du dynamique, de l'être et du devenir, de l'éternité et de la durée, ne peut être mieux rendue qu'elle ne l'est par ces deux écoles. Trépignant de joies futures, les anarchistes se font dialecticiens et prêchent le changement. Aimant l'histoire et son passé, M. Maurras est attiré par des formes figées dans des moules³² sévères. La perfection limite³³. La perfectibilité excite. Sans doute, la perfection stimule elle aussi ; mais en établissant un équilibre d'exaltation et d'inhibition successives³⁴ qui « trace aux endroits où l'homme aborde l'univers ces figures fermes et souples qui sont mères communes de la beauté et du bonheur »³⁵.

La perfectibilité est sans cesse en mouvement, d'où le devenir de la philosophie anarchiste. La perfection arrête ; c'est une halte. La première se déroule dans la durée qui est mouvante, la seconde se fixe dans l'éternité. L'un met l'accent sur ce qui *vit*, l'autre sur ce qui *dure* avec le moins de changement. L'éternité est un repos³⁶.

Etant admis pour les uns que le Progrès linéaire et continu existe et surtout qu'il *pourra* exister, et que pour l'autre il n'y a que les progrès discontinus qui aient quelque réalité, voyons comment M. Charles Maurras présente-t-il sa conception.



« Que renferme l'idée de Progrès ? »³⁷, se demande M.

30 *Revue Encyclopédique*, 25 Mars 1899.

31 *Action Française*, 26 Avril 1924.

32 Qu'on ne nous fasse pas dire plus que nous n'avons voulu. M. Robert Brasillach en dissertant sur l'œuvre de Maurras en général et de cette somme qu'est le *Dictionnaire Politique et Critique*, écrit :

« Il me semble que le grand étonnement sera de s'apercevoir qu'on a pu croire abstrait un homme dont la raison d'être est le concret... que la vraie grandeur de cet homme qui s'est toujours battu contre les métaphysiques de la « vie », c'est justement de connaître les conditions de la vie, et, plus que tout autre, de vivre ». (*Charles Maurras ou l'essentiel*. Portraits. Pages 30 et 32). Or évidemment la vie n'est pas figée. Mais, d'abord M. Maurras, lui-même, en dépit des nuances qu'il introduit, donne des formes rigides à ses pensées. Ensuite, pour plus de clarté, nous avons nous mêmes forcé un peu le tour des phrases, sans arriver cependant à leur donner un sens contraire à celui voulu par le doctrinaire royaliste.

33 34 35 *Anthinéa*. Page 104.

36 La préface du *Chemin du Paradis* est un hymne à l'éternité et à ce qui dure en restant le même. Elle est d'une belle poésie.

Maurras. et qu'est-ce que c'est, « la persuasion où l'on est que les arts, les sciences et toute l'œuvre humaine vont toujours du même pas »³⁸. Il avoue que cette idée est une des plus florissantes parmi les conventions acceptées³⁹. C'est sur elle que les hommes jugent et préjugent de l'état social, induisent ou déduisent leurs conclusions, et même ils font reposer sur elle des systèmes entiers d'histoire artistique et morale. En vertu de cette idée, dit notre auteur, on a voulu faire des hommes du Moyen-Age qui étaient des architectes excellents, des bons poètes, bien que leur poésie fut médiocre. De même on a fait de Homère un barbare parce que les artisans de son temps étaient grossiers. Cependant, le vieil Homère fut divin, et les potiers de Mycène, des maladroits.

Il résulte de cette image que le Progrès n'est pas « total », pour employer un terme à la mode, ou, si l'on veut, n'est pas simultané ; il ne touche pas en même temps toutes les branches du savoir et du pouvoir humain. Il ne règle pas l'ensemble des activités humaines et bien des zones de l'agir ou du sentir lui échappent. Il est partiel et changeant, parfois contradictoire. Bref, discontinu.

Mais d'où résulte « cette fausse idée du progrès ? »⁴⁰. Comment s'est-elle formée ? Elle est due à « une double opération anthropomorphique »⁴¹, à savoir :

1° « On imagine chaque temps comme un être seul, dont toutes les parties sont des organes solidaires qui se développent d'une façon *simultanée et concordante* » ;

2° « On conçoit des temps successifs comme une suite d'accroissements *réguliers et continus* de la même personne »⁴².

D'après notre auteur, ce sont là des affirmations gratuites qui ont rendu des services estimés aux philosophes qui se sont plu à les manier. Feignant, toutefois, d'accepter ces hypothèses et de les tenir pour vraies afin de pouvoir poursuivre ses raisonnements, il nous dit que même alors, elles sont insuffisantes et que pour les compléter il faut prouver bien d'autres choses encore. D'abord, il se peut que l'humanité, envisagée comme un

37 *Mes Idées Politiques*. Page 87.

38 *Gazette de France*, 11 Avril 1898.

39 *Ibidem*.

40 *Gazette de France*, 11 Avril 1898.

41 *Ibidem*.

42 *Gazette de France*, 11 et 12 Avril 1898.

être unique aux parties solidaires formant un système uni, un tout bien lié, fasse partie d'un autre règne de la nature et où la courbe à trois termes, naissance-développement-mort, ne s'applique pas. Ensuite, en supposant que cette hypothèse soit fausse, il reste à prouver que l'humanité n'a pas dépassé le point de perfection maturité. Si elle l'avait fait, le Paradis serait à placer dans le passé. « La saison de perfection, d'apogée et de plénitude ayant été atteinte, nous serions sur le déclin »⁴³.

Pour échapper à cette redoutable situation, il faudrait dire que l'humanité est en deçà du point optimum. Cette conjecture est aussi gratuite que les autres, nous dit M. Maurras. A parler franchement, nous ne voyons pas pourquoi ? Est-ce que la technique a cessé de progresser, de rapetisser la terre et par là d'unir le genre humain en en faisant une grande famille ? Se sont-ils relâchés, les hommes, de leur vigilance, et les savants ont-ils fini de faire des découvertes grâce auxquelles l'esprit humain puisse s'enrichir ? Nullement.

Mais M. Maurras supposant faux son troisième postulat, nous dit qu'on ne pourrait l'éviter qu'en soutenant un autre postulat. Cependant, pourquoi soutenir une quatrième hypothèse lorsque la précédente est vraie ? Mais laissons de côté cette réplique et passons à l'exposé de ses idées. Cette quatrième opposition peut être ainsi formulée :

« L'humanité est un grand Etre d'une sorte particulière, qui a le pouvoir de se développer indéfiniment »⁴⁴. On voit tout de suite à la fois la faiblesse et la ruse du raisonnement logique. Car il est d'abord inutile, comme nous venons de le faire remarquer. Mais il est nécessaire à M. Maurras personnellement pour pouvoir enchaîner. Ensuite, on voit immédiatement où peut mener une hypothèse si insidieusement posée et que l'auteur développe largement. Si on admet que le Progrès est indéfini, on se met en contradiction avec ce que l'on a admis plus haut. En effet, si l'humanité appartient à l'ordre habituel de la nature où domine le principe de la « courbe à trois termes (naissance, développement et décadence) », il faut qu'elle meure un jour et que le progrès cesse. Mais si l'on admet par la dernière hypothèse que le progrès est indéfini, cela veut dire qu'il est incessant et par conséquent que l'humanité ne peut pas connaître

⁴³ *Ibidem*.

⁴⁴ *Gazette de France*, 11 et 12 Avril 1898.

la mort, l'amélioration croissante et la prospérité accélérée étant tout le contraire de la mort. Après avoir fait passer à l'humanité les deux phases de la naissance et de l'organisation, « on lui refuse le troisième »⁴⁵, la mort, qu'on ne refuse pas aux autres Êtres, ses semblables ou ses proches. Cessant d'en faire une chose humaine, on érige l'humanité en Dieu éternel sans fin mais non sans commencement. Cette humanité-là, grâce à la doctrine du progrès indéfini, « on l'absout de la dégénérescence, on la délivre de vieillir, on la tient quitte de mourir, on lui suppose des forces inépuisables, on lui donne la perspective du mouvement perpétuel, de la perfection sans limites »⁴⁶. La contradiction saute aux yeux, mais il faut bien le dire, comme on l'a déjà fait, que le chemin pris par l'auteur étudié est assez tortueux.

Ces développements nous ont permis de voir quels sont les deux caractères du progrès : il est continu et il est indéfini. Et, tout en les acceptant, M. Maurras s'en est servi pour combattre l'idée de Progrès social telle que l'entendent les utopistes. Nous avons vu par quel artifice logique il éprouve la seconde qualité du Progrès, à savoir : l'infini. Nous allons reprendre un à un ces deux caractères et tenter de répondre à la dialectique de M. Maurras, en cherchant bien s'il n'y a quelques vices dans son argumentation.



D'abord le Progrès indéfini. Les anarchistes ou les socialistes l'admettent, M. Maurras non pas. Pourquoi ? Parce que les uns ont, à la différence du dernier, une confiance illimitée en la Science⁴⁷. Ce en quoi ils n'ont pas tort, et, en ayant posé la prémisse majeure, ils en tirent fort adroitement toutes les conséquences par le moyen d'une logique impeccable. En effet, la notion du Progrès s'appuie sur le concept de la Science. Pour s'accroître, il faut que la Science fasse des découvertes et

⁴⁵ *Dictionnaire Politique et Critique*, par Ch. Maurras. Page 178. Tome IV.

⁴⁶ *Gazette de France*, 11 et 12 Avril 1898.

⁴⁷ « L'extension prodigieuse de la production grâce à la science est une des idées les plus chères aux anarchistes ». (Gide et Rist : *Histoire des Doctrines Économiques*. Page 751). Et Krapotkine brosse dans son livre : *La Conquête du Pain*, des tableaux merveilleux de l'état social futur, dans un véritable paradis terrestre.

avance sur le chemin du vrai. Reposant sur la Science, le Progrès dépend des principes essentiels de celle-ci. Or l'un de ces principes est l'infini. Si la philosophie se penche sur l'absolu, la notion de science est inhérente à celle d'infini. C'est une manière comme une autre de « positiviser » l'absolu, d'en faire une notion mathématique ou physique, susceptible de division ou de partage. L'infini, c'est l'absolu à l'échelle scientifique.

Or personne ne peut nier que la Science *peut* aller à l'infini ; il s'agit ici d'une *possibilité*, non pas d'une *certitude*. Celle-ci sera examinée plus loin. Si donc la Science est capable de progresser à l'infini, le Progrès indéfini est sauvé.

On peut raisonner de la même manière en faisant une supposition moins orgueilleuse. On peut soutenir que, si le Progrès en général va à l'infini comme la Science, le Progrès social et économique en particulier, peut être incessant, *mais jusqu'à un certain point*, au-delà duquel on constaterait une diminution de sa puissance. On ferait ainsi intervenir la loi du rendement décroissant. Mais celle-ci suppose que l'un des éléments reste le même, sans diminution ni accroissement. Alors que dans la multitude des éléments naturels agissant les uns sur les autres et se faisant mutuellement marcher, il y a influence des uns sur les autres et on pourrait arriver à parer, par d'autres moyens, à l'insuffisance constatée d'un élément quelconque. Et il ne faut pas oublier de dire qu'à côté de cette loi du rendement décroissant, il y a celle du rendement croissant qui s'applique à l'industrie fille de la technique et de la science⁴⁸. D'autre part, on doit dire que le progrès économique est matériel, donc fonction de la technique qui progresse sans relâche. Bref, la nature étant infinité d'éléments peut, en paralysant la loi du rendement décroissant, permettre le Progrès infini.

Ensuite, le Progrès continu. A cette doctrine, M. Maurras répond par des arguments historiques. Est-il bien déterminé que le progrès ait suivi une courbe régulière, sans heurts ni accélération et qu'il ait marché du même pas uniforme ? A-t-il été uni ? « Oui, nous savons à n'en pouvoir douter, que voici des milliers d'années, l'homme couchait dans des cavernes et usait de couteaux d'une extrême simplicité. Il a fait des progrès depuis et nos contemporains sont assurément bien supérieurs

⁴⁸ Voir Paul Mantoux : *La Révolution Industrielle en Angleterre au XVIII^e Siècle*.

au sauvage primitif, dont nous découvrons les squelettes. Mais de ceux-ci à ceux-là y eût-il un progrès constant ? N'y a-t-il pas eu des moments de baisse verticale précipitée entre cette évolution supérieure et le moment où nous nous tenons ? Voilà ce qu'il est bien difficile d'apprécier, et que personne n'a le droit de trancher »⁴⁹, conclut plus loin M. Charles Maurras. Nous irons plus loin que lui en disant qu'il n'est pas si difficile d'apprécier ces chutes verticales. Leurs apparences sautent aux yeux, tant elles sont criantes, et leur préférence n'est pas des moindres dans l'histoire. Car, socialement parlant, et en se mettant à des points de vue déterminés, on constate facilement que le Moyen-Age est une régression par rapport aux empires de l'antiquité. Allant plus loin, et prenant passagèrement au mot « M. le professeur Preyer qui renverse absolument l'ordre de Lamark, de Darwin, d'Heckel, et place au commencement, comme les Grecs antiques, au sortir du chaos, les dieux, les héros, les génies et les démiurges fabricateurs du monde »⁵⁰, M. Charles Maurras ajoute : « l'idée de dégénérescence serait ainsi plus vraisemblable que l'idée de progrès »⁵¹.

M. Maurras combat la continuité et l'uniformité du progrès. Il n'admet pas cette constante quoiqu'il recherche par ailleurs « les constantes enseignées par l'histoire »⁵². Pour répondre à son argumentation nous ferons appel à la théorie des crises économiques. Cela peut étonner, mais cette méthode est justifiée par la pensée maurrassienne elle-même. Pour celle-ci, *les progrès* sont autant de petites crises de croissance et d'exubération, ce que les crises économiques sont partiellement. Il y en a de plusieurs sortes. Des crises saisonnières, cycliques et séculaires, énoncées dans l'ordre de leur durée. Pour pouvoir le faire, il a fallu élever le regard, essayer d'embrasser un plus large horizon afin d'appréhender le plus de choses. Une crise séculaire qui dure une trentaine d'années — ces mots jurent d'être ensemble, mais, étant consacrés par l'usage, nous les employons — est possible lorsqu'on prend les affaires économiques de haut. Et ce qui rend encore plus vraisemblable cette méthode c'est qu'entre ces trois familles de crises, il y a comme différence, à côté

49 *Gazette de France*, 12 Avril 1898. *Dictionnaire Politique et Critique*, de Charles Maurras. T. IV. Page 179.

50 *Dictionnaire Politique et Critique*. Page 179.

51 *Ibidem*. Page 180.

52 *Mes Idées Politiques*. Page 111.

de l'intensité, l'amplitude, c'est-à-dire l'ampleur et la généralité des vues. Si l'on s'intéresse aux détails, la courbe des affaires montre des irrégularités. Si l'on s'en éloigne, ces irrégularités s'effacent et la courbe devient, en même temps qu'ample, *linéaire*. Il en est de même pour ceux qui suivent la courbe de l'humanité. De près, elle est discontinue. De loin, elle est continue. C'est une question de points de vue.

SOUS-SECTION DEUXIÈME

Sur la fatalité du Progrès

Là aussi, M. Charles Maurras s'oppose aux anarchistes, socialistes et utopistes de toutes nuances. Il n'admet pas la fatalité du Progrès, il n'y croit guère, il la repousse expressément, la rejette avec vigueur.

« On parle de progrès fatal, écrit-il. Il n'y en a pas »⁵³. Et il ajoute : « il n'y a que des progrès »⁵⁴. On voit tout de suite la logique qui lie la doctrine du Progrès et des progrès à celle de la non-fatalité. Si l'on admet le Progrès avec ses deux premières qualités spécifiques : la continuité et l'infini, il faut en ajouter une troisième : la fatalité. Si, par contre, l'on suppose qu'il n'y a que des progrès, et comme ceux-ci sont des petites secousses sismiques, venant au petit ou au grand bonheur des nations, il faut renverser la fatalité et faire place au hasard. Mais celui-ci sera l'immense obstacle sur lequel butera le maurrassisme⁵⁵. Il est parfois dangereux de jouer du hasard. Sans le vouloir, il peut vous tromper.

Après avoir envoyé au loin la fatalité, M. Maurras, tout aussitôt, emploie un langage presque fataliste et normatif⁵⁶. « Y a-t-il un Progrès ? », se demande-t-il. Et il répond : « Il y en a plusieurs. Surtout *il devrait* y en avoir »⁵⁷. La notion morale des petits ou grands progrès est bien mise en lumière par notre auteur.

⁵³ *Action Française*, 8 Février 1928.

⁵⁴ *Action Française*, 8 Février 1928.

⁵⁵ Nous le verrons à propos de l'héritage ou de la propriété.

⁵⁶ Le « doit » moral s'impose avec la même force que la fatalité à la conscience de l'homme bon.

⁵⁷ *Etang de Berre*, par Charles Maurras, Page 42.

Mais pourquoi ces progrès n'ont-ils pas lieu nécessairement, fatalement ? Parce que l'humanité est oublieuse. Ce qu'elle acquiert sur un point, elle le laisse disparaître sur un autre et oublie ou néglige de faire état de tous ses gains. Ces progrès devraient avoir lieu et « *à coup sûr* », si chaque âge ne s'oubliait à perdre d'un côté ce qu'il gagne de l'autre, si la plupart du temps, l'homme ne négligeait de mettre bout à bout ses plus admirables profits. *Tout ce concilierait moyennant l'esprit de synthèse par les progrès de détail seraient de temps en temps réunis et coordonnés* ».

Plusieurs observations restent à faire.

D'abord pourquoi le détail *serait-il* coordonné seulement de temps en temps ? Ne *devrait-il pas*, ne serait-il pas meilleur, de le coordonner *toujours* ? Mais le faire toujours, c'est le faire avec nécessité, tandis que ne le faire que de temps en temps, c'est laisser une certaine place au hasard. En quoi, la doctrine maurrassienne se montre assez logique, et si on peut lui faire des critiques pour l'ensemble, cet ensemble tient bon, et il est difficile de l'avoir en détail, même si on décide de le faire seulement de temps en temps.

Ensuite, décider de coordonner les détails, c'est s'astreindre à regarder les choses d'en haut et s'imposer une certaine amplitude de vues, comme on a dû le faire dans l'étude des crises, de tout à l'heure. C'est par là même accepter une vue continue de l'évolution et du progrès, chose que M. Maurras n'admet pas. L'infini, la fatalité et la continuité sont proches parents. Si l'on va certainement vers un but qui est l'infini, il faut, pour l'atteindre ou du moins pour s'y acheminer, y aller fatalement et « *à coup sûr* », comme dit M. Maurras.

De ce qui précède, il résulte que la doctrine de M. Maurras est bien arrêtée. Elle ne flotte pas, mais elle bute sur les difficultés. Il y a quelque chose qui se contredit dans ce royaume.

DEUXIÈME SECTION

LES ANARCHISTES ET M. MAURRAS

Ayant amplement exposé la doctrine de M. Maurras sur le Progrès social et économique, il reste à *ébaucher* celle des anar-

chistes pour pouvoir les mettre en parallèle. Ceux-ci admettent non seulement que le *Progrès* est infini, continu et fatal, qualificatifs que M. Maurras aussi lui attribue, sinon toujours explicitement, du moins par antithèse, mais que ce Progrès existe. M. Maurras soutient que le Progrès, ayant ces caractères, ne peut, précisément à cause d'eux, exister. Les anarchistes soutiennent que ce Progrès a ces qualités-là et qu'il est susceptible de se réaliser. Bien mieux, il se réalise. Non seulement, il est possible, mais il est en devenir. Il n'est pas latent, il est en mouvement. Celui-ci s'accroît régulièrement. Il s'affirme de plus en plus.

Dans une très belle page, M. Maurras résume avec bonheur, en un raccourci saisissant, les idées de ses adversaires : « *Avant*, était le *moins* ; *après*, était le *plus* »⁵⁹.

Le Progrès ne dit pas : je *suis* tout court. Il dit : je suis de plus en plus, de mieux en mieux. Toujours là et toujours changeant.



Au contraire de ses adversaires, M. Maurras n'admet pas le Progrès donc il rejette sa *possibilité* de se réaliser d'une manière continue et fatale. M. Maurras admet les *caractères* du Progrès, mais non pas sa *réalité*. Et il rejette son existence justement parce qu'il présente ces traits-ci. Mais c'est surtout contre la fatalité du Progrès qu'il s'élève, c'est-à-dire que le Progrès est une fiction surtout parce qu'on le croit arrivé fatalement. Cette question est fondamentale pour l'intelligence de la doctrine maurrassienne. Elle met en jeu le problème primordial de l'égalité⁶⁰.

Il s'élève aussi contre la continuité du Progrès. Et il met en garde les Français contre « les tours et les détours perpétuels »⁶¹ des choses. Goethe affirmait que le progrès se faisait en spirale. Mais « y a-t-il un progrès ? se demande Maurras, et s'il existe suit-il un cours régulier ? »⁶². Il met de côté les opinions et les doctrines et il s'adresse, pour comprendre la leçon sociale, à l'histoire, mais à une histoire soumise à une interpré-

59 *Action Française*, 23 Février 1913.

60 Nous le verrons plus loin.

61 *Action Française*, 31 Août 1908.

62 *Ibidem*.

tation forcée. Il prend comme exemple à faire réfléchir les gens, la Révolution française et ses suites. A son avis, elles ont été désastreuses, et par elles, le Progrès marche à rebours. D'après lui, en 1789, il y eut un schisme. Elle déroula *uniformément* ses conséquences jusqu'en 1850, à partir duquel commence une nouvelle période qui représente un regrès. L'essor de la grande industrie, la colonisation et autres causes encore ont préparé un nouveau monde, grossier, plus près du treizième que du dix-huitième siècle, et où la force brutale prévaut sur l'intelligence pure. Le progrès est capricieux.

PARAGRAPHE II

LA PROPRIÉTÉ

Les doctrines physiocratique et libérale sont un hymne élevé à la propriété considérée comme une « institution divine »⁶³. Les socialistes ont dressé contre elle un impitoyable réquisitoire, allant jusqu'à la violence. Après eux, M. Maurras a « reconsidéré » la question. Il a essayé de l'entourer des garanties solides qui la protègent des intempéries de la politique ou de la vie économique. Défenseur ardent de la propriété, le théoricien royaliste s'est efforcé de lui chercher une justification et de lui trouver une définition adéquate.

SECTION PREMIÈRE

LES DÉFINITIONS DE LA PROPRIÉTÉ

Au lieu d'une définition on en trouve deux, ce qui est de bon augure. L'état où l'ont mis les critiques socialistes et la politique étatiste est si bas que vraiment tous les efforts ne sont pas de trop pour secourir la propriété privée. Et en prenant résolument sa défense, M. Maurras fait montre d'un beau courage. Le même que celui dont il fait preuve en s'opposant à la Révolution et à ses suites.

Les définitions qu'il a donné de la propriété peuvent être groupées sous deux rubriques, à savoir :

A) *Définition négative.* « La propriété est la sauvegarde

⁶³ Mercier de la Rivière. *L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*. Page 618.

naturelle de l'homme » ⁶⁴. Sans elle, il est un malheureux. L'homme est alors condamné à mort. Pour vivre, il lui faut la propriété. Elle est essentielle à ses besoins, elle entretient sa vie.

L'homme est un animal industrieux peut-être plus encore que raisonnable ⁶⁵. Il est riche de faiblesse et plein de mécontentements. Or la propriété satisfait ses désirs et calme ses exigences. Dès sa naissance il veut qu'on change la face du monde pour lui ⁶⁶. Au petit poussin qui brise sa coquille et se met à courir, peu de choses lui manque ⁶⁷. Il est libre dès l'œuf l'homme est esclave dès le berceau. Car il lui manque tout. Bien avant de courir, il a besoin d' « être tiré de sa mère, lavé, couvert, nourri. Avant d'être instruit des premiers pas, des premiers mots, il doit être gardé de risques mortels. Le peu qu'il a d'instinct est impuissant à lui procurer les soins nécessaires, il faut qu'il les reçoive, tout ordonnés, d'autrui » ⁶⁸.

Pour ce, faut-il encore un petit capital. Ce qui nécessite la propriété. Et ce qu'on dit de l'enfant est applicable à l'homme qui a des besoins et le désir de les satisfaire.

B) *Définition positive*. Impérialiste, devrait-on dire. Car, « posséder, c'est commander » ⁶⁹. Il est bien entendu que la vie humaine est fonction de la propriété, entre autres. Mais la propriété a le don non seulement d'*entretenir* la vie, mais aussi de la *raviver* comme la flamme dans une lampe où l'on a mis du pétrole. La propriété permet de disposer de soi-même et d'agir à son gré. D'une part elle nous aide à *résister* à autrui. D'autre part, elle nous donne le pouvoir d'exercer une *influence* sur les autres, ne serait-ce que par réaction. Position défensive, la propriété est aussi attaque. Elle permet au propriétaire de mordre sur son adversaire, ce dont, croyons-nous, il ne s'en est guère privé.

La propriété libère l'homme d'une grande partie des difficultés de la vie. Elle *affranchit* l'existence ⁷⁰. De plus elle confère une *autorité* sur les biens de la terre et du travail ⁷¹. Non seulement la propriété rend à l'homme plus de légèreté dans

⁶⁴ *Action Française*, 20 Août 1908.

⁶⁵ et ⁶⁶ *Ibidem*.

⁶⁷ *Politique Naturelle*. Page XV.

⁶⁸ *Politique Naturelle*. Page XV.

⁶⁹ *Gazette de France*, 22 Mai 1904.

⁷⁰ *Gazette de France*, 22 Mai 1904.

⁷¹ *Ibidem*.

ses démarches et de l'aisance dans sa conduite, mais aussi le pouvoir. La propriété le rend libre et puissant.

On est saisi, en passant en revue ces idées, par la forte logique du système. En effet, « la liberté, c'est la puissance » ⁷². Et tous les deux unies à la propriété font un bel et solide ensemble.



La définition, ou plutôt les définitions que M. Maurras a données de la propriété sont, du moins dans la forme et par la belle gradation suivie, assez originales, mais elles prêtent le flanc aux critiques socialistes et particulièrement saint-simoniennes. Voici encore un point où maurrassisme et saint-simonisme se heurtent. Essayons de dégager ces points de choc.

Pour ce qui est de la définition négative de la propriété, trop modeste pour faire crier beaucoup, on n'aurait pas grand'chose à dire, sinon que la propriété socialiste pourrait tout aussi bien remplir la tâche de sauvegarder la vie humaine que n'importe quelle propriété privée, rudimentaire parce qu'individualiste. A ceci, M. Maurras se contenterait de dire, pour toute réponse : prouvez-le.

Mais le point où la bataille s'accroche sérieusement est celui où est exprimée la définition plus que positive de la propriété privée. Ici, de même, on peut fournir la réponse de tout à l'heure avec le même succès. En outre, le socialisme a, à sa disposition, d'autres arguments et forgé une doctrine cohérente susceptible d'anéantir la propriété par des manœuvres adroites ou des mouvements tournants ou débordants.

D'abord Saint-Simon. Ce dernier veut remplacer les pouvoirs par les capacités et le *commandement* par la direction. Or la propriété telle que l'entend M. Maurras est une puissance de commandement. Et le commandement s'entend le pouvoir sur les hommes. D'autre part, les socialistes veulent substituer à l'exploitation de l'homme par l'homme, l'action des hommes sur la nature. Or la propriété, privant les hommes de moyens de production, accorde à leurs possesseurs un droit seigneurial sur l'homme. A ceci, M. Maurras répond que la propriété privée fait du bien au possédant comme à l'assujetti, car « la sou-

mission est la base du perfectionnement » ⁷³. Mais il y a un autre principe à la fois saint-simonien et benthamien qui dit que la société doit être organisée au mieux des intérêts de la production et du grand nombre. Les saint-simoniens disent, en continuation, que la propriété privée ne remplit pas ces conditions, n'exécute pas ses engagements et ne tient pas toutes ses promesses. Pour sa part, M. Charles Maurras est convaincu du contraire.

Cela lui permet de soutenir avec beaucoup d'éclat la cause de la propriété, et une partie de son œuvre est un vivant plaidoyer en faveur de la cause des possesseurs que l'on tient, dans certains milieux, pour perdue. Mais elle résiste encore.

DEUXIÈME SECTION

JUSTIFICATION DE LA PROPRIÉTÉ

Donner une bonne définition de la propriété, c'est beaucoup ; ce n'est pas assez. Une définition a besoin d'appuis solides en sus d'une forme serrée et logique et d'une description ramassée en un juste raccourci. Il faut lui trouver une explication satisfaisant la raison sans offenser la morale. M. Maurras s'est efforcé de le faire.

Les justifications de la propriété peuvent être arrangées en deux groupes :

- 1° Justification économique ;
- 2° Justification politique.

SOUS-SECTION PREMIÈRE

Justification économique

Sous cette rubrique, l'auteur vise la production. Il se place donc à un point de vue très moderne, voire même socialiste. Ce titre n'effraie guère M. Maurras. Au temps de sa jeunesse, on le prenait fréquemment pour un homme à idées socialistes, comme le fait remarquer M. Achille Ségard ⁷⁴.

⁷³ Auguste Comte : *Système de Politique Positive*. Page 3.

⁷⁴ Achille Ségard : *Charles Maurras et les Idées Royalistes*. Page 241.

Si le point de vue est socialiste, le raisonnement ne l'est guère ou l'est si peu. A l'encontre des socialistes qui mettent l'accent sur l'instinct social et l'organisation d'Etat, M. Maurras parle de l'intérêt personnel et domestique. Il faut, pour mieux rendre la pensée maurrassienne, à ce sujet, distinguer :

A) La production a besoin de la discipline politique ⁷⁵. Une bonne production, organisée économiquement et rationnellement, nécessite l'ordre dans l'Etat. Ici, il parle comme un socialiste, mais l'Etat auquel il pense en est tout différent.

B) Il y a une deuxième condition, nécessaire au progrès de la production économique : le stimulant de l'intérêt personnel. Il faut faire appel à l'ambition qui fertilise les labeurs ; la cupidité saine est chose normale et il ne faut pas laisser sans réponse son écho. On doit prêter oreille à l'avidité juste ⁷⁶.

D'autre part, l'intérêt personnel signifie volonté de profit. Il est bon de lui faire une place dans les considérations économiques. Ce profit n'enthousiasme ni ne courrouce M. Maurras ; il l'accepte. C'est nécessaire. Il ne dit pas : un mal nécessaire.

Ensuite, on peut, sans crainte de danger, céder « au désir de délimiter le tien et le mien » ⁷⁷. Il comporte tout au contraire d'immenses avantages. Et Pascal avait tort, d'après l'auteur, de rire des enfants qui disent : ce coin est à moi. « On ne dirait pas *moi*, si l'on ne disait *mien* » ⁷⁸. On voit le grand privilège que M. Maurras attache à l'instinct de propriété. Il entraîne et facilite le développement de la personnalité, ce qui nous oblige davantage à cultiver l'intérêt de propriété. C'est fondamental. La propriété fait naître la personne. Le mien crée le moi.

D'autant plus que le pays de France est axé sur la petite et la moyenne propriété qui y sont fort répandues. Or, dit-il, dans ce pays, la propriété n'existe pas parce que le Code la garantit, mais celui-ci protège celle-là parce qu'elle existe déjà. Elle préexiste à la loi. Cette idée se rapproche de ce qu'on appelle en Droit, la théorie réelle de la personnalité juridique.

Sans doute, la stabilité nationale et la sécurité publique exigent des garanties collectives. Mais si le désir d'acquisition n'est encouragé par la loi de haut en bas de la masse française, « il n'y aura pas de progrès ».

75 76 *Action Française*, 4 Avril 1916.

77 *Action Française*, 4 Avril 1916.

78 *Action Française*, 20 Août 1908.

SOUS-SECTION DEUXIÈME

Justification politique

Ici nous retrouverons une idée qui est le leit-motiv de nombreux articles de journal ou de chapitres d'ouvrages. La propriété est le fondement des Etats prospères. Ainsi, après avoir fondé la personne humaine, la propriété sert au sentier de l'Etat. Après l'homme, l'Etat, après le moi personnel, elle contribue à la formation du moi collectif. On saisit la double et insigne importance que l'homme de l'Action Française attache à l'établissement et à la sauvegarde de l'Etat. Les valeurs collectives et personnelles se trouvent soutenues, et ce pour la prospérité du bien commun ⁷⁹.

En effet, « les aristocraties prospères ont eu pour fondement commun la propriété » ⁸⁰. Les grands propriétaires d'Attique ont donné le corps des nobles eupatrides ; ceux du Latium, les patriciens de Rome et leur Sénat. Il se passa le même phénomène à Venise et à Florence, à Gênes où l'aristocratie marchande dirigeait les intérêts de la République. Sans doute, des plébéiens se sont sacrifiés pour le bien de l'Etat comme n'importe quel patricien, mais l'Etat ne peut être administré « avec sagesse, avec ordre, avec succès » ⁸¹, que par des hommes intéressés, par leurs grosses possessions, à la défense du pays.

L'accoutumance aux intérêts communs, donnaient, aux nobles propriétaires, deux supériorités sur le commun mortel :

1° D'abord l'habitude de ne pas sacrifier l'intérêt général aux intérêts mesquins.

2° Le souci du compromis. Ils voulaient réaliser des accommodements entre les citoyens et opérer les transactions qui amollissent les querelles.

Au contraire de ces hommes pratiques, les idéalistes seront parfois dangereux. Ils peuvent immoler à un appel public leurs biens temporels. Renonceraient-ils avec la même aisance à leurs idées, goûts ou parti-pris ? M. Maurras le croit avec peine. « Les héros, dit-il, sont bien pointilleux » ⁸². Il les craint beaucoup en affaires. Or, « les affaires d'Etat sont des affaires » ⁸³ comme

⁷⁹ *Action Française*, 4 Août 1914.

⁸⁰ et ⁸¹ *Démocratie Religieuse*. Page 56.

⁸² et ⁸³ *Démocratie Religieuse*. Page 56.

les autres. Cela peut indigner les cœurs généreux et les pensées magnanimes, mais il en est ainsi : c'est là un des principes les plus constants de cette politique réaliste que préconise le maître de l'Action Française.



Comme le progrès est aristocrate, la propriété est le soutien de la hiérarchie et des inégalités sociales. Les pensées de M. Maurras se présentent ainsi intimement liées et il est difficile de les dissocier par des légers arguments. Il faut procéder comme le conseillait Dante, le maître aimé de M. Maurras : col cotello. Les dissocier, à coups de couteau, non pas seulement entre elles, mais en les montrant séparées de la vérité.

Logiquement, le raisonnement maurrassien est impeccable. Historiquement, l'est-il tout autant ? Nous hésitons à l'affirmer. M. Maurras a emprunté à l'histoire quelques exemples qu'il a, par la vertu de la dialectique, généralisés. C'est contre ces généralisations logiques des exemples isolés de l'histoire qu'on devrait, en bonne logique, s'élever.

M. Maurras cite des cas qui ont donné quelques bons résultats. Mais il en est d'autres qui ont mal tourné. Nous pouvons lui donner en exemple notre pays : la Roumanie. Il avait tout pour former une aristocratie prospère. D'immenses propriétés terriennes étaient dans la main de quelques centaines de familles de noblesse agrarienne. Des nombreux siècles avaient contribué à former cette oligarchie. Toutes les conditions exigées par M. Maurras se trouvaient réunies chez nous. Résultat : la querelle à l'état permanent. La France subit la Fronde pendant quelques semaines. Notre République boyarde fut une Fronde perpétuelle.

On mit la nation au pillage et l'Etat aux enchères. On le vendit au plus offrant. Le Turc le paya avec le sang de quelques janissaires. Affaiblis, nous courbâmes la tête.

Il y a encore d'autres exemples et il suffit de connaître ou de feuilleter l'histoire pour en trouver à chaque instant et des plus significatifs.

La propriété peut facilement fonder des *aristocraties prospères*, mais il lui arrive rarement de mettre debout des *Etats prospères*. Car il peut y avoir des oligarchies exploitatrices

dans un pays enchaîné. L'étranger s'entend avec le notable pour opprimer l'indigène.

TROISIÈME SECTION

DU DROIT DE PROPRIÉTÉ A L'HÉRÉDITÉ DU POUVOIR

Il y a pour Charles Maurras un fort intime lien entre la propriété familiale et l'hérédité du pouvoir public. Supprimez l'un et vous serez obligé dans un proche ou lointain avenir d'achever l'autre. Faites la République politique et l'avenir se chargera de faire la démocratie économique. L'égalité admise au sommet de l'Etat se fera sentir à sa base, qui est la propriété. Si la loi confisque à une ou plusieurs familles, désignées par les circonstances historiques, la propriété de l'Etat, on finira par enlever aux citoyens la propriété tout court. Ce serait là un désastre. Sans doute, on peut abuser du droit de propriété comme il arrive d'abuser de tous les droits. Ces abus signifient parfois des « excès barbares »⁸⁴, mais la suppression de la propriété est pire encore. C'est la barbarie toute pure, dans toute sa crudité et son horreur. La communauté des biens amènerait vite la consommation de ces biens. Pour éviter la production de pareille calamité, il faut établir la propriété familiale de l'Etat et la propriété familiale du pays. Par conséquent et pour résumer, on devrait dire :

« Si l'hérédité du pouvoir est un grand bienfait pour les peuples, c'est un égal bienfait pour la vie sociale que le droit de propriété »⁸⁵.

SOUS-SECTION PREMIÈRE

Maurrassisme et Physiocratie

Une conception presque féodale, excessive, mais extrêmement logique de la propriété, telle est, résumée, la doctrine maurrassienne de la propriété. Féodale, elle l'est par l'union de

⁸⁴ *Action Française*, 4 Avril 1916.

⁸⁵ *Ibidem*.

la propriété et de la puissance. Excessive, elle l'est encore et, malgré les dénégations de son auteur, elle peut aboutir à un régime de castes. Mais logique, elle l'est assurément, car elle se lie étroitement aux autres principes de ce système, tel le progrès ou la hiérarchie.

Cette doctrine maurrassienne de la propriété ressemble à un vieux système économique, bien connu : la Physiocratie. Le propriétaire s'y trouvait l'élément primordial, et la propriété — toute propriété — y était respectée. « La sûreté de la propriété est le *fondement* essentiel de l'ordre économique de la société », dit Quesnay. On dirait une citation de Maurras.

Comment expliquer cette ressemblance ? Pour les uns comme pour l'autre, une seule réponse : l'histoire. Les physiocrates ont vécu dans un milieu social très stable, gouverné, depuis la féodalité, par les propriétaires. Ils regardèrent la propriété comme une chose tout à fait normale, comme Aristote l'avait fait de l'esclavage. Quant à M. Maurras, ayant vécu dans un milieu social tourmenté, lequel après s'être pris à la propriété d'Etat et fait la République, se prenait à la propriété tout court, il fut amené par le cours que prirent ces suites de la Révolution, à lier propriété et hérédité, possession et puissance, et à faire une déclaration de foi monarchiste. Pour sauver la hiérarchie et abattre l'égalité, il recommanda la défense de la propriété et la restauration du roi. De haut en bas de la société, il préconisa un système hiérarchique formé par l'alliance de la propriété, du sang et du métier. Les castes sont au bout de ce système, quoique dans la pensée nuancée de M. Maurras, il ne soit pas très rigide, et permette l'élévation exceptionnelle des talents.

Il y a encore deux autres choses qui les rapprochèrent. Ce sont deux contradictions. D'abord les Physiocrates sont libéraux, et M. Maurras, sans être libéral, aime la liberté. Pourtant la rigide hiérarchie sociale des propriétés n'a rien de libéral ni ne tolère beaucoup de libertés. Ensuite, tous les deux posent le dangereux principe, gros de conséquences contradictoires, à savoir que les privilèges du propriétaire entraînent l'établissement de devoirs à la charge de ceux-ci. C'est un principe très large, qui dépasse la pensée de ses auteurs, mais qui, une fois posé, permet d'aboutir à des conclusions imprévues.

« J'ai toujours cru, écrit Charles Maurras, que le privilège

des droits représentait aussi le privilège des devoirs » ⁸⁶. Ceux-ci sont la contre-partie de l'éminente dignité de ceux-là. Et il ajouta que « l'expérience des grands pouvoirs » amène « l'empire des grands devoirs » ⁸⁷. D'autant plus que le pouvoir peut-être, comme n'importe quelle chose, possédé. « La propriété du pouvoir ressemble aux autres propriétés » ⁸⁸. Et il la fait sortir du travail.

S'emparant de ce large principe, les hommes peuvent dire : si les grands pouvoirs impliquent des grands sacrifices, qu'ils fassent le plus grand : disparaître.

Cette extension possible, probable et même fatale de la maxime des grands devoirs qu'impliquent les grands pouvoirs, ressemble à la restriction, minime en apparence, immense en fait, apportée par Adam Smith à la politique de la libre-concurrence, à savoir que la liberté individuelle doit s'en aller, toutes les fois que l'intérêt de l'Etat est en jeu. Et s'il l'est toujours et partout ?

⁸⁶ *Mes Idées Politiques*. Page 54.

⁸⁷ *Ibidem*. Page 275.

⁸⁸ *Ibidem*. Page 48.

PARAGRAPHE III

L'HÉRITAGE

Si la propriété crée le privilège, le droit d'héritage le transmet. Il continue la propriété, il perpétue le privilège. Il est le prolongement de la possession. C'est une survie de propriété.

Par la tradition de ses œuvres, l'homme vit après sa mort. Lorsque ses enfants accroissent l'héritage, « il sent avec vérité qu'il va vaincre deux fois la mort »⁸⁹. Le privilège aussi. Pour M. Maurras il est un bienfait. Pour les socialistes, il est une injustice et il en ont fait une cible. Ils ont raison d'ailleurs de mettre ainsi son importance en vedette. Car cette institution juridique imprègne la vie économique de ses caractères. Ceux qu'on appelle les « avancés » la jugent avec sévérité et la regardent comme un mal, les autres comme un bien. Les premiers y voient une des plus grosses injustices sociales, les autres et particulièrement M. Maurras y voient un moyen de s'accrocher à l'avenir⁹⁰. Il l'absout pour ses vertus de durée.

*
**

Ici, comme là, maurrassisme et saint-simonisme vont se heurter et c'est toujours l'égalité qui est l'enjeu de la lutte. Sans doute, Saint-Simon se déclarait partisan d'une organisation hiérarchique et autoritaire, mais c'est là une contradiction passagère et commise comme par mégarde. En effet, les principes qu'il avait posés se sont développés dans le sens de l'égalité. Il en est différemment de M. Maurras qui reste logique dans sa doctrine de l'inégalité.

89 et 90 *Mes Idées Politiques*. Pages 63 et 62.

Maintenant cette bienfaisante inégalité, l'héritage est plus qu'un droit : il est un *devoir*. Pour mieux exposer la pensée maurrassienne sur ce point, il convient de diviser ce paragraphe en plusieurs sections, à savoir :

Section I : Devoirs de l'héritage et bienfaits de la tradition.

Section II : L'homme est un héritier.

Section III : Idées maurrassiennes et solidarisme.

Section IV : Civilisation et communisme.

SECTION PREMIÈRE

DEVOIR D'HÉRITAGE ET BIENFAITS DE LA TRADITION

M. Maurras pose le problème à la fois sur le terrain de la justice et de l'utilité.

1° *L'utilité*. Il faut éviter les confusions faites entre la politique et la morale. On juge du point de vue du droit les questions sociales qu'il faudrait plutôt examiner du point de vue de l'utilité. Il ne s'agit pas de savoir si celui-ci ou celui-là méritent ou démeritent les biens qu'ils possèdent. Il n'est pas non plus question de savoir si Jean ou Pierre doivent acquérir des biens qu'ils n'ont pas produits. Le problème est ailleurs. Doit-on morceler ou concentrer les biens, les dissoudre en fumées fiscales ou les réunir pour les prolonger ? C'est ça la question ⁹¹.

La société comme l'homme sont périssables. Ils doivent se garder des atteintes du temps. Vivant par les familles, la société doit les faire vivre. Or ces groupes familiaux, dont la vie dépasse celle de l'homme, ont besoin, pour subsister, du « travail capitalisé des morts » ⁹². Devant ces exigences de la vie et de la durée, la dignité morale de l'héritier n'est pas la chose la plus importante. Ce qui importe avant tout, c'est la transmission, la succession, la durée.

On voit que le point de vue de l'utilité tel que l'entend M. Maurras et celui auquel se placent les saint-simoniens diffèrent

⁹¹ *Action Française*, 3 Mars 1910.

⁹² *Ibidem*.

assez vivement. Ce qui intéresse Charles Maurras c'est d'abord *vivre*, les autres pensent *production*. Les saint-simoniens parlent des intérêts de la production et cet autre des nécessités de la durée. Les uns envisagent l'organisation de la production en vue du rendement, et l'autre, l'organisation de la société en vue de l'avenir. Les uns s'étendent dans l'espace, et les autres dans le temps. Les premiers veulent surtout *bien* vivre, et l'autre *surtout* vivre *le plus longtemps possible*. Les saint-simoniens crient contre le hasard de naissance qui fait bien mal les choses et contre la répartition des instruments de production faite par des individus isolés ignorants des besoins de la société ; M. Maurras critique de préférence le mécanisme fiscal qui empêche les fortunes de rester concentrées et de durer. C'est la question fiscale davantage que le problème économique qui l'intéresse. C'est l'inverse pour les saint-simoniens.

2° *La Justice*. De même que les saint-simoniens critiquent la propriété et l'héritage en se plaçant aussi au point de vue de la justice, M. Charles Maurras défend cet héritage, lui aussi, du même point de vue. La propriété, étant, pour les premiers, le droit de percevoir un revenu sans travail, est une injustice. L'héritage aussi. M. Maurras est loin de considérer l'héritage comme injuste. Au contraire, il croit que le droit d'héritage rend juste même ce qui fut injuste. Sa vertu est, en ce cas, considérable. C'est pourquoi il est plus qu'un droit ; il est un devoir. « Ne parlons pas droit, mais devoir », écrit-il. Devoir de léguer et de tester, devoir d'hériter. Il est des deux côtés, obligeant à la fois le prédécesseur et l'héritier.

On dit aux prolétaires que l'héritage des richesses par les riches est une injustice à leur égard. M. Maurras répond que cela n'est pas vrai et que l'héritage est juste pour tout le monde. Voici pourquoi : un bien qui se fixe dans une famille peut être d'origine douteuse. Mais par sa fixité même, il se *rachète*⁹³ et se moralise. Et ce pour deux motifs. D'abord par sa présence, il facilite la bonne distribution du travail. Ensuite, il prépare « un point d'appui » aux générations suivantes. Par la division du travail, il assume la subsistance des vivants. Par l'épargne qu'il représente, il est une force de vie pour les hommes à venir. Il est philanthrope.

Entre la mort d'un bel animal et la dispersion d'une fortune, il n'y a pas de différence. Pour la société comme pour la nature, il y a une perte sèche. Toutes les deux sont obligées de recommencer le même travail, long et pénible. Il faut donc empêcher ces bonnes réalités de retourner au néant d'où elles sont sorties. Et il n'y a de sociétés et d'organisations sociales vraiment prospères, que là où l'on a élevé des barrières contre ces destructions. C'est pourquoi on a fait de « l'héritage une institution respectée, et du testament une espèce de sacrement » ⁹⁴.

SECTION DEUXIÈME

« L'HOMME EST UN HÉRITIER »

Nous sommes arrivés à la partie essentielle, capitale, pourrait-on dire, de ce chapitre. Elle est pleine de tant de questions et si enchevêtrées, qu'il faut faire une halte pour débrouiller l'écheveau si compliqué de pensées et clarifier les idées. Cela est d'autant plus nécessaire que ce chapitre prépare le suivant, autrement complexe.

Comme ses guillemets l'indiquent, le titre a été emprunté à la plume même de M. Maurras. Il nous a paru, pour ce qu'il veut dire, très indiqué et significatif. D'autant plus expressif qu'il cache toute autre chose que ce qu'il dit à première vue. Dans ce chapitre, à la fois il s'agit et il ne s'agit pas d'héritage, du moins dans le sens individualiste et familial où l'on le prend.



De quoi s'agit-il ? De la civilisation. Quels rapports la lient à notre question ? Des multiples liens et même d'assez étroits. Il suffit de les mettre en relief pour en voir tout de suite leur parenté cachée et extrêmement voisine. Ils s'entrepénètrent.

Il y a beaucoup de vague touchant la civilisation. « Peu de

⁹⁴ *Action Française*, 3 Mars 1910.

⁹⁵ *Mes Idées Politiques*. Page 71.

mots, s'écrie M. Maurras, sont moins définis que celui-là »⁹⁶. Non pas que les définitions manquent, mais c'est leur justesse qui est incomplète. On entend par civilisation, la fréquence des relations humaines ou bien un état de mœurs admis ou encore se promener en chemin de fer et parler au téléphone. « Au minimum, cela consiste à ne pas manger son semblable ». Toutes ces définitions sont vraies en partie, ne représentant qu'une des faces de la question. Le terrain étant encombré de pareilles définitions, la tâche que s'est assigné M. Maurras fut de les débayer, tâche qui n'est pas exempte de satisfactions d'orgueil. « On éprouve, comme écrit M. Charles Maurras, une sorte de plaisir sensuel à survenir dans ce milieu troublé et vague pour y introduire la lumière avec l'unité »⁹⁷. Il n'a confiance dans les faiseurs de dictionnaires qui « ont trop à écrire pour s'encombrer sérieusement de ce souci »⁹⁸, qui est de trouver la bonne définition et mettre d'accord la pensée des hommes avec la vérité.

Même si on lit ou si l'on veut dépouiller les gros volumes savants, on ne sera pas plus avancé. Il faut changer de méthode et suivre une autre toute différente. Tâchons d'étudier les sociétés barbares et sauvages, comparons-les entre elles pour constater leurs ressemblances et observer leurs différences afin d'en tirer les conclusions indiquées. En suivant ce chemin (métodes), peut-être arriverons-nous à autre chose qu'à une impasse, mieux encore, on peut aboutir à la découverte de la bonne et juste définition de la civilisation.



En partant de cette méthode on verra en effet à donner de la civilisation une juste idée. Nous épargnant la besogne d'analyser, M. Maurras ne veut nous soumettre que les résultats où l'ont mené ses recherches.

La définition que M. Maurras se prépare à livrer à notre curiosité lui paraît plus vraie et même plus complète que les autres. Elles les englobe toutes. C'est là une affirmation d'orgueil. Pour l'histoire, elle est une définition comme une autre. Au demeurant assez originale et même vraie.

La civilisation est un état où l'individu trouve « *incomparablement plus qu'il n'apporte* ». A mesure que la civilisation progresse cette somme des bienfaits trouvés s'accroît. Par là même, une disproportion qui tend à être infinie se creuse entre la valeur personnelle de chaque individu et l'accumulation des valeurs sociales au milieu desquelles il se trouve et dont il en profite. Mais si la valeur de chaque homme grandirait de génération en génération, elle ne pourrait pas attraper, encore moins dépasser le total des valeurs sociales qui marchent de pair avec la prospérité et la complexité croissante de la civilisation. La différence entre celles-ci et celles-là devient à la longue énorme, l'apport social submergeant l'apport individuel par sa masse, tout en s'en servant pour s'accroître lui-même. L'homme social trouve ainsi, dès sa naissance, un capital susceptible, avec les années et le travail, de devenir volumineux, ce qui aiderait grandement l'individu, dans ses jours et ses travaux.

De ce qu'on vient de dire, une conséquence en découle : *la civilisation est un capital et un capital transmis*⁹⁹. Elle est à la fois propriété et héritage. Synthèse de ces deux notions, elle est un bien suprême. Déjà la propriété et l'héritage présentent chacune et séparément de puissantes vertus. Leur somme qui est la civilisation est encore merveilleuse. Elle est l'addition de deux immenses biens.

Deux remarques sont à faire. D'abord, une question de méthode. On comprend maintenant pourquoi nous avons dû parler d'abord de la propriété, premier lien et fondement de tous les autres, ensuite de l'héritage, continuation de la propriété, et en troisième lieu, toujours tel que l'entend M. Maurras, de celle qui sort de ces deux biens par la synthèse qu'elle en fait. D'autre part, on voit tout de suite les conclusions que peut tirer pour la justification de la propriété l'idée de civilisation. De cette autre justification, nous n'avons pas parlé dans les chapitres précédents, car il aurait fallu la faire précéder de l'exposé de la théorie maurrassienne de la civilisation qui logiquement aurait dû venir par la suite, ce que nous avons fait. Mais il faut reconnaître que par un habituel retour de choses, cette civilisation qui se trouve être fondée par la propriété et l'héritage, se retourne sur elles et les fonde à son tour, en les

⁹⁹ *Dictionnaire Politique et Critique*, par Charles Maurras. Tome Premier. Page 254.

imprégnant de ses vertus, et, par là, en les légitimant. Et c'est là un des arguments les plus solides, pour absoudre aux yeux des gens, la propriété et l'héritage.

On pense malgré soi aux différentes synthèses chimiques. L'eau est un corps formé de deux autres corps simples et différent entre eux et d'avec le composé. Le produit de leur union est assez éloigné de leurs propriétés particulières. De même pour l'alliage des métaux. Le bronze est formé de cuivre, d'étain et de plomb, mais leur alliage est autre chose que leur addition. Il est une transformation ; il a des vertus créatrices. La chose se passe exactement de même pour la civilisation. Elle est un composé de propriété et d'héritage. Du moins pour Charles Maurras. Et on aperçoit tout de suite le parti que celui-ci peut tirer de cette doctrine pour la défense de l'idée de propriété privée, individuelle ou appartenant à des groupes non-étatisés.

On peut critiquer le capital et la transmission de ce capital, la propriété et la tradition. En fait, les socialistes ne s'en sont guère privés et ont accablé sous le poids de leurs attaques ces deux institutions sociales. Mais il est bien plus difficile de critiquer la civilisation et ses bienfaits. Au contraire, les socialistes lui élèvent des hymnes, surtout à celle de l'avenir. Dans ce cas, prouver que la civilisation est conditionnée par ces deux institutions tant honnies par les collectivités, c'est couper la branche sur laquelle ils sont assis. Ceux-ci font grand cas de la civilisation et s'ils attaquent la propriété et l'héritage, c'est parce que, loin d'être les fondements de la société et de la civilisation, ils nuisent à leur développement. M. Maurras, de son côté, aime lui aussi la civilisation et se penche sur elle pour lui arracher le secret de sa nature et pour éclaircir le mystère de ses origines, mais à la différence des premiers, il voit dans les institutions précitées le fondement de l'ordre social et civilisateur et loin de lui nuire excite son progrès et accroît son bien-être.

Si vraiment on peut fournir cette preuve non seulement pour le passé mais encore pour l'avenir, on aura, en traçant à larges brasses l'histoire de la civilisation, sauvé la propriété. Etant considérée comme une catégorie historique, les socialistes admettent son bien fondé pour le passé. Ils la rejettent pour l'avenir. La tâche de M. Maurras s'avère être double et s'il prouvait que le bienfait de la propriété continue, il aura gagné la partie. Mais faut-il pour cela qu'il l'ait prouvé.

Si la civilisation sortait de la propriété et de l'héritage, ce ne serait rien encore. Le grand avantage, c'est de montrer comment celle-là réagit sur celle-ci. Lui prêtant un peu de sa majesté et de son utilité, la civilisation le sauverait après avoir surgi de là. C'est un échange de services.

A supposer admise cette preuve, elle se verrait tout de suite atteinte. Si le plus ne peut pas sortir du moins, et si la civilisation sort du capital transmis, comment serait-elle quelque chose de mieux que celui-là ? Lui répondra-t-on qu'elle est différente, comme l'alliage des métaux. Dans ce cas, la plus forte justification de la propriété s'en va en l'air. Car si la civilisation n'est pas quelque chose de mieux que la propriété, sa caution ne vaut guère mieux. Et comme la propriété est critiquée, la civilisation risquerait de l'être. L'obstacle est assez embarrassant.

Mais en dehors de l'école naturelle, on est d'accord sur les bienfaits de la civilisation. Ils sont immenses. Une partie de ces qualités rejaillirait sur la propriété si l'on pouvait produire la preuve demandée avec pièces à l'appui. Si la civilisation est grande et nécessaire, ses deux fondements doivent être respectés.

M. Maurras a tenté cet essai d'une explication de la civilisation par la propriété.

**

La civilisation est : 1° capitalisation, et 2° tradition ¹⁰⁰, c'est-à-dire transmission ¹⁰¹.

Et grâce au progrès de cette civilisation, la disproportion s'accuse entre la valeur de l'homme et celle de la société. Pour démontrer cela, Charles Maurras fait appel à des considérations tirées de l'histoire des sociétés sauvages et de la comparaison de celles-ci avec celles qu'on appelle civilisées.

A. *Sociétés sauvages*. — Comment se présente l'industrie dans de pareilles sociétés ? Par industrie, M. Charles Maurras entend quelque chose de très large. Elle est « travail de l'homme » et « transformation de la nature » ¹⁰². Elle a un double but : 1°

100 *Dictionnaire*. Tome I. Page 254.

101 *Mes Idées Politiques*. Page 67.

102 *Dictionnaire*. Tome I. Page 254.

changer la face du monde ; 2° transformer l'homme lui-même, c'est-à-dire le perfectionner. L'homme agit sur l'outil en l'améliorant et l'œuvre influe sur l'homme en le faisant meilleur, comme l'outil perfectionne l'ouvrier.

Dans une société barbare et primitive, l'industrie est au plus bas. Le sauvage ne fait rien ou seulement le strict nécessaire. Il laisse la forêt, la prairie, la brousse se développer librement. Il n'a nul souci de changer la face du monde. Il n'est pas créateur et n'ajoute rien aux données de la nature. Ses outils sont peu nombreux et rudimentaires. Cette industrie, étant sommaire, elle ne crée pas entre les hommes, voisins, congénères, compatriotes, beaucoup de relations sociales. Leur volume et leur fréquence sont minimales. La division du travail est médiocrement développée, la coopération des tâches est faiblement esquissée. Le capital social est extrêmement réduit. Le vêtement, l'habitation, la nourriture sont peu variés et de peu de qualité. Ces sociétés n'accordent à leurs membres que « les fournitures essentielles ou les soins indispensables »¹⁰³. Elles ignorèrent longtemps le fer et d'autres sauvages ne connaissent pas le feu.

A l'état sauvage, les capitaux ne sont pas que rares et grossiers. Ils sont encore fragiles et bien peu durables. L'homme primitif doit reconstruire sans cesse sa cabane et renouveler sans relâche sa provision. Il ne connaît « aucun moyen d'éterniser les acquisitions »¹⁰⁴. L'écriture, qui pourrait se charger de cette besogne, est inconnue et les langues sont pauvres en mots et en associations d'idées. Les secrets découverts par le bonheur et l'ingéniosité des hommes peuvent se perdre de nouveau. La mémoire collective et les monuments qui rappellent les faits n'existent pas. La continuité est nulle. Car, de deux choses l'une : l'homme se fixe-t-il quelque part ? Le mouvement général de la nature tend à faire perdre la trace des efforts humains. L'homme sauvage se fait-il vagabond ? Son mouvement s'ajoute à celui de la nature pour achever l'oubli. Les hommes essaient, cependant, de produire en commun des capitaux. La capitalisation et la tradition, si infimes soient-elles, ne manquent pas à une société sauvage, mais elles sont au plus

103 *Dictionnaire*.

104 *Ibidem*.

bas. La tradition existe dans une collectivité primitive, parce qu'il n'y a pas de société sans tradition. Malheureusement son état est très modeste. La capitalisation et la tradition y sont misérables et faibles. C'est pourquoi « la misère et la faiblesse des individus sont évidentes » ¹⁰⁵.

On voit ainsi comment Charles Maurras fait dépendre la civilisation de la propriété et justifie celle-ci par l'utilité de celle-là.

B. *Groupes civilisés*. — Dans ces sociétés civilisées, le capital est aussi très développé. A une civilisation avancée correspond un capital approprié immense. Ici, l'auteur fait, en sens inverse, la même démonstration que tout à l'heure. Plus haut, il montrait comment à une civilisation rudimentaire fait pendant un capital grossier, maintenant il tente de démontrer comment un état social très avancé coexiste avec un capital très riche.

Mais comparer les sociétés primitives aux civilisations raffinées, c'est comparer les incomparables, car les distances entre elles sont trop considérables. On doit en conséquence prendre pour point de comparaison, un terme moins éloigné. M. Maurras nous invite à considérer de préférence les groupes humains moins avancés en civilisation, encore barbares, mais doués d'une civilisation quelconque. Considérons, après les sociétés sauvages, les civilisations barbares.

« Prenons les âges héroïques, les tribus aux premiers temps de leurs migrations, ou les cités aux premiers temps de leur édifice, ou la mer aux jours de ses premiers matelots, les champs aux premiers jours de leur défrichement » ¹⁰⁶. Il faut donc considérer ces civilisations encore inachevées, sur le point de sortir de la barbarie, mais qui ne s'en sont pas tout à fait débarrassées ; ces sociétés, où le chœur des idées, des sentiments et des travaux ne fait que bégayer ses antiques paroles ¹⁰⁷. On verra, là aussi, à mesure que la civilisation avance, le capital s'accroître, la propriété s'accuser davantage de jour en jour, l'héritage s'affirmer dans la société. Le rapport capital-tradition-civilisation est étroit. Il faut la propriété pour stimuler la production, la tradition pour transmettre l'héritage et le faire survivre à son auteur, et toutes les deux, marchant de pair, amènent, par

¹⁰⁵ *Gazette de France*, 9 Septembre 1901.

¹⁰⁷ *Gazette de France*, 9 Septembre 1901.

¹⁰⁷ *Ibidem*.

leurs progrès, la civilisation, et par leur regrès, la barbarie. La logique maurrassienne est serrée.

Dans les sociétés qui débudent en civilisation, le moindre instrument d'art et d'industrie est le produit des travaux de longue et dure haleine.

Le moindre soc d'une charrue, la toile d'une voile, la taille d'un quartier de roc, le joug d'un charriot, l'obéissance d'un animal de course ou de trait, représentent un capital vraiment démesuré. Et, en des phrases pathétiques, si belles que nous ne résistons pas au plaisir de les rendre, M. Maurras s'écrie :

« Quelles observations, quels tâtonnements signifient les moindres données précises sur les saisons, sur la course des astres, le rythme et la chute des vents, les rapports et les équilibres ! Non seulement aucun homme isolé ne peut comparer son savoir au savoir général qu'exprime ceci, *mais jamais une génération unique, en additionnant ses efforts, ne réaliserait rien de tel.* Du point de vue individuel, si ce point de vue était admissible pour une intelligence et pour une raison humaine, on ne saurait voir une bêche, ni une rame sans vénération : ces deux pauvres outils dépassent infiniment ce que peut concevoir une imagination solitaire, à plus forte raison ce que peut accomplir un art personnel.

« Comme les bêches et les rames se sont multipliées et diversifiées, comme les instruments de l'industrie et cette industrie elle-même n'ont cessé, par une activité séculaire, de s'accroître et de s'affiner : *ainsi les civilisations accroissent, perfectionnent leurs ressources et nos trésors* » ¹⁰⁸.

Ainsi, le capital approprié pousse, par la tradition, à la civilisation et presse son avènement. Un homme et un seul capital ne suffisent pas pour créer le bien-être ; il faut une société d'où surgira la civilisation. Bien mieux encore, une génération unique est insuffisante pour être créatrice ; il faut une suite de générations qui se transmettent par tradition l'héritage amassé. Et voilà comment la tradition s'insinue entre les deux autres notions créant cette courbe à trois termes : capital-tradition-civilisation.



En comparant les sociétés sauvages aux barbaries civilisées, on fait pencher la balance du côté de ces dernières. Les petits des hommes sauvages étaient éduqués en vue de quelques exercices nettement indispensables. Mais ils ne trouvaient autour d'eux rien qui s'accrochât à la durée. Rien n'était organisé et rien de durable. Tandis qu'autour de l'homme civilisé, il en va autrement. Là, tout abonde. En venant au monde, il trouve des bâtisses déjà élevées et qui vivront après sa mort ; il trouve dès le berceau, des vêtements et des aliments déjà préparés ou confectionnés. En grandissant, il peut trouver à sa portée des sciences, des arts et autres disciplines intellectuelles qui l'aideront dans la vie, en facilitant sa connaissance des choses et en élargissant ses vues sur le monde. Il trouve des choses, en venant sur la terre, il en laisse aux suivants. « L'homme est un héritier » ¹⁰⁹.

SECTION TROISIÈME

IDÉES MAURRASSIENNES ET SOLIDARISME

M. Charles Maurras peut, pour des raisons politiques ou simplement dialectiques, s'être acharné sur Léon Bourgeois ¹¹⁰, qu'il a violemment attaqué, ou sur M. C. Bouglé ¹¹¹, qu'il a critiqué, il n'en reste pas moins vrai qu'entre la doctrine maurrassienne du capital et de la civilisation et la doctrine solidariste, il y a des liens étroits, des rapports serrés. Sans doute entre ces hommes, il y eut des polémiques, particulièrement acerbes du côté de M. Maurras. Mais sur le fond de certaines idées, ils étaient d'accord et, pour employer une image grossière, du même côté de la barricade.

¹⁰⁹ *Mes Idées Politiques*, Page 71.

¹¹⁰ A propos de Léon Bourgeois, il avait écrit :

« Léon Bourgeois est mort. Je n'ai pas coutume de dire du mal de qui que ce soit à l'article de la mort. Mais il m'est impossible de dire autre chose de Léon Bourgeois ».

La pointe est cruelle. Il continue :

« Peu d'hommes auront causé à leur pays de plus cruels dommages. Son œuvre dégoutte de sang. Cent mille français seraient pleins de vie si Léon Bourgeois n'eût pas existé ». (*Action Française*, 30 Septembre 1925).

¹¹¹ « Je dirai à M. Bouglé qu'il me semble un faux républicain ». (*Enquête sur la Monarchie*, Page CXLV).

Faisant abstraction des polémiques personnelles, pour ne considérer que les idées impersonnelles, il faut rapprocher le système maurrassien et la doctrine solidariste. La ressemblance est si frappante qu'il suffira d'exposer la doctrine de M. Maurras à ce sujet pour apercevoir tout de suite ce qui la rapproche du solidarisme.



Pour accomplir cette besogne d'exposition, nous aurons recours au même article de M. Maurras sur la Civilisation, publié à la Gazette de France et dont nous avons déjà utilisé une partie des indications qu'il contenait. C'est un article remarquable. Il a un seul défaut : les genres y sont mêlés.

On y trouve associées trop de choses, sans que l'auteur ait pris la peine, emporté qu'il était par les nécessités dialectiques, de distinguer. Le discours est trop coulant pour être discontinu. C'est dans un pareil article qu'on trouve la meilleure illustration de ce que nous disions sur la grande confusion maurrassienne. On y a mis de tout et il y a dans cet article des idées sur la sociologie des primitifs, l'égalité, le progrès, la hiérarchie, la quantité, la qualité, le privilège, la paix de l'esprit, la civilisation, le capital, la tradition, la propriété, etc... Cela prouve la richesse de pensées qui viennent en flots nombreux noircir le papier, mais aussi une absence d'ordre et de méthode. Il y a une économie dans la richesse qu'il faut respecter.

Ceci dit, exposons. Et, pour mieux le faire, distinguons. Comment se présente la solidarité et les rapports de dette et de créance dans trois états, à savoir : 1° l'état de sauvagerie ; 2° de barbarie civilisée ; 3° de pleine civilisation.

SOUS-SECTION PREMIÈRE

L'état sauvage

Charles Maurras est loin de penser là-dessus comme un Rousseau. Il en est même tout à l'opposé et ce n'est pas un Maurras qui vanterait les charmes de la vie naturelle. Au con-

traire, il bataille pour les groupements humains et, en un sens, sa doctrine est un hymne élevé à la société.

Charles Maurras sent, autant qu'un autre, plus qu'un autre, ce qu'il y a de précaire dans la puissance sociale et de fragile dans l'organisation des collectivités. Il demande des « remparts », non pas la « liberté ». Des remparts joliment crénelés, dentelés ¹¹² si possible.

A ce sujet, Maurras est la contradiction vivante de Rousseau, comme sur d'autres chapitres il s'oppose à Saint-Simon ou combat Karl Marx. Etant contre-révolutionnaire, il va vigoureusement jusqu'au bout de sa logique et déroule ses pensées jusqu'aux dernières conséquences et jusqu'en ses moindres nuances ou replis d'idées, en s'opposant avec force, parfois avec fracas, à ceux qui le contredisent. La Contre-Révolution n'est pas un vain mot.



L'homme est solidaire des hommes. Il doit à autrui ses joies et ses peines, ses heurs et ses malheurs, ses richesses ou sa pauvreté, ses misères et ses qualités, ses faiblesses et ses talents. Il doit, en conséquence, s'il est riche, payer sa dette à la société en rendant aux déshérités le bien qu'il a reçu, et s'il est pauvre, il a le droit de réclamer son dû, d'exiger sa créance, en demandant aux privilégiés la compensation du mal qu'il subit. Telle est la doctrine solidariste proprement dite.

Mais remarquons ceci : d'après les solidaristes, les hommes vivant en société peuvent être respectivement débiteurs ou créanciers. C'est là que M. Maurras se sépare du solidarisme. Sans doute, il admet la solidarité dans la vie sociale, mais il n'accepte pas l'idée que l'homme puisse être créancier, sauf à l'état sauvage. Partout ailleurs, il est débiteur.

Si M. Maurras arrive, à l'encontre des solidaristes, à de pareilles conclusions, cela s'explique par la diversité des points de vue où l'un et les autres se sont placés. L'un envisage : la *Société*. Les autres considèrent : l'*Individu*. S'il y a des créanciers et des débiteurs, c'est parce que les solidaristes n'ont envisagé que les relations *entre* les individus ; s'il n'y a que

112 *La Dentelle du Rempart*, par Charles Maurras.

des débiteurs, c'est parce que M. Maurras a considéré les rapports des hommes *avec* la société. Si l'on voulait employer le style juridique, on dirait que les premiers ont fait du Droit privé en ne considérant que les rapports des sujets entre eux et que le second a fait du Droit public en étudiant les rapports des gouvernés avec la puissance gouvernante. D'où la dîme prélevée sur les gouvernés.



Après ce préambule nécessaire et susceptible de s'appliquer aux trois sous-sections qui viennent, passons au vif du sujet en exposant la doctrine maurrassienne concernant le solidarisme dans une société sauvage.

L'homme sauvage ne voit rien ou pas grand'chose autour de lui qui puisse le servir grandement, l'aider efficacement et satisfaire amplement ses aises. Ce qu'il trouve est si peu ou si mal fait que l'homme ne se rend pas beaucoup débiteur en utilisant les instruments d'art et d'industrie sortis du milieu social et qu'il peut facilement se racheter. Il a des possibilités de se libérer totalement de la dette contractée envers la société et même « de la rendre sa débitrice » ¹¹³.

Dans un pareil état social un instrument de travail a le choix entre ne pas exister ou être amplement pourvu de défauts. Rareté et malfacon, telles sont les qualités, si l'on peut dire, des moyens d'action. A quoi, il faut ajouter la fragilité. Les armes du primitif sont sommaires, et sa hutte n'est pas sujette à durer. Il faut la faire ou la refaire continuellement, autrement elle serait par terre au premier choc du vent. Toute société peut être précaire, mais les constructions de cette société sauvage le sont davantage encore.

D'où vient la rareté et la fragilité de l'industrie à l'état premier ? De ce que, répond M. Maurras, « le sauvage ne fait rien ou ne fait que le *strict nécessaire aux besoins pressants* de la vie, et laisse à la forêt, à la prairie, à la brousse leur aspect premier. *Il n'ajoute rien aux données de la nature*. Il ne crée point, en s'ajoutant à elles, un fort capital de richesses matérielles » ¹¹⁴. Cette réponse est très claire mais elle n'est pas

assez explicite. Elle dit bien ce qu'elle veut dire, mais elle n'explique pas suffisamment la situation économique et sociale, quoiqu'elle contient tout ce qu'il faut pour le faire. Pour la mettre en état de compréhension parfaite on doit recourir à deux procédés :

- 1° la *traduire* en un langage économique consacré ;
- 2° la *prolonger*, afin de la compléter.

On peut faire l'une et l'autre chose correctement. On peut traduire et continuer *fidèlement* sa pensée.

Déjà, il avait défini l'industrie en disant qu'elle était : a) transformation de la nature ; b) travail de l'homme. De son côté, Boehm-Bawerk considère comme facteurs de production : la nature et le travail. Celui-ci peut s'appliquer à la nature soit *directement* en cueillant ses richesses, soit *indirectement* en transformant ses ressources. Dans le premier cas, l'homme ne fait que se déplacer pour aller à la recherche des ressources naturelles, dans le second cas il agit sur elles en les amenant à lui. Au lieu d'aller chercher l'eau à la rivière chaque fois qu'il en a besoin, il établit une canalisation. Bref, il crée des biens intermédiaires.

C'est tout le contraire pour l'état sauvage. Au lieu de *créer* des biens de production intermédiaires, le primitif *s'empare* des biens de consommation déjà apportés par la nature et conformes à ses besoins. Comme la nature est pauvre en ces sortes d'objets, la société sauvage abonde en choses rares. Et fragiles, car la nature ne vaut pas, pour le besoin des hommes, le travail humain. Cette société a peu de biens de production intermédiaires. D'où sa pauvreté.

Voyons si nous avons traduit fidèlement la pensée de M. Maurras et si nous ne l'avons trahi sur quelque point. M. Maurras nous disait que le sauvage « n'ajoute rien aux données de la nature ». Qu'est-ce que cela veut dire sinon qu'il se contente de cueillir les biens de consommation où il les trouve et tels qu'il les trouve ?

Ne craignons pas d'aller plus loin et de prolonger, tout en gardant le contact avec notre auteur, sa pensée.

En Economie politique la ligne la plus courte entre deux points est la ligne courbe. C'est par la méthode indirecte d'exploitation de richesses que l'on obtient le plus grand rendement, que l'on fait les plus gros gains et même que l'on peut acquérir

le plus de loisirs. Cette méthode favorise une utilisation meilleure et plus large des *forces* naturelles nécessaires pour travailler les *biens* consommables. Elle est un détour et tend à prévenir le futur. Elle travaille en vue de l'avenir.

Or que fait le sauvage ? Il ne fait que « le strict nécessaire aux besoins *pressants*. Il ne s'inquiète pas du lointain plus ou moins proche, il vit dans le présent. Pour employer le langage économique, il se sert de préférence de la méthode directe d'acquisition des biens de consommation. Comme ils ne sont pas nombreux, il en manque. D'où sa pauvreté.

M. Maurras a encore reconnu ce fait en disant que dans de pareilles sociétés, « la division du travail était médiocrement avancée ». Or c'est par la division du travail que le processus de production se trouve allongé, créant ainsi une quantité de biens intermédiaires.



Même dans une société sauvage, l'homme est débiteur. Faiblement débiteur, mais débiteur. En se servant de ce qu'il a trouvé avant ou autour de lui et dû aux autres, il a contracté une dette. Il *doit* la payer, disent les solidaristes. Il *peut* la payer, répond M. Maurras.

Comment ? C'est ici que nous nous permettons de *prolonger* la pensée maurrassienne concernant la dette sociale. Nous dirons que dans l'état social et économique sauvage il y a deux choses à considérer :

1° La pauvreté de la société en biens de toutes sortes. De cette manière, elle endette de peu de choses ses membres, ce qui facilite en cas de bon travail réussi, leur libération.

2° L'ingéniosité de l'individu. Déjà, par la pauvreté sociale, il est un maigre débiteur facilement libérable. Par son ingéniosité il va faire un pas de plus. De débiteur il pourra devenir créancier de la société.

Les objets qui l'entourent sont de peu de valeur. Leur total ne fait pas une somme importante. Il lui est facile, par une découverte, de combler la société des biens qui, par leur masse, dépassent de loin les biens existants. Il se peut devenir le créancier de la société aux faibles richesses.

C'est pourquoi, « en présence d'un si maigre héritage, le

nouveau-né peut se considérer, sans qu'il ait à rougir du peu qu'il apporte au regard de ce qu'il reçoit. S'il doit beaucoup à la société, il lui est facile de la rendre sa débitrice » ¹¹⁵.

SOUS-SECTION DEUXIÈME

L'état économique d'une civilisation barbare

Appliquons ici comme là, tout en exposant la pensée maurrassienne, la terminologie de Boehm-Bawerk. Elle nous a été d'un grand secours à la sous-section précédente, elle favorisera le développement de cette sous-section-ci.

**

La méthode indirecte d'exploitation des richesses, en augmentant le nombre des biens de production accroît par là même la production et la masse des biens de consommation. Cette méthode exige une discipline collective. On ne pourra plus, comme précédemment, aller isolément à la cueillette des fruits. Il faudra s'enchaîner à un ordre convenu. Les biens produits seront multipliés par cette façon de produire. Leur masse deviendra appréciable. Mais il se produira alors ceci qu'un seul individu ne pourra plus, comme tout à l'heure, égaler ou dépasser, par sa production, la production commune. En profitant des biens communs, il sera débiteur de la société, en ne pouvant les payer, il ne saurait être son créancier.

Que dit M. Maurras ? La même chose. Et nous verrons comment on peut arriver par la dialectique maurrassienne aux mêmes conclusions auxquelles aboutit *en la prolongeant*, la méthode de Boehm-Bawerk.

« Le civilisé a beaucoup plus d'obligations envers la société que celle-ci ne saurait jamais avoir envers lui ». Et il ne fait pas de doute que l'homme a plus de devoirs que de droits. Comme le fait remarquer M. Barthélemy, le terme « devoir » est réactionnaire. A la Déclaration des *droits* de l'homme on voudrait

¹¹⁵ Dictionnaire Politique et Critique, de Charles Maurras. Tome Premier. Page 254.

joindre ou plutôt opposer une Déclaration des devoirs de l'homme. Cela va de pair avec l'idée contre-révolutionnaire que l'homme doit obéissance ; sans doute parce que la soumission est la base du perfectionnement, comme dit Auguste Comte. Et ce même ajoute dans le Système de Politique Positive que l'idée de droit est proprement absurde. Nous naissons chargés d'obligations de toutes sortes envers la société. Comment saurait-on nous payer envers elle ?

Cette idée maurrassienne d'une dette de l'individu envers la société son éternelle créancière fut empruntée à Auguste Comte. Et Maurras la développe en en faisant de la sociologie économique. En effet, la société telle que celle dont il s'agit ici et qui a échappé à peine à l'état de sauvagerie sans cependant atteindre la pleine civilisation, est bien plus riche qu'une société à l'état sauvage. Le petit ou le grand sauvage ne trouvait rien de durablement et d'abondamment organisé autour de lui avant sa naissance ni ne laissait beaucoup après lui ; il contracte peu de dettes et aussi peu de droits à la gratitude. Le barbare civilisé est mieux partagé à ce sujet. Les générations devancières ont fait beaucoup de travail pour lui, dont il profite, d'où le devoir le payer. Mais d'où résulte l'impossibilité de pouvoir s'en libérer ? Comment se fait-il que dans une pareille société il ne puisse pas payer son dû, encore moins devenir créancier, et être condamné à rester un éternel débiteur ? Cela s'explique par le fait qu'en vertu des accumulations répétées de richesses faites par la suite des générations, la somme des biens sociaux a augmenté sensiblement. A force d'en ajouter à chaque instant le volume des richesses s'est accru, tandis que la valeur personnelle de l'homme restait stable ou évoluait très peu à chaque renouvellement de générations. On ne constatait pas pour cette dernière le même rythme d'accroissement rapide qu'on remarquait pour la production des richesses où toutes les énergies collaboraient à l'œuvre commune, en vue de son perfectionnement et de son ampleur. C'est de cette disproportion, qui s'accusait chaque jour au fur et à mesure de l'écoulement des labeurs des hommes, entre la valeur personnelle de l'individu et la valeur sociale des biens produits que naît l'impossibilité pour l'homme de payer sa dette à la société et l'obligation où il se trouve de rester toujours son débiteur.

Sa dette envers la société dépend de deux causes :

1° La richesse du milieu social qui le voit naître ;

2° L'intensité de sa vie.

« S'il vit peu, il doit relativement peu ; mais s'il profite des nombreuses commodités que ses contemporains, les ancêtres de ces derniers et les siens propres ont accumulé à son service, sa dette augmente dans la même large proportion. Mais, dans un cas comme dans l'autre, il n'a point à espérer de la solder » ¹¹⁶. Il est rattaché à son obligation comme le condamné à ses chaînes : perpétuellement. Mais il supporte cette dette allègrement. Elle lui fait du bien.

En un mot comme en cent, et pour nous résumer, nous dirons que le barbare a « beaucoup plus qu'un sauvage, la figure et l'attitude d'un débiteur » et même d'un débiteur qui ne cesse de s'endetter.

SOUS-SECTION TROISIÈME

L'Etat de pleine Civilisation

Dans la sous-section précédente, nous avons parlé de l'état d'une société à peine sortie de la sauvagerie. Nous n'avons pas parlé de l'exemple donné par des nations de pleine civilisation, telles la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Amérique, l'Italie, l'Espagne. Nous n'avons guère parlé de ces favoris de la fortune et du sort, de la nature et de l'histoire qui, « nés Français, ou Italiens, ou Espagnols, ou même Allemands ou Anglo-saxons, bénéficient des plus brillants, des plus heureux et des plus merveilleux processus du genre humain » ¹¹⁷. Nous n'avons pas même parlé des membres d'une de « ces petites nationalités secondaires », satellites des grandes puissances économiques ou politiques et « qui participent par leur position dans l'espace et dans le temps, aux vastes développements généraux » ¹¹⁸ des grandes collectivités civilisées. L'immensité du capital accumulé par les générations occidentales, la grandeur de leurs réserves si bien conservées et transmises, influent au loin sur la clientèle des pays d'Occident. De cette civilisation occidentale à la socié-

¹¹⁶ *Gazette de France*, 9 Septembre 1901.

¹¹⁷ *Gazette de France*, 9 Septembre 1901.

¹¹⁸ *Ibidem*.

té sauvage, la différence est incommensurable. Dans les sociétés très civilisées, l'homme est « accablé » par la somme des richesses qu'il n'a pas produite par son propre travail mais dont il profite sans pouvoir payer cette jouissance. Qu'il soit riche ou qu'il soit pauvre, noble ou manant, il vit dans une atmosphère qui n'est plus *naturelle*. Elle a été *humanisée* par le lent travail des hommes et la suite des générations. De l'association utile et féconde de leurs efforts naquit ce total sans fin de grands biens.

Dans une société de pleine civilisation, l'homme est, encore plus que dans un état de barbarie civilisée, un débiteur et la société est davantage sa créancière. Cela résulte du fait que dans un pareil groupe humain, la somme des biens produits par la société s'est infiniment accrue et la personne de l'homme ne s'est pas haussée en mérite, dans une même proportion. La distance qui sépare la valeur personnelle de la valeur sociale est devenue plus grande. Infranchissable même. Sans doute, tel ou tel individu peut rendre à la société d'immenses services, il sera vénéré, et rangé dans le groupe de ceux qui ont bien mérité de la nation ou de l'humanité, mais il n'arrivera jamais à payer sa dette envers ses devanciers.

« Inventez le calcul différentiel, leur dit Charles Maurras, ou le vaccin de la rage, soyez Claude Bernard, Copernic ou Marco Polo, jamais vous ne paierez ce que vous leur devez au premier laboureur ni à celui qui frêta la première nef ». Car aux labeurs défricheurs des premiers s'ajouta le travail, qui prend la suite, des générations descendantes. De leurs peines communes sortit cette vertu d'accroissement des biens de toutes sortes. A force de s'ajouter les uns aux autres, ils feront un total, par sa masse, impressionnant.

On comprend maintenant pourquoi ici plus qu'ailleurs, l'homme est un débiteur. Les biens sociaux s'accroissent continuellement et infiniment par le travail des générations. L'accroissement des valeurs sociales collationne tous les hommes, ce qui rend efficace leur travail et assure le progrès de la quantité des biens produits, mais à l'augmentation de la valeur personnelle travaille surtout la nature avec ses fortes faiblesses et ses négligences qui peuvent tuer. Tandis que la valeur sociale s'accroît sans cesse, la valeur individuelle reste stationnaire. Si l'industrie humaine progresse et prend du volume et des pro-

portions, la personne humaine est une « constante ». De cette disproportion qui s'affirme sans relâche entre l'apport social et l'apport individuel, naît la dette inextinguible de l'individu envers la société et la créance infinie de la société envers l'individu.

Une disproportion qu'il faut appeler infinie s'est établie entre la propre valeur de chaque individu et l'accumulation des valeurs au milieu desquelles il surgit. Plus une civilisation prospère et se complique, plus ces dernières valeurs s'accroissent, et quand même (ce qu'il est difficile de savoir) la valeur de chaque humain nouveau-né augmenterait de génération en génération, le progrès des valeurs sociales environnantes serait encore assez rapide pour étendre sans cesse la différence entre leur énorme total et l'apport individuel quel qu'il soit » ¹¹⁹.

Étant donné à la fois le progrès constant des biens économiques ou sociaux et l'état constant des valeurs individuelles, l'homme est condamné à la dette perpétuelle. Il se trouve dans l'impossibilité d'éteindre la créance sociale. Celle-ci grossissant chaque jour, il se trouve continuellement dépassé par l'afflux de ces biens et faute de les payer, il n'a qu'à se laisser agréablement submerger par eux. Ne pouvant dédommager sa créancière, l'homme s'endette davantage.

« L'Individu est le plus insolvable des êtres ». C'est en cette belle phrase, qui est un admirable raccourci, que M. Maurras résume sa forte étude sur la dette sociale.



Cette étude rappelle les doctrines de deux idéologues apparemment dissemblables et même opposés : Proudhon et Bastiat. Outre du solidarisme, la doctrine maurrassienne de la production économique et sociale se rapproche encore de la pensée de ces deux doctrinaires-là. On pourrait être surpris de voir un libéral et un anarchiste mis à côté d'un violent et implacable adversaire de l'anarchie et du libéralisme. Mais il y a entre ces penseurs plus d'une ressemblance et qu'il faut mettre en vedette.

Proudhon d'abord. Parlons de celui-là en premier lieu. Non

¹¹⁹ *Gazette de France*, 9 Septembre 1901.

seulement parce que sur certains points celui-ci s'approche de Maurras mais aussi parce que les hommes de l'Action Française ont un penchant particulier pour cet anarchiste, spécialement en ce qui concerne ses idées de politique étrangère qui sont aussi les leurs.

Proudhon avait, par une image, expliqué l'efficacité du travail en commun. M. Maurras l'a expliqué, comme nous l'avons vu plus haut, au moyen d'un long et beau raisonnement. Les hommes vivant en commun accroissent le volume des valeurs sociales et font des individus pris séparément des débiteurs. Il fait clairement comprendre, par cet accroissement infini de la dette sociale, l'efficacité du travail en commun. L'augmentation de la dette est une preuve de la bonté du travail associé et continué par l'hérédité.

De son côté, Proudhon fait ressortir l'efficacité bienfaisante de l'association, au moyen d'une métaphore. Si M. Maurras parle de la dette et fait là-dessus un raisonnement, Proudhon parle des grenadiers de la Concorde et utilise avec à propos une belle et juste image.

« Deux cents grenadiers ont en quelques heures dressé l'obélisque de Louqsor sur sa base ; suppose-t-on qu'un seul homme en deux cents jours en serait venu à bout » ¹²⁰. Ce qui réalise ce miracle est la force collective. Et on peut dire de Proudhon ce que M. Charles Gide disait de Bastiat ¹²¹, à savoir qu'il est un solidariste avant la lettre. Proudhon insiste sur le caractère collectif de la production économique et intellectuelle. Et comme le fait remarquer M. Wolonski, « la valeur échangeable d'un livre tient plus encore du fait social que du talent que ce livre suppose » ¹²². La conséquence à tirer de cette idée est facile à voir et elle se rapproche de celle de M. Maurras, surtout dans l'exemple donné où il fait voir en Claude Bernard, Marco Polo et Copernic, des débiteurs. De même pour Proudhon, les créateurs sont des débiteurs. A plus forte raison les autres.

Il insiste sur cette notion de la solidarité des hommes producteurs ou créateurs. « Pas un homme, écrit-il, qui ne vive du produit de plusieurs milliers d'industriels différents. Pas un

¹²⁰ *Propriété*. 1^{er} mémoire de Proudhon.

¹²¹ *La Morale de Bastiat*, par conférences de Ch. Gide, publié dans les *Etudes sur la Philosophie Morale au XIX^e Siècle*.

¹²² Lettre à Blanqui.

travailleur qui ne reçoive de la société toute entière sa consommation... Toutes les industries se réunissent par des rapports mutuels en un faisceau unique ». Il n'y a rien dans ce paragraphe qui ne concorde, jusqu'au mot de faisceau, si à la mode aujourd'hui, avec les opinions de M. Maurras. Mais ni Proudhon ni Maurras ne sont, ici, logiques jusqu'au bout, et ne rejoignent le communisme que cette doctrine solidariste porte avec elle. Au contraire, ils s'en séparent ; ils l'abreuvent d'injures.

Il y a un autre point où Maurras et Proudhon se rejoignent grâce au solidarisme. On sait que la démonstration de la solidarité est liée chez Proudhon à la théorie de la force collective. Elle signifie ceci :

« La force collective est autre chose que la somme des forces individuelles »¹²³. Il est la transposition d'un principe cher à M. Maurras, à savoir :

« L'intérêt général n'est pas la somme des intérêts particuliers »¹²⁴.

Tous les deux veulent dire que si un surplus d'énergie se dégage des forces qui s'unissent, ce surplus n'est dû à aucune d'elles séparément. Il ne résulte pas de leur addition mais de leur association. Il est un produit de synthèse collective.

Quant à Bastiat, il est solidariste avant M. Bourgeois. Et lui, un libéral, parle comme un disciple d'Auguste Comte : « la Société tout entière n'est qu'un ensemble de solidarités qui se croisent »¹²⁵.

Mais sa solidarité à lui, Bastiat, diffère de celle des solidaristes. Le socialisme entraîne la diminution de la responsabilité individuelle, ce que Bastiat se refuse à accepter ; pour lui, la solidarité aggrave la responsabilité. Ensuite, « la solidarité de Bastiat n'a point pour but de développer la fraternité, mais de fortifier la justice, non d'inviter la société à ne pas mettre de différence entre ses enfants, mais de l'inviter à dispenser d'une main plus ferme le fouet et les palmes »¹²⁶. Par ses conséquences inégalitaires qu'il tire de sa doctrine de la solidarité, Bastiat

¹²³ *La Sociologie de Proudhon*, par C. Bouglé. Librairie Armand Colin. Paris, 1911.

¹²⁴ *Action Française Mensuelle*, 1903.

¹²⁵ *Harmonies Economiques*, par Frédéric Bastiat. Œuvres complètes. 10^e édition. Page 411.

¹²⁶ *Histoire des Doctrines Economiques*, Ch. Gide et Ch. Rist. Page 405.

est très près de la théorie hiérarchique et de sélection du maître de l'Action Française.



Plus que du solidarisme proprement dit, il se dégage des idées solidaristes de Charles Maurras une vertu d'humilité susceptible d'incliner les esprits à plus de modestie. C'est là d'ailleurs l'importance de cette doctrine qui met en évidence la grande faiblesse des hommes par rapport à l'immense production sociale.

Le solidarisme tel que l'entend M. Maurras pousse l'homme à la *soumission* d'autant plus que celle-ci est œuvre de perfectionnement. La valeur sociale s'accroît par la solidarité des forces humaines, mais ces forces sont bien faibles. Pour parfaire leur rendement, il faut les habituer à la soumission.

En dépit du correctif ajouté, une forte contradiction intérieure ronge la doctrine maurrassienne du solidarisme des forces et des intérêts. S'il existe une disproportion infinie entre la valeur de la société et la valeur de l'individu, la première étant l'infiniment grand et la seconde l'infiniment petit, il s'agit de se demander comment le moins pourra le plus et l'infiniment grand sortir de l'infiniment petit, car la société sort de la réunion et de l'habitation en commun des individus qui, à entendre M. Maurras, sont si faibles ? Par quel miracle la faiblesse des personnes se muera-t-elle en la grande force sociale ? Est-ce la soumission ? Mais pour pouvoir créer l'infinie puissance sociale, il faudrait que la soumission aussi soit infinie. La liberté devrait complètement disparaître. Or M. Maurras désire le contraire et il ne veut pas qu'une seule liberté, mais plusieurs. Pour que la puissance sociale soit si infinie et même pour qu'elle puisse l'être, l'homme devrait faire à la société le sacrifice absolu de sa personne. Son initiative se réduirait au minimum et même jusqu'à en être radicalement supprimée. L'homme, resté sans initiative, ni liberté, ni responsabilité, serait une loque inerte aux mains de l'État, devenu un monstrueux Léviathan. Or, d'une pareille société, M. Maurras a horreur. Il en veut une autre où l'individu ait ses aises et ses libertés, où il puisse agir à sa guise tout en respectant certaines limites, tracées d'ailleurs avec beaucoup de modération, en même temps qu'avec fermeté.

La société se gruge d'individus. Sa force est faite de leurs abandons. S'ils donnent tout à l'Etat, avec eux-mêmes par-dessus le marché, l'Etat ou la conscience collective s'en trouveront d'autant renforcés. L'Etat ¹²⁷ se nourrit de la substance d'individus.

Ainsi une pareille doctrine du solidarisme et de la hiérarchie amène l'Etat débordant et la Société tentaculaire. M. Maurras a pris position contre le nationalisme exagéré et la divinisation hégélienne de l'Etat, mais la force de la dialectique hiérarchique l'y ramène. Il est anti-allemand, anti-hégélien, Français et modéré, mais sa doctrine lui fait dire le contraire.

Sans parler du fait que l'Etat puissant est créateur d'égalité, il faut s'entendre sur une autre question. La voici : si, pour créer ces grandes valeurs sociales, il faut la soumission, il faut aussi la hiérarchie. Elle devra être absolue. C'est le régime de castes. Or M. Maurras n'en veut pas.

Mais, dira-t-on, pourquoi aller si loin et chercher la soumission pour moteur de la création sociale, lorsque cette opération est remplie par un autre élément : l'association. Mais encore une fois pour créer l'infinie valeur sociale par la disproportion infinie entre l'apport collectif et le mérite personnel, il faut établir le règne de l'association absolue et faire régenter par elle l'ensemble des activités sociales. Mais c'est alors la rendre aussi omnipotente que l'Etat de tout à l'heure. Et, d'autre part, qui ne voit que l'association absolue, étendue partout et gouvernant toujours, a nom : communisme ?

Si la première hypothèse aboutissait logiquement ¹²⁸ au régime des castes, la seconde nous mène au communisme. Or M. Maurras ne veut ni de l'un ni de l'autre. Mais il ne peut non plus renoncer à ses prémisses, car c'est saper les bases de l'autorité qu'il s'est tant efforcé de rétablir contre l'Encyclopédie et la Révolution.

SECTION QUATRIÈME

CIVILISATION ET COMMUNISME

Dans la section précédente, nous avons utilisé la méthode *dialectique*. Dans celle-ci nous emploierons de préférence la

¹²⁷ Nous ne confondons pas : Etat ou Société. Ils restent bien distincts.

¹²⁸ Car en fait, l'Etat absolu est créateur d'égalités sociales.

méthode *historique*. Nous nous occuperons moins de raisonnement et davantage des faits.

Nous ne chercherons pas à chicaner M. Maurras ni essayer trop à le mettre en contradiction avec lui-même. Admettant volontiers qu'il a raison sur quelques points, que ceux-ci sont conformes à la logique comme à la réalité, nous partirons de ces quelques bouts de faits pour voir où ils peuvent nous mener : à l'impasse ou à l'avenir ? C'est à la fois un travail d'historien et un essai de prolonger la doctrine maurrassienne pour faire voir non pas où éclatent ses contradictions, mais bien quel est son aboutissant. Dans la mesure où l'on confronte doctrine et réalité, nous faisons œuvre positive. Mais en continuant au-delà d'elle-même, une doctrine, n'est-ce pas faire appuyer sur la dialectique cette tentative ? Oui et non. Car en partant des faits constatés, nous ferons porter, par l'histoire, la dialectique.

SOUS-SECTION PREMIÈRE

L'homme est un héritier social

Si l'on nous demandait ce qu'il y a de mieux dans l'œuvre de M. Maurras, ou pour être plus précis, si l'on nous demandait quelles en sont les parties qui nous ont enthousiasmé le plus, nous répondrons : 1° Dictateur et Roi ; 2° la définition de l'homme civilisé. C'est un héritier, nous dit l'auteur. Il s'arrête là. Il ne spécifie rien et, après avoir donné une large définition, il se laisse emporter par des raisonnements où il oublie les précisions.

On ne peut pas nier que l'exposé maurrassien de la civilisation soit en partie vrai, ni que sa définition de l'homme civilisé ne soit juste. Car sa substance est faite des héritages reçus. Mais de quelle sorte d'héritiers s'agit-il ? A-t-il hérité de son père ou de ses frères ? Est-il héritier de ses ancêtres ou bien aussi des contemporains de ceux-ci ? Hérite-t-il de son père ou de tout le monde ? Les deux, répond M. Maurras, car la civilisation est, comme il dit, « la grande œuvre de ses innombrables prédécesseurs directs et *latéraux* »¹²⁹. Bref, l'homme est un héritier social.

Dire un héritier tout court, c'est vouloir sauver par l'extension du mot, une situation ébranlée. Ajouter : c'est un héritier *social*, c'est introduire, avec la précision dans les termes et la clarté dans l'esprit, le désordre dans la rue. Ce petit mot de social est chargé de vérités orageuses. Elles n'attendent qu'un signal pour éclater en tonnerre.

Etant si incommode, il est prudent de bannir cette expression de social autant qu'on peut. Mais elle s'insinue à chaque tournant d'histoire quand elle ne s'impose brutalement.

M. Maurras a fait, de ses œuvres, une Déclaration des droits de l'héritier. Nous pensons qu'il serait possible et bienséant de continuer cette œuvre, en faisant une Déclaration des droits de l'héritier *social*.

De l'exposé déjà fait de la doctrine maurrassienne concernant ce sujet, il ressort que dans sa démarche dialectique, l'auteur royaliste s'appuie sur des faits d'histoire. Et il serait difficile de répliquer à M. Maurras ou plutôt de prouver à son encontre que l'homme n'est pas un héritier. Mais il est encore plus facile de lui dire que l'homme est un héritier social comme il est un animal politique. Et ce en s'appuyant sur les textes mêmes de l'Action Française ¹³⁰.



Pour assurer ses aises et satisfaire ses besoins, l'homme fait appel à ses semblables, à *tous* ses semblables. Et d'abord à ses père et mère. Ce n'est là qu'une question de temps. Peu à peu le cercle de ses relations s'élargit et le nombre de ceux à qui il demande aide et secours s'accroît.

En nous emparant d'une expression maurrassienne connue, nous pourrions écrire : dire famille *d'abord*, c'est comme si l'on disait politique *d'abord*, c'est-à-dire première dans l'ordre du temps, non pas dans celui des dignités. La famille n'est une catégorie historique, mais une réalité, éternellement humaine. Mais elle a une vertu chronologique. Au fur et à mesure que l'enfant grandit, le volume de ses intérêts brise le cercle famille.

Si donc la famille qui est encore plus fondamentale que la propriété, pour la suite des générations, n'a qu'une valeur pas-

¹³⁰ Nous l'avons d'ailleurs fait à la page précédente.

sagère pour chaque individu tout en se présentant régulièrement aux mêmes époques pour tout homme, de sorte qu'elle se prolonge par à coup, la propriété aura encore mieux une valeur transitoire. Si la famille est une réalité humaine, la propriété privée est une catégorie historique. La première existera tant qu'il y aura des sociétés humaines, mais souffrira d'une continuité heurtée. La seconde cessera un jour de prolonger son trafic.

De même que l'on dit propriété tout court et l'on entend propriété privée quoiqu'il faille lui substituer la propriété commune, on dit héritier tout simplement malgré qu'il soit social, et que l'on persiste à l'appeler familial.

M. Maurras fait de la propriété la base de la Civilisation et entend par propriété et par civilisation, la richesse. Richesse de l'individu et richesse sociale. Si l'on donne ce sens à la propriété, il faut reconnaître qu'il est juste de faire de la Richesse la base de la Société. La civilisation est ouvrage de repus.

Mais de quelle propriété s'agit-il et pourquoi y aura-t-il deux *tien* pour un *mien*, c'est-à-dire inégalité dans l'appropriation ? Celles-ci feront toujours crier les hommes. Or, M. Maurras veut la paix et la composition des intérêts contraires. Pour avoir cette paix, il faudra l'égalité, c'est-à-dire le communisme qui partage également les choses. D'autant plus qu'il faut sauver la Civilisation et qu'on le peut par là.

Du moment que propriété il y a et que la valeur sociale est supérieure à la valeur individuelle, pourquoi ne ferait-on de la propriété privée une propriété sociale ? On lui ferait de la sorte, et ce conformément à la thèse de M. Maurras lui-même, gagner en valeur. Comme la valeur sociale est infinie, celle de la propriété deviendrait elle aussi infinie, en bonne logique maurrassienne.

Et c'est, entre autres, en nous servant de la dialectique maurrassienne que nous demanderons le communisme. Qu'y a-t-il de plus réjouissant pour les propriétaires que de voir leurs propriétés croître en valeur ? Et comme celle-ci ne peut le faire qu'en s'intégrant à la société, socialisons la propriété.

Bien plus, M. Maurras a raison de faire de la propriété¹³¹ le fondement de la civilisation et de celle-ci le bien suprême.

131 Avec l'héritage de l'entier.

Nous souscrivons entièrement à ces vérités, mais nous demandons qu'elles soient bien comprises. Une fois faites ces choses, nous demanderons que l'on soit conséquent avec soi-même et que l'on poursuive le raisonnement commencé en posant les prémisses qui précèdent.

Que résulterait de cette prolongation logique d'une constatation historique ? Le communisme. Quel serait le résultat final de cette argumentation une fois mis en train ? Le communisme. Pour le voir, voici comment il faut procéder : la civilisation est un bien supérieur, dont la base est la propriété. Il faut toujours se soucier des fondements d'un grand bien et chercher à les améliorer. La propriété est privée mais la production collective est meilleure. Or, si la propriété fait, d'une façon ou d'une autre, le fond de la civilisation, ne vaut-il pas mieux lui donner la forme collective ? Si la propriété est le fondement de la civilisation, le communisme peut l'être aussi et avec plus de succès. Comme la civilisation nous est précieuse, il faut lui donner le plus de chances de réussite et, pour ce, établir le communisme.

Il est vrai de dire que M. Charles Maurras n'admet pas cette façon de voir les choses.

PARAGRAPHE IV

DIFFÉRENCES SOCIALES ET INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES

Je crois bien que nous sommes arrivés cette fois-ci à une question bien embarrassante. Et à une seconde confusion maurrassienne. Elle a souvent été commise et elle a eu une grave répercussion sur les idées sociales de la hiérarchie et sur la doctrine des inégalités économiques de M. Charles Maurras.

De la manière dont on résoudra la question des différences sociales et des inégalités économiques dépendent les réponses à donner à bien des questions. Et il faut dire que la doctrine maurrassienne de la hiérarchie est intimement liée à la confusion de ces deux notions de sorte que l'idée de sélection repose sur une confusion.

On a souvent accusé l'idée d'égalité de tous les méfaits possibles, mais on n'a pas pris garde que son contraire, la hiérarchie, n'était pas établie à meilleure enseigne. Il se peut que l'égalité fasse ceci ou cela, produise le mal plutôt que le bien, auquel cas il faut le prouver ; il reste ceci que la hiérarchie joue de la confusion afin de s'imposer à l'esprit humain, affirmation que nous allons démontrer, en la soumettant à l'épreuve des faits et des arguments.

SECTION PREMIÈRE

DIVISION DU TRAVAIL ET INÉGALITÉ

Là-dessus, la doctrine maurrassienne n'est pas hésitante : elle est contradictoire. M. Maurras n'hésite pas d'affirmer ses

idées mais il le fait de deux manières différentes, voire opposées. Tantôt il affirme que la division du travail amène l'égalité et détruit les inégalités bienfaisantes. Tantôt il soutient que la division du travail engendre les inégalités protectrices, nécessaires et bienfaisantes. Reprenons un à un ces points contradictoires.

SOUS-SECTION PREMIÈRE

Aristocratie et division du travail

Dans une controverse que M. Charles Maurras a eu avec M. C. Bouglé dans les colonnes de la Gazette de France, le premier tenait à montrer au second comment la division infinie du travail tend à l'égalité non moins absolue. Voici comment il procède pour faire sa démonstration : la division du travail qui annule les différences héréditaires finit par annuler les différences des valeurs individuelles, ou, ce qui revient au même, à paraître annuler ces différences. Dans une grande administration bureaucratique, il n'y a plus de différenciation personnelle. On n'y sent plus ni supérieur ni inférieur professionnel. Car les occupations machinales assignées à un grand nombre d'employés détruisent, dans l'esprit de chacun, l'idée de la différenciation personnelle.

A cause de l'évolution du monde moderne, l'idée de caste et d'aristocratie historique doit périr. Dans ce cas, répond M. Maurras, l'idée de la distinction individuelle l'accompagnera dans sa chute. Certes, il n'y aura plus de place dans le monde actuel, mécanique et matérialiste, pour l'estime du sang noble. mais en vertu du même principe, et par une naturelle extension des idées, on ôtera toute considération à la noblesse d'âme ou à la noblesse d'esprit. Après la distinction héréditaire, c'est le tour des distinctions de mérite à s'en aller.

On retire de la considération aux dynasties. Par le même jeu on la retire aux académies.

« Les patriciens entraînent dans leur chute le mandarin »¹⁸², conclut M. Charles Maurras.

182 *Gazette de France*, 23 Janvier 1900.

*
**

La manière avec laquelle M. Maurras expose la question, est juste. Il a bien saisi ce processus d'extension des choses qui fait qu'une fois un objet entamé, toute la chaîne est atteinte et rongée du même mal. On est en présence d'une véritable contagion. L'épidémie s'étend de proche en proche, les choses contaminées passent leurs principes — de mort ou de vie — aux choses toutes voisines, et de fil en aiguille, le mal ou le bien en question envahit toute une zone de vie, s'en rendant maître non sans avoir au préalable livré des batailles dures du sort desquelles dépendait son progrès. Ou le salut de son âme, pourrait-on dire, s'il y avait une âme dans les choses.

Ce phénomène d'impérialisme des choses est assez fréquent. Il se rencontre en tous les domaines. Par exemple, dit M. Maurras, une fois admise la Démocratie politique, il faut aller plus loin et réaliser la Démocratie économique. L'observation est vraie et porte loin.

Si M. Maurras ne s'est pas trompé sur cette politique impérialiste des principes, il s'est, du moins, contredit. En effet, dans le tome premier de son Dictionnaire politique et critique, à la page 94, première colonne, il soutient sous le titre « Aristocratie et Division du Travail », une démonstration en l'honneur du caractère égalitaire de la division du travail. Or, au même tome, à la même page, sur la même colonne et tout de suite après le paragraphe en question, M. Maurras change d'avis et sous le titre « Aristocratie et Progrès matériel », il soutient une thèse contraire à la précédente. Pour sa part le progrès de l'industrie s'emploie à rendre plus sensible la différence des conditions¹³³. On observe partout un retour à « l'apparence aristocratique » où l'extension des industries s'opère surtout par le développement de la division du travail. Il est vrai que M. Maurras dit, en second lieu, « apparence aristocratique », auquel cas il y aurait une atténuation à faire à sa contradiction. Pas du tout. Car dans l'autre article, il emploie le même terme, dans le même esprit, en disant qu'annuler ou faire semblant d'annuler les distinctions sociales, revient au même¹³⁴.

133 *Gazette de France*, 11 Février 1902.

134 « La division infinie du travail qui annule les différences héréditaires, tend aussi bien à annuler ou, ce qui revient au même à paraître annuler des différences des valeurs individuelles », écrit Charles Maurras. (*Gazette de France*, 23 Janvier 1900 ; *Dictionnaire Politique et Critique*. Tome Premier. Page 94. Première colonne).

Il est vrai de dire que celui des deux thèmes qui revient le plus souvent sous la plume de l'auteur royaliste et qui forme le leit-motiv de maints développements doctrinaux est celui traitant et soutenant la doctrine aristocratique de la division du travail et du progrès matériel. Celui-ci revient si fréquemment et l'autre si rarement que l'on serait tenté de prendre l'article de la *Gazette de France* de janvier 1900 et qui développe le thème de la division du travail égalitaire, pour une simple conséquence, d'autant plus que cet article qui soutient une pareille idée est peut-être unique dans l'œuvre de M. Maurras. Mais traiter un pareil article d'inconséquent c'est commettre une contradiction. En effet, le thème exposé là, s'appuie sur une thèse maurrassienne fondamentale, à savoir que la République politique tend à devenir une démocratie économique et passer du terrain gouvernemental sur le terrain social et administratif. C'est là une thèse saint-simonienne, mais tandis que les saint-simoniens, vivant au début de l'âge économique et se contentant de prévoir l'avenir, préconisaient cette politique en l'approuvant, Charles Maurras, vivant longtemps après eux, voyait le progrès économique, déjà en marche, s'acheminant vers l'étatisme que M. Maurras a en horreur, et cherchait d'y parer. Il ne prophétisait plus ; il constatait en critiquant.

A vrai dire, nous sommes bien embarrassés en présence d'un pareil texte. Il est unique, mais il n'est pas secondaire. Or le prendre pour un texte essentiel, c'est introduire la contradiction au sein de la doctrine maurrassienne. Sans doute, trouver des contradictions entre les idées d'un penseur est une chose fréquente, et il est difficile de lui échapper. Le contraire serait plutôt invraisemblable. Mais trouver des contradictions entre les textes mêmes, voilà qui n'est pas commode.

SOUS-SECTION DEUXIÈME

Division du travail, inégalités et différences

Dans ce chapitre nous exposerons une doctrine de la division du travail qui s'oppose du tout au tout à celle développée dans l'article incriminé de la *Gazette de France*. Comme c'est celle-ci que nous trouvons le plus souvent dans les écrits de M. Maur-

ras, et comme elle concorde avec toutes ses idées anti-égalitaires, c'est à elle que nous nous tiendrons beaucoup plus.

Elle joue un grand rôle dans la pensée maurrassienne. Car c'est d'elle et de la manière dont on la trouve développée dans les ouvrages du théoricien royaliste et dans les articles de l'Action Française que découle l'idée de hiérarchie, fondamentale pour la doctrine maurrassienne.

Mais, comme cette argumentation repose sur une confusion, il s'ensuit que les conclusions anti-égalitaires sont suspendues en l'air. En effet, M. Maurras confond la *diversité* des caractères et des situations avec les *inégalités* des facultés. Il les suppose coïncider, ce qui est loin de l'être. Il prend les différences individuelles et sociales pour des inégalités dues au mérite, confondant différences sociales et inégalités économiques. Cette confusion sauve les principes de hiérarchie qui, d'après lui, doivent régenter les sociétés humaines. Si, dès l'instant où l'on constate une diversité de talent, on conduit à leur inégalité, on peut imposer à la société ces divines lois de gradation dont parle Edgar Allan Poe, et que M. Maurras cite fréquemment en l'approuvant avec chaleur.

Cette confusion de l'idée d'égalité avec l'idée de ressemblance ou d'identité, et de l'idée de dissemblance ou de différence avec celle d'inégalité fonde la doctrine et les principes hiérarchiques du maître de l'école d'Action Française. Mais il n'est pas le premier à l'avoir faite et peut-être ne sera-t-il pas le dernier, d'autres se chargeant à opposer les « supériorités » et les « infériorités » qu'ils sont censés trouver dans la réalité et qu'ils les font sortir des différences de qualités mais dont ils font assez vite des distinctions.

**

M. Charles Maurras écrit : « Ce n'est pas l'égalité qui est la règle, ce n'est pas la différence qui est l'exception. Rien n'est plus exceptionnel que l'égalité »¹³⁵.

Sur quoi se base-t-il, M. Maurras, pour faire une pareille déclaration de foi ? Comment raisonne-t-il pour aboutir à cette doctrine des hiérarchies économiques et sociales ? Il s'appuie

sur des arguments tirés de la division du travail et sur des principes de la biologie.

En commençant son travail de « L'Enquête sur la Monarchie », c'est sur la biologie que M. Maurras se fonde pour soutenir ses idées de sélection et de progrès. C'est sur elle aussi que M. Paul Bourget, dans la lettre qu'il a envoyée à Charles Maurras et publiée dans l'Enquête, s'appuie pour soutenir et affirmer avec talent et non sans force, la doctrine de la continuité, de la sélection et de la race. A son tour, et de l'autre côté de la barricade, M. C. Bouglé lutte contre les constatations défavorables de la biologie, lorsqu'il veut défendre les « idées égalitaires » ou plaider la cause de la Démocratie devant la Science » ^{136 137}. Mais il est facile de montrer, et nous le ferons, que du jour où la biologie ou plutôt les savants biologistes se prononcent sur l'égalité et, généralement, pour la condamner, la biologie cesse d'être une science pour devenir une simple discipline finaliste et anthropomorphique.

La vogue des « vérités » biologiques, simples opinions, fut immense. Les théoriciens s'en servaient pour ou contre l'égalité, sans s'apercevoir, ou bien sans vouloir le faire, qu'ils ne faisaient que se reposer sur des vérités transformées « ad usum » ou mieux encore sur des simples théories ou opinions, qui représentaient les vues de tel ou tel savant plutôt que la science elle-même.

TITRE I

Preuves ou analogies biologiques

Ces preuves, ou plutôt ces analogies intéressent trois ordres de disciplines : l'Economie politique, la Politique, la Biologie.

L'Economie politique, parce que de la réponse donnée au problème de l'égalité, et si elle était valable, dépendrait la méthode à employer dans la répartition des richesses. La Politique également y est intéressée, car il s'agit pour elle de savoir

¹³⁶ *Les Idées Egalitaires*, par C. Bouglé. Bibliothèque de Philosophie Contemporaine. Paris. Alcan. 1925.

¹³⁷ *La démocratie devant la Science*, par C. Bouglé. Bibliothèque des Sciences Sociales. Paris. Alcan, 1923.

si elle reste le gardien des privilèges ou bien si elle doit les tuer ; suivant l'une ou l'autre réponse, elle aura une tâche de conservation sociale ou la mission d'accomplir la Révolution. Ensuite, la Biologie, car des prémisses posées et de leur vérité dépend l'authenticité des conclusions des hommes de science.

L'affaire, se présentant de cette manière, impliquant une si grosse importance, exige qu'on lui accorde une attention suffisante et concordant avec son insigne signification. Car toute l'organisation sociale en dépend. C'est pourquoi les idées que M. Maurras professe à ce sujet ont un sens considérable et, parce que touchant à l'organisation économique de la société, elles méritent d'être exposées avec toute l'ampleur de détails qu'elles nécessitent.

**

« La division du travail entraîne l'inégalité des fonctions » ¹³⁸. C'est là une des prémisses essentielles de la doctrine maurrassienne, mais qui est contredite par l'autre phrase, toujours de M. Maurras :

« La division du travail tend à annuler les différences des valeurs individuelles » ¹³⁹.

Poussé par l'esprit de contradiction et de subtilité scolastique, on pourrait nous dire que dans le premier cas M. Maurras parle de l'inégalité des *fonctions* et dans l'autre cas des différences des *valeurs* individuelles, ce qui n'est pas la même chose et ce qui sauve M. Maurras de la contradiction. Mais s'il y a inégalité entre les fonctions occupées et les valeurs qui les occupent, est-ce un bien ou un mal ? Si l'on voulait être excessivement logique avec soi-même et pousser très loin la doctrine des « hiérarchies tutélaires », il faudrait dire que du moment qu'il y a inégalité entre la fonction et la valeur, c'est là une bénédiction de la Providence. Qui ne voit, pourtant, que cette Providence ne serait plus conforme au bon sens et à l'utilité économique, sans parler de l'injustice sociale. En effet, dans le cas qui nous intéresse, la fonction signifie position et la valeur, mérite. On aperçoit tout de suite que si des positions supérieures peu-

138 *Revue Hebdomadaire*, 15 Décembre 1923.

139 *Gazette de France*, 23 Janvier 1900.

vent être occupées par des valeurs infimes, cela serait contraire au progrès, même s'il était aristocrate.

Dans ce préambule, qui est aussi une critique, nous avons mis face à face deux textes qui se contredisent. Comme nous avons déjà discuté la thèse contenue dans l'un d'eux, il reste à exposer la thèse de l'autre et les développements auxquels il a donné lieu par suite de l'enchaînement des raisons.

**

Le progrès de la division du travail amène avec lui un accroissement des inégalités fonctionnelles. Celles-ci à leur tour entraînent « une différenciation des organes et leur inégalité ». On voit comment M. Maurras associe jusqu'à confondre différences et inégalités. Et, s'écrie-t-il, « quand Leibnitz déclarait qu'il n'y a point dans l'univers deux êtres entièrement *pareils*, il posait le principe au nom duquel la science moderne tourne en dérision le prétendu dogme d'*égalité* »¹⁴⁰. On constate ici mieux que là le fait que M. Maurras prend pour équivalent et même jusqu'à le faire coïncider, l'égalité et l'identité, chose qui est loin d'être vraie et même d'être prouvée.

S'appuyant sur cette confusion de « l'inégalité nécessaire »¹⁴¹ et de l'identité mathématique, il se sert de la division du travail pour prouver sa théorie des inégalités réelles corroborées par les sciences biologiques.

Cette division du travail entraînerait l'inégalité des fonctions, ensuite celle des organes et même celle des éléments d'un organe. Plus la division du travail s'accuse, plus ces inégalités s'affirment et plus l'être vit. En effet, cet accroissement des inégalités amène un développement de la complexité des organes d'où une accélération de l'intensité de vie. Il y a un progrès de vie, mais aussi un progrès des hiérarchies organiques. L'égalité peut être au bas de l'échelle organique¹⁴², elle est détruite en haut par le progrès de la division du travail.

D'après les biologistes, un organe est un élément différencié, c'est-à-dire distinct des autres éléments par les dispositions ou les destinations particulières qu'il a reçues. Le foie, le cerveau,

¹⁴⁰ *Réforme Sociale*, 1^{er} Février 1891. *Dictionnaire*. T. I. Page 405.

¹⁴¹ *Dictionnaire*. T. I. Page 405.

¹⁴² *Revue Hebdomadaire*, 15 Décembre 1923.

le cœur, l'estomac appartiennent au même corps, mais ils ont des qualités différentes et des aptitudes particulières.

De même, il y a des organismes vivants inorganisés, qu'on appelle des animaux *inférieurs* et dont les éléments cellulaires *identiques* (encore la confusion) font le même travail. La décision du tout est le total de la décision des parties. Mais au fur et à mesure que ces organismes remontent sur l'échelle animale, le régime d'égalité se modifie et disparaît. Les fonctions et les éléments se subordonnent les uns aux autres et par suite de cette division du travail, chaque fonction s'accomplit mieux et plus vite. Par la division du travail et la complexité qui en résulte, on a le progrès.

A mesure que l'on s'élève sur l'échelle animale, les inégalités deviennent plus nombreuses et plus profondes. « Elles sont en raison directe de la perfection organique », s'écrie, en une formule mathématique, le maître de l'Action Française, en guise de conclusion.

Si l'égalité est justice, les vertébrés supérieurs sont des monuments d'injustice permanente parce que les éléments de même composition originelle sont employés à des fonctions inégales telles la fonction sensitive et la digestion. Les éléments y ont acquis des qualités fort différentes et le pouvoir directeur de l'ensemble revient non pas au plus grand nombre, mais à ceux qui sont le mieux qualifiés pour voir et pour prévoir : les organes de la sensibilité et du mouvement.

Telle est la doctrine maurrassienne de la division du travail, de l'inégalité et du progrès. La division du travail accroît les inégalités d'où un progrès de vie.

S'appuyant sur cette doctrine de la division du travail et des inégalités, M. Maurras tire des conclusions contre la démocratie politique ou économique. D'après lui, « un organe est un élément de *différenciation* — c'est-à-dire d'*inégalisation* »¹⁴³. On saisit dans cette phrase mieux qu'en toute autre, la confusion opérée entre la différence et l'inégalité.

L'organisation développe, à l'avis de M. Maurras, la qualité et diminue l'importance du nombre ce qui est contraire à l'esprit démocratique. Bref, organiser c'est différencier. La démocratie est contraire à la différenciation, d'où l'impossibi-

¹⁴³ *Gazette de France*, 1^{er} Mars 1899.

¹⁴⁴ *Gazette de France*, 1^{er} Mai 1899.

lité d'organiser la démocratie. C'est sur ce simple syllogisme que M. Maurras établit son argumentation anti-démocratique et anti-égalitaire.

On voit donc comment la confusion faite entre l'organisation, la différenciation et l'inégalité est profitable à la doctrine maurrassienne. C'est grâce à elle, que M. Maurras peut s'attaquer à la démocratie, au nom de l'organisation et de la qualité, combattre l'égalité au nom de la division du travail et de la complexité comme de l'intensité de vie. Elle paraît être ainsi très forte et s'appuyer sur des fondements solides et des arguments formidables tels la division du travail et de l'organisation. Mais pour s'attaquer à la doctrine maurrassienne il n'est pas besoin de se prendre à ces grands principes. Il suffit d'éparpiller les confusions sur lesquelles repose la chaîne des raisonnements maurrassiens.

Nous avons exposé plus haut cette suite d'arguments. Il reste à les discuter.



Avant de lancer les critiques, commençons par un éloge. Les idées maurrassiennes concernant la division du travail et l'inégalité, se lient à d'autres idées de la doctrine du même, ce qui lui donne l'apparence et même une réalité cohésive.

Pour Charles Maurras, dans les organismes dits inférieurs, la division du tout est le total de la division des parties. Mais il n'admet pas que, dans une société bien organisée, l'intérêt général puisse être la somme des intérêts particuliers. La liaison est ainsi bien faite, du point de vue logique, entre le monde social et le monde organique et que M. Maurras se promène, mentalement s'entend, dans un domaine ou dans l'autre, il garde ses habitudes de pensée.

Passons maintenant à la discussion des textes et à la critique des idées. Mais d'abord critiquons la méthode. Pourquoi a-t-il fait appel à la biologie ? Qu'on nous comprenne bien, nous ne voulons pas dire par là qu'il n'y a aucun rapport entre la biologie et les sciences sociales et nous ne voulons pas qu'on voie dans cette interrogation un reproche. Ce que nous voulons c'est de savoir pour quel motifs, tout simplement, il s'est adressé à la biologie.

Il faut dire qu'en ce temps-là, il y a une trentaine ou une quarantaine d'années, les conceptions biologiques étaient fort à la mode. Et toutes, du moins celles qui étaient les plus en vogue, telles les théories sur l'hérédité, la concurrence et la différenciation, de Lamarck, de Darwin, de Milne-Edwards, se prononçaient contre la démocratie et l'égalité. D'après Milne-Edwards, par exemple, la nature se caractérise non seulement par la *diversité*, mais aussi par l'*inégalité* des êtres. Les deux notions sont bien distinguées, mais les conclusions quant à l'égalité, ne s'éloignent pas beaucoup de celles du maurrassisme.

Mais il faut aussi distinguer la science biologique, qui est description et constatation, d'avec les opinions des savants, qui peuvent être imbuës de finalisme et d'anthropomorphisme. Dans Milne-Edwards, par exemple, ces tendances anthropomorphiques abondent.

Ayant retiré aux opinions des savants le large crédit qu'on accorde à la science, passons à la discussion des thèmes en question.

D'abord distinguons la différenciation d'avec l'inégalité. La première est une *constatation*, la seconde est une *appréciation* morale ; l'une est un jugement de réalité et l'autre un jugement de valeur. Or, il n'y a pas dans toute la science économique de notion plus controversée que la valeur. D'où vient cela ? De ce qu'on a mêlé les genres. *La valeur, notion morale et de politique pratique, donc objet d'art, est devenu objet de science et de théorie pure* ¹⁴⁵.

La *diversité* est un jugement de réalité. L'*inégalité* est un jugement de valeur. Dire : cette chose *diffère* de l'autre, c'est comme si l'on disait : cette table *est* rectangulaire. Dire : cette chose est *supérieure* à un autre c'est comme si l'on disait : cette table est belle ou commode. Il y a là une appréciation. Et, comme dit M. C. Bouglé, « les valeurs ont toutes ce trait commun de traduire des états d'esprit, non des réalités extérieu-

145 La philosophie, elle, peut s'en occuper, mais la *science* économique ne le peut guère.

146 *Leçons de Sociologie sur l'évolution des valeurs*, par C. Bouglé. Librairie Armand Colin. Paris, 1929. Page 10.

Dans le même sens se prononce aussi M. Charles Gide dans son *Economie Politique* : « Il faut se représenter la valeur, écrit-il, comme un éclairage des choses sous le rayon projeté par notre désir ».

res » ¹⁴⁶. Ce dont la science doit se garder. Et des économistes, tels MM. Aupetit, Charles Brouilhet, H. Driot, etc..., n'avaient peut-être pas tort de vouloir « bannir de la science économique la notion même de la valeur » ¹⁴⁷. Car la science, à mesure qu'elle se précise, se tient davantage près des jugements de réalité que des jugements de valeur, faibles et flous. Ceux-ci reflètent nos désirs ¹⁴⁸ et ne peuvent être exempts de nos tendances finalistes et anthropomorphiques.

Il faut, donc, séparer la notion d'inégalité de celle de différence. L'une est morale et humaine, apparente et subjective, l'autre est scientifique et naturelle, réelle et objective. Non seulement il ne faut pas aller jusqu'à les faire coïncider, comme l'a fait M. Charles Maurras, mais encore il faut s'interdire de procéder de l'une à l'autre par voie d'analogie. C'est une méthode décevante.

La science biologique, encore à ses débuts, se tenait fatalement plus près des appréciations synthétiques ; des affirmations de valeur plus que des jugements de vérité. Il est donc fatal qu'elles soient teintées de finalisme et entachées de partialité.

Conclusion : le fondement biologique du maurrassisme ne tient pas debout.

**

Notre critique a porté sur l'ensemble des considérations maurrassiennes. Entrons maintenant dans le détail des problèmes soulevés par cette doctrine. Peut-être serions-nous là moins heureux et M. Maurras plus solidement assis. Nous le lui souhaitons.

En traitant les petits animaux inorganisés, d'animaux dits inférieurs, M. Maurras a commis la même confusion de jugements des valeurs et de jugements des réalités. Dire : ces animaux unicellulaires sont inorganisés, est une constatation du genre : la table est rectangulaire. Mais ajouter : ces animaux unicellulaires sont *inférieurs* parce que inorganisés, c'est avancer une affirmation telle : cette table-ci est plus belle que l'au-

¹⁴⁷ *Doctrines Sociales et Science Economique*, par Gaëtan Piron. Librairie du Recueil Sirey. Paris, 199. Page 118.

¹⁴⁸ M. Bouglé écrit dans ses *Leçons de Sociologie sur l'Evolution des Valeurs* : « Il n'y a de valeur qu'en fonction des désirs ». Page 17.

tre. Pourquoi applique-t-il le mot d'organisation au genre naturel, dans le sens où le prennent les humains ? Pourquoi cette extension anthropomorphique quand il faut se contenter à décrire ou constater ? Pourquoi ce finalisme ? La nature n'est pas forcément de notre avis.

Ensuite dire que les animaux unicellulaires sont inférieurs, c'est vouloir ébranler l'une des plus fortes tendances maurrassiennes, à savoir : la défense de la vie.

En politique, M. Maurras veut, avant tout, faire vivre et durer la cité et ses hommes. Et s'il s'élève contre la démocratie, c'est parce qu'elle est la mort. Pour lui, le critère de la bonne politique, c'est ce qui fait vivre les cités, tout en pensant à les rendre prospères. Donc ce qui dure, ce qui vit, est bon. On voit tout de suite l'extension forcée du sens des mots.

Si la vie est le critère de la bonne politique comme de la bonne organisation, et si l'on peut appliquer, comme l'a fait M. Maurras, le sens humain de l'organisation au règne naturel des protozoaires, il faut alors renverser la proposition et dire que ce sont les protozoaires les animaux supérieurs.

« Toute cellule non différenciée, écrit M. Delage ¹⁴⁹, est immortelle ». E. M. Bouglé ajoute :

« Comment les cellules échappent-elles à la mort ? *En se divisant à l'infini*. Or, on constate que, quelle qu'en soit la raison dernière, toute cellule qui se différencie met par cela même une limite à sa faculté de division. Au contraire, les cellules qui restent indifférenciées sont grosses de divisions infinies. On ne rencontre donc chez elles ni vieillards, ni cadavres ; elles renaissent perpétuellement d'elles-mêmes. *En ce sens, Weissmann a pu leur décerner l'immortalité véritable* » ¹⁵⁰.

Si par conséquent, ce qui a la vertu de vivre et de durer ¹⁵¹ est une bonne chose, ce qui a la vertu d'être immortel est encore meilleur, donc l'amibe est la perfection même.

Cette conclusion montre le danger qu'il y a à confondre appréciation et constatation. De plus, ce qui précède a l'air d'établir une opposition entre la *division de substance* et la *division*

149 Cité par Bouglé : *Démocratie devant la Science*. Page 123.

150 *Démocratie devant la Science*, par C. Bouglé. Page 123.

151 Un tigre qui vit longtemps dans la brousse et dévore les hommes est un mal. Mais il s'agit d'autre chose à savoir si *ce qui fait vivre* un tigre, cette vertu vitale, est un bien ou un mal. Telle est la question posée.

du travail. La première serait le lot des animaux simples dits inférieurs qui se multiplient en divisant leur propre *substance*, la seconde appartiendrait aux animaux complexes dits supérieurs qui progressent par la division de leurs *fonctions*. Mais cette différenciation des fonctions met une limite à division de substance, car la cellule qui se différencie ne peut plus se multiplier, en se divisant à l'infini. Il n'y a que les cellules simples qui se divisent à l'infini et qui peuvent vivre indéfiniment. Il en résulte que la division du travail et des fractions qui complique les êtres est une dégradation non pas un progrès comme le soutient M. Maurras. Cette différenciation qui signifie organisation serait un mal. Le progrès ne serait plus aristocrate. Car il est vrai de dire que les organismes compliqués, donc extrêmement organisés, et dont l'économie est complexe, sont très fragiles, tandis que l'informe et simple plasma est excessivement durable. Le progrès ne serait plus de compliquer, mais de se simplifier. Comme l'amibe est la plus simple et la plus durable, elle est la plus parfaite. Donc, devenons tous amibes.

Mais on peut aboutir encore à d'autres conclusions. La division des fonctions mettant un terme à la vie, est un mal et son progrès une régression. Comme la division du travail conditionne le progrès de l'organisation, tout progrès de cette dernière serait un mal. Comme d'autre part, d'après M. Maurras, la démocratie est le contraire de l'organisation, la démocratie est un bien. Plus on se démocratise, mieux on fait. Donc, le progrès est démocrate.

Bien plus encore, si le progrès se fait dans le sens de la simplicité, rasons tout ce qui est complexe. Car plus on simplifie les choses, mieux cela est. Mais qui ne voit que c'est là un plan de destruction universelle. Du passé faisons table rase, disent les anarchistes. De l'espace, de même. L'idéal de vie de M. Maurras réjoint ainsi l'idéal de mort des anarchistes qui, là-dessus, appliquent jusqu'à l'absurde les données morales de la biologie. Ce en quoi les anarchistes seraient plus « historiques » que M. Maurras et partant plus scientifiques. La biologie avec nous, s'écrient-ils.

Autant que principe de mort, la division du travail serait un principe de faiblesse. La complexité rend les choses fragiles et la simplicité les rend fortes. Donc, simplifions.

Et nous, cessons d'en tirer d'autres conclusions. Si nous

l'avons fait jusqu'ici, c'est afin de montrer le péril de certaines façons de raisonner et le danger de certaines confusions. De ce que la division, en compliquant, rend fragiles les choses, faut-il voir une cause d'infériorité ? Non, si l'on se débarrasse de toute considération anthropomorphique, oui si l'on ne le fait pas. Mais alors, pourquoi confondre fragilité et complexité, division du travail et regrès ou progrès ? De même, pourquoi confondre différences et inégalités ?

TITRE II

Corroboration des analogies ou preuves biologiques

M. Charles Maurras, percevant le danger des théories organicistes, s'en défend. Avec chaleur, d'ailleurs. A tel point qu'il veut défendre même ses amis tels M. Paul Bourget, du reproche d'organicisme. « On aura remarqué, dans le langage de M. Bourget, dit-il, en son *Enquête sur la Monarchie*, quelques termes de cette philosophie organiciste qui s'efforce de ramener la science sociale à la biologie, philosophie que nous combattons en *elle-même* (souligné dans le texte) quand elle est déclarée... Il y a dans la lettre de M. Bourget un vocabulaire organiciste bien plus qu'un organiciste effectif »¹⁵². Mais M. Maurras admet qu'il y a entre la société et les organismes humains des analogies assez grandes pour qu'il soit légitime de rapprocher par le langage ces deux ordres de faits.

D'après l'homme de l'Action Française, la méthode biologique est dangereuse si on la manie à titre de preuve, mais on peut l'utiliser à titre d'analogie. Elle offrirait alors un intérêt comme stimulant de la réflexion et instrument de la découverte, restant bien entendu que les idées sociales obtenues par cette voie peuvent être vérifiées et démontrées par une autre voie.

Quelle est-elle ? C'est l'histoire. La ratification apportée par les sciences de la nature aux doctrines hiérarchiques, n'est qu'une présomption. Mais cette présomption est corroborée par l'histoire propre des phénomènes spéciaux à l'homme. La doc-

152 *Enquête sur la Monarchie*. Page 118. Une note en bas.

trine aristocratique se trouve ainsi être démontrée à sa place et à sa manière. Comte et Fustel confirment Taine et Bourget¹⁵².

Si les lois spécifiques qui gardent de la mort l'homme en société et qui ne peuvent être que celles de la gradation, ne sont pas exactement de même que les lois des abeilles et des fourmis, elles sont du même ordre et s'accordent à refouler tout système égalitaire et démocratique dans la zone du mal et de la mort.

SECTION DEUXIÈME

MAURRAS ET DURKHEIM

Encore la question de la division du travail social ! Elle est si importante pour la solution du problème d'égalité, qu'elle doit être amplement étudiée sous toutes les faces.

Ici nous l'envisageons d'une autre perspective qu'au chapitre précédent. Nous l'étudierons du point de vue des causes.

*
**

Ce qui provoque, d'après M. Ch. Maurras, l'inégalité, c'est la division du travail ; ce qui amène l'égalité, c'est la démocratie. Dans le premier cas, il s'agit d'un élément *technique et social*, dans le second, d'une cause *politique* : la démocratie.

D'après ce raisonnement l'inégalité devrait s'affirmer avec plus de force. M. Maurras soutient que dans notre siècle, les différences sociales et les inégalités économiques vont croissant. Ce qui est tout le contraire de l'égalité. Celle-ci est une obsession qui ne peut régner nulle part. L'égalité est un mensonge.

Les opinions de M. Maurras étant telles, on conçoit facilement pourquoi il peut regarder l'inégalité comme étant plus vraie que l'égalité. La première est due à des causes qui touchent à la substance même des sociétés, tandis que l'autre est due à un esprit et à un régime politique. Celui-ci peut être renversé par un révolution et par la préparation en sens contraire des esprits. Mais comment combattre la technique inhérente à la société ? Donc, l'inégalité est plus vraie que l'égalité.

Pour affirmer l'inégalité et nier l'égalité, Charles Maurras se sert d'un raisonnement qui ressemble étrangement à celui de Marx et de sa théorie de l'infra-structure économique. Nous nous empressons de dire que c'est nous qui avons *prolongé* ce raisonnement maurrassien, en ajoutant que nous l'avons fait fidèlement. En effet, dire, comme le fait M. Maurras, que la division du travail social entraîne l'inégalité des fonctions, n'est-ce pas affirmer que celle-ci dépend d'un élément technique et social ? Or la division du travail n'est-elle pas la base du monde matériel d'aujourd'hui ?

Bien plus encore, faire dépendre la théorie des hiérarchies sociales d'une cause technique, n'est-ce pas lui donner une explication matérialiste ?

Sans doute, M. Maurras fait-il une distinction entre le matérialisme et le réalisme, acceptant celui-ci, refusant celui-là. Ce sont là des nuances de circonstance. Car il faut bien, pour les lecteurs, partisans et disciples, faire une distinction même oiseuse. Les nécessités du prosélytisme obligent à des distinguos faciles.



Donner à l'inégalité sociale, comme fondement, la division du travail, c'est fort bien. Il reste à savoir si cela est vrai.

En réalité, la division du travail égalise les situations tout en différenciant les fonctions. Cela a très bien été aperçu par l'Economie politique. Dans la critique que l'on a fait de la conception d'Adam Smith sur la division du travail, on a montré qu'à elle seule la théorie de la division du travail était capable de rendre caduque la distinction désobligeante que les physiocrates avait établi entre les travaux de la terre et les travaux de l'industrie, les premiers seuls étant productifs. Or par la théorie de la division du travail les seconds deviennent productifs.

La division du travail, loin d'entraîner les inégalités, les efface. Pour mieux le démontrer encore, nous ferons appel à la doctrine d'un sociologue français : Emile Durkheim. Dans son maître livre sur la « Division du Travail social », il formule la proposition suivante : « La division du travail varie en raison directe du volume et de la densité des sociétés, et si elles pro-

gressent d'une manière continue au cours du développement social, c'est que les sociétés deviennent régulièrement plus denses et sont très généralement plus volumineuses »¹⁵⁴. Et il ajoute que la croissance et la condensation des sociétés, non seulement *permettent*, mais *nécessitent* une division plus grande du travail. Sur ce point il s'appuie sur l'autorité d'A. Comte.

« Je dois seulement, dit Auguste Comte, indiquer maintenant la condensation progressive de notre espèce comme un dernier élément général concourant à régler la vitesse effective du mouvement social. On peut donc d'abord aisément reconnaître que cette influence contribue beaucoup, surtout à l'origine, à déterminer dans l'ensemble du travail humain une division de plus en plus spéciale, nécessairement incompatible avec un petit nombre de coopérateurs. En outre, par une propriété plus intime et moins connue quoiqu'encore plus capitale, une telle condensation stimule directement, d'une manière très puissante, au développement plus rapide de l'évolution sociale » (Tome IV).

D'après Auguste Comte et Maurras, comme d'après Durkheim, la division du travail pousse au progrès. Mais de quel progrès s'agit-il ? Pour les uns il est égalitaire, pour d'autres anti-égalitaire. Parmi ces derniers, M. Maurras.

**

Les disciples de M. Durkheim ont développé ces prémisses. Dans un ouvrage intitulé « Les Idées Egalitaires », M. C. Bouglé prolonge les vues durkheimiennes en les appliquant à l'égalité. Sans doute, la division du travail dépend du volume et de la densité des sociétés, mais ceux-ci à leur tour provoquent l'égalité. La division du travail serait ainsi un intermédiaire, un anneau dans une chaîne, un précédent plutôt qu'une cause. La véritable cause étant l'accroissement de la densité sociale. M. Bouglé énumère les causes sociales qui concourent au progrès des idées égalitaires. Ce sont :

1° La quantité des unités sociales : nombre, densité, mobilité ;

2° La qualité des unités sociales : homogénéité et hétérogénéité ;

¹⁵⁴ *De la division du Travail Social*, par E. Durkheim. Librairie Félix Alcan. Paris, 1932. Page 244.

3° La complication des sociétés ¹⁵⁵ ;

4° L'unification ou la centralisation des sociétés.

Du moment que les groupements humains augmentent en nombre, densité, mobilité..., il y a un progrès *nécessaire*, fatal, des idées égalitaires. En donnant, au progrès des idées égalitaires, pour cause des faits sociaux démographiques au lieu de lui assigner des causes politiques, tel le régime démocratique, on a renversé du tout au tout les positions du problème. En effet, si l'on admet que le progrès des idées égalitaires dépend de l'existence d'un régime politique et comme la naissance de ce régime n'est pas quelque chose de fatal, mais bien plutôt d'accidentel, dû à des circonstances de hasard, il s'ensuit que le progrès des idées égalitaires n'est pas fatal. En forçant le sens des mots on pourrait même dire qu'il est non seulement accidentel, mais contre nature. C'est ce que M. Maurras affirme.

Mais si d'autre part on accepte l'idée, qui est aussi une *constatation*, que l'égalitarisme dépend du nombre social, alors sa naissance est fatale. Le nombre devient une véritable cause. Si le volume et la densité sociales commencent à s'accroître, l'égalité sortira fatalement de ce mouvement démographique.

On voit tout de suite les différences qui opposent ces deux façons de voir la même chose. Pour les derniers, l'égalité a des causes *mécaniques*, pour les premiers l'égalité est due aux revirements imprévus de la politique. Et l'explication de M. Maurras s'affaiblit encore plus lorsqu'il assigne à l'égalitarisme une origine bien plus douteuse.

« D'où viennent les doctrines égalitaires ? se demande-t-il. Et il répond qu'elles nous viennent « d'Israël, par la diffusion des idées bibliques » ¹⁵⁶. Dans ce cas il n'y aurait qu'à fermer la porte à Israël et à la bible « juive » pour ne plus avoir d'égalitarisme. Mais il est difficile de croire qu'une pareille solution puisse donner vraiment les résultats souhaités.

Les différences qui séparent ces deux doctrines opposées sont faciles à résumer : M. Charles Maurras assigne à l'égalité et à son progrès, une cause *politique*, et l'école sociologique une cause *sociale*. Pour le premier, le progrès des idées égalitaires

155 Ou l'entre-croisement des groupements sociaux.

156 *Gazette de France*, 23 Janvier 1900.

est *accidentel*, pour les autres, il est *fatal*. Pour Charles Maurras, l'égalitarisme est dû à l'imprévu des circonstances politiques, pour les autres, il a des causes *mécaniques*. C'est ce caractère mécanique du progrès des idées égalitaires que M. Charles Maurras repousse en premier lieu. Il n'admet pas, ne veut pas comprendre, ne peut pas concevoir, que l'égalité puisse être fatale. Il ne croit pas à la *fatalité de l'égalité*. Et ce n'est pas pour rien qu'il refuse tout caractère fatal au Progrès lui-même.

C'est d'ailleurs sur la question de la fatalité de l'égalitarisme que M. Charles Maurras a livré les batailles les plus acharnées. Il repousse avec vigueur tout caractère de fatalité ou de mécanique au progrès égalitaire. C'est pour lui une erreur redoutable de formuler de pareilles propositions, car elles risquent de mettre en jeu la vie même des sociétés du fait que l'égalité, en même temps que mensonge, est un mal mortel. Or la mort de la cité est ce que M. Charles Maurras hait peut-être le plus.

SECTION TROISIÈME

ÉGALITÉ ET FATALITÉ MAURRAS ET TOCQUEVILLE

Ce n'est pas pour rien que M. Charles Maurras s'acharne à nier tout caractère de fatalité à l'égalitarisme. Si l'égalité était fatale il serait vain de lutter contre l'ordre implacable des choses. On se ferait écraser sous l'avalanche des faits. Pour ne pas risquer une pareille mésaventure, mieux vaut se laisser traîner par le cours normal des choses. Volentem ducunt, volenter trahunt.

Mais, pour éviter une pareille conclusion, M. Charles Maurras se devait de réagir contre cette opinion dangereuse à tout mouvement contre-revolutionnaire.

Admettre l'égalité fatale, c'eût été accepter l'idée d'une démocratie bienfaisante, du bon gouvernement du nombre, le règne souverain des masses populaires et la déchéance des minorités qui se prennent pour des élites. Bref, c'eût été reculer.

Devant un tel désastre logique où l'admission d'une proposition ouvrait la porte à une foule de conséquences non moins

subversives, M. Charles Maurras n'hésita guère. Il se promit de réagir avec une véhémence peu commune liée à une vigueur logique non moins rare. Cela fit le succès de ses idées et assura le retentissement de ses campagnes. Elles firent du bruit.

Il s'était produit, dans le monde conservateur, à l'avis de M. Maurras, une crise de découragement devant les assauts de la démocratie et de l'égalité. On n'osait plus réagir, on ne pouvait que courber la tête et accepter malgré eux ce qu'ils ne pouvaient refuser.

Parmi ceux-ci, il y avait Tocqueville. Il s'était rendu célèbre par son livre sur la « Démocratie en Amérique ». C'était un grand aristocrate désenchanté. Il voyait où allait le monde et, sans l'approuver, le suivait. Il marchait, en rechignant, avec son siècle.

On pense bien qu'un homme doué du tempérament de M. Maurras n'allait pas suivre une pareille conduite ni accepter ce qu'il estimait juste, nécessaire et salubre de rejeter. Il prit en ce qui concernait la marche fatale des idées égalitaires, le contre-pied de l'attitude toquevillienne. Loin de désespérer de l'évolution des choses, M. Maurras allait plus loin. Il passait à l'attaque. Il ne reculait plus, la défensive lui paraissait modeste. Il prit l'offensive contre le progrès des idées égalitaires. On comprend la différence qui sépare M. Maurras de ceux qu'on a appelé les conservateurs. Ceux-ci, toujours sur la défensive, et toujours reculant, laissaient entrer dans la Cité les doctrines nouvelles. Au contraire, M. Maurras, loin de se contenter de l'offensive, esquissa des manœuvres de grand style, déroutant parfois l'adversaire.

A Tocqueville qui croyait à la fatalité égalitaire s'oppose Maurras qui croit à son caractère mensonger. Non seulement, elle ne lui paraît pas fatalement victorieuse, mais elle n'est même pas vraie. Si l'un la suppose fatale, l'autre la considère comme inexistante. Car il n'y a rien de plus exceptionnel, d'après la doctrine maurrassienne, que l'égalité dans le monde. Ce qui n'est pas l'exception, c'est la différenciation.

Les socialistes et les démocrates étaient habitués, selon l'opinion de M. Maurras, à rencontrer peu d'obstacles à obtenir beaucoup de succès et à cueillir tous les lauriers. Ils n'étaient pas accoutumés aux résistances. Or quelle ne fut pas la surprise des socialistes et des démocrates de voir un jour que des résis-

tances s'élevaient contre leurs doctrines, des différents coins de l'horizon. La jeune Action Française, au début du siècle, et dont la naissance fut mouvementée, engagea une lutte sans merci contre les idées socialistes de l'égalitarisme. Ils jetaient dans la bataille ardente, tout l'arsenal d'une logique provocatrice. Celle-ci frappait dur et non rarement juste. Elle menait le combat contre les idées égalitaires, mais elle faisait elle aussi à des idées. Car, disait-il, le propre des conservateurs et le faible de la monarchie capétienne finissante, fut de n'avoir, en face d'hommes pourvus d'idées, une doctrine. Or il fallait trouver, pour les opposer, des *raisons* aux *théories* de Rousseau et aux *principes* de la Déclaration des droits de l'homme¹⁵⁷. Et l'école de l'Action Française se mit à la recherche des principes opposés. Comme les adversaires soutenaient le bien-fondé des idées égalitaires, M. Charles Maurras se mit à leur démontrer la vérité et la justesse des principes contraires qui ne pouvaient être qu'anti-égalitaires et hiérarchiques. Les hiérarchies tutélaires furent représentées comme étant la sauvegarde de toute Cité et la condition de l'ordre et de la paix. Les inégalités nécessaires et protectrices étaient exposées avec art, dans toute la splendeur du vrai, et jetées en pâture aux foules lectrices du journal. Elles conquéraient le terrain et s'affirmaient joyeusement avec violence. Elles étaient en progrès certain, malheureusement la crise de croissance fut passagère. Ce qui est assez fâcheux pour quelqu'un.

Ce progrès-ci s'arrêta net. Mais M. Maurras continua. Et il fit si bien qu'aujourd'hui l'Action Française est un des quotidiens les mieux cotés de la presse française. Elle est parfois bien écrite.

Pour résumer les idées maurrassiennes, nous dirons, en l'opposant à Tocqueville : Charles Maurras voulut opposer à la *fatalité* égalitaire, la *nécessité* des hiérarchies. La hiérarchie sociale est nécessaire, mais l'égalité n'est pas fatale.



« Votre démocratie empoisonne, disait Le Play à Tocqueville.

¹⁵⁷ *Dictionnaire Politique et Critique*. Introduction par Pierre Chardon. Page X.

— Mais, répondait à peu près Tocqueville, si je désespère d'administrer l'antidote ?

— Je n'administrerai pas le poison », répliquait le ferme Le Play ¹⁵⁸.

Tel est le fameux dialogue entre ces deux penseurs, et très bien rendu par M. Maurras dans sa « Politique naturelle ».

Tocqueville n'espérait plus sauver le monde de l'égalité, et M. Maurras voulait le remplir de hiérarchies harmoniques. Le découragement de l'un et la belle opposition de l'autre devant des idées qu'il croit funestes, forme un assez beau contraste. Il est durable.

Mais le dialogue, cité plus haut, montre encore mieux comment on a fait de la *constatation* du progrès égalitaire une *appréciation* des idées égalitaires. On a mêlé les genres et parce que l'égalité déplaisait à nombre de philosophes ou de privilégiés, on ne se contenta pas à le constater. On voulut émettre sur elle des jugements de valeur. On confondit ce qui devait rester séparé.

Pour comble, ceux qui ont commis cette confusion, ce sont ceux-là mêmes qui reprochent à la démocratie son « indifférence au vrai et au faux » ¹⁵⁹, et la confusion dont elle en était coupable. Il y a là un rien d'illogisme qui détonne, venant de la part d'hommes, non seulement épris, mais encore passionnés de logique.

Sans doute, Le Play nous avertissait qu'il n'administrerait jamais le poison. Fallait-il encore démontrer que l'égalité était un poison, la démocratie une mort certaine et l'envie un mal redoutable. En dépit des arguments fournis et des raisonnements faits, on n'a pas encore produit la preuve décisive. Elle reste à trouver.

Cependant, la démocratie ne reste pas en chemin. L'égalité s'affirme et la répartition des biens suit une courbe de nivellement des situations sociales. Cette courbe est croissante et l'égalité se réalise sans trêve. Et elle le fait justement parce qu'elle est fatale et excessivement vraie. Elle s'impose à la plupart des esprits, en tout cas à la grande majorité des hommes et si elle ne touche pas beaucoup à leurs idées, elle répond à leurs besoins. Elles s'infilte partout, et loin d'être une excep-

158 *Politique Naturelle* par Charles Maurras. Pages LXXXV-LXXXVI.

159 *Politique Naturelle*, par Charles Maurras. Page LXXXII.

tion, comme l'affirme M. Maurras, elle tend avec force à devenir la règle universelle. Elle s'étend, elle s'affirme, elle s'impose. L'égalité est fatale.

CONCLUSION

Comme il fut de règle, jusqu'à présent, de donner une conclusion à tout chapitre afin de ramasser en quelques pages les conclusions des développements étendus sur des centaines d'autres pages, nous ferons de même à ce troisième chapitre, nous conformant à la règle formelle que nous nous sommes imposés dès le début.

Mais il y a un autre motif, particulier à ce chapitre, et qui nous fit le devoir de lui donner une conclusion afin d'être logique avec lui.

On se rappelle qu'au début de ce chapitre nous avons parlé de l'utilité qu'il y avait à employer deux méthodes : l'une discontinue, approfondie et spéciale, entrant dans le cœur du sujet, étudiant ses parties, et oubliant pendant ce temps les autres parties ; l'autre méthode est continue, nous poussant à nous promener à la surface des choses, regarder ses lignes générales, observer son cours et le sens qu'ils prennent ou les points où ils vont, et, sans entrer dans le détail et approfondir la question, appréhender le sens dans lequel elles marchent.

Étudier des parties d'une manière discontinue est nécessaire, mais insuffisant. Il faut entrer dans le fond des choses, et saisir leurs raisons. Mais faut-il encore pouvoir embrasser les horizons. Comprendre leurs raisons d'être n'est pas mauvais. Il est mieux encore de saisir les liens qui les font mettre en contact.

Considérer ou étudier une chose séparée de son proche ou de sa voisine est une bonne méthode si on veut la connaître sous toutes les faces, se familiariser avec tous ses détails et se reconnaître en ses moindres détours. Mais il ne suffit pas. Voici pourquoi : l'étudier où elle est, abstraction faite de sa position, c'est la décrire sous tous ses angles. Mais il faut aussi connaître sa position. Pourquoi est-elle ici, plutôt que là, aujourd'hui plutôt qu'hier, demain mieux qu'aujourd'hui ?

La décrire en elle-même est d'une bonne conduite scienti-

fique. Mais il faut la compléter. Car si, une fois l'objet étudié séparément des autres, on laissait là le travail commencé, l'étude serait comme suspendue en l'air. Où est la raison qui la lie aux autres et lui fait mettre pied sur terre ? C'est cette question que l'on devrait se poser toujours, les préliminaires une fois réglés. C'est plus que de la prudence, c'est de la méthode et de la bonne.

C'est ce que nous tâcherons de faire dans cette conclusion que nous voulons aussi ramassée que possible afin de la pouvoir présenter en un raccourci aisément saisissable.



Nous avons, dans ce chapitre, exposé d'une manière discontinue et sous des titres changeants, tels que l'héritage ou la division du travail, la propriété et les différences sociales, le progrès ou la civilisation et le communisme, le maurrassisme et le solidarisme, Egalité et Fatalité, Maurras et Durkheim ou Tocqueville, des questions diverses. Si on s'arrêtait là, ces questions-ci seraient comme dissociées les unes des autres et sans attaches communes. Il leur manquerait ces nervures qu'on voit dans les feuillages et qui tiennent les parties.

En mettant côte à côte les divers éléments de cette étude, on s'aperçoit qu'une seule cause les vivifie tous et fournit leur raison d'être : l'égalité.

Qu'il s'agisse de l'héritage, de la propriété, du progrès ou de la division du travail, on trouve derrière ces problèmes, ces théories ou ces institutions, se profiler le fantôme de l'égalité. Que disons-nous ! Se profiler ? Elle les embrasse de toute son immensité philosophique ou sociale, réelle ou théorique. Elle les embrasse de sa brûlante actualité et de l'importance vitale que lui signifient les hommes et qu'elle assigne aux choses qu'elle touche.

L'égalité est une question fondamentale pour la société d'aujourd'hui, primordiale pour l'humanité de demain et pleine d'embûches pour les privilégiés de la fortune. Elle est un des « universaux » des temps modernes et de nos préoccupations philosophiques dont elle forme, souvent à notre insu, le fond sur lequel on tissera la broderie. La broderie n'est rien moins que la Cité future.



Si l'égalité est l'élément essentiel qui donne vie aux choses que nous avons étudiées, demandons-nous maintenant *comment* l'égalité touche les diverses institutions et les théories qui les concernent, toujours d'après M. Maurras.

On le sait anti-égalitaire. Farouchement, violemment, tenacement. Il est le censeur impitoyable des idées égalitaires. Ne pouvant les brimer, il les critique ; ne sachant comment les encager, il s'en prend à elles d'une manière surtout théorique. Il fait leur procès logique.

Seule l'égalité est un mal. Du moins pour M. Maurras. Il reste à montrer comment elle et les conceptions maurrassiennes de la hiérarchie s'insinuent, pénètrent et lient les diverses parties de ce chapitre.

On se rappelle, entre autres, qu'au début de ce chapitre, parlant du Progrès économique et social, nous avons dit que M. Maurras n'admet pas la théorie du Progrès fatal. Cela cadre fort bien avec ses idées sur l'égalité. Le Progrès fatal est celui qui s'opère en ligne droite, sans brisures ni ralenti. Il élève toute l'humanité en même temps, considérée — cette humanité — comme un être unique. Il la nivelle en l'élevant sans cesse et uniformément, c'est-à-dire *égalitairement*.

Admettre la théorie du Progrès fatal, c'eût été accepter l'idée du fatalisme égalitaire et mettre en danger ses conceptions hiérarchiques. Pour ne pas aboutir là, M. Maurras rejette l'idée de Progrès fatal et la thèse de la non-fatalité égalitaire reste debout.

Un autre exemple : la propriété. Elle maintient les inégalités. Elle est donc approuvée par M. Maurras.

Ou bien l'héritage. Si la propriété crée et conserve les inégalités économiques, l'héritage les perpétue. Donc, la tradition doit être sauvée. Elle prolonge les privilèges et, en conséquence, elle est bienfaisante.

Quant à la division du travail, du moment qu'elle entraîne, par son développement, l'accroissement des inégalités, elle est un bien et signifie pour la société un progrès.

Il n'y a jusqu'à la confusion des différences et des inégalités qui ne serve la doctrine maurrassienne, en facilitant les appréciations défavorables.

M. Maurras est un homme logique.

*
**

Le problème de l'égalité pénètre toute la pensée maurrassienne et domine toutes ses conclusions. Elle en est la prémisse majeure. Tout est en fonction d'elle et les plus belles pages tournent directement ou indirectement autour des idées égalitaires.

Dans le chapitre précédent, nous avons, pour faire ressortir le caractère fondamental de la théorie maurrassienne de l'égalité, discuté surtout les *textes*. Ici, nous avons exposé, ou discuté, surtout des *théories* développées dans les textes cités. De cette manière, nous avons cru donner un son véridique de la pensée maurrassienne, en l'exposant par le moyen de deux méthodes qui se complètent.

CHAPITRE IV

OPPOSITION OU COMPOSITION ?

C'est encore là un titre emprunté à Charles Maurras et l'une de ses idées-mères.

A l'encontre de Karl Marx, qui prêche la lutte des classes et les oppositions économiques en vue de leur synthèse future et communiste, Charles Maurras préconise l'union des classes et le compromis des intérêts au moyen d'une synthèse nationale et corporative.

Guerre sociale, dit l'un. Paix économique, répond l'autre. Grève générale, disent les syndicalistes. Entente générale, réplique M. Maurras. Il sait combien la paix est précaire, et ce qui l'étonne ce n'est pas l'état de guerre, mais les quelques instants de paix. Ils sont fugitifs.

M. Charles Maurras est un homme passionné. Cependant, il fait montre d'un violent amour de paix. Il la sait bonne. Il veut la sauvegarder le plus longtemps possible. Car la guerre est un fléau. Elle naît « du jeu naturel des forces de la vie ». Il faut y voir l'effet presque constant et toujours redoutable, des passions tendues et des intérêts déployés. Elle fait des ravages.

La Paix est un chef-d'œuvre fragile et rare. Pour la réaliser, il n'y a pas assez de l'union de toutes les volontés ; pour la détruire, les maladresses d'un seul y suffisent. Elles sont amplement efficaces.

La situation étant telle qu'elle, il faut veiller à ce que la paix ne soit entamée par les imprudences de l'homme. Elles

sont catastrophiques. Afin de conjurer ce péril de guerre économique, il faut :

1° l'union ;

2° la soumission des hommes.

La première pourra être réalisée au sein de la corporation où les intérêts économiques, sans être confondus, se trouvent mêlés. De leur contact, s'il naît les frictions, il peut surgir aussi le compromis et les transactions qui adoucissent les angles.

La seconde condition pourra être réalisée par le triomphe d'une doctrine hiérarchique, enseignant aux hommes l'obéissance et l'humilité.

L'union des bonnes volontés comme l'obéissance des saines intelligences pourront, dans la mesure de leurs moyens et autant qu'il est humainement possible de le faire, réaliser la paix économique ou politique et sauver les hommes de la guerre qui détruit.

Cependant qu'on ne voie pas en Charles Maurras un pacifiste à la manière démocrate. Il a horreur du pacifisme. Il se dit être pacifique. Il abhorre le pacifisme provocateur ¹, et aime la paix que seul le nationalisme d'un Etat puissant et sage maintient ².

L'aversion de M. Maurras pour le pacifisme n'est si violente que parce que le pacifisme contient le germe de guerres plus cruelles que celles qui naissent sans lui ³. La Réforme et la Révolution étaient évangéliques. Elles ont déchaîné des calamités sans nom, des tueries innombrables et sans raison. M. Charles Maurras est convaincu que lorsque les membres d'une même cité politique se sont déclaré l'amour, donné un baiser Lamourette, et dit : la fraternité ou la mort, « ils ne tardent pas à mettre la guillotine en permanence ⁴ ». Ce pacifisme fallacieux et porteur de guerres n'est pris en considération par M. Maurras que pour en être durement critiqué. Et il s'agit aussi bien du pacifisme économique que de celui de la politique. Les deux sont aussi cruels.

1 *Dictionnaire Politique et Critique*. Page 279. T. I.

2 *Action Française*, 28 Janvier 1922.

3 *Action Française*, 20 Octobre 1914.

4 *Ibidem*.

**

Opposer ce qui doit être comparé⁵, tel fut selon le directeur de l'Action Française, l'erreur maîtresse du siècle. On a raisonné par soustraction — ce qui est le propre des démocraties économiques et politiques, diviseuses de par leur essence — au lieu d'agir par addition. Les démocrates procèdent par des « formules d'exclusion », et M. Maurras procède par « affirmations additionnées, composées, organisées ». Il plaît au maître du royalisme français de tenir sous un même regard les différentes formes par lesquelles s'enlacent et s'entr'aident les institutions naturelles. Là où l'esprit révolutionnaire dit : ceci tuera cela, le maurrassisme s'écrie : ceci pourra faire vivre cela.

« Le mal qu'il faut exclure est la compétition »⁶. Cette phrase, comme celle de tout à l'heure, reflète d'une manière saisissante les tendances conciliatrices d'une pensée violente. M. Maurras veut la paix en déclarant une guerre implacable au mal. Il fait la guerre non parce qu'il l'aime, mais lorsqu'elle est nécessaire. Son idéal est Rome qui n'aimait pas la guerre, mais qui la faisait. Toutefois il reste à prouver que Rome ne cherchait pas ce déplaisir. Cela est quelque peu difficile.

M. Maurras veut le compromis des intérêts et la composition des passions et des biens. Il a soif de paix. C'est grâce à elle que l'on peut travailler efficacement et, à l'abri des remparts de la Cité, s'adonner aux besognes créatrices. Il rêve d'une paix mâle, aux rudes vertus. Il répugne à ce qu'il appelle le « pacifisme bêlant » des hommes aveugles. La paix par la puissance et le travail. Il voudrait ceinturer la paix des forts redoutables. Derrière cette vigoureuse enveloppe, la substance sensible de la vie forcera.

Ce qui oppose est mal, ce qui compose est un bien. La guerre civile détruit, la paix crée. La mésentente affaiblit, l'entente soutient. Une cité ravagée par les premiers maux est condamnée au déclin sûr et rapide, à la ruine certaine, à la chute brusque ou lente, mais irrémédiable.

De l'opposition qui dépèce la société, M. Maurras a une instinctive répugnance. De la composition qui aide au dévelop-

5 *Action Française*, 1^{er} Novembre 1920.

6 *Enquête sur la Monarchie*. Page LXXXVIII

pement de la cité, il est l'ami. Il veut bannir l'une et faire triompher l'autre. D'autant plus que des milliers d'intérêts et de vies humaines dépendent de la force pacifique d'une cité progressive. L'enjeu est grand et il mérite tous les efforts. C'est pourquoi M. Maurras multiplie les adjurations de paix en y ajoutant au besoin des polémiques qui respirent la haine de l'adversaire et auquel il souhaite une mort cordiale.

*
**

La soif de compromis de M. Maurras nous rappelle des habitudes anglaises. Non pas que M. Maurras soit anglomane. Au contraire, il accable de ses sarcasmes les anglomanes quels qu'ils soient, aussi bien ceux du XVIII^me siècle que ceux du nôtre. « L'anglomanie républicaine » est sujette à fortes critiques sous les plumes de l'Action Française.

Sans doute, critique-t-il encore l'empirisme anglais⁷, mais il oublie son propre empirisme organisateur qui, si raisonnable soit-il, n'est tout de même pas le planisme rationnel des communistes.

Tous les voyageurs et les connaisseurs d'Angleterre, d'André Siegfried à André Maurois, s'accordent sur son caractère empirique et transactionnel. C'est lui qui a peut-être préservé sa paix intérieure et permis d'étendre sa domination maritime. Ayant la paix chez elle, l'Angleterre porta la guerre chez autrui.

Compromis et compositions paraissent aussi être les caractères du maurrassisme, et il est curieux de le constater d'autant qu'on montrera plus loin ce qui oppose l'esprit maurrassien à l'état d'esprit anglais.

*
**

La paix économique étant le grand désir de M. Maurras, il lutte de toutes ses forces pour la réaliser sur terre, plus spécialement en son pays. C'est là un grand dessein où il se rencontre

⁷ *Action Française*, 30 Avril 1908.

⁸ *Gazette de France*, 9 Mars 1899. « Il manque à l'Angleterre l'apanage viril, la raison... elle n'a que des empiristes ». M. Maurras est-il autre chose, si classique qu'il se dise ? Et son empirisme organisateur, est-il viril ?

avec des gens de toutes sortes, même avec des marxistes. Mais tandis que les uns attendent la paix pour demain, M. Maurras la veut dès aujourd'hui. Le présent peut et doit être tourmenté, mais à condition que l'avenir soit sauf, rien n'est perdu. Telle est la position marxiste. Tandis que M. Maurras veut réaliser la paix dans le présent. Il la souhaite autant à ses contemporains qu'aux descendants. Il veut du bien à tout le monde.

Le marxisme est froid aux douleurs présentes. Charles Maurras brûle de pitié devant ces maux qu'il veut guérir. Ni l'un ni l'autre ne veulent cependant faire de sensiblerie. Le royaliste veut éviter ces douleurs, épargner le mal aux hommes. Au contraire, pour le marxiste, la souffrance et le mal sont les moteurs indispensables de l'évolution sociale. L'esclavage, le servage ou l'expropriation des artisans par les capitalistes sont des plaies saignantes pour la société qui les étale. Mais si on avait voulu les supprimer ou les rendre plus discrètes, on aurait faussé les ressorts de l'évolution humaine, et il en serait résulté plus de mal que de bien. Pour l'homme marxiste, chaque étape est grevée de certaines mauvaises conditions, indispensables au progrès et à l'avènement des formes sociales supérieures. Pour avoir ce bien, il faut subir ces maux. Pour ce motif, le réformisme bourgeois ou les prédications de paix sociale sont des choses funestes, surtout si elles donnaient des fruits. Pas d'antagonisme, pas de progrès.

On aperçoit le contraste qui existe entre Maurras et Marx. Pas d'opposition, pas de progrès, dit le dernier. Pas de composition, pas de progrès, lui réplique le premier. Marx est partisan de la lutte des classes et Maurras de la paix sociale. On comprend la sympathie qu'il montre à la doctrine de Le Play.

Le marxisme rejette les mesures qui tendent à réformer la société. Il veut des moyens qui lui fassent subir des secousses. Or, Charles Maurras abhorre les révolutions et a un amour pour les réformes qui apaisent, même et surtout si elles ne sont radicales et définitives.

Marx ne veut comme mesures à prendre que celles qui, comme il le dit dans la préface du *Capital*, « peuvent abrégier la période de gestation et adoucir les maux de l'enfantement ».

9 « Il ne faut point, pour le marasme, faire de sensiblerie » écrivent Gide et Rist. Quant à Maurras, il critique la sensiblerie démocrate.

Les autres maux peuvent continuer. Il n'y a rien à perdre et tout à gagner.

Ce dédain ou cette indifférence de la souffrance humaine s'explique de deux façons. D'abord par cette idée simpliste que du mal peut sortir le bien. Prolongez-le. Laissons l'homme croupir dans cette mare stagnante des maux sans fin. Ensuite, elle est un héritage du libéralisme économique. M. Maurras est dans la ligne de la plus parfaite logique lorsqu'en s'attaquant aux marxistes il s'en prend aux libéraux classiques. Et il ne s'en prive pas.

Paix sociale, composition économique, tels sont les mots d'ordre du maurrassisme. A la lutte de classes, il oppose l'union des classes, et à la division des intérêts leurs compositions. Diviser pour régner, dit le fameux dicton. Regroupons-nous pour mieux vivre, dit Charles Maurras en parlant surtout à sa nation.

Nous diviserons le présent chapitre en plusieurs paragraphes, à savoir :

PARAGRAPHE I. — La paix et la civilisation économique.

PARAGRAPHE II. — La lutte des classes.

PARAGRAPHE III. — Le paysan.

PARAGRAPHE IV. — L'ouvrier.

*
**

L'idée qui pénètre tous ces paragraphes, les lie les uns aux autres et leur rend l'unité, c'est l'idée de paix sociale, opposée à celle de guerre des classes.

C'est l'idée maîtresse de ce chapitre et qui lui donne un sens. Qu'il s'agisse de la lutte des classes ou de l'ouvrier ou du paysan ou des biens mobiliers et immobiliers, c'est toujours de la conception de paix sociale, jointe à celle de la hiérarchie qu'il s'agit.

LA PAIX ET LA CIVILISATION ÉCONOMIQUE

Sont-elles ou non incompatibles ? Ce fut une des questions qui se posèrent à l'intelligence de M. Charles Maurras. Pour comprendre la manière dont il y répondit, il faut faire une distinction entre :

- 1° les causes *politiques* ;
- 2° les causes *techniques* des conflits sociaux ou des oppositions économiques.

Comme la paix est fragile et précaire, et qu'il faut batailler durement pour elle afin de la voir triompher finalement, sinon pour toujours, du moins le plus longtemps, et, si possible, aux moindres frais. Car M. Charles Maurras a une conception très « économique » du monde, si l'on peut dire.

En effet, s'il veut réaliser la paix sociale et assurer le triomphe de la Contre-Révolution et de ses doctrines hiérarchiques, c'est pour sauver les hommes des « effroyables » gaspillages de la Révolution. M. Maurras est économe de la vie des gens et de leurs richesses. S'il les met en garde contre les dangers qui les guettent, souvent avec rudesse, c'est afin de leur épargner des durs réveils et d'atroces lendemains. Il les adjure, il leur crie de prendre garde et de ne se laisser entraîner ni sur la pente de facilité, qui est celle de la paresse et de l'aveuglement, ni sur le chemin des guerres civiles où risquent de trébucher les civilisations.

M. Maurras a un faible pour la prévention. Il veut prévenir ses concitoyens des maux qui les attendent s'ils ne décident à s'adonner aux travaux de la paix civile. Or, prévenir c'est éviter aux gens de payer gros, leur fautes. La prévention est économie.

Ne serait-ce que par cet état d'esprit général, et M. Maurras serait assez près sinon de la science économique, du moins de principes de l'art économique.

M. Charles Maurras a consacré ses jours et ses travaux à veiller sur les destinées de la cité, s'il n'a pu les conduire, et à prévenir ses prochains, en leur donnant des conseils d'union sociale. En possession de sa vérité et convaincu du bien fondé de ses dires, M. Charles Maurras veut la propager en dépit des résistances qui se dressent devant elle et des obstacles sur lequel il bute sur son chemin, qui, s'il n'est pas celui de la Passion, est en tout cas bien rocailleux.

M. Maurras est si pénétré de principes qu'il recommande que lorsque ses adversaires lui disent : Mais vous n'avez pas de partisans, vous n'aurez guère de succès, il leur répond : la France fera ceci, ou bien elle périra, elle aura la monarchie ou elle doit préparer sa tombe¹⁰. Si la monarchie est impossible, le redressement de la France l'est tout autant. Il est vrai qu'il ajoute : En réalité, c'est la bonne république qui est impossible si la restauration de la monarchie peut être difficile.

De même, et par là même, on pourra faire la paix entre les citoyens. On pourra alors mieux s'entendre entre hommes du même pays. Mais il faut, pour cela, connaître et montrer la vérité, pareillement à cet historien grec qui écrivait :

« Moi, Hécatee le Milésien, je dis ces choses et j'écris comme elles me paraissent, car, à mon avis, les propos des Hellènes sont nombreux et ridicules »¹¹.

Les propos des Français aussi lui paraissent, à lui Maurras, nombreux et ridicules. Ils discutent sur ce qu'ils ignorent avec la passion d'un vieux peuple réthorique, et se disputent sur ce qui devrait les unir pour la vie et devant l'ennemi.

La vérité n'est pas affaire de suffrage universel. Elle est une question de coup d'œil. Que celui-ci vienne d'un seul ou d'une même masse humaine, la vérité ne change pas pour autant. Et si l'on est seul à la posséder, on n'a pas, pour cela, tort. On a raison contre le monde.

On voit tout de suite à quelle attitude, presque romantique, peut mener une pareille conception, pourtant juste et sensée.

¹⁰ Voir : *Enquête sur la Monarchie*.

¹¹ Cité par Charles Maurras dans *Au Signe de Flûse*, d'après l'ouvrage intitulé : *Les Formes Littéraires de la Pensée Grecque*, par M. Henri Ouvré.

Mais si on la possède, qu'on s'entête dans cette possession de la vérité, envers et contre tous.

« Nous sommes à trois ? — à quatre ? — à cinq ? — à dix ? — nous sommes Hécatee le Milésien », s'écrie Charles Maurras, en un accès de bel orgueil.

SECTION PREMIÈRE

CAUSES POLITIQUES DE L'OPPOSITION ÉCONOMIQUE

Elles sont deux : l'élection et l'égalité. En un mot : la démocratie.

Lorsqu'on se demande la raison des troubles sociaux et le progrès des doctrines pernicieuses à l'égard de l'Etat et à la paix sociale, Charles Maurras répond :

« Cherchez la cause politique »¹².

Nous diviserons cette section en deux parties, en parlant dans la première de l'élection, et dans la seconde, de l'égalité, toutes deux aspects de la démocratie.

SOUS-SECTION PREMIÈRE

L'élection

« Cherchez la cause politique » nous dit M. Charles Maurras, c'est-à-dire voyez l'intérêt électoral. Il se mêle de ce qui ne le regarde pour embrouiller des choses dont il profite. Il assure sa subsistance.

C'est lui qui trouble les rapports du Capital et du Travail. En effet, dit Maurras, un régime fondé sur l'élection étendue à tout, pour rappeler une expression de Balzac, fomenté une populace de candidats¹³. Nulle réforme ne peut venir à bout de cette populace. Comment le pourrait-elle ? Songez qu'un Etat ruineux et un budget énorme, fils de cet étatisme ventri-

¹² Voir : *Enquête sur la Monarchie*. Page 417. « Une campagne royaliste au *Figaro* ».

¹³ *Enquête*. Page 517.

potent, sont mis à la disposition du premier venu qui saura se distinguer aux yeux de l'électeur. Il est normal que tout le monde se jetât sur un pareil butin et cherchât une cause de trouble pour en vivre.

On voit avec quelle énergie Charles Maurras s'élève contre l'agitation sociale. Il était logique qu'il prenne position contre ces deux causes d'agitation sociale que sont, par l'intermédiaire de l'élection :

- 1° la grève ;
- 2° le progrès du socialisme.

A. — *Les grèves et la République.*

La période industrielle où nous sommes entrés, n'a pas mis à notre disposition une somme suffisante, selon M. Maurras, de faits et de matériaux d'où l'on puisse déduire des doctrines satisfaisantes sur l'organisation future du travail. On doit compter non seulement avec les éléments nouveaux de la grande industrie, mais aussi avec l'influence de ceux-ci sur les éléments anciens de la petite industrie. On doit aussi tenir compte de la perturbation apportée au XVIII^me siècle par l'introduction du système économique de Turgot et de la Révolution. De même, la théorie maurrassienne ne peut négliger l'état d'esprit du XIX^me siècle. Théoriquement, tout est à faire.

D'ici là, que faut-il ? Une seule chose : laisser aux mouvements économiques toute la liberté compatible avec l'ordre public. Cela ne veut pas dire que M. Maurras comprend la liberté de faire la grève comme la majorité de ceux qui les soutiennent ou les tolèrent.

Les neuf dixièmes de grèves ont des causes politiques. Tant que la politique s'immiscera dans les rapports du Travail et du Capital, ceux-ci manqueront de l'autonomie et de la netteté indispensables.

Quel est donc le devoir des hommes d'Etat ? S'attacheront-ils à défendre la liberté du travail individuel ou bien se mettront-ils à la réglementer et organiser ?

L'homme d'Etat contemporain ajourne toute solution doctrinale définitive et ne se prononce carrément ni pour la liberté

ni pour l'organisation du travail ¹⁴, mais il organise la défense du domaine économique contre le domaine électoral. Il éloigne du monde ouvrier l'agitation politique.

2° *Le progrès du socialisme.* — Il est dû toujours à la cause politique de l'élection. C'est un « scandale » ¹⁵.

Partout, écrit C. Maurras, le socialisme monte en France, dans les journaux, à la Chambre, etc.... Pourtant il est obligé de s'incliner devant la critique des faits. En dépit de cette désagréable et redoutable critique de faits, le socialisme s'accroît en France. On le comprendrait en Allemagne, en Belgique, en Angleterre, pays industriels et où la grande industrie absorbe la plupart des activités humaines et des ressources naturelles. Là-bas, le progrès socialiste serait un mal, mais explicable et dû à des causes *économiques*. Il n'en est pas de même en France où règne la petite et moyenne propriété ; il y a à peu près vingt millions de ruraux, et qui est le pays d'élection de la classe moyenne. Il y a une grosse différence entre le nombre des ouvriers et les « majorités formidables » que donneraient, additionnés, le nombre des ruraux, des rentiers, des petits et moyens propriétaires des villes de France. Par conséquent, la venue du socialisme n'est pas due en France à des faits économiques, mais à des causes politiques. Le progrès socialiste résulte d'une impureté et d'un artifice. Il procède d'un élément étranger à un ordre économique : l'élection. « C'est un scandale politique, rien de plus » ¹⁷, conclut M. Charles Maurras.

SOUS-SECTION DEUXIÈME

L'égalité, l'envie et la Civilisation matérielle

Pour comprendre l'importance de cet élément qu'est l'égalité et la manière dont il se lie à notre question, il faut aller loin, jusqu'à la définition que M. Charles Maurras donne de la civilisation. Et si dans la sous-section précédente, en parlant de l'élection, nous avons exposé la question d'un point de vue terre à terre, ici nous l'étudierons d'un peu plus haut.

14 Cet article fut écrit il y a à peu près quarante ans.

15 *Soleil*, 3 Avril 1901.

16 *Enquête sur la Monarchie*. Page 514.

17 *Enquête sur la Monarchie*. Page 517.



M. Maurras distingue entre la *civilisation* et les *civilisations*. Il y eût une civilisation en Chine, aux Indes, au Pérou, mais quelque développées qu'aient été ces diverses civilisations, elles ne sont pas la civilisation. Celle-ci ne se définit pas par le « nombre des biens » ni pas la quantité des richesses »¹⁸, mais par la qualité, qui limite et arrête.

On ne peut définir la civilisation par le nombre ni par la quantité parce que toute quantité peut être accrue sans cesse et parce que tout nombre est sujet à un accroissement indéfini. L'énorme ou le grandiose, tout ce qui dépend de la quantité ou du nombre, ne promet à l'homme que déception. Une colonne de cent pieds peut être haussée de cent autres pieds et ainsi de suite.

L'amas des choses n'est rien. Plus il s'enfle, plus il excite nos désirs et décourage nos efforts.

« Désir, vieil arbre à qui le plaisir sert d'engrais », s'écriait déjà Baudelaire. Et pour Charles Maurras, le bien n'est pas dans les *choses*, mais dans l'*ordre* des choses, non pas dans le *nombre*, mais dans la *composition*. Il ne tient pas à la *quantité*, mais à la *qualité*. Et les Grecs firent bien d'introduire dans le savoir humain la « sainte nation des limites ». L'idée du point de perfection et de maturité les domina.

Lorsque le roi Salomon dressait la nomenclature des plantes, il croyait faire de la science. Mais Aristote nous enseigna que ce catalogue des connaissances n'est qu'un point de départ, que la science exige l'ordre qui n'est ni celui de la grandeur ni celui de la petitesse, mais celui de la qualité et de la mesure.

L'âme chagrine et mécontente de l'homme ne sera jamais satisfaite par le nombre, celui-ci pouvant être accru. Seule la qualité d'une œuvre repose l'homme, car la perfection se limite aux points précis que la définissent et s'évanouit au-delà.



La quantité ne satisfait jamais et rend l'homme avide sans cesse plus cupide. Le nombre excite et n'apaise nullement.

Voyons maintenant ce qu'est la démocratie, toujours d'après M. Maurras. Elle est nombre et quantité.

La démocratie, écrit-il, est le gouvernement du nombre. Elle est aussi égalité. On voit ainsi comment la notion d'égalité rejoint celle de quantité. Et là nous n'avons pas recouru à notre méthode de prolonger la doctrine maurrassienne en liant les points que M. Maurras a négligés. Au contraire, M. Maurras lui-même affirme que « la démocratie est le règne de la quantité ou du nombre ; elle ne peut être celui de la qualité ». Et il spécifie que cela n'existe pas en vertu d'un décret de sa fantaisie, mais que c'est une conséquence naturelle.

Si l'égalité est quantité, le privilège est qualité. Il arrête, limite et satisfait. On aperçoit tout de suite les effets que l'on peut tirer de cette assimilation déduite de la doctrine maurrassienne de la civilisation. L'égalité qui est quantité, est donc toujours insatisfaite, entretiendra partout le mécontentement ; elle sera une cause de trouble social et d'opposition économique. Par conséquent, le système médiocratique et égalitaire est mauvais et crée un climat insalubre pour la paix sociale.

De son côté, le privilège, qui est qualité, limite les désirs et assure la satisfaction générale. Par conséquent, le système hiérarchique est le meilleur, car il entretient la paix sociale. La dialectique maurrassienne est serrée et subordonne tout à l'idée d'égalité et de hiérarchie.

On comprend maintenant pourquoi la démocratie est envie et cupidité¹⁹. Parce qu'elle est le régime de l'insatisfaction générale, surtout par les appétits en quantité qu'elle réveille. Le désir, ce vieil arbre auquel le plaisir sert d'engrais, se développe à l'infini dans une démocratie où tous les emplois sont ouverts à tout le monde. La liberté d'accès est indéfinie. Et plus on monte, plus on veut davantage profiter des biens de l'Etat.

La démocratie, l'égalité, la quantité, enflent, excitent et encouragent nos désirs d'accession sociale et de jouissances économiques. Elles les multiplient sans trêve.

C'est le régime du n'importequisme, s'écriait Charles Benoist dans les « Maladies de la Démocratie ». N'importe qui, n'importe où, n'importe quand, n'importe comment, n'importe pourquoi. Dans ce cas, tout le monde peut être roi et puissant.

¹⁹ *Dictionnaire*. Page 339. T. I.

La démocratie c'est l'envie, déclarait Proudhon. La démocratie est une prime à la cupidité, ajoute Charles Maurras. L'homme étant insatisfait et mécontent de par sa nature, la démocratie excite cette insatisfaction originelle au profit de ses propres calculs. Elle pousse l'homme à demander davantage, à exiger toujours et de plus en plus. Ses criailleries indécentes deviennent aiguës. On ne peut s'entendre avec lui que difficilement. De cette insatisfaction excitée à la guerre civile, de la guerre larvée au conflit déclaré, il n'y a qu'un pas que l'homme et la démocratie franchissent allègrement. D'où querelles sociales, disputes collectives et oppositions économiques.

Comment faire pour y parer ? La solution maurrassienne est simple. Si l'égalité est quantité, et celle-ci insatisfaction, si l'égalité excite l'orgueil humain qui trouble la paix sociale, en lui ouvrant des horizons infinis ou des accès autrefois fermés à lui, il faut finir avec l'égalité. Comme l'égalité est surtout désobéissance, dont la source est l'orgueil provocant de l'homme, il faut apprendre aux hommes à obéir. Car la soumission est la base du perfectionnement.

Nous voilà revenus aux principes positivistes de Comte et, par un détour, aux principes hiérarchiques du maurrassisme. Nous avons bien le droit de dire que la dialectique maurrassienne est bien cohérente.



Si la doctrine maurrassienne est cohérente, elle n'est pas exempte de toute critique. Après l'avoir exposée, il reste à critiquer ses conclusions hiérarchiques aussi bien que ses prémisses anti-quantitatives et anti-égalitaires.

M. Maurras est positiviste, et il accepte l'idée qui est de la politique une science²⁰. Mais il donne de celle-ci, comme de la Civilisation, une notion quelque peu fausse. Sans doute, la qualité est limitée, mais il y a une infinité de qualités comme il y a une multitude de nombres. La Civilisation n'est pas qualité, mais une infinité de qualités. Par conséquent, la notion de qualité ne peut pas échapper à la domination du nombre. Elle en est régentée.

De même, pour la science. Elle n'est pas composition, mais

une infinité de combinaisons, elle n'est pas ordre, mais une multitude innombrable d'ordres. La science est l'infini, et par conséquent indéfiniment insatisfaite. Or M. Maurras a fait de la science la base de l'ordre hiérarchique qui serait un ordre satisfait. Ainsi, la saturation naîtrait de l'insatisfaction.

La doctrine de paix sociale de M. Charles Maurras repose donc sur une contradiction. Il suppose qu'une société hiérarchique est la seule conforme à la science, assure seule la paix et la satisfaction. Mais on voit que la science qui lui sert de fondement est d'une toute autre opinion. Elle s'avise à fonder autre chose : une synthèse du nombre et de la qualité.

Lorsque M. Maurras écrit froidement : l'inégalité ou la mort, il spécifie que ce n'est pas tel ou tel qui parle ainsi, mais « l'irrésistible nécessité scientifique »²¹. A la bonne heure, mais cette science a été comprise de travers. Car la science est l'infini. Preuve : le progrès incessant de la technique. Il procède, aujourd'hui surtout, du progrès constant de la science et de ses découvertes. Si la science était limitée, et la Civilisation de même, comment alors cette science de Salomon, qui est devenue celle d'Aristote, et cette Civilisation s'enrichissent d'un nombre infini de qualités ?

En voulant appeler à son secours la science et la Civilisation, la qualité et le privilège, pour démontrer la vérité et la valabilité de la doctrine pacifique des hiérarchies sociales, M. Maurras a voulu faire trop de choses. Respectueusement nous ferons remarquer qu'il y échoua. Car la Civilisation, pas plus que la science, n'est pas *une* qualité, ni *la* qualité, mais *des* qualités.

Soutenir le contraire, c'est mettre de nouveau M. Maurras en contradiction avec lui-même, ce qui ne serait guère charitable. En effet, il y a dans la doctrine maurrassienne plusieurs couples d'oppositions auxquelles M. Maurras tient beaucoup, à savoir : *la Science et les sciences* ;

la Liberté et les libertés ;

le Progrès et les progrès.

21 *Enquête sur la Monarchie*, Page 118.

La première partie est douée de majuscules, la seconde de minuscules. C'est à celle-ci que M. Maurras voue son admiration et qu'il approuve. Pour rester dans la logique du système, il faudrait, lorsqu'on dit : Qualité ou qualités, conclure que M. Maurras aime les premières et répugne aux secondes comme à des « nuées » métaphysiques. Il n'en est rien. Et il fait de la Science et de la Civilisation, donc de ce qui englobe tous les valeurs des progrès, sciences et libertés auxquelles M. Maurras tient tant, la Qualité.

Bien plus encore ! S'il aime les sciences, les libertés et les progrès, pourquoi ne répugnerait-il aussi à la Civilisation ? Or après avoir étudié les civilisations, c'est sur la Civilisation qu'il s'arrête et qu'il paraît préférer.

En résumé, on peut dire que cette tentative de lier l'égalité à la quantité et celle-ci à l'insatisfaction, à l'envie, à la cupidité, aux exigences démesurées, donc au désordre social et aux oppositions économiques, peut-être considérée comme infructueuse.

De même, la volonté de lier le privilège, la qualité, la limite qui arrête et qui satisfait à la science qui est limite et qualité, le tout soutenant les hiérarchies sociales génératrices de paix publique, ne pouvait qu'échouer dans ses desseins.

M. Maurras a voulu embrasser beaucoup de choses et prouver beaucoup. Il s'est appuyé sur la Science qui est limite et la Civilisation qui est qualité, comme il s'est appuyé sur la Biologie, c'est-à-dire mal. La Biologie, aux débuts incertains, ne pouvait que le tromper. La définition qu'il a donnée de la Civilisation, et surtout de la Science, par le fait même qu'elle excluait l'infini, ne pouvait qu'être fallacieuse. D'autre part, la Civilisation qui dure plus longtemps que la vie humaine, et qui voudrait durer éternellement, implore, si elle ne contient la notion d'infini. Elle voudrait vivre indéfiniment. Lui arracher l'infini, c'est lui arracher la vie, chose dont Maurras ne voudrait pas, lui le défenseur de la vie.

N'empêche qu'en dépit de ses contradictions, le maurrassisme forme un bloc imposant. La doctrine maurrassienne est *cohésive*, mais *contradictoire*.

SECTION DEUXIÈME

CAUSE TECHNIQUE DE L'OPPOSITION ÉCONOMIQUE

La doctrine maurrassienne est si bien construite, que les développements qui vont nous occuper tourneront eux aussi au profit de la théorie qui fait de l'égalité une notion quantitative et insatisfaite, et donc provocatrice de mécontentement.

Dans cette section, nous montrerons comment M. Maurras démontre le matérialisme comme fauteur de guerres civiles ou nationales. Il serait un fléau.

Il y a une contradiction, ou plutôt un retournement dans sa théorie concernant ce sujet. Contre Marx, le doctrinaire de : « *pas de conflits, pas de progrès* », M. Maurras oppose le : *composons pour avancer*, mais contre les Pacifistes qui veulent la paix à tout prix, il cite le dicton grec : Ο πόλεμος πατήρ πάντων, la guerre, père de tout.... Enfin, on voudrait bien savoir quel état est créateur : Celui de la paix ? Soyons pacifistes. Celui de la guerre ? Soyons marxistes. Et Monsieur Maurras nous répondrait comme il le fait dans « *Politique naturelle* », que la dualité est le fait du monde. Mais alors pourquoi vouloir substituer l'hérédité à l'élection, comme le désire M. Maurras. Laissons-les vivre côte à côte. Du moment qu'il s'agit de faire une politique naturelle, soyons conformes à la nature, si l'on veut être d'accord avec la logique.

*
**

Abstraction faite des contradictions rencontrées, il reste que M. Maurras soutient une doctrine de paix sociale. Il montre aussi les dangers du progrès matériel : la guerre. En homme logique, pour tourner la guerre, il faudrait éviter le progrès. M. Maurras ne le veut pas. Il supporte joyeusement ces contredites. Nous aussi, parce qu'il le faut bien.

Il y a encore une remarque à faire avant d'entrer dans le vif du sujet. C'est que là-dessus, la doctrine Contre-Révolutionnaire est, en dépit de ses contrariétés, puissamment cohérente. Peut-être sans le vouloir.

Le progrès matériel, en créant l'industrie, en multipliant

les valeurs, en accroissant les désirs, en accusant les exigences, fait naître l'égalité par la multiplication des produits qu'elle entraîne. Donc, par la notion de quantité qu'elle contient. De son côté, la doctrine hiérarchique est plutôt spirituelle que matérielle, elle met l'accent sur l'obéissance, la soumission et les restrictions. C'est d'ailleurs le seul moyen d'assurer la paix sociale. On le fait, en étouffant le désir. Les masses se voient contraintes. Par là même, elle changent. Cette doctrine de paix sociale et de hiérarchie humaine est, elle aussi, germinatrice de désaccords.

Mais il y a autre chose encore. La doctrine hiérarchique, qui est aussi corporative, préconise, par son idéal de vie, une économie stationnaire. Mais les besoins humains s'accroissent sans tenir compte de la doctrine. Il y a là un germe d'insatisfaction sociale, tout comme dans la doctrine égalitaire, mais en sens inverse. Chez la dernière, l'insatisfaction naissait d'une évolution dans le sens du *plus*, et chez l'autre dans le sens du *moins*.

SOUS-SECTION PREMIÈRE

La Guerre et l'Industrie

La cause technique de la mécontente générale est le progrès de l'industrie. Du moins M. Maurras l'affirme. Le progrès matériel est, à son avis, générateur des guerres et plein de perturbations qu'il suscite par sa production effrénée.

Exposons dans le détail ces idées maurrassiennes.

TITRE I

« Une critique de la guerre »

Les loups ne se mangent pas entre eux, parce qu'ils trouvent dans la nature, abondamment, de quoi satisfaire leurs besoins. La chair de l'agneau sous la dent du loup est préférée.

rable à la chair des autres loups. Mais le problème change lorsqu'il s'agit de l'homme. Il en faut parler autrement.

« L'homme est naturellement anthropophage », constate M. Charles Maurras²³. Né industriel, ou devenu tel, l'homme ne mange que les produits de l'industrie de l'homme. A plus forte raison le fait-il lorsque la civilisation progresse et se complique. L'eau des sources, pour donner un exemple, apportée en bouteilles, est un produit humain. La main de l'homme est devenue intermédiaire entre la nature et la bouche de l'homme. C'est là une source d'amour et de haine.

Plus la valeur du monde augmente par sa mise en valeur, grâce à la main humaine, plus s'accroissent les chances de conflits entre les propriétaires de tant de richesses. Les choses que l'on possède peuvent être perdues, celles qui nous manquent peuvent être ravies à ceux qui les possèdent. Qui terre a, guerre a, ce proverbe est vrai de toutes les possessions, qu'elles soient agricoles ou industrielles, et de toutes les transformations de l'intelligence humaine et de ses découvertes. C'est donc en vertu de sa noblesse, c'est-à-dire de son ingéniosité, que l'homme est un brigand, s'écrie M. Maurras. Voilà une affirmation pour le moins imprévue.

Mais ce brigandage, continue M. Maurras, c'est la guerre tempérée par l'institution sociale. Car les sociétés ont besoin de paix. Comme dit Aristote, les villes sont nées de l'amitié des hommes contre d'autres hommes, et l'institution sociale a pour but de canaliser les instincts belliqueux contre l'étranger, contre le dehors, et de faire aussi régner, en son sein, la paix. Les violences intérieures sont considérées comme des perturbations et punies sévèrement parce qu'elles peuvent détruire la Cité. Et M. Maurras tire, de cette constatation, une conclusion anti-socialiste. D'après lui, la guerre civile est pire que la guerre étrangère, et doit être mise au ban de la Civilisation, tandis que les Socialistes préconisent la guerre civile et recommandent la lutte des classes justement pour créer une plus belle Cité, et non pas comme le soutient le théoricien monarchiste, pour « détruire sa raison d'être »²⁴.

Avec le progrès industriel, la cité devient chaque jour plus

²³ *Gazette de France*, 24 Mars 1904.

²⁴ *Gazette de France*, 24 Mars 1904.

riche d'objets valeureux, c'est-à-dire dignes de désirs. Il est fatal que les convoitises augmentent et, avec elles, les conflits.

*
**

Ayant exposé, critiquons. Trois propositions ont retenu notre attention :

- 1° l'accroissement des richesses entraîne les conflits ;
 - 2° la société canalise les instincts belliqueux contre le dehors ;
 - 3° la guerre civile est pire que la guerre nationale.
- Reprenons-les une à une.

A. — *L'accroissement des richesses, cause de conflits.*

Qui terre a, guerre a, nous rappelle M. Maurras en spécifiant que ceux qui possèdent peuvent perdre leurs possessions, et les pauvres les *ravir* aux riches.

Pourquoi *ravir*, lorsqu'on peut *produire* ? Si un homme a fait une chose, un autre homme le peut aussi, par son ingéniosité. Un homme travaille, un autre aussi peut le faire, à moins d'être complètement invalide. Ravir n'est pas une solution.

D'autre part, le progrès industriel, en s'accusant, prouve une chose : l'aire de la *production* s'étend aux dépens du *brigandage*. En effet, l'industrie est production, et progresser c'est produire. Du moins, en ce sens-là. Il est fatal que l'homme, devenant de plus en plus industriel, s'intéresse davantage à la production qu'au brigandage. Ici, voyons-nous, la doctrine maurrassienne se trouve contredite par la logique, en attendant qu'elle soit par les faits. Car il faut reconnaître que depuis la Révolution industrielle à nos jours, il y en eût de nombreuses. Mais établir des rapports logiques et nécessaires entre l'industrie et la guerre c'est forcer le sens des choses. Là où M. Maurras constate des *relations de causes à effet*, il y eut en réalité de simples *coïncidences*.

Depuis les millénaires, l'homme avait pris la bonne habitude de se battre. C'était devenu un pli. Et il s'est *trouvé* qu'à un moment donné l'homme d'industrie mit à la disposition de l'homme de guerre ses engins. Ce n'était pas une fatalité, mais l'effet d'un hasard. Entraîné par ses vieilles coutumes, l'homme s'est *servi* des nouveautés, il n'a point été *provoqué* par elles.

Bien plus, en vertu du raisonnement que nous avons fait,

l'absence de l'industrie était une cause de guerre. En effet, l'aire de la production industrielle étant, hier, très rétrécie, il était fatal que celle du brigandage soit très étendue. C'est donc l'absence d'industrie et la pauvreté, et non pas l'industrie et l'abondance qui ont déclenché la guerre. A partir d'un certain point, l'homme, si égalitaire soit-il, s'habitue à l'abondance et à la satisfaction. Il est repu.

Ventre plein ne fait pas révolution. Or l'abondance par l'industrie multiplie les individus saturés ou vivant dans l'aisance.

Mais il y a une part défectueuse dans le raisonnement maurrassien et qui explique son erreur. Elle provient d'une confusion. M. Maurras confond *valeur* et *abondance*, les hauts prix et la richesse. La valeur est grosso modo rareté. De là vient son prix. Or l'industrie, en accroissant le *nombre* des objets produits, diminue leur *valeur*. Par conséquent, les causes de troubles diminueront.

« L'idée de richesse est opposée, comme l'écrit fort bien M. Ch. Gide, à celle de valeur, car le mot richesse implique l'idée d'*abondance* ; — on est d'autant plus riche qu'on a plus de biens, — tandis que la valeur est liée à l'idée de rareté. *Tout progrès industriel qui diminue la peine et le travail, diminue la valeur, mais augmente la richesse* » ²⁵.

Ce n'est donc pas « la valeur du monde » qui augmente, comme s'exprime M. Maurras, mais sa richesse, par le progrès des industries et des arts. Le monde peut étouffer de biens. Pourquoi s'étranglerait-il lui-même ?

Les conflits de l'âge industriel sont transitoires et derniers vestiges des temps que l'on désire révolus. Ils passeront. Au bout se trouve la paix. Car l'industrie est cause de paix et le progrès entame la guerre. Il peut encore y avoir des guerres — pendant cent ans, deux cents ans, mille ans, deux mille ans, etc... — mais la paix est fatale.

Trahi par ses instincts de guerre, l'homme la fera même aujourd'hui ou demain, où il n'aura plus besoin d'en faire, mais l'après-demain en sera quitte. L'homme forcé à remplir une fonction, continue, en vertu de l'inertie, à l'accomplir même

lorsqu'elle n'a plus aucune raison d'être, comme ces organes qui, tout en dégénéralant, restent à l'état de réminiscence, rappelant une fonction oubliée ou délaissée. La guerre est une force d'inertie. C'est pourquoi elle est redoutable, et l'humanité ne s'en défaira pas facilement, mais elle y arrivera un jour ou l'autre. C'est écrit dans les files de la science.

L'industrie ne *provoque* pas le guerrier, car c'est lui le provocateur. L'industrie ne se présente à lui que comme une *utilité* efficace, mais non pas comme un *moteur* d'action. Elle peut *faciliter* sa tâche, elle ne l'y *pousse* pas.

Cependant, l'antidote peut venir du poison. L'industrie amenant les « guerres infernales » guérira peut-être l'humanité de la guerre par la terreur de la guerre.

Même dans les guerres infernales que prépare l'industrie, il faut voir une des causes de la paix finale et point un argument contre son pacifisme. L'industrie peut créer ces guerres-là, elle n'est pas guerrière. Ce n'est pas sa faute si les vieilles habitudes appliquent leur savoir-faire aux nouvelles choses, afin de s'en emparer et de leur donner une direction étrangère à leur nature et à leur esprit.

Si l'on voulait maintenant résumer sur ce point la pensée maurassienne, nous écrivions :

L'industrie *exige* la paix, mais *pousse* à la guerre. Elle exige la paix, car l'industriel en a besoin pour son travail. Elle pousse à la guerre par l'accroissement du nombre de sujets dignes de désir.

— Oui, mais elle y pousse temporairement, répondrions-nous.

B. — *Canalisation sociale des instincts guerriers contre le dehors.*

C'est-à-dire contre l'étranger. Pour que les hommes aux aptitudes carnassières ne commettent trop de dégâts, on les exporte chez autrui. En faisant du mal à cet étranger, il sera un héros et un bienfaiteur pour sa nation et sa cité. En tuant des hommes il aura servi un idéal.

De cette manière, la cité aura trouvé un bon emploi à ses déchets. Bien plus encore, elle en aura fait des hommes d'exception. C'est là le comble de l'économie. Celle-ci consiste à

avoir le moins possible de rebuts. La guerre arrive à en faire des produits de première qualité. Les politiques d'alors étaient ingénieux.

Qu'il s'agisse du voisin qui vous a fait du mal et que les frictions quotidiennes vous ont rendu peu sympathique, ou qu'il s'agisse de l'homme lointain qui ne vous a rien fait, mais qui a le tort de ne pas avoir des armes assez puissantes pour vous riposter, on fera à tous ces gens-là une guerre sans merci, afin, entre autres, d'utiliser, et même d'*uscr*, jusqu'à la dernière lueur de vie, les auteurs possibles des troubles nationaux. Pour ne pas donner, chez nous, libre cours à leurs talents et pour éviter les dégâts qu'ils peuvent entraîner avec ce qu'on appelle aujourd'hui, leur puissance dynamique, on fait, à l'étranger, le cadeau de nos belles énergies nationales. Belles étrennes de mort.

Cependant, si l'on voulait *prolonger* le raisonnement maurassien, on aboutirait à des vérités saint-simoniennes. En effet, vouloir diriger l'action de la cité contre le dehors, c'est-à-dire contre l'étranger, qu'est-ce sinon vouloir en quelque sorte empêcher l'exploitation de l'homme par les siens ? Mais l'homme admet facilement qu'on puisse exploiter les autres. Pourtant, l'esprit humain est logique et agit par extension. Il se dira : pourquoi faire la guerre, même aux autres, du moment qu'ils sont des hommes comme nous ? Mais si l'on ne peut plus exploiter l'homme, comment fera-t-on pour vivre ? On exploitera la nature. Et dorénavant, l'ordre social aura pour unique objet l'action des hommes sur les choses, proposition bien saint-simonienne. M. Maurras nous mène parfois à Saint-Simon.

Bien plus encore, l'idée maurrassienne que l'homme est anthropophage ne se justifie nullement. Car si l'homme mange les produits de l'homme, il a créé à son tour, et à l'anthropophagie, il répond par la philanthropie.

C. — *La guerre civile est pire que la guerre nationale.*

C'est là une position anti-socialiste et nationale. Elle suppose que l'on met sa nation, sinon au-dessous de tout, du moins au-dessus des autres nations. Ces appréciations sont sujettes à l'erreur. Et on peut montrer leur caractère erroné en leur appliquant la même méthode logique d'extension. Pourquoi une

cité serait-elle préférable à l'autre ? Que toutes soient aimées. En ce cas, la guerre civile et la guerre étrangère seront *également* mauvaises.

SECTION TROISIÈME

REMÈDES

Comment remédier aux crises d'oppositions économiques ? Par deux moyens : en faisant des prolétaires, des propriétaires et en restaurant la monarchie.

Ce sont là les solutions recommandées par la politique maurrassienne.

SOUS-SECTION PREMIÈRE

Prolétaires et propriétaires

Si le prolétaire ne devient propriétaire, M. Charles Maurras prévoit les pires conséquences. Car de tous les malheurs, le plus général, « c'est le hideux scandale du prolétariat »²⁶, dû à l'état anarchique et inorganique de la grande industrie. Le travailleur n'a d'autre bien que son corps et les enfants qu'il engendre. Il est un deshérité et un nomade. L'ouvrier est sans attaches²⁷.

Dans le débat des conditions du travail, il est le plus faible, et en cas de refus du travail, il est réduit à la mort sans phrase. Il manque à cet ouvrier un statut professionnel et une propriété.

Contre l'exploitation de l'ouvrier, le prolétariat s'est mis en révolte ouverte. Cependant, note M. Maurras, ce n'est pas lui qui a commencé. L'oppression ou l'exploitation capitaliste est la première en date. Celle-ci, à son tour, a déclenché le mouvement de résistance ouvrière et failli mettre en danger la paix sociale et l'ordre public²⁸.

Comment a-t-elle pu sévir cette exploitation socialiste ? Qui

²⁶ *Action Française*, 8 Janvier 1910.

²⁷ *Politique Naturelle*. P. XLIX.

²⁸ *Action Française*, 8 Janvier 1910.

l'a favorisée ? C'est la liberté de travail provoquée par la désorganisation révolutionnaire.

M. Maurras ne veut pas, par là, diminuer les mérites des grands capitaines d'industrie qui, depuis la fin du XVIII^{me} siècle, ont créé un nouveau monde. Mais ces « dynastes » n'ont pas pensé à tout. Et d'abord ils n'ont guère pensé à assurer les conditions de vie de leurs ouvriers et de leurs familles.

Le prolétariat forme une barbarie nombreuse campée au milieu de la société. Elle est un danger pour l'ordre et menace de nuire à toute propriété et toute nationalité. Pour éviter un pareil danger, il faut solidement attacher au sol le prolétariat. Pour ce, il faut le rendre propriétaire.

SOUS-SECTION DEUXIÈME

Les Réformes Ouvrières et la Monarchie

Le régime ouvrier que l'on doit instituer aura beaucoup de difficultés à surmonter et il souffrira de bon nombre d'abus. Mais par la restauration de la royauté, et l'influence personnelle du Roi, de la Reine et de la Cour, la surveillance des malheurs sera efficace. Par le règne du roi, les nouveautés trop cinglantes ou les expériences trop brusques seront réduites quant à leurs effets sur les hommes.

Ainsi à la place de cet Etat bureaucratique établi par la démocratie, et qui est sans entrailles, on mettra un Etat humain, un Etat honnête homme, soucieux de sauvegarder l'avenir de la race.

Pour ce faire, il devra satisfaire aux revendications proprement ouvrières de la grande et surtout de la très grande industrie. « Ces revendications sont souvent très humaines » ²⁹, écrit en propres termes M. Charles Maurras. Le collectivisme marxiste, l'anarchie, l'internationale, la république s'en sont emparés vers le milieu du XIX^{me} siècle. Mais ces rencontres du socialisme et des revendications ouvrières, ces alliances de la République et du prolétariat n'étaient pas *nécessaires*. Elles étaient *accidentelles*. Cette idée maurrassienne est très importante, car

²⁹ *Action Française*, 28 Janvier 1927.

elle lui permet de tirer, en faveur de la restauration royale, des conclusions bien optimistes.

Elle lui permet de dire que l'on peut fort bien concevoir une politique ouvrière très hardie et très bienfaisante, *en liaison* avec une monarchie forte. D'autant plus que cette politique est inscrite au programme royal des prétendants au trône de France.

Et ce n'est pas là un simple programme. Pour étayer son argumentation, M. Maurras rappelle la politique sociale des Hohenzollern, bien plus avancée que celle de la République Française. Et il rappelle les sarcasmes dont Guesde et le socialiste allemand Behel accablaient Jean Jaurès, au Congrès d'Amsterdam de 1904, en lui faisant remarquer le caractère bienfaiteur de la politique impériale d'Allemagne.

PARAGRAPHE II

LA LUTTE DES CLASSES

M. Maurras l'a en horreur. Il n'admet pas cette doctrine de ruine sociale qu'il veut remplacer par une politique d'union sociale. Il le veut de toute sa force et développe, en conséquence, les raisonnements nécessaires pour bien se faire comprendre.

Pour rendre plus explicite notre exposé, nous le diviserons en plusieurs sections, savoir :

SECTION I. — De quoi est faite la Société.

SECTION II. — Les Classes et l'Etat démocratique.

SECTION III. — Classe et individu.

SECTION IV. — Les Classes, Gobineau et l'Action Française.

SECTION PREMIÈRE

DE QUOI EST FAITE LA SOCIÉTÉ

L'existence des classes est, d'après M. Charles Maurras, une preuve de plus contre la doctrine démocratique de l'uniformité et de l'égalité. Il y a des classes, et le législateur doit en tenir compte pour régler les intérêts et les goûts particuliers aux habitants d'une même zone sociale.

M. Charles Maurras admet volontiers que l'on se batte de classe à classe. Mais il note tout aussitôt que la paix ne règne pas toujours à l'intérieur d'une même classe. Entre pairs on s'entretue avec joie. Qu'il s'agisse des aristocraties gouvernantes ou des bourgeoisies, la même animosité soulève les familles d'un secteur social. De même, dans la classe ouvrière ou le quatrième Etat, entre les Rouges et Jaunes, les Jaunes et les Indépendants. La rivalité des Montaigus et des Capulets n'est pas spéciale à une seule classe.

Sans doute, les guerres intestines qui ravagent une même classe peuvent cesser à la suite des exigences de l'intérêt commun. Mais il peut advenir la même chose des luttes de classe à classe qui prennent fin à la suite d'un sage compromis.

La société peut être divisée par étages, mais cette division, que M. Maurras reconnaît être naturelle ³¹, n'est pas la seule. Et là-dessus il émet une opinion juste et originale.

D'un degré à l'autre de l'échelle sociale, il peut y avoir des rapports d'étroite solidarité, et cela du plus bas au plus élevé. L'industrie du pain ou celle du bâtiment, par exemple, s'étendent des plus humbles rangs de la vie rustique ou urbaine aux plus élevés. De là, M. Maurras tire la conséquence suivante, à savoir que : la solidarité entre les hommes qui créent les *mêmes produits* peut être aussi profonde que la solidarité des *hommes d'une même classe*. Celle-là est plus pacifique que celle-ci, et M. Charles Maurras la préfère. Il subordonne les *classes* aux *corps de métier*, qui réunissent les classes et les membres de la nation ou lieu de les diviser. Et il veut que les honnêtes gens acceptent désormais comme devise : paix sociale, constitution, corporation ³².

SECTION DEUXIÈME

LES CLASSES ET L'ÉTAT DÉMOCRATIQUE

M. Charles Maurras accuse la Révolution d'avoir changé le cours naturel de la vie française. Elle renouvelle les hautes classes par l'ascension des familles venues du peuple. Pour

³¹ *Action Française*, 6 Septembre 1908.

³² *Action Française*, 6 Septembre 1908.

³³ *Gazette de France*, 10 Juillet 1902.

avoir suscité ce mouvement naturel, M. Maurras se hâte de spécifier qu'il ne faut ni blâmer ni louer la Révolution. Cela s'est déjà vu. Après la guerre de Cent Ans ou après les Guerres de Religion, comment aurait-on pu refaire l'armature de la France si l'on n'avait procédé à un transfert de la robe dans l'épée et qui renouvela la robe. De même sous Louis XIV, ce règne de vile bourgeoisie, comme l'appelait Saint-Simon, on procéda au même transfert de classes et on amena le Tiers-Etat au pouvoir.

L'Ancien Régime, prouve, par des exemples historiques, qu'il n'empêcha pas le passage d'une classe à l'autre. Il *admettait* ce transfert, mais il ne le *provoquait* pas. Ce en quoi il diffère du régime démocratique et égalitaire. L'Ancien Régime n'érigait pas en *devoir* le parti de provoquer ce déclassement. La constitution de ce devoir contre nature, caractérise la conception de l'Etat moderne.

Pour Charles Maurras, comme pour « tous les hommes politiques dignes de ce nom »³⁴, un *changement*, quel qu'il soit, doit être sujet aux attentions et aux précautions les plus vives. Cette idée met en relief la conception statique du maurrassisme. Si un homme change de contrée et qu'il se déracine, comme disait Maurice Barrès, c'est, pour l'économie générale, une perturbation. Elle peut être heureuse si le sujet s'adapte sans retard et sans troubles à la nouvelle situation. Même alors il faut veiller.

Le changement n'est pas un bien en soi, pour Charles Maurras. Il ne faut pas croire, comme il le dit, que ce fait de chercher mieux fasse trouver mieux. D'où il tire cette conclusion.

Le déclassement doit être considéré comme un mal intrinsèque. De ce déclassement peuvent se dégager des grands biens, mais aussi des grands maux, avec lesquels le politique doit compter.

C'est ce mal qui se dégage du déclassement qui est négligé par le régime démocratique. Celui-ci ne voit que son bon côté. Bien plus, il sera poussé, de par sa logique intérieure, à exagérer l'importance des bons résultats du déclassement et à diminuer les mauvais résultats de tout transfert social qui rafraîchit les cadres de la société.

On voit comment, par cette doctrine statique du déclasse-

34 *Gazette de France*, 10 Juillet 1902.

ment, Charles Maurras préconise un état sinon d'immobilité sociale absolue, du moins de non-changement tempéré par les exceptions. On voit aussi comment sa conception de paix sociale se lie à cette doctrine du déclassement. En effet, une société telle qu'il la conçoit étant souvent sujette aux troubles de déclassement, jouira d'une longue et profonde paix sociale.

SECTION TROISIÈME

CLASSE ET INDIVIDUS

L'individu qui se décline sans raison ou trop vite, risque de se faire du mal et d'en faire aux autres. Et il faudrait, dans l'intérêt de tous, faire l'économie de ce mal.

L'esprit révolutionnaire veut que la politique distribue des prix aux individus. Or, dit Charles Maurras, la fonction publique est d'assurer le bien-être de la communauté. Lorsque la sagesse universelle dit : bonheur collectif, l'esprit révolutionnaire répond : bonheur de l'individu. Excité, l'individu accourt pour être découragé. Car ce qui fait le malheur des groupes ne fait pas son bien et vice-versa. Et c'est appauvrir la substance d'un pays que de dire que tout enfant intelligent doit passer du travail manuel au travail intellectuel et monter sur l'échelle sociale. Mais, dit M. Maurras, le difficile n'est pas d'*arriver*, mais de *tenir* de père en fils, et les hauteurs sociales sont rarement conservées au-delà de la première ou de la seconde génération. Car les tentations sont fortes et la chute probable. Il y a comme un vaste mouvement de translation sociale qui emporte les mauvais et qui apporte les bons. L'étonnement n'est pas que le plus grand nombre se trouve remplacé, mais qu'il y a un petit nombre qui ne l'est pas et reste inchangé. Certaines familles ont la vie longue. Elles peuvent durer très longtemps par l'énergie de leurs efforts et la tenacité de leurs conditions, comme par la solidité de la tradition et la qualité de l'effort. Comme elles sont peu nombreuses, l'Etat doit les aider plutôt que persécuter. Car c'est l'élimination qui est le droit commun ³⁶.

³⁵ *Revue Hebdomadaire*, 15 Décembre 1923.

³⁶ *Revue Hebdomadaire*, 15 Décembre 1923.

*
**

C'est là une idée qui a eu une certaine influence sur les disciples et que l'on retrouvera plus loin dans les écrits économiques de Jacques Bainville.

SECTION QUATRIÈME

LES CLASSES, GOBINEAU ET L'ACTION FRANÇAISE

« S'il y a des classes, existe-t-il des castes ? »³⁸ se demande M. Charles Maurras. Il ne croit pas à l'existence des castes, du moins pour l'Occident. Il repousse les conceptions raciales de Gobineau, ce « Rousseau gentillâtre » comme l'appelle notre auteur. Il se méfie de ce préjugé de castes, prussien ou anglo-saxon, tiré de l'Inde. Il se défend d'être gobiniste, surtout que l'on avait tenté de coller Gobineau à l'Action Française. Son directeur repousse une pareille assimilation, qui ne peut être que pure mystification.

*
**

La doctrine des classes, telle que la présente Maurras, sert immensément sa doctrine anti-égalitaire.

De même que les individus ne sont pas égaux, ni les nations ne le sont. A plus forte raison les classes. Pas même les langues. Qui ne voit cependant que cette généralisation hiérarchique mène droit au régime des castes, dont M. Maurras ne veut pas entendre ? Cette extension hiérarchique *cristallisée* en institutions sociales fait germer les castes.

³⁷ *Action Française*, 6 Mai 1919.

³⁸ *Ibidem*.

PARAGRAPHE III

LE PAYSAN OU COMMENT EST DÉTRUITE LA PROPRIÉTÉ

M. Charles Maurras trouve que le paysan est mécontent en république, et il se demande le pourquoi de cette situation, et il le cherche et il le trouve. C'est la république.

En exposant en détail ses vues là-dessus, nous verrons comment il envisage ce processus de dépossession du paysan et les causes qui, en république, facilitent cette évolution.

SECTION PREMIÈRE

DÉPOSSESSION, DÉSAFFECTION

On assiste à une continuelle dépossession du paysan. Depuis que les anciens biens communaux disparurent, le paysan goûta la joie de la propriété pleine et absolue. Ce n'est que depuis que le régime successoral l'eut obligé à hypothéquer ses biens ³⁹, en l'obligeant de plus en plus à tout liquider, qu'il arriva à cette situation, assez nouvelle pour lui, à n'avoir rien à posséder ni en propre ni en commun. Cette situation est dangereuse pour la défense du pays. Ne possédant rien, le paysan ne se sent tenu à batailler contre l'étranger envahissant. Et l'ouvrier aussi, qui n'a rien à perdre, hausse les épaules devant les exigences de la patrie.

Quelles sont les causes principales qui amènent cette dépossession ? Elles sont deux :

³⁹ *Action Française*, 23 Mai 1908.

⁴⁰ *Action Française*, 8 Juillet 1908.

- 1° le fisc ;
- 2° l'usure.

Pourvu des droits opulents de mutation et de succession, afin de dévorer la petite propriété, la pulvériser presque. Il la jette au feu de l'usure. Et l'usure reconstitue à son tour, à la place des domaines traditionnels, d'autres domaines, parfois plus vastes, représentants de cette « fortune anonyme et vagabonde » qui dépossède l'agriculteur.

*
**

A côté des causes immédiates, il faut placer la cause profonde et médiate de ces maux : la démocratie égalitaire et élective qui suppose l'égalité des électeurs et l'uniformité des fonctions. Si un homme vaut un autre, si une fonction vaut une autre, qu'on peut indifféremment être paysan, bourgeois, député, sénateur, ou président de République, personne ne sera plus paysan et tout le monde candidat à la présidence. Ainsi à la *dépossession* du paysan par le fisc et la fortune anonyme et vagabonde, s'ajoute la *désaffection* des campagnes par les paysans.

C'est donc ce régime qui est le grand coupable, en dernière instance. C'est lui qui stérilise la nation et accélère la désertion des campagnes. La terre manque de bras, et ce que la République fit pour le paysan fut limité. Le « Kamtchatka » de ses concessions, comme s'exprime M. Maurras, fut l'association rurale. Elle donna de bons résultats. Mais la République ne fit rien de plus. Et encore, cette association a été limitée, dans le temps, aux contemporains. Le paysan peut contracter librement avec des hommes proches ou lointains, dans l'ordre de l'espace, mais non pas avec ses descendants, éloignés dans l'ordre du temps. La liberté de tester et le droit de substitution restent grevés du lourd servage qu'est le partage égal.

SECTION DEUXIÈME

LES SUGGESTIONS DE M. ANDRÉ BUFFET LES PROPRIÉTAIRES

M. Charles Maurras avait commencé son enquête sur la

Monarchie en prenant un interview, si l'on peut dire, à M. André Buffet, chef du bureau politique du duc d'Orléans.

Ses avis, *auxquels souscrit M. Maurras*, peuvent être ainsi formulés :

1° Il faut refaire une vie locale.

2° Il faut refaire la propriété terrienne, condition de la vie locale.

3° Il faut refaire la famille dont tout dépend.

Pour ce qui est de la propriété rurale, M. André Buffet nous dit qu'elle est une institution politique, un bien national. Le domaine rural n'est donc pas seulement une richesse personnelle. De cette vue particulière de la propriété rurale et de l'importance que le représentant du Prince y attache, découle tout un programme de politique successorale et même de politique tout court.

Le système successoral a pour conséquence de morceler la propriété. Il pousse à la liquidation de la terre. Mais en supprimant la classe des propriétaires terriens, le régime abat un des fondements de l'ordre social. Et c'est pour éviter une pareille hypothèse que le duc d'Orléans préconise une politique *d'incorporation de l'individu au sol*. La terre doit avoir une personnalité morale. Sans lui conférer des privilèges, il s'agit de protéger sa vitalité nécessaire au bien-être du pays et à la prospérité de ses fils.

M. André Buffet veut supprimer du Code l'article d'après lequel nul n'est tenu de rester dans l'indivision. Le père de famille lèguera à un seul son *autorité* sur la terre, sans diminuer pour cela la part des autres.

Mais M. André Buffet va plus loin. S'il n'admet la liberté de tester pour la transmission des biens mobiliers ou pour les immeubles dénués de valeur politique, il voudrait rétablir, pour la terre, le droit de substitution. On voit par là que la doctrine économique Contre-Révolutionnaire fait une distinction entre les biens immobiliers et les biens mobiliers. Elle accorde une large importance à la première catégorie de biens. Et parmi ceux-ci, à la propriété rurale. Cette distinction est conforme à la doctrine Contre-Révolutionnaire de la paix sociale et de la composition économique. Au contraire, l'intérêt Révolutionnaire consiste dans le développement de l'industrie, lieu

de centralisation des masses ouvrières et cause des troubles sociaux d'où peut naître, à la faveur d'une évolution impitoyable, la société communiste de demain.

Jusqu'ici, M. André Buffet n'a fait allusion qu'à la petite ou moyenne propriété. Que décider pour les grands propriétaires ? La Monarchie française leur imposera la *résidence* à la campagne.

D'après André Buffet, Louis XIV fut le premier auteur de la dissolution monarchique. En centralisant et attirant les Grands à sa Cour, il ruinait leurs influences et aussi les appuis de la Couronne. M. Buffet recommanderait un autre procédé qui serait un bon remède : *l'exil à la Cour*. En province, le gentilhomme aurait l'indépendance, et à la Cour il jouira de la surveillance méfiante du Roi. Dans ces conditions, l'abandon des campagnes équivaldra à une déchéance. La désertion du pays sera ainsi empêchée grâce à l'imposition de la résidence et à la politique de l'exil à la Cour.

Le moins que l'on puisse dire de cette politique d'André Buffet, c'est qu'elle est naïve, sinon franchement utopique. Car l'exil à la Cour sera presque toujours préférable. Il est doré.

*
**

LES OUVRIERS AGRICOLES

Dans le discours de San-Remo, le duc d'Orléans avait recommandé une politique d'influence rurale, dirigée dans le sens de la renaissance agricole des provinces françaises.

On se penchera avec sollicitude sur la situation des ouvriers agricoles. Ceux-ci, à cause de l'absentéisme du grand propriétaire, ne sont employés qu'à des travaux d'utilité immédiate et aux jours des grosses besognes. Le travail du journalier est tombé au rang d'une marchandise. Les travailleurs sont assujettis à des longues périodes de chômage.

Mais en imposant la résidence au propriétaire, on change la situation du tout au tout. On rétablira la communauté d'intérêts entre l'employeur et l'employé, qui n'est aujourd'hui qu'un fournisseur mécanique et qui deviendra demain un collabora-

teur. De là, la confiance pourrait naître. Il y aura entr'aide et secours mutuel. La vie des campagnes refleurirait.

Les conséquences de ce nouvel état de choses seront grands. Car l'exode des campagnes vers les villes cessera.

*
**

On voit l'immense importance que la doctrine monarchiste attache à l'agriculture pour sa vertu pacificatrice. Mais M. André Buffet s'empresse de nous dire que la politique monarchiste ne sacrifie point, pour cela, l'ouvrier. Mais si l'on doit commencer par le paysan, c'est pour une question de méthode.

En effet, *la condition ouvrière ne saurait s'améliorer si l'on n'améliore au préalable la condition des paysans*. Si la vie à la campagne est difficile ou impossible, il se produira un exode de la campagne à la ville. Cet afflux des campagnards, candidats à la condition citadine, accroîtra sensiblement l'armée de travail industriel. La concurrence entre les ouvriers sera aiguë, d'où, par le jeu habituel de l'offre et de la demande, une baisse du prix des salaires. Au contraire, l'arrêt de l'exode fera diminuer cette masse industrielle, relâchera la concurrence et fera, par le même jeu de tout à l'heure, hausser les prix de la main-d'œuvre.

Par conséquent, de la restauration du bien-être des campagnes dépend la prospérité du monde ouvrier industriel.

Si l'exode des campagnes cesse, quid de l'afflux des étrangers ? On fera recours à une politique de protectionnisme humain. On ne protégera pas seulement le *produit*, mais aussi *l'homme*.

*
**

Que penser de l'explication que fournit M. André Buffet de la prééminence que la politique monarchique reconnaît à l'agriculture, au détriment de l'industrie ? Nous dirons que cette explication n'en est pas une. C'est une justification. L'explication par la bonne méthode scientifique est un prétexte. La cause doit être cherchée ailleurs. Elle réside dans la politique de paix et de composition économique et sociale que recherche la doctrine Contre-Révolutionnaire. Elle veut assurer la tranquillité de l'ordre public et la sécurité du régime politique, com-

me le respect des principes qui fondent la société, du moins une certaine société.

Cette doctrine Contre-Révolutionnaire est avide de paix. Elle la veut passionnément. D'où l'échafaudage de toute une politique susceptible d'assurer et de prolonger cet état de paix si ardemment souhaitée, et, à tout prendre, bien souhaitable.

Cette politique de paix sociale *doit* être *d'abord* rurale. Pourquoi ? Parce que le paysan est un élément de tranquillité et de conservation sociale. Voilà pourquoi, disséminés sur de vastes étendues, ils ne viennent pas facilement en contact. Et lorsqu'ils viennent en contact, leurs attroupements ne donnent pas naissance à ces masses formidables que mobilise l'industrie. Celle-ci, par la concentration des travailleurs, est sujette à troubles, disputes et crises de toute sorte. Tandis que l'agriculture, par la dissémination des ruraux, agit dans le sens de la pacification des esprits.

Bien plus encore, une politique Contre-Révolutionnaire *devait* se doubler d'une politique rurale. Car la Contre-Révolution veut dire privilège ⁴². Celui-ci, quoi qu'on dise, est assez choquant. Il engendre l'envie et la révolte. Il porte avec soi les germes d'une guerre sociale, en tout cas il est une cause latente de conflits sociaux ou, si l'on veut, des frictions qui, à force d'être quotidiennes, finissent par se grouper en un amas formidable et à qui ne manque plus que l'occasion pour exploser. Ainsi la doctrine Contre-Révolutionnaire de paix sociale est contradictoire. Tout en souhaitant l'union des forces, elle prépare la guerre des intérêts et la coalition des envies contre les privilèges.

Déjà, cette politique est germinatrice de conflits. Si elle se mettait à les exciter elle-même, tout sauterait. Dès sa naissance, elle porte la guerre et l'incendie dans ses plis. Elle naît inflammable.

Cette politique doit, en conséquence, mettre tout en œuvre pour pacifier les esprits. Pour ce faire, elle commence par les éloigner les uns des autres. Or, qui mieux que la campagne dissémine les hommes ? Personne. La campagne est donc le rêve idéal de toute politique réactionnaire. Elle doit donc envoyer les hommes à des travaux qui les éloignent les uns des autres.

42 Voir : *Dictionnaire Politique et Critique*. Chapitre Privilège.

La campagne le fait. Les hommes voient ainsi diminuer l'énergie de leurs envies particulières. A force de décentraliser les révoltes, la campagne paralyse la Révolution. Elle est de grande utilité pour la Contre-Révolution.

En même temps que l'on saisit la vraie cause de cette politique rurale de la Réaction, on aperçoit aussi les rapports qui lient cette doctrine Contre-Révolutionnaire à la décentralisation.

M. Charles Maurras recommande une politique décentralisatrice. Il veut décongestionner la capitale au profit de la province. Mais Paris représente le summum de la concentration des hommes et des envies. Les contacts sont quotidiens et les frictions sont grandes. Vivant serrés, les hommes vivent aussi haïneusement. Ils ne sont pas à leur aise, ils sentent ne pas vivre largement et à leur gré.

La vie d'une grande cité, par l'existence de certaines fortunes qu'elle cache, par les occasions immenses qu'elle permet à certains de passer à travers les mailles et faire des carrières plus qu'honorables, et par le troupeau immense des hommes vivant uniformément, recèle les motifs de plus d'une guerre civile. Une pareille cité a de la peine à vivre, même dans un régime démocratique qui ne met pas obstacle à ses furies égalitaires. Qu'on ne se dise pas que la démocratie, loin d'étouffer ces furies, les excite. Ce n'est pas vrai. L'égalitarisme est la conséquence mécanique de certaines données sociales : la concentration des hommes, leur nombre, leur mobilité, etc...

La démocratie qui pourtant ne brime pas les instincts égalitaires, a quand même de la peine à gouverner des pareilles villes qui sont vraiment tentaculaires. Que serait-ce pour un gouvernement Contre-Révolutionnaire, dont les privilèges mettraient en ébullition la masse, ordinairement chaude, des populations des grandes villes ? Il serait mal reçu, il s'y sentirait mal à l'aise.

Il faut donc lutter contre la prédominance des villes sur la campagne, et tout à l'heure nous avons vu comment, pour assurer la paix que les privilèges mettent en danger, la Réaction recommandait une politique rurale, c'est-à-dire de dissémination des paysans, afin de laisser tranquille le gouvernement.

Il faut aussi lutter contre la prépondérance de la ville capitale sur la province. A une décentralisation *rurale* s'ajoute une décentralisation *administrative* ; à une décentralisation des *hommes* correspond une décentralisation des *pouvoirs*.

Par la politique rurale on pense isoler l'homme dans la nature, avec la politique administrative on veut faire perdre la grande ville parmi les provinces rivales et capables de lui tenir tête, et de défendre leurs privilèges.

A ce point de vue, la doctrine est très cohésive et même assez prudente. Elle veut accoler des privilèges à quelques individus, mais elle double les *privilèges individuels*, par des privilèges *provinciaux*. Les uns soutenant les autres, la province épaulant les notables, la Réaction croit arriver ainsi à toucher au but. Elle pense pouvoir appliquer de cette manière sa politique des hiérarchies.

Comme on le voit, tout dans cette doctrine se résout en dernière analyse, en une dualité entre l'égalité et la hiérarchie, la première étant présentée comme malfaisante, et la seconde comme la seule solution possible du bien public.



Il y aurait encore à faire, en hâte, une remarque, restant, bien entendu, qu'ici c'est nous qui, personnellement, en rapprochant les propres points de vue de la doctrine que nous discutons, tirons les conclusions qui s'ensuivent et même celles qui ont précédé.

La doctrine Contre-Révolutionnaire étend les privilèges de l'individu ou de la personne, comme aime dire M. Maurras, à la province. Pourquoi ? Parce qu'elle subit une loi très générale dans ce monde : celle de la généralisation et de l'extension des objets et des idées. Il y a un impérialisme des choses. Il est difficile de lui échapper. Il faut s'y adapter.

De plus, l'homme lui-même est un être impérialiste, parce que cupide, donc nécessairement envieux, surtout s'il n'est pas bien élevé, et il ne le sera pas tant qu'il sera pauvre. Une vérité trouvée il veut l'étendre, une possession acquise il veut l'élargir. Et dans le cas qui nous occupe plus particulièrement, le privilège de la personne se continue par celui de la province. Mais l'homme est poussé, par ses propres instincts, à aller plus loin.

Il a conquis, il veut garder. Comme dit M. Maurras, maintenir est la chose la plus difficile et aussi très belle. Acquérir n'est rien, conserver est le principal, ce qui est assez compréhensible de la part du royaliste, théoricien de l'héritage et de l'hérédité plus que de la monarchie.

Montrons maintenant, après préambule, le processus normalement suivi par tout ce qui existe, en général, et par ce qui est humain en particulier. Le voici :

Une vérité, une fois trouvée, sera généralisée. Etendue dans l'espace, on voudra l'étendre dans le temps. Après l'avoir *élargie* dans le présent, on veut la *continuer* dans l'avenir. La prolonger, après l'avoir fait imposer. Bref, on veut la cristalliser, Comment ? Par le moyen des institutions.

Ainsi, de la hiérarchie. On l'étendra partout. Après, on voudra la conserver en la cristallisant dans les institutions. C'est là une assurance contre la précarité des existences. De haut en bas.

De l'échelle sociale on aura mis de l'ordre en hiérarchisant les positions et en sauvegardant les « droits » par des privilèges.

L'institution du privilège aura pour effet de cristalliser ces différences sociales. Non seulement, par l'effet de l'impulsion extensive que recèle toute chose, on fera pencher l'inégalité dans les moindres coins de l'édifice public, mais par les institutions on les fera cristalliser et durer. Or, d'où naît un régime de castes sinon de cette cristallisation des intérêts ? Il est une sclérose des inégalités sociales.

M. Maurras se défend d'une pareille assimilation, mais la logique de son propre système le mène à cette impasse qu'est le régime des castes.

PARAGRAPHE IV

L'OUVRIER

Le problème ouvrier a tourmenté la société moderne. Il était normal qu'il intéressât aussi la pensée maurrassienne et qu'il obligeât le maître de l'école d'Action Française à un bel effort de synthèse. C'est ce qu'il fit.

Pour le rendre explicite, nous diviserons ce paragraphe en plusieurs sections, à savoir :

SECTION I. — Comment doit être posée la question du travail.

SECTION II. — L'Aristocratie du Travail.

SECTION III. — Ouvrier français et ouvrier étranger.

SECTION IV. — D'un gouvernement ouvrier.

SECTION V. — « Syndicalisme, pas Démocratie ».

SECTION VI. — La Monarchie et les Ouvriers.

SECTION VII. — Le Privilège.

SECTION VIII. — L'Avenir.

SECTION PREMIÈRE

COMMENT DOIT ÊTRE POSÉE LA QUESTION DU TRAVAIL ?

La réponse que Charles Maurras y fait et la belle distinction qu'elle implique, méritaient d'être exposées avec tous les détails requis.

D'après M. Maurras, il faut poser la question sociale en termes *objectifs* et non pas *subjectifs*⁴³, par rapport à ce qui en est l'objet, non par ce rapport à ce qui en forme le sujet. Et là-dessus, il fait un parallèle entre la Démocratie et la Monarchie.

En République, on pose la question en termes objectifs, par rapport aux sujets en cause : patrons, ouvriers, prolétaires, propriétaires. Cela est logique en Démocratie, où tout dépend de la volonté des individus français. Mais en Monarchie, où l'on

⁴³ *Gazette de France*, 16 Juin 1901.

met la France avant les Français et où l'on considère le travail avant les travailleurs, dans l'intérêt même de ces derniers, on peut poser la question sociale en termes objectifs, c'est-à-dire par rapport aux objets économiques et politiques à toucher.

La position du problème social en termes subjectifs est gros de conflits sociaux. Et c'est pourquoi M. Maurras la rejette. Car elle divise les citoyens d'après leurs degrés d'aisance ; ceux qui possèdent et ceux qui n'ont rien. Ces formules sont brutales, écrit-il. Nous lui répondrons que les nuances ne font pas les Révolutions.

C'est précisément pour cela, répondrait-il, que l'on doit repousser la répartition des hommes en classes sociales fondées sur la richesse. Cette distribution lui paraît fictive. Un paysan riche et un paysan pauvre, un propriétaire campagnard et un ouvrier agricole, dit-il, ont plus d'intérêts communs qu'un ouvrier des villes et un prolétaire des champs. C'est pourquoi il faut recourir à une autre classification, parce qu'elle représente plus de solidarité ; il faut classer par profession, par objet *travaillé*, chaque catégorie sociale ayant ses pauvres et ses riches. Les uns aident et les autres en sont secourus. Autrement dit, obéissance du faible au fort, protection du fort au faible. Mais c'est justement ce que l'instinct égalitaire n'accepte pas, ferons-nous observer. Il peut y avoir une quelconque solidarité entre les hommes de fortunes diverses appartenant à la même branche industrielle, nous n'en disconvenons pas. Mais si solidarité il y a, qu'il n'y ait plus de charité. La contribution des riches n'est pas un *don* mais un *paiement*. Ils ne secourent pas, ils s'acquittent d'une dette. Ils n'aident pas gratuitement, ils rendent un service déjà payé. Mais le service passé a été obnubilé, ne retenant que la générosité apparente du fort.

Les conséquences que M. Maurras tire de ses propositions sont nettes : reconstitution des circonscriptions professionnelles, de même qu'il veut reconstituer les circonscriptions territoriales ⁴⁴.

SECTION DEUXIÈME

L'ARISTOCRATIE DU TRAVAIL

A la suite de Frédéric Amouretti, Charles Maurras distingue

⁴⁴ On remarque le même processus d'extension que tout à l'heure. De l'homme, la décentralisation est étendue à la province, et de celle-ci au métier. L'envahissement impérialiste des choses et des idées surgit ici comme là.

« l'ouvrier d'état » des simples manœuvres. Tandis que les derniers s'entassent dans les usines, les premiers travaillent dans un atelier. L'ouvrier d'état est celui qui a fait un long apprentissage, tels le serrurier, le menuisier, le mécanicien-construteur, le typographe, etc.... Il est plus qu'un individu ; il est un citoyen. Il ne saurait, pas plus que le paysan, faire une plèbe.

Les meilleurs des ouvriers d'état appartiennent à l'élite de la nation. Ils forment un patriciat. Mais il y a pour eux un sujet de mécontentement. C'est la différence entre la situation mondaine qu'ils occupent, et qui n'est pas grande, et les fonctions qu'ils remplissent et qui sont importantes.

Il y a une aristocratie ouvrière comme il y a une aristocratie de la guerre, des lois, du commerce, etc... La notion que M. Maurras donne de l'aristocratie est assez complexe. Elle s'applique à tous les milieux et aux meilleurs hommes de ces milieux-là.

L'évolution de cette aristocratie ouvrière dépend de l'organisation d'Etat. Elle sera favorisée par un Etat organisé, tandis qu'un Etat anarchique compromet son progrès.

Dans un Etat normalement constitué, ni instable ni rigide, où l'on respecte une certaine mesure et où l'on assure un équilibre entre les contraires, l'ordre y est maintenu et les initiatives heureuses puissamment encouragées. Un Etat qui se veut fort, a intérêt à s'appuyer sur les jeunes forces du pays, telles, dans le passé, les communes naissantes, les corporations, la bourgeoisie. L'Etat d'alors c'était le Roi : Il n'était ni anonyme ni impersonnel, et il travailla au bien-être du pays et à la prospérité des citoyens.

L'intérêt de l'aristocratie ouvrière, c'est-à-dire des chefs de la technocratie moderne, spécifie M. Maurras, est avec le roi. Il n'ont rien à attendre de la démocratie, leur ennemie nécessaire, parce que celle-ci représente le nombre, et eux la qualité. En effet, la valeur de chacun d'eux se juge d'un double point de vue, à savoir :

1° par rapport à son habileté dans l'art exercé ;

2° par rapport à la valeur et à l'importance de la profession exercée.

Il y a là un double facteur d'inégalité qui nous éloigne de la démocratie et de son système égalitaire. Voici pourquoi : la démocratie, parce que égalité, ne saurait tenir compte des capa-

cités inégales ; elles ne voit dans l'individu qu'une unité. Elle fait du manœuvre l'égal de l'ouvrier d'art. Mais comme celui-ci est moins nombreux que celui-là, le manœuvre arrive à faire de son *supérieur* économique — l'ouvrier d'art — son inférieur politique, son esclave.

La démocratie tend à servir les plèbes, non pas les ouvriers d'art. Ils s'opposent à la démocratie qu'il faut remplacer par l'aristocratie. Et M. Maurras est convaincu que l'aristocratie du travail sera, un jour, « la plus vivace et la plus agile ouvrière du rétablissement de la monarchie » ⁴⁵.

**

On a vu la notion que M. Maurras se fait de l'aristocratie ouvrière comme de l'aristocratie tout court. Elle épaula sa propre théorie des inégalités nécessaires et des hiérarchies tutélaires. Elle lui est d'un grand secours logique.

L'aristocratie ouvrière ne peut pas s'entendre avec la démocratie et doit rejoindre les conceptions hiérarchiques du parti Contre-Révolutionnaire. Dans un numéro de l'Action Française de cette année ⁴⁶, M. Maurras pousse plus avant ses attaques de la démocratie, en s'appuyant sur la classe ouvrière.

« Un jour, écrit Charles Maurras dans ce numéro, ne peut manquer de venir où les ouvriers français s'entrecroiseront d'un œil surpris, pour se dire les uns aux autres : Nos chefs, nos meneurs, nos prétendus hommes de confiance, *ne nous ont pas permis de rivaliser entre nous*, pour permettre aux mieux doués, aux plus actifs, aux plus travailleurs, de faire des belles carrières, dans leur art ou dans leur métier, ils nous ont fait considérer comme une évasion et comme une trahison tout heureux effort qui nous permette de sortir de notre classe et d'accéder à la classe supérieure par le développement de nos dons de techniciens » ⁴⁷.

Permettre aux ouvriers de rivaliser entre eux pour monter sur l'échelle sociale n'est, même dans le cadre corporatif, qu'une variante de la théorie de la concurrence. Pourtant, est-ce que l'homme ne peut se hausser, socialement parlant, qu'en se servant des autres hommes, comme stimulant ? Nous ne le croyons

⁴⁵ *Soleil*, 21 Septembre 1900.

⁴⁶ *Action Française*, 23 Octobre 1938.

⁴⁷ *Ibidem*.

pas, et nous avons à faire ici des critiques à cette doctrine maurrassienne de la concurrence des ouvriers en vue de leur sélection.

Pour rendre plus explicites les développements qui vont suivre, nous débiterons par une image empruntée aux sports. Car la course est une concurrence.

On voit dans les stades, aux courses à pied, plusieurs sportifs, partant d'un même endroit, au même instant, au signal donné par l'arbitre, et qui veulent atteindre le même but. Chacun veut y être le premier et dépasser les autres. Il prend comme critère la course de ses concurrents et règle sur eux, ses mouvements et ses ambitions.

Mais dans ce même stade on voit d'autres spectacles. Au lieu de plusieurs, on peut ne voir qu'un seul qui coure. Il ne peut plus, comme dans le cas précédent, être stimulé par ses concurrents, car, par définition, il n'en a pas. Mais dans ce cas-ci aussi, il veut courir le plus vite possible et battre des records. Comment le faire, du moment qu'il lui manque le stimulant des concurrents ? Il reste celui du chronomètre. Il fixe, pour sa course, un temps qu'il veut atteindre ou dépasser. Il ne lutte plus avec des hommes, mais avec un idéal qu'il s'est assigné et qu'il veut réaliser en portant au maximum ses efforts.

Il en est de même pour les ouvriers, le travail étant une course, où l'ouvrier veut battre ses concurrents ou bien encore où il veut accomplir la tâche qu'il s'est donnée en dehors de toute concurrence ouvrière. Dans le premier cas, il lutte avec ses confrères, dans le second, il lutte avec lui-même, contre sa paresse et ses fréquentes négligences, afin de faire un bon travail. On lui assigne alors un standard de travail qu'il doit atteindre, un niveau minimum qu'il doit dépasser, un plafond maximum par quoi il sera peut-être arrêté. Au lieu d'être stimulé, afin de progresser, par ses collègues, l'ouvrier le sera par la fixation d'un plafond auquel il doit s'accrocher.

Dans l'article cité, M. Charles Maurras ne parle que de la rivalité des ouvriers entre eux. Or, il y a encore la rivalité de l'ouvrier avec lui-même, signe d'une puissante vie intérieure. Cette dernière rivalité est un progrès, et les dirigeants du travail n'ont pas eu tort, *du moins en principe*, — car les modalités d'application sont défectueuses — de vouloir empêcher les ouvriers de rivaliser entre eux. Et ce pour plusieurs motifs.

D'abord, pour préserver la solidarité de classe. Dans un monde où, — M. Maurras le reconnaît — l'oppression capitaliste est la première en date, la plus inique et, de loin, la plus puissante — du moins avant l'affirmation de la puissance syndicaliste — il convient de sauvegarder l'union des forces ouvrières en les liant en un faisceau d'énergies innombrables.

Ensuite, cette concurrence de l'ouvrier avec lui-même, est un facteur de progrès. Elle suppose un ouvrier assez évolué pour ne s'attacher qu'à ses œuvres, en dehors des marques extérieures de compétition qui ne peuvent que l'embarrasser en le distrayant ou en le gênant aux entournures. C'est ce qu'on voit, par exemple, dans les courses d'automobiles, pour employer encore une image sportive. Lorsqu'il s'agit de dépasser le maigre record de 100 kilomètres à l'heure, sur une piste normale, on peut courir plusieurs à la fois. Le principal n'est plus alors de faire le plus de kilomètres à l'heure, mais de vaincre ses adversaires, quel que soit le maximum atteint. On ne se soucie plus de la *perfection*, mais de la *concurrence*. Inversement, lorsqu'il s'agit de battre des gros records tels les cinq cents ou six cents kilomètres à l'heure, les données du problème changent. Il ne s'agit plus de courir sur une piste étroite ni de s'embarrasser des concurrents qui peuvent ralentir la course. Il faut courir seul. On s'attache alors à battre un record plutôt qu'à distancer des adversaires. On se soucie davantage de la perfection que de la concurrence.

Pour le monde du travail, la situation présente le même aspect. Veut-on, comme le désire M. Charles Maurras, laisser ou pousser les ouvriers à rivaliser entre eux ? Ils battront des maigres records. D'autre part, comme ils sont plusieurs sur scène, ils essaieront de se vaincre mutuellement, sans s'inquiéter outre mesure de la qualité de l'ouvrage. D'où les malfaçons. Or, le corporatiste qu'est M. Maurras, amoureux de l'œuvre finie, ne voudra pas d'une pareille conclusion. Il nous répondra peut-être, en nous reprenant une thèse libérale, que de la rivalité naîtra la qualité. Hélas ! cela est controuvé par les arguments maurrassiens et par les constatations de l'histoire. Si le maurrassisme est pour la composition économique, sans doute le fait-il parce que la rivalité des énergies meurtrit la qualité des productions. Et s'il veut cette union sociale dans la rue, il doit la vouloir aussi dans le métier, d'autant plus qu'il nous avertit

que la véritable révolution n'est pas le désordre dans les rues, mais dans les têtes. En second lieu, l'histoire montre, par des événements, que la concurrence n'est pas germinatrice de qualités rares. L'école libérale avait affirmé le contraire, mais l'histoire le niait sans cesse. L'une démentait les affirmations de l'autre.

Comme l'a écrit M. Charles Gide, « fréquemment la concurrence a pour résultat la détermination de la qualité des produits »⁴⁸.

D'autre part, comment se fait-il que M. Maurras, anti-libéral, recoure, lorsqu'il s'agit des ouvriers, à un thème libéral, et les pousse à la concurrence, lui qui veut l'union corporative et réaliser la composition économique, en dépit des oppositions marxistes et libérales ?

En outre, la théorie de la concurrence ouvrière qu'il a exposée dans l'article précité, contredit sa doctrine de la hiérarchie. Sans doute, le problème de l'union sociale est important pour sa pensée, mais celui de la hiérarchie et de l'égalité est primordial. A première vue, la théorie de la concurrence ouvrière serait conforme à celle des inégalités et établirait, une fois réalisée, la hiérarchie sociale. Mais ce serait la hiérarchie des mal-façons.

La concurrence, moteur des réalisations hâtives, est le contraire de la qualité. Elle incite l'ouvrier à se rattraper sur la quantité, ce qui est tout à l'opposé de la doctrine des privilèges. Pour celle-ci, le privilège serait la qualité. Mais la concurrence, en la négligeant, loin de faire du privilège une qualité, en fait un pis-aller. « Les belles carrières » que feraient, comme s'exprime M. Maurras, les ouvriers, en se faisant concurrence, seraient autant de privilèges iniques, c'est-à-dire non fondés sur la qualité. Or, d'après M. Maurras, le privilège c'est la qualité.

SECTION TROISIÈME

OUVRIER FRANÇAIS ET OUVRIER ÉTRANGER

D'après M. Charles Maurras, être français c'est une qualité incomparable⁴⁹. Nous ajouterons même que c'est là une qua-

⁴⁸ *Cours d'Economie de la Ligue*, déjà cité. Page 212.

⁴⁹ *Action Française*, 23 Mai 1908.

lité assez rare, vu qu'elle n'est partagée que par une quarantaine de millions d'hommes.

M. Maurras demande la protection de cette qualité. Il faut qu'un français ait, en France, le privilège du premier occupant. Toutes choses étant égales d'ailleurs, un ouvrier français doit avoir le pas sur l'ouvrier étranger, un employé français sur un employé étranger, un producteur ou un produit français sur le producteur ou le produit étrangers ⁵⁰.

D'après cet exposé, il résulte que la doctrine maurrassienne du protectionnisme est très large. Elle englobe le produit comme le producteur. Elle veut un protectionnisme à la fois industriel et humain. Protéger les produits, c'est bien. Protéger le producteur, c'est encore mieux. Mais le producteur c'est l'homme, et la protection humaine s'ajoutant à la protection des fabriques, donne une image complète du protectionnisme où la politique douanière s'appuie sur une politique de législation sociale.

Protectionnisme humain ! Cette formule rappelle étrangement le socialisme. Cependant il y a une différence entre cette politique telle que l'entendent les socialistes et la doctrine de Charles Maurras. Celle-ci est nationaliste et défend l'homme dans la mesure où il est un *national*. L'autre est internationale et cosmopolite, — du moins dans le sens habituel, — et veut protéger l'homme simplement parce qu'il est un homme.

C'est une pareille doctrine que Charles Maurras n'admet guère. Il veut qu'on établisse, en France, au profit des Français un privilège. Or, il n'existe pas. Il faut, d'après lui, remédier à cet état de chose. Par la même occasion, il rejette le principe de la philosophie libérale selon lequel le travail est une marchandise ; il ne faut pas regarder au travail mis en vente, mais à celui qui le vend. Peu importe, pour le libéralisme, si le vendeur est Italien ou Suisse, Allemand ou Belge, ou même Français. Pour M. Maurras, il importe, et même beaucoup. Car, en pratique, soutient-il, l'inexistence du privilège au profit des nationaux constitue un criant privilège au bénéfice des étrangers. Voici comment raisonne notre auteur pour soutenir l'affirmation qu'il vient d'avancer : d'abord, dit-il, les étrangers jouissent des avantages du pays sans avoir supporté les char-

ges anciennes ; ensuite, ils sont exempts même des charges contemporaines, tel le service militaire. L'équilibre est ainsi détruit en leur faveur. Il est humain, ajoute-t-il, que les étrangers veuillent désirer la continuation de cet état de choses, mais les prolétaires français ne doivent nullement se prêter à ce désir qui ne peut que leur nuire. Ils sont des envahis ⁵¹.

*
**

Nous aurons quelques critiques à formuler à l'adresse de cette doctrine nationaliste du protectionnisme industriel et humain.

D'abord, l'argument des inégalités des charges. On l'a déjà fait valoir ailleurs, et M. Henri Truchy l'a reproduit dans son Cours d'Economie Politique, en le discutant avec adresse. Comme on l'a fait remarquer, cet argument est un peu vague, et à force de vouloir dire beaucoup de choses, finit par ne rien signifier. N'importe quel pays peut se juger sur un point plus démuné qu'un autre pays, et comme le protectionnisme s'étend rapidement, une fois introduit, on arrive à cette conclusion paradoxale que l'insuffisance sur un seul point attire la protection sur plusieurs points.

C'est là une critique d'ordre général. Discutons, maintenant, en détail, les critiques fournies par la doctrine maurrassienne. Nous dirons que pour ce qui est du service militaire, la crise de septembre 1938 et les discussions soulevées, ont montré qu'au moment venu, l'état-major français ne reculera pas devant la mobilisation des étrangers. Sans doute, mobilisation n'est pas conscription, mais l'impôt du sang est assez lourd pour effacer ces nuances. D'autre part, les étrangers finissent, en France, à la deuxième ou troisième génération, par être assimilés et devenir français. Un traitement d'inégalité retarderait ce processus d'assimilation, en provoquant ces piqures d'amour-propre qui ne s'oublient pas facilement. En outre, un pays comme la France, qui souffre de la dénatalité, aurait encore, moins qu'un autre, le droit de pratiquer une telle politique. Le bon sens comme l'instinct de conservation lui indiqueraient comme un devoir de faciliter la « francisation » des étrangers. Or, une politique pri-

⁵¹ *Action Française*, 23 Mai 1908.

vilégiant l'ouvrier français au détriment de l'ouvrier étranger, entraverait cette évolution commandée par les nécessités démographiques françaises.

M. Pierre Dominique recommande dans ses articles de la « République » l'intensification de cette politique d'immigration en France. Il n'est pas loin d'admirer la politique des Etats-Unis. Ils ont été formés par un conglomérat de *nations* plus que d'*individus*. Cependant, ils forment aujourd'hui un grand peuple et une puissante nation. Sans doute, faut-il discriminer entre les étrangers et n'admettre que ceux dont la nationalisation est facile et rapide. Il faudrait, par exemple, rejeter, du moins pour le moment, l'Allemand ou l'Italien, parce que appartenant à des Etats totalitaires qui les surveillent, ou encore l'Israélite, parce que, appartenant à une religion qui ne le quitte jamais, et qui a fait de ce peuple une race inassimilable. Ces exceptions une fois réglées, il resterait à accélérer ce processus de naturalisation et, pour ce, faire disparaître toute trace de distinction entre le Français et l'étranger, qui sera la source des frictions peu souhaitables. Par conséquent, du point de vue démographique français, la politique de privilèges de M. Maurras se trouve, comme sur tant d'autres points que nous avons déjà relevés, en défaut.

D'autre part, M. Charles Maurras parle des charges passées que l'étranger n'a pas supportées. Mais il supportera, en conséquence de sa naturalisation, les charges futures. Le principe de la non-rétroactivité des lois s'applique aussi bien aux Français qu'aux Etrangers.



A côté de ces remarques, concernant la politique maurrasienne des privilèges, il y en a d'autres à faire au sujet de la critique que M. Maurras fait de la doctrine libérale et cosmopolite du travail ; le travail est une marchandise, par conséquent il faut regarder aux qualités de la main-d'œuvre embauchée plutôt qu'à sa nationalité. M. Maurras s'élève contre une pareille théorie. A-t-il raison ? A-t-il tort ? En tout cas, essayons de voir clair.

Dire que le travail est une marchandise, ce n'est ni insulter la noblesse du travail, ni mettre en danger de mort par la fami-

ne, les nationaux, mais tout simplement constater un fait, ou plutôt opérer certains rapprochements. Vendre son travail n'abaisse personne. Les libéraux ont procédé ici par la vertu de cette méthode d'extension des choses et des idées dont nous avons déjà esquissé l'économie. Ils se sont aperçus que les marchandises subissaient la loi de l'offre et de la demande. Le travail étant soumis à la même loi, il a été facile de tirer de cette analogie les conclusions qui ont alarmé, peut-être à tort, tant de gens.

La formule libérale n'avait rien de perfide ou de criminel. Elle avait simplement énoncé, sous une formule saisissante, des rapports de faits, tirés de l'observation.

La formule libérale est une formule qui se veut scientifique, bref un jugement de réalité. On en a fait un jugement de valeur soumis aux appréciations injustes de la morale. Il y eut donc malentendu.

SECTION QUATRIÈME

D'UN GOUVERNEMENT OUVRIER

M. Charles Maurras repousse le gouvernement de la classe ouvrière, comme étant perturbateur. Il le compare au gouvernement communal du XII^m^e siècle. Comme les cadres de la société féodale d'alors subsistèrent, le mal fut circonscrit. Les « communes naissantes »⁵² s'adaptèrent aux institutions antérieures, ce qui permit de faire coexister plusieurs systèmes politiques très différents.

M. Maurras s'oppose à la destruction radicale d'une forme politique de gouvernement, d'une institution ou d'une classe, parce qu'elle ne peut être, à son avis, que stérile, comme est aussi stérile le pacte spontané des volontés consentantes à doses bien égales et où personne n'influe sur l'autre, afin que le libre arbitre des parties contractantes soit sauvegardé⁵³. C'est pourquoi il ne considère comme un fait favorable que la guerre. Elle est capable de mettre tout le monde d'accord. Il ne s'agit pas d'une guerre de destruction, mais d'une guerre de

⁵² *Gazette de France*, 6 et 7 Mai 1906.

⁵³ Ou si l'une influence l'autre, c'est dans la même mesure ou l'autre le fait à son tour.

compromis. A la faveur de cette composition on établit l'hégémonie de l'un sur l'autre. Avec le temps, cette suprématie obtenue de haute lutte s'effrite peu à peu, et le vaincu finit par établir son influence. Mais avec un peu de bonheur, elles peuvent s'égaliser. Or, qui ne voit que nous sommes alors dans cette hypothèse d'un accord spontané à dose égale que M. Maurras traite de stérile. Le compromis serait-il sans efficacité aucune ? Alors pourquoi M. Maurras le préconise-t-il ? De la part d'un « réaliste », cela serait plutôt étonnant si ce n'était contradictoire.

Cependant, M. Maurras croit à la vertu curative du temps. Il fait oublier les maux présents. Et une bonne guerre serait comme le vin de vieille date ; elle devient meilleure. Par le compromis, et à l'aide de l'oubli, les conflits sont tempérés. La sagesse gagne du terrain. On procède alors à un juste emploi des énergies et à une exacte adaptation des moyens les plus simples à des fins utiles et fécondes ⁵⁴.

Mais si l'on souhaite cette sage économie au mouvement ouvrier, il faut aussi lui souhaiter ce qui n'a pas manqué au mouvement communaliste du XIX^{me} siècle, un organe intéressé à ne rien laisser détruire et à tout utiliser et concilier. M. Maurras ne le dit pas ⁵⁵, mais dans sa pensée, cet organe, gros de qualités conciliatrices, ne saurait être que la monarchie.

En effet, le monde ouvrier veut prendre conscience de ses intérêts. Ce jour-là, affirme M. Maurras, il s'éloignera des chefs qu'il s'est donnés ou bien qui se sont imposés à lui. D'indifférent à la République, il deviendra hostile et il rejoindra la Contre-Révolution ⁵⁶.

SECTION CINQUIÈME

SYNDICALISME, PAS DÉMOCRATIE

A l'avis de M. Maurras, les peuples tendent à s'éloigner de l'idéal démocratique et républicain. Et ce pour deux motifs :

1° Le premier tient à l'activité économique et industrielle croissante. La grande industrie tend à développer l'organisa-

⁵⁴ *Gazette de France*, 6 et 7 Mai 1906.

⁵⁵ Du moins dans l'article cité.

⁵⁶ *Gazette de France*, 7 Mai 1906.

⁵⁷ *Action Française*, 8 Octobre 1910.

tion professionnelle toute contraire à l'esprit de l'individualisme démocrate. De son côté, l'éveil de l'idée de classe fait sentir plus vivement au prolétariat la dureté des répressions des gouvernements bourgeois. Dans toutes les républiques du monde, affirme avec assurance M. Charles Maurras, la bourgeoisie dominante n'est pas tendre au prolétariat. En France, en Suisse, aux Etats-Unis, au Mexique ou en Argentine, le gouvernement a eu la main très lourde, dit-il. Cela lui permet de conclure que le régime républicain n'assure au peuple aucun privilège ⁵⁸.

2° A côté de cette désaffection des masses envers l'idée républicaine, on assiste au développement des aspirations monarchiques dans les élites. Après l'aspect négatif de la question, l'aspect positif.

La classe capitaliste est obligée de reconnaître la brutalité et partant l'inefficacité des répressions républicaines ; celles-ci ne règlent rien et envenimeront tout. Dans ces pays non-monarchiques, la menace révolutionnaire est fréquente et même parfois constante. L'industrie évolue péniblement et les affaires languissent, paralysées qu'elles sont par l'effet des mauvaises lois ou à cause de l'action des parlementaires ou des politiciens. Le monde d'aujourd'hui nécessite beaucoup d'ordre et la démocratie est impuissante à l'assurer. C'est pourquoi les intérêts économiques aspirent à la stabilité et à l'unité du commandement, ce qui oblige à vouloir les garanties de la royauté. Et cela se voit même dans les pays où la vie politique est à ses débuts, comme aux Etats-Unis, par exemple. A plus forte raison, dans les pays anciennement organisés. Là, la chimère de 1848 est bien morte. Les « prétendus » ⁵⁹ mouvements démocratiques n'ont aucune réalité républicaine ou quarante-huitarde. Ils sont de simples modes de l'agitation sociale ou syndicale.

Ce qui précède permet à M. Charles Maurras de tirer la conclusion suivante :

Le siècle passé a vu l'éclosion du socialisme, mais aussi du principe des nationalités, et « l'idée nationaliste est la seconde des deux grandes idées que le XIX^{me} siècle a léguées au XX » ⁶⁰.

58 *Action Française*, 8 Octobre 1910.

59 *Action Française*, 8 Octobre 1910.

60 *Action Française*, 8 Octobre 1910.

SECTION SIXIÈME

LA C. G. T. ET LA QUESTION OUVRIÈRE

Tel qu'il est sorti de la Révolution, l'ouvrier est un nomade⁶¹ ; il est sans titre et sans état. Il n'était pas assuré du lendemain. Il était fatal qu'il devienne exigeant jusqu'à l'absurdité, jusqu'à la destruction de son industrie nourricière. Car seule cette exigence lui assure son lendemain.

Dans un régime qui est la prime aux agitateurs⁶², telle que la République, qui tend à faire de l'ouvrier un insurgé en permanence, tout en voulant domestiquer les organisations indépendantes, le salut de l'ouvrier ne peut être assuré que par l'organisation ouvrière. Et la Confédération générale du Travail lui est d'un grand secours. Car « elle emploie toutes les armes qu'elle possède pour se défendre »⁶³, elle et la classe ouvrière. Contre qui ? Contre le régime démocratique et républicain que s'est donné la France⁶⁴. C'est lui le véritable adversaire de l'intérêt ouvrier et la cause des agitations des travailleurs n'est pas économique mais politique. Du moins en France.

La République a voué une « haine sanglante »⁶⁵ à la Confédération générale du Travail. Pourtant, elle ne la dissout pas. Le gouvernement républicain — en ce temps il s'agissait du gouvernement Clémenceau de 1908 — n'a aucun intérêt, toujours d'après M. Charles Maurras, à supprimer la C. G. T. Pourquoi ? Parce que cet organisme, aujourd'hui gênant, peut lui être demain utile lorsqu'il sera bien dans sa main. Il n'est pas facile de faire de nouveau un autre groupement de la même portée que celui de la C. G. T. Mais en lui donnant des chefs dociles, le gouvernement aura à sa disposition un merveilleux outil de domination politique et sociale.

Les associations religieuses qui échappaient à l'emprise républicaine furent brisées ; les associations bourgeoises sont bien tenues en main. Il faut, en vertu du même processus, agir de la même manière avec le monde du travail. Et le problème

61 *Action Française*, 30 Juillet 1908.

62 *Action Française*, 1^{er} Août 1908.

63 *Action Française*, 4 Août 1908.

64 *Action Française*, 4 Août 1908.

65 *Action Française*, 11 Août 1908.

qui se posait au sujet de la C.G.T. était simple et pouvait se formuler ainsi : « la décapiter pour la capter » ⁶⁶.

Pour M. Charles Maurras, c'est là une solution habituelle. On veut transformer les braconniers en gardes-chasses et métamorphoser les chemineaux en soldats. C'est l'a, b, c, de la politique. On fait de tous ces gens-là les soutiens de l'ordre. Mais l'ordre de la Démocratie est celui de la Révolution. Il est bien mouvementé cet ordre. En 1899 on poussait les révolutionnaires à insulter l'autorité militaire et, en 1901, à critiquer le clergé et les congrégations. Or, les masses et les syndicats ouvriers, une fois domestiqués, à quoi seront-ils employés ? On les utilisera contre les industriels, les commerçants et les propriétaires. De quelle manière ? Par le moyen des manœuvres fiscales.

En ce temps — 1908 — l'impôt sur le revenu n'était pas encore voté, et il soulevait de vives oppositions dans la masse des contribuables. « Avec son innombrable petite bourgeoisie, sa petite industrie, son immense petit commerce, la France n'ira jamais de plein gré ni à l'inquisition fiscale, ni à la déclaration du revenu personnel ». « Eh ! bien, on l'y fera aller de force » ⁶⁷, s'écrie M. Charles Maurras.

Grâce à l'appui révolutionnaire et ouvrier, savamment utilisé, on fera pression sur les protestataires, et sur tous ceux qui esquissent une opposition contre la machine fiscale et l'accroissement de son rendement.

Par le « concours de l'Émeute et du Gouvernement » ⁶⁸, on vient ainsi à bout des résistances et des murmures.

SECTION SEPTIÈME

LES RETRAITES OUVRIÈRES

M. Charles Maurras est opposé non pas tant au *principe* des retraites ouvrières qu'à la *méthode* d'application de cette loi : Car, dit-il, « comme on entra dans la politique de laïcisation sans avoir pu s'assurer d'un moyen financier de remplacer les écoles religieuses que l'on fermait, on vote le principe des

⁶⁶ *Action Française*, 11 Août 1908.

⁶⁷ *Action Française*, 11 Août 1908.

⁶⁸ *Action Française*, 11 Août 1908.

retraites ouvrières avant de savoir comment en faire les frais ». Mais la nécessité de produire un effet immédiat a tout emporté. Car il fallait dire à l'électeur dont on cherchait le vote : « Ce n'est pas une promesse, ce n'est pas un projet que nous t'apportons. C'est une loi. Elle est écrite, elle est votée, elle ne peut pas défaillir ».

M. Charles Maurras qui comprend très bien ce langage, veut nous l'expliquer. En le commentant, il nous dit que d'habitude il ne s'agit pas pour le régime d'aboutir, « mais d'en avoir l'air ». C'est la destinée du régime, ajoute-t-il.

L'économie de cette loi sur les retraites ouvrières est défectueuse, affirme M. Maurras. Car l'on a abusé du calcul des *moyennes*. Et là-dessus M. Maurras bâtit toute une philosophie sociale sur l'opposition qu'il y aurait entre les *limites* et les *moyennes*.

Si l'on compare l'élévation du Pont-Neuf et du Pont-Royal à celle de « ce pauvre pont de Solférino »⁶⁹, on aperçoit tout de suite la différence. L'élévation des premiers tenait compte de la limite des crues, tandis que celle des seconds n'envisageait que des moyennes. On avait conçu ces derniers travaux d'après la moyenne des crues, en se gardant bien de les concevoir à leur maximum, car, disait-on, cette limite est rarement atteinte, et l'on se contenta de prévoir une sorte de zone intermédiaire, au-delà de laquelle la crue était considérée comme exceptionnelle.

Pratiquement, cette théorie aboutit à des désastres, car les jours où il se produit une crue exceptionnelle — et on a vu de ces journées-là — la rue et le pont sont accablés par le torrent d'eau.

M. Maurras, comparant les *limites* aux *moyennes* et les ponts d'ancien régime à ceux de la démocratie, conclut par l'affirmation que cette opposition caractérise aussi les deux états politiques : la Monarchie et la Démocratie.

« La République est un pont de Solférino »⁷⁰, s'écrie avec humour M. Charles Maurras. Elle est bâtie sur des moyennes ; pour des journées de calme et demi-calme, où les crues ne sortent pas de l'ordinaire, ni l'agitation des rues, de l'ornière habi-

69 *Ibidem*.

70 *Ibidem*.

tuelle. Qui ne voit que cette République est, comme dit notre auteur, « le règne de la facilité » où tout s'exécute en vertu de l'inertie et de la vitesse acquise ! Tout va alors facilement, car on est en des temps plus ou moins normaux. Mais, quid en temps de crise ? Que se passera-t-il « si, soudain, soit dans la paix, soit dans la guerre, tous les ressorts de la nation devaient être tendus dans un effort suprême pour couvrir la frontière ou sauver l'âme du pays » ? ⁷¹ se demande M. Gabriel Hanotaux, cité par M. Maurras.

Il faut donc toujours prévoir les crises et les limites maximales qu'elles peuvent atteindre. Or, la République ne le fait pas. Les lois sont à son image et tout aussi défectueuses. Car « c'est une limite et non une moyenne qu'il faut calculer en tout temps » ⁷². Or c'est justement la condition dont les auteurs de la loi sur les retraites ouvrières ont fait abstraction.

Là, s'arrête l'exposé maurrassien concernant ce sujet-ci. Il ne nous donne pas d'autres explications.

SECTION HUITIÈME

LES OUVRIERS ET L'ÉTAT DÉMOCRATIQUE

Les partis politiques générateurs de l'Etat républicain promettent beaucoup de choses aux ouvriers, mais il peuvent les abandonner dès qu'ils ont rendu le service sollicité. Les politiciens se servent d'eux pour fomenter des provocations et des excitations, les unes plus vaines que les autres ; ils se servent des ouvriers syndiqués, en vue de se créer des « marche-pieds vivants » ⁷³, ou encore « des escabeaux de chair humaine » ⁷⁴ qui, une fois l'opération électorale réussie, seront repoussés dédaigneusement ou sabrés sans merci.

Les masses ouvrières ont été utilisées pour pousser au pouvoir les hommes de la République. Ainsi, au temps de Gambetta et de Rouvier, lorsqu'on faisait appel aux masses pour triompher du maréchal ou de l'Eglise, on leur fit la cour, mais une

⁷¹ *Action Française*, 15 Février 1910.

⁷² *Action Française*, 15 Février 1910.

⁷³ *Action Française*, 15 Février 1910.

⁷⁴ *Action Française*, 15 Février 1910.

cour simplement républicaine ⁷⁵. Elle devint radicale avec Gambetta et ses amis installés au pouvoir. Elle fut radicale-socialiste lorsque le parti radical mit solidement la main sur les rênes du gouvernement. Enfin elle tourna au socialisme et à l'extrémisme avec Millerand, Briand, Viviani.... aux ministères. Du moins, M. Charles Maurras en est convaincu.

SECTION NEUVIÈME

LES OUVRIERS ET LA POLITIQUE

« Les prolétaires de tous les pays font de la politique sociale : on fait faire aux prolétaires de chez nous de la politique tout court ». C'est là une des convictions les plus chères à M. Charles Maurras. Et il essaie d'en démontrer le bien-fondé.

Dans la Belgique, l'Angleterre ou l'Allemagne d'avant-guerre, le socialisme était bien plus florissant qu'en France. Sans parler des réformes sociales des Hohenzollern, très avancées sur la République Française et Retardataire, l'état du parti ouvrier de l'étranger était prospère. Là-bas, les caisses du parti étaient pleines, les journaux abondamment répandus, et les organisations, possédant des grandes et spacieuses maisons communes, esquisses de la cité future, étaient nombreuses, tandis qu'en France on se heurtait à des maigres cotisants, à des journaux rares, à des édifices élevés et entretenus par l'Etat. La raison est qu'ici on fait de la politique pure.

Ainsi, le mouvement Ferrer était une action de politique religieuse. Le mouvement Dreyfusard était anti-militaire. Mais, répond M. Maurras, affaiblir la puissance militaire d'un pays, c'est par là même diminuer le bien-être des ouvriers de ce pays, exposés à l'invasion et à la tutelle étrangère. Et M. Maurras donne l'exemple suivant : la condition des Polonais, au temps de la Pologne partagée, était au-dessous de celle que leur aurait procurée « quelques mois de guerre sanglante, mais heureuse et libératrice » ⁷⁷.

⁷⁵ *Action Française*, 20 Septembre 1912.

⁷⁶ *Ibidem*.

⁷⁷ *Ibidem*.

SECTION DIXIÈME

LA MONARCHIE ET LES OUVRIERS

« Il n'y a pas de rapport entre la forme républicaine et l'affranchissement du prolétariat »⁷⁸. C'est là une autre conviction maurrassienne. La monarchie peut encore mieux affranchir le prolétariat. Pourquoi ? Parce que le souverain bien de la Monarchie consiste à remplacer la République, c'est-à-dire à supprimer un des fléaux du régime qui est l'exploitation *fatale* de la classe ouvrière par la classe des politiciens.

Sans doute, à côté de cette exploitation politicienne il y a cette exploitation capitaliste qui fut si dure. Mais, répond M. Maurras, la République ne l'a pas. Et puis la législation de certains royaumes ou empires, tel le Reich allemand, est plus avancée que celle de bien des Républiques.

La Monarchie, une fois restaurée en France, aidera grandement le prolétariat et contribuera beaucoup à améliorer sa condition humaine. Abolira-t-elle, pour cela, la propriété individuelle ou le patronat : nullement parce que les deux éléments sont nécessaires à la reconstruction sociale.

La monarchie, à l'avis de M. Maurras ne promet pas la lune. Mais ce qu'elle promet elle tient. Et la lutte contre le capitalisme parasite serait menée jusqu'à la victoire finale, par la Monarchie. Et cette deuxième cause d'exploitation ouvrière cessera.

SECTION ONZIÈME

LE PRIVILÈGE ET LA CLASSE OUVRIÈRE

D'après M. Charles Maurras il ne faut pas chercher une organisation pour *la* classe ouvrière ou pour l'ouvrier en soi. Ce serait une « chimère », comme le dit notre auteur. Pour lui, l'*ouvrier* n'existe pas, il y a *des* ouvriers. De même il n'y a pas la Profession ou le Métier, mais des professions et des métiers. On retrouve ici la vieille distinction maurrassienne de la Liberté et des libertés, de la Science et des sciences, etc...

⁷⁸ *Action Française*, 16 Décembre 1912.

Entre ces multiples métiers, il y en a qui sont au nœud vital de la production : mines, chemins de fer, poste, électricité, etc... Les industries visées par M. Maurras sont celles que les Anglais appellent : industries-clefs. Ce sont les métiers sans lesquels tout « menace ruine »⁷⁹, comme l'écrira l'auteur royaliste. Ces métiers exercent un monopole de fait. M. Maurras préconise de le confirmer en droit et de leur reconnaître un privilège correspondant. En contre-partie de ce privilège, ils seront assujettis à une discipline proportionnée. Etant investis des grands droits, ils doivent accepter aussi des grands devoirs. Car, « l'avenir est à l'autorité et aux libertés, à la militarisation et au privilège »⁸⁰. C'est une forte conviction de M. Maurras. Il est persuadé que rien ne se fera sans le concours de ces deux termes : l'autorité et le privilège.

SECTION DOUZIÈME

L'AVENIR

L'avenir est aussi à l'union des classes. Car « il n'y a pas de raison pour que les lois de la concorde des classes inspirent moins d'enthousiasme que l'idée de leurs dissensions »⁸¹. C'est de ce côté de la paix sociale que l'on trouve la vérité politique. C'est pour elle qu'il faut lutter sans cesse et à laquelle il faut convertir le travailleur.

Comme l'ouvrier français est, à l'avis de M. Maurras, très intelligent et même attiré par les idées, son retour à la vérité naturelle et sociale sera complet. Il sera alors capable d'imposer aux capitalistes un ordre traditionnel plus strict. Et l'on pourra conclure avec lui un accord stable et fructueux dont tout le monde profitera. Mais il faudrait, pour créer cette atmosphère de conciliation sociale, un peu de propagande et un peu de bonheur.

⁷⁹ *Action Française*, 16 Décembre 1912.

⁸⁰ *Action Française*, 5 Juin 1915.

Car la monarchie est héréditaire et non pas élective.

⁸¹ *Action Française*, 3 Mars 1920.

L'ouvrier français veut, paraît-il, savoir le pourquoi de ses actions. Dans la société corporative, il sera plus heureux, mais il voudra connaître le pourquoi de sa félicité. Par la propagande et les conférences M. Maurras peut y aboutir.

L'ouvrier doit être donc arraché aux doctrines d'anarchie sociale et de lutte de classes et initié sans retard au principe de l'ordre et du salut ⁸².

⁸² *Action Française*, 3 Mars 1920.

CHAPITRE V

ÉTATISME OU LIBERTÉS ?

Comment poser ce grand problème de l'Etatisme ? Charles Maurras le pose en s'y opposant. Et il dresse contre lui toute une théorie des libertés publiques où il voit le salut du pays et une des conditions de sa prospérité et de son bonheur.

La question du socialisme d'Etat a agité le XIX^e siècle. Contempteur de cette époque historique, Charles Maurras se devait de prendre position à ce sujet. Il l'a fait d'une manière si nette, aussi bien dans ses écrits que dans ses actions politiques, qu'il est difficile de la négliger. C'est un apport qui grossit le rang si varié de ceux qui s'étaient déclarés adversaires de l'étatisme.

Dans ses écrits, Charles Maurras spécifie quelle est son attitude, l'explique à l'aide de maints arguments et à force de répéter sans cesse et de clarifier toujours ses expositions où ses idées se présentent sous l'aspect nuancé et oblique des choses complexes, il nous fait pénétrer dans le fond de sa doctrine et saisir sa pensée dans son ensemble comme dans sa vérité. Les diverses citations que nous en donnerons feront voir cette prise de position qui est aussi une prise d'armes. Car, à son avis, l'étatisme doit être farouchement combattu, et les raisons doivent être des armes qui portent loin et bien. Efficacité d'abord.

Dans leur activité politique et électorale, Charles Maurras et Léon Daudet n'ont laissé place à nulle équivoque. Ils se sont déclarés, — même si cela était préjudiciable à leurs intérêts électoraux, — contre les monopoles d'Etat. Cette déclaration est sans ambiguïté. Elle n'est pas restée unique ; elle fut multipliée et répétée à satiété. Dans les livres, dans les articles, dans

les manchettes du journal de l'Action Française, ils ont souvent mis en épingle cette profession de foi. Celle-ci n'est pas simplement électorale. Au contraire, ses auteurs sont convaincus de sa nécessité et de sa bienfaisance. Elle convient à toute la nation, et pour longtemps, non pas seulement pour la période des votes, lorsque le citoyen, par le moyen des suffrages, exerce sa souveraineté populaire et intermittente. De quatre en quatre ans. Les entr'actes sont longs et les actes durent ce que durent les roses : la journée du vote. Il y a, comme on voit, dans la souveraineté populaire, plus d'entr'actes que d'actes.

Sur le terrain électoral comme sur le domaine de l'idéologie politique, l'action et la pensée maurrassiennes ne prêtent le flanc à aucune critique d'imprécision. Les idées de M. Charles Maurras sont nettes et claires. Elles paraissent même être assez belles.



La question de l'étatisme ou de l'interventionnisme, comme on dit encore, a fortement occupé la politique et la pensée du XIX^e siècle. Elle a donné naissance à des groupes d'action et de pensée appuyant ce mouvement de l'Etat qui se fait envahissant et qui veut s'emparer de la directive économique de la société. Elle permet aussi l'éclosion des doctrines adverses. Mais c'est l'étatisme qui fut victorieux.

Les faits plébiscitèrent l'Etat. Ils se déclarèrent favorables à l'emprise croissante des pouvoirs publics. Ils se multipliaient et s'élargissaient. Leurs fonctions s'accroissaient jusqu'à devenir innombrables, leur sphère d'influence s'étendait jusqu'à englober le pays entier. Parallèlement au développement des grandes villes, l'Etat tentaculaire progressait constamment. Sans cesse il se voyait pourvu de nombreuses attributions que l'évolution du monde s'évertuait à compliquer sans cesse.

Devant un pareil processus, les hommes de pensée ou d'action prenaient position, comme on dit à la Bourse. Ils jouaient aux chances de vie et de gains de l'Etat économique. La Révolution, après avoir été libérale, prenait fait et cause pour la nouvelle poussée des faits. La Contre-Révolution s'y déclarait nettement hostile. Comme sur tant d'autres questions, les Fran-

gaïs¹ se divisaient en clans. Il y avait celui de l'Etat et de la Révolution, comme celui de la réaction et de l'anti-étatisme.

Saint-Simon et, à sa suite, ses disciples et la longue lignée d'économistes proches de lui, se déclaraient en faveur de l'évolution étatiste. Wagner, de l'Université de Berlin, formulant « la loi de l'extension croissante des interventions de l'Etat » reprenait une formule de Rodbertus empruntée aux saint-simoniens. De même, « lorsque M. Paul Leroy-Beaulieu, si attaché à l'orthodoxie libérale, énonçait lui aussi dans son « Essai sur la répartition des richesses »² la loi de l'accroissement constant du domaine de l'Etat, qui sait s'il ne subissait pas inconsciemment, par l'intermédiaire de Michel Chevalier, l'influence de la doctrine saint-simonienne ? ».

Du côté de la Contre-Révolution, des corporatistes comme La Tour du Pin ou Maurras manifestaient une vive inimitié à tout progrès de cet Etat qui portait avec lui la Révolution. Là aussi, Charles Maurras se révèle un anti-saint-simonien irréductible. Les oppositions entre ces deux hommes sont nombreuses et immenses. Elles nous occupent.

Sans doute, Saint-Simon était assez près des libéraux de son temps, Charles Comte ou Dunoyer, mais sur certains points il s'en sépare. Il y a dans l'œuvre de Saint-Simon des passages fort troublants quoiqu'un peu vagues, tel celui-ci cueilli dans « L'Organisateur » :

« On a reconnu que presque toutes les mesures par lesquelles les gouvernements ont prétendu influer sur la prospérité sociale n'ont eu d'autre résultat effectif que de lui faire tort ; et de ce fait on a conçu l'adage que ce que les gouvernements peuvent faire de mieux pour le bonheur de la société, c'est de ne pas s'en mêler. Mais cette manière de voir, qui est juste quand on ne la considère que par rapport au système politique *existant*, est évidemment fausse quand on l'adopte dans un sens absolu ; elle ne peut subsister ainsi qu'autant qu'on ne s'est pas élevé à l'idée d'un autre système politique ». Saint-Simon a, dans ce passage, fort bien posé la question. Dans un état social donné, l'étatisme peut être mauvais. Ailleurs il peut être bon. Tout dépend des circonstances.

En cela, il diffère des anti-étatistes, surtout libéraux, pour

1 Nous pensons ici surtout à la politique étatiste française.

2 *Ère des Tyrannies*. Page 89.

qui cette manière de voir est vraie dans un sens absolu. Charles Maurras ne fait pas les réserves ni les distinctions de Saint-Simon. Pour lui, c'est bien simple, l'étatisme est mauvais, qu'il s'agisse de l'Etat social existant ou de la Cité future. Pour celle-ci, il rêve de corporatisme.

*
**

Charles Maurras et Saint-Simon s'opposent ici comme ailleurs, avec la même netteté et la même force. Et il n'y a rien d'aussi excitant pour l'esprit qui se veut être un « clerc » pur, que ce jeu des pensées qui se heurtent et des idées qui se choquent, inconciliables.

D'une certaine hauteur, on voit cheminer ces courants de pensées, pareilles à d'immenses cours d'eau qui roulent leurs nappes liquides sur des longueurs qui n'ont pas l'air de finir, mais qu'avec un certain effort de détachement on les aperçoit dans toute leur étendue. De même, les pensées des hommes font couler leurs nappes de vérités ou de mensonges sur des grandes surfaces qui ne peuvent être serrées de près que par l'esprit accoutumé aux vols à haute altitude. Là, dans cet empire silencieux et glacial des idées pures, la pensée se trouve à l'aise, pour se promener sans gêne et saisir sans difficulté les vérités du moment ou celles de toujours. C'est la montée qui est dure. Une fois le pic escaladé, la vue n'est plus difficile, mais elle devient merveilleuse. La vérité s'offre paresseusement.

Or, pour juger cet immense et fécond XIX^e siècle, grouillant d'idées et d'appétits, avide de connaître et cupide de jouissances, il faut se détacher des choses pour mieux les appréhender. On les acquiert alors dans leur totalité. On les encercle. C'est en quelque sorte une stratégie du regard que nous préconisons ici.

Les faits se laissent, alors, mieux voir et l'évolution des choses se fait mieux apparaître. Cela représente une vue magnifique de ce siècle qui, vu *sub specie aeternitatis*, fut beau. Il fût aussi plein de ressources et riche de promesses. Et le siècle vingtième cherche à rendre vraisemblable le dix-neuvième, en le réalisant. C'est une tâche rude et glorieuse.

PARAGRAPHE I

DE L'ÉCONOMIE A L'ÉTATISME

Les conceptions économiques de Saint-Simon le poussent avec fatalité vers une politique étatiste. Il ne l'a pas développée complètement, à peine l'a-t-il esquissée. Les saint-simoniens non plus n'ont pas tiré de la doctrine tout ce qu'elle impliquait de réalités futures, l'histoire seule s'en chargeant et pouvant le faire. Il est advenu à l'école saint-simonienne ce qui est arrivé à une grande doctrine libérale : la théorie de la rente. Elle a subi tant d'élargissements qu'elle devint presque méconnaissable. Après les libéraux, les socialistes — agrariens ou fabiens — s'en sont servi.

Si l'on veut se demander où mène la doctrine saint-simonienne, un seul mot le résume : le communisme, c'est-à-dire l'étatisme absolu.

Comment y arrive-t-il ? Cela est intéressant à connaître, car il suffira de prendre le contre-pied de cette évolution doctrinaire pour se trouver en plein maurrassisme. Au chapitre de l'Etat comme à celui de l'économie, ces deux hommes s'acharnent, sans le savoir, à se combattre. Sans le savoir, parce que Saint-Simon est mort avant la naissance du maurrassisme, et que Charles Maurras n'a pas été arrêté — au fait, l'a-t-il lu ? — par la pensée du premier.

Condamnés à s'opposer malgré eux, à s'entrechoquer sans relâche, ils le font consciencieusement. C'est ce qui fait le charme prenant de toute étude de deux pensées qui se livrent une lutte sans merci.

**

Economique d'abord ! Administration partout ! Tels parais-

sent être les cris essentiels du saint-simonisme. Il est difficile de résumer cette doctrine mieux qu'avec ces mots-là. Sans dire tout, ils disent l'essentiel.

Ce principe de l'économie d'abord aboutit, par une *fatale* évolution logique et historique, à trois conclusions de grosse importance pour l'organisation sociale :

- 1° l'étatisme ;
- 2° la centralisation ;
- 3° l'égalité.

Inversement, la politique d'abord de la doctrine maurrasienne mène à trois conclusions diamétralement opposées aux précédentes :

- 1° l'anti-étatisme ;
- 2° la décentralisation ;
- 3° l'inégalité.



A l'étatisme, Saint-Simon y conduit. Nous avons cité plus haut le passage de l'*Organisateur* où se trouve l'ébauche d'une politique étatique. Les saint-simoniens, allant plus loin, exigent l'immixtion du gouvernement dans tous les rapports sociaux. Dans « L'Exposition de la Doctrine saint-simonienne », ils écrivent :

« Bien loin d'admettre que l'on doive se proposer de réduire toujours de plus en plus *l'action directrice* dans le sein des sociétés, nous pensons qu'elle doit *s'étendre à tout*, et qu'elle doit être toujours présente, car pour nous toute société véritable est une hiérarchie ».

Mais qu'est-ce « l'action directrice » dont parlent les saint-simoniens, étendue à tout, sinon la politique d'Etat selon laquelle le gouvernement devra se mêler de toutes les affaires sociales afin de les modifier suivant ses principes et les exigences de l'intérêt général ?

Nous avons vu Saint-Simon et ses disciples préconiser une politique étatiste. Il nous reste à savoir *pourquoi* et *comment*

ont-ils pu aller de l'économique à l'étatisme. Par *a contrario*, nous résoudrons aussi la question maurrassienne.

L'économique d'abord c'est l'administration partout. Substituée au gouvernement des hommes, elle se ramifie en tous sens. La pan-administration, c'est l'étatisme.

A l'égalité, nous conduit aussi Saint-Simon. Sans doute, le saint-simonisme est-il « organisateur et hiérarchique », comme l'affirme Elie Halévy et comme il ressort du passage saint-simonien déjà cité ; sans doute, repousse-t-il l'égalité des besoins et des facultés, comme le fait remarquer Charles Gide, il n'en reste pas moins vrai que la doctrine saint-simonienne est grosse de communisme égalitaire. Il suffit de lui faire dire ce qu'il faut à l'encontre de ce qu'elle fait, pour arriver à cette conclusion égalitaire contraire à ses prémisses hiérarchiques. On aboutit, par une meilleure interprétation de la doctrine, à des vues toutes opposées à certains de ses principes. En effet, Saint-Simon n'est pas à proprement parler un socialiste, il est industrialiste. Cependant, les saint-simoniens en ont fait un socialiste, en développant avec talent et originalité ses vues. Mais le saint-simonisme peut être élargi à son tour, et finir en ce communisme égalitaire que les saint-simoniens repoussaient avec force, ne tenant guère à être confondus avec les partisans de la loi agraire, c'est-à-dire les babouvistes. Il suffit de bien peu.

En exigeant la suppression de la propriété privée et de l'héritage, les saint-simoniens voulaient réaliser l'égalité au point de départ. Mais en vertu de ce principe d'extension des choses et des idées que nous avons déjà rencontré, nous pouvons répondre : pourquoi réaliser l'égalité seulement au point de départ ?

La centralisation aussi a été intuitivement perçue par les saint-simoniens et son importance future ne leur a pas échappé. Sans doute, s'agissait-il là d'une centralisation par le moyen des ententes industrielles plutôt que par l'intermédiaire de l'Etat, mais en vertu du même principe d'extension des choses sur lequel nous nous sommes tant de fois butés, on pourrait se demander : pourquoi l'Etat ne réaliserait-il cette opération économique ? Il est le plus grand instrument d'un pays et s'il s'agit de développer à outrance la production en grand, c'est à lui que normalement on doit confier la tâche de direction et d'organisation. C'est à lui d'entreprendre cette œuvre de cartellisation nationale.

On voit donc comment l'étatisme sort harmonieusement et comme par une fatalité logique des élargissements de la doctrine saint-simonienne. Il n'en est pas de même du maurrassisme. C'est plutôt le contraire.

Pour exposer avec méthode, sur ce sujet, la doctrine maurrassienne, nous diviserons l'exposé en plusieurs paragraphes, à savoir :

- 1° L'Etatisme.
 - 2° La Centralisation.
 - 3° L'Egalité.
-

PARAGRAPHE II

L'ÉTATISME

Pour Charles Maurras, l'étatisme abolit les libertés. Il en est la contre-manifestation. Grâce à lui et à la démocratie, on rencontre la liberté et ses périls *en haut*, c'est-à-dire dans les affaires qui engagent l'avenir de la nation, tandis que l'autorité a été placée, bien inutilement à son avis, *en bas*, dans les affaires qui engagent les citoyens et où, au contraire, il aurait fallu laisser plus d'initiative et de liberté.

L'administration française inflige à l'administré toutes sortes de vexations et « il n'est point d'insolences que n'osent les bureaux contre les citoyens »³. Un César anonyme et impersonnel s'exerce à molester le Français depuis le berceau. Le César-Etat ou le César-bureau lui imposent ses directives. « L'Etat ennuie et tracasse le citoyen »⁴. Bien pis encore ! Il lui inflige des « commodités dangereuses »⁵, c'est-à-dire que l'Etat sert l'individu en des cas où il devrait se servir lui-même et contribue à le déshabituer de l'action personnelle. L'Etat fait disparaître le civisme. Le citoyen devient paresseux et lâche et mûr pour la tutelle économique et politique. En échange, toute liberté est laissée à ceux d'en haut.

L'Etat social de la France présente les caractéristiques suivantes :

- 1° un gouvernement républicain ;
- 2° une administration monarchique.

Cet ordre est au rebours de ce qu'exige le bien public. Il

faudrait renverser les deux propositions et dire : il faut une administration républicaine et un gouvernement monarchique. En effet, ce qui importe à la vie des administrés, c'est la liberté et ce qui importe à la vie politique d'une nation, c'est l'autorité. D'où un gouvernement autoritaire pour la nation et une administration libérale pour les citoyens.

L'étatisme démocratique dit : libertés en haut, autorité en bas. La réaction royaliste s'écrie : libertés en bas, autorité en haut. C'est le contre-pied de la formule précédente.

Aujourd'hui, la République une et indivisible est la proie de mille petits tyrans invisibles et insaisissables. Or, il faudrait mettre à la place de cette République unitaire *des* milliers de petites républiques qui seraient domestiques comme les familles, locales comme les communes, ou professionnelles comme les corporations, coordonnées dans leur ensemble par un pouvoir unique et permanent, personnel et héréditaire : le Roi.

M. Maurras est contre la République parce qu'il en veut plusieurs. Et la distinction maurrassienne de la *République* qu'il faut rejeter et des *républiques* qu'il faut édifier à l'abri du pouvoir royal, rejoint d'autres oppositions non moins familières au penseur royaliste : celle de la Liberté et des libertés, de la Science et des sciences... M. Maurras paraît avoir une haine farouche pour les majuscules. Sans doute est-ce en raison des souvenirs de la Révolution de 1789, celle-ci ayant adoré la *Liberté* que M. Maurras voudrait brûler. On va voir comment se lient logiquement ces distinctions. La République c'est la Liberté et les républiques sont synonymes des petites libertés concrètes. La Liberté est une abstraction métaphysique et les libertés sont choses concrètes. Or, M. Maurras est, depuis longtemps, parti en guerre contre les grues métaphysiques ou les « nuées » de la Démocratie⁶. Il est donc normal de la part de celui qui repoussa la Liberté de rejeter aussi la République, n'admettant que les républiques locales ou les libertés particulières.



Dans l'Etat tel que le conçoit le théoricien royaliste, une large part est faite à l'initiative personnelle, ce qui ferait appa-

⁶ Voir : *Prince des Nuées*, par Charles Maurras. Paris. Editions Jules Tallandier, 1928.

renter cette doctrine au libéralisme économique et politique, si M. Maurras ne s'en défendait si vivement et s'il n'avait accablé de ses railleries les libéraux. L'Etat maurrassien est très puissant dans sa fonction gouvernementale et faible dans sa fonction administrative, c'est-à-dire qu'il ne peut rien entreprendre contre le citoyen.

Fort dans sa prérogative *politique*, l'Etat sera faible dans ses attributions *économiques*. Elles seront modestes et rares. Il n'en sera pas de même de la République française envahissant le domaine économique. Là, le citoyen se trouve, pour lutter contre l'immense appareil de l'Etat, réduit à ses propres forces. Au contraire, dans le « nouveau Royaume de France » que souhaite le directeur de l'Action Française, l'individu soutenu par les diverses communautés locales qui l'assaillent sera sauvé de l'arbitraire de l'Etat. *Mais qui le sauvera de l'arbitraire des communes ?*

**

Dans l'Etat républicain, les garanties du citoyen sont, à l'avis de Charles Maurras, absolument théoriques. En pratique, ils s'évanouissent complètement. Tout au contraire, la théorie monarchiste, qui est respectueuse des droits supérieurs de l'Etat, accorde au citoyen des garanties pratiques. Théoriquement elles ne sont pas inviolables, mais en réalité elles sont très difficiles à violer.

Sous la République, la Liberté est de droit. Sous la Royauté nationale, les libertés seront des faits.

**

On comprend maintenant la position maurrassienne : *anti-étatiste parce que soucieuse de libertés*. Il paraît à Charles Maurras que le « *pan-archisme administratif* »⁷ opprime les libertés, étouffe les civismes. Mais ce pan-archisme administratif amène l'anarchisme d'Etat. Car, avec l'Etat sans maître, l'administration sera maîtresse de tout ce dont le théoricien monarchiste ne veut pas.

Mais l'anti-étatisme maurrassien pèche par une méfiance

⁷ *Enquête sur la Monarchie. Page 460.*

injustifiée à l'égard de l'Etat. En effet, lorsque Charles Maurras écrit :

« Il est à observer que cet Etat (l'Etat royaliste) si fort dans sa propre fonction gouvernementale sera très faible pour rien entreprendre *contre le citoyen* »³, l'auteur paraît croire que lorsque l'Etat sort de ses fonctions politiques et entre dans le domaine économique, il n'a pour première pensée que de trasser le citoyen et d'agir contre lui. Or, tout au contraire, lorsque l'Etat s'immisce dans l'économie privée, c'est pour appuyer la grande masse des citoyens pauvres. Il l'aide ; il la relève.

M. Maurras pourra nous répliquer par la distinction entre ce que l'Etat *veut* et ce qu'il *peut*. Mais l'histoire est là pour nous départager. Comment était la législation sociale et l'état de l'ouvrier au XIX^e siècle : inexistante et misérable. Il n'en est plus de même aujourd'hui, du moins pour ce qui concerne l'Occident de l'Europe. Qu'il s'agisse de la durée du travail, des conditions du travail (hygiène, sécurité, etc.), des réparations des risques professionnels, de la rémunération du travail, des assurances sociales, etc., l'Etat a pris une série de mesures qui, loin d'ennuyer le citoyen, concourent à le secourir.

M. Maurras pourra nous répondre que la situation de l'ouvrier s'est améliorée parce que la situation générale s'est améliorée elle aussi. La technique aidant, la société s'est relevée. Mais le bien-être ouvrier a été encore accru par la politique étatiste. Si l'Etat ne s'était donné la peine d'intervenir dans l'économie d'un pays, la prospérité des humbles n'aurait pas fait des progrès. L'Etat est un peu démagogue. Son intérêt est de satisfaire celui du plus grand nombre. Il est donc fatal que sa politique économique favorise l'essor des masses.

On nous dira : l'Etat est sujet à des erreurs, ce qui compense ses bonnes intentions. Nous répliquerons que les entreprises particulières peuvent avec le même succès faire faillite et que les maladresses de l'Etat sont excusables. Les débuts sont difficiles.

**

Après avoir montré quelle était la position de M. Maurras envers l'Etat économique — attitude hostile — il reste à expli-

³ Enquête sur la Monarchie. Page 458.

quer pourquoi il en est ainsi et comment cette position se lie à l'ensemble de sa doctrine, qu'il s'agisse de l'empirisme organisateur ou de la ploutocratie.

SECTION PREMIÈRE

ÉTAT ÉCONOMIQUE ET EMPIRISME ORGANISATEUR

L'empirisme organisateur ou la mise à profit des bonheurs du passé en vue de l'avenir. Telle est la définition hâtive⁹ que Charles Maurras donne de cette notion. Il reste à l'expliquer.

*
**

L'expérience est une grande maîtresse en politique. Elle ressemble à la Muse ; elle est fille de la Mémoire.

On voit le présent et l'avenir lorsqu'on se souvient du passé qu'il faut interpréter judicieusement¹⁰. Mais l'expérience du passé et du genre humain, c'est l'histoire. D'où l'obligation de se reporter consciencieusement à elle. Empirisme organisateur ou nécessité de « concevoir historiquement »¹¹.

Il y a dans cet empirisme organisateur deux choses qu'il faut mettre en vedette, afin de le mieux comparer à ce que l'étatisme peut avoir de contraire ou de semblable :

- 1° Son humilité ;
- 2° Son esprit critique.

Reprenons-les une à une.

A. — *Pour ce qui est de l'humilité*, Charles Maurras écrit :

« Depuis l'âge où l'on croit penser, je n'ai jamais imaginé que les théories fissent naître les institutions. C'est vrai que je ne saurais non plus contester la puissance d'une doctrine juste dans l'esprit d'un homme d'Etat, aucun fatalisme historique n'ayant jamais été mon fait. Si l'on veut, j'eus des « théories », et si l'on veut, j'en ai encore ; mais de tout temps, ces théories

⁹ *Action Française Mensuelle*, 1^{er} Février 1908.

¹⁰ *Action Française Mensuelle*, 1904.

¹¹ *Action Française Mensuelle*, 1^{er} Mars 1903.

ont mérité leur nom qui en montre l'humilité, elles s'appellent l'empirisme organisateur » ¹².

Par cette profession de modestie qu'il fait, l'empirisme organisateur s'oppose à ce que l'on appelle en économie politique le planisme. Il ne veut pas faire des plans auxquels la société tout entière devrait se soumettre. Au contraire, il procède par *tâtonnements historiques* plutôt que par des *improvisations abstraites et rationnelles*. Il interroge l'histoire et applique à des cas particuliers des solutions particulières. Il porte son attention « sur le compte des « différences naturelles qui ne peuvent manquer de frapper un œil d'analyste » ¹³.

L'empirisme organisateur est un esprit d'analyse ; le plan est synthétique. L'un se soucie des reproches logiques et l'autre s'inquiète du *précédent*. « On ne sait bien ce qu'il faut faire, écrit Charles Maurras, que lorsqu'on sait comment s'y sont pris ceux qui ont su y faire face avant nous. Telle est la méthode d'empirisme organisateur » ¹⁴.

Le planisme est un esprit de géométrie et de symétrie ; l'empirisme organisateur, parce que conception historique, emprunte à l'expérience ses sautes d'humeur, et son asymétrie foncière. Le dernier est plus près de l'expérience et le premier de la raison abstraite.

Si, de l'empirisme au planisme, la distinction paraît nette, il n'en est pas de même lorsque l'autre terme de la comparaison est l'étatisme. S'il est vrai que celui-ci est moins une doctrine économique proprement dite qu'une conception de politique *pratique*, on ne voit plus l'opposition entre l'étatisme et l'empirisme. Car le propre de la pratique c'est d'être empirique. L'étatisme aussi est guidé par l'expérience. Il tâtonne sans parti-pris (du moins au début).

Si de l'étatisme à l'empirisme organisateur il n'y a pas de différence *ab principium*, comment pourra tenir encore debout notre affirmation de tout à l'heure en vertu de laquelle l'opposition maurrassienne à l'étatisme s'explique justement, entre autres, par la position partisane que Maurras a pris envers l'empirisme qu'il a surnommé organisateur ? Nous ne nions pas la ressemblance qu'il peut y avoir entre l'empirisme et

¹² *Action Française Mensuelle*, 1^{er} Février 1908.

¹³ *Romantisme et Révolution ; Trois Idées Politiques*. Page 262.

¹⁴ *Action Française*, 10 Avril 1916.

l'étatisme, mais nous ajoutons qu'elle n'est que temporaire et superficielle. Sans doute, l'étatisme « manque-t-il de ces contours arrêtés qui caractérisent un système purement théorique »¹⁵, comme l'écrivent Gide et Rist. Mais cette absence de contours nets ne caractérise pas à proprement parler l'étatisme. Plutôt ses débuts.

Il est alors tâtilion. Mais l'économie nationale est si complexe, les besoins d'un pays sont si nombreux qu'on n'a pas assez de tout l'appareil de l'Etat pour arriver à les satisfaire. L'Etat qui s'immisce dans cette affaire-ci, sera amené, par une sorte d'engrenage fatal, à envahir d'autres zones d'affaires et ainsi de suite. De proche en proche il finira par comprendre toute l'économie du pays. Pour la faire marcher sans accident il faudra la mettre au pas, c'est-à-dire la soumettre à un ordre rationnel. Il faudra en conséquence établir un plan et soumettre l'économie nationale aux exigences de la planification. L'étatisme mène au plan. Et celui-ci à la socialisation de la production. Or comme M. Charles Maurras ne veut pas plus du communisme que de la planification, il repousse le système étatiste qui y mène tout droit.

A ses débuts, l'étatisme peut ressembler, par les expériences plus ou moins malheureuses qu'il fait avec les affaires du pays, à un système empirique, mais au fur et à mesure qu'il se développe et qu'il prend conscience de l'étendue de ses devoirs, il soumet ses démarches à un plan, autrement dit à un contrôle rationnel. En effet, lorsqu'il mettra la main sur toutes les branches de la production économique, il sera obligé, afin d'éviter les faux pas, de se tenir à un plan qui le guidât.

Voilà donc pourquoi M. Charles Maurras, partisan et auteur de l'empirisme organisateur, repousse l'étatisme qui, au commencement, paraît être empirique. Sans doute, le rejette-t-il aussi au nom de ses conceptions corporatives et des multiples méfaits dont la gestion administrative se rend coupable, mais si l'on cherche la cause initiale, ou si l'on veut, qu'elle est la notion dont la sphère est assez large pour envelopper toutes les autres, cela ne peut être, pour la question qui nous intéresse ici, que l'empirisme organisateur. Et il est sinon une conception du monde, du moins une méthode. Un point de départ.

Cet empirisme organisateur, qui s'oppose logiquement à l'étatisme tient une grande place dans la pensée maurrassienne. Mais cette conception empirique de voir les choses s'oppose aux déclarations maurrassiennes d'amitié pour le classicisme, et pour ces classiques qui, de l'aveu de l'auteur royaliste, « se sont attachés à l'humanité générale et abstraite » ¹⁶.

De même l'amour pour le classicisme qui est une conception universelle du monde, se heurte à la conception particulariste et corporative de l'économie du pays, propre elle aussi au maurrassisme. Mais pour qui est familier avec la pensée tout en nuances de Charles Maurras, ces oppositions se dissolvent dans les démarches sinueuses, parfois tortueuses de la phrase maurrassienne, et dans les détours compliqués de cette pensée.

Nous verrons à propos du corporatisme, comment Charles Maurras résout cette antinomie apparente. Ici nous nous sommes contentés de la poser.



B. — *Criticisme.*

L'empirisme organisateur est aussi esprit critique. Il accorde au passé un « respect pieux » ¹⁷, mais il se réserve de juger ses œuvres et ses idées.

Cet esprit critique qui « voit clair » ¹⁸ est opposé par Charles Maurras à l'esprit révolutionnaire qui « ne sait pas regarder » ¹⁹. Ce dernier veut faire du passé table rase. L'Action Française hait « ce programme de l'amnésie sauvage » ²⁰. Elle ne veut point de table rase, mais la voie libre ²¹.

Ce que la Révolution veut faire dès le principe, l'étatisme — car *l'étatisme absolu c'est le communisme* — est en train de le faire sous nos yeux : table rase du passé. La Révolution détruit tout de suite les erreurs du passé ; l'étatisme y va d'un pas tranquille. Il y va *piano*.

Insurgé contre la Révolution, le criticisme empirique se rebelle aussi contre l'étatisme. Car il n'y a entre celle-ci et

¹⁶ *Barbarie et Poésie*, par Charles Maurras. Page 17.

¹⁷ *Poètes*, par Charles Maurras. Page 108.

¹⁸ *Ibidem.*

¹⁹ *Ibidem.*

²⁰ *Ibidem.*

²¹ *Ibidem.*

celle-là qu'une différence de temps, nullement d'intentions. L'un et l'autre veulent détruire le passé. Mais l'étatisme s'y prend d'une façon insidieuse. La Révolution est plus brutale, et partant plus horrificante. Faisant naître des craintes, elle fait paralyser son œuvre. Tandis que l'Etat, en procédant doucement agit aussi plus efficacement. En effet, pourquoi se méfierait-on de l'Etat lorsqu'il opère prudemment ? Si la Révolution est violence, l'étatisme est une ruse perpétuelle.

La politique étatiste calme l'opinion. Elle l'habitue aux solutions les plus extrêmes. Exemple : au XIX^e siècle, le communisme et le socialisme faisaient crier. Aujourd'hui, l'Etat par ses invasions économiques, socialise la production, communise la vie sociale sans que personne crie. Or il est certain que le communisme comme la Révolution veulent faire du passé table rase. C'est pourquoi l'empirisme organisateur s'oppose à tous les deux.

En se planifiant, l'étatisme se mue en communisme. Le plan détruisant ce qui gêne, — or comme du passé économique presque tout nous gêne, — montre pleinement où aboutit tout étatisme si humbles soient ses débuts et si modestes ses moyens. L'empirisme maurrassien, prévoyant peut-être ces conséquences, veut y parer en refusant à l'Etat une mainmise absolue sur l'économie nationale. Charles Maurras ne veut pas que l'Etat se fasse marchand d'allumettes²² ou de tabac ou entrepreneur d'enseignement²³. Car alors les allumettes ne prendront plus feu et l'enseignement marchera mal. « L'Etat enseignant est un monstre »²⁴, s'écrie Charles Maurras. Et l'Etat marchand aussi, ajoute-t-il. Cependant, il admet qu'une police économique est nécessaire²⁵. Néanmoins, il ne veut pas que l'Etat se mêle de trop près à l'économie privée. Il lui assigne une fonction de contrôle plutôt que d'entreprise. *Surveillant* plutôt que *directeur*. Et dans les entretiens qu'il eût avec le comte de Lur-Saluces au moment où Charles Maurras enquêtait sur la monarchie, il spécifie la position qui doit être celle de l'Etat. Il note ceci :

« Les organes divers et de création plus ou moins spontanés qui s'échelonnent entre le pouvoir central et les individus, devront fonctionner sous une *surveillance* plutôt que sous une *direction*... »²⁶ de l'Etat.

22 et 23 *Action Française*, 11 Mars 1913 et *Dictateur et Roi*.

24 *Ibidem*.

25 *Dictateur et Roi*. Là Charles Maurras parle d'une police financière

26 *Enquête sur la Monarchie*. Page 90.

Du point de vue économique, Charles Maurras aimerait voir en l'Etat un seigneur plutôt hautain et distant, laissant les affaires industrielles aux soins des particuliers, lui ne devant s'occuper que de la grande politique. *De minimis non curat prae-tor !*

**

Charles Maurras voudrait réaliser un Etat politique, débarrassé des fastidieuses attributions économiques. Il aura le souci de l'armée et des relations politiques étrangères, mais on lui enlèvera ses attributions de marchand ou d'instituteur. Pourquoi cette hostilité envers l'étatisme. Parce qu'il affaiblit l'Etat. Ses attributions économiques l'empêchent de bien remplir ses fonctions politiques. C'est là une idée sur laquelle Charles Maurras revient souvent. Pour lui, « l'Etat français qui se mêle de tout aujourd'hui, même de faire des écoles et de faire des allumettes, et qui, en conséquence, fait tout infiniment mal, vendant des allumettes ininflammables et distribuant un enseignement insensé, l'Etat est lui-même impuissant à remplir sa fonction d'Etat »²⁷. Celle-ci est surtout politique et infiniment peu économique. Tout au plus irait-on jusqu'à constituer une « *police financière* », sur le type de la police politique, « non pour ralentir les transactions, mais pour épargner aux citoyens ces ruines subites dont le pays entier subit le contre-coup »²⁸.

Mais l'Etat ne devrait pas envahir le domaine économique, réservé aux citoyens. Les genres ne doivent pas être confondus.

**

Après avoir exposé la doctrine maurrassienne de l'anti-étatisme et expliqué pourquoi et montré comment elle se liait à l'ensemble de son système de pensée, et dans ce chapitre, en particulier, comment elle rejoignait la conception philosophique de l'empirisme organisateur, il reste à soupeser cette doctrine, rechercher son bien-fondé, si elle en a un, et voir si elle a plus de raisons que de torts.

Charles Maurras critique l'étatisme à cause de ses lourdes maladresses ; ses grossières erreurs l'horrifient. Il est vrai que dans cette crainte, il entre une part d'illusion et de géné-

²⁷ *Dictateur et Roi.*

²⁸ *Ibidem.*

ralisation hâtive. En effet, on peut lui répondre que cette gaucherie de l'Etat est passagère et qu'avec l'expérience — cette grande maîtresse de la pensée maurrassienne, précisément — il pourra manœuvrer avec plus d'habileté. Il saura faire demain ce qu'il fait mal aujourd'hui, et bien ce qu'il fait absurdement.

L'étatisme, quoiqu'on en ait dit, n'est pas une maladie incurable ; c'est une entreprise qui peut, au début, se solder avec quelques déficits, mais peu à peu, et l'expérience aidant, elle arrive à se remonter et dépasser ce stade dangereux des commencements. L'étatisme n'est pas un mal. Il est sujet au progrès, et au progrès dans le bien. Il s'améliore. Et l'erreur maurrassienne, c'est de ne pas avoir vu dans l'étatisme une *technique* comme une autre et tout comme un autre susceptible de perfectionnement.

Il y a une technique étatiste comme il y a une technique aéronautique, automobile, agricole, chirurgicale, etc... Et comme l'homme ne naît pas savant — il se fait — l'Etat ne naît pas habile. Pas même honnête homme. Au contraire, il lui faut une longue période d'acclimatation pour pouvoir prendre ces bonnes habitudes. Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y arrivera jamais. Après quelques siècles de déboires, il sera un parfait honnête homme. Et ces mésaventures de l'Etat doivent être regardées comme des dépenses d'instruction. Déchets de début.

Après ces douloureux enfantements, l'Etat se fera meilleur. C'est là qu'il faut appuyer. L'Etat *n'est pas* ; il *devient*. Il s'améliore sans cesse ; il ne surgit pas tout fait de la tête de Jupiter. C'est un enfant abandonné qui gémit faute de soins. Les temps lui sont durs et les hommes le maltraitent.

*
**

Il y a des entreprises particulières qui ne donnent aucun bénéfice pendant les premières années de l'exploitation. Faut-il pour cela les faire cesser ? Faut-il se décourager si vite ? Que non pas !

Il en est de même de l'étatisme. Comme les dimensions de l'Etat sont plus grandes que celles d'une œuvre privée — si immense soit-elle — et que les besoins auxquels il a à faire face sont plus complexes, les tâches de l'Etat sont plus malaisées

à satisfaire. D'où les déboires du début. Mais peu à peu l'Etat s'instruit, les déchets sont moindres et les gains affluent.

Et la grosse erreur de l'Action Française fut de prendre l'étatisme pour un *principe* définitif et exécrationnel que l'on doive condamner, alors qu'il est une *technique* qui s'améliore constamment.

SECTION DEUXIÈME

ÉTATISME ET PLOUTOCRATIE

Charles Maurras ne s'inquiète pas tant de lois du devenir, c'est-à-dire « de lois du mouvement des sociétés, de lois de leur dynamisme, mais bien des lois de leur état »²⁹. Bref, des lois statiques. Ainsi, il ne s'agit pas pour notre auteur de déterminer *la* loi suivant laquelle s'opère l'évolution du genre humain mais d'appréhender *les* lois suivant lesquelles se présentent certains faits, « qui ont coutume de ne point surgir séparément »³⁰, tel l'avènement de l'élection démocratique et le phénomène de la centralisation. Ces deux phénomènes sont en étroite liaison. L'un amène l'autre. Sur ce point, ils sont semblables à des phénomènes physiques. Par exemple, on peut empêcher l'eau de bouillir, mais si on élève la température à cent degrés, elle va inmanquablement bouillir. De même on peut empêcher la démocratie électorale de se produire, mais si elle se produit on ne peut lui interdire de centraliser³¹. C'est là une des « constantes » de la pensée maurrassienne et de l'Action Française.

Cependant, la centralisation n'est que l'aspect administratif de l'étatisme économique. Et si l'on combat l'un on doit combattre l'autre et après une position décentralisatrice, une attitude anti-étatiste ne messierait pas à la logique du système. C'est ce que M. Maurras fait.

Par conséquent, dire : la démocratie c'est la centralisation, c'est sous-entendre la démocratie, c'est l'étatisme. Et M. Maurras ne se prive pas, non seulement de laisser entendre, mais de

²⁹ *Mes Idées Politiques*. Page 101.

³⁰ *Mes Idées Politiques*. Page 102.

³¹ *Ibidem*.

le faire répéter dans les colonnes de son journal avec force arguments à l'appui.

Ayant dit : la démocratie c'est l'étatisme, Charles Maurras ajoute : « la démocratie c'est la ploutocratie » ³², car « l'élection devient de plus en plus, directement ou non, affaire d'argent » ³³. L'étatisme démocratique est ploutocrate. Il permet à l'Argent et à toutes les forces de l'Or de s'emparer des avenues du pouvoir au détriment du Sang, du Nom et de la Race ³⁴.

D'après ce qui précède on ne doit pas conclure que M. Maurras hait l'Argent. Il ne l'aime pas non plus. A condition de rester à sa place, il le laisse tranquille. M. Maurras abhorre non pas tant l'or, que l'usurpation de l'Or, la place indue qu'il prend dans la Cité sans Roi. Il déteste l'Argent lorsqu'il monte trop haut et veut mettre les énergies et les richesses du pays à son service, afin de dominer gens, choses et Etat et s'engraisser de leurs dépouilles. Ecoutons, pour mieux comprendre cet état d'esprit, M. Maurras lui-même, nous exprimer ses sentiments là-dessus :

« L'Argent, en tant qu'Argent, celui qui remplit sa fonction, honnête ou neutre, de simule Argent, ne m'inspire aucun sentiment d'hostilité non plus que d'amitié ou d'envie. Je le voudrais bien à sa place. Je sais que, en démocratie, forcément, il monte trop haut. Le vertige démocratique le condamne à l'usurpation, parce qu'il ne peut trouver de contrepoids en démocratie » ³⁵.

*
**

L'étatisme démocrate étant ploutocratie, comment échapper à la domination de l'Or ? La réponse que donne M. Maurras est nette : on ne pourra s'y soustraire que par la Monarchie. Comme il l'écrit lui-même, « la Monarchie est le seul pouvoir en mesure de résister chez nous à la ploutocratie » ³⁶. Et cet avènement de la Monarchie est pour Charles Maurras de

³² *Action Française*, 13 Février 1917.

³³ *Action Française Mensuelle*, 1^{er} Mai 1904.

³⁴ *Action Française*, 13 Février 1917.

³⁵ *Action Française*, 1^{er} Août 1921.

³⁶ *Action Française Mensuelle*, 1^{er} Mars 1904.

toute nécessité, car il est convaincu que « la ploutocratie ruine la France »³⁷. Elle la ruine par des razzias continuelles qui lui donnent le pouvoir politique, ce qui lui permet de décomposer la patrie française.

Cette ploutocratie se caractérise par l'anonymat, le mystère, l'irrégularité, l'inorganisation et l'anarchie qui sont les caractères mêmes de la démocratie. Cette parenté de traits explique la symbiose de la démocratie étatique et de la ploutocratie. Par contre, elle montre pourquoi elle ne pourrait pas vivre en régime monarchique. La monarchie est un gouvernement personnel. Elle répugne à l'anonymat et à l'anarchie, elle empêche l'Etat de tomber « aux mains de la Finance »³⁸.

Si l'on se permettait de donner son avis sur cette opinion de Charles Maurras, le moins qu'on pourrait dire, c'est qu'elle est juste. M. Maurras a très bien saisi et encore mieux rendu cette opposition de la haute finance et de la monarchie. C'est là un aperçu d'une admirable vérité psychologique. En effet, le monarque veut être, encore mieux, est obligé d'être, sinon par sa *volonté*, en tout cas par sa *position*, le premier en son pays et l'unique dominateur. Si, à son tour, l'oligarchie ploutocratique veut, poussée par la puissance de ses richesses, s'emparer de l'Etat et faire sa loi au pays, elle trouve sur son chemin, prête à lui barrer l'accès aux honneurs et au pouvoir, cette monarchie qui veut avoir le monopole de la puissance politique. Et à moins d'être complètement annihilée comme en Angleterre, la monarchie a des chances de sortir victorieuse de ce combat entre le sang héréditaire et la finance spéculative. Tandis qu'en République, il est plus facile à la coalition financière de faire main basse sur l'Etat. En monarchie par contre l'Argent est obligé à servir. Sous l'ancien régime, par exemple. Et Charles Maurras de citer, à la suite de Bonald, ce mot de Montesquieu :

« C'est une politique très sage en France que les négociants n'y soient pas nobles, mais qu'ils puissent le devenir ».

Et en entrant au service de l'Etat, l'Argent était discipliné, soumis à des plus hautes directives. Pourquoi ? Parce que « l'Etat était alors constitué en dehors et au-dessus de l'Argent »³⁹. Le chef de l'Etat n'était pas élu et en conséquence la

37 *Action Française Mensuelle*, 1^{er} Mars 1904.

38 *Kiel et Tanger*, par Charles Maurras. Page 390.

39 *Action Française*, 1^{er} Août 1921.

souveraineté politique ne pouvait être objet de marchandage. Elle n'était ni à vendre ni à acheter. Par la naissance et dès la naissance, elle était soustraite, en vertu du principe héréditaire, aux compétitions de partis.

N'étant pas engendré par l'Etat, comme peut l'être, à l'avis de Charles Maurras, un pouvoir élu, le souverain héréditaire peut fournir un patronage sûr aux forces que l'Or essaie de brimer. Le système héréditaire a, entre autres, la bienfaisante qualité de « séquestrer », comme disait Renan, le pouvoir suprême, c'est-à-dire le soustraire aux brigues et aux corruptions de la vie sociale. Or, ce séquestre royal est supprimé en République. La coalition contre l'Or est donc condamnée. Elle l'est à l'impuissance.



La coalition de l'Or, au contraire, a des chances de gagner l'Etat, grâce à la démocratie. Mais à côté d'elle se lève les forces prolétaires qui n'ont pour elles que le nombre. L'antagonisme des pauvres et des riches en surgit. Charles Maurras lui dénie tout caractère de nécessité. C'est un malheur possible mais le bonheur contraire — l'entente des riches et des pauvres — est probable. Les riches et les pauvres peuvent se combattre mais aussi conclure des traités de paix. Ils peuvent se haïr mais ils peuvent tout aussi bien s'entendre. Cependant, cette entente n'est pas facilitée par la démocratie. Loin de là. Etant un régime de querelles partisans, la démocratie pousse les chefs de partis à mettre sur pied l'alliance de ceux qui possèdent le moins contre ceux qui détiennent le plus. Pour lutter contre les pauvres qui ont le nombre, les riches qui ont l'or forment une contre-ligue. Mais la querelle ne reste pas là. Elle se complique plus qu'elle ne s'envenime. Les riches paient une sorte de tribut aux révolutionnaires. La finance subventionne les forces prolétaires pour avoir la paix. Comme l'a écrit, en un langage crû, Charles Maurras, « les possédants madrés paient une prime d'assurance aux révolutionnaires pour rire »⁴⁰. Tel journal de gauche, affirme M. Maurras, a été subventionné par la finance. Et, « en ouvrant la plupart des feuilles socialistes et anarchistes, et en nous informant du nom de leurs bailleurs de fonds,

⁴⁰ *Action Française*, 22 Juillet 1927.

nous vérifions que les plus violentes tirades contre les riches sont soldées par la ploutocratie des deux mondes » ⁴¹.

Il n'empêche que l'antagonisme subsiste néanmoins entre les forces du nombre et celles de l'or. Et la cause profonde de cet antagonisme comme de la ploutocratie et de l'étatisme, c'est, M. Charles Maurras n'en doute pas, la démocratie.



Dans l' « Avenir de l'Intelligence », Charles Maurras s'inquiète des forces à opposer aux assauts répétés de la ploutocratie envahissante. Il se soucie des remèdes à apporter à ce mal qu'est, pour lui, la ploutocratie. Il le voit dans l'alliance du Sang et de l'Intelligence, de l'hérédité monarchique et de l'élite pensante.

Au dix-huitième siècle, l'écrivain était le roi de l'opinion. Au dix-neuvième, il est serf de l'Or. Sans doute, y a-t-il ceux que Balzac appelle des écrivains industriels et qui gagnent beaucoup. Mais que sont, s'écrie Charles Maurras, leurs quelques millions, à côté des sommes astronomiques maniées par les hommes d'affaires ? Ils sont donc condamnés à baisser la tête devant l'injonction de l'autre industrie, celle qui brasse les affaires.

De ce petit livre riche en substance et plein de vérité qu'est l' « Avenir de l'Intelligence », comme des autres écrits de Charles Maurras, il ressort que, pour lui, le risque de l'Or ou la ploutocratie est un mal. C'est là une affirmation qu'il convient de voir de plus près et de juger sans parti-pris. A la lumière de l'histoire, nous pourrions mieux saisir ce qu'il y a de par trop brutal dans la condamnation maurrassienne. Tout d'abord, nous lui ferons remarquer que l'Angleterre et Carthage ont dû leur fortune à une ploutocratie aristocratique. Certes, on ne peut nier la part d'hérédité dans ce gouvernement, mais ce n'est tout de même pas l'hérédité monarchique à laquelle le royaliste tresse tant de couronnes. Alors ? Il est vrai que Charles Maurras pourrait nous répliquer — argument que nous avons déjà fait valoir au cours de nos développements — qu'à Rome, ou à Carthage, ou en Angleterre, il y avait homogénéité du bien public. Celui-ci était bien simple, bien homogène, agricole à Rome, mari-

41 *L'Avenir de l'Intelligence*, par Charles Maurras. Page 85.

time à Carthage et en Angleterre. Tandis qu'en France, l'intérêt public est par trop complexe et hétérogène pour permettre le fonctionnement sans heurts d'une aristocratie ploutocratique. Le territoire français est d'une extrême variété de cultures et d'exploitation. C'est ce qui empêcherait l'entente au sein d'une aristocratie politique. Et déjà les fédérations gauloises souffraient de « l'immense variété de l'effort économique français, tel que l'établit la variété de notre géographie »⁴².

Pour un peu, Charles Maurras expliquerait la défaite gauloise — phénomène *politique* — par une cause *économique*, l'hétérogénéité du bien public. De la part du théoricien du « politique d'abord », de pareilles constatations détonnent. Car elles font crier à « l'économique d'abord » et à la contradiction maurrassienne ensuite. Celui-ci nous dit toujours que les intérêts économiques sont respectables mais qu'il faut, si l'on veut les résoudre convenablement, en passer par la solution politique. Or voilà qu'ici la politique fait faillite parce que Dieu n'a pas pensé mettre au service de la politique gauloise une économie adéquate.

Que M. Maurras ne pense pas nous répliquer que ce n'est là qu'un cas entre autres, une exception qui n'infirme pas la règle, car alors il se mettrait profondément en contradiction avec lui-même et cette fois-ci de façon majeure, si l'on peut dire. En effet, n'explique-t-il pas la nécessité du gouvernement aristocratique par « l'homogénéité parfaite du bien public »⁴³. Et cette idée n'est-elle pas une constante de sa pensée ? Ensuite, la réussite d'un gouvernement quelconque est chose politique, et l'homogénéité du bien public une affaire d'économie. Or faire dépendre le succès du premier de la nature du second élément n'est-ce pas faire sortir la politique de l'économie ? De la part de l'auteur du « politique d'abord », une pareille filiation est pour le moins surprenante. Sans doute, nous savons qu'il donne à l'expression de « politique d'abord » un sens très spécial. Qu'il ne s'agit pas là d'un problème de dignité, mais d'une question d'urgence. Même en ce sens l'argumentation maurrassienne se trouve en défaut. Car enfin, pour assurer la réussite du gouvernement aristocratique, il a fallu trouver *d'abord* une homogénéité du bien public. C'est lui qui fut le

42 *Mes Idées Politiques*, par Charles Maurras. Page 269.

43 *Mes Idées Politiques*, par Charles Maurras. Page 268.

« premier dans l'ordre du temps »⁴⁴, comme dit si bien l'auteur royaliste. La réussite de l'aristocratie, marchande ou terrienne, n'est venue qu'*après*, toujours dans l'ordre du temps. Mais elle fut conditionnée par la première. Ainsi l'auteur qui mena campagne contre le marxisme et son explication économique du monde, se trouve amené lui-même à donner des phénomènes politiques une explication économique. Le phénomène mérite d'autant plus d'attention que le maurrassisme se veut d'être au confluent des idées réactionnaires et rêve d'en être la synthèse. Partout, vous trouverez, dans la pensée maurrassienne, en dépit du contour nuancé des phrases, des positions tranchantes anti-1789 ou anti-dix-neuvième siècle. Un exemple, qui se lie à ces développements-ci : Marx est venu expliquer le monde par l'économie. Tout de suite, Charles Maurras ramassa son attitude en une formule. « Politique d'abord », s'écria-t-il. Mais en même temps il donnait des explications économiques des phénomènes politiques. Et si nous avons donné tant d'importance à cette contradiction, c'est parce que la théorie de l'homogénéité du bien public tient une large place dans la pensée maurrassienne. Si Charles Maurras ne lui avait donné cette vedette, nous l'aurions peut-être exposée en passant. Mais elle était liée à trop de questions pour la laisser passer inaperçue.

Donc, Charles Maurras, contre ses affirmations les plus éclatantes, donne une version économique de la réussite d'un phénomène politique. Pourquoi le fait-il ? Sans manquer d'égards à qui que ce soit, nous dirions tranquillement qu'il l'a fait de parti-pris. Il lui fallait, à tout prix, étant donné ses opinions royalistes, montrer l'inanité d'un gouvernement aristocratique en France. Mais en d'autres pays, cette formule politique avait réussi. Pourquoi n'aurait-elle pas eu des chances en pays français. Fustel de Coulanges y avait déjà pensé. Charles Maurras est réfractaire à une pareille vue. Il n'admet pas la possibilité d'un règne aristocratique en France. Pourquoi ? Charles Maurras ne pouvait pas dire qu'il le repousse parce qu'il est déjà, lui, royaliste, et qu'il a fait le choix du gouvernement préféré. C'aurait été là une attitude bien peu heureuse. Il fallait donc un prétexte plus ou moins plausible à ce

⁴⁴ *Action Française*, 16 Février 1923.

refus hautain. M. Maurras crût le trouver dans la condition préalable d'une homogénéité du bien public. Mais cette théorie soulève deux questions. D'abord, une contradiction, que nous venons d'exposer. Ensuite, il reste à se demander quelle est la valeur de cette théorie, une fois résolue la première question. Quelle est la part de vérité qu'elle renferme, ou bien n'y a-t-il pas une grosse part d'illusion dans cet échafaudage théorique ? Nous le pensons. Dire que la ploutocratie anglaise a réussi parce qu'elle trouvait un bien public homogène, la Mer, et que la nécessité de la monarchie française s'impose à cause de l'homogénéité des intérêts du pays de France (Terre et Mer), c'est soutenir une contre-vérité ou bien encore jouer sur les mots.

En parlant de la France et pour montrer la complexité du bien public français, Charles Maurras écrit :

« Grande culture et petite culture, culture de la vigne et culture de la betterave ou des céréales, les intérêts sont déjà en antagonisme dans le seul domaine agricole ! Mais ajoutez les industries qui en procèdent et le commerce, qui est aussi très développé, sur notre longue étendue de côtes que baignent trois mers, la disposition rayonnante des voies ferrées, la pente diverse des fleuves qui dicte son ordre aux canaux » ⁴⁵.

Sans doute le bien public français est-il complexe, *mais croit-on que le bien public anglais soit plus simple ?* Si la France a ses cultures, son commerce, son industrie, l'Angleterre a ses banques, ses industries, son frêt de navires, etc... Rien que l'organisation bancaire anglaise, si poussée et si perfectionnée, est d'une rare complexité. Peut-être nous dira-t-on qu'il faut distinguer entre l'*organisation* qui peut être compliquée et l'*intérêt* auquel elle correspond qui peut bien être simple. D'abord nous répondrons à ceci que la fonction crée l'organe, et qu'à une fonction compliquée correspond un organe complexe. Par conséquent, si l'on se trouve devant un intérêt économique complexe, l'organisation qui en découlera sera à son image. Ensuite, quittant le domaine de stricte logique, pour aborder le domaine des faits, et faire de l'histoire après avoir fait de la logique, autrement dit constater après avoir enchaîné, nous verrons partout la même complexité. Prenons, pour mieux éclairer la question, le même exemple : les banques. Il y en a, en Angle-

45 *Mes Idées Politiques*, par Charles Maurras. Pages 269-270.

terre, de plusieurs sortes : banques de dépôts, banques financières, banques coloniales. Les affaires que traitent ces diverses banques sont bien différentes, et leur ensemble forme un bloc d'une complexité peu commune. Passons maintenant à l'industrie anglaise. On se trouve devant la même situation que tout à l'heure. M. Siegfried, dans son ouvrage sur la « Crise britannique au XX^e siècle », distingue le groupe d'industries du XIX^e siècle, massées au nord-ouest, et l'industrie du XX^e siècle groupée au sud-est, sans préjudice des antagonismes qui peuvent surgir entre les industriels et les financiers. D'autre part on traite à la bourse de Londres toutes sortes d'objets depuis les mines de Pennaroya jusqu'au caoutchouc de l'Amazone. Nous croyons trouver là une ample matière à la complexité et à l'hétérogénéité du bien public anglais.

Nous objectera-t-on que ce bien public anglais se complique, surtout de nos jours, et que jadis il n'en était pas de même, nous répondrons que le même processus eut lieu en France, et qu'aujourd'hui son économie est plus complexe que du temps des rois. Mais on voit tout de suite le danger d'une pareille objection. Si le bien public était plus homogène sous les rois que de nos jours, une des causes que Charles Maurras assigne à la nécessité monarchique française s'évanouit. Le roi est nécessaire, à son avis, pour arbitrer les factions d'intérêts du pays de France. Comme cet intérêt n'est pas plus complexe qu'un autre, il s'ensuit que la royauté française n'est pas si nécessaire qu'on le dit et qu'un régime oligarchique peut parfaitement fleurir en France et assurer la prospérité nationale. La République le fait.

Si donc, pour résumer ce qui précède, *on veut trouver la raison de la monarchie française dans l'hétérogénéité du bien public*, si d'autre part ce bien était moins hétérogène *précisément du temps des rois* et que de nos jours il est tout aussi complexe dans des pays à ploutocratie florissante tel l'Angleterre que dans les autres, il s'ensuit non seulement que la royauté n'est pas nécessaire pour l'avenir — car si l'oligarchie a réussi en Angleterre, on ne voit pas pourquoi elle ne réussirait en France où les conditions du bien général sont les mêmes — mais encore que la monarchie française *fut inutile même dans le passé*. Telles sont les conséquences des prémisses posées par la logique maurrassienne.

Entendons-nous bien, en disant que la monarchie française fut inutile, même dans le passé ; nous ne voulons pas exprimer là une opinion qui nous soit personnelle. Loin de là. Mais nous avons voulu montrer à quelles conclusions contradictoires conduit la théorie maurrassienne du bien public. Elle se dit royaliste, mais en fait elle aboutit à la négation de la monarchie pour peu que l'on veuille se donner la peine de tirer de la théorie tout ce qu'elle comporte de contre-vérités.

La théorie de l'homogénéité du bien public, par laquelle Charles Maurras tente de justifier la monarchie française, ne peut résister à la constatation des faits. En outre, elle est si contradictoire et nous conduit si bien à l'anti-monarchie que mieux vaut ne pas s'en prévaloir. Logiquement, ce serait un désastre.

**

Après avoir exposé et critiqué la doctrine ploutocratique du maurrassisme, il reste à considérer l'influence qu'elle exerça sur les esprits de son temps.

On connaît la répulsion de M. Maurras pour le totalitarisme allemand et l'aversion plus nuancée qu'il montre envers l'étatisme italien. Cependant, ce sont ces mêmes Etats totalitaires qui ont repris à leur compte la lutte contre la ploutocratie. Comme l'argent se trouve être du côté des grandes démocraties occidentales, dont la France, M. Charles Maurras contribua sans le vouloir à donner aux ennemis de sa patrie des arguments pour alimenter une campagne anti-française. M. Mussolini appelle les gouvernements démocrates de l'Occident des « démo-ploutocraties ». Il veut les écraser sous son mépris souverain. De leur côté, les journaux tant italiens qu'allemands abondent en attaques furibondes agrémentées de caricatures de toutes sortes, contre les démocraties occidentales dont l'alliance forme la coalition de l'Or, cette même coalition qui fait précisément les frais de la réaction maurrassienne. Nous nous trouvons là en présence d'une conjonction de faits et d'idées qui nous surprend fortement. Au nom du patriotisme français, ou, si l'on veut, du nationalisme français, Charles Maurras attaquait sans répit et sans pitié la ploutocratie française aussi bien que la finance internationale. Or, au nom d'un nationalisme germano-italien et *anti-français*, les Etats totalitaires attaquent

la même ploutocratie. Si cette ploutocratie avait été pernicieuse à la cause française, ses ennemis auraient dû la soutenir. Mais c'est tout le contraire qui arrive et la démo-ploutocratie occidentale sort toujours malmenée des stylos totalitaires. Si donc cette ploutocratie est bonne pour la France, on se demande alors pourquoi les nationalistes français l'assaillent avec le même entrain que les pires ennemis de la France. Et la conjonction surprenante dont nous parlions tout à l'heure est cette alliance doctrinaire et cette rencontre imprévue du nationalisme français avec ce que la France compte de plus redoutables ennemis.

La coalition de l'Or est dénoncée avec fougue par Charles Maurras. Elle l'est avec non moins de vigueur par le nazisme et le fascisme. Il faut s'entendre. Qui a raison ? Maurras ? Mais les critiques germano-italiennes prouvent le contraire. Les fascistes-nazis ? Dans ce cas Charles Maurras devrait dresser un autel aux forces de l'Or qui protègent la France. Car ce qui défend la France, c'est aussi bien le petit capital indigène que la fortune « anonyme et vagabonde » dont parlait avec un royal mépris le duc d'Orléans. L'Or errant assure la stabilité française.

Si conjonction il y a, il nous reste à examiner maintenant son origine et ses motifs. D'abord, du côté maurrassien et des milieux réactionnaires français. On ne peut pas expliquer l'attitude de ces milieux par des motifs nationaux mais par des motifs de classe, mieux encore par l'esprit de caste. En effet, en marge de la vieille société aristocratique française se sont élevées de nouvelles couches, populaires celles-là. Serrée par cette ascension, l'aristocratie se trouvait mal à l'aise. Elle était terrienne et la puissance des autres était formée de l'éclat de l'or mobile. Détestant ses nouveaux concurrents, il était fatal que ces restes d'Ancien Régime haïssent leurs moyens d'ascension sociale. Après avoir méprisé les personnes, ils détestèrent leur argent. Et, par la voix de ces théoriciens, la ploutocratie terrienne se vengeait de la ploutocratie boursière. En regard de cette situation, mettons la doctrine maurrassienne. Vous verrez qu'elle coïncide point par point avec la situation sociale décrite plus haut. Charles Maurras met au-dessus de tout les biens immobiliers, or la fortune d'une aristocratie est faite de ces biens. Il attaque l'Or dominateur, celui-là même qui fait la force

des nouvelles classes concurrençant les anciennes. Nous ne voulons pas dire par là qu'il y aurait lieu à soupçonner l'intégrité intellectuelle de M. Maurras. Loin de nous cette pensée. Nous prenons Charles Maurras pour un homme très désintéressé, pour un véritable « clerc ». Sa probité est au-dessus de tout soupçon et son désintéressement ne fait qu'accroître notre admiration pour cet homme de pensée rude, mais homme de pensée quand même. Par des hasards tenant uniquement à l'intelligence ou à des nobles sentiments, nullement à l'argent, Charles Maurras s'est trouvé allié de ces milieux réactionnaires. D'où la défense qu'il en a faite.

De leur côté, les germano-italiens abreuvant d'insultes la démo-ploutocratie française et anglo-saxonne. Prenons garde cependant de confondre l'attitude anti-ploutocratique du maurrassisme avec l'opposition totalitaire. Deux traits l'en distinguent :

A. — *Les totalitaires ne combattent pas seulement la haute finance, mais aussi les peuples riches.* C'est ici que la question s'aggrave et qu'il convient de l'exposer avec toute la clarté possible.

Les pays totalitaires se disent être prolétaires. En même temps, ils s'affirment conquérants. Par leur impérialisme, ils s'opposent à la haute finance et par leur pauvreté ils sont amenés à vouloir prendre leur bien aux peuples avancés en civilisation et en bien-être. Leur désir de conquête et leur soif d'expansion les amènent tôt ou tard à se heurter au mur d'Argent, comme on dit. En effet, celui-ci s'est assuré des chasses gardées. Or voilà les nouveaux qui veulent mettre la main sur ces domaines. Le conflit est fatal, on pourrait même dire qu'il est salubre. Car il faut de toute manière vider l'atmosphère des orages qui s'accumulent et ne pas tolérer que les temps lourds qui oppressent le cœur durent trop longtemps. Ces comptes une fois réglés par les armes, ont des chances de rendre, immédiatement après, l'atmosphère respirable. Ils ozonifient l'atmosphère.

D'autre part, la pauvreté des peuples d'Italie et d'Allemagne — pauvreté relative bien entendu et surtout voulue et amenée par l'armement à outrance des pays en question — les font dresser contre les grandes démocraties occidentales. Le fascisme ayant démocratisé l'esprit de conquête, tout le peuple est appelé à la ruée sur les biens du voisin. Ces attaques des

peuples totalitaires contre la démo-ploutocratie occidentale nous permettent de formuler une critique concernant la doctrine ploutocratique maurrassienne.

Comment se fait-il que c'est dans les « démo-ploutocraties » que les peuples sont plus riches ? Comment expliquer cette coïncidence ? Si la ploutocratie était malfaisante, le peuple devrait être malheureux. Inversement, comment se fait-il qu'en Italie où règne le fascisme, tant prôné par Charles Maurras, le peuple subit des restrictions de toutes sortes ?

M. Charles Maurras nous répondra probablement par la distinction entre le pays légal et le pays réel en nous disant qu'en France, le premier est mauvais et le second de bonne qualité et que si le Français est riche, c'est *en dépit* de la ploutocratie et de la République qui le régissent mal. On se permettra de penser que M. Maurras fait là de l'humour involontaire. Car voilà cent cinquante ans que la Révolution française est au pouvoir, nous voulons dire, ses principes. Or il est non moins incontestable que le Français d'aujourd'hui est plus riche que le sans-culotte d'hier. Si la Révolution et la République, fourrières de l'étatisme et de la ploutocratie, étaient si mauvaises, comment expliquer cette ascension continue de l'homme de France ? Par le régime, cela est impossible, car il est mauvais, selon l'opinion maurrassienne. Par le travail français, cela serait insuffisant. Il ne reste que le progrès technique de l'économie. M. Maurras le rejette-t-il ? Pourtant il est un fait incontestable. L'accepte-t-il ? Mais alors, semblable en cela à M. Jourdain, M. Charles Maurras ne ferait-il pas du marxisme sans le savoir ?

B. — Il y a encore une autre différence entre l'anti-ploutocratie maurrassienne et celui des pays totalitaires.

Pour le maurrassisme, il y a toute une trilogie à condamner, à savoir : démocratie, étatisme, ploutocratie. L'une amène l'autre et ainsi de suite. Ces trois termes sont en rapports serrés de filiation. L'un provoque l'autre et tous les trois sont rejetés comme mauvais par la doctrine maurrassienne. Mais il n'en est pas de même pour les doctrines totalitaires. Elles réduisent la trilogie à une dilogie. Elles combattent la démo-ploutocratie, mais permettent aux Etats totalitaires de pratiquer une politique d'étatisme forcené. De la trilogie maurrassienne, ils disjoignent un terme, l'étatisme, dont ils font leur raison de vivre. En échange, ils attaquent aussi furieusement que n'importe quel

maurrassien les deux autres termes de la chaîne abominable : la démocratie et les ploutocrates.

**

Il nous reste à examiner la doctrine anti-ploutocrate maurrassienne d'un dernier point de vue : celui du positivisme. On sait que Charles Maurras se dit être théoricien d'une monarchie positiviste et qu'il fut fortement influencé par les doctrines d'Auguste Comte.

De la part d'un positiviste, les attaques contre la ploutocratie étonnent quelque peu. Un positiviste est par définition un homme dénué de l'esprit mystique. Or il n'y a rien de plus matérialiste et même d'aussi réaliste que le gouvernement d'une ploutocratie mercantile.

Pour mieux faire comprendre notre critique, il faut faire une distinction. On peut attaquer un régime pour deux motifs :

- a) parce qu'il est *mauvais* ;
- b) parce qu'il est *imparfait*.

Charles Maurras combat la ploutocratie parce qu'elle lui semble être mauvaise. A sa suite, nous aussi repoussons le gouvernement ploutocratique, non parce qu'il nous paraît être mauvais, mais parce qu'il nous semble être une phase déjà dépassée de l'évolution sociale ; une catégorie historique qui a fait son temps. Nous reconnaissons, à l'encontre de l'attitude maurrassienne, ses éminents services, ne serait-ce que le fait d'avoir mis un peu de matérialisme dans les affaires publiques — si bas qu'il ait pu être — et d'avoir donné la chasse aux mysticismes. Mais nous ne l'acceptons pas comme un idéal. Parce que nous préférons un gouvernement de savants à un gouvernement d'industriels, nous rejetons la ploutocratie. Mais encore une fois, non parce qu'elle est *mauvaise* comme le croit à tort à notre avis, Charles Maurras, que nous lui refusons le droit de continuer à nous gouverner, mais parce qu'elle est *insuffisante*. Les questions économiques d'aujourd'hui sont trop complexes pour une oligarchie de milliardaire. On a davantage besoin de techniciens et de savants que de financiers.

SECTION TROISIÈME

ÉTATISME, LIBÉRALISME ET INDIVIDUALISME

Entre l'étatisme et l'individualisme, il n'y a pas de contradiction, fait remarquer assez justement Charles Maurras. Il y a entre eux des liens logiques très forts et un logicien qui, parti de l'individualisme, voudra reconstituer l'Etat, en fera un despote. Il n'acceptera aucun groupe intermédiaire entre l'Etat et l'individu, et l'Etat, fort de la somme de toutes les individualités qui se mettent à son service, deviendra tout puissant. Chaque individu se trouvera seul contre la masse de l'Etat. Il faudra se soumettre ou se laisser broyer par l'immense puissance de l'Etat devenu faiseur de toutes choses, depuis les allumettes et le tabac jusqu'aux combinaisons de politique étrangère. Comme le dit si bien Renan :

« En ne laissant debout qu'un géant, l'Etat, et des millions de nains (les individus), la Révolution a créé un monde de pygmées ».

Devant la forme étatiste de l'Etat, personne ne peut plus grand'chose contre cet Etat. Mais justement pour que cet Etat devienne, par l'étatisme, si puissant, il faut de toute nécessité que l'individualisme ait fait table rase des groupes intermédiaires. Car il est plus facile de lutter contre une multitude d'individus épars que contre une oligarchie de groupes sociaux.

Il faut cependant faire une distinction. Ce que Charles Maurras combat, ce n'est pas tant l'*existence* de l'individu que le *primat* de l'individu qui fonde la doctrine individualiste ⁴⁶.

Contre l'individualisme, Charles Maurras a trouvé un digne remède. Ce n'est guère l'étatisme qui est son « complément », mais le rattachement de l'individu à quelque groupe naturel tel la famille, la province ou la profession ⁴⁷.

**

« Jusqu'ici, le mot technique, doctoral et professoral d' « individualiste » était pris pour une atténuation d'anarchiste com-

⁴⁶ *Action Française*, 13 Août 1920.

⁴⁷ *Action Française*, 14 Juillet 1912.

me aussi pour un péjoratif de « libéral », écrit Charles Maurras. Et, à côté d'une critique de l'individualisme, il entame une critique du libéralisme et de l'anarchie.

Pour le théoricien royaliste, le libéralisme est une doctrine qui fait de la Liberté le principe fondamental. Mais en fait ce règne de la Liberté aboutit à supprimer les libertés particulières. « Libéralisme égale despotisme »⁴⁸. Pourquoi ? Parce que la Liberté-principe déracine l'individu de sa famille, de sa province ou de sa profession, au profit de l'Etat. « Cet individualisme affaiblit les individus »⁴⁹.

Mais il y a encore d'autres motifs pour lesquels le maurrassisme combat le libéralisme.

A. — D'abord son égalitarisme. Pour les libéraux, « tout ce qui est étiqueté « idées » leur paraît, par définition, égal, identique ou de nature équivalente »⁵⁰.

Cette égale estime où les libéraux tiennent les choses et les idées paraît répréhensible à Charles Maurras. Il ne peut s'empêcher de dire du libéral qu'« il a perdu toute notion de la différence du bien et du mal, du vrai et du faux »⁵¹.

B. — Ses oppositions politiques et économiques. On connaît là-dessus l'opinion de Charles Maurras. Il est pour la composition économique et l'entente sociale. Or il apparaît à Charles Maurras que libéralisme veut dire antagonisme.

« Le libéral en est resté aux vieux thèmes à la mode dans sa jeunesse et d'après lesquels il y avait antagonisme nécessaire entre une nation et son gouvernement »⁵², écrit Charles Maurras. Pour lui, le libéralisme est une doctrine qui n'admet pas le concours ou la collaboration. Il ne peut concevoir un régime d'unité sociale et de paix économique. Il poursuit la division et au lieu de vouloir réaliser les convergences heureuses et nécessaires entre les gens et les idées, il tend à les entrecroquer, dans un dualisme éternel. Il entretient les divergences dans l'intention de les exploiter au mieux de ses intérêts. Telle est la « théologie du régime »⁵³.

48 *Démocratie Religieuse*, par Charles Maurras. Page 295.

49 *Ibidem*.

50 *Action Française*, 29 Novembre 1912.

51 *Action Française*, 29 Novembre 1912.

52 *Action Française*, 9 Janvier 1916.

53 *Action Française*, 7 Janvier 1916.



Charles Maurras distingue deux sortes de libéralismes, à savoir :

a) le *libéralisme mitigé*, dont nous venons de parler ;

b) le *libéralisme non mitigé*, c'est-à-dire l'anarchisme à l'état pur.

Pour Charles Maurras, anarchisme et libéralisme sont des synonymes ⁵⁴. L'anarchie est l'aboutissant logique et fatal du libéralisme et de la démocratie ⁵⁵. Et, à son tour, l'anarchisme aboutit à l'état de nature.

« Le libéral, écrit le directeur de l'Action Française, en une phrase assez spirituelle, c'est l'anarchiste qui ne néglige pas ses mots, va dans le monde et prend soin du nœud de sa cravate » ⁵⁶. C'est l'homme qui possède l'habileté souveraine d'ajouter au débraillé des doctrines une parfaite tenue de langage. Il ne montre que les beaux côtés de la doctrine et pour un peu, il ferait voir la vie en rose.

Mais l'anarchiste est un homme dur. Il prend moins de précautions. Néanmoins, il est souvent obligé de revenir sur ses pas. Et c'est ici que Charles Maurras nous parle de « la vanité de l'anarchie » ⁵⁷. Les anarchistes veulent détruire la police, mais l'absence des lois est provisoire. Car partout où apparaît l'homme, apparaît aussi la loi et les sociétés anarchiques pas plus que les autres n'échappent aux conditions de la vie en société. Elles accusent déjà un embryon d'organisation, mais *en plus grossier*. « Et voilà, s'écrie Charles Maurras, ce que l'on ose donner parfois pour une opinion avancée » ⁵⁸.

L'anarchie veut détruire les liens qui à son gré asservissent et déshonorent le genre humain. Mais si elle détruit ce qu'elle s'est promis de faire, nous la voyons aussitôt refaire, dans son propre sein, l'ordre qu'elle a ruiné chez les autres. Seulement le système social ainsi refait a des chances de se montrer inférieur ⁵⁹ à celui qu'il sera censé remplacer. Est-ce cela le progrès, s'exclame notre auteur ?

⁵⁴ *Gazette de France*, 12 Avril 1902.

⁵⁵ *Gazette de France*, 4 Décembre 1894.

⁵⁶ *Action Française*, 17 Août 1913.

⁵⁷ *Action Française*, 22 Juillet 1911.

⁵⁸ *Ibidem*.

⁵⁹ *Ibidem*.

« Détruire la société pour la rebâtir dans ces conditions, c'est proposer de mettre en pièces un paquebot afin d'en extraire un radeau »⁶⁰, s'écrie Charles Maurras en une formule heureuse.

L'anarchie veut détruire les services sociaux pour en mettre d'autres et plus imparfaits à leur place. Cela prouve mieux qu'autre chose l'incommensurable vanité de l'anarchie. Car on peut détruire une société, mais on ne détruira jamais la société. A la place d'une société on en mettra une autre et tout sera dit, mais l'état de nature est impossible. On voit ici pointer dans la doctrine maurrassienne l'esquisse d'une attitude anti-rousseauiste.

D'après Charles Maurras, la nécessité sociale impose sa puissance à tous, même à ceux qui la nient ou qui veulent l'affronter. Et cette nécessité sociale bafouée par les anarchistes se vengera cruellement. D'abord en donnant naissance à une société plus grossière que celle que l'on a détruit. Ensuite, en rendant plus rigides les contraintes sociales dont se plaignaient les anarchistes.

« Le joug social qu'ils conçoivent ne sera pas moins lourd que celui dont ils souffrent, mais appuyé à des institutions moins fortes, il sera moins utile, moins secourable et moins puissant »⁶¹. L'autorité y sera de qualité moins fine ; elle sera encombrante et tatillonne. Bref, l'anarchie est vaine.

SECTION QUATRIÈME

ÉTATISME ET SOCIALISME

« La démocratie centralise et étatise tout ». Grâce à elle et au socialisme, l'Etat envahit toutes les branches de l'économie nationale. Mais un danger redoutable guette l'Etat à l'occasion de ses empiètements sans fin et même, ajouterait Maurras, sans rime ni raison. Ce danger, c'est l'inertie.

« Quand l'Etat sera tout, l'Etat ne sera plus rien »⁶². Car, lorsqu'il faudra que tous agissent pour que quelqu'un agisse,

⁶⁰ *Action Française*, 22 Juillet 1911.

⁶¹ *Action Française*, 22 Juillet 1917.

⁶² *Action Française*, 19 Mai 1928.

⁶³ *Gazette de France*, 11 Mars 1901.

chacun cessera d'agir. Charles Maurras s'imagine l'Etat étatisant comme un troupeau sans souplesse, comme une mécanique rebelle aux habiletés manœuvrières. Nous pourrions lui répliquer que l'Etat ne sera pas toujours une masse lourde et qu'avec le temps on constatera des améliorations. Il ne faut pas prendre pour une tare organique une difficulté passagère.

M. Charles Maurras surenchérit. Le socialisme d'Etat ne menace pas que d'inertie l'Etat moderne. Il le pousse à la destruction et à la ruine. Sous l'influence du socialisme, le vieux capital national aura vite fondu ⁶⁴.

« L'Etat, inerte par lui-même, sera, en tant qu'Etat démocratique, destructeur et ruineux, écrit M. Maurras. La gestion financière de la République affaiblit déjà la production de la richesse : la gestion financière d'une République où règnera le socialisme d'Etat démocratique frappera la production de paralysie tout en redoublant la consommation » ⁶⁵.

*
**

« Etatismisme d'abord » ⁶⁶. C'est contre ce programme que s'élève la doctrine de l'Action Française. « Un Etat sans étatismisme » ⁶⁷, voilà le désir du maître. Plus d'administration de l'Etat, voilà complétée, la formule.

Mais comment expliquer cette invasion du socialisme d'Etat ? « Au commencement, il y a la folie de la Démocratie » ⁶⁸, note Charles Maurras. La Démocratie ne supporte pas la liberté ni l'existence des familles, des provinces, des pays, des cités. Elle étatisé à tour de bras.

Il y a cependant des nuances dans cette évolution sociale. Tant que la Démocratie se présente sous la forme bourgeoise, le processus étatisant est lent. Lorsque la Démocratie est bien pensante, elle a des manières douces. Elle ne se heurte pas violemment aux institutions. Elle ronge avec douceur, elle détruit en silence et lentement. L'histoire de France témoigne, à l'avis de Charles Maurras, de cette évolution, et ce, depuis cent quarante ans ⁶⁹.

⁶⁴ *Ibidem*.

⁶⁵ *Gazette de France*, 11 Mars 1901.

⁶⁶ *Action Française*, 19 Mai 1928.

⁶⁷ *Action Française*, 11 Septembre 1921.

⁶⁸ *Action Française*, 15 Mai 1928.

⁶⁹ *Ibidem*.

Mais la Démocratie n'est pas que bourgeoise bienfaisante. Elle peut être non-mitigée. Alors, elle devient violente. Sous cette forme aiguë, elle tue brutalement les libertés particulières des provinces, des villes, des familles ou des professions ⁷⁰.

SOUS-SECTION PREMIÈRE

Le Socialisme fiscal

La démocratie et son étatisme poussent au socialisme fiscal. Mais on observe alors, selon M. Maurras, un phénomène très curieux. Dès que l'influence socialiste s'accroît, la confiance décroît. Le crédit est par terre. Et Charles Maurras distingue le socialisme fiscal qui amène ces horreurs d'une vraie politique sociale, secourable aux hommes. « La politique sociale est une chose, le socialisme fiscal en est une autre » ⁷¹. La première assure la prospérité et le second la rend impossible. Il conduit à l'étatisme et l'étatisme c'est la mort ⁷².

Charles Maurras repousse aussi bien le libéralisme que l'étatisme, qu'il charge tous deux de méfaits sans pareils. « Nous n'avons jamais été libéraux, mais nous n'avons jamais été étatistes », nous signifie catégoriquement M. Charles Maurras ⁷³.

L'étatisme amène avec lui une liste copieuse d'impôts. Et c'est en vue de combattre le socialisme que M. Maurras cherche la nature de l'impôt. A quoi peut-il bien servir ? Selon M. Maurras et contrairement aux vues socialistes, l'impôt ne doit pas servir à réaliser la justice mais à subvenir aux frais de l'Etat. La Justice n'est qu'une *modalité* de l'impôt, elle n'en est pas le *but* suprême. Par conséquent, le critère de la fiscalité n'est pas le *juste* mais l'*utile*. Et un bon impôt n'est pas le plus juste mais le plus facile à percevoir ⁷⁴.

**

Charles Maurras s'élève avec force contre ce qu'il appelle le « jacobinisme fiscal » qui veut imposer partout la contrainte

⁷⁰ *Action Française*, 15 Mai 1928.

⁷¹ *Action Française*, 17 Décembre 1925.

⁷² *Ibidem*.

⁷³ *Ibidem*.

⁷⁴ *Action Française*, 22 Décembre 1925.

du fisc. Mais il ne suffit pas de vouloir, ni à la loi de dire « je veux » pour réaliser ses volontés. Il faut que le contribuable soit en état de payer.

De l'ample système d'impôts du jacobinisme fiscal, deux impôts surtout font horreur à Charles Maurras :

- a) l'impôt sur l'héritage ;
- b) l'impôt sur le revenu.

Prenons-les un à un.

A. — *L'impôt et l'héritage.* — A entendre M. Maurras, l'impôt sur les successions serait l'impôt favori de la démocratie. Il met les morts à contribution. Il est une prime à la dénatalité. L'héritier touchant moins fera moins d'enfants. Ainsi se perdent les cités.

Pourquoi la démocratie frappe-t-elle l'avoir héréditaire ? Parce qu'elle est individualiste, elle pense à l'individu et à rien d'autre au-delà. Elle ne se soucie pas de l'avenir. Elle vit dans le *viager*.

B. — *L'impôt sur le revenu.* — Charles Maurras est hostile à cet impôt, parce que les fortunes mobiles, vagabondes et anonymes, donc à son avis « les moins intéressantes »⁷⁵, échapperont à cet impôt, par leur aptitude à passer la frontière et à fuir le fisc français. Mais les fortunes incorporées au sol ne pourront pas lui échapper. De plus, elles subiront le contre-coup de l'évasion des capitaux et c'est sur la propriété immobilisée, sur la moyenne et petite propriété que retombera le poids des impôts. L'industrie et l'agriculture françaises paieront pour la finance anonyme.

Il y aura deux remarques à faire à cette critique maurrasienne de l'impôt sur le revenu. D'abord, l'évasion des capitaux est rendue plus difficile par les progrès du fisc. Ensuite, dans les autres pays, les capitaux n'échappent pas à l'imposition. Comme, par les traités fiscaux internationaux, la police fiscale internationale s'organise, la fortune anonyme et vagabonde aura des difficultés accrues pour pouvoir passer entre les mailles du filet.

La seconde remarque touche à une question essentielle. On voit d'après les différences que M. Maurras fait entre la fortune

⁷⁵ *Action Française*, 9 Septembre 1913.

mobilière et la fortune immobilière et à la préférence qu'il accorde à celle-ci sur celle-là, que ces vues se lient à tout son système de pensée. En premier lieu, la propriété immobilière étant un gage de tranquillité sociale, cette préférence fait bon ménage avec sa théorie de la composition économique. En second lieu, ses sympathies pour la propriété terrienne et ses aversions envers l'or mobile touchent à ses doctrines conservatrices et à ses haines de la ploutocratie. Ce petit passage de l'impôt sur le revenu est éclairé, ou si vous voulez, est une application particulière de trois principes généraux : le principe conservateur, le principe anti-ploutocratique et le principe de l'union sociale.

Et c'est en partant de ce troisième principe que M. Maurras fait avec beaucoup d'adresse un peu de démagogie. En liant l'impôt sur le revenu à la destruction des classes moyennes ⁷⁶, il donne un coup d'alarme qui n'est qu'un coup de maître.

L'impôt sur le revenu n'est pas très méchant.

*
**

Pourquoi l'Etat a-t-il besoin d'une si ample masse d'impôts. Comment expliquer ses besoins ? Comment expliquer ce pan-fonctionnariat de l'Etat démocrate ? M. Maurras nous dit que toute démocratie élective, pour ne pas perdre le gouvernement, doit tenir les électeurs par les fonctionnaires. D'où les immenses subsides budgétaires.

N'y aurait-il aucun remède ? Il y en aurait bien, à commencer par la suppression de l'Etat électif. En outre, on pourrait préconiser d'autres remèdes.

D'abord, *revenir à l'impôt réel* ⁷⁷. L'envie démocratique et l'égalitarisme poussent à l'impôt personnel et à l'inquisition fiscale.

Ensuite, désétatiser l'Etat et rendre les monopoles publics à l'initiative privée. « Tant que l'Etat n'aura pas fait argent de ses monopoles onéreux et improductifs, il n'aura pas le droit d'obliger les citoyens à liquider leurs héritages pour en jeter

⁷⁶ « En frappant les classes moyennes, l'Etat Français ferait un pas de plus dans la voie de son suicide ». (*Action Française*, 9 Septembre 1915).

⁷⁷ *Action Française*, 5 Février 1926.

le prix dans ses caves sans fond. Tant que l'Etat ne se sera pas mis la ceinture, il n'aura pas le droit de la mettre au public » ⁷⁸.

Enfin la reconstitution des biens de main-morte.

« L'abolition de la main-morte aura été de la part de l'Etat une espèce de massacre de poules aux œufs d'or » ⁷⁹, écrit Charles Maurras. Et il n'est pas convaincu que l'impôt sur le revenu puisse suppléer facilement au « généreux patriotisme des corps » ⁸⁰.

Charles Maurras voudrait organiser le capital et le travail, c'est-à-dire les rassembler en une série de corps d'Etat où la division en *ordres* se substituerait à la division en *classes*. Il préconise une politique de constitution de puissances collectives sur lesquelles l'Etat s'appuierait aussi bien du point de vue militaire et civil que du point de vue fiscal. De la sorte, on n'imposerait plus les *riches*, mais les *corps* possédant des grandes richesses. Ces corps pourraient, ensuite, répartir dans leur sein les contributions et l'Etat pourra imposer plus facilement une oligarchie de grands corps collectifs qu'une multitude d'individus disparates.

« Le fisc de l'Etat français n'a devant lui que des individus et qui menacent tous de fuir entre ses doigts » ⁸¹.

Cette conception maurrassienne du fisc appelle certaines réserves.

Charles Maurras est contre le monopole d'Etat, mais il veut constituer des grands corps collectifs. Croit-il que le monopole des corps sera moins malfaisant que celui de l'Etat ? Si monopole il y a dans les deux cas, on aura les mêmes conséquences.

M. Maurras pourrait nous répondre que ce qu'il y a de mauvais dans le monopole d'Etat, ce n'est pas tant le monopole que l'Etat. Vraiment ? Croit-il qu'il n'y a que l'Etat qui fasse faillite. Les sociétés n'en font jamais ?

A vrai dire, ce qui rend malaisé la tâche de l'Etat c'est la grandeur de ses entreprises. Mais si l'on dépouille l'Etat en faveur d'autres entreprises du même ordre de grandeur, telles les sociétés, la cause des troubles subsistera.

Il y a dans la conception maurrassienne une autre vue,

⁷⁸ *Action Française*, 14 Octobre 1925.

⁷⁹ *Action Française*, 28 Juillet 1913.

⁸⁰ *Ibidem*.

⁸¹ *Action Française*, 20 Août 1913.

encore plus subtile, mais non pas mieux fondée en vérité. Il nous dit que l'Etat d'aujourd'hui a affaire pour ce qui est de l'impôt à d'innombrables individus qui risquent de fuir entre ses doigts, tandis que l'Etat maurassien, basé sur la reconstitution de la main-morte n'aura affaire qu'à quelques groupements qu'il pourra imposer facilement. C'est là que réside l'erreur maurassienne. En effet, si l'Etat d'aujourd'hui se heurte à une poussière d'individus, il ne faut pas oublier que par leur dispersion même ils sont aisément imposables. L'individu isolé est impuissant devant l'Etat, comme le dit si bien M. Maurras. L'Etat profitera de cette faiblesse de l'individu pour l'imposer plus fortement. De son côté, le fisc progresse chaque jour à mesure que ses expériences se multiplient. Et il pourra, grâce à ce perfectionnement, saisir mieux les sujets qui seront taillables et corvéables à merci. Ainsi, d'une part, les individus, par leur multitude, offrent des facilités à l'Etat pour les frapper ; et d'autre part, les perfectionnements du fisc aident l'Etat à encercler cette masse de faiblesses. Ce que M. Maurras prend pour une difficulté — à savoir la dispersion des individus — est une aubaine inespérée pour l'Etat à court d'argent.

Passons maintenant à l'Etat maurassien. Nous verrons que là, l'imposition sera plus difficile, et c'est là que l'on pourra dire des corps constitués qu'ils menacent tous de fuir entre les doigts de l'Etat, pour employer les termes mêmes dont s'est servi notre auteur.

Ils sont moins nombreux sans doute que la poussière actuelle d'individus, mais, par leur petit nombre, ils peuvent s'entendre plus facilement. Ne dit-on pas qu'une des conditions de réussite des cartels et des trusts, c'est le petit nombre des concurrents. Car ils pourront tomber aisément d'accord en évitant les fastidieuses discussions avec M. Tout le Monde.

Ce petit nombre de corps collectifs facilitera leur coalition. De leur coalition naîtra leur force, accrue par leur entente. L'Etat sera bravé et n'aura pas pour son argent.

Sans doute, M. Maurras nous dira que son Etat postule un gouvernement fort et que le Roi est un peu là pour faire respecter l'autorité de l'Etat. Mais on peut, à cette réponse, faire la réplique suivante :

Pourquoi avez-vous enlevé les attributions industrielles à l'Etat ? Parce que l'intérêt personnel n'y trouve pas son comp-

te. Il fait défaut et l'Etat fait faillite. Une fois désétatisé, l'Etat restera le même, avec la même absence d'intérêt personnel. Tout au contraire, de la part de l'initiative privée on sera toujours en éveil pour duper l'Etat, si l'on ne peut pas le braver. Du côté des monopoles privés, il y aura une vigilance constante, et du côté de l'Etat, un plus grand désintéressement. Il s'ensuit que les premiers tromperont le second et paieront moins. L'Etat se trouvera mal à l'aise.

SOUS-SECTION DEUXIÈME

Le Socialisme proprement dit

Qu'est-ce que le Socialisme

Après avoir exposé les vues maurrassiennes sur le socialisme fiscal, qui nous ont servi d'entrée en matière, il convient de faire connaître les opinions du maître de l'Action Française sur le socialisme tout court.

*
**

Le socialisme est une solution du problème posé par la démocratie ⁸². Il est une enchère naturelle sur l'opinion démocratique avancée ⁸³. Le nombre étant, par le suffrage universel, maître de l'*Etat*, c'est-à-dire de la politique, voudra élargir ses attributions et devenir maître de la *Société*, c'est-à-dire de la vie économique ⁸⁴. Cela est inévitable. Comment pourra-t-on réaliser cette extension des prérogatives du nombre ? Par deux moyens :

A) Par le fonctionnarisme ou le monopole d'Etat. On décrètera que « tout sera fonction d'Etat, monopole d'Etat, chaque citoyen devenant ainsi fonctionnaire » ⁸⁵. C'est le socialisme d'Etat. Il est une conséquence de la démocratie.

B) A côté du socialisme d'Etat, on peut compter le socia-

⁸² *Action Française*, 8 Novembre 1926.

⁸³ *Action Française*, 6 Octobre 1928.

⁸⁴ « La volonté du nombre étant reine de l'*Etat* ne peut pas ne pas tendre à devenir reine de la société, c'est-à-dire de l'ordre économique, à l'usine, au bureau, au champ, partout ». (*Action Française*, 8 Novembre 1926).

⁸⁵ *Action Française*, 8 Novembre 1926.

lisme fiscal. On pense que l'égalité démocratique, réalisée dans l'Etat, se poursuivra dans la Société au moyen de la fiscalité.

La démocratie veut, par un processus d'extension croissante, devenir *oecocratique* (maîtresse de maison) et *ploutocratique* (maîtresse de la richesse) ⁸⁶. Sur ces entrefaites survient le socialisme qui étatisé tout ⁸⁷. Si l'on hésitait devant cette étatisation et fonctionnarisation générales de l'activité du pays, il serait facile aux socialistes de vous répondre que depuis qu'il y a eu la Révolution et la République, l'évolution s'est toujours faite en ce sens. Ils appellent cela le progrès ⁸⁸.

La démocratie conduit à l'étatisme et partant, au socialisme, qu'il s'agisse du socialisme fiscal ou du socialisme d'Etat. Si l'on est anti-démocrate, on a le droit de repousser ces conséquences de la démocratie, que Ch. Maurras estime fort ruineuses pour l'économie nationale. Mais si l'on accepte la démocratie, on aura les conséquences, comme disait l'Ecclesiaste.

« Les faims, les soifs, les appétits, les convoitises éveillées par le seul mot de démocratie, se donneront carrière, ils règneront sur l'électeur, par l'électeur sur l'Etat, par l'Etat sur les finances, et nous voilà, comme disait l'autre, au rouet » ⁸⁹, conclut avec puissance le maître de l'Action Française.



En appendice, et avant de passer à l'étude de la doctrine communiste telle que la conçoit Charles Maurras, nous aurons deux questions préjudicielles à soulever :

- 1° Le socialisme est-il socialiste ?
- 2° Le *parti socialiste* et ses chefs.

1° LE SOCIALISME N'EST PAS SOCIALISTE

C'est là une idée maurrassienne qui revient comme un refrain dans les écrits du directeur de l'Action Française. Dans

⁸⁶ *Action Française*, 8 Novembre 1926.

⁸⁷ *Action Française*, 6 Octobre 1928.

⁸⁸ *Ibidem*.

⁸⁹ *Action Française*, 8 Novembre 1926.

ses années de jeunesse, il s'amusait à répéter que le socialisme n'était pas socialiste ; il était démocrate.

« Dans le socialisme, ce n'est pas l'élément social et communautaire qui est dangereux : c'est le *démocratique* »⁹⁰, écrit Charles Maurras. Qu'on ne dise pas démagogie à la place de la démocratie. On aurait tort, selon notre auteur. Car c'est la démocratie qui est nuisible. Elle est le mal. La démagogie ne serait que « la démocratie quand la canaille a la fièvre »⁹¹, comme le dit en termes virulents le chef royaliste. Mais quand la démocratie est sans fièvre, elle n'est pas meilleure.

Derrière le socialisme, ce que Charles Maurras combat, c'est toujours la démocratie, c'est-à-dire l'égalité. Écoutons-le :

« L'idée de la justice individuelle conçue comme l'idée même de l'égalité individuelle fait l'arrière-fond du socialisme moderne »⁹². Et, d'accord en cela avec son ami Frédéric Amouretti, Charles Maurras avait défini le socialisme :

« Un système d'organisation du Travail au profit de l'Égalité ».

Il n'y a rien de plus sauvage, s'écrie M. Maurras⁹³. Car toute cité repose sur la diversité des besoins, la différence des organes et la division du travail. Or étendre l'égalité c'est généraliser l'uniformité.

Donc, « il est faux que le socialisme soit socialiste »⁹⁴. Il est fauteur d'anarchie et ce système d'organisation du travail ne fait autre chose que désorganiser le travail. Le socialisme démocrate part de l'idée de justice. Or, il n'y a rien d'aussi dangereux. Elle excite les envies et enflamme les cupidités : « La fleur de justice éternelle », comme dit le rhéteur, est pleine de venin.

A l'image du socialisme démocrate, le syndicat démocratique est lui aussi anti-social et anti-populaire. Car il est fondé sur des conditions profondément hostiles aux conditions actuelles de tout travail.

Diversité, dit la nature. Nivellement, répond le politicien. Et le syndicalisme démocrate qui est politicien est aussi niveleur et contre nature.

⁹⁰ *Action Française*, 27 Août 1930.

⁹¹ *Soleil*, 23 Novembre 1900.

⁹² *Gazette de France*, 11 Janvier 1906.

⁹³ *Gazette de France*, 11 Janvier 1906.

⁹⁴ *Ibidem*.

2° LE PARTI SOCIALISTE ET SES CHEFS

Après avoir exposé la doctrine maurrassienne sur le *socialisme*, il reste de faire montrer les idées de l'Action Française sur le *parti* socialiste, cette fois-ci, et ses chefs. Après la doctrine, l'organisation qui fit prévaloir cette doctrine.

*
**

Charles Maurras reproche au parti socialiste : a) son idéalisme verbeux ; b) son amour de l'Allemagne ; c) son cosmopolitisme. Le représentant le plus qualifié de cet idéalisme flottant et imprécis lui paraît être Jean Jaurès qu'il appelait en dérision : Mademoiselle Jean Jaurès⁹⁵ pour stigmatiser l'étalage de sensibilité qu'il faisait dans ses discours.

Mais ce que Charles Maurras combattait en Jean Jaurès, c'était surtout l'amour de l'Allemagne qu'il avait fait partager à son parti. Charles Maurras écrit :

« C'est, en grande partie, du fait de Jaurès que l'Internationale ouvrière (comme du reste l'Internationale universitaire) s'orienta de plus en plus vers l'hypothèse de l'amitié allemande »⁹⁶.

Quant au cosmopolitisme du parti, Charles Maurras oppose sa tentative d'intégrer le socialisme au nationalisme. Parlons-en.

Entre 1891 et 1895, Maurice Barrès, Frédéric Amouretti et Charles Maurras conféraient souvent « sur la nécessité d'intégrer au nationalisme une forte dose d'un protectionisme supérieur qui ne s'attacherait pas seulement aux *produits*, mais aux *producteurs*, à la race des producteurs et qui aurait eu quelque allure socialiste »⁹⁷. Ils se réclamaient, en esquisant cette tentative, des royalistes de l'Ecole sociale du marquis de La Tour du Pin la Charce.

Mais le régime démocratique s'opposait, à l'avis de Charles Maurras, à ce programme de paix sociale. Car il vit de l'antagonisme des riches et des pauvres qu'il excite continuellement. La doctrine royaliste d'union sociale aurait fait au contraire apaiser ces discordes et gagner à la conservation nationale une

⁹⁵ *Figaro*, 19 Octobre 1901.

⁹⁶ *Action Française*, 11 Octobre 1914.

⁹⁷ *Action Française*, 10 Décembre 1929.

forte fraction de cette classe ouvrière que l'on poussait contre le bourgeois.

Tout au contraire de la République, la monarchie des Hohenzollern appliquait une politique de socialisme national que M. Maurras appelle : *le protectionnisme humain*. Et Charles Maurras de raconter fort souvent le duel oratoire qui eut lieu au Congrès d'Amsterdam de 1904 qui mit aux prises Bebel, le vétéran de la Sozial-Demokratie allemande, et Jaurès, le chef du socialisme français. Bebel fit savoir à son camarade français que « la République française n'avait pas fait le quart de ce qu'avaient osé les Hohenzollern en faveur des ouvriers »⁹⁸ Il lui rappela que « les répressions des grèves étaient féroces en France »⁹⁹. On y faisait donner l'armée, on y amenait de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie. En Allemagne, non. Tels étaient les défis de fierté allemande lancés par Bebel du haut de la rouge tribune du Congrès d'Amsterdam.

De son côté, Kautsky scandalisait Jaurès en lui affirmant qu'il voyait d'un bon œil une participation des socialistes au gouvernement en cas de péril national. Jean Jaurès raillait cette politique de « ministérialisme nationaliste ». Charles Maurras, non. Et c'est pourquoi le socialisme de Guesde qui présentait une certaine allure nationale, qui avait adhéré au principe de la défense nationale, paraissait à l'Action Française plus sympathique que celui de Jaurès.

SOUS-SECTION TROISIÈME

Qu'est-ce que le Communisme

Si le socialisme est une surenchère sur la démocratie, le communisme est une surenchère sur la doctrine socialiste. Il diffère du socialisme, par deux côtés, à savoir :

a) par la méthode, car il aggrave le désordre. C'est un accélérateur du mal ;

b) par la doctrine, parce qu'il s'oppose aux compromis de la démocratie bourgeoise. Il fait au grand jour ce que la démocratie fait en cachette.

⁹⁸ *Action Française*, 10 Décembre 1929.

⁹⁹ *Ibidem*.

Mais, en dépit de ces différences de détail, il ne faut pas oublier que la démocratie aboutit au communisme. « La République dans l'Etat mène à la République dans la Société »¹⁰⁰, nous dit M. Maurras. En effet, le communisme n'est autre chose que l'esprit de la République qui, venu de la politique, est introduit dans l'économie et dans le travail. Les avancés du temps de Louis-Philippe disaient :

« Vous établissez la monarchie constitutionnelle dans l'Etat et vous conserveriez la monarchie absolue dans l'usine et dans la manufacture ». C'est là la véritable question, nous assure Ch. Maurras. Du moment que tout le monde est roi, tout le monde doit être patron. Et si les affaires de la nation sont gérées par le suffrage universel, les affaires de l'industrie aussi doivent être régies par la volonté générale. Si le bien politique exige la République, le bien économique exige le communisme. Et si le pouvoir élu est bon pour la Maison de France, il sera excellent pour la Maison Dupont ou Durand¹⁰¹.

Le *légitimisme politique*, affirmant le droit héréditaire de la maison royale, a été fortement critiqué. Il était fatal que le *légitimisme social*, alléguant cette fois-ci le droit de tous, à l'héritage et à la propriété fut tout aussi malmené. Les républicains ont bafoué le légitimisme politique, les communistes bafouent le légitimisme social. On voit où mène la pente. On voit aussi les conclusions que M. Maurras peut en tirer. Si le communisme est l'aboutissant de la démocratie, les républicains n'ont pas le droit, après avoir raillé le légitimisme politique, de prendre la défense du légitimisme social, c'est-à-dire du droit d'héritage et de propriété. Par conséquent, pour combattre le communisme, il faut se placer à un point de vue nettement anti-républicain¹⁰².

L'expérience de Russie montre à Charles Maurras que la *République sociale* est la ruine. Mais, dit-il, l'expérience française depuis 1789 montre que la *République politique* n'est pas moins nocive.

Faisant état d'un discours à la Chambre, de M. Le Cour Grandmaison, du 9 décembre 1924, M. Maurras nous explique

100 *Action Française*, 11 Décembre 1924.

101 *Action Française*, 11 Décembre 1924.

102 *Ibidem*.

que les communistes seuls sont logiques avec la doctrine démocratique, parce qu'ils vont jusqu'au bout.

« Si vos principes sont exacts, disait M. Jean Le Cour Grandmaison au président du Conseil, ce sont les communistes qui ont raison parce qu'ils sont dans la logique. *Ils vont jusqu'au bout des conséquences. Vous, vous vous arrêtez à mi-chemin* ». C'est à dessein que nous avons souligné ces mots du député de droite. Nous aurons à en parler dans la suite de nos critiques.

Or que font les républicains ? Ils veulent la République dans l'Etat et la Monarchie dans le travail ¹⁰³. Ils s'arrêtent à mi-chemin. Mais si l'on a mis la République dans l'Etat, il faudra l'appliquer au travail et supprimer le patron. Et au contraire, si l'on veut maintenir la Monarchie dans le travail, il faudra supprimer la République dans l'Etat. Car c'est là que gît l'erreur.



Après avoir exposé la conception maurrassienne du communisme, il reste à en faire la critique.

Cette conception présente un danger, elle peut se retourner contre les idées de M. Charles Maurras. Voyant dans le communisme l'aboutissant de la démocratie, il reproche à la République de s'arrêter en chemin. Il faut pousser, lui dit M. Maurras. Eh bien ! si l'on faisait de même de la doctrine maurrassienne ? Elle en sortirait tout aussi critiquable.

M. Maurras, pour attaquer plus à l'aise la démocratie, la soumet à un processus d'exagération qui en fait une caricature. Là-dessus, il sort des arguments qui lui paraissent écrasants. Nous allons appliquer à la doctrine maurrassienne la même méthode.

Si l'on refuse le légitimisme politique, il faut rejeter le légitimisme social, et vice-versa, s'écrie-t-il. Il nous reste à le compléter. Acceptant le légitimisme politique, il faut installer le légitimisme social. Qu'est-ce à dire ? Qu'il faut raffermir, cristalliser, autour de la propriété, les droits du patron. Si M. Maurras voulait être aussi logique avec sa doctrine que l'est le communisme, il devrait aller plus en avant. Jusqu'au bout,

¹⁰³ Par Monarchie dans le Travail, Charles Maurras entend la sauvegarde des droits de propriété et de patronat. Le patron est roi dans son atelier.

comme il l'affirme des communistes. Car enfin, pourquoi s'arrêterait-il au légitimisme social ? Si, à son gré, la République se contredit en n'allant pas jusqu'à l'absurde, il faut que lui aussi pousse sa doctrine jusque là. Mais que trouvera-t-il au-delà du légitimisme social ? C'est bien simple : *le légitimisme de caste*. Ce dernier est précisément une cristallisation des privilèges. En effet, si l'on admet le privilège de naissance, pourquoi ne pas le mettre partout, *sans exception*, du haut en bas de l'échelle sociale ? Le fera-t-on ? Mais ce régime poussé à bout — comme le veut M. Maurras de la démocratie — s'appellera : la caste.

— Mais il faut faire des exceptions, nous répliquera-t-on ?

— Pourquoi s'arrêter à mi-chemin ? répondrons-nous, en reprenant les paroles mêmes de M. Maurras.

Si la République n'a pas le droit de s'arrêter où elle veut, — mais doit faire dérouler toutes les conséquences qu'elle contient, — pourquoi le maurrassisme aurait-il ce privilège ? Si l'arrêt est arbitraire, il le sera aussi bien pour la doctrine communiste que pour l'idée maurrassienne. Et si l'on pousse en un sens la démocratie, on peut pousser dans le sens inverse le maurrassisme, et si la première finit en communisme, la seconde aboutit à la caste. Et si la solution communiste ne paraît guère plaisante aux hommes de l'Action Française, la solution des castes est rejetée par la majorité des hommes.

On voit de ce qui précède les dangers de la méthode maurrassienne. Elle exagère en une direction, plus ou moins arbitraire, les doctrines adverses. Grâce à ce grossissement, elle arrive à leur faire faire une facile critique. Mais elle ne se doute pas qu'on peut lui appliquer les mêmes traitements, et la faire exagérer, cette fois-ci, dans une direction qui lui *soit naturelle*. Nous disons bien naturelle. Un exemple. M. Maurras attaque l'Or mobile et la fortune vagabonde. Il admire l'Eternité et l'Immobilité et sa doctrine anti-ploutocratique pourrait bien se lier, métaphysiquement parlant, à ses idées sur l'éternel. Mais le régime de caste fournit, du point de vue de l'immobilité, toutes garanties. Grâce à son immobilité, elle peut friser l'éternité. Le régime des castes sort du maurrassisme comme le pous-sin de sa coquille. Cela peut étonner M. Maurras, cela est.

Une autre exemple : il critique la démocratie ploutocratique, trop mobile à son gré. Mais si elle finit au communisme, il

résulte que ce dernier doit être le comble de la mobilité. Cependant M. Maurras nous avertit que, étant étatiste, le communisme s'enlise dans l'immobilité. Eh bien ! si nous étions maurrassiens, amoureux de l'éternité immobile, nous crierions : Vive le communisme ! De plus, comme la caste sort naturellement du maurrassisme, et que le communisme, à son tour, est aussi immobile que la caste, on se demande pourquoi M. Maurras met tant d'acharnement à combattre des idées qui lui sont chères et à critiquer âprement l'immobilité communiste.

Nous demandons au lecteur qu'on excuse ces jeux logiques. Ils n'ont eu pour but que de montrer quelle est la méthode dont se sert M. Maurras à l'endroit de ses ennemis et les dangers qu'elle recèle pour sa propre doctrine.

Peut-être, M. Maurras nous dira-t-il que nous n'avons pas pris trop de précautions avec sa doctrine, ni respecté les moindres nuances dont s'enveloppent ses idées. Mais le fait-il avec les autres ? La République pourrait fort bien lui dire :

Si nous nous sommes arrêtés à mi-chemin, c'est parce que nous aussi avons des nuances à sauvegarder et ce que l'on prend chez nous pour un arrêt arbitraire peut fort bien être une distinction subtile.

Nous pourrions dire encore :

M. Maurras fait une critique peu nuancée des doctrines de gauche. En revanche, il exige que sa pensée soit ménagée. Où est la justice en tout cela ?



M. Maurras prolonge la doctrine démocratique. Il n'admet pas qu'elle puisse s'arrêter. Mais, pour son compte, il s'arrête où il veut. Si on lui disait que sa doctrine mène à l'esprit de caste, il vous répondrait qu'il est hostile à ce régime. La question n'est pas là. Il ne s'agit pas de savoir si M. Maurras aime ou non les castes, mais si sa doctrine y mène. Or, elle le fait.

Il applique la même méthode à la République. Il ne lui demande pas pourquoi elle s'arrête ici plutôt que là, mais si vraiment elle conduit au communisme. Il exagère la République en un sens. Nous avons fait la même chose avec le maurrassisme. Et, exagération pour exagération, mieux vaut la faire dans le sens républicain que dans le sens maurrassien du terme. Le peuple se porterait mieux.

SOUS-SECTION QUATRIÈME

Comparaisons

Après avoir exposé tour à tour le communisme et le socialisme, essayons de les comparer et voyons ce que la pensée maurrassienne tire de leur comparaison. Ici une distinction s'impose : nous comparerons d'abord le socialisme et le communisme et ensuite ces deux doctrines avec le radicalisme.

1° SOCIALISME ET COMMUNISME

Sur l'essentiel, différences nulles. Pour être plus précis, nous dirions qu'il n'y a pas des différences de nature, mais des différences de degré entre le communisme et le socialisme. Telle paraît être la conception maurrassienne.

En effet, les uns et les autres, socialistes et communistes, veulent, après avoir obtenu l'égalité politique, réaliser l'égalité sociale. Ils veulent imposer les riches et les spolier au profit de la collectivité. Mais il y a la manière. Les communistes, représentant la « stricte observance », comme écrit le directeur de l'Action Française, veulent aller vite dans la besogne. Ils rejettent l'idée de « révolution lente » ou de « spoliation graduelle »¹⁰⁴. Ils repoussent l'idée de compromis et de transaction.

Selon M. Maurras, le communisme joue deux rôles :

a) stimulant. Il doit empêcher les socialistes de « s'endormir dans leurs prébendes, leurs pro-consulats ou leurs sous-secrétariats »¹⁰⁵.

b) auxiliaire, pour le Grand Soir.

Dans la société comme dans la nature, les choses ne procèdent pas par bonds, mais par degrés fort nuancés, presque insensibles. Il vient cependant un moment où, pour accoucher d'une institution, d'une idée ou d'un système, la société a besoin de la Force. Dans la vie sociale, Charles Maurras est convaincu que ce fait de force brutale ne peut certainement pas être accompli par « les bourgeois neutres et flasques du type socialiste et parlementaire »¹⁰⁶. Mais les communistes sont là. On fera appel à eux, et tout sera dit.

104 105 *Action Française*, 16 Mars 1927.

106 *Action Française*, 16 Mars 1927.

2° RADICALISME, SOCIALISME, COMMUNISME

Fidèle à une idée, suivant laquelle la Démocratie glisse insensiblement au communisme, Charles Maurras s'est mis à comparer le radicalisme démocrate au socialisme et au communisme, extensions de cette même démocratie.

Du radicalisme aux doctrines sociales, il n'y a pas non plus des différences de nature. De lui au socialisme on descend par pentes insensibles.

Mais quelle est la différence de degré qui les sépare ? Elle est ainsi formulée par le chef de l'école royaliste :

« *Le radical tend à placer le point de spoliation un peu moins bas que ne ferait le socialiste* »¹⁰⁷. Le radical appelle le fisc contre ceux qui ont plus de cent mille francs dans leur portefeuille, et le socialiste contre ceux qui ont cinquante, vingt ou dix mille francs. Mais le principe est le même, car le sentiment qui l'inspire est le même des deux côtés : l'envie.

Le radical et le socialiste sont liés par un véritable « complot électoral »¹⁰⁸ qui tend à la spoliation des citoyens et entre l'un et l'autre il n'y a pas plus de différences essentielles qu'on n'en trouve entre la démocratie politique et la démocratie sociale. L'une complète l'autre. « La démocratie politique fait la démocratie sociale »¹⁰⁹, et l'égalité reconnue par le suffrage universel exige d'être étendue à la propriété des choses. On voit comment s'opère ce processus d'extension croissante de la démocratie et comment du radicalisme au socialisme et de celui-ci au communisme, on y va par paliers successifs, par degrés insensibles.

« Le communisme dilué s'appelle socialisme et le socialisme dilué s'appelle radicalisme »¹¹⁰, conclut M. Charles Maurras.

SOUS-SECTION CINQUIÈME

Ce que pourrait être le Socialisme

Pour qu'il soit ce qu'il doit être, le socialisme doit se débarrasser de ce qu'il y a de démocratique en lui, affirme Charles Maurras.

107 108 109 *Action Française*, 30 Décembre 1927.

110 *Mes Idées Politiques*. Page 210.

Selon lui, le socialisme est :

1° *Utopie égalitaire*. C'est là un vieux résidu des idées révolutionnaires, démocratiques et libérales.

2° *Effort pour résoudre la question ouvrière* si mal posée par la naissance de la grande industrie, et si mal résolue par la dissolution des organisations sociales, opérée en 1789. Sous cet aspect, l'esprit socialiste est une réaction contre les idées de la Révolution. Là, il est organisateur. Malheureusement, il devient vite destructeur dès qu'il veut organiser le monde social par rapport à l'égalité qui ne saurait que désorganiser.

« Ce qui rend le socialisme anarchique et révolutionnaire, écrit Charles Maurras, ce n'est point ce qu'il a de socialiste, c'est le poison démocratique qui s'y mêle toujours »¹¹¹. Le poison démocratique ôté, le socialiste deviendra un simple problème *de fait*. Il sera important sans doute, mais ne sera qu'une question professionnelle, cessant d'être une idéologie égalitaire. Ainsi assagi, il pourra être convenablement résolu par la société et ce au mieux des intérêts de tous.



« L'anarchie économique présente est un fait intolérable »¹¹², écrit Charles Maurras. Mais ce n'est pas avec des solutions égalitaires qu'on saurait lui mettre un terme. Car l'égalité est désorganisatrice par définition.

Pour abattre l'anarchie économique il faut renier l'égalité. Il faut donc exclure du socialisme, l'élément égalitaire ou démocratique. Il en forme « l'exacte moitié »¹¹³. Cette moitié démocratique du socialisme est anti-sociale et il convient de l'éliminer. Mais il faut garder l'autre moitié. Elle s'appelle : « *syndicalisme*, association, fédération, organisation autonome des éléments du travail, ouvriers et patrons, par région et métier »¹¹⁴. C'est cet élément syndical qui seul peut fournir l'effort nécessaire pour résoudre pratiquement la question ouvrière, dont nous avons parlé plus haut.

Nous avons ainsi un critère pour juger tout acte socialiste. Est-il démocrate ? Il est mauvais. Est-il syndical ? Il est bon.

¹¹¹ *Enquête sur la Monarchie*. Page 333.

¹¹² *Action Française*, 18 Octobre 1908.

¹¹³ ¹¹⁴ *Action Française*, 18 Octobre 1908.

Ces deux éléments « se retrouvent à doses inégales, dans cette nébuleuse qu'on appelle le socialisme ». Nous ne voudrions pas chicaner M. Maurras sur le pourcentage qu'il établit, mais après nous avoir dit que les deux éléments dont il était question plus haut, se partagent fraternellement le socialisme, exactement, chacun à moitié, il nous dit, dans le même article, qu'ils s'y trouvent à doses inégales. Où est la vérité ?



La Monarchie pourra-t-elle faire entrer le socialisme dans ses combinaisons ? Certainement, répond le tenant de la doctrine royaliste, mais à une condition : « qu'on expurge le socialisme de ce qu'il enferme de virus démocratique » ¹¹⁵. L'égalité et le cosmopolitisme étant éloignés, la monarchie nationaliste pourra mener une politique socialiste.

« Nation d'abord », s'écrie-t-elle. Il faut la placer avant la classe. L'élément nation doit prévaloir sur l'élément profession et sur l'élément classe. A cette seule condition, la monarchie pourra pratiquer une politique de paix sociale et de véritable socialisme, c'est-à-dire constructif.



Nous avons une remarque à faire. Le socialisme dont rêve Charles Maurras est essentiellement hiérarchique. Il élimine l'esprit égalitaire qui fait le fond des revendications des partis socialistes. Pourquoi cette purge du socialisme ? Parce que M. Maurras croit que de cette façon on aura la paix sociale. L'égalité est chicanière. A sa base se trouve l'envie. Celle-ci étant mauvaise, l'égalité l'est aussi. Mais précisément il s'agit de prouver que l'envie soit si mauvaise que cela.

Machiavel parle quelque part des bonnes cruautés. Est-ce qu'on ne pourrait parler tout aussi bien de la bonne envie ? M. Maurras nous ferait remarquer « qu'on sera toujours maître d'appeler table un chapeau et couvre-chef une cuvette, mais il faut prévenir » ¹¹⁷. C'est ce que nous aurions fait s'il s'était agi

¹¹⁵ *Gaulois, Germains, Latins*, par Charles Maurras. Page 171.

¹¹⁶ *Action Française*, 12 Novembre 1931.

¹¹⁷ *Action Française*, 26 Août 1933.

de maquiller le sens du terme : envie. Mais nous essayons de faire voir qu'elle peut être, en certaines circonstances, bonne. En effet, si l'homme est réduit à la pauvreté, il faut qu'il puisse se défendre d'une manière ou d'une autre. S'il n'a, à sa disposition, que l'envie, il sera de bonne guerre que d'être envieux. Est-ce laid ? Dans ce cas, il faudra s'en prendre aux classes hiérarchiquement supérieures qui ont laissé les autres croupir dans la misère. Et si on condamne l'envie, il faut d'abord condamner la société qui, par ses inégalités, a créé l'envie.

PARAGRAPHE III

LA CENTRALISATION

Ou plutôt, la décentralisation, car M. Maurras est un farouche décentralisateur. Lors de l'Enquête sur la Monarchie, la question essentielle, — « la formidable question »¹¹⁸, comme il l'appelle — était celle-ci :

« Oui ou non, l'institution d'une monarchie héréditaire, et traditionnelle, antiparlementaire et *décentralisée*, est-elle de salut public ? ».

Charles Maurras y répond affirmativement.

*
**

Le problème de la centralisation — ou de la décentralisation — paraît toucher de préférence le Droit administratif. Mais il se lie par mille liens aux questions de l'économie nationale.

Charles Maurras veut appeler à une vie nouvelle et puissante, la famille, la province, le métier. Il veut renforcer les liens domestiques, locaux, professionnels et confessionnels. Grâce à ces quatre éléments, il espère réaliser une politique de décentralisation. Il est convaincu pouvoir ainsi mener à bonne fin le programme décentralisateur qu'il s'est proposé et qui seul, à son avis, peut encore sauver la France.

Les éléments énumérés plus haut doivent s'épauler et la France former un composé d'*organisations locales* (province et commune), et d'*organisations professionnelles* (corporations, syndicats) se pénétrant mutuellement. Cette interpénétration d'organismes est de la première nécessité. Car le groupe local serait bien faible s'il n'était composé de groupes professionnels.

118 *Enquête sur la Monarchie*. Page CL. Discours préliminaire.

Inversement, le groupe professionnel serait un grave danger pour la patrie s'il ne s'appuyait sur « quelque vigoureuse et précise réalité géographique » ¹¹⁹. Il constituerait une menace de cosmopolitisme et de révolution ¹²⁰. En effet, la profession déracinée se transforme en classe et, par dessus les frontières, elle peut faire appel aux autres classes des pays étrangers. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Précisément, pour éviter cette union, par la lutte des classes, il faut unir les deux sortes d'organisations, locale et professionnelle, autrement dit, combiner les deux décentralisations :

- a) la décentralisation économique ;
- b) la décentralisation géographique.

*
**.

A la question de savoir si la décentralisation économique est possible, Charles Maurras répond : à deux conditions :

- 1° Supprimer la République.
 - 2° Réaliser la décentralisation géographique.
- Reprenons-les une à une.

1° SUPPRIMEZ LA RÉPUBLIQUE !

« Centraliser est dans la fatalité de la République. Décentraliser, dans les nécessités de la France. L'une ou l'autre doit en mourir » ¹²¹, écrit Charles Maurras. Comme notre auteur est monarchiste et aristocrate, son choix ne fait pas de doute. Il préférerait voir mourir la République plutôt que la France.

Selon lui, la République, qu'elle soit plébiscitaire ou parlementaire, ne saurait décentraliser. Il n'oublie pourtant pas l'exemple contraire de la Suisse et des Etats-Unis. Mais ce qu'il veut affirmer c'est qu'une République ne peut pas passer de l'état centralisé à la décentralisation. La cause de cette impos-

¹¹⁹ *Enquête sur la Monarchie*. Page 324.

¹²⁰ « De sa nature, écrit Charles Maurras, le lien moral et professionnel est cosmopolite. La communauté religieuse est cosmopolite : voyez le catholicisme, si souvent accusé de ruiner le patriotisme, voyez les protestants français et anglais dans nos colonies. La communauté financière est cosmopolite, je n'ai pas besoin de dire comment. La communauté scientifique est cosmopolite, malgré la diversité de langue, dont elle cherche d'ailleurs à venir à bout. La communauté strictement professionnelle est cosmopolite : faut-il montrer du doigt l'Internationale ouvrière ? ». (*L'Idee de la Décentralisation*).

¹²¹ *Action Française*, 22 Avril 1908.

sibilité est facile à saisir : *les grands pouvoirs publics y sont électifs*. Pour se faire réélire, le Gouvernement doit centraliser, c'est-à-dire accroître le nombre de ses fonctionnaires. Par le fonctionnaire on tient l'électeur.

Un gouvernement électif doit donc vouloir centraliser. Et le terme naturel d'une république démocratique c'est le socialisme d'Etat. C'est le comble de la centralisation et du fonctionnariat ¹²².

Grâce à sa bureaucratie, un pareil Etat — l'Etat français en l'espèce — « atteint jusqu'aux derniers pupitres d'école du dernier hameau » ¹²³. Il se trouve ainsi parfaitement muni pour empêcher la constitution d'un adversaire sérieux.



M. Maurras combat ce qu'il appelle le jacobinisme centralisateur. Et ce pour plusieurs raisons :

a) *D'abord le concept de la France idéale*. M. Maurras est parti en guerre contre ceux qui exaltent le concept de France irréaliste au détriment de la France réelle. Il attaque ceux qui disent : Périclès la France plutôt que la République. Ou encore ceux qui disent : nous aimons la France. Oui, *mais* la France de 1789 et de la République. M. Arthur Ranc fut à maintes reprises attaqué par M. Maurras pour ses idées. Car Charles Maurras aime la France sans condition. Il ne dit pas la France, mais...

Malheureusement, le jacobinisme centralisateur, lui, finit par nier la réalité française. « Au lieu d'admettre la libre variété des provinces dans l'unité de la nation, le jacobinisme prétend les absorber et les démembrer au profit du concept d'une France irréaliste » ¹²⁴.

En se soulevant contre la « cage absurde du département », Charles Maurras veut dire qu'à force de soumettre la France à un ordre géométrique stérile, on finira par la faire étouffer. Car on ne tiendra plus alors compte des énergies nationales qui par leur diversité voudraient échapper à l'uniformité du « compas » révolutionnaire.

¹²² *Enquête sur la Monarchie*. Page 197.

¹²³ *Allée des Philosophes*. Pages 83.

¹²⁴ *Action Française*, 24 Novembre 1922.

¹²⁵ *Ibidem*.

b) *L'impossibilité de la République à se reformer.*

M. Charles Maurras écrit dans le Discours préliminaire de l'Enquête sur la Monarchie : « Nous reformer ou disparaître »¹²⁶. La décentralisation étant une des premières réformes à faire, c'est là qu'éclate la difficulté : « l'impuissance de la République à décentraliser »¹²⁷.

La Monarchie au contraire peut faire des réformes. Comme le dit M. André Buffet, dans l'Enquête sur la Monarchie : « La Monarchie est essentiellement réformatrice ». Et il surenchérit : « Il n'y a qu'elle qui le soit »¹²⁸. Pourquoi ? Parce qu'elle est un pouvoir fort et stable. On ne peut pas dire de même de la République. C'est pourquoi il est impossible à cette dernière de décentraliser. Car une large décentralisation faite par la République mettrait en danger l'unité de la patrie. Par contre, un Roi de France ne laisserait pas compromettre l'œuvre française. Il pourrait accorder aux villes et aux provinces des larges franchises. Mais aux jours de péril national il pourrait retirer les libertés accordées.

Le moins que l'on puisse dire, en réponse à cette théorie, est que la République peut en faire autant. Sans doute, comme dit M. Buffet, « le roi est toujours là pour veiller à l'intégrité de cette œuvre (la France) ». Mais l'oligarchie républicaine aussi se trouve toujours à son poste. Les hommes peuvent changer, l'oligarchie reste.

Continuant son entretien avec Charles Maurras, M. Buffet renferme la France républicaine en un cruel dilemme :

« Ou se laisser atrophier par la centralisation et périr d'une congestion parisienne ;

« Ou, si elle obtient une décentralisation suffisante, s'exposer à de profondes déchirures qui pourraient aboutir à des véritables guerres civiles.

« Si l'on ne veut pas que la France périclite étouffée, il faut la décentraliser ; mais il faut conserver la centralisation si l'on ne veut trembler pour l'unité française »¹²⁹.

Ces paroles sont bien pessimistes. Il reste à voir si elles sont vraies. Nous ne le pensons pas. Il se peut que le second membre

¹²⁶ *Discours Préliminaire*. Page CXIX.

¹²⁷ *Enquête*. Page 48.

¹²⁸ *Ibidem*.

¹²⁹ *Enquête*. Page 50.

de cette alternative : à savoir qu'une large décentralisation républicaine met en danger l'unité française, soit vrai. Mais on peut dire la même chose d'une décentralisation royale. Sans doute, le pouvoir du monarque est stable et fort. Mais l'oligarchie républicaine l'est tout autant. Elle dure depuis soixante-dix ans, en France. Par conséquent, si la monarchie peut, par sa stabilité, réussir une décentralisation, la République le pourra aussi bien car depuis 1870, elle ne fait que durer.

En réalité, pas plus la Monarchie française que la III^e République ne peuvent décentraliser. Le démembrement les guette tous les deux. M. Maurras a mis au défi la République de décentraliser. Il a gagné. Avec la Monarchie, il aurait pu gagner ce pari tout aussi facilement. Et si M. le Comte de Paris montait un jour sur le trône de France, nous parions un contre mille que son premier geste serait de maintenir la centralisation républicaine.

Pourquoi cela ? Parce que la centralisation n'est pas une question de *régime politique*, mais un phénomène de *technique économique*. Et c'est à la lumière de cette distinction que l'on pourra comprendre la marche des peuples vers la centralisation. Et c'est maintenant que l'on pourra comprendre aussi la contre-vérité du premier membre du dilemme de M. André Buffet, à savoir que la France étouffe dans la centralisation. Pas tant que cela ! Et le progrès de la centralisation infirme chaque jour les dires royalistes.

Donnons maintenant l'explication de la distinction faite tout à l'heure.



La technique moderne pousse à la concentration des entreprises. On assiste à un accroissement du volume des industries. Tout le monde est d'accord pour voir en cette concentration un bienfait. La production est meilleure et régulière, de bonne qualité et en grosse quantité. Les économies réalisées sont respectables, les prix de revient baissent, les salaires s'accroissent. Les prix de vente suivent la même courbe que les prix de revient et, *toutes conditions et proportions gardées*, la vie est, *en dépit des apparences, moins chère*¹³⁰. Bref, la production en série qui exige la concentration, est un bienfait général.

¹³⁰ Nous ne pouvons pas nous étendre ici sur cette question.

Or, *ce que la concentration est pour les entreprises, la centralisation l'est pour l'Etat*. L'Etat est de plus en plus pénétré à cause de l'évolution moderne, du réveil des classes et des humbles qui demandent leur part — une grosse part — des biens de la production, des caractères économiques du siècle. Il devient de plus en plus économique et de moins en moins politique. *L'industrialisme amène l'étatisme*. Et la centralisation est l'analogue de la concentration. A cause de la grandeur de l'Etat, ces vérités sont quelque peu obnubilées, et à cause des difficiles commencements de l'étatisme, on ne voit plus le caractère bien-faisant de la centralisation qui est une excellente coordination de l'activité nationale. Bref, ce que l'on voit à l'échelle de l'entreprise vous échappe à l'échelle de l'Etat. Et si l'on pouvait voir dans la centralisation un phénomène de la même nature que la concentration, on accablerait moins la centralisation. En effet, on est d'accord pour faire, du point de vue de la production, l'éloge de la concentration des entreprises. Il en est de même de la centralisation. Il faut cependant faire une distinction entre la centralisation et l'étatisme. *La centralisation est coordination et l'étatisme est égalité*. Le dernier tend à répartir les richesses, le premier veut concentrer les activités du pays en vue d'accroître la production. L'un signifie partage (égal) des richesses, et l'autre production des biens.

La centralisation est la concentration de l'entreprise d'Etat. Elle est faite en vue d'augmenter le rendement de l'économie nationale. C'est la production en série faite par l'Etat.

Ayant dit ceci et reconnaissant que la concentration est une conséquence fatale de la technique économique, que cette technique s'immisce dans les affaires de l'Etat et qu'elle fait de la centralisation un phénomène inéluctable, il s'ensuit que Monarchie ou République subiront la nécessité économique et, qu'elles le veuillent ou non, elles seront obligées, par le progrès social, de centraliser à outrance.

2° LA DÉCENTRALISATION GÉOGRAPHIQUE

C'est, dans l'esprit de M. Maurras, la deuxième condition de la décentralisation économique. Comme elle échappe quelque peu à notre sujet, nous nous contenterons de l'esquisser en hâte.



Le département doit être supprimé. Il « est un des pires mécanismes antiphysiques appliqués au corps de la France » ¹³¹, écrit M. Charles Maurras. Car le département empêche « la grande vie locale » de se montrer. Et pour que les divisions administratives deviennent conformes à la géographie, il faut abattre le département.

Le programme de l'Action Française est le suivant :

- 1° Que tous les arrondissements soient rétablis.
- 2° Que tous les sous-préfets soient supprimés.
- 3° Que les sous-préfectures soient remplacées par les Conseils d'arrondissement, dotés de la personnalité civile. Leurs présidents-maires seraient choisis par l'Etat.
- 4° Que les départements, avec les préfets, disparaissent.
- 5° Enfin, que dix-sept capitales régionales dotées d'assemblées organiques contrôlées mais non gouvernées par dix-sept préfets, prennent en main la gestion des grands intérêts locaux ¹³³.

De tous les points de ce programme, le dernier nous paraît être celui qui apporterait le plus de bouleversements à la physiologie administrative de la France.

Quoiqu'il en soit, le programme maurrassien forme un tout, où les parties se tiennent. Et il apparaît aussi à son auteur que la véritable décentralisation ne peut se faire qu'entre « les deux pôles de l'arrondissement et de la région ».

Néanmoins l'arrondissement ne lui semble pas parfait. Il est trop vaste. L'idéal serait un retour à l'ancien district. Toutefois, M. Maurras se contenterait de l'arrondissement. Car il peut former et grouper les petites élites locales, auxquelles Charles Maurras est si attaché.

Au-dessus de l'arrondissement, il y aura la région provinciale avec sa capitale. Ainsi, pour donner un exemple, on fera de Marseille la métropole de l'ancienne Provence et on y fera résoudre les questions qui, aujourd'hui, accablent l'administration parisienne. Marseille deviendrait de la sorte la suppléante de Paris. Ce plan cache, entre autres, une arrière-pensée, assez

¹³¹ *République et Décentralisation*. Page 87.

¹³² *Etang de Berre*. Page 83.

¹³³ *Action Française*, 30 Septembre 1926.

ambitieuse. Du moment que les grandes villes de France deviendraient capitales de régions, que va-t-on faire de Paris qui vit de la centralisation ? La réponse est plus orgueilleuse que vraie. On en fera « la métropole de l'Occident ». Il y a cependant un point noir au tableau. Si les provinces françaises, repliées sur leurs capitales, ne veulent plus de Paris comme métropole, on se demande si les étrangers n'en feront pas autant. Si les Français eux-mêmes ne veulent plus de Paris, comment les étrangers en voudront-ils encore ? Croit-on qu'ils seront plus catholiques que le Pape ? Les Français se détournent-ils de Paris ? Les étrangers en feront de même. Car il ne faut pas oublier que si Paris jouit de la position mondiale qui est la sienne, c'est parce qu'il fut et qu'il est encore la capitale centralisatrice d'un grand pays uni. Sa carrière fut faite de la misère des provinces. Il s'est nourri de leur substance. Et si les provinces le quittent, son prestige aussi. Il y a par conséquent dans cette théorie de l'Action Française beaucoup de naïveté et un certain mépris pour l'étranger. On le prie d'avalier ce qui paraît mauvais à l'estomac français. Il y a des chances que cela lui reste dans la gorge.

**

Après avoir esquissé les conditions de la décentralisation économique selon la doctrine maurrassienne, il convient maintenant d'entrer dans le vif du sujet. Nous le diviserons en deux sections :

- 1° La grande querelle des intermédiaires ;
- 2° Corporatisme et syndicat.

SECTION PREMIÈRE

LA GRANDE QUERELLE DES INTERMÉDIAIRES

C'est ça la question essentielle. Elle tient beaucoup à cœur au maurrassisme. Elle peut être formulée de la manière suivante : *Faut-il admettre des groupements intermédiaires entre l'individu et l'Etat ?* Rousseau répond : non. Maurras réplique : oui.

L'affaire est d'importance. C'est une bataille de principes qui met en jeu tout le système social et suivant la victoire de l'un ou de l'autre principe, on assistera à des transformations radicales de la société.

M. Julien Benda rêve d'une perpétuelle affaire Dreyfus qui aurait l'avantage, à son avis, de diviser la France en deux catégories bien tranchantes de citoyens. Eh bien, notre querelle des intermédiaires a les mêmes vertus. Elle est, du point de vue économique et social, une perpétuelle affaire Dreyfus. Suivant la solution que l'on apportera au problème des intermédiaires, on se classera du côté de la Révolution ou de la Contre-Révolution.

Plus haut, nous avons déjà parlé de ce débat pathétique que les événements ont institué entre la Révolution et la Réaction. Nous les avons montré parfaitement contradictoires et farouchement irréductibles. Or de toutes les questions qui avivent la dispute de la Révolution et de la Réaction, celle des intermédiaires est une des plus actives. La querelle des intermédiaires se résoudrait en dernière analyse en une querelle des Anciens et des Modernes.



Rousseau, et à sa suite les révolutionnaires de 1789 et la révolution économique de la fin du XVIII^{me} siècle, s'étaient prononcés contre les groupements intermédiaires. « Il importe, pour avoir bien l'énoncé de la volonté générale, qu'il n'y ait pas de société partielle dans l'Etat », écrit Rousseau dans son « Contrat Social ». Pourquoi ? Parce que, répond Rousseau, le gouvernement est un corps intermédiaire entre les sujets et le souverain ». Et il ajoute plus loin que « c'est dans le gouvernement que se trouvent les formes intermédiaires ». Par conséquent il ne faut laisser un champ de libre activité qu'au gouvernement du pays. Là, Rousseau est assez logique. La volonté générale ne peut pas s'embarrasser des opinions partielles.

Du côté de la Réaction, on est pour les groupements intermédiaires qu'elle appelle aussi groupements ou corps secondaires. Et l'une des raisons pour lesquelles M. Maurras est anti-rousseauiste, c'est sans doute la négation par Rousseau des

groupements intermédiaires. Charles Maurras aime beaucoup ces sociétés secondaires, « dont Jean-Jacques avait une horreur si profonde et si conséquente », comme dit si bien le directeur de l'Action Française.

Avant Maurras, un Le Play ou La Tour du Pin avaient déjà défendu les sociétés secondaires. Le premier les appelait « autorités naturelles » et le second, corporations. Si nous avons fait cet historique sommaire de la question, c'est parce qu'elle dépasse de loin le maurrassisme. Elle finit en un combat entre la Révolution et la Contre-Révolution dont le maurrassisme n'est qu'un des aspects.



Au fait, de quoi s'agit-il dans cette dispute des intermédiaires ? *De l'association*. C'est elle qui fait les frais de la discussion. *Faut-il, oui ou non, soutenir les associations autonomes entre les individus ?* Et, notez-le bien, si l'on veut la décentralisation économique, il faut vouloir les associations économiques et professionnelles, corporations, syndicats. Les liens entre l'association professionnelle et la décentralisation économique sont très serrés. L'une conditionne l'autre. Et le système maurrasien se montre assez cohérent lorsque, après avoir combattu la centralisation et l'étatisme, il conseille d'accorder un large soutien aux associations autonomes. L'autonomie de celles-ci sauve l'indépendance des citoyens. Dans une pareille organisation, l'Etat se fait moins encombrant, il devient moins tâtillon et il s'avère moins envahissant, car l'association lui ferme les portes de maintes activités sociales laissées à l'initiative des individus groupés.

Pour Charles Maurras, cette association est une « obligation de la Nature »¹³⁵. Il n'y a pas à proprement parler, pour l'individu, un droit à l'association, mais un devoir, une « nécessité de l'association »¹³⁶. Pourquoi ? Parce que l'individu ne forme pas la société. Il en est son produit¹³⁷.

Dans le monde des êtres, poursuit notre auteur, il y a des

¹³⁵ *Gazette de France*, 6 Novembre 1902

¹³⁶ *Démocratie Religieuse*. Page 315.

¹³⁷ « N'est-ce pas la société qui forme l'individu ? N'est-il pas partout son produit ? » (*Démocratie Religieuse*).

espèces inférieures où l'individu détermine à lui seul la société ; ce sont les espèces où la reproduction s'opère par voie de scissiparité. Chez les animaux supérieurs, par contre, il faut un couple pour faire un troisième individu et cet être nouveau ne naît pas, à proprement parler, de ces deux générateurs, mais de la société de ces générateurs. « L'association est tout autre chose que l'addition des associés »¹³⁸. Cette idée rappelle la théorie de la force collective de Proudhon selon laquelle, le patron paierait à chaque ouvrier la valeur de son travail individuel, mais garderait pour lui les produits de la force collective de ses ouvriers. Ce produit est bien supérieur à la somme des forces individuelles ouvrières. Et il donne l'exemple des deux cents grenadiers qui ont dressé l'obélisque de Louqsor sur la place de la Concorde.

Conscient de cette force que donne l'association, Charles Maurras voudrait lui réserver une grande place dans la vie sociale et économique. Il voudrait l'étendre à des larges zones de l'activité individuelle. L'individu se sentirait mieux encadré et plus apte pour la vie en commun. Telle serait, à l'entendre, la vertu de l'association. Et reprenant à son compte la gradation établie par Léon de Montesquiou dans son livre « La Raison d'Etat », M. Maurras nous explique qu'il ne faut pas dire : 1° L'homme ; 2° La société, mais renverser la proposition et écrire : 1° La société ; 2° L'homme. La société d'abord.

Il y aurait cependant quelques objections à faire à cette théorie de l'association, notamment du point de vue du rendement. Sans doute l'association est autre chose et mieux que l'addition des associés, de même que l'intérêt général est quelque chose de plus que la somme des intérêts particuliers. Si donc, l'association produit un plus gros rendement que la somme des activités des individus isolés, il faut l'encourager. Mais peut-on oublier que l'Etat est la plus forte association qui soit. Et si l'association est tellement efficace et si l'Etat est une association, ne vaut-il pas mieux, au lieu de disperser les efforts en mille sociétés éparses, les faire englober dans l'immense activité de l'Etat ? Pourquoi éparpiller l'effort national ? Ainsi toute théorie de l'association aboutit fatalement à l'étatisme, quoique les théoriciens de l'association soient souvent anti-étatistes,

138 *Démocratie Religieuse*, par Charles Maurras. Page 315.

voyant précisément dans l'association un remède contre l'invasion, par l'Etat, de l'économie sociale.

Aujourd'hui, le progrès technique impose une sévère coordination des efforts et une centralisation à outrance, évolution dont l'Etat ne peut tirer que bénéfice. En outre, si la force collective qui se dégage de l'association est si efficace, comme nous le font savoir Proudhon et Maurras, il faut croire qu'elle serait encore plus efficace s'il s'agissait d'une association plus grosse. Comme l'Etat est la plus grande association nationale, il s'ensuit que la force collective qu'il peut en dégager sera aussi la plus puissante. Raison de plus pour faire disparaître les associations particulières dans l'immense sein de l'Etat où il y a de la place pour tout le monde.

M. Maurras nous dira peut-être qu'il ne nie pas la grande efficacité de l'Etat, mais, dit-il, il faut le réduire au domaine politique. Pourquoi cette restriction arbitraire ? Reprenant une idée qu'on trouve déjà exprimée par La Tour du Pin¹³⁹, M. Maurras nous fait savoir que si l'on admet l'égalité politique entre les citoyens, il faut encore leur accorder l'égalité économique ; de l'une à l'autre, dit-il, la pente est fatale. Nous pouvons lui répondre de la même manière, que si l'on accorde à l'Etat le pouvoir politique, il faut aussi, par le même processus d'extension croissante, lui accorder le pouvoir économique. Si la démocratie veut être logique jusqu'au bout et réaliser toutes les égalités après avoir commencé avec l'égalité politique, l'Etat peut vouloir lui aussi être conséquent avec lui-même et, après avoir obtenu la puissance politique, mettre la main sur les attributions économiques qui le gonflent.

Dans « Dictateur et Roi », M. Maurras veut mettre l'autorité en haut et les libertés en bas, et confiner l'Etat dans le domaine de la haute politique. Mais pourquoi ne ferait-il pas de la basse politique ? Et pourquoi ne s'adjugerait-il l'économie ? Et si l'on met l'autorité en haut, pourquoi ne la mettrait-on encore en bas ? Pourquoi ces exclusives jetées sur des activités parfois fort honorables ? Lorsque la Démocratie en jette, M. Maurras loin de la taxer de modérée, l'accuse d'être illogique. Il faut aller jusqu'au bout, lui dit-il. C'est ce que nous disons à son propos.

139 *Aphorismes de Politique Sociale*, par La Tour du Pin. Page 22. Paris. Nouvelle Librairie Nationale, 1909.

M. Maurras note avec beaucoup de perspicacité que la Démocratie ne peut pas s'arrêter sur la pente. Croit-il que son système puisse être exempt de cette corvée ? Il est, plus que dans la logique des doctrines, dans la force des choses de tenter d'aller jusqu'à l'absurde. Nous parlions au début de cette étude de l'impérialisme des choses et des idées. Nous voulons dire par là que tout être est sujet à la loi de l'extension croissante qui nous ferait tendre à l'infini s'il n'y avait la résistance des autres objets. Par conséquent, et pour revenir à notre sujet, si la Démocratie veut toutes les égalités, l'Etat veut tous les pouvoirs. Surtout un Etat tel que le conçoit M. Charles Maurras. Il sera très fort politiquement. Eh bien, il sera tenté par cette force d'envahir les autres domaines. M. Maurras nous répondra que l'Etat ne sera si fort que s'il se restreint à son domaine. Le voudra-t-il ? M. Maurras le veut, mais l'Etat ? Plus encore, l'Etat pourra-t-il résister à l'appel de la force ? M. Maurras va nous dire que si l'Etat ne le fait pas, les associations, dont sera plein le royaume, vont lui résister. Mais comment pourront-elles le faire devant un Etat si fort que le sien ? L'association des féodaux fut très forte. Elle fut néanmoins abattue par la monarchie qui à mesure que ses ennemis faiblissaient, se montrait de plus en plus unificatrice. Et la Révolution, loin de contrecarrer cette évolution, la continua fidèlement. C'est ce qu'aurait fait la monarchie, à défaut de la Révolution, mais en y mettant beaucoup plus de temps. L'exemple de la Restauration est d'ailleurs significatif. Elle a fait restaurer la Royauté mais non pas les provinces. Louis XVIII ne voulut pas être « Roi des Provinces Unies »¹⁴⁰. Il se contenta de régner sur les départements français. Il fut roi de France, sans doute, mais aussi *Roi des départements français*. Peut-être cet exemple historique n'est-il pas suffisant. Il est, en tout cas, significatif. Et si M. Léon Daudet veut que le Roi de France soit le Roi des métiers, nous lui répondrons qu'il sera surtout Roi des métiers *d'Etat*.

M. Maurras croit qu'il sauvera par la monarchie l'association et son programme régionaliste. Il se trompe. La monarchie est fort capable de centraliser — l'Histoire de France est là pour témoigner de cet état — et aussi d'étatiser.

¹⁴⁰ M. Albert Arnavielle enquêté par M. Maurras au sujet de la monarchie répondait, en désirant un « Roi des Provinces-Unies » (*Enquête*. Page 323). M. Jacquin rêvait d'un roi présidant l'Union des Associations et Communautés professionnelles.

M. Maurras veut faire de son roi, un président des républiques françaises. Mais un roi moderne, parce que moderne, ne pourra être que roi d'un Etat. La République est une et indivisible et pas plus qu'elle n'admet les républiques particulières, la Royauté ne tolérera cet emiettement des forces françaises. Et d'ailleurs, l'inéluctable évolution de la technique et de l'économie le contraindrait à supprimer les associations autonomes susceptibles de disperser l'effort français.

Ces objections, une fois formulées, il faut reconnaître que la doctrine maurrassienne est là-dessus très cohérente. Elle est anti-étatiste, associationniste et régionaliste ou décentralisatrice. Elle lutte contre l'étatisme, elle veut le remplacer par des associations qui sont de deux sortes : professionnelles ou économiques, telles les corporations, et régionales et territoriales, telles les provinces. Il veut remplir la France d'associations autonomes et les républiques françaises sous le Roi de France ne signifient pas autre chose.

*
**

Pour légitimer sa théorie de l'association, Charles Maurras nous fait savoir que la société est antérieure à l'Etat ¹⁴¹. De plus, l'Etat n'est pas le seul organe de la société ¹⁴². Il y a donc place pour quantité d'autres organes, autrement dit pour les associations. Il veut un Etat fort, mais ses préférences vont à la société. « Soyons non avec l'individu contre l'Etat, mais avec la société contre l'Etat » ¹⁴³, écrit-il, et il veut que société et Etat soient choses bien distinctes. Il va plus loin. Il soutient qu'un Etat bien constitué n'a presque pas affaire aux individus ¹⁴⁴. C'est avec les sociétés qu'il devrait être en relations. Seuls les héros et les criminels, bref les personnalités d'exception, doivent entretenir des rapports avec l'Etat qui doit connaître ces anomalies pour les punir ou pour les récompenser. Il faut ajouter encore à cette liste des personnes en commerce direct avec l'Etat, ses fonctionnaires et ses soldats. Pour le reste, « un *Etat normal* laisse agir, sous son sceptre et sous son épée, la multitude des petites

141 *Démocratie Religieuse*. Page 272.

142 *Revue Encyclopédique*, 1^{er} Juin 1894.

143 *Revue Encyclopédique*, 15 Février 1895.

145 *Démocratie Religieuse*. Page 316.

145 *Ibidem*.

organisations *spontanées, collectivités autonomes*, qui étaient avant lui et qui ont chance de lui survivre, véritable substance immortelle de la nation » ¹⁴⁵.

Ces associations diverses ne développeront pas, comme la société démocratique, des individus uniformes, mais des personnes différentes, nourries par le terroir et stimulées par leurs groupes. Du « cercle » de petite ville à l'Institut de France, il y aura une hiérarchie continue de groupements aussi naturels les uns que les autres. Venir dire, par conséquent, que les associations sont des groupes fictifs c'est, assure Charles Maurras, se tromper. La société ne se compose pas d'individus, mais de sociétés. Elles ont une réalité bien définie. Elles ne la tiennent pas de la grâce de l'Etat. Bien plus, par elles, on peut tendre à « éliminer de la vie sociale l'élément Etat » ¹⁴⁶, écrit notre auteur. Comme il le dit si bien, il faut organiser la France, « ou plutôt *la laisser* se constituer et s'organiser en une multitude de petits groupements naturels, autonomes, véritables *républiques* locales, professionnelles, etc... » ¹⁴⁷. Elles se gouverneront par « de libres conseils spontanés » et le parlementarisme, avec son cortège de discussions, que M. Maurras veut expulser de l'Etat central, se réfugiera dans ces Etats inférieurs. Une telle politique d'associations économiques professionnelles ou autres exige avant toutes choses la liberté. Il faut qu'à l'abri de l'Etat politique central se développent ces états secondaires que sont les associations. Pour cela, elles ont besoin de liberté et de privilèges. Ces deux termes vont très bien ensemble, car, dit Charles Maurras, « toute liberté réelle et parfaitement définie, exclut l'idée d'égalité » ¹⁴⁸. Et le privilège est qualité ¹⁴⁹.

Mais de quelle manière va-t-on arranger cette liberté économique et locale ? Par l'élection. Si paradoxal que cela paraisse, M. Maurras n'est pas contre l'élection, mais contre la démocratie. Le mal n'est pas l'élection mais le système électif étendu à tout ¹⁵⁰. M. Maurras voudrait que le *gouvernement* échappât à l'élection. Pour le reste, il l'admet, et il veut que la *représentation des intérêts* prenne la place de la *représentation des opi-*

¹⁴⁶ *Kiel et Tanger*. Page 297.

¹⁴⁷ *Ibidem*.

¹⁴⁸ *Gazette de France*, 4 Mai 1899.

¹⁴⁹ *Ibidem*.

¹⁵⁰ *Gazette de France*, 17 Novembre 1902.

nions ¹⁵¹. Jadis, quand les Français réunissaient leurs assemblées nationales, qu'y faisaient-ils représenter ? Les *opinions* des électeurs. Non, mais *l'état* des choses, *l'être* de la France, les *intérêts* des hommes ¹⁵². Il faut revenir à ce principe des Etats généraux. Il a du bon.

On voit que la représentation des *intérêts* est autre chose que le gouvernement *politique*, et on doit prendre soin de distinguer le gouvernement représentatif où l'Etat échappe à l'élection d'avec le gouvernement parlementaire où l'Etat est électif. De plus, ce dernier, qui est centralisateur ne tolère pas les états secondaires. Or, dit Charles Maurras, il y a l'Etat et les états et ces derniers ne lui font pas peur. Au contraire, il les défend. « La vieille France, dit-il, en était toute pétrie » ¹⁵³.

*
**

Par sa théorie de l'association, le maurrassisme se rapproche du *socialisme associationniste* d'un Fourier ou d'un Orven et de la *doctrine coopératiste*.

Les socialistes associationnistes sont ceux qui recommandent *l'association libre*, pensant qu'elle peut résoudre les questions sociales. Charles Maurras ne pense pas autrement lorsqu'il parle de « groupements naturels autonomes » ou des « collectivités spontanées », autour desquelles il voudrait organiser les intérêts des Français. Là, et encore une fois, le maurrassisme comme le socialisme associationniste s'oppose au saint-simonisme. Celui-ci veut la *socialisation* et les autres *l'association*. Il y a bien une différence entre ces deux termes. Comme le disent MM. Ch. Gide et Ch. Rist :

« La socialisation regarde à la Société, avec une majuscule, et cherche à embrasser dans une organisation collective tous les membres de la Nation ; aussi le mot de nationalisation serait-il plus clair. L'associationnisme, plus individualiste, redoute que l'individu ne soit perdu dans la masse et pense mieux le sauvegarder par l'organisation de *petits groupes autonomes* » ¹⁵⁴.

Or Charles Maurras s'oppose à la nationalisation des biens par l'Etat. Elle aboutirait à la dénationalisation des richesses. Il

¹⁵¹ *Action Française*, 15 Mars 1926.

¹⁵² *Action Française*, 1^{er} Décembre 1915.

¹⁵³ *Action Française*, 17 Février 1909.

¹⁵⁴ *Histoire des Doctrines Economiques*, par Gide et Rist. Page 275.

est convaincu que ces richesses tomberaient dans la main des étrangers et de la finance internationale.

Poursuivons le parallèle entre le maurrassisme et le socialisme associationniste. Les deux doctrines représentent une réaction contre les idées de la Révolution française. Celle-ci avait été hostile à l'association. Elle y voyait une survivance des servitudes de l'ancien régime. L'association professionnelle fut interdite par le décret Le Chapelier de 1791 et le droit d'association ne figurait pas dans la Déclaration des Droits de l'Homme. Au contraire, pour le maurrassisme et le socialisme associationniste, l'association est le plus sacré des droits. Les deux systèmes veulent réorganiser la Société sur la base des petites collectivités autonomes, dont le phalanstère, ou la coopérative, ou la corporation, sont autant d'exemples.

Cependant, l'associationnisme maurrassien, comme l'autre, est sujet à de fortes critiques. L'embarras commence dès qu'on lui demande le pourquoi de son existence, la raison de son être. Pourquoi recourt-on à l'association ? Est-ce parce que l'individu est *faible* ou parce qu'il est *querelleur*.

a) S'il faut établir des petites sociétés pour pallier à la faiblesse de l'individu, on pourrait répliquer que la grande société qu'est l'Etat pourra mieux suppléer aux faiblesses individuelles, car l'Etat est le plus fort.

b) A côté de cet argument de la faiblesse des individus, il y en a un autre, pour le compléter : celui de l'antagonisme individuel. La concurrence l'a démontré : les individus sont souvent en conflit. Pense-t-il, M. Maurras, que les associations ne le seront pas ? Il n'aurait fait, en réalité, que déplacer la question et transposer le conflit sur le plan de l'association. Mais le conflit reste. La contradiction est d'autant plus forte que le maurrassisme est une doctrine de paix sociale et de composition économique.

Si l'association ne supprime pas l'antagonisme, mieux vaut la remplacer par l'Etat. Sans doute, les Etats aussi se querellent, mais comme on n'a pas encore pu réaliser l'Etat universel, on peut se contenter, comme d'un pis-aller, des Etats nationaux. Parce que les Etats se combattent, ce n'est pas une raison d'entretenir l'anarchie, même au sein des Etats.

Si donc l'on assigne à l'association des causes rationnelles — et nous venons de les énumérer, du moins les principales —

voilà les objections auxquelles se heurte la théorie. Le maurrasisme et le socialisme associationniste présentent là, facilement, le flanc à la critique. Et dans la réalisation, ils buteront sur des difficultés considérables. En réalité, ce qui a poussé M. Maurras vers l'association, ce ne sont pas les motifs rationnels. Plutôt des raisons du cœur. Des causes affectives.

M. Maurras aime sa province, sa ville, son milieu natal et sa famille. Mais il fallait, pour faire triompher ces affections-là, leur donner un fondement théorique et rationnel. Après avoir aimé, M. Maurras s'est mis à démontrer les bienfaits d'une résurrection de la province, de la ville, de la famille. Et l'Etat fit les frais de ses affections.

SECTION DEUXIÈME

CORPORATISME ET SYNDICAT

M. Maurras a une tendresse particulière pour l'association. Il était normal qu'il finisse corporatiste. La corporation est précisément une de ces petites collectivités plus ou moins spontanées, un de ces microcosmes où l'individu ne se sentirait pas trop dépaycé. Et après avoir exposé la théorie générale de l'association chez M. Maurras, essayons de dégager ses applications particulières en étudiant :

- 1° le corporatisme ;
- 2° le syndicalisme.

SOUS-SECTION PREMIÈRE

La Corporation

La corporation rendait dans le passé des services. Ceux-ci, nous dit M. Maurras, comportaient deux sortes d'avantages :

- 1° *avantages privés* limités au membres de la corporation ;
- 2° *avantages publics* s'étendant à toute la société.

L'ouvrier bénéficiait de la « force immense que l'association et l'union ajoutent à chaque unité humaine ». Mais la société aussi en profitait, car la mise en ordre des unités humaines con-

tribuait à rendre la société stable et prospère. Aux yeux de M. Maurras, la corporation ne se justifie pas seulement par la prospérité de ses membres, mais aussi par la stabilité qu'elle conférerait à la cité. « Elle comportait une discipline pour le corps et pour les membres, pour les groupes et pour les *personnes* qui la composaient »¹⁵⁵. C'est à dessein que nous avons souligné — il ne l'est pas dans le texte — ce mot. Car M. Maurras préfère dire *personne* plutôt qu'*individu*. Et, dans une admirable sortie, il s'écrie :

« Si nous parlons d'ouvriers et de travailleurs français, ne disons pas : l'individu. Ce chien est un individu. Cette arme est un individu. Le premier venu des êtres vivants, si bas qu'on le prenne dans l'échelle organique, est un individu. Pour un Homme, pour un Ouvrier, pour un Français, j'emploie le seul terme convenable, je dis que c'est une *personne* et, rétablissant le mot propre, je ne fais pas seulement œuvre de grammairien, je préviens une erreur que la logique imposerait : car si l'individu est dieu, on ne met pas de laisse à cet individu-chien, on ne met pas de broche en travers de cet individu-poulet, on ne jette pas cet individu-blé sous la meule »¹⁵⁶.

La personne ouvrière était alors heureuse, non parce qu'elle était libre, mais parce qu'elle était disciplinée. Elle subissait la force du groupe ; elle s'en trouvait bien. Une question cependant : pourquoi la corporation a-t-elle péri ? N'y aurait-il pas par hasard un abus de la discipline du groupe voulant contenir trop de choses ? Non, répond M. Maurras. « La corporation avait décliné non parce qu'elle encadrait trop, mais parce qu'elle encadrait mal »¹⁶⁷. Les cadres étaient devenus à la fois trop étroits et trop minutieux et tâtilions. Ils avaient ensuite donné naissance à des monopoles abusifs, nuisibles au public. Malgré tout, la corporation était reformable, soutient Charles Maurras. Et il ajoute que les attaques contre le corporatisme ne vinrent pas du dedans, des membres des corporations, mais du dehors, du côté des théoriciens politiques et des brasseurs d'affaires. Le sentiment public, cependant, leur opposa une vive résistance. La royauté n'osa pas les suivre, mais le torrent révolutionnaire emporta tout. Et il y eut la loi Le Chapelier.

155 *Action Française*, 7 Juin 1920.

156 157 *Action Française*, 7 Juin 1920.

Cette loi et le décret du même nom, ne sont pour M. Maurras que « l'expression de la théorie roussienne » et rien d'autre.

Mais pourquoi le décret défendait-il aux ouvriers et aux patrons de se coaliser pour leurs prétendus intérêts communs ? Est-ce parce que les communautés professionnelles étaient oppressives pour leurs membres ? Nullement, répond Charles Maurras. Mais elles portaient ombrage à l'Etat. Cet Etat, les jacobins le concevaient absolu et affranchi de toute société secondaire, conformément aux principes du « Contrat Social ». C'est donc, conclut Charles Maurras, « contre l'intérêt et la liberté des personnes, des personnes ouvrières et des personnes patronales, que le fameux décret a été pris »¹⁵⁸. Bref, c'est la corporation qui défendait la liberté individuelle contre la tyrannie de l'Etat.

Sa chute fit naître des désordres. Elle isola le travailleur et « l'histoire ouvrière du XIX^e siècle n'est qu'une longue aspiration et une réaction ardente des personnes ouvrières, des volontés ouvrières, contre le régime d'isolement individuel imposé par la Révolution »¹⁵⁹. Mais sous le Second Empire, on dut céder à la pression des faits. On accorda le droit de coalition, mais au lieu de l'*organiser*, il fut *déchaîné*. Telle est l'opinion de M. Maurras.

Avant d'exposer la conception maurrassienne de ce droit de coalition qui mena au syndicalisme, il reste à savoir, après avoir vu les motifs pour lesquels M. Maurras est associationniste, pourquoi est-il plus particulièrement corporatiste. La clef de l'énigme nous est fournie par une phrase du marquis de La Tour du Pin¹⁶⁰, cueillie dans les « Aphorismes de politique sociale » :

« Le régime corporatif, écrit-il, est la seule manière de ne pas aller du libéralisme au socialisme »¹⁶¹. Et l'on sait l'aversion de Charles Maurras aussi bien pour l'individualisme que pour l'étatisme. Pour échapper à ce choix, qui en réalité n'en est pas un, parce que l'individualisme conditionne l'étatisme,

158 *Action Française*, 7 Juin 1920.

159 *Ibidem*.

160 On voit que le marquis de La Tour du Pin a exercé une certaine influence sur la pensée sociale de Charles Maurras. Nous avons déjà vu plus haut un exemple. Voici encore un autre : il préconise de substituer la représentation des intérêts à la représentation des parties. Aux termes près, c'est le langage de M. Maurras.

161 *Aphorismes de Politique Sociale*. Page 20.

M. Maurras choisit, à la suite de toute l'école réactionnaire, le corporatisme qui faisait profession de rejeter et l'une et l'autre hypothèse et de construire la société sur des bases qui lui sont propres. Tout heureux d'échapper au libéralisme comme au socialisme, M. Maurras accepta d'emblée le programme corporatiste. Et à ceux qui le critiquent en disant qu'il est toujours resté froid aux spéculations économiques, il répond que le programme corporatiste de La Tour du Pin lui ayant apparu satisfaisant, il l'accepta tel quel. Il n'avait donc plus besoin de se mettre en frais d'imagination pour construire un nouveau système social. Là, il fit profession de modestie.



A entendre M. Maurras, le corporatisme ne conférait pas seulement la stabilité aux pays qui lui étaient accueillants. Il avait d'autres vertus. Il était une école de douceur. Il devançait l'état des mœurs. Celles-ci étaient plus dures qu'aujourd'hui, mais l'autorité sociale, à tous ses paliers, s'appliquait à adoucir cette rudesse des conventions sociales. Et pour comprendre cet état d'esprit, lorsqu'on parle des corporations, il faudrait dire plutôt confréries. Ce mot convient mieux au sentiment de solidarité si vigoureux jadis et si conforme au génie de la vieille France.

De nos jours, c'est l'inverse que l'on constate. L'état de nos mœurs est assez doux ; M. Maurras appelle cela une « fade sensiblerie »¹⁶². Contrastant avec cette douceur sensiblarde, les lois de l'ordre administratif et social sont plutôt sévères. « Notre sécheresse administrative, écrit notre auteur, l'extrême manque de cœur de tout ce qui est officiel, fait contraste avec notre fade sensiblerie »¹⁶³. Il n'était pas de même autrefois. Il régnait alors dans les rapports sociaux une familiarité agréable qui procédait de l'esprit de famille qui animait tout. Aujourd'hui, on l'a banni. Il ne reparait que « sous la forme détestable du népotisme »¹⁶⁴. C'est là une revanche de la nature et c'est tout ce qu'on obtient quand on donne « une législation de papier à des êtres de chair et d'os »¹⁶⁵, conclut méprisant M. Maurras.

¹⁶² ¹⁶³ *Action Française*, 15 Août 1908.

¹⁶⁴ *Action Française*, 15 Août 1908.

¹⁶⁵ *Ibidem*.

SOUS-SECTION DEUXIÈME

Du Syndicalisme

Il ne lui paraît pas très mauvais. Excellent, non plus. Ce n'est qu'un premier germe de l'organisation corporative ¹⁶⁶. A ce titre on le loue, mais Charles Maurras garde le meilleur de ses affections pour le corporatisme. Néanmoins il daigne exposer ses vues sur le mouvement syndical. Voyons-les.

La concentration syndicale lui paraît tout à fait juste. Il fallait réagir contre la concentration patronale. En s'unissant, les ouvriers ne luttaient plus à armes inégales. La lutte des classes rapportait.

Les patrons se trouvaient dans un dilemme. Ou bien ils refusaient de traiter avec le syndicat, mais ç'aurait été paralyser la vie économique. Cependant, « il faut que l'œuvre soit » ¹⁶⁷, ou bien, il fallait faire intervenir un traité de paix entre les deux groupes antagonistes. Comme il faut revenir à la paix — et le maurrassisme étant une doctrine d'union sociale, il insiste sur ce point — comment aurait-on pu faire cette paix ? Est-ce par l'intermédiaire du socialisme démocrate ? Nullement, répond M. Maurras, parce que la paix du socialisme est, d'une part, chimérique et, d'autre part, rudimentaire et barbare. Mais pourrait-on lui répliquer, si cette paix est *rudimentaire*, elle est donc *possible* ; elle *existe*. Comment serait-elle encore *chimérique* ?

La paix socialiste étant inacceptable. M. Maurras ne voit une première sauvegarde que dans la réalité syndicale, étant bien entendu que le syndicat n'est qu'une première ébauche de la corporation. L'accord syndical a pour le travailleur un gros avantage. Il lui confère, à côté de la propriété matérielle, une *propriété morale* ¹⁶⁸ : celle de la profession. De la sorte, on pourra arriver à la pacification du travail. Il est bien entendu toutefois que le syndicalisme doit finir en corporation comprenant à la fois les ouvriers et les patrons. Une vieille idée de M. Maurras justifie cette union. A côté de la solidarité des classes, solidarité horizontale, il y a, dit-il, la solidarité des métiers, solidarité verticale si l'on peut dire et qui unit ouvriers et patrons de la

166 *Mes Idées Politiques*. Page 245.

167 *Mes Idées Politiques*. Page 245.

168 *Action Française*, 1^{er} Décembre 1909.

même production. Les préférences de M. Maurras vont vers cette solidarité des hommes qui créent les mêmes produits. En conséquence toute « politique d'ordre est une politique corporative » ¹⁶⁹.

Il y a encore autre chose. L'étatisme régnant lui paraît mauvais. Et quant au socialisme, il est pire. *Le socialisme est le superlatif de l'étatisme* ¹⁷⁰. Charles Maurras le repousse, ses inclinations allant vers la corporation. Comme il le dit si bien :

« L'avenir appartient à des grands corps exerçant toutes les fonctions que l'Etat moderne a usurpées » ¹⁷¹.

— Mais l'avenir n'est à personne, Sire.

**

Nous diviserons la suite de nos développements en plusieurs parties :

1° Syndicalisme et fédéralisme.

2° Syndicalisme et politique.

3° Syndicalisme et République.

1° SYNDICALISME ET FÉDÉRALISME ÉCONOMIQUE

Le fédéralisme absolu, c'est-à-dire sans fédérateur commun, sans un Etat fédérateur, est voué, selon M. Maurras, à un fiasco non moins absolu. Voici pourquoi : le fédéralisme absolu n'est qu'un parlementarisme syndicaliste : une République. Or, déjà le parlement politique et le libéralisme appliqués aux individus ont fait faillite. Le même libéralisme, appliqué cette fois-ci aux collectivités, aura le même succès. Il sera inopérant.

« Le fédéralisme absolu ne mène à rien » ¹⁷². Il faut compléter le fédéralisme par le fédérateur. Pour empêcher les forts d'opprimer les faibles, on devra faire appel à un Etat arbitre, au-dessus des organisations sociales, et capable de les départager.

¹⁶⁹ *Mes Idées Politiques*. Page 221.

¹⁷⁰ *Action Française*, 2 Décembre 1930.

¹⁷¹ *Action Française*, 2 Décembre 1930.

¹⁷² *Action Française*, 10 Février 1907.

L'action syndicale pure, c'est-à-dire le fédéralisme sans fédérateur, n'a plus de chances de réussir. M. Maurras ne veut pas le prouver seulement par les syllogismes. Il donne des exemples. Pendant la guerre, il y eut une crise du papier. Les journaux ont voulu s'entendre librement. Ils n'ont pas réussi. A cette crise s'ajoutait une autre : celle du charbon. Pour les résoudre, il fallut l'intervention de l'Etat.

Mais pour fonctionner bien cet Etat doit être fort et indépendant des parties qu'il a à juger. S'il l'est, tout ira régulièrement. Mais l'Etat d'aujourd'hui est électif. Il est nécessairement prisonnier de l'une ou l'autre partie.

Pour construire l'avenir est faire des réformes efficaces, il faut d'abord :

a) un Etat indépendant des partis et des opinions et intéressé à la paix et à la prospérité du pays ;

b) des organisations professionnelles très puissantes *dans leur ordre*, maintenues en respect par l'autorité de l'Etat. Que ces organisations soient assez fortes pour imposer à l'Etat de prendre soin de leurs aspirations ou besoins, et assez faibles pour ne pouvoir braver l'Etat, tel est le vœu de M. Maurras. On aurait alors le maximum d'autorité et le maximum de libertés. Dans la pensée maurrassienne, ces deux notions vont très bien ensemble, à condition que chacune reste dans son domaine, tracé par la doctrine maurrassienne : l'autorité en haut, les libertés en bas.

2° SYNDICALISME ET POLITIQUE

Le syndicalisme est une bonne chose. Mais « tant que les ambitieux et les intrigants trouveront dans les perturbations sociales le moyen légal et facile de pénétrer dans les assemblées et les ministères, les lois même seront forgées en vue de provoquer et faciliter ces perturbations »¹⁷³, et la paix syndicale de se trouver en danger¹⁷⁴.

Le salut du syndicalisme serait dans toute action qui l'éloignerait de la politique et le mêlerait plus intimement à la vie de la profession. Il faut se méfier de la politique et de ses politiciens. Et « tant que le vote souverain donnera des maîtres à

¹⁷³ *Action Française*, 1^{er} Décembre 1909.

¹⁷⁴ *Action Française*, 6 Mars 1920.

la France, le syndicat sera nécessairement exploité par ces ambitieux »¹⁷⁵. La législation conçue dans un esprit de parti s'emploiera à diviser ce qu'il faudra unir et les idées démocratiques s'ingénieront à jeter le syndicat dans la lutte sociale, en l'éloignant de sa tâche de paix et de conciliation.

Mais si les intéressés veulent surmonter ces antagonismes des classes qui les séparent, et s'ils s'efforcent de faire la paix, la démocratie cèdera du terrain. Le syndicalisme ne peut avancer qu'au détriment de l'élément démocratique, diviseur par excellence. Par le progrès syndical, l'Etat démocrate formé de l'addition des individus isolés, s'efface devant l'avance des collectivités et des états secondaires, basé non plus sur le nombre, mais sur les intérêts professionnels et les qualités. Tel est, selon M. Charles Maurras, le courant des idées modernes. L'Etat centralisateur et administrateur, issu du vote, se révèle, paraît-il, chaque jour plus incapable à remplir sa tâche et M. Maurras parle de son « inhabileté radicale à régler la vie économique et sociale du pays »¹⁷⁶.

3° SYNDICALISME ET POLITIQUE

Dans un vieux livre, daté de 1904-1905, intitulé « La République et la Décentralisation »¹⁷⁷, MM. Paul Boncour et Charles Maurras avaient entamé une contradiction courtoise relativement au syndicalisme, à la République, au fédéralisme et à la décentralisation. D'autres se sont mêlés à cette dispute et leurs réponses ont été consignées dans l'ouvrage sus-indiqué. On y trouve les noms de MM. Tardieu, Clemenceau, Eugène Fournière, Emile Buré, Clémentel, etc... Nous retiendrons surtout les noms de MM. Paul-Boncour et Charles Maurras, dont nous allons exposer les idées aux prises.

M. Boncour nous dit que c'est par son caractère économique et social que se distingue le mouvement décentralisateur

¹⁷⁵ *Action Française*, 6 Mars 1920.

¹⁷⁶ *Action Française*, 22 Avril 1919.

¹⁷⁷ *La République et La Décentralisation*, par Paul Boncour et Ch. Maurras. 1904. Société Provinciale d'Édition de Toulouse et réédité en 1923 par la Nouvelle Librairie Nationale. L'article de M. Paul Boncour a été publié dans la « *Renaissance Latine* » du 15 Juillet 1903 avant d'être recueilli dans « *République et Décentralisation* ».

actuel ¹⁷⁸. Il se déclare partisan de l'autonomie des groupements sociaux. Il veut arracher l'individu à la tyrannie de l'Etat, mais il répugne à l'individualisme et ne voudrait pas laisser l'individu isolé, ne comptant que sur ses faibles forces. L'individu ne peut s'épanouir que dans le cadre des organisations locales et professionnelles qui, tout en assurant l'individu contre lui-même, le rend assez fort pour résister à la tyrannie collective.

M. Boncour est à la fois régionaliste, syndicaliste, coopériste. Par dessus le marché, il se déclare partisan des lois d'intervention sociale ¹⁷⁹. Mais c'est nettement faire de l'étatisme. M. Boncour voudrait-il introduire le loup dans la bergerie qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

M. Boncour dénonce en outre l'impuissance de l'étatisme. Vraiment ! Est-il si impuissant ? S'il l'était, comment expliquer son incessant progrès ?

Il affirme aussi le programme le Nancy : ce qui est national à l'Etat, ce qui est régional à la région, ce qui est communal à la commune.

Mais, lui répond Charles Maurras, qui va diriger ce fameux plan ? *Il faut un Roi*, ajoute-t-il. Autrement, le fédéralisme économique, l'organisation syndicale pure, tourneront à l'anarchie. Pour éviter ce piège, il faut établir un pouvoir fort qui, par conséquent, doit avoir une autre origine que l'élection. Car celle-ci affaiblit, par ses compétitions, l'Etat.

L'Etat moderne est incapable de contenir l'anarchie syndicale et de mener à bonne fin l'œuvre d'ordre social, ruiné qu'il est par « les usurpations fatales des Etats syndicaux » ¹⁸⁰. Maintenant nous affirmons ne plus rien comprendre à l'argumentation du chef royaliste. Ailleurs il nous dit que l'Etat ne tolère pas les sociétés secondaires et ici il nous le montre « sapé », « démolé » ¹⁸¹, par ces mêmes groupements intermédiaires. Quand est-ce que M. Maurras parle-t-il d'or ?

L'Etat moderne étant très incapable, il convient, selon M. Maurras, de le remplacer par « l'Etat royal français historique ». Grâce à la royauté, on assistera à l'éclosion des fortes associations professionnelles et régionales, à ce que M. Maurras

178 *République et Décentralisation*. Page 10.

179 *Ibidem*. Page 13.

180 *Action Française*, 11 Janvier 1933.

181 *Ibidem*.

appelle « des républiques sous le Roi ». Et, tout fédéralisme conclut Charles Maurras, postule *un fédérateur qui ne peut être que le Roi* ». Déjà, dans « Syndicalisme et Fédéralisme », M. Maurras parlait d'un Etat fédérateur. Ici, il précise. Il veut que cet Etat fédérateur soit royal. Et si nous avons fait ces trois divisions dans notre sujet, c'est pour amener par degré insensible la pensée maurrassienne à la précision.

M. Boncour relève la riposte maurrassienne et s'apprête à lui donner la réplique. Il trace un tableau assez juste de la situation des adversaires en présence. Il y écrit :

« Ceux-ci (les fédéralistes non-républicains, monarchistes, césariens), disent :

« *Renforçons le pouvoir exécutif* pour décentraliser ensuite dans la mesure que celle-ci jugera nécessaire ».

« Nous, nous disons :

« *Décentralisons d'abord*, quitte à renforcer ensuite le pouvoir exécutif dans la mesure où les groupements régionaux, corporatifs, coopératifs, ayant conquis la plénitude de leur autonomie, le jugeront nécessaire à la défense de leurs intérêts économiques » ¹⁸².

Décentralisons d'abord, s'écrie M. Boncour. Monarchie d'abord, réplique Charles Maurras.

Passons maintenant aux répliques proprement dites. Et d'abord une réponse où M. Paul-Boncour fait de l'esprit :

« Depuis quand la monarchie est-elle à ce point fédéraliste et décentralisatrice ? J'avais cru que c'était depuis le jour où M. Maurras vint lui apporter l'énergique impulsion de son incomparable dialectique » ¹⁸³.

Cette phrase, si elle fait sourire, n'est pas très convaincante. Relevons des arguments plus sérieux :

1° Si l'Action Française exige un pouvoir fort c'est sans doute parce que elle suppose que le fédéralisme affaiblit le pays, fait insinuer M. Boncour. La conclusion est facile à tirer : pourquoi alors prêcher un mal.

2° M. Maurras veut un Etat fort. Le syndicat est autoritaire. Que lui faut-il de plus. De la bouche d'un homme de gauche, épris de liberté, cette phrase détonne. Sentant le danger, M.

¹⁸² *Action Française*, 11 Janvier 1933.

¹⁸³ *République et Décentralisation*. Page 41.

¹⁸⁴ *Ibidem*.

Boncour se hâte de dire que même les libertaires pourraient accepter, sans déchoir, la contrainte syndicale. Pourquoi ? « Parce que si forts que soient les pouvoirs auxquels ils se soumettent, si dures les contraintes qu'ils acceptent, *ce sont là disciplines strictement limitées aux besoins qu'elles régissent* »¹⁸⁴. Mais on peut dire la même chose de l'étatisme. Il est économique, par conséquent strictement limité à des besoins professionnels. Sa contrainte, pas plus que la contrainte syndicale, ne saurait avoir rien d'humiliant pour la dignité de la personne humaine. Si donc l'étatisme est semblable, de ce point de vue, au syndicalisme, nous demandons à M. Boncour de nous dire pourquoi a-t-on besoin encore de syndicat ? N'est-ce pas un inutile doublet ?

3° M. Maurras estime que la Monarchie, une fois restaurée, fera du régionalisme. Qu'en sait-il ? répond brièvement M. Boncour.

4° Ici, M. Boncour fait valoir un argument plus convaincant. Trois siècles et demi de décentralisation pèsent sur la France. Dans cet intervalle, il y eut toutes sortes de gouvernements — à commencer par le monarchique —. La centralisation est toujours là.

5° Le parti du roi ne voudra pas de la décentralisation. Le roi aura des partisans à caser. Soutenir que la monarchie ne se prêtera guère à ces usages, c'est en faire une conception mystique.

« En réalité, la Monarchie héréditaire comme tout pouvoir personnel, soustrait au contrôle périodique de la Nation, est un danger pour la décentralisation »¹⁸⁵.

— Et comment !

En réponse, M. Maurras exprime son scepticisme quant à la volonté de la République de centraliser. En parlant de M. Boncour, il s'écrie :

« Qu'il décentralise d'abord ! Je l'en défie. Et j'en défie la République. J'en défie les républicains »¹⁸⁶.

De son côté, et contrairement à M. Maurras, M. Eugène Fournière pense que le fédéralisme économique ou le gouvernement

185 *République et Décentralisation*. Page .

186 *République et Décentralisation*. Page 35.

187 *Ibidem*. Page 92.

par les syndicats, ne peut pas être réalisé par la réaction. M. Maurras a défié la République. M. Fournière défie la Réaction. Echange de bons procédés.

**

Il y a point cependant où tous les deux, M. Boncour et Maurras, sont d'accord : il s'agit de la main-morte syndicale. L'un et l'autre la recommandent. De la sorte on fortifierait le régime syndical et les associations de toutes sortes s'en trouveront bien.

A ce régime d'organisation sociale par les associations, nous avons trouvé des explications. N'y aurait-il pas encore une autre à ajouter aux précédentes : le tempérament français ? L'esprit français ? Nous savons bien que le système associationniste a été préconisé aussi par les Anglais. Mais c'est la France qui nous intéresse ici.

L'esprit français paraît être rebelle à la production en série et à la grosse industrie. Il est plutôt artisan et petit producteur. Il voudrait faire les choses en détail. Et sans hâte.

Du corporatisme maurrassien à la coopérative, de l'école de M. Maurras à celle de M. Gide, on observe ce souci constant de la petite production. Et le petit commerce, la petite industrie... sont assez chères aux corporatismes. Ne disent-ils pas que grâce à la corporation, ils seront sauvés. Pour mieux comprendre cela, il suffit de se rappeler ce qu'est l'associationnisme. Un ensemble de *petites* collectivités autonomes. On se défie de la Société, avec majuscule, et l'on veut bâtir de petites sociétés. On ne veut pas de la Socialisation, c'est-à-dire l'Etat. Or l'Etat, c'est la production en grand.

PARAGRAPHE IV

L'ÉGALITÉ

Nous avons passé en revue les conceptions maurrassiennes se référant à la décentralisation et à l'étatisme. Il nous reste à montrer qu'elles tournent autour de l'idée d'égalité.

L'étatisme, tendant à niveler les situations sociales, est égalitaire. Il aboutit au socialisme et au communisme qui sont tout ce qu'il y a de plus égalitaire. On comprend l'aversion de M. Maurras pour cette forme politique et économique de l'égalité sociale.

De même, la décentralisation. Elle est un antidote de l'égalitarisme. Elle est hiérarchique. M. Maurras l'approuve.

Une question se pose : comment la décentralisation apparaît-elle anti-égalitaire et hiérarchisante dans le système maurrassien ? On se rappelle qu'en province, M. Maurras voudrait voir remplacer le plus possible les agents du pouvoir central par des Conseils d'arrondissements et des Assemblées régionales. Elles seront élues. De qui seront-elles composées ? Des notabilités locales. Par leur élection, elles seront indépendantes du pouvoir central et par leur situation, elles seront au sommet de la hiérarchie locale. Dans ces conseils, la besogne municipale sera gérée par « les petites aristocraties bourgeoises » comme le dit si bien M. Maurras. On voit comment, en France, et dans l'esprit maurrassien, une réaction municipale serait une réaction tout court. Elle amènerait au pouvoir les aristocraties locales.

On pourra dire que les « petits » étant plus nombreux que les « grands », même dans les petits centres, ils seront toujours au pouvoir du fait de l'étatisme et du vote. Si l'élection est

égalitaire à Paris, pourquoi ne le serait-elle pas aussi à Quimper-Corentin ? Parce que dans les petites villes de provinces, la force des préjugés sociaux est bien plus forte. Là, à cause de l'immobilité de la vie sociale, les différences sont plus nettement marquées. Au contraire, dans les grandes villes, les nombreuses frictions entre les hommes font tomber plus facilement les barrières morales. La mobilité ternit le respect.

On a eu, par ailleurs, raison de dire que la social-démocratie allemande a progressé dans un Berlin centralisateur et en une Allemagne unifiée. Près des Cours particularistes des roitelets allemands, la social-démocratie aurait été étouffée. Le méprisant dédain des grands l'aurait fait échouer. Un autre exemple : dans un de ses romans, Barrès peint le déraciné, l'homme quittant sa paroisse pour venir dans le Paris centralisateur. M. Maurras prend prétexte de ce roman pour combattre la centralisation et exalter la province. Nous lui ferons cependant remarquer, qu'en sa province, en même temps qu'il est enraciné, l'homme est *enchaîné*.

CHAPITRE VI

CONCLUSION

LE MAURRASSISME OU LE PLUS MODÉRÉ DES COLLECTIVISMES DU SIÈCLE

Ce terme de « modéré » appliqué à un homme tel que Charles Maurras et à une doctrine telle que le maurrassisme, peut étonner. Cependant, il n'y a rien de plus vrai. Sans doute, si on voulait prolonger la doctrine, ce que les faits et les idées se seraient chargés de faire si elle avait été victorieuse, on irait jusqu'à l'absurde. Mais si l'on veut se tenir aux idées du maître et s'arrêter là où il a estimé utile que l'on s'arrête, il faut, de toute nécessité, reconnaître la modération du système de l'Action Française. Pour mieux comprendre cela, il faut distinguer entre l'homme et la doctrine, la politique et l'économie.

L'homme est un vif polémiste. Endurci par le métier, il est sans pitié en ses colères. Il guerroie rudement contre ses adversaires et ses traits sont cruels. Ses injures sont homériques et ses campagnes de journal portent la trace de maintes exagérations. Sa doctrine en est toute différente. Elle est plus humaine et, sans être juste, elle peut devenir sympathique à ceux qui sont en commerce assidu avec elle, sans être pour cela obligés de l'accepter. L'Action Française peut avoir horrifié les « bien-pensants », mais ses idées sont, en dépit d'une apparence trompeuse, assez modérées parce que tout en nuances.

Pour que cette doctrine paraisse telle qu'elle est, il faut faire une nouvelle distinction. Plaçons-nous à deux points de vue différents : le politique et l'économique. Car c'est aussi de la con-

fusion de ces deux critères qu'est venu le malentendu dont pâtit la pensée maurrassienne. Voici pourquoi : en politique on a accepté la terminologie parlementaire de gauche et droite. D'ici on l'étendit à l'économie. De là vint tout le mal.

Politiquement, Charles Maurras peut être un extrémiste. Économiquement, il ne l'est pas. Il est même timide.

Sur les travées parlementaires, M. Maurras serait placé à une des deux extrémités. Nationaliste intégral, on ne pourrait pas trouver d'autre plus réactionnaire que lui. Mais si l'on place la question sur le terrain économique et social, tout change. Du point de vue de la politique parlementaire, M. Maurras serait à un bout de la Chambre et les communistes — je veux dire le *parti* politique communiste — à l'autre bout. Du point de vue économique, le paysage n'est plus le même. D'abord, le communisme — j'entend la *doctrine* communiste, cette fois-ci — ne serait plus à l'extrême gauche mais à l'extrême droite. Et le maurrassisme ne serait pas à l'extrême droite mais au centre. A l'extrême-gauche on trouverait les anarchistes. Ce renversement des positions optiques n'est pas dû à notre fantaisie, mais à la réalité elle-même, si orgueilleuse que cette affirmation puisse paraître.

Ce changement est facilement explicable. En effet, on admet couramment que le critère de la droite c'est l'autorité, et celui de la gauche c'est la liberté. Appliquons-les à la vie économique et voyons ce qu'il en résulte. Le communisme étend par son étatisme foncier, l'autorité partout, en tout lieu et place. Il est une extension extrême de l'autorité ; il est gonflé de contraintes. Il les applique aussi bien à la vie nationale qu'à la vie régionale et communale. Il a partout ses agents qui lui obéissent avec empressement. L'anarchisme, pour sa part, est une exaltation de la liberté. Il détruit la contrainte, et laisse sans frein les instincts de l'homme. De son côté, le maurrassisme est une combinaison de liberté et d'autorité. Il veut l'autorité en haut, dans l'Etat et dans la politique, mais laisse, en bas, des libertés, dans l'administration et l'économie. Son attitude anti-étatiste est précisément une affirmation de cette liberté qu'il veut défendre contre la tyrannie de l'Etat.

De ce qui précède, on pourrait croire que si nous avons fait de M. Maurras un modéré, un « centriste », cela serait dû à un jeu de mots. Parce que dans « Dictature et Roi », il affirme sa

volonté de sauvegarder tout à la fois l'autorité et la liberté, que les communistes, eux, ne pensent qu'à la contrainte, et les anarchistes à la liberté, nous aurions pu d'ici tirer une conclusion aussi hâtive que fausse. Mais allons plus loin ; interrogeons sa propre doctrine économique. Sur quoi la fonde-t-il ? Sur l'association, dont la corporation lui paraît être la forme la moins imparfaite. Il l'accepte et il s'en contente. Il s'y tient fidèlement. Depuis des lustres, il est attaché à cette forme d'organisation sociale. Or celle-ci n'a rien de bouleversant, elle n'est pas extrême. Elle est une réforme mais non pas une révolution. Elle ne pense pas changer la face du monde. D'autres théories sont bien plus hardies. Le communisme veut changer la nature humaine et même l'humble socialisme associationniste veut créer un milieu nouveau. Tout le monde se veut novateur. Le maurrassisme est plus modeste. Il prend l'homme tel qu'il est et ne veut, pour le triomphe de son économie, le faire changer d'habitudes et de nature.

Le maurrassisme est modéré. Cependant, il peut être sujet à fortes exagérations. Il faut noter, pourtant, que ces exagérations ne sont pas contenues dans la théorie de l'association, mais procèdent des principes de philosophie générale qui fondent le maurrassisme. Son auteur voudrait l'arrêter à un certain moment, lui mettre des bornes en certains endroits, mais les forces qui se cachent en son sein veulent dérouler leurs conséquences. Il faut toujours partir du problème d'égalité si l'on veut connaître la source d'exagérations qui guette cette doctrine. Décentralisation, régionalisme, corporation, etc..., ont pour but suprême le rejet des principes égalitaires. Toute la doctrine est fonction des idées de hiérarchie et de gradation. Mais cette hiérarchie exige une forte immobilité, c'est la seule condition de son respect. Il faudra hiérarchiser la société de haut en bas. Après, il faudra penser à cristalliser les hiérarchies établies. Au bout, c'est la caste. Ainsi le plus modéré des systèmes aboutit à un régime condamnable.

2° JACQUES BAINVILLE

ou

l'orthodoxie financière

BAINVILLE OU L'EXPLICATION DE NOTRE TEMPS

La pensée économique, si l'on peut dire, de Jacques Bainville, roule autour de trois idées ou problèmes :

- 1° la fortune acquise ;
- 2° le fisc ;
- 3° l'inflation.

Des liens sévères unissent ces trois éléments de sa doctrine ; ils sont inséparables. L'amour que Bainville porte au capital ou la richesse acquise l'amène à défendre jalousement les patrimoines individuels contre les atteintes de la collectivité et à regarder avec inquiétude les agissements de l'Etat. Il en voit tout autant d'empiètements contre la fortune privée. Il voit d'un mauvais œil les tentatives faites par l'Etat pour s'emparer des capitaux et de la direction économique d'un pays. Cet Etat, qui est un maladroit, agit par le moyen des impôts. Exagérés, ceux-ci finissent par détruire la matière imposable, qui, elle, n'est pas infinie. L'impôt ne produit jamais que l'impôt et il ruine toujours l'impôt¹, disait déjà Colbert. C'est là une variante de « l'impôt qui se dévore lui-même », échappé de la bouche d'un autre grand commis de la France : M. Joseph Caillaux. Il résulte de ce qui précède qu'il y a des limites à l'action fiscale de l'Etat. Mais, en vertu de la force d'inertie, l'Etat veut aller plus loin. Il veut faire plus que le maximum. Il est même condamné à faire cela. Pourquoi ? Parce que l'abondance d'impôts que fait affluer dans les caisses du Trésor l'intervention du fisc, donne à l'Etat des habitudes dépensières. Il mène un large train de vie, il fait des libéralités à tout le monde, le conviant à un somptueux banquet de la vie. Il aide ceux-ci ;

¹ *La Fortune de la France*, par Jacques Bainville. Page 281. Librairie Plon. Paris, 1937.

il relève ceux-là, il donne asile aux infirmes, et allocations aux chômeurs. A force de vouloir combler tout le monde, il arrive à vider ses caisses. L'impulsion initiale ne cesse pas pour si peu, et l'Etat veut aller de l'avant. Comment pourrait-il le faire, du moment que, par l'excès de l'impôt, ayant détruit les sources de contribution, il se trouve démuné d'argent ? Où le trouvera-t-il ? Dans les poches du contribuable ? Il n'y est plus ? Dans les rues ? Il n'a pas l'habitude de les courir. Force est à l'Etat d'en fabriquer. Le monde ne lui donne plus d'argent ; il va en faire. La planche à billets entre en fonction. Elle distribue des banknotes que l'Etat éparpille. La richesse réelle étant détruite, l'Etat fait de la richesse fictive ; il émet des billets en quantités industrielles. Au bout, c'est l'inflation. La misère, aussi. On aura alors des milliardaires, mais point d'hommes riches. Tout le monde, possédant des milliards, sera pauvre.

On saisit, après ce rapide aperçu de la pensée bainvillienne, la manière dont se fait la soudure entre les éléments de la doctrine. La fortune acquise, étant une condition de la richesse comme du progrès, et une garantie contre la misère ou la pauvreté, doit être sauvegardé. Contre qui ? Contre les excès de l'Etat fiscal. Celui-ci, poussant à l'absurde la réquisition des richesses, les tue. D'où la misère. Il veut y parer par l'inflation. D'où l'accroissement de la misère.

Fortune-fisc-inflation, ces trois problèmes sont conjoints. La notion de fortune amène celle du fisc et de celui-ci sort l'inflation. Le système est bien lié ; la *junctura rerum* est solidement faite.

Il y a plus. Si Jacques Bainville, défenseur du capital et de la propriété, s'inquiète tant du fisc, c'est parce qu'il se trouve dans *une certaine société*. La fortune n'amène fatalement le fisc que dans un milieu donné où se trouvent réunies des conditions bien déterminées. Dans une société, telle que la conçoit son maître, Charles Maurras, hiérarchique et soucieuse de privilèges — car la fortune est un privilège — Jacques Bainville n'aurait probablement pas été poursuivi par le cortège de méfaits qu'apporte l'étatisme. L'Etat traditionnel aurait été respectueux des peines endurées pour faire ou conserver la fortune, qu'il n'aurait pas fait rogner, son intérêt lui commandant d'être économe des richesses de ses sujets. Ménager des intérêts nationaux, cet Etat n'aurait pas fait peur à Bainville. Sa force venant des iné-

galités sociales et des privilèges, il aurait laissé tranquilles les privilégiés de la fortune. Jacques Bainville aurait été encore plus tranquille. En outre, il n'aurait pas fait tourner sa pensée autour de trois idées. Le fisc n'étant plus à craindre, le spectre de l'inflation cessait de l'épouvanter. Une seule idée aurait fait alors le fond de sa pensée : la fortune acquise.

Malheureusement, Jacques Bainville ne vivait pas dans la Cité de ses rêves. La société d'aujourd'hui ne se conforme pas à ses vues de politique sociale. Elle n'est pas traditionnaliste, ni royaliste ; hiérarchisante, non plus. Elle combat les privilèges et la monarchie. Elle est démocratique, égalitaire, étatiste. Autant de maux, aurait-il dit. Mauvaise ou non, elle était. Un fait peut disparaître, on ne peut le nier tant qu'il y est. On peut vouloir l'abattre, mais d'abord il faut le constater. Il s'impose à nous et on lui prend sa mesure. Qu'on le veuille ou non détruire, on est obligé, dans un premier temps, de compter avec lui. En historien averti et en homme réaliste, tel que Jacques Bainville apparaît à ses contemporains, il devait, dans ses jugements, être préoccupé du phénomène démocratique. La démocratie contenait en elle de quoi faire « s'écrouler »² toutes les fortunes du monde. Ses principes sont explosifs. Des véritables « dynamiteros », comme on dit en Espagne. Cette démocratie ne pouvait pas être ignorée. Jacques Bainville en tint compte. Voulant être fiscale, elle mettait en danger ce qui tenait tant au cœur de notre auteur : la fortune privée. Elle puisait dans l'arsenal de ces impôts des armes pour faire trembler sur leurs bases les fortunes les mieux assises. En dehors des impôts, l'envie des pauvres faisait sentir aux riches la fausseté de leur position. Les « gros » devaient se serrer de plus en plus et faire une toujours plus grande place aux « petits ». A son tour, l'envie agissait sur l'action démocratique, comme un accélérateur. Elle s'ajoutait aux principes. Ceux-ci, poussant la démocratie, et à leur tour poussés par les démocrates, détruisaient l'ancien régime et créaient un monde à leur image. Vivant en ces nouveaux temps et observateur curieux autant que partisan des phénomènes de la vie sociale, Jacques Bainville notait avec angoisse les ravages que l'étatisme lui semblait faire. L'invasion de l'Etat dans les domaines de l'activité privée lui paraissait une

horreur et la marée fiscale un fléau. Esprit distingué et homme poli, il ne présentait pas ce sombre tableau de la société en termes polémiques et violents, mais en traits vifs et acérés. Il fuyait les gros mots avec un sourire courtois, chargé d'ironie, parfois méprisant, jamais grossier. Mais s'il gardait une retenue dans ses attaques dont la forme brillait par l'éclat d'un style pur et d'une pensée claire, et dont la haute tenue imposait aux adversaires, il ne manquait pas de ténacité. De la persuasion non plus. Sous des dehors réservés, il savait se faire prenant. Il persévérât dans ses desseins et ses articles de journaux se ressentent de cette volonté de continuer jusqu'au bout l'entreprise commencée. Les répétitions dont il se rendait fautif, procédaient en réalité de l'inlassable effort qu'il s'était proposé avec ceux de l'Action Française : miner la démocratie. Il le faisait élégamment. Il pouvait avoir les mêmes idées que Léon Daudet, son tempérament était tout autre. Ses critiques n'étaient pas pour cela moins virulentes quant au fond ; elles portaient loin. Leur forme n'était pas celle du polémiste qu'est M. Léon Daudet, mais, à regarder de près, le même esprit, une même atmosphère enveloppait leurs idées. Ce que l'on voyait chez l'un avec violence, en plein jour, on le trouvait chez l'autre plus atténué et davantage sensible aux nuances. Il ménageait les hommes, mais leurs idées ne se trouvaient guère plus à l'aise que sous la plume, que l'on croit vengeresse, de M. Léon Daudet. Peut-être moins. Et, c'est justement cette même *ambiance* — si les *styles* sont différents — qui a fait faussement dire — faute des distinctions nécessaires — à quelqu'un, qu'il y a un public et un style de l'Action Française. Profitant de cette imprécision des termes, M. Maurras avait beau jeu pour détruire cette vérité qu'il prenait pour une simple allégation. Il ne s'en fit pas faute. Il montrait que le tempérament de Bainville différait de celui de Léon Daudet, et leurs styles aussi. Il « prouvait » donc. Néanmoins, il nous paraît que ce sont ses contradicteurs qui ont raison. Car une même atmosphère pénètre les écrits de l'un ou de l'autre. Si l'on se donne la peine de lire avec attention la prose de ces écrivains, et si, en même temps, — cela pour l'apercevoir et en être encore plus persuadé, — on est dans un commerce assidu — spirituellement s'entend — avec ces deux esprits, on trouve non seulement une parenté de pensée, mais aussi de procédés, sans que les manières ou la forme en soient

les mêmes. Vous trouverez chez l'un comme chez l'autre, et contre la démocratie, les mêmes pointes rageuses, la même ironie méprisante, qu'elle soit aiguë ou excessive, peu importe, le même scepticisme envers les bonnes tentatives de la démocratie, pour lesquelles ils n'avaient pas assez de sarcasmes. Car, et j'attire l'attention là-dessus, l'esprit de Bainville était, sous l'apparence des formes, aussi sarcastique que celui d'un autre. L'apparence était réservée, mais poliment rancunière. Il suffit pour s'en rendre compte, de soulever ce voile qui cache le fond et qu'on appelle le style. Celui-ci pouvait différer chez les écrivains royalistes, leurs tempéraments pouvaient être opposés, leurs *thèmes de rancune* restaient les mêmes. La démocratie en faisait les frais.



Le fait démocratique compliquait ses pensées. Et, circonstance heureuse pour Jacques Bainville, c'est lui qui donna une certaine ampleur à ses préoccupations économiques, jusqu'à en faire presque une doctrine. La démocratie, qu'il critiquait, fut, pour son esprit, une bonne fortune. Elle l'aiguisa, elle l'amplifia.

S'il n'y avait pas eu de démocratie, nous n'aurions pas eu l'occasion de parler de cette presque doctrine, ni n'aurions eu probablement l'agréable plaisir de lire ses articles. En effet, ce qui fait le fond de sa doctrine, c'est la notion de richesse acquise. Supposons, pour un moment, qu'il y ait eu en France, de son temps, une société complaisante aux fortunes. Ne s'attaquant pas à ce qui semble essentiel à ses yeux, cette société, le laissant tranquille, l'aurait laissé sans motifs d'inspiration. L'avènement d'une démocratie qui mettait en pièce les fortunes, le mit hors de lui. Voulant la mort de ce qui lui était cher, elle déranger ses habitudes ; elle força ses complaisances. Mécontent de l'aventure qui lui advenait, il ouvrit l'œil. Il se mit, curieux, en quête de la vérité. Il chercha la raison de ce qui l'inquiétait. De là sortirent ses préoccupations. Celles-ci se multiplièrent ; il poussa ses recherches partout. Bref, il essaya de voir. Ce ne lui fut pas facile ; impossible, non plus. Peu à peu, il étendait ses investigations, sa pensée économique s'élargissait, ses idées se trouvaient insensiblement liées en un semblant de

système. Il faisait des articles où il donnait la substance de ses idées, il écrivait des livres où il mettait le meilleur de lui-même, et à tous il nous donnait l'impression d'avoir raison. Par dessus le marché, il nous plaisait de goûter aux charmes de son style, nous laissant aller au fil de ses idées et aux agréments de son esprit.

L'impulsion donnée par le fait démocratique faisait voir ses résultats en amplifiant la pensée de Jacques Bainville. Mise en éveil, autant qu'inquiète, cette pensée pénétrait partout, voulant embrasser beaucoup. Elle en retint quelque chose. Ce lui parut, à elle, suffisant pour mener une campagne et, à nous, pour lui consacrer quelques pages de thèse.

La curiosité inquiète de Jacques Bainville s'aiguilla sur l'histoire, d'abord, sur l'économique ensuite. Il aborda l'art de juger la politique et après, il se laissa aller à condamner la démocratie économique. Avant cet arrêt définitif, il l'avait soumise à une observation rigoureuse et faite au jour le jour. Il était au courant de tout. Son information, comme sa curiosité, était universelle, nous rappelle M. Jean Marcel. D'autres nous disent qu'à lui seul, il pouvait, grâce à ses connaissances encyclopédiques et à ses talents, tenir toutes les rubriques d'un grand journal moderne. Jacques Bainville était un homme averti.

Sa curiosité trouvait une nourriture digne d'elle et son intelligence un digne emploi. Doué d'une haute culture et possédant un beau style qui chez lui marchait de pair avec sa haute tenue personnelle, il se mêlait à la vie de l'esprit, tenant à ce que rien de ce qui est spirituel ne lui soit étranger. Une belle figure d'humaniste. Le passé l'intéressait autant que le présent, et l'économie ne lui était pas moins chère que l'histoire. Il cherchait ici et là à glaner des vérités utiles à ses contemporains dont il voulait éclairer la religion. Il voulait, étant lui-même averti, avertir les autres. Comme le dit si bien Charles Maurras, ce que Bainville affectionnait le plus, c'était la vérité. Après, la langue française. Il a servi l'une et l'autre avec la même passion éclairée. Il condamnait les contre-vérités dont ses contemporains étaient serfs, mais sa lucidité n'excluait pas, après le blâme sévère, un tendre amour pour les hommes qui pèchent et qui malgré tout valent la peine d'être aimés et protégés et pris en la charge des esprits puissants et défendus par une lucidité aimant.

te. Car il apparaissait à Jacques Bainville que ce qui manquait le plus aux hommes de son temps, c'étaient des guides sûrs dont la vérité soit le seul métier et dont l'intelligence soit capable de l'appréhender et la rendre ensuite aux hommes, pour leur profit. Cette vérité, il voulait la contenir dans ses livres ou la distiller dans ses articles de journal. Des livres, il en fit pour l'histoire. Pour l'économie, il fit des articles. Il les publiait dans l'*Action Française* à côté d'aperçus saisissants sur la politique étrangère ou la critique théâtrale, dans la *Liberté* et le *Capital*. Il y mettait ce que son esprit avait de plus brillant et agile. Ils se présentent à l'esprit comme un feu d'artifice où les beautés du style font le plein ornement. Des jets vifs où l'auteur ramasse sa pensée en quelques phrases nerveuses et sans enflures. Courtes et bonnes, comme aurait dit Bainville lui-même.

Il était une des parures de l'Action Française. Par son admirable intelligence il apportait la lumière dans les esprits et la clarté sobre de sa langue faisait les délices de ses lecteurs. « Un style vif et net qui avait l'éclat et la pureté du diamant », s'écrit M. Jean Marcel³. Une phrase de cristal, disait déjà Charles Maurras. Et comme le fait remarquer son commentateur, dans un travail publié à l'automne de 1935, l'œuvre de Jacques Bainville présente un caractère éminemment classique. Qu'il s'agisse de : l'Histoire de France, l'Histoire de deux peuples, l'Histoire de trois générations, Napoléon, Une saison chez Thespis, Jaco et Lori, la Tasse de Saxe, la Russie et la Barrière de l'Est, ou la Fortune de la France — ces deux derniers sont des livres posthumes — l'œuvre de Bainville présente une variété qui n'exclut guère l'unité de pensée. Elle baigne dans une atmosphère

3 M. Jean Marcel est le commentateur et le disciple de Bainville. Il est convaincu, dit-il, que « si les Français ne veulent pas assister à la disparition d'une merveilleuse civilisation, si la France veut être sauvée, il n'est sans doute pas d'autres moyens de salut que ceux indiqués par Jacques Bainville ». (*Avant-propos à la Fortune de la France*).

M. Jean Marcel est celui qui a recueilli les articles « économiques » de Jacques Bainville dans le livre intitulé *La Fortune de la France*, et dont le titre trahit la pensée maîtresse de l'auteur. C'est le premier volume de la « Collection Bainvillienne ». Cette collection comprendra une dizaine de volumes, dont on publiera de deux à trois volumes par an.

M. Jean Marcel s'était fait le commentateur en titre de Jacques Bainville et à l'occasion des grands événements de la politique étrangère, il faisait, après la mort de Jacques Bainville, paraître dans *L'Action Française* des articles de Jacques Bainville où il faisait la démonstration de la clairvoyance et de la prescience de son maître qui dans les articles cités prévoyait certaines évolutions.

Récemment, et pour des motifs quelconques, M. Jean Marcel, fidèle disciple de Jacques Bainville, eût quelques démêlés avec l'Action Française.

classique ; elle est raisonnable. Bainville, en sus de sa vive intelligence, avait beaucoup de bon sens ⁴. Il s'en servait pour montrer que les hommes courent souvent sur des chemins de traverse ; il l'utilisait aussi pour nous faire voir les événements tels qu'ils sont et même pour les prévoir. Il savait tirer sur le champ la leçon des choses et des faits, leçon qui nous imposait pas sa vérité apparente. A la différence des autres, Jacques Bainville allait vite en besogne. Il n'attendait pas l'écoulement des années pour dégager des faits, les conclusions nécessaires et donner de la vérité une version qui ne nous trompât pas beaucoup.

D'habitude, les historiens jugent les faits à l'aide du temps. Ils profitent de ce que des années les séparent de l'événement qui fait l'objet de leurs recherches. Ils peuvent être objectifs facilement et à bon compte. Retouchés dans leurs perspectives historiques, ils regardent les sociétés juchés sur quelque petit Sirius. Ils peuvent alors voir la réalité et comprendre ses raisons. Leurs vérités attendent le nombre des années. Plus impatient parce que probablement plus valeureux, Jacques Bainville ne courait pas après les siècles. Son temps, il l'expliquait sur place. Il poursuivait les événements récents avec une forte attention, cherchait à établir des chaînes entre eux, à faire voir les conséquences qui à brève ou longue échéance découleront des actes ou gestes des hommes, et aussi à juger ces derniers. Jacques Bainville était un moraliste. Par surcroît, il était historien et grand politique, du moins en théorie, et même critique théâtral. Ces dons divers lui facilitaient la tâche. En même temps, ils nous le montraient agréable.

On conçoit, après cette énumération de qualités, ce que les lettres et la politique ont perdu à la mort de Jacques Bainville : un grand esprit lucide. Ce talent essentiel de Bainville l'amenait non seulement à voir mais aussi à prévoir les choses. Il se promenait avec aisance dans l'inextricable dédale des faits présents et son œil exercé perceait la complexité des choses en l'expliquant au même moment. Comme dit si bien M. Jean Marcel : « on ne connaissait jusqu'ici que des *Annales écrites après coup* » ⁵. Avec Bainville, on a les *Annales écrites sur le coup*. La

⁴ Bainville ou le bon sens, a écrit, Abel Bonnard. *Revue Universelle*, 1^{er} Mars 1936.

⁵ *Avant-Propos. Fortune de la France*, Page X.

pensée de Bainville était un instantané photographique. Elle saisissait, avec la rapidité de l'éclair, le trait essentiel, trouvait le mot qui convenait à la situation, faisait surgir la phrase qui brille sobrement, le tout enveloppé d'une ironie de bon ton. Bainville savait trouver l'accent qu'il fallait. Son intelligence savait ne pas se tromper et jamais, dit-on, elle ne fit sonner une fausse note.

On mesure maintenant, après coup cette fois-ci, ce que nous avons perdu en perdant cette grande et noble intelligence. D'abord, le plaisir que nous donnait la lecture de ses articles, si nous voulions faire une profession de foi d'égoïsme et n'interroger que notre plaisir sevré. Mais si l'on interrogeait les autres, on verrait la perte immense, nous assure l'Action Française que nous voulons bien croire sur parole, qu'ont ressenti l'art et l'Etat. « Deuil de l'Etat », s'est écrié à la mort de Jacques Bainville, M. Charles Maurras, et il regrettait que la France n'ait pas donné aux talents de Bainville l'emploi qui lui aurait été utile et dont la mère-patrie en aurait été satisfaite. Ces talents étaient multiples et rien de ce qui était français et humain ne lui échappait. Car, à l'instar de Charles Maurras, il croyait que l'Homme, c'est d'abord le Français, et que l'Humanité n'a rien de mieux à faire qu'à ressembler à la petite humanité française, si elle voulait vraiment être digne d'elle-même, c'est-à-dire être grande.

La somme d'expériences et de connaissance qu'était celle de Bainville, alliée à son instinct sûr et à sa puissante intelligence, lui donnait la clef de maintes énigmes et lui permettait d'aller partout comme chez lui et d'expliquer aux profanes les vérités connues, dont la raison leur échappait. Accaparé par tant de belles besognes, force était à Bainville de se mettre en peine pour faire face à un si vaste front de problèmes si ardues et si divers. Jacques Bainville se multipliait. Son intelligence, dans ses essais, allait de ci de là, sa vue aiguë des choses tentait d'en embrasser le plus et d'en mettre autant de variété que possible tout en sauvegardant l'unité de pensée et la simplicité qui est la marque de l'ordre, et partout il voulait apporter la lumière. Jacques Bainville expliquait notre temps. Il le faisait à sa manière, simple et brève.



Nous verrons plus loin ce que vaut cette explication et le

prix qu'il faut lui attacher. Nous nous contenterons ici de délimiter cette pensée. Si, comme l'affirme Charles Maurras, définir est une affaire de clerc et non pas une action royale, nous sommes chez nous en nous adonnant à cette opération de l'esprit. Il nous semble pourtant avoir suivi, dans cette introduction, une marche quelque peu tortueuse. Au début, nous avons sommairement exposé la doctrine strictement économique de Jacques Bainville, pour de là passer, par l'intermédiaire du phénomène démocratique qui faisait en l'occurrence office de lier les chaînons de la pensée, à une vue d'ensemble de l'intelligence bainvillienne, essayant de faire, à côté des remarques générales, un portrait de Jacques Bainville. Nous pensons toutefois que cette manière était la bonne. Il fallait d'abord mettre le lecteur au courant de l'essentiel de la pensée économique bainvillienne. D'où cette introduction quelque peu brusque et sommaire. Mettre le lecteur devant le fait accompli, tel fut notre dessein. Au besoin, brutalement. Mais nous ne pouvions pas rester là ni continuer dans le même chemin. Au risque de prendre une voie illogique, nous devons procéder comme nous l'avons fait, tout en assurant la transition afin d'amollir le saut. Si, comme le dit quelqu'un⁶, il n'y a pas pour Bainville de question isolée, il fallait lier le fait économique au fait Bainville, si l'on peut dire, et broser de l'auteur comme de sa pensée un tableau général. Un autre⁷ nous dit en précisant qu'on ne peut isoler la pensée économique de Bainville de sa pensée politique. Ni même de Bainville, ajouterions-nous. D'où la méthode employée.

Il s'agit maintenant, après avoir défini, de juger les définitions, d'en tirer ce qu'elles comportent, tout en restant dans les généralités. Nous avons délimité la pensée économique de Jacques Bainville. Jugeons-la, et surtout précisons-la. Commentons.

En disant : la pensée *économique* de Jacques Bainville, nous avons commis une légère erreur. Sciemment, d'ailleurs. Nous ne pouvions pas brusquer outre mesure le lecteur. Conformément à la méthode à laquelle nous avons déjà recouru lorsqu'il s'est agi de Charles Maurras, nous avons voulu, tout en frappant le lecteur dès le début, marcher ensuite à petits pas. C'est pourquoi nous avons volontairement commis ce tort d'appeler

6 André Chaumeix. *Revue Universelle*, 1^{er} Mars 1936. Page 532. *Hommage à Jacques Bainville*. — Jacques Bainville *Journaliste*.

7 J.-C. Gignoux. Préface à la *Fortune de la France*, p. VII.

économique une doctrine qui ne l'est pas tout à fait. Qu'est-elle ? Pour y répondre, il faut préciser. Aujourd'hui, grâce aux études d'Economie Politique, le mot d'économique a pris un tour scientifique en même temps que très général. Il fait entendre un alignement de pensée en un ordre savant. Les questions *les plus diverses* y sont traitées, et pour mériter son nom, d'un point de vue qui n'est pas celui d'un *partisan* mais d'un savant impartial. Or, en dépit de l'apparence, les questions *soulevées* plutôt qu'elles n'ont été *traitées* par Jacques Bainville, sont bien plus uniformes et se reliaient à une question centrale, dont la sphère, pour employer le terme des logiciens, est plutôt exigüe. Elles se succèdent en une sorte de litanies monotones où la forme seule apporte quelque imprévu. Le thème central qui fait le fond des pensées bainvilliennes, n'est pas l'*Economie*, mais la *Finance*. Et les œuvres de Jacques Bainville sont moins des *traités* économiques que des dissertations financières, œuvres littéraires plutôt que scientifiques. Il aurait fallu ensuite à Jacques Bainville un peu plus d'impartialité et de la spécialisation de l'homme savant. Mais il était trop « honnête homme » au sens où l'entendait le grand siècle, pour se faire le prisonnier d'un seul genre de recherches, et assez partisan pour seulement chercher la vérité. Il voulait l'apprécier ; il la blâmait ou lui donnait de l'avancement. Le tout selon les critères de son maître et de ses amis de l'Action Française. Il préférerait les jugements de valeur aux jugements de réalité. Il procédait, en cela, d'un vieux thème maurrassien. « Il faut conclure », c'en est le refrain. En effet, ce qui exaspérait le plus Charles Maurras, c'était de voir ses contemporains se refuser à conclure sur beaucoup de choses et principalement sur la démocratie. Il faut conclure, leur disait-il sans répit, mais non sans arrière-pensée ; celle-ci visait la démocratie. Pour lui, conclure, c'était apprécier et, s'il s'agissait de la démocratie, la condamner sans rémission. On voit des hommes, disait-il, qui font, de la société d'aujourd'hui, un sévère réquisitoire. Mais, à son avis, ils s'arrêtaient là. Ils n'allaient point jusqu'aux causes qui, à l'entendre, ne pouvaient être que démocratiques. Et il reprochait à ces gens-là non seulement de passer sous silence ces causes de mort, par leur non-volonté de conclure, qui est pour Charles Maurras une chose stérile, mais aussi d'accepter la démocratie qui les impliquait. Ils déploraient les conséquences de la démocratie, mais ne reje-

taient pas cette démocratie faiseuse de torts. Cela avait le don de le mettre en colère. Quoi, s'écriait-il, vous repoussez les effets et vous adorez les causes d'où ils sortent ? Cette méthode ne lui apparaissait pas être d'une rigoureuse logique. Il penche plutôt pour le contraire. Jacques Bainville a hérité de ce penchant maurrassien. Il conclut et il condamne. Bref, il émet des jugements de valeur. Il reste de voir s'il est d'un bon procédé scientifique que de vouloir substituer les jugements de valeur aux jugements de réalité.

Jacques Bainville n'est donc pas un économiste. Un théoricien de la Finance, non plus. Un financier, encore moins. Il est plus simplement un honnête homme, curieux des choses de la Finance. Voulant toucher à tout, il a été amené à s'intéresser aux mystères de la Bourse et de la Finance, comme il aurait suivi une saison théâtrale pour en faire la critique ou tout autre chose. Cela ne veut pas tout à fait dire qu'il soit superficiel dans ses jugements. Mais on n'observe pas dans son œuvre, ce rigoureux enchaînement de vérités que l'on trouve dans les traités savants. Jacques Bainville a parlé pour tout le monde. Son œuvre s'en ressent. Elle n'est pas à proprement parler un traité financier, mais un *écho* de la Finance. Le plus souvent très pondéré. Il s'efforce d'être, dans ses conseils⁸, très modéré. Il rejoint là son maître, Charles Maurras. Car il est très modéré dans ses vues, presque timoré. Ce qui, étant donné le terrain mouvant de la Bourse, est une garantie de sagesse. La Bourse le préoccupe fort. Il a même fait un livre pour montrer aux gens comment il faut placer sa fortune. Les leçons qu'il donne, dans ce petit ouvrage, aux spéculateurs ou aux hommes qui veulent placer leur fortune sans en souffrir beaucoup trop de ces placements, et le ton modéré de ces leçons procèdent des principes généraux qui sont à la base de la philosophie de l'Action Française.

Comme Jacques Bainville s'inquiétait du sort de la fortune et des malheurs qui la guettent au moment d'inflation, il a dû s'intéresser, — la fortune étant représentée par l'or et les billets de banque — à la monnaie. Cependant, là aussi, il faut faire attention et se prêter, dans l'œuvre bainvillienne, à une distinc-

⁸ *Comment placer sa fortune*, par Jacques Bainville. Paris. Nouvelle Librairie Nationale.

tion nécessaire. Ce qui attire Jacques Bainville, c'est moins la *monnaie* que l'*argent*. Il n'aborde pas l'étude des phénomènes monétaires avec le désintéressement des hommes de science. Il se soucie trop de la fortune *individuelle* pour ne pas toucher à ces questions avec l'esprit du praticien qui veut donner un coup de pouce aux faits et réaliser son programme ou faire fortune. L'homme de science part à l'étude sans aucun parti-pris. Jacques Bainville, lui, en a un, et qui le préoccupe avec force : la fortune et sa sauvegarde. Il soumettra tout à ce but. Et, il est vrai que le plus souvent il cherche à donner des *conseils* au lieu de chercher la *vérité*. On nous dira qu'avant de conseiller, il a eu le temps de voir cette vérité. Il n'en reste pas moins que l'*appréciation* tient dans l'œuvre bainvillienne une plus grosse place que la *constatation*.

Il veut, à tout prix, sauver ce qui reste de fortune aux individus. Les *biens* l'intéressent plus que les *questions monétaires*, et il n'étudie celles-ci qu'en fonction de ceux-là. On voit toute la distance qui sépare Jacques Bainville d'un économiste professionnel. Ce dernier étudie la monnaie comme un simple phénomène dont il s'agit de découvrir les lois, quelles qu'elles soient, et sans qu'il s'agisse de préférer l'une à l'autre. Il les prend telles quelles. Jacques Bainville, lui, a un but pratique : il veut sauver la fortune. Il ne se limite pas à une étude théorique et systématique d'un fait donné. Il l'accepte ou le rejette.

*
**

Le problème de la fortune privée qui tenait tant au cœur de Jacques Bainville soulève certains autres problèmes qui méritent d'être mis en relief, ne serait-ce que pour mieux prendre de la pensée bainvillienne une vue juste et de pouvoir la rejoindre aux principes directeurs de l'Action Française.

D'abord, il se soucie beaucoup trop de la fortune *individuelle*. Il était, en conséquence, amené à prendre position contre le communisme et contre tout autre organisation collective de la société. Il préférerait la liberté privée à l'idéal socialiste.

Ensuite, il se montre, par son idée maîtresse, un bon disciple de Charles Maurras, traduisant fidèlement sa pensée, en un style pourtant bien différent. En effet, vouloir maintenir les fortunes individuelles, c'est vouloir perpétuer les inégalités socia-

les. Car jamais les fortunes privées ne voudront s'aligner d'elles-mêmes, les unes sur les autres. Le propre de cet état social est la *diversité* et la *mouvance*. Ni les fortunes ne sont semblables, ni elles ne restent les mêmes. Elles diffèrent entre elles, et, dans le Temps, d'avec elles-mêmes. Elles changent de volume ou de nature, montent ou baissent et rarement elles restent ce qu'elles sont. On conçoit que dans un pareil terrain, doublement accidenté, l'inégalité a des chances de pousser avec vigueur. Et un pareil régime ne peut que plaire à Jacques Bainville. Un des tenants des doctrines hiérarchiques, il a mené, en des termes polis, mais non pas doux, campagne contre la démocratie et son idéal égalitaire. Et nombreuses sont les flèches qu'il leur a décochées.

A l'aide de ce qui précède, les choses s'éclairent bien mieux. Nous avons dit que l'idée fondamentale de Jacques Bainville était, du point de vue économique, la sauvegarde de la fortune individuelle et que les autres idées ont été ajoutées à cause du fait démocratique, et que si ces deux dernières sont devenues si importantes, presque les égales de la première, du moins en apparence, cela est dû à l'importance même du fait économique. La démocratie a entraîné plus loin la pensée de Bainville. Or, nous voyons maintenant qu'à leur tour, ces trois idées, ou plutôt la première, qui conditionne les deux autres, est elle-même conditionnée par une autre idée : l'égalité. En sauvant les fortunes, on sauve les hiérarchies que l'on croit naturelles. Car il serait bien difficile d'établir un fort système hiérarchique sans une forte assise matérielle. Et c'est ici qu'éclate encore la contradiction des doctrinaires des inégalités sociales. Ils partent en guerre contre le matérialisme, mais la société qu'ils veulent édifier nécessite précisément, à sa base, un ordre matériel, doux aux puissants, dur aux misérables. On s'élève contre l'explication matérialiste de l'histoire, mais on veut, par ailleurs, asseoir la société dont on rêve sur un fondement bien matérialiste. Et on peut se demander alors : pourquoi ces attaques contre le matérialisme historique ? Est-ce pour aboutir à des contradictions ?

CHAPITRE PREMIER

LA FORTUNE ACQUISE

PARAGRAPHE I

LA CIVILISATION ET LE PROGRÈS MATÉRIEL

Là dessus, Jacques Bainville partage les vues de son maître, Charles Maurras. La civilisation est pour lui un état social dans lequel l'individu qui vient au monde trouve incomparablement plus qu'il n'apporte. En d'autres termes, la civilisation est : capital et tradition, autrement dit un capital transmis. Comme les notions de civilisation et de progrès sont liées, on les trouve réunies chez Jacques Bainville. On se rappelle la critique que Charles Maurras avait fait de l'idée de Progrès. Chez Jacques Bainville la prévention à l'égard de cette « nuée », comme on dit à l'Action Française, est tout aussi forte, sinon plus. Ce n'est que par un « reste d'habitude »¹ que Jacques Bainville croyait au progrès fatal et nécessaire. En réalité, c'est son contraire, l'idée de régression, qui le poursuit. « L'idée de régression nous hante »², dit-il, comme elle devait hanter les témoins de la décadence de l'empire romain.

Jacques Bainville croyait d'autant moins à l'idée de progrès que « rien ne va de plus en plus, ni de moins en moins C'est tantôt plus et tantôt moins ». Comme les Anciens nous l'avaient déjà rappelé, il y a une limite à tout. Les hommes d'affaires doivent savoir, par expérience, ce précepte. Car à la Bourse,

¹ *La Fortune de la France*, par Jacques Bainville. Page 9.

² *La Fortune de la France*. Page 8.

une valeur n'est pas en hausse perpétuelle. « La Royal Dutch elle-même a fini par baisser », écrit notre auteur. Et il ajoute ce conseil : « Réaliser, c'est le grand art ».

Pour prouver que le progrès n'est pas indéfini, il nous donne des exemples. Il nous rappelle celui relatif au placement d'une somme à intérêts composés. On sait que, mathématiquement, un sou placé de cette manière, au début de l'ère chrétienne, formerait une masse d'or plus grosse que le globe lui-même. C'est la boule de neige impossible.

Sur le papier, cette hypothèse du sou placé à intérêts composés est conforme aux règles de l'arithmétique. En réalité, elle n'est pas juste. Elle est corrigée par les faits. Ceux-ci se conjurent pour détruire le capital un grand nombre de fois.

Jacques Bainville nous donne d'autres exemples :

« Il y avait, dit-il, avant la Révolution française, un philanthrope qui avait fondé un merveilleux système d'assistance à l'humanité : il suffisait d'accumuler les intérêts d'une petite fortune. *Au bout de trente ans, on pouvait élever des familles entières. Au bout de cent ans, on pouvait construire une cité modèle.* Puis, cela allait très vite, on pouvait abattre toutes les maisons insalubres, exécuter de gigantesques travaux d'utilité publique, si bien qu'après deux ou trois siècles la terre n'eût plus été qu'un immense jardin.

« Ce philanthrope avait matérialisé l'idée du progrès indéfini. Il légua une rente de mille livres avec charge de l'appliquer à son système et, en effet, le legs grossit pendant plusieurs années. Puis vinrent la Révolution, les assignats, la faillite. L'exécuteur testamentaire supplia le Directoire de faire une exception pour la rente de mille livres et pour le capital produit, afin de ne pas interrompre la merveilleuse expérience. On ne l'écoula même pas »³.

C'est par ces mots que Jacques Bainville concluait la morale de cette fable. Toutefois, nous pensons que l'exemple cité peut se retourner contre la théorie anti-progressiste de Jacques Bainville. En effet, l'idée de progrès indéfini suppose un autre postulat : la Paix. Ces deux notions sont étroitement unies. Pas de progrès sans paix. (Nous parlons des progrès *économiques* à réaliser). Nier le progrès indéfini, c'est nier la probabilité de

l'avènement d'une ère de paix perpétuelle. L'humanité y tend toujours, en dépit de quelques expériences malencontreuses. Et pour ne prendre que celle racontée tout à l'heure par l'auteur de « Napoléon », et qu'il qualifie railleusement de merveilleuse, nous verrons, en dépit d'un ton d'ironie malveillante, qu'elle n'est pas si utopique. Que s'oppose aux calculs du philanthrope de Bainville ? Des obstacles *naturels* ? Nullement, mais des obstacles *humains*, c'est-à-dire, destruction par les hommes des œuvres de l'Homme. Qui mit fin aux beaux plans du donateur ? Est-ce un tremblement de terre, une marée colossale ou la destruction de l'Atlantide ? Pas du tout, mais bien la Révolution et les guerres qu'elle engendra, les assignats et la faillite, choses tout à fait humaines. Supposons, pour un instant, ces hommes assagis. Supposons qu'ils ne se fassent plus la guerre, chacun vivant en bonne intelligence avec le voisin. Faisons donc cette confiance à l'homme ou alors ce serait désespérer de lui. Eh bien ! les plans de notre philanthrope deviennent possibles, et probables, et même fatals. S'il y a la paix, le placement du sou à intérêts composés ou encore celui de la petite fortune de notre donateur, paraîtront moins absurdes. Grâce à un état de paix définitif, on pourra élever au bout de trente ans quelques familles, et au bout de cent ans une cité modèle. Dans cet état social, les humains ne pensant plus à se faire la guerre, s'inquiéteront davantage de l'économie. La production organisée suivant des principes scientifiques ou collectifs, s'accroîtra sans répit, et au bout de cent ans on aura enfin cette cité modèle dont rêvent les utopistes. Ceux-ci sont les réalistes des siècles à venir.

On nous dira que nous bâtissons des raisonnements sur les « supposons que ». Mais qui ne voit, cependant, que le désir le plus ardent de l'homme fatigué par les rapines est la paix qui le délasse de la peur et qui lui permettra de vivre richement par le travail concerté et pacifique. Dans les jours de crise que nous vivons, on sent encore plus poignant ce désir de paix. Et l'Action Française, si guerrière par endroits, ne cesse de répéter aujourd'hui : la paix, la paix, la paix.

Mais il y a d'autres arguments à faire valoir pour étayer ce que nous venons de dire. Tout à l'heure nous avons exposé la question sous la forme d'un raisonnement plus ou moins utopique. Il ne faut pas craindre de dire que les faits aussi se prononcent dans le même sens. Jacques Bainville s'étonne que l'on

puisse, au bout de cent ans, construire une cité riche. Oublie-t-il l'exemple français. De 1814 à 1914, la France a joui d'une paix relative. A la veille de la guerre, elle était en possession d'un abondant portefeuille de valeurs mobilières qui l'a beaucoup aidée pendant la guerre mondiale. Cette somme n'a pas été accumulée du jour au lendemain. Comme au philanthrope du XVIII^e siècle, il a fallu à la France un siècle de labeur pacifique. Et Bainville s'étonne des calculs du philanthrope, dont il raille l'optimisme, mais il oublie que l'épargne française est un fait autrement réel. Cette épargne était, dans son domaine, le pendant des rêves du généreux donateur. Celui-ci rêvait de cité modèle, l'autre se chargea de faire de la France une cité riche. Où est la différence ? Ce que l'une a réussi dans la paix, l'autre l'aurait fait dans les mêmes conditions. Et si différence il y a, elle réside dans le bonheur qu'eut l'une, et dans la chance qui fut refusée à l'autre.

Ces plans utopistes et philanthropiques supposent la paix. Et nous ne croyons pas que supputer l'avènement de la paix serait faire preuve d'un optimisme déréglé. Et pour fermer ce débat, nous n'aurons qu'à citer les propres mots de Jacques Bainville : « Pour les renaissances, il est encore de la foi ».



Au dix-neuvième siècle, la civilisation matérielle moderne paraissait solidement assise. Sans doute, des inquiétudes, à son sujet, avaient assiégé les philosophes, mais furent balayées par la vague optimiste du siècle. Condorcet et Renan croyaient au progrès indéfini. Pour ce dernier, le progrès c'était la petite tour d'acier qui s'élève sans cesse.

Ce progrès et cette civilisation sont durement attaqués par Jacques Bainville, spécialement la civilisation allemande. « L'organisation allemande, la Kultur, écrit-il, était une monstruosité de la civilisation ». Pas tout à fait. Ce qui fut une monstruosité, c'est la *guerre* allemande et non pas l'*organisation* allemande. Les principes d'organisation sont bons partout et ce n'est pas de la faute de la civilisation si les mauvais instincts de l'homme ont encore leur mot à dire. On les étouffera peu à peu. Pendant cet entr'acte, l'humanité sera malheureuse, mais un philosophe ne doit pas s'assombrir pour si peu.

L'instinct de guerre a asservi, à ses buts, les principes modernes d'organisation. Ce n'est pas une raison pour blâmer celle-ci. On doit se rappeler perpétuellement que l'organisation, fille du progrès, ne donne ses bons fruits que dans la paix, le rendement de la production se trouvant alors accru. Et plus cette paix se perpétue, mieux cette production accusera de bons résultats et ainsi de suite.

Le progrès indéfini exige une paix définitive.



Faute d'avoir méconnu cette relation ou plutôt de n'avoir pas cru ni à l'un ni à l'autre des deux termes de cette relation, Jacques Bainville critiqua âprement le progrès matériel. Il convient maintenant de mettre en parallèle ses idées concernant le progrès et celles de son maître, Charles Maurras.

D'abord, l'un et l'autre se refusent à l'idée de progrès fatal. Ensuite, ils distinguent la civilisation et le progrès matériels d'une part et la civilisation spirituelle d'autre part. Mais ils divergent quant à la notion de civilisation matérielle. Pour Charles Maurras, une pareille civilisation est quantitative. Elle tend à majorer le nombre des biens et la quantité des richesses. Au contraire, la civilisation spirituelle connaît la notion de limites. Pour Bainville, il y a limite à tout, même dans la civilisation matérielle. Là comme ailleurs rien ne va de plus en plus ni de moins en moins. Qu'on ne voie par là une *opposition* entre Maurras et Bainville, mais plutôt une *extension* de la théorie maurrassienne des limites, et son application au progrès matériel. C'est pourquoi tous les deux sont logiques avec les faits et les doctrines de la Contre-Révolution. En effet, soutenir comme le fait Bainville, que la richesse matérielle a une limite, c'est se soulever contre l'orgueilleuse doctrine révolutionnaire du progrès indéfini. D'autre part, attribuer, comme le fait Charles Maurras, l'illimité à la civilisation technique, c'est faire abstraction des querelles humaines, telles les guerres ou révolutions, et ne tenir compte que des obstacles naturels qui, aujourd'hui, sont faciles à surmonter. Car si les hommes faisaient alliance contre la Nature au lieu de faire alliance contre d'autres hommes, le progrès serait sans limite.

De Bainville et de Maurras, celui qui se contredit le plus est,

croyons-nous, Charles Maurras. Bainville, en assignant à la civilisation matérielle une condition si modeste, était dans le droit fil de la Contre-Révolution. Celle-ci affecte d'être humble. Elle se défend d'avoir les conceptions immenses et nuageuses de la Révolution. Elle se dit réaliste, précise, modeste et ordonnée, toutes notions voisines de l'idée de limite. Au contraire, Charles Maurras se contredit davantage. Il admet que la civilisation matérielle soit quantitative et illimitée. Cependant, il rejette la notion de progrès fatal et indéfini. Mais du moment qu'il croit que la civilisation matérielle existe et qu'elle est sans limites, pourquoi se refuse-t-il à la notion du progrès indéfini, car la civilisation ne peut tendre à l'illimité qu'en progressant sans cesse. Ainsi M. Charles Maurras décrit fort bien la *nature* de la civilisation, mais il expulse, en quelque sorte, du domaine des réalités, le *moteur* même de cette civilisation technique.

Mais si M. Charles Maurras se contredit lui-même, il y a un point par où il contredit davantage les idées de la Contre-Révolution théocratique. La théologie chrétienne distingue les richesses ou les besoins matériels d'avec les richesses ou les besoins spirituels. La possession des richesses matérielles amène vite la saturation, donc la civilisation technique qui les produit est limitée. Par contre, l'homme ne possède jamais à satiété Dieu, et il doit éprouver dans la contemplation un bonheur sans fin. La conception maurrassienne s'avère ainsi être un renversement des notions théologiques. Là où l'un met l'infini, l'autre met le fini. Qui a raison ? Personne. En réalité, aussi bien la science que la technique, les besoins naturels ou spirituels sont numériquement extensibles. Leur capacité peut rester la même, mais ils multiplient leur nombre. Ils s'accroissent sans cesse. Là où ces théoriciens voient une différence, il y a une ressemblance. Les scolastiques et les maurrassiens distinguent entre choses semblables.

Pourquoi ? Parce que les uns doivent plaider pour leur Dieu qu'ils croient infaillibles et sans fin et l'autre contre la démocratie et ses tendances progressistes. De ce renversement dans la classification il s'ensuit un renversement dans les appréciations qu'ils font des idées ou des choses. La démocratie étant matérialiste, la matière illimitée, et la démocratie mauvaise, il s'ensuit que la notion à préférer est celle des limites. Mais, pour les défenseurs d'un Dieu infini, l'appréciation de la « sainte

notion des limites », comme écrit Charles Maurras, est tout autre. Le souverain bien qu'est Dieu excite, sans trêve, des besoins nouveaux. La contemplation divine est infinie.

L'attitude bainvillienne est plus logique. Il repousse la distinction de tout à l'heure aussi bien dans un sens que dans l'autre. Il ne dit pas tel est infini et tel est limité. Il ne se perd pas dans les subtilités. Il tranche d'un coup le nœud gordien. Il étend la notion de limite au progrès matériel. Il y a limites à tout, nous avertit-il.

Si la conception bainvillienne est plus logique, elle n'en est pas plus vraie. Car les progrès matériels seraient indéfinis si les conditions de paix étaient réalisées ; c'est une question de temps. En attendant, il n'est pas besoin d'être pessimiste.

Toutefois, la critique contre-révolutionnaire à laquelle fut soumise l'idée de progrès indéfini est bienfaisante. Elle obligera les tenants de cette idée à mieux l'étudier, d'une façon plus critique, à préciser leur attitude et à refréner leur enthousiasme. Il est vrai qu'au début on avait besoin de cet enthousiasme qui pallie aux maladresses de toute sorte et aux ignorances de toute nature.

La doctrine contre-révolutionnaire aura donc servi non pas à achever la Révolution, mais à la parfaire.

PARAGRAPHE II

MATÉRIALISME HISTORIQUE ET CHOIX POLITIQUES

Quelqu'un disait à Jacques Bainville :

— Au fond, vous êtes un sceptique.

— C'est une couleur bien forte pour moi, lui fut-il répondu ⁴.

Cependant, « on a fait grief à ce sceptique de croire trop à l'histoire » ⁵. Thierry Maulnier veut le laver de ce reproche. Il écrit : « l'idée que Bainville se formait de l'histoire lui interdisait de chercher dans le passé la clé des problèmes présents » ⁶. Malheureusement, ces paroles de Thierry Maulnier se trouvent être contredites par Jacques Bainville lui-même. Celui-ci écrit : « Par l'étude de l'histoire, par l'observation et par l'analyse, on peut devenir prophète ». Il voulait dire par là que la clé des problèmes à venir se trouve dans le passé, grâce à l'étude de l'histoire dans le présent, grâce à l'observation et à l'analyse.

Néanmoins, l'exposé que Thierry Maulnier fait de la conception bainvillienne de l'histoire est assez intéressant ⁷. D'après lui, Bainville était aussi éloigné du déterminisme historique et du matérialisme marxiste que du retour éternel de Nietzsche. Selon Bainville, l'histoire accordait une grande place à l'impondérable et à l'imprévisible, à la liberté et aux hasards humains. D'où impossibilité d'un retour perpétuel qui exige précisément l'abolition de toute liberté. Cela ne veut pas dire que pour Bainville, il n'y avait pas de place pour une certaine fatalité historique. Mais cette fatalité serait celle de nos erreurs ou de nos gestes. Nos actes nous suivent.

⁴ *Maximes et Reflexions*, par Jacques Bainville.

⁵ *Revue Universelle*, 1^{er} Mars 1936.

⁶ *Revue Universelle*, 1^{er} Mars 1922.

⁷ *Revue Universelle*, 1^{er} Mars 1936.

Nous n'avons que rarement pouvoir sur les faits, et dans la destinée des peuples, il y a des *instants de choix*⁸ où les hommes peuvent affirmer leurs volontés et se décider dans un sens ou dans l'autre. Lorsqu'on l'a fait, les hommes n'ont plus de pouvoir sur la chaîne de conséquences qui découlent de leurs actes, et s'ils se sont trompés, ils subissent les mauvais effets de leurs erreurs. Comme dit si bien Thierry Maulnier :

« Nous ne pouvons rien sur les forces invincibles qui déduisent les effets des causes. Mais nous pouvons agir sur les causes. Nous ne pouvons pas faire que de bons résultats naissent d'un mauvais régime. Mais nous pouvons construire un régime meilleur. Nulle part, il n'y a un rappel plus pressant à la responsabilité humaine que dans ce déterminisme-là »⁹.

Jacques Bainville essaie de concilier une certaine rigueur déterministe avec une forte responsabilité pesant sur l'homme. C'est une idée bien contre-révolutionnaire. On ne veut pas donner à l'homme trop de liberté, mais on veut lui imposer des responsabilités et des devoirs. Or, comme dit si bien M. J. Barthélemy, dans son *Précis de Droit public*, le devoir est une notion réactionnaire¹⁰.

Selon Thierry Maulnier, Jacques Bainville n'était pas plus sceptique qu'il n'était déterministe. Il n'était pas sceptique parce qu'il cherchait, par l'observation de la réalité, à trouver des constantes. Il n'était pas non plus déterministe parce qu'il laissait à l'homme la liberté de choisir entre les causes du mal et celles du bien, entre les causes de l'ordre et celles du désordre. Notre univers n'est pas tout à fait docile. Absolument réfractaire, non plus. Il est juste assez résistant pour nous obliger à faire un effort afin de le maîtriser. Le monde où nous vivons peut être changé à condition de le connaître et toute méthode d'action doit se fonder sur ce qui est constant comme sur ce qui se meut. Agir, c'est à la fois se soumettre aux faits et ne pas s'y soumettre.

*
**

Pourquoi avons-nous fait cet exposé de la conception histo-

8 Voir Charles Maurras, *Gazette de France*, 15 Octobre 1903.

9 *Revue Universelle*, 1^{er} Mars 1936. Page 608.

10 *Précis de Droit Public*, par Joseph Barthélemy. Page 50. Paris. Librairie Dalloz, 1937.

rique de Bainville ? Pour montrer l'importance qu'il attache à ce que toute méthode d'action politique ou économique repose sur l'histoire. Lorsqu'il dit que par l'observation et l'histoire on peut devenir prophète, il nous montre l'importance des études historiques. Déjà, M. Camille Perreau, ancien professeur à la Faculté de Droit de Paris, s'était, il y a quelques années, écrié : « Sans l'histoire il n'y a pas d'études économiques »¹¹. Et M. Louis Baudin, professeur à la même Faculté, d'écrire :

« L'économie politique n'est pas une juxtaposition de dogmes, elle est la science de la vie... L'histoire des faits et des doctrines anime l'Economie Politique... C'est pourquoi les traités et les cours d'économie politique mêlent l'histoire à la description des faits contemporains et à l'énumération des théories en vigueur aujourd'hui. La limite entre les deux disciplines est fuyante, vague, et cette indétermination, volontairement accentuée par les auteurs, est profitable à leurs œuvres »¹².

Et un économiste libéral a fait à M. Maurice Bouvier-Ajam, l'auteur d'un livre sur List, des reproches à propos de la phrase suivante :

« L'économie mérite son qualificatif de politique : ce mot politique vient nous rappeler que, sans histoire, il n'y a que raisonnements chimériques. L'homme a des besoins : les institutions qu'il crée pour les satisfaire sont les seules réalités de l'économie »¹³.

Ainsi donc, qu'il s'agisse des professeurs de la Faculté de Droit ou des économistes amateurs, ils sont tous d'accord sur l'importance des études historiques.

11 *Frédéric List. Sa vie, son œuvre, son influence*, par Maurice Bouvier-Ajam. Pages 121-122, note en bas. Paris, 1938. Librairie du Recueil Sirey.

12 *Ibidem*.

13 *La Doctrine Corporative*, par Maurice Bouvier-Ajam. Sirey, éditeur.

PARAGRAPHE III

L'ÉTAT, LA DÉMOCRATIE ET L'ARGENT

A. — Nous avons déjà dit que Jacques Bainville s'intéresse davantage à l'*Argent* qu'à la *Monnaie*, à la sauvegarde par des moyens pratiques de la fortune acquise plutôt qu'à l'étude théorique des phénomènes monétaires. Il convient ici de le montrer en détail.

*
**

On assiste de nos jours à un nouveau crépuscule de la liberté. Les sociétés ont subi des changements si profonds que de nos jours on se croirait séparé de 1914 par plus d'un siècle. En quoi consiste cette différence ? Dans la disparition de la liberté individuelle. Et Bainville se demande si les hommes ont perdu le *goût* d'être libres ou bien plutôt le *moyen* pour pouvoir être libres. La liberté est un luxe comme un autre, il faut avoir beaucoup d'*argent* pour se le payer.

Un jeune homme de nos jours, continue J. Bainville, aurait de la peine à comprendre Maurice Barrès qui, parlant d'un de ses héros des « Déracinés », disait que celui-là avait assuré son indépendance grâce à ses trois mille francs de rente. Mélancoliquement, Jacques Bainville s'écrie :

« L'indépendance, qui donc sait encore ce que sait ? Un simple vestige du passé »¹⁴.

L'indépendance et la liberté seraient selon lui des idées bourgeoises. Elles reposent sur la richesse publique. Ainsi des con-

ditions économiques déterminent un état social, moral et politique nouveau. Jacques Bainville qui apercevait cette relation se défendait néanmoins d'être un adepte de la conception matérialiste de l'histoire.

Aujourd'hui, comme hier, dans les temps modernes comme à l'époque de la féodalité, toutes les fois où les hommes nageaient dans l'insécurité, ils se mettaient sous la protection de plus haut placés, chargés de les défendre. Sous la féodalité, le vassal se « recommandait » au suzerain. De nos jours, l'individu se recommande à l'Etat. Celui-ci aura soin de lui. L'Etat dirigera tout et, ce qui choque quelque peu Bainville, à la demande même des intéressés. Ironique, Bainville fait ce jeu de mots qui est presque de l'esprit : « les citoyens d'autrefois souffraient d'être des *sujets*, ceux d'aujourd'hui sont devenus des *assujettis* » ¹⁵.

Cette réglementation peut porter des noms divers, socialisme, étatismes, corporatisme ou économie dirigée ; elle peut venir de divers endroits, Russie, Allemagne, Italie, Amérique, peu importe. Les anciens appelaient cela d'un seul mot : caporalisme.

L'individu se livre aux producteurs. L'indépendance économique disparaît, la liberté politique aussi. Car l'une ne va sans l'autre et le socialisme engendre le césarisme. Les peuples se ruent dans la servitude. Après avoir bafoué l'autorité, ils veulent goûter de la tyrannie. « On a été frappé par les excès du libéralisme et l'on passe au régime de la termitière » ¹⁶, constate Jacques Bainville. Il stigmatise les changements excessifs des hommes qui passent d'une extrémité à l'autre. Là, Bainville se montre fidèle disciple de la doctrine modérée, très modérée au fond, et hautement éprise de liberté.

Il se pose, en outre, la question de savoir si le peuple français reviendra de son erreur. Comme il le croit le plus raisonnable des peuples, il est convaincu qu'il s'en repentira le premier. Et il établit là une doctrine du retour des choses. Il y a aujourd'hui un mouvement qui se produit dans un sens déterminé. Demain viendra le mouvement inverse. « On trouvera alors que l'individualisme français, qui a toujours existé, avait

¹⁵ *Le Capital*, 21 Mars 1934.

¹⁶ *La Fortune de la France*. Page 25.

du bon ». Cet éloge de l'individualisme détonne sous la plume d'un maurrassien si l'on se donne la peine de se rappeler les invectives de l'Action Française contre l'individualisme. Mais ce n'est là qu'une contradiction apparente. Il ne s'agit pas, sous la plume de Bainville, de l'individualisme en soi, général et abstrait, mais d'un cas particulier. Cet individualisme signifie liberté et Charles Maurras réprouve la Liberté mais accepte les libertés concrètes, les seules qui valent quelque chose à ses yeux.

Si l'on se permettait de faire, après l'exposé, la critique des idées de Bainville, nous dirons qu'il regarde les choses en grand bourgeois. Un bourgeois hautement renté voudra surtout s'assurer l'*indépendance*. Mais les autres veulent assurer la *sécurité* de leur vie. Lorsque les uns ont trop de choses, il est fatal qu'ils tiennent au luxe, et donc à la liberté qui en est un. Les autres qui n'ont pas grand'chose à perdre ni à conserver exigent le *nécessaire*, et ils ignorent le *superflu*. Ils ne sauraient qu'en faire. Comme l'Etat, par sa démagogie et ses partages fiscaux, donne un peu à chacun, il est normal que ceux-ci, en clients reconnaissants, se mettent sous le patronage de l'Etat, distributeur des richesses.

En *laudator temporis acti*, notre auteur regrette les temps d'avant-guerre où l'on jouissait de la liberté. Peut-être, mais le gros du peuple ne jouissait pas du bien-être d'aujourd'hui. Il est dû à la machine et à l'étatisme. La machine a accru les richesses et l'Etat les partage plus équitablement que le hasard ou la liberté ne le faisaient.

Jacques Bainville s'apitoie sur le sort de *quelques-uns*, mais il ne voit pas le grand nombre dont le sort s'embellit précieusement sous la férule de l'Etat. Il paraît croire que l'humanité se réduit à peu de gens. « *Paucis humanum genus* ». Il est logique qu'il aboutisse là, lui comme son maître. Toute conception hiérarchique est *restrictive* d'hommes. Elle réduit le genre humain à la tête qui souvent pense mal. Mais en réalité, l'homme pense à la fois avec son cerveau et avec tous ses organes, nous avertit le Docteur Alexis Carrel¹⁷. Il faut donc faire une place égale et juste à la tête comme aux pieds.

17 *L'Homme cet Inconnu*, par Alexis Carrel. Paris. Librairie Plon, 1935.



B. — Nous avons déjà dit que si la démocratie et l'étatisme n'avaient compliqué l'état social, la pensée économique de Jacques Bainville aurait peut-être été circonscrite à la notion simple de fortune acquise auquel il aurait tenu par esprit de possédant plus qu'il ne l'aurait étudié en homme de science. Faisons montrer en détail cette complication de sa pensée.



Les fermiers généraux à qui la Révolution fut fatale étaient des techniciens, experts en leur matière. Cependant les changements révolutionnaires abattirent ces hommes que Frédéric II consultait lorsqu'il décida de réformer son Etat, et qu'en France on détestait. Est-ce que la Révolution fit-elle mieux ? Nullement, répond notre auteur. La Révolution est désorganisatrice de toutes finances. Pour nous le prouver, il raconte l'expérience du duc de Gaëte, ci-devant Gaudin, grand administrateur des finances publiques.

Sieyès avait offert à Gaudin, avant le 18 Brumaire, le portefeuille des Finances. Gaudin refusa. Pourquoi ? lui demande Sieyès. — Parce que là où il n'y a ni finances ni moyen d'en faire, un ministre est inutile, s'entendit-il répondre. De là, Jacques Bainville tira la leçon que « tout était faux dans les principes de la démocratie révolutionnaire ».

Après le 18 Brumaire, Gaudin accepte de s'occuper des Finances de l'Etat. Deux écueils l'attendaient :

1° la politique de crédits. Le public ayant repris confiance pousse le ministre des Finances à une large politique d'emprunts comme en Angleterre. Il refuse sous prétexte que la France n'est pas aussi commercialiste que l'Angleterre ;

2° la politique fiscale. « Gaudin trouva, écrit Bainville, le préjugé tenace, enraciné, de la démocratie, de l'impôt direct »¹⁸. On voit poindre ici une idée familière à l'Action Française selon laquelle l'impôt doit être assis suivant un critère d'utilité, non de justice, et comme l'impôt indirect est d'un bon rendement, il

¹⁸ *L'Action Française*, 17 Janvier 1926.

faut le pratiquer assez largement. C'est ce que l'on fit au XIX^e siècle, et qui souleva des réactions de mécontentement.

La politique du rétablissement des finances fut poussée encore plus vigoureusement sous la Restauration. Elle put mener une politique d'économie. Pourquoi le pût-elle ? Parce que, selon Bainville, elle était indépendante de l'élection. Comme il n'y a pas de salut sans économies, comme celles-ci sont impopulaires, il faut que le gouvernement ne soit pas électoral. Bref, un gouvernement tel que l' imagine Charles Maurras.

Il y a bien d'autres idées que Jacques Bainville fait ressortir des faits. C'est là une méthode qui est chère à lui et à son maître. A ce dernier, jamais les idées ne lui paraissent plus belles qu'à la minute précise où elles se dégagent des choses sans l'être tout à fait. Ainsi, prenant prétexte d'un mot de Rothschild : on n'écoute pas les financiers, et le peu de solidarité bourgeoise, en 1914, au moment de la guerre, de la finance internationale qui n'a rien pu faire pour éloigner la guerre, Jacques Bainville écrit tranquillement :

« La fameuse Internationale des Capitalistes était aussi impuissante et aussi artificielle que l'Internationale des prolétaires »¹⁹. Du peu de cas que l'auteur fait des Internationales, ou voit où il veut en venir : à la solidarité nationale qui est plus forte que son ersatz internationaliste.



Sa conception économique est une charge contre l'étatisme. Il reconnaît que « le nombre de ceux qui président est aussi grand, peut-être plus (qu'avant la guerre). Mais ils ne possèdent pas assez ». Peut-être, par rapport aux besoins nouveaux. Certainement, ils possèdent plus par rapport aux temps d'avant-guerre. L'ouvrier et le paysan vivent mieux.

L'Etat économique lui paraît être dépensier. Il prend prétexte — toujours la même méthode et qui va bien avec la forme de sa pensée qui est celle des articles de journal — d'un fait particulier, le discours d'un homme politique, mort il y a quelques années, M. François-Albert. Dans un discours qui était une profession de foi, il plaidait pour les dépenses de l'Etat. Il s'insurgeait contre les économies de l'Etat. On s'imagine

19 *L'Action Française*, 3 Avril 1915.

aisément sur quel ton d'ironie cinglante a dû lui répondre Jacques Bainville, défenseur acharné de ces mêmes économies tant honnies. Injustement, croit Bainville.

Il cite, de François-Albert, ces phrases : « L'accroissement constant des budgets publics apparaît comme la conséquence inéluctable, voire le *critérium du progrès*. Chaque jour, l'individu demande davantage à la collectivité, seule capable d'assumer les grands services qui lui procurent sécurité, informations rapides, facilités de communication, ou même divertissements »²⁰.

Frappé par la seconde partie de cette citation, Bainville ajoute le commentaire suivant :

« Nous ne ferons qu'un reproche à l'auteur de cette profession de foi : jadis, Paul Lafarge avait proclamé le droit à la paresse. François-Albert proclame le droit au demi-luxe. Pourquoi demi ? Pourquoi ne va-t-il pas au luxe tout entier ? »²¹.

On voit là se révéler merveilleusement bien cette méthode de l'Action Française. Toutes les fois que sont en jeu des adversaires de sa doctrine, elle pousse leur pensée jusqu'au bout. Mais lorsqu'on s'avise à appliquer la même méthode, au maurrassisme cette fois-ci, M. Maurras s'écrie :

« Vous ne m'avez pas compris. Vous n'avez pas saisi toutes les nuances de ma pensée ».

Si nous passons maintenant à la critique de l'idée discutée par Jacques Bainville, à savoir l'opportunité des économies, nous dirons tout d'abord avoir été frappé, à la différence de Jacques Bainville, par la première partie de la citation prise du discours de M. François-Albert, plutôt que par la seconde. François-Albert voit dans les dépenses de l'Etat le *critérium du progrès*. Jacques Bainville le raille sans pitié. Jacques Bainville a tort.

L'Etat *dépense*, ne *gaspille* pas. Et s'il lui arrive de gaspiller, cela n'est pas inhérent à sa nature, mais un *défaut passager*, nullement une *tare organique*. Combien de fois doit-on répéter que tous les débuts sont difficiles ? L'Etat, étant encore inexpérimenté, est souvent maladroit. L'expérience aidant, il deviendra meilleur.

20 *L'Action Française*, 8 Janvier 1933.

21 *Ibidem*.

Il s'agit maintenant de faire savoir, afin de justifier notre position, ce que sont les dépenses de l'Etat. Que doit-on entendre par là ? Des aides aux humbles, des subsides aux pauvres. Si donc l'Etat comprime ses dépenses, il supprime ou diminue les salaires ou fournitures de toutes sortes accordés à la classe la plus nombreuse et la plus misérable. On sacrifie les « maigres ». Mais ces gens-là ont bien droit à quelques allocations et l'amélioration de leur ordinaire mérite assurément quelques bonnes inflations. Paris vaut bien une messe.

C'est pourquoi nous posons, à l'encontre de Jacques Bainville et avec toute la tranquillité que nous donne la connaissance de cet état de choses, ce principe :

L'Etat n'a pas le droit de faire des économies.

PARAGRAPHE VI

LE CAPITAL ET L'ÉPARGNE

Voilà deux notions qui étaient excessivement chères au cœur de Jacques Bainville. Le capital a une importance fondamentale et l'épargne une valeur considérable. Cette dernière s'analyse en un effort de volonté. Mais il n'y a rien de plus facile que de détruire cet effort. Si les privations que l'on fait pour épargner ne rapportent que des ennuis, mieux vaut ne plus rien épargner.

L'épargne vise à la sécurité. Elle est un acte de foi. Et quand il n'y a plus de sécurité, il n'y a plus de foi. D'épargne non plus. Jacques Bainville explique ce phénomène par la psychologie. L'homme est porté à jouir. Si donc l'épargne qui est une restriction de jouissance, se révèle précaire, l'homme fera des dépenses, la consommation et le luxe s'accroîtront.

Cette épargne est à l'origine du capital. Elle en fait la justification morale puisqu'elle représente un sacrifice fait en vue de son futur intérêt, mais qui servira aussi à d'autres, ses successeurs par exemple. Comme le dit si bien Jacques Bainville, l'épargnant pense à tout le monde.

L'autre justification du capitalisme, c'est le caractère périssable des capitaux. Ils naissent, se développent et meurent comme toutes les choses. La conclusion à tirer c'est que l'épargne ne doit jamais s'arrêter. Si elle est la source des capitaux et si ceux-ci disparaissent sans cesse, il s'ensuit que l'épargne doit se renouveler constamment. Autrement, la civilisation perd sa base et son support. On voit donc quelle importance Jacques Bainville attache à cet instinct de l'épargne, qu'il nous invite à saluer bien bas ²².



Il convient maintenant de montrer la fonction et les caractères du capital, selon Jacques Bainville. Pour ce faire, nous diviserons notre sujet en trois sections :

- 1° Capitalisme et Progrès social ;
- 2° Vanité de la richesse acquise ;
- 3° Vitalité du capitalisme.

SECTION PREMIÈRE

CAPITALISME ET PROGRÈS SOCIAL

Jacques Bainville a entendu des hommes politiques déclarer que le progrès social doit être financé par la richesse acquise. Faire payer le progrès social par la richesse acquise serait là un des principes des hommes au pouvoir. Les mêmes déclarent que ce progrès est en fonction de la démocratie. Il s'est développé parce que celle-ci s'est emparée du pouvoir. Cette vue paraît assez courte à Jacques Bainville.

Le progrès social coûte très cher. Il demande beaucoup d'*argent*. Pour le montrer, Jacques Bainville donne des exemples tirés de sa propre expérience. Il se rappelle avoir vu dans son enfance, dans la rue, des spectacles misérables épargnés aux hommes d'aujourd'hui. Il se rappelle le grand nombre d'aveugles et d'estropiés qui tendaient la main. De nos jours, grâce aux progrès de l'hygiène et des hôpitaux, pareilles choses ne se voient plus ou très rarement. Le progrès social est incontestable. Mais « on le trouverait encore plus grand, écrit notre auteur, si l'on comparaît notre époque non plus à celle qu'ont vue les quinquagénaires, mais à celle qu'ont pu voir les octogénaires » ²³. Mais pourquoi y avait-il tant de misère dans la France d'alors ? Parce que dans la France de ce temps, de 1850 à 1860, il n'y avait pas assez d'argent pour toutes les institutions de secours social que l'on voit fleurir de nos jours. La protection contre la misère et la maladie a marché de pair avec l'accroissement du

²³ *Le Capital*, 5 Octobre 1928.

bien-être général et de l'accroissement des capitaux et des revenus. Cette richesse publique n'a fait que grandir depuis une centaine d'années. De là, Jacques Bainville tire la conclusion que *le progrès social dépend du progrès du capitalisme*²⁴. La démocratie n'est que pour peu de choses dans le progrès social. Un des tenants des doctrines contre-revolutionnaires de l'Action Française se devait d'arriver à une pareille appréciation. Il veut la renforcer par d'autres arguments. Jacques Bainville écrit :

« Si le progrès social n'est qu'un progrès de la démocratie, on sera d'ailleurs en droit de demander pourquoi, à régime semblable, il est plus avancé dans un pays que dans un autre, et pourquoi les sujets de telle ou telle monarchie ont eu des retraites et des assurances bien avant les citoyens de telle ou telle république. Dans ce cas, les assurances sociales seraient dues à Guillaume II, la télégraphie sans fil à Marconi et à Victor-Emmanuel III »²⁵.

Nous tenons à répondre à cette argumentation de la manière suivante : nous ne contestons pas l'importance d'autres facteurs de progrès social, mais il faut reconnaître que la démocratie a eu sa part dans l'éclosion de ce progrès. Cela explique pourquoi, à régime semblable, un pays se trouve être plus avancé qu'un autre. La démocratie a pu s'installer dans ces deux pays, mais l'un d'eux, en vertu d'un des facteurs énoncés plus haut (machinisme, ancienne unité nationale), a pu aller plus loin que l'autre. Passons maintenant à la deuxième partie du raisonnement de Jacques Bainville. Pourquoi, dit-il, les sujets de l'Empereur d'Allemagne ont-ils eu des assurances bien avant les citoyens des Républiques. Et pour rendre plus caricaturale l'opinion de ses adversaires, Jacques Bainville, poussant son argumentation, se demande si l'on doit les assurances à Guillaume II ou la télégraphie sans fil à Victor-Emmanuel III. Nous répondrons que si les monarchies ont adopté des mesures de législation sociale, ce fut à la suite de l'extension et de la campagne menée par les idées socialistes et démocratiques. La démocratie ayant permis la floraison des doctrines socialistes,

²⁴ *Le Capital*, 5 Octobre 1928.

²⁵ *Ibidem*.

celles-ci s'imposaient partout. Ces idées révolutionnaires et dangereuses agissaient sur les monarchies comme l'éperon sur le cheval. Pour que ces idées ne leur fassent pas trop de mal, les monarchies décidèrent de se sauver en avant, selon l'expression d'un vieux stratège français, Ardant du Picq. *La législation sociale leur fut imposée par la démocratie*. Et si Bismarck et Guillaume II allèrent les premiers sur cette voie, bien avant la Troisième République, comme le lui reproche Charles Maurras après Bebel et Jules Guesde, ce n'est là qu'une simple question de circonstance. On sait d'ailleurs que si Bismarck fit des lois sociales, c'est moins par pitié pour la classe ouvrière que pour sauvegarder l'unité allemande. Toujours l'éperon démocratique.

Notre raisonnement peut encore servir contre les défenseurs de la doctrine sociale de l'Eglise. Celle-ci, disent-ils, est tout aussi socialiste ou démocrate que la démocratie et le socialisme, sauf qu'elle réproouve les violences révolutionnaires. Si donc l'Eglise est aussi hardie que le socialisme, pourquoi ne pas aller avec elle, qui, par surcroît, est une force d'ordre ? Faisant un pas de plus, ils disent : le socialisme est alors inutile. Pas tant que cela. Car si l'Eglise devint si « sociale », ce fut, comme pour les monarchies, à cause de l'éperon démocrate. Qu'il disparaisse, et le cheval ira moins loin.

*
**

Mais Jacques Bainville, lui, va un peu plus loin. A l'entendre, il n'y a pas que le progrès social qui dépende du progrès du capitalisme, mais aussi le progrès scientifique. Le capital fait marcher la science et la société. « Le progrès scientifique, écrit-il, est lié au progrès du capitalisme qui a encouragé les chercheurs, en a développé le nombre et permis l'étude désintéressée comme il a multiplié la coûteuse installation des laboratoires ». Ce qui a fait dire que le progrès de la science était fonction de la démocratie, c'est le fait qui s'est produit après la Révolution. Ce n'est là, pour J. Bainville, qu'une confusion issue d'une simple coïncidence. Allant plus loin, il nous dit que, tout au contraire, la Révolution a, par ses guerres, retardé la civilisation industrielle. A preuve, dit-il, le bateau de Fulton qui ne se répandit en Europe qu'après les guerres napoléoniennes. C'est là une idée familière aux hommes de l'Action Française. Ils accu-

sent la Révolution d'avoir déclenché la guerre en 1793. Les responsabilités sont plutôt partagées. Les monarchies ont leur part de culpabilité. C'était d'ailleurs tout naturel. La Révolution amenait des idées nouvelles menaçantes pour les pouvoirs constitués, on *devait* lui faire la guerre. La déclaration de guerre ne fut qu'une formalité. Et c'est en vain que l'Action Française, s'en prenant aux écarts de langage des Girondins, les accuse d'avoir fomenté la guerre. Ils n'en sont pourtant pas les seuls auteurs. Les hommes couronnés de l'Europe tremblaient pour leurs têtes, ou si l'on veut pour leurs couronnes. Pour celles-ci, la Révolution est une sorte de guillotine spirituelle. D'où les guerres idéologiques de 1793-1814.

Si nous avons ouvert cette parenthèse historique, ce fut pour montrer que la Révolution ne fut pas la seule coupable et donc que ce ne fut pas elle qui retarda le progrès industriel, comme l'affirmait Bainville. En réalité, ce n'est pas la Révolution qui fut fautive, mais l'instinct bien traditionnel de se faire la guerre.

**

Ayant dit que le capitalisme fomenta le progrès social et scientifique, J. Bainville ajoute à son palmarès le progrès démocratique. Il renverse la proposition révolutionnaire. Pour lui, ce n'est pas la démocratie qui fit accroître le capital, mais ce sont « les progrès de la démocratie qui accompagnent les progrès du capitalisme »²⁶. La démocratie est fonction du capital.

On voit d'ici l'importance que Jacques Bainville attache au capitalisme et que nous avons déjà laissé entrevoir dans notre introduction à l'étude bainvillienne. Le capitalisme est, selon lui, la cause de trois progrès :

- 1° le progrès social.
- 2° le progrès scientifique ;
- 3° le progrès démocrate.

La démocratie et la Révolution française n'auraient pas été possibles ni explicables sans le haut degré d'aisance auquel était parvenu le peuple français. Selon Bainville, le Tiers-Etat avait

²⁶ *Le Capital*, 5 Octobre 1928.

les moyens nécessaires pour conquérir le pouvoir. De nos jours, toute conquête ouvrière est conditionnée par le niveau de la richesse générale. De plus, et c'est là une idée à laquelle Bainville tient beaucoup, c'est avec des capitaux et par des procédés capitalistes que les ouvriers obtiennent leurs conquêtes. Par exemple, une caisse de grève est une mise de fonds constituée par l'épargne. L'ouvrier agit là comme un patron qui veut augmenter ses bénéfices. On dira qu'il y a une différence, à savoir que le patron peut emprunter. L'ouvrier le peut aussi. Car si le patron peut *emprunter*, l'ouvrier peut *s'endetter*. Le premier peut le faire jusqu'à un certain point, et le travailleur gréviste peut jusqu'à un certain point acheter à crédit chez le boulanger et le boucher ²⁷.

Tout ce qui précède est de Bainville, sauf la distinction entre emprunter et endetter qui a été faite par nous, mais qui ne trahit pas la pensée de Bainville. Nous l'avons faite pour montrer qu'il y a bien une différence — de degré, bien entendu — entre les procédés capitalistes, si l'on peut dire, de l'ouvrier, et ceux du patron. Ce dernier fait des prêts de production et l'autre des prêts de consommation. La partie n'est pas égale. Car dans le premier prêt, c'est l'emprunteur qui est la partie compétente et forte et qui peut imposer ses volontés. Il n'en est pas de même de l'ouvrier. Il est plutôt *quémandeur* qu'*emprunteur*.



En conclusion, il apparaît à Bainville que le fait de soutenir la formule d'où l'on est parti, « faire payer le progrès par la richesse acquise », c'est enfoncer une porte ouverte. « Car sans richesse, il n'y a pas de progrès ». Par conséquent la formule suppose que le progrès social dépend de la richesse. Il s'en suit *qu'il n'y a pas intérêt à la tarir*. C'est là une idée très importante pour Bainville et sur laquelle nous aurons maintes fois l'occasion de revenir. C'est aussi une vérité de La Palisse, dirait-on. Peut-être, vous répondra Bainville, mais il ne faut pas oublier qu'elle est méconnue par les socialistes et par l'étatisme qui dévore la richesse.

Là, nous avons des objections à faire. Les desseins socialis-

tes ne sont pas si noirs pour la richesse sociale. Lorsqu'ils disent : faites payer le progrès par la richesse, ils ne veulent pas la *détruire*, mais la *partager*.

SECTION DEUXIÈME

VANITÉ DE LA RICHESSE ACQUISE

Jacques Bainville est obsédé par ce qu'il y a de précaire dans la fortune. Selon lui, « le propre des richesses est de fondre »²⁸. Où sont, se demande-t-il, les biens immenses de Jacques Cœur ? Et ceux de la famille Fugger, banquier de Charles-Quint. Cela, et d'autres exemples encore, prouvent que les rois de l'argent n'ont pas fondé de dynasties perpétuelles, et les biens de main-morte sont condamnés à la dispersion. Quant aux débiteurs, ils finissent toujours par avoir raison des créanciers.

Mais pourquoi citerait-on seulement les fortunes qui sortent du commun ? La même mésaventure arrive aux Français moyens. Comme dit Bainville : « beaucoup de personnes sont mortes, avant le mois de juillet 1914, bien convaincues qu'au vingtième siècle, il ne pourrait plus y avoir de guerres. En bien plus grand nombre, des pères de familles ont rendu le dernier soupir avec la certitude qu'ils laissaient leur descendance dans l'aisance ou à l'abri du besoin parce qu'elle trouverait dans leurs héritages des fonds russes et des obligations de chemins de fer »²⁹. Mais les bouleversements monétaires ont réduit à néant ces espoirs et la fortune de se montrer telle qu'elle était : essentiellement précaire. Elle ressemblait à la santé, selon la définition d'un médecin fameux : « un état provisoire qui ne laisse rien présager de bon ».

D'où vient cette croyance à l'éternité des richesses ? De la sécurité dont bénéficièrent les capitaux tout au long du dix-neuvième siècle. Cependant on se disait dans les familles aisées que la fortune ne passait pas trois générations. On se le disait seulement, on ne le croyait pas. C'était pourtant la vérité. Un proverbe de l'ancienne France disait déjà : « Cent ans de ban-

²⁸ *Le Capital*, 17 Septembre 1935.

²⁹ *Le Capital*, 20 Mars 1928.

nière, cent ans de civière » .Cent ans, c'est trois générations, trois en haut et trois en bas, trois pauvres et trois riches.

« Il n'y a pas de riches à jamais » ³⁰, s'écrie Bainville. Les fortunes ne montent pas très loin dans le temps, et celles qui durent le font par la vertu du travail, de la spéculation ou de riches mariages. En réalité, nous ne sommes pas là devant *une* fortune qui dure, mais devant *des* fortunes nouvelles, qui se succèdent et qui se remplacent ³¹.

Les capitaux sont soumis à des destructions inévitables. De cette difficulté ou de cette impossibilité à s'approprier durablement la fortune, résultent deux conséquences :

1° La première, c'est la nécessité de l'épargne. Il faut par des nouveaux capitaux, remplacer les anciens, autrement la civilisation matérielle reculerait.

2° La guerre à la richesse acquise est absurde. Premièrement, pour le motif que la richesse acquise ne se distingue pas de l'épargne dont la société ne peut se passer. Secondement, parce que la richesse n'est jamais acquise. On la détient provisoirement. A la fin, elle vous échappe.

La conclusion de tout ce qui précède est, selon Bainville, qu'il n'a jamais été possible de fixer la fortune. La Bruyère disait déjà : « L'occasion prochaine de la pauvreté, c'est de grandes richesses ».

SECTION TROISIÈME

VITALITÉ DU CAPITALISME

On a déjà vu combien Jacques Bainville se montrait sceptique, presque avec mélancolie, à l'égard de la *durée des capitaux*. Il faut maintenant montrer l'autre face de la question et combien Bainville avait foi en la vitalité du capitalisme. Si l'*appropriation* capitaliste était éphémère, le capital, lui, étant nécessaire, est éternel. Par un jeu de bascule, ce qui tout à l'heure paraissait faible, se révèle puissant.

Cette conception de Bainville peut être vraie. Elle est surtout un apologue. Elle défend, avec beaucoup d'intelligence

³⁰ *Le Capital*, 20 Mars 1928.

³¹ *Ibidem*.

d'ailleurs, la cause capitaliste. Elle en justifie la morale. L'appropriation du capital étant précaire, il faut, pour pouvoir s'en rendre digne, travailler, sans répit, épargner sans cesse, faire constamment des efforts. D'autre part, le capital étant nécessaire, sa pérennité est assurée. C'est ce qui reste à voir et c'est là-dessus que nous allons engager la discussion.

Le plus souvent, par capital, Jacques Bainville entend le capital en *argent*. Lorsqu'il nous disait que le progrès est fonction de la richesse, il nous rappelait que si la France de 1850 ou de 1860 avait moins d'institutions d'aide mutuelle que de nos jours, cela s'explique par le fait qu'elle n'avait pas suffisamment d'argent. Ici gît une forte erreur.

Déjà Adam Smith avait vu dans l'accumulation préalable du capital la limite de la division du travail. Cependant, « il est clair, comme écrivent Gide et Rist, que dans l'ensemble de la société la division du travail épargne au contraire à chaque individu l'accumulation préalable des capitaux qui lui seraient nécessaires, s'il vivait *seul*, pour faire le même travail ». On peut appliquer ce même raisonnement à notre question. Il ressortirait alors que le progrès n'est pas une question d'*argent*, mais une question d'*organisation*. *La division du travail rend superflu le capital*.

Pourquoi Bainville n'a-t-il pas vu cela ! Parce que trop attaché à la fortune *individuelle* : ce qui est collectif dans les rapports sociaux lui a quelque peu échappé.



En dépit de toutes critiques, Bainville croit à la vitalité et à la pérennité du capitalisme. Il le compare à des morts qu'il faut qu'on tue. Et, prenant prétexte des paroles d'un orateur socialiste qui affirmait que le capitalisme tombe tout seul, qu'il s'écroule, Jacques Bainville écrit : « Le capitalisme ne « s'écroule » pas pour la raison qu'il s'est toujours écroulé. *Il est fait d'une suite des destructions et de constructions* »³². Cette idée est partout présente dans ses articles. Ce jeu de balançoire est assez familier à la pensée bainvillienne.

Si l'on pouvait, en sociologie, faire des comparaisons em-

³² *Le Capital*, 13 Février 1936. Cet article est paru après la mort de l'auteur.

pruntées à la biologie, nous dirions que le capitalisme, tel que le conçoit Jacques Bainville, peut se comparer au corps humain dont le D^r Alexis Carrel vante à la fois sa fragilité et sa nature solide.

« Notre corps, écrit-il, est d'une grande solidité. Il s'accommode de tous les climats, de la sécheresse, de l'humidité, du froid des régions polaires, de la chaleur tropicale. Il supporte également la privation de nourriture, les intempéries, les fatigues, les soucis, le travail excessif. L'homme est le plus résistant de tous les animaux. Et la race blanche, qui a construit notre civilisation, est la plus résistante de toutes les races. Cependant, nos organes sont fragiles »³³.

La même contradiction étreint le capitalisme.

*
**

Sa vitalité et ses vertus assurent la puissance aux possédants et la supériorité aux races qui le possèdent. Ce n'est pas là, pour Jacques Bainville, un vain mot. Lorsqu'il se demande : « A quoi tient la supériorité des blancs sur les peuples de couleurs », il répond sans hésitation : au capital. Raison de plus à penser à sa sauvegarde. Car s'il est persécuté, le capital peut s'en aller.

Quant aux socialistes et aux communistes, ils devraient, selon Bainville, manier plus doucement le capital. Ils sont avec lui plutôt lourds. Ils devraient l'être d'autant moins, qu'ils ont besoin de lui. « Ceux-là mêmes qui prétendent abolir le capital ne peuvent s'en passer »³⁴. Encore une idée familière à Jacques Bainville. Pourquoi le socialisme a tellement besoin de capital ? Parce qu'il est dépensier. Pour dépenser, il faut beaucoup d'argent. « D'où il suit que le socialisme ne peut, avec quelque impunité, prendre le pouvoir que dans des temps de grande prospérité, parce qu'alors il a à manger plus d'économies »³⁵. Cette vue est apparemment vraie. Il voit le socialisme à l'œuvre dans une société capitaliste, à base de monnaie. Il oublie que le socia-

³³ *L'Homme cet Inconnu*, par le D^r Alexis Carrel. Page 123. Paris. Librairie Plon. 1935.

³⁴ *Le Capital*, 7 Octobre 1927.

³⁵ *Ibidem*.

lisme est une *organisation* nouvelle de la société plutôt qu'une affaire d'*argent*.

Néanmoins, J. Bainville est convaincu qu'on ne peut se libérer du capital. On peut détester le capitaliste, on ne peut se passer de capitaux³⁶. Le communisme ne peut faire autrement. Et si le capitalisme n'existait pas, le communisme devrait l'inventer. A preuve, le bolchevisme qui n'a pu vivre que parce qu'il était entouré de pays capitalistes. Car rien ne peut vivre sans capital. Du moment donc qu'il est si nécessaire, il ne faut pas penser à le tuer. Ceux qui y pensent en ont le plus besoin.

Le socialisme a besoin de la richesse sur laquelle il puisse prélever ses dîmes. Il faut qu'il conserve les riches et leur fortune. Il ne faut pas détruire cette fortune acquise. Une fois disparue, tout s'effondrera puisque « *tout repose sur l'exploitation des possédants* »³⁷.

Ah ! l'admirable expression ! « L'exploitation des possédants » est un de ces mots qu'on devrait faire sortir de l'oubli et les appeler à une meilleure fortune, c'est le cas de dire. Pourtant, elle n'est pas que pittoresque. Elle trahit toute une mentalité, représente tout un monde d'idées, soutient maintes doctrines, anime des polémiques innombrables, et Jacques Bainville n'a fait qu'habiller, d'une forme saisissante, un état d'esprit. Jusqu'à la Révolution, une poignée d'aristocrates, exempts de charges, vivaient de privilèges et exploitaient la roture. Les idées révolutionnaires s'élevèrent contre le règne aristocratique. Non seulement, on mit les riches à l'impôt, mais on rendit l'impôt agressif. De proportionnel, il devint plus que proportionnel. D'autre part, on exempta les humbles de beaucoup de charges, en leur appliquant un impôt moins que proportionnel. Après 1789, la situation était totalement renversée. Mais la réaction ne tarda pas à se faire jour, ni la Contre-Révolution de s'affirmer, sinon réellement menaçante, du moins violente en paroles. Elle commença à plaindre les pauvres riches soumis à tant de corvées. A les entendre, il n'y avait des impôts que pour eux, mais jamais de bénéfice. Si l'on voulait les croire sur parole,

³⁶ *Le Capital*, 14 Novembre 1931.

³⁷ *L'Action Française*, 25 Décembre 1933.

on n'avait qu'à souhaiter, à soi-même, de tomber au rang bienheureux de prolétaire qui ne paie pas d'impôts.

L'importance que nous accordons à ce mot de Bainville est insigne. Il dépasse la pensée de Bainville, il touche la Contre-Révolution tout entière. Il représente sa situation par rapport à la Révolution. Cette attitude de Bainville, plaignant les possédants, rappelle une autre du même, concernant l'idée de Progrès. On y verra un pareil retournement. La Révolution avait magnifié le Progrès. Jacques Bainville se laisse hanter plutôt par l'idée de régression. Mais, étant donné la manière dont il envisage le capital, cette hantise est plutôt contradictoire. Si les choses sont soumises à un processus de destruction et de renaissance, il n'y a pas lieu à se laisser obséder par l'idée de régression. Ce serait s'arrêter seulement à un des termes de la balançoire. Mais s'il n'avait qu'une seule partie, la balançoire ne marcherait plus. Elle n'en serait pas une.

Pourtant, cette contradiction est assez significative. Elle montre comment une pensée, portée par un courant d'idées, arrive à des conceptions extrémistes. Elle peut être contradictoire, mais ce dont elle se soucie le plus, c'est de contredire ses adversaires. Par une évolution logique, elle finit à l'autre bout de la partie et est obligée de prendre une position excentrique. C'est la rançon de ceux qui ont un idéal à faire triompher. Ils exagèrent pour mieux se faire comprendre. Et les métaphores deviennent des théories.



Si l'on voulait, en conclusion, résumer la pensée de Jacques Bainville concernant le capital, nous dirions qu'il lui accorde trois caractères :

- 1° fragilité,
- 2° nécessité,
- 3° solidité.

Le capital est précaire, nécessaire et impérissable. Un rien peut le détruire, mais il reste de la plus haute nécessité pour l'homme. Il ne peut pas s'en passer. Il lui en faut à tout prix.

Frêle et nécessaire, tel nous apparaît le capital. Mais à force de nécessité, il se révèle être d'une vitalité à toute épreuve. Il

peut disparaître ici, mais il naît ou renaît là. Il est en continuelle transformation, d'où sa fragilité, mais éternellement changeant, il vit sans cesse. Il est faible et puissant, suivant le point de vue où l'on se place.

Ce qu'il a de précaire en lui ne nous fait pas oublier sa solidité. Mais qui est celui qui fait la liaison entre ces deux contraires ? C'est ce qu'il y a de nécessaire dans le capital. La nécessité lie l'un à l'autre le capital qui est fragile au capital qui est puissant, solide.

PARAGRAPHE V

LA BOURSE ET LA FORTUNE

Jacques Bainville n'est pas très tendre pour la bourse qui est un « vaste tripot ouvert en permanence sous l'égide des lois »³⁸, comme il le dit lui-même. Et il lui en veut de pressurer surtout les petits spéculateurs. Il rappelle, à ce sujet, le mot de Talleyrand à l'un de ses amis trompé au jeu : « Oui, c'est abominable, lui dit-il, mais trouvez-moi un autre moyen de gagner ». « Aussi, lorsqu'il lui arrivait de se risquer au jeu, écrit Bainville de Talleyrand, non pas pour son plaisir, mais pour gagner de l'argent, comme à la Bourse, mettait-il toutes les chances de son côté »³⁹, c'est-à-dire qu'il spéculait avec l'appui de quelque secret d'Etat. Il était donc bien informé. Il lui arriva toutefois de se tromper. Mais le petit spéculateur sans compétence a de bien meilleures raisons de perdre. Son ignorance lui est fatale. Ces petits sont dévalisés au profit des gros. C'est, comme dit Bainville, entre eux la lutte du pot de terre contre le pot de fer.

Ce qui paraît, à Jacques Bainville, être funeste aux spéculateurs, c'est l'imitation⁴⁰. Il la rend responsable de la surproduction industrielle, comme de la hausse et de la baisse boursières. « La crainte de manquer à gagner ce qu'ont gagné d'autres est aussi contagieuse que la peur de perdre. Elle produit les mêmes résultats qui sont d'ailleurs désastreux. Le boom est une fuite en avant, comme le krach est une fuite en arrière, le sauve-qui-peut succédant au profite-qui-peut »⁴¹.

Ces opinions de la Bourse sont changeantes et fragiles. Mais

38 *L'Action Française*, 8 Mars 1914.

39 *Ibidem*.

40 *Le Capital*, 18 Novembre 1930. Il parle de « l'imitation funeste ».

41 *Le Capital*, 18 Novembre 1930.

il n'y a pas que les valeurs mobilières qui soient sujettes aux variations. Les immeubles le sont également, mais cela se voit moins. Ces opinions boursières sont oubliées d'un instant à l'autre. Au contraire, aux campagnes, à la différence des villes, l'engouement est moins facile et la mémoire plus longue. On pressent ici le penchant de l'auteur, fidèle disciple en cela du maurrassisme, pour les choses agricoles. Le maurrassisme est bucolique.



Il convient maintenant de chercher la cause de ces tribulations telle que la conçoit Jacques Bainville.

Si l'on était sage, on devrait vendre à la hausse et acheter à la baisse. On ferait fortune. Et c'est dans ce sens que doit être pris le « mot » d'un financier, à qui l'on avait demandé le secret de son opulence : « Moi, disait-il, je me contente d'être bon. Il y a des moments où l'on désire des valeurs. Je cède les miennes. Il y en a d'autres où l'on désire de l'argent. J'offre le mien ».

Mais pourquoi les autres ne suivent-ils pas l'exemple précédent ? Parce qu'ils croient à l'illusion de la hausse continue ou de la baisse sans fin. Pourtant, répond Bainville, rien ne va de plus en plus ni de moins en moins, et les peupliers ne montent pas jusqu'au ciel⁴². Cependant, les hommes croient qu'un mouvement commencé dans une direction doit continuer d'une manière indéfinie, ce qui est faux, nous explique Jacques Bainville. Cette idée d'infini lui fait horreur. Elle lui apparaît être un excès et la nature, nous dit-il, a horreur de l'excès. Toutefois, il est bon de dire que de l'exagération naît la guérison. Et pour l'appliquer à notre cas, il convient de dire que « l'exagération de la hausse engendre la baisse et d'une baisse exagérée renaît la hausse. Ainsi les choses ne vont pas de plus en plus ou à l'infini, ou de moins en moins. Dans ce cas, elles auraient depuis longtemps cessé d'exister.

Mais les hommes en général et les spéculateurs en particulier ne savent pas où s'arrêter. On garde obstinément les actions dès qu'elles montent, se figurant qu'elles vont monter

⁴² *La Liberté*, 27 Octobre 1929.

encore, et l'on se défie des actions en baisse, croyant qu'elles baisseront sans fin.

Cependant, il y a une limite à tout. Même les Etats-Unis, dont les krachs boursiers sont si retentissants, ont dû le constater, à leurs frais bien entendu, et ce pays de la quantité s'est aperçu que la quantité a des bornes.

C'est là une idée chère à Bainville, mais assez éloignée de la conception maurrassienne de la civilisation matérielle. Jacques Bainville était parfois anti-maurrassien sans le savoir.

*
**

Il reste une dernière question à exposer. Pourquoi l'Etat s'intéresse-t-il à la Bourse ? Pour plusieurs raisons, nous dit Jacques Bainville :

1° Le cours des rentes en Bourse est le signe du crédit de l'Etat.

2° La Bourse est une excellente matière imposable.

3° Les opérations de la Bourse sont liées à l'activité générale des affaires. Des personnes nombreuses spéculent en Bourse pour améliorer leur train de vie. Leurs revenus ayant baissé après la guerre, ils veulent compenser cette moins-value par des plus-values résultant de spéculations. Et dans beaucoup de commerces, la clientèle diminue dès que la Bourse ne va plus. S'il y a donc une baisse persistante à la Bourse, il se produit un ralentissement des affaires et, par voie de conséquence, une diminution du produit de la taxe sur le chiffre d'affaires ⁴³.

PARAGRAPHE VI

RENTES ET RENTIERS

Le rentier, comme le capital, est soumis à la même loi de l'extinction et de la renaissance successives. Cette idée, comme on le voit et comme on l'a déjà vu, tient une grande place dans la pensée de Jacques Bainville.

Les bouleversements des derniers temps et le fisc toujours excessif, ont fait diminuer les rentiers. Les patrimoines ont fondu et le sentiment de l'insécurité des choses devient plus vif. Mais le besoin de stabilité est tout aussi fort. L'épargne existe encore, mais elle a changé de visage. Le rentier ou l'épargnant ne font plus de *placements*, ils *thésaurisent*.

Ce changement peut être condamnable, il était fatal. L'Etat démagogique honnit le rentier. Et c'est là que Jacques Bainville découvre un paradoxe. L'Etat, dit-il, réprouve la classe des rentiers, mais il crée sans cesse des rentes, en émettant des emprunts et fait constamment appel aux rentiers honnis.

**

Entre les rentiers, Jacques Bainville établit une distinction, car il y a, selon lui, deux sortes de rentiers :

- 1° le rentier privé ;
- 2° le rentier social.

Le premier type est plus ancien. Il est celui du passé avant que l'intervention de l'Etat ne devienne trop forte. C'est le bourgeois qui a épargné lentement et qui place son argent en rentes ou en valeurs mobilières.

Le rentier social a été favorisé par l'étatisme, et il est payé

par les assurances sociales et autres, sur le compte de la Caisse des Dépôts et Consignations. On trouve aujourd'hui celle-ci plus légitime. Et ce goût du rentier, remarque Bainville, passe du bourgeois au prolétaire. Cette observation est juste mais elle contredit quelque peu les idées de notre auteur. Car si l'ouvrier prend goût à la rente et à l'épargne, c'est parce qu'il a quelque chose à épargner. M. de La Palisse n'aurait pas dit mieux. Mais d'où est venu cet argent, à l'ouvrier ? Pas seulement du progrès technique, mais aussi de la démocratie étatiste et partageuse. Pour payer des hauts salaires, il faut des ressources à l'Etat, d'où le fisc et toute la politique étatiste. De son côté, Jacques Bainville a de l'affection pour les rentiers. Or, du moment que la démocratie, qu'il a critiquée sans relâche, multiplie le nombre de ces rentiers qu'il aime, ne devrait-il pas être reconnaissant à la démocratie ? Et n'y a-t-il pas là, de sa part, une certaine contradiction ?

Son maître Charles Maurras fait aux démocrates qui se plaignent de la démocratie, le reproche suivant :

« Vous détestez les mauvais effets d'une cause, mais vous chérissez cette cause ».

Jacques Bainville aussi applique, en changeant un peu, le refrain maurrassien :

Il applaudit aux bons effets d'une cause, mais il déteste cette cause.



Certes, il n'aime pas la démocratie et il ne s'en cache pas. Ses analyses des tares démocratiques sont impitoyables.

Cette critique de la démocratie, Jacques Bainville l'applique sur le terrain financier des rentiers et des actionnaires. Il voit dans la « démocratie des actionnaires »⁴⁴ une autre plaie démocratique.

Bien longtemps, on s'est plaint de l'indifférence des actionnaires. Leur absentéisme était patent. Et d'ailleurs explicable par diffusion des titres. Le titulaire de deux ou trois de ces exemplaires ne voulait pas se déranger pour si peu.

Depuis, l'actionnaire semble se réveiller, et les administra-

⁴⁴ *Ibidem.*

teurs trouvent qu'ils le font d'une manière excessive. Les actionnaires deviennent réfractaires. Ils ont appris à se grouper et défendre collectivement leurs intérêts. C'est, dit Jacques Bainville, l'avènement de la démocratie dans le sein des sociétés anonymes.

Par quels symptômes s'exprime-t-elle ? D'abord, par l'envie. Les actionnaires estiment que les administrateurs sont trop bien payés et que leurs places sont des sinécures.

Ensuite, par des demandes incessantes de relever les dividendes. Les actionnaires s'élèvent avec force contre les répartitions qu'ils trouvent parcimonieuses des bénéfices réalisés et exigent qu'on leur serve des dividendes qui fussent en rapport avec les cours cotés en Bourse.

Là, Jacques Bainville compare l'état d'esprit de l'actionnaire à celui de l'électeur. Il demande toujours beaucoup et immédiatement sans s'inquiéter des réserves à faire. C'est couper l'arbre pour avoir du fruit ou encore, parce que nous sommes à citer des proverbes, c'est tuer la poule aux œufs d'or. Et il paraît, selon Maurras et Bainville, que les actionnaires comme les électeurs n'ont pas d'autre souci. Par contre, l'état-major des grandes entreprises est au service des traditions de prudence et d'économie. Jacques Bainville estime qu'il pousse trop loin ce respect des principes sages. Car l'accumulation des revenus n'est admissible que jusqu'à un certain point seulement. C'est ici qu'il y a lieu à soulever une objection. Si les actionnaires poussent dans un sens et les administrateurs exagèrent dans un autre, il y a des chances qu'un équilibre s'établisse, qui marquerait le juste milieu. Par conséquent, la démocratie des actionnaires qui aboutit à un si merveilleux résultat, n'est pas aussi mauvaise que le laisserait entendre Bainville, qu'elle est donc une bonne chose et que la démocratie en est une encore meilleure. Mais Jacques Bainville n'est pas du même avis. Et il estime que les excès des administrateurs sont préférables à ceux des actionnaires. Mieux vaut accumuler que gaspiller.

La conclusion que Bainville tire de tout ceci est que la démocratie des actionnaires comporte pour la gestion des entreprises industrielles les mêmes dangers que le suffrage universel entraîne pour les finances publiques ⁴⁵.

⁴⁵ *Le Capital*, 11 Septembre 1930.

PARAGRAPHE VII

LES ASSURANCES SOCIALES

Il les traite de « monstre législatif » ⁴⁶ ou encore « d'arrière-garde du progrès » ⁴⁷.

Il constate que la France est très en retard sur les autres pays, l'Allemagne par exemple, en ce qui concerne les assurances sociales. Pour pallier à cet état de choses, la République forgea une loi que Bainville tient pour une espèce de monstre ⁴⁸.

La France a prétendu, en forgeant cette loi, se régler sur l'exemple de l'Allemagne. Mais, dit Bainville, en citant un mot de Molière : « quand sur une personne on prétend se régler, c'est par ses beaux côtés qu'il lui faut ressembler ». Mais la loi française a surtout accumulé les défauts et charges de ses devancières.

Cependant, note Bainville, en copiant les autres on aurait dû s'instruire de leurs expériences. Mais la loi française fut une mauvaise copie. Et il se demande quand la République fera-t-elle quelque chose d'original ⁴⁹.

*
**

Par l'étatisme, les rentiers sociaux prennent la place des rentiers privés. Cependant, les assurés sociaux doivent savoir qu'ils vivent de leur capital et que celui-ci, tout comme le capital privé, est sujet à disparaître. Pourtant la démocratie, qui a tant intérêt à faire vivre ses rentiers, se met, par son fisc, à dévorer le capital. Oui, répondrons-nous, mais pas *son* capital.

⁴⁶ *La Liberté*, 20 Janvier 1930.

⁴⁷ *La Liberté*, 17 Juin 1929.

⁴⁸ *Ibidem*.

⁴⁹ *Ibidem*.

Et puis elle ne *détruit* pas le capital. Elle le *rafle*. Elle le prend sous sa protection afin de mieux le distribuer.



Mais il y a un autre problème que Jacques Bainville a soulevé en traitant de la loi des assurances sociales. C'est celui des rapports entre l'Etat et le médecin. Nous tenons d'autant plus à le soulever que l'Action Française a mené là une politique quelque peu démagogique. Elle a fort longtemps fait la cour au corps médical. Il y avait souvent des banquets d'Action Française dédiés aux médecins. On vantait là cette puissance d'observation des médecins qui leur vient du métier. On la rapprochait de la même vertu d'observation que l'on croyait trouver dans les colonnes du journal royaliste. On ⁵⁰ faisait apprendre aux médecins que le mot de réaction a, en médecine, un très beau sens, assez voisin de celui que lui prêtent les penseurs de l'Action Française. La santé, par exemple, est une réaction contre la maladie. Par conséquent, la réaction royaliste était la santé même. Ces vérités médico-politiques corroboraient les pensées de Charles Maurras où il était dit que la démocratie est à la fois le mal et la mort. En un mot comme en cent, on faisait dans les banquets des médecins royalistes de la politique traditionnelle avec des images empruntées à la biologie.

Ce court avant-propos était nécessaire pour comprendre la position de l'Action Française et les vues de Jacques Bainville.

Par l'étatisme et les lois sociales, le corps médical est asservi à l'Etat. Jacques Bainville craint que cet assujettissement n'entraîne un abaissement du niveau scientifique de ce corps ⁵¹. En d'autres termes, la sécurité du salaire amènerait — le médecin n'étant plus alors qu'un fonctionnaire — le désintéressement et l'indifférence du médecin. C'est à la fois une injure et une contre-vérité.

Une injure, car on pourra se dire : le médecin ne s'instruit donc que pour gagner de l'argent ?

Une contre-vérité, car dans une société étatisée ou communisée, le goût de l'instruction ne disparaîtra pas pour autant. Il

⁵⁰ *Paul Bourget.*

⁵¹ *Ibidem.*

y a aujourd'hui des savants qui vouent leur vie et leurs recherches à l'étude d'une discipline ou au progrès d'une science. Il y en aura demain aussi ; et comment la fonctionnarisation de la société les arrêtera-t-elle dans leurs recherches ? Au contraire, la sécurité qu'elle leur fournira les aidera grandement dans leurs tâches.

Mais nous n'avons parlé que de ceux qui sortent du commun. Quant aux autres, l'Etat tout puissant de demain, disposant des grands moyens de contrôle et de pression, saura faire entendre raison aux médecins fonctionnarisés et les mettre au travail. Si l'instruction est une question de bibliothèque, il sera facile à l'Etat collectiviste d'en bâtir et de faire mener par groupes les médecins aux choses de la culture. Tous à la bibliothèque, aux heures indiquées par l'Etat.

PARAGRAPHE VIII

LA CRISE

Jacques Bainville en donne une explication qui se rapproche beaucoup de la version d'Alain dans « Le Citoyen contre le Pouvoir ».

Prenant prétexte d'une phrase de Bergson, cueillie dans « Les deux sources de la morale et de la religion », où il était dit :

« Si la terre produisait beaucoup plus, il y aurait beaucoup moins de chances pour qu'on ne mangeât pas à sa faim »,

Bainville se demande à la lecture de cette phrase qui n'est pourtant pas une lapalissade, si vraiment il est toujours évident « que l'abondance doive régner parce qu'on aura produit beaucoup ». En dépit de l'évidence, il ne le croit. Pour une fois, cessant d'être cartésien et maurrassien, il cherche la vérité avec plus de minutie. Et il trouve qu'on peut souffrir de faim malgré l'accroissement de la production mondiale.

Selon lui, ce qui faisait que la famine ravageait, dans l'ancienne France, une contrée, tandis que le blé pourrissait dans une autre, c'est le manque de transports. Aujourd'hui, ils ont fait des bonds. Néanmoins, la crise est là et les planteurs du Brésil ont pris l'habitude de brûler leur café. Pourquoi cela ? La raison est toute trouvée : « On peut concevoir, écrit Jacques Bainville, un état de choses tel que le transport d'une marchandise coûte infiniment plus que la marchandise elle-même »⁵². Il se peut que, du moment où il sort à celui où il est consommable, l'objet soit grevé de tant de frais et de taxes que son prix devienne prohibitif. On sait que les œufs qui coûtent, à la cam-

52 *L'Action Française*, 23 Mars 1932.

pagne, trois francs la douzaine, sont, à Paris, vendus à vingt sous la pièce. Et le prix d'un légume double entre les Halles et la boutique du fruitier.

Au bout de ce raisonnement, Jacques Bainville finit en une conclusion plutôt mélancolique : « Qui sait, se dit-il, si notre civilisation ne périra tout simplement parce qu'elle aura fini par coûter trop cher » ⁵³.

**

Si crise il y a, il faut, en outre de l'explication, connaître les remèdes ou les moyens d'y faire face. Pour Jacques Bainville, les peuples ou les individus qui se tireront le mieux de l'affaire sont ceux qui auront le moins de besoins. Il faut les restreindre, la crise étant précisément une restriction.

Le tournant de la crise est toujours difficile. Mais Jacques Bainville a foi dans la vitalité du capitalisme. Il est convaincu que ce dernier saura passer avec bonheur la tourmente. A preuve, sont les pays capitalistes où le capital a été le moins touché auparavant. Ces pays-là résistent le mieux à la crise. Il y a dans cette affirmation de Bainville un essai de justification du capitalisme. Car si ce sont justement les pays qui ont le moins persécuté le capitalisme qui ont le mieux tenu, il s'ensuit qu'il ne faut pas faire de mal au capitalisme si l'on ne veut souffrir beaucoup trop dans les moments critiques.

Cette tentative de justification est assez ingénieuse. Mais il y a une autre relation bainvillienne qui n'en est pas moins hardie. Il apparaît à Jacques Bainville qu'avec le capitalisme disparaît aussi le capital. Il semble nous dire par là ceci : si vous voulez conserver les capitaux, gardez les capitalistes.

C'est là un raisonnement pour le moins inattendu. En tout cas, il est vicié à la base, vu que l'étatisme, qui est un capitalisme d'Etat, peut confisquer la fortune des capitalistes. On doit voir dans cette idée bainvillienne une tentative faite pour lier le sort des richesses possédées à celui des possédants. Toujours le souci de la fortune acquise ! Et surtout celui des fortunés !

**

En conclusion, il apparaît à Jacques Bainville que la crise est

53 *L'Action Française*, 23 Mars 1932.

due à un excès de machinisme et de la civilisation industrielle. Elle a le plus fortement touché les pays où l'industrialisme est devenu envahissant, tel l'Angleterre. Car, dit Bainville, « on ne nourrit pas quarante-cinq millions d'Anglais avec cinq millions d'Agriculteurs, ni même soixante millions d'Allemands avec quinze ou vingt millions de paysans. Comme les autres, les excès de la civilisation de l'usine se paient. Si tout le monde fait de l'acier et de la cotonnade et si personne ne fait de pain, c'est aussi absurde que si tout le monde composait des poèmes lyriques ».

Ces idées de Bainville annoncent ce qu'on pourrait appeler la base paysanne de sa doctrine.

PARAGRAPHE III

PAYSANS

Pour les mêmes raisons de paix sociale et de hiérarchie que Charles Maurras, Jacques Bainville montre de l'intérêt et même de l'affection pour la classe paysanne et la vie des campagnes.

Paix sociale, car la dispersion des campagnes milite contre les luttes civiles et les revendications des classes laborieuses s'y font moins violemment sentir.

Hiérarchie, car il faut bien que des milliers d'hommes s'adonnent à des travaux pénibles afin d'entretenir une minorité par qui vit la civilisation. *Paucis humanum genus.*

Par leur travail, les paysans fournissent la nourriture à tous. Cela est bon. Il serait encore meilleur si cela pouvait durer. Malheureusement, les campagnes se dépeuplent, et Bainville déplore cet exode. On aura les conséquences, dit-il. Et de commenter avec tristesse les statistiques. En 1881, le pourcentage de la population paysanne par rapport à la population totale était de 48 %. En 1923, elle n'est plus que de 33 %. La France n'a plus une large base paysanne. Un beau jour la terre peut lui manquer sous les pieds. C'est en prévision de cette chute qu'il écrit :

« La France commence à ne plus être un pays qui se nourrit lui-même » ⁵⁴.

Il voit ce qui se passe en Angleterre où il n'y a plus que cinq millions de paysans. Il ne veut pas que la population des villes où l'on vit mieux s'accroisse beaucoup trop. Pourquoi ? Parce que le nombre affluant aux villes confisquera ses privilèges à la bonne minorité qui jouit des biens de la vie. Il ne faut pas éten-

54 *L'Action Française*, 6 Avril 1924.

dre le nombre des oisifs sous peine de les faire noyer dans la masse. Toujours le *parcis humanum genus*.

Jacques Bainville voit avec chagrin les campagnes se dépeupler. Mais si l'exode des paysans peut amener une *situation critique*, il n'est pas *critiquable*. Il peut être critique tant qu'il se fait plus vite que le progrès de la machine qui accroît les subsistances des hommes et peut en conséquence libérer les bras. Pourtant, il n'est pas critiquable. Car si la vie douce est bonne pour une minorité, elle doit l'être tout autant pour le grand nombre. L'amour de la facilité n'est pas le monopole des oligarchies. Il est chevillé au cœur de tout homme.

*
**

Il résulte de ce qui précède que Bainville, comme toute l'école de l'Action Française, accorde une importance insigne aux choses agricoles. Parfois, cet amour de l'agriculture le rapproche des physiocrates et telles de ses phrases ont un son qui rappelle l'école de Quesnay. Ainsi Jacques Bainville nous dit que les paysans *produisent* leur nourriture, tandis que le travail des autres ne sert qu'à la *gagner*. De là, il tire la conclusion que le dépeuplement des campagnes est un malheur parce que le nombre des créateurs de richesses diminue. Peut-être, mais la machine peut suppléer aux bras qui font défaut.

PARAGRAPHE IX

COMMENT PLACER SA FORTUNE

Nous avons vu l'intérêt que Bainville porte aux choses agricoles. Nous le verrons aussi dans ce paragraphe où l'on rendra compte d'un livre de Bainville : « Comment placer sa fortune », et où il donne des conseils pratiques pour bien gérer sa fortune.

Ecrit en 1919, ce livre se ressent des conditions d'insécurité d'alors et c'est en vue de parer à cette instabilité qu'il a probablement été écrit. Il rappelle la longue période de sécurité de 1814-1914 qui a fait tant pour la baisse de l'intérêt d'où la théorie du taux décroissant dudit intérêt. Aujourd'hui, l'intérêt s'est relevé parce que des capitaux ont été détruits. Au dix-neuvième siècle, à cause de la baisse de l'intérêt et de la stabilité sociale, les rentiers s'inquiétaient davantage des revenus qui baissaient par la baisse de l'intérêt que de leurs capitaux qui paraissaient immuables. Aujourd'hui la situation est renversée. Il y a une telle hausse de l'intérêt et une telle série de faillites que l'homme doit se soucier davantage de son capital qui peut fondre du jour au lendemain que des revenus qui peuvent monter par suite de la rareté des capitaux. Il y a eu un ébranlement touchant toutes les fortunes. De là, Jacques Bainville déduisait la probabilité des grandes crises financières, sinon des catastrophes. Cette déduction fut une prophétie. Car retenez la date : c'est 1919. Or en 1929 il y eut cette catastrophe dont parlait Bainville au seuil de la paix.

L'insécurité étant si grande, il ressort pour Bainville que des nouvelles méthodes de gestion de patrimoines s'imposent. Les placements doivent changer d'objets. Ils doivent se porter

de préférence sur les biens immobiliers : immeubles ruraux ou urbains. « La terre, les maisons, les prêts couverts par une hypothèque large et précise, voilà, s'écrie Jacques Bainville, les premières valeurs sans lesquelles une fortune est construite sur des sables mouvants ».

Pour Bainville, on assistait alors à une revanche des anciens placements en immeubles, délaissés entre temps pour les valeurs mobilières. On y revient pourtant. Car toute richesse part de la terre et dans cette période d'insécurité, il est bon de voir que la propriété immobilière est stable. D'où viennent, selon Bainville, cette sécurité et cette stabilité ? De l'extrême division de la propriété française. Il y a cependant une tache sur ce tableau lumineux : le dépeuplement des campagnes.

A côté de l'achat des terres et des immeubles, Bainville recommande des placements hypothécaires. Il le fait à deux conditions :

- 1° qu'il s'agisse d'une première hypothèque ;
- 2° la valeur de l'immeuble doit dépasser la valeur du prêt. Pour un immeuble de 200.000 francs, un prêt de 100.000 francs ;
- 3° le délai de remboursement doit être à courte échéance.

Quant aux emprunts d'Etat, il préfère les rentes amortissables aux rentes perpétuelles et s'il s'agit des emprunts étrangers, il préfère les titres des Etat-Unis dont la richesse est grande. Pour ce qui est de l'Europe centrale et orientale, elle doit, pour longtemps, être évitée par les capitaux, à cause de son insécurité.

S'il s'agit plus particulièrement des *actions* de chemins de fer, l'enthousiasme de Bainville est plutôt tiède. Elles lui paraissent être écrasées de charges. Par contre, il recommande les *obligations* de chemins de fer. « Autant les placements en *actions* de chemins de fer, écrit-il, doivent être écartées pour les raisons que nous avons dites, autant les *obligations* peuvent être recherchées » ⁵⁶.

Quant aux valeurs industrielles, il ne les conseille pas aux portefeuilles modestes. Pour ceux-ci, elles sont autant de billets de loterie. Quant aux *obligations* industrielles, cette fois-ci, elles peuvent être recommandées. Là, Jacques Bainville suit la même conduite qu'à l'égard des titres de chemins de fer.

⁵⁶ *Comment placer sa Fortune*, par Jacques Bainville. Page 161.

Pour ce qui est des valeurs des banques et des sociétés de crédit, notre auteur dénonce leur caractère dangereux, à cause de l'absence de contrôle des actionnaires sur la marche des affaires sociales. Mais, en parlant de la démocratie des actionnaires, qui précisément suppose un contrôle du marché par le grand nombre des intéressés, Bainville la critique. Mais, en même temps, il se contredit.

S'agit-il maintenant de la Bourse, Bainville voit le danger des spéculations à terme, mais celles au comptant lui paraissent être moins terribles.

Ayant passé en revue toutes ces valeurs, Bainville se demande, en conclusion, quels peuvent bien être les tâches et les besoins des temps présents. Une chose lui paraît certaine : la France ne peut plus être un pays de rentiers. Il faut accroître la production et diminuer le nombre des oisifs. Et il exhorte les générations nouvelles à être plus entreprenantes.

On a dit que les Allemands ont un tempérament d'actionnaires, c'est-à-dire qu'ils sont aventureux et pleins d'initiative, tandis que les Français qui se contentent vite, de peu, ont un tempérament d'obligataires. Jacques Bainville voudrait les voir changer d'humeur et se faire eux aussi une mentalité d'actionnaires. Car la production d'aujourd'hui, fiévreuse et pleine d'aléas, exige de la part de ses maîtres des vertus d'audace. Telle est la conclusion de Jacques Bainville.

Si l'on voulait faire une critique des vues de Jacques Bainville, on dirait qu'elles sont très modérées. Bainville, ou le Sage de la Finance ⁵⁷.

57 *Revue Universelle*, 1^{er} Mars 1936. Page 534. Marcel Chaminade.

CHAPITRE II

LE FISC

C'est la bête noire des hommes d'Action Française. Ils voient en lui celui qui disperse les patrimoines et met en pièce les fortunes les mieux assises. Ils voient en lui un partageux. Il est celui qui veut prendre aux uns le superflu, pour donner aux autres le nécessaire. Il égalise les situations, nivelle les fortunes. Egalitaire et partageux, il méritait à double titre le blâme de l'Action Française. Elle est une doctrine hiérarchiste et le fisc est un fait égalitaire. Elle est anti-collectiviste et le fisc nationalise les fortunes. Ce qui est pour l'Action Française le comble de l'absurdité car, selon elle, la nationalisation des fortunes amène leur contraire : la dénationalisation. Elles entrent dans les mains des financiers étrangers.

Jacques Bainville, comme Charles Maurras, brosse un tableau très chargé de la fiscalité moderne, qu'il juge excessive. En combattant le socialisme fiscal, Bainville se conforme à son attachement pour les fortunes acquises et pour les possédants de l'exploitation desquelles le monde, paraît-il, vit. Mais, d'autre part, il se contredit. Une des idées les plus fortement enracinées dans la pensée de Jacques Bainville est celle de la renaissance et de l'extinction des capitaux. Le capitalisme est pour lui une suite de destructions et de constructions. Les capitaux disparaîtront sans relâche, d'autres se feront. Les places laissées vacantes par les uns, seront occupées par les autres. Si ce processus était vrai, il s'ensuivrait que le socialisme fiscal serait sans portée aucune. Car si grands que soient les droits d'héritage, par exemple, et si destructifs qu'ils soient, ils n'em-

pêcheront pas d'autres capitaux et d'autres fortunes de se faire. Au contraire, nivellent-ils les fortunes, c'est-à-dire les font-ils disparaître sans aucune chance, pour les autres, de les faire renaître, il résulte alors que le fisc a une grande portée. Mais du coup, la pensée bainvillienne ne cesse d'être contradictoire que pour devenir fausse. Car s'il y a quelqu'un — le fisc en l'espèce — qui peut empêcher cette suite de destructions et de constructions de capitaux de se dérouler, il s'ensuit que l'idée de Bainville n'est plus conforme aux faits et que le capitalisme n'est pas une suite ininterrompue de morts et de renaissances, vu qu'il y a quelqu'un qui peut le tuer net, sans espoir de résurrection : le fisc.

La position de Bainville est assez embarrassante. Il accable le fisc de ses railleries ou le comble d'attaques. Cela veut dire que le fisc n'est pas inefficace et qu'il dévore les fortunes en appauvrissant le pays. Il a donc ses raisons, en critiquant le fisc. D'autre part, s'il a vraiment la foi dans la résurrection des capitaux — et il doit bien en avoir, vu que c'est là, pour lui, une vérité essentielle — il ne doit pas se soucier outre mesure des empiètements du fisc. Il n'y a plus alors de raison de s'en prendre à la confiscation fiscale, attendu que les fortunes se referont fatalement. Si les unes meurent, d'autres naîtront, et les trous seront bouchés.

L'idée de l'efficacité du fisc — attestée par les attaques maurrassiennes — et celle de la renaissance continuelle des capitaux jurent d'être ensemble. Ou le capital renaît sans cesse et le fisc est impuissant à lui faire quoi que ce soit, mais alors pourquoi critiquer le fisc. Ou bien le fisc est vraiment efficace et les attaques de l'Action Française sont logiques, mais alors les capitaux ne naîtront plus à l'infini ; le fisc les tuant définitivement à la longue. Dans ce cas, si Bainville avait eu des raisons à attaquer le fisc, il n'aurait plus de raisons de soutenir son idée sur la renaissance des capitaux. Bref, on a à choisir entre l'efficacité du fisc et la vitalité du capitalisme. Si le capitalisme n'a pas de mort, le fisc n'aura pas d'efficacité et vice-versa. Mais alors, en attaquant le fisc on se contredit ou bien on soutient une idée fausse, celle de la vitalité des capitaux. Le raisonnement bainvillien a donc le choix entre la contre-vérité et la contradiction. Si l'idée de la vitalité du capitalisme est vraie, alors Bainville se contredit en attaquant le fisc, parce que ses

empiètements seront sans valeur devant la force du capital ; la vitalité de ce dernier se rira des confiscations du premier. A-t-il raison, Bainville, de critiquer le fisc ? Cela veut dire que le fisc est très efficace contre le capital, qu'il peut le tuer pour toujours et que par conséquent l'idée de la vitalité du capitalisme n'est pas d'une vérité à toute épreuve. Le fisc la secoue de trop.

PARAGRAPHE I

LES IMPOTS

Déjà, Charles Maurras nous disait que la République ne saurait faire des réformes. A sa suite, Bainville nous assure que toute réforme financière est chimérique en régime électif ¹. Celui-ci n'arrive pas, à cause de ses besoins démagogiques, à proportionner les dépenses à ses recettes. De là surgit l'inflation qui n'est que la destruction de la monnaie. *L'inflation est la seule issue pour une démocratie*. C'est là une autre des idées-mères de Jacques Bainville.

Il ne voit comme remèdes à cette situation que deux solutions d'assainissement financier, en dehors bien entendu de la suppression de la démocratie :

1° aliénation par l'Etat des ruineux monopoles publics. Qu'il les vende aux particuliers. Encore, cette mesure ne suffirait-elle pas. D'où :

2° la restriction de la consommation. Cela ne peut être fait que par des impôts de consommation. J. Bainville préfère les impôts indirects aux impôts directs. Il lui apparaît toutefois que les impôts indirects sont contraires aux dogmes de la démocratie. Bien plus, ils sont irréalisables en démocratie ².

Il est facile de faire la critique de cette deuxième solution préconisée par Bainville. On n'est pas forcément obligé de réduire la consommation, car on a le *choix* entre une *consommation réduite* et une *production accrue*. Jacques Bainville s'imaginait que la société est poussée malgré elle à réduire son train de dépenses si elle veut faire face aux déficits. Mais on peut combler ce déficit en accélérant la production.

¹ *L'Action Française*, 2 Novembre 1925.

² *L'Action Française*, 8 Novembre 1925.

La réalité est bien plus souple que ne le pense Bainville et l'Etat peut bien faire l'économie d'une époque de pénitence, à condition de procéder à une intensification des activités sociales. Et c'est là que la contradiction du raisonnement bainvillien éclatera davantage. Car pour accroître cette production, il faudra la rationaliser et donc la collectiviser. Il n'y a que la production en grand qui donne de gros bénéfices. Il faudra l'étendre au détriment des artisans. Mais l'Action Française recommande une politique artisanale. Jacques Bainville et l'Action Française sont logiques avec eux-mêmes. En effet, ils sont les défenseurs des artisans. Cette économie artisanale n'est pas très productive. Elle est même ruineuse pour le progrès. Comment va-t-on faire face aux déficits de l'économie artisanale ? En la supprimant ? L'Action Française n'en veut pas. Il ne reste qu'à se restreindre. Jusqu'ici, Jacques Bainville et l'Action Française se sont montrés logiques. Voici où la contradiction s'affirme : c'est lorsqu'ils accusent la démocratie de gaspiller l'argent. Mais si l'économie démocratique est dépensière, l'économie artisanale est ruineuse. C'est une production en détail ou le principe d'économie est par trop malmené.

Sans doute, dans ses essais de collectivisation et d'étatisme, c'est-à-dire de production en série, la démocratie peut commettre des erreurs qui ne sont que des maladresses. *L'artisanat, au contraire, est une erreur en lui-même.* La démocratie peut faire des gaffes, mais l'économie artisanale est la suprême erreur. Tout ce qui est ou qui favorise la petite production, en détail et anti-économique, tels le corporatisme ou l'artisanat ou le commerce en détail, sont autant de régressions économiques.

On recherche avec passion les crises de la démocratie, mais on oublie que l'économie artisanale est elle-même tout une crise. Si la démocratie peut être cahotante, si elle a ses bas, elle a aussi ses hauts mérites, tandis que *la production en détail est une crise permanente.* Elle recule lentement mais elle recule sans cesse.

N'étant pas fiévreuse comme la production en grand, l'économie artisanale a pu sourire aux tenants de la Contre-Révolution et de la paix sociale. Malheureusement cette paix était acquise au prix de restrictions innombrables.

Et c'est ce caractère artisanal de l'économie préconisé par

l'Action Française qui nous a fait, entre autres, croire à sa modération économique. Là, l'Action Française ne veut pas faire du zèle ³.

3 Il reste à soulever un autre point. Jacques Bainville est un des tenants de la fortune acquise. Il défend les possédants. Il était normal qu'il s'insurgeât contre les droits d'héritage qui tuent cette fortune acquise.

Cette idée est, entre autres, justifiée comme il suit : l'étatisme a de gros besoins d'argent. Il s'attaque aux fortunes, mais il les dévore et n'a plus rien à en tirer ensuite. L'Etat détruit l'argent dont il a besoin. Il le déteste, mais court après lui, une fois ce dernier détruit. Encore une idée très chère à la pensée de Jacques Bainville.

PARAGRAPHE II

LE SOCIALISME

Avec la démocratie, le socialisme est un autre destructeur de patrimoine. Il ruine la société et détruit les monnaies ⁴. Rien ne lui résiste.

Selon Bainville, le socialisme est une machine à tuer les monnaies. Ce mot de Jacques Bainville rappelle celui de M. André Tardieu aux élections de 1932 : « Le socialisme au pouvoir, c'est le franc a un sou ». Et en effet, nous eûmes le socialisme et le franc Bonnet.

Mais pour Bainville, la situation se présente en plus noir. La guerre de 1914-18 a détruit les richesses. A son tour, le socialisme s'est greffé sur cette guerre, aggravant la destruction des biens. Comme le dit, en une formule imagée, J. Bainville :

« Le drame de l'Europe après 1918 c'est que le socialisme est venu se greffer sur la guerre, comme les épidémies et les incendies s'ajoutent aux tremblements de terre » ⁵.

Commentant cette forte parole de J. Bainville, M. Gignoux, dans la préface écrite pour l'ouvrage posthume de Bainville, « La Fortune de la France », nous dit que le socialisme fut par rapport à la guerre de 1914 « une destruction qui s'ajoutait à une autre destruction » ⁶. Mais cette destruction est plus insidieuse que celle causée par les obus. C'est là encore une idée maîtresse de la pensée bainvillienne comme de la doctrine maurrassienne. Selon Bainville, le socialisme ne tient plus sur les barricades. Il n'est pas dans les rues, il s'est infiltré dans les lois. Il n'est plus violent, il est devenu efficace. D'incendiaire, il devint avisé.

⁴ *La Liberté*, 21 Décembre 1927.

⁵ *La Liberté*, 21 Décembre 1927.

⁶ *La Fortune de la France*. Page IV.

Jadis, les socialistes fougueux voulaient pendre les propriétaires. Aujourd'hui on les détrouse paisiblement ; on leur laisse la vie. Ils ont gardé leurs propriétés, mais par le jeu des impôts ils en tirent un revenu toujours moindre. Ce très curieux phénomène a beaucoup intrigué Jacques Bainville. Le socialisme s'évanouit au moment où il triomphe, c'est-à-dire qu'il se fait invincible pour pénétrer partout. Il n'y a qu'en Russie qu'on a fait du socialisme brutal. Ailleurs, on fit du *socialisme édulcoré et progressif*⁷. Il se fit bonhomme et pour vaincre, il chemina lentement. Avec le temps, on se réveillera socialisé jusqu'à la moelle.

En Russie, le socialisme *détruisit* le capital. En France ou en Angleterre, on le *vulgarisa*. On fit des hommes une poussière de petits rentiers. Cela durera-t-il ? Jacques Bainville en doute.

Cependant, qu'il soit brutal ou feutré, le socialisme est destructif. Pour échapper à cette destruction, il faut se débarrasser du socialisme. Telle est la conclusion de Jacques Bainville. Et il donne l'exemple de l'Italie avec Mussolini et celui de la France avec Poincaré. Ces redressements sont des bonnes choses à condition de ne pas les remettre en question et « de ne pas tomber un peu plus bas après chaque opération de sauvetage ».



Ennemi tenace du socialisme, Jacques Bainville se révèle un défenseur acharné et même ingénieux du capitalisme. Il arrive à faire endosser au socialisme la responsabilité des erreurs du capitalisme. La thèse est brillante, en est-elle vraie ?

Reprenant un « mot » du pape Pie XI au cardinal Innitzer, le socialisme aurait pu — s'il pouvait être personnifié — lui dire : « Taisez-vous, Monsieur, avec vos beaux raisonnements, vous me dérangez l'esprit ».

Pour notre part, nous mettrons notre devoir à le faire parler. Jacques Bainville prend prétexte d'une étude du professeur Von Mises où il est dit que l'étatisme est la cause de la crise capitaliste autrichienne. Il lui paraît difficile qu'une institution

⁷ Cette expression n'appartient pas à Jacques Bainville. Elle nous appartient et nous l'avons employée parce qu'elle rend compte, en trois mots, des idées de Jacques Bainville à ce sujet.

capitaliste puisse prospérer dans un milieu socialisé ou socialisant, et si le capitalisme dégringole, ce n'est pas dû tant à sa mauvaise constitution qu'à une politique anti-étatiste. On proclame, dit-il que le capitalisme a fait faillite au moment précis où l'on récolte les fruits d'une politique économique anti-capitaliste et d'une économie trop dirigée⁸.

Si donc le capitalisme a pu se révéler mauvais, c'est parce qu'il s'est laissé pénétrer par le socialisme⁹ et par, ce qui est le pire dans le socialisme : l'habitude de compter sur l'Etat sauveur. Cela engourdit ses vertus d'initiative et d'entreprise. L'Etat-Dieu lui fit du mal.

Mais le capitalisme sait se venger. Car il fait dépendre, de ses variations, les variations même du socialisme. Jacques Bainville donne raison à Mussolini qui avait dit que la décadence du socialisme suit celle du capitalisme. Pourquoi cela ? Parce que, selon Bainville, le socialisme vit en parasite sur le capital. Il disparaît si celui-ci vient à être détruit. C'est pourquoi Bainville fait dire que même le communisme a besoin du capital et que s'il ne l'avait, il faudrait l'inventer. A tout cela, Jacques Bainville ajoute sa foi dans la durée du capitalisme. Celui-ci, dit-il, ne saurait disparaître qu'avec le capital. Il y a là, de la part de Bainville, une illusion. Le capitalisme, organisation *juridique*, n'est pas forcément solidaire du capital, création *technique*. Ils peuvent vivre ensemble, ils ne sont pas nécessairement liés l'un à l'autre. La loi peut changer, la technique reste. Si le législateur proclame l'*abolition* du capitalisme, il ne sous-entendra pas la *destruction* des machines ou même du capital-argent. Les machines ou le capital-argent resteront, mais à la charge de l'Etat. Par conséquent, dire comme le fait Bainville que le capitalisme ne saurait disparaître qu'avec les capitaux, signifie que l'Etat sera à jamais incapable de diriger les ressources économiques de la collectivité. Pourtant, l'étatisme dure, et même il fait des progrès. Comment concilier cette durée et cette avance avec l'impuissance supposée de l'Etat ?

On nous dira :

— Il dure, mais il le fait mal.

— Plutôt, imparfaitement. Avec le temps, il va s'améliorer.

⁸ *Le Capital*, 12 Septembre 1932.

⁹ *Ibidem*.



Poursuivant sa critique des contradictions et des méfaits du socialisme fiscal, Jacques Bainville souligne un fait bien patent. La Caisse des Dépôts et des Consignations dont dépendent tant de prolétaires, possède des actions. L'Etat, en mettant des impôts sur ces actions, soumet au sacrifice fiscal les prolétaires. Ceux-ci seront pincés comme de vulgaires bourgeois, écrit avec satisfaction Jacques Bainville. « Il résulte de là, écrit-il, que tout ce qui atteint la fortune des capitalistes privés et qui semble pain bénit pour les prolétaires, atteint aujourd'hui les prolétaires comme les affreux bourgeois. L'Etat socialisant est arrivé à ce point de contradiction qu'il dépend de la continuation du système capitaliste, système auquel, d'autre part, il porte des coups meurtriers ». Bref, les prolétaires sont solidaires des bourgeois.

Jacques Bainville donne encore l'exemple d'une Caisse de retraites des mineurs de la région du Nord qui a placé ses millions en immeubles de luxe. Par conséquent, détruire les riches locataires, c'est faire tarir la source de gains des ouvriers. « Et voilà, écrit-il, les petits retraités directement intéressés à la conservation des gros rentiers ». Comme Bastiat, il voit dans cet exemple une harmonie économique. Peut-être, mais cette solidarité n'est vraie que dans une certaine forme de société : la capitaliste. Supposez au contraire, le communisme installé au pouvoir, l'égalité réalisée, la monnaie supprimée. La solidarité des petits et des gros n'est plus qu'un mythe. L'égalité l'aura tuée.

D'autre part, Jacques Bainville croit-il que cette solidarité soit un événement si bienfaisant ? Son maître, Charles Maurras, nous disait que la solidarité entre nations et individus est celle du lion et de la gazelle, l'un se nourrit de l'autre. Sous la plume de Bainville, tout cela change. On dirait que c'est le faible qui profite du fort. Lorsqu'il nous dit qu'en faisant des immeubles de luxe, il faut aussi trouver des gros rentiers qui puissent les louer, Jacques Bainville a l'air de croire que ce sont les gros qui font, aux petits, des services. Mais c'est tout le contraire. Une collectivité tout entière travaille pour assurer le confort et davantage encore à une petite minorité de fortunés qui n'ont fait, peut-être, autre chose que de se donner la peine de s'as-

soir dans ce luxe. Le grand nombre travaille pour le luxe d'autrui. .

On nous dira probablement qu'en échange de ce luxe, les prolétaires reçoivent des revenus qui améliorent leur ordinaire. Sans doute, mais en de bien modestes proportions. Ainsi, pour améliorer de très peu leur bien-être, des prolétaires travaillent pour accroître grandement le luxe des autres. La prospérité des uns progresse par quantités infinitésimales et celle des autres s'élève suivant une proportion géométrique. Où est l'harmonie et la justice en tout cela ?

Ensuite, il ne faut pas oublier dans quelle société nous vivons et où ont été faits les placements immobiliers des prolétaires : dans une société capitaliste. En élevant des immeubles pour les riches, les pauvres veulent moins affirmer leur solidarité avec les premiers, que se faufiler entre les mailles des injustices sociales et gagner — en attendant le socialisme — par des moyens capitalistes, leurs subsistances. Ils se « débrouillent ».

CHAPITRE III

L'INFLATION ET LA MONNAIE

Défenseur de la fortune acquise, Jacques Bainville est un ennemi déclaré de l'inflation qui ruine cette richesse acquise. Là, Jacques Bainville se montre à la fois clairvoyant et logique avec lui-même.

Clairvoyant, il l'est en soutenant que « *les couches profondes de la démocratie sont favorables à l'inflation* »¹. Il lui apparut que sur neuf-dixièmes de la population française — telle est, selon lui, la proportion de ceux qui ne comprennent rien aux choses financières — sept dixièmes sont inflationnistes. Le paysan, d'abord, est inflationniste, car il vend des produits plus chers. Le commerçant et l'industriel le sont aussi. L'ouvrier de même parce que ses salaires augmentent. Le fonctionnaire, de son côté, n'y voit pas d'inconvénients. Il est habitué à compter sur l'Etat qui ne le laissera jamais manquer du nécessaire². Inflationnistes sont aussi les possesseurs de titres étrangers, dont le cours suit le mouvement des bonnes monnaies. Si le franc baisse, ils gagnent.

« Il n'y a donc pas, conclut Bainville, contre l'inflation, l'horreur qu'on veut bien dire. Elle est favorisée par une complaisance à peu près générale. C'est pourquoi, si elle est condamnée théoriquement, elle ne manque jamais de reprendre l'avantage et l'on y retombe toujours. C'est la maladie secrète avec laquelle on se promène comme si l'on était sain »³. Cela est vrai, cela est certain. Mais comment pourra-t-on s'opposer au courant infla-

1 2 3 *L'Action Française*, 28 Mars 1926.

tionniste inhérent à la démocratie ? En supprimant la démocratie. Là, Jacques Bainville est logique avec lui-même et avec toute l'école de l'Action Française.

*
**

N'y a-t-il pas d'autres remèdes à l'inflation. Jacques Bainville les voit dans « la séparation de la monnaie et de l'Etat » ⁴, parce que la monnaie remise à l'Etat signifie cours forcé. Assailli par ses besoins, l'Etat ne se fera pas faute de pratiquer une politique de facilité et faire remettre en marche la planche à billets. Et Jacques Bainville ne voit de garanties contre les imprudences de l'Etat que dans l'indépendance de la Banque de France. Toute autre résistance à l'inflation lui apparaît illusoire. Elle n'est ni dans le public ignorant, ni dans les assemblées qui pratiquent les solutions de facilité, ni dans les gouvernements. Elle est du côté de la Banque de France.

Il y a encore une autre raison pour laquelle il faut accorder l'indépendance à la Banque de France. Selon M. Maurras, comme selon Bainville, la démocratie amène le triomphe de la ploutocratie. Celle-ci trouve son bien dans les spéculations grâce auxquelles elle arrondit son pécule, et se fait représenter par les banques d'affaires. Mais il faut trouver quelqu'un qui puisse lutter contre ces banques d'affaires. Ce ne peut être que la Banque de France.

*
**

Jacques Bainville ne se cantonne pas dans la recherche des remèdes à apporter à l'état d'inflation. Il veut saisir les relations qui lient l'inflation à d'autres éléments, tel le machinisme. Il trouve non sans raison qu'il y a des liens serrés entre l'inflation et le machinisme. Et il rappelle l'anecdote où un ingénieur, vantant une mécanique de son invention, disait : elle débite en trois heures avec deux ouvriers ce qui demandait jusqu'ici le travail de dix hommes pendant une semaine. A cela, un visiteur répond : il ne vous reste plus qu'à inventer la machine numéro deux qui produira les clients capables d'acheter ce qui sort de

⁴ *La Fortune de la France*, par Jacques Bainville. Page 258.

la machine numéro un. A cela encore, Bainville ajoute : « Evidemment le problème est là. Il est plus facile de multiplier le *produit* que de multiplier les *clients* »⁵.

Mais la bonne affaire serait de multiplier les *consommateurs* plutôt que les *clients*. Passons cependant sur cette réflexion, et poursuivons notre discussion. On voit quelle est la position de Bainville. Tandis que les socialistes voudraient voir augmenter le nombre des biens et s'accroître celui des consommateurs, Bainville, lui, trouve que la difficulté la plus grande est d'avoir des clients, c'est-à-dire des consommateurs payants. Il reste fidèle à une économie d'argent. Il faut pourtant dire que la menace de chômage et de disparition des clients que Bainville met sur le compte du machinisme alors qu'il faudrait la mettre au compte de la société, peut être remédiée autrement qu'en ralentissant le progrès mécanique, comme le voulait déjà Sismondi. Ce dernier voulait faire précéder l'introduction des machines par un accroissement de revenu, et Bainville par un accroissement du nombre des *clients*, qui suppose cette augmentation des revenus. La position est la même chez l'un et chez l'autre.

En critiquant, cependant, le chômage causé par la machine, Jacques Bainville ne semble pas se douter qu'il fait le procès de la société où il se trouve et dont il défend le capitalisme. Il croit que le chômage est dû à une *cause technique*. En réalité, il est une question d'*organisation sociale et juridique*. Pour comprendre ce que nous allons dire, il faut partir de l'idée suivante : *il y aura toujours du travail pour l'homme*. Quoi qu'elle fasse, la machine, l'homme trouvera, dans une société bien organisée, du travail. En effet, dans une direction quelconque, la machine a pu produire le chômage. Les bras libérables *auront* d'autres débouchés où s'employer. Mais ils ne les *trouveront* pas tout de suite, ni facilement. A qui la faute ? A la société à laquelle il manque une direction convenable.

Les libéraux diraient qu'en vertu de la loi de l'offre et de la demande, les bras des travailleurs finiront par s'employer quelque part et réaliser l'équilibre. Mais Sismondi nous a montré les avatars par où passe ce merveilleux équilibre. Avant qu'il ne se réalise, bien des maux se consomment.

Si donc nous voulions résumer notre pensée, nous dirions en deux propositions :

1° il y aura toujours du travail pour les hommes ;

2° trouver ce travail est une question sociale et non pas technique.

Supposons une société économique bien dirigée. Que se passera-t-il une fois le chômage créé quelque part ? Les hommes seront dirigés sans délai sur un autre point. Le chômage est un accroc pour la circulation sociale. Si celle-ci est bien faite, le chômage disparaîtra. Mais cette circulation — et c'est ici qu'éclatera l'erreur de Jacques Bainville — ne peut l'être parfaitement que dans une société dont les rouages seraient puissamment coordonnés et centralisés. Bref, de l'économie collective et dirigée, dont Bainville avait une grande horreur. A tel point qu'il s'était permis même de faire de l'esprit. Quand on lui vantait l'économie dirigée, il répondait invariablement :

— Dirigée par qui ?

Cette réponse transportait d'aise toute l'Action Française. C'est pourtant le type de la fausse réponse.

— Dirigée par qui ? disait Bainville.

— Par des hommes, parbleu !

*
**

En conclusion, nous devons dire que l'attitude de Bainville contre l'inflation se conforme à sa ligne de pensée. Il est contre le chiffon de papier qui volatilise la richesse, comme il conseille dans « Comment placer sa fortune » les placements immobiliers : par esprit de suite. Il était pour l'or contre le papier comme il était pour la terre contre les valeurs boursières. On a dit qu'avec l'or, la société capitaliste disparaîtra. « Ce n'est pas certain, répond-il. On retrouverait tôt ou tard une autre mesure de valeurs. Elle serait sans doute moins commode. Voilà tout. Mais le billet était encore plus commode que l'or, le chèque plus que le billet. C'est pourtant au louis, au lingot, à la pépète que l'on revient. Elle est toujours debout, l'idole barbare, même pour les Anglais qui, naguère, affectaient de la mépriser »⁶.

Il y a dans cet hymne à l'or, une confiance inébranlable dans

sa carrière et dans sa durée. La même que l'on trouvait, ancrée en lui, pour les biens fonds dont il voulait la réhabilitation. Et l'on sent chez Bainville, envers tout ce qui est papier, cette méfiance du paysan qui aime l'or et tout ce qui est solide, comme il aime épargner sans trêve. Il y a dans Bainville comme dans tout Français un vieux fonds paysan qui se réveille à certaines heures. Il est dans son caractère de se refuser à être dupe et de toujours chercher la vérité. Cela a dû être pour lui sa plus grande satisfaction.

Cet amour, chez J. Bainville, de ce qui est solide, va très bien avec le réalisme de l'Action Française. Celle-ci aussi veut serrer de près la vérité ; elle s'insurge contre les faux-semblants et part en guerre contre les nuées. Toujours le même refus de se laisser duper.



On trouve pourtant sous la plume de Jacques Bainville un argument de poids en faveur de l'inflation. Mieux, deux.

Tout d'abord il nous dit que les inflations monétaires et de crédit ont servi à suréquiper et à suroutiller le monde. Cela a produit, selon lui, deux mauvaises conséquences :

- a) premièrement, la surproduction ;
- b) deuxièmement, la perte de l'hégémonie occidentale.

En effet, l'inflation de produits pousse à l'exportation des machines. Elles iront équiper les pays neufs et en faire des concurrents dangereux pour les vieux pays européens. « Quand le monde entier serait équipé, écrit Bainville, la supériorité des anciens pays de grande industrie aurait disparu, celle que leur donnait l'immense clientèle des nations incomplètement évoluées, la même, au fond, qui permet aux puissances coloniales de régner sur des populations immenses avec quelques milliers d'hommes munis d'armes perfectionnées »⁷. On trouve le même souci, quant au sort de l'Europe, chez M. Paul Valéry, et qu'il a exprimé dans ses « Regards sur le monde actuel ».

Cela est vrai, mais peut-on s'opposer à cette évolution ? N'est-elle plutôt fatale ? L'extension du machinisme dans le

⁷ *Le Capital*, 7 Juillet 1932.

monde paraît se faire avec une force incoercible. Et si l'inflation y a sa bonne part, alors vive l'inflation !

Du reste, que donnerait-elle, la déflation ? Des misères et des rancœurs. A tel point, qu'il faudra disposer parfois d'un lourd appareil d'oppression. D'ailleurs, Jacques Bainville le reconnaît sans peine. Il nous dit, en parlant de l'exemple allemand, que ce fut la Reichswehr qui assura l'ordre public pendant « le douloureux passage de l'inflation à la déflation ». Ainsi la déflation exigerait la constitution d'une force de contrainte en vue d'une farouche répression. Merci bien !

3° - FIRMIN BACONNIER

et

l'apologie du corporatisme

Aux frais débuts d'une doctrine, il faut ce qu'on appelle les techniciens des idées générales. Ayant des vues larges et sommaires, ceux-ci pourront embrasser la généralité des faits. Ils les verront de loin et tous, mais indistinctement. Peu importe d'ailleurs, en ce moment où il faut d'abord délimiter le terrain avant de le labourer. Les défricheurs scrutent les limites de l'œuvre à entreprendre. Ce n'est qu'ensuite et par l'afflux des masses d'ouvriers ou de spécialistes que chaque coin sera fouillé avec la même minutie que l'ensemble. Les spécialistes verront moins bien l'ensemble, s'ils l'aperçoivent encore, en échange, la vue du détail gagnera en précision. Après les hommes aux idées générales, les spécialistes.

Au commencement de la science économique, on remarque le même processus. Elle commence avec des philosophes au lieu de partir des économistes et l'article de l'Encyclopédie sur l'Economie politique est écrit par Jean-Jacques. Les physiocrates *déterminent* plutôt qu'ils ne *créent* la science économique. Ils la définissent, ils ne l'étoffent guère. Ils montrent, avec Adam Smith, quels sont les phénomènes à analyser plutôt qu'ils ne les accumulent. Ils sont sociologues autant qu'économistes. Mais, à leur suite, l'arrivée des spécialistes va contribuer à donner des dimensions à la science. Ils vont l'enfler. Les faits se compliquent et les analyses théoriques deviennent plus savantes. Dorénavant, les économistes se cantonnent dans une ou plusieurs branches de l'économie qu'ils vont travailler jusqu'aux moindres détails, le produit de leurs recherches débordant sur des volumes de poids. Ils étudient une chose ou une institution ou un phénomène avec une intelligence scrupuleuse et ne veulent rien laisser de côté. Ils arrivent à dénouer l'écheveau des causes, à saisir l'essentiel, à distinguer le général du particulier — toute spécialité exigeant, si particulière soit-elle, ce processus logique — tout en retenant, après distinction faite, et l'essentiel et le secondaire. Ils ne laissent rien de côté, retiennent tout, et à chaque chose ils lui donnent importance. Du moindre fait, ils font une monographie.

Jadis, il y avait des économistes tout court. Aujourd'hui,

nous avons des économistes statisticiens ou encore spécialisés dans les questions monétaires ou de finances publiques, etc... Le même destin advint, toutes choses étant égales d'ailleurs, à l'Action Française. Il fallait définir les idées-mères, claironner les principes généraux. On avait besoin, en cette première phase, d'esprits critiques plutôt que d'esprits savants, exerçant leurs jugements davantage que leur mémoire et la description objective des faits. Juger et condamner et absoudre, tels furent leurs premiers soucis. Et conclure, pour Charles Maurras, est souvent jeter l'exclusive sur telle ou telle idée. Bref, on a commencé par émettre des jugements de valeur plutôt que des jugements de réalité. On appréciait davantage que l'on ne constatait. On nous dira, toutefois, que pour conclure, il a fallu d'abord observer. Mais qui nous assure qu'on ne l'a fait de parti-pris ? Et le fait est que souvent de pareilles affirmations sont partisanses.

Après que Charles Maurras eût jeté les bases de cet admirable édifice qui a nom l'Action Française, il fallait chercher les spécialistes qui puissent à la fois, étoffer et étayer la doctrine par des faits particuliers, et la fonder en pratique, par l'étude des phénomènes, après l'avoir fondée sur des idées générales. Le corporatisme, pour prendre un exemple, ne tient qu'une petite place dans l'ensemble de la doctrine philosophique de M. Maurras. On ne pouvait le laisser en cet état. Certes, La Tour du Pin s'en est fortement occupé, mais il n'était pas de l'Action Française. Il fallait donc quelqu'un de cette école même qui lui eût donné l'appui de ses études minutieuses. On trouva M. Firmin Baconnier. Il se chargea du chapitre sur la corporation et continue à faire régulièrement — en fait, tous les dimanches — des développements sur cette question dans le journal de M. Maurras. Il a fait aussi des livres où il a condensé sa façon de penser sur ce problème.

M. Firmin Baconnier est venu après M. Maurras comme le spécialiste après le philosophe. Il prit en charge une tâche ingrate : développer un détail de la pensée maurrassienne. Il le fit avec une telle adresse que lui aussi mérite qu'on lui consacre quelques pages de thèse.

POURQUOI LA CORPORATION ?

Avant d'entrer dans l'exposé détaillé de la pensée de M. Firmin Baconnier, il convient au préalable d'esquisser ses raisons en faveur du corporatisme. Une fois émises ces raisons et justifiant par là sa doctrine, nous passerons à la description de cette même doctrine.

Pourquoi la corporation ? Quels sont les besoins qui nous la font demander ? Pour quels motifs s'impose-t-elle ? M. Firmin Baconnier voit d'abord sa nécessité dans la crise qui tenaille le monde. Mais à vrai dire, doit-on considérer cette crise comme un *symptôme* du corporatisme, et parlant en sa faveur, ou bien comme une *cause*, amenant ce régime. M. Firmin Baconnier la regarde plutôt comme une cause du réveil de l'idée corporative. Ce réveil est dû à la persistance de la crise économique qui désoriente les hommes. Ceux-ci ont de la peine à comprendre que dans un monde où la science fait des progrès, il y ait tant de misères. Et ils pensent, toujours selon M. Baconnier, que l'on ne peut venir à bout de ce désordre qu'en instituant le régime corporatif.

Nous nous permettrons de dire, à l'encontre de M. Baconnier, que cette crise fait dire ou penser aux hommes autre chose encore. Car il y a des hommes qui voient le salut non pas dans la corporation, mais dans l'institution du communisme, moyen très radical. Selon M. Baconnier, on peut remédier à la crise en faisant appel aux principes de l'organisation corporative. Mais le corporatisme n'est pas la seule solution. Il y a encore le socialisme, ou bien encore le libéralisme réformé dont on a tant parlé ces jours-ci.

À côté de cette raison qui lui dit qu'il faut résoudre la crise économique universelle par la corporation, il y a d'autres motifs à l'établissement de ce régime. D'après M. Firmin Baconnier, le corporatisme satisfait au mieux la double exigence suivante :

1° le devoir social ;

2° le devoir professionnel.

La corporation est un organe de défense de la profession, mais il doit vouloir accomplir sa mission en servant la société. L'artisan ne doit pas chercher seulement la poursuite des fins personnelles et lucratives, mais aussi la satisfaction des devoirs sociaux. Et M. Baconnier de citer, après M. Olivier, une phrase d'un livre de morale pour les laïques, écrit en 1267, d'un ton assez savoureux : « Quelque métier que l'homme fasse, il doit servir la ville où il est de son métier, pour qu'il n'y manque ni de pain, ni de vin, ni de quoi que ce soit ». L'obligation de satisfaire les besoins sociaux est bien mise en vedette. Comme le dit si bien notre auteur, « les droits reconnus aux républiques professionnelles sont subordonnés à l'accomplissement de devoirs sociaux et nationaux »¹. Tel était l'esprit de la vieille corporation et il n'y a pas de raisons pour que la nouvelle le répudie.

Toutefois, M. Firmin Baconnier remarque des différences entre la manière de concevoir la corporation en France et la façon de l'appliquer en fait dans les autres pays. Ici l'ordre corporatif est une création de l'Etat. En France, elle est une idée libérale. A l'étranger, on pratique un corporatisme d'Etat. M. Firmin Baconnier refuse de se rendre à une pareille conception. Elle est du *caporalisme* davantage que du *corporatisme*, s'écrit-il. Car dans une pareille organisation, c'est l'Etat qui prescrit à tel ou tel groupe la forme qu'il doit adopter. Or le corporatisme est tout le contraire de la tyrannie étatiste. Il signifie la liberté professionnelle. Il donne de larges libertés aux hommes de métier dans leurs affaires corporatives.

M. Firmin Baconnier constate en France comme à l'étranger un puissant courant en faveur des corporations. Mais il ne donne pas partout les mêmes fruits. A l'étranger, création étatiste, la corporation devient en France une organisation *spontanée*. Et notre auteur insiste sur le caractère spontané du mouvement corporatiste français. En France, il n'y a pas de corporation proprement dite, mais les éléments d'une construction sociale corporative existent. Ce sont les syndicats et autres associations. En France, l'impulsion corporative est venue d'en *bas* et *librement*. Voilà encore une preuve de ce que nous disions, en rapprochant la pensée maurrassienne du socialisme associa-

¹ *Le Salut par la Corporation*, par Firmin Baconnier. Page 10. Les Œuvres Françaises. Paris, 1935.

tionniste. Ici et là, le même amour de la liberté et la crainte de laisser la personne humaine être écrasée par la masse. On ne trouvera pas le même souci ailleurs où les corporations sont les instruments d'une politique d'Etat.

Cette organisation spontanée de la vie économique implique trois choses :

1° Reconnaissance par l'Etat du droit des professionnels à gouverner la profession et à régler la production ;

2° Reconnaissance par l'Etat du droit aux biens de main-morte et à la reconstitution des patrimoines confisqués en 1755, par la Révolution aux corps de métier. De même il doit être reconnu à la corporation, comme légitime, le pouvoir d'organiser l'apprentissage et l'enseignement technique, le travail et l'hygiène, l'assistance et l'assurance sociale.

3° La représentation de la profession près des pouvoirs publics.

Qu'on ne croie pourtant pas que cette esquisse fugace du corporatisme et les raisons données plus haut n'ont aucune valeur réelle. Au contraire, selon M. Firmin Baconnier, la doctrine corporative trouve son point d'appui dans les faits². L'évolution sociale se fait en ce sens. Toutefois, l'organisation corporative nécessite la réforme de l'Etat. L'Etat révolutionnaire est bâti sur l'*individu*, non pas sur le *groupe*. La doctrine contre-révolutionnaire renverse ce rapport. Elle veut faire de l'Etat l'arbitre des groupes. Et, comme disait si bien Charles Maurras, un Etat bien constitué n'a presque pas affaire aux individus, il s'adresse aux groupes ; il surveille les rapports d'individus à groupe, de groupe à groupe et de groupe à Etat. Il s'agit là de l'ébauche d'un Etat traditionnaliste. Tout au contraire, l'Etat progressiste exige un état social où l'individu demeure isolé et sans force devant l'arbitraire, souvent juste quoique maladroit et parfois coûteux, de l'Etat. Que personne ne soit sans faiblesse à l'encontre de la puissance d'Etat et de ses empiètements.

Ce système politique répugne aux hommes de l'Action Française. Il a pu, disent-ils, servir pendant la période de facilité du XIX^m^e siècle. Ce temps est passé. D'autres doctrines attendent leur tour. Place au corporatisme et à ses républiques professionnelles. Tels sont les vœux et la doctrine de M. Firmin Baconnier.

² *Le Salut par la Corporation*. Page 15.

CHAPITRE PREMIER

DU RÉGIME INDIVIDUALISTE AU RÉGIME SYNDICAL

Il semble à Firmin Baconnier comme à toute l'école de l'Action Française que le monde économique s'achemine vers le corporatisme. Mais il passe d'abord par l'intermédiaire du syndicat. Dans un premier chapitre, nous étudierons la marche de la société individualiste vers le syndicalisme. Dans un deuxième chapitre, nous continuerons la description de ce processus historique en le reprenant d'où nous l'avons laissé, du syndicat, pour le mener jusqu'à son terme qui est la corporation, forme plus complète de syndicat, unissant et les patrons et les ouvriers dans le même souci du métier à conserver et à faire développer. Enfin dans un troisième chapitre, nous étudierons ce nouvel ordre professionnel qu'est la corporation, en lui-même, toujours bien entendu selon les vues de M. Firmin Baconnier.

PARAGRAPHE I

LA FAILLITE DU LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE

Comme M. Pierre Lucius, Firmin Baconnier croit à la faillite ou à l'agonie du libéralisme économique. Pourquoi ? Parce qu'il n'a pas su adapter la production aux besoins de la consommation. Dérégulée, la production ne fut jamais au niveau de la consommation. Elle ne sut pas s'aligner. Il fut plus facile à l'économie capitaliste de surproduire. De l'abondance naquit la misère.

Tout comme Bainville, Firmin Baconnier estime qu'il est plus malaisé et aussi plus prudent de trouver des *clients* que de créer des *produits*. Ceux-ci, l'économie libérale et capitaliste les enfante sans douleur et presque avec plaisir, d'où la surproduction et ses mauvaises conséquences. Le Brésil jette le café à la mer l'Argentine chauffe ses locomotives avec du maïs, les Etats-Unis détruisent des surfaces entières de coton. Le chômage s'étend, les entreprises craquent, la crise éclate. Il y a 25 à 30 millions de chômeurs, etc... Tous ces signes révèlent à Firmin Baconnier l'étendue du désastre et la crise du capitalisme. Mais il faut dire de quel capitalisme il s'agit. Selon la réponse, on pourra dire si oui ou non il y a faillite du capital. Oui, si le capitalisme veut dire, comme le disait déjà La Tour du Pin, la *souveraineté de l'argent* ou mieux encore, la puissance et l'irresponsabilité du capital. Non, au sens socialiste du mot, car il faut reconnaître que le capital est aussi nécessaire au travail comme l'eau est au poisson, toujours d'après une image du vieux corporatiste.

En réalité, selon M. Baconnier, ce qui a fait faillite, c'est la doctrine de la *production sans règles* telle qu'elle triompha en 1789-1791 avec l'abolition du régime corporatif. Ce faisant, les

hommes de la Révolution ont, toujours d'après M. Baconnier, commis une grave faute. En détruisant le régime corporatif, ils ont enlevé à la production le *régulateur* dont elle ne peut se passer et qui faisait ajuster la production aux nécessités du marché.

M. Firmin Baconnier reconnaît que certaines règles corporatives étaient périmées, et qu'il fallait *réformer* les corporations, mais il n'était nul besoin de les *détruire*. Conserver, en reformant, telle aurait dû être la politique de la Révolution. La réforme devait, par dessus tout, sauver un principe essentiel sans lequel il n'y a pas d'ordre économique : *celui de la production disciplinée*. M. Firmin Baconnier se hâte d'ajouter qu'en maintenant ce principe, on n'eût pas *entravé* le progrès technique, on l'eût *freiné*, ce qui aurait épargné au monde les crises redoutables où il se débat depuis un siècle.

Tout n'était pas mauvais dans les corporations. Pourquoi les a-t-on abolies ? Pour le faire comprendre, notre auteur trace un tableau des caractères du corporatisme ancien. Trois principes gouvernaient ce régime :

1° Celui de la *production réglée*, tout d'abord, et que nous avons déjà énoncé. En vertu de ce principe, la production s'ajustait aux besoins du marché *local*. Elle ne devait pas les dépasser.

2° Celui de la *production de qualité*. Il y avait entre les maîtres une concurrence vive pour livrer à égalité de salaires et de matières premières les meilleurs produits.

3° Le *juste prix*. Les règlements de l'époque veillaient à ce que l'ouvrier reçoive son dû et le consommateur le produit à des conditions dites raisonnables ¹.

La question qui se pose est de savoir maintenant pourquoi ces principes ont été renversés ? L'explication que M. Firmin Baconnier nous donne de ce phénomène historique est emprunté à M. Pierre Lucius. Comme nous exposerons cette théorie, lorsque nous allons parler de M. Pierre Lucius, nous nous contenterons d'esquisser brièvement cette théorie. Selon Pierre Lucius, grâce à la colonisation et au monopole industriel que détenaient les vieux pays d'Occident et dont ils profitaient pour écouler leurs produits aux pays agricoles aux prix forts, le cadre de

1 *Le Salut par la Corporation*, par Baconnier. Page 21.

la production devint mondial. La production n'était plus limitée comme au Moyen-Age. Elle était devenue extensible. Devant une pareille transformation, il était fatal que les principes de la production réglée qui est la base même du corporatisme ne puisse plus tenir debout. Il vacilla et il fut abattu. Néanmoins, M. Firmin Baconnier condamne un tel procédé. Il croit qu'on aurait dû et pu maintenir le corporatisme et que c'est sous l'empire des idées fausses qu'il croula. Pourtant les faits qu'il avance, après Pierre Lucius, ne sont pas des idées et encore moins sont-elles fausses. On se demande alors ce qui a pu pousser M. Firmin Baconnier à prononcer, à l'égard de ces faits un blâme si sévère et si injustifié. Si l'Action Française se dit réaliste, elle doit bien tenir compte des faits. Pourquoi les condamne-t-elle, sous le vocable d'idées fausses ? Nous savons tous la propension de M. Maurras à la critique et nous savons combien il s'empresse à conclure, c'est-à-dire le plus souvent à condamner. De cette hâte à conclure chez son vieux maître, il a dû rester quelque chose à M. Baconnier. Peut-être a-t-il fini sur cette condamnation par esprit de *conformisme* plutôt que par nécessité. Il fallait donner, à une étude spécialisée maurrassienne, un tour maurrassien, faute de quoi des fissures auraient pu se produire dans le bloc si compact que forme le groupement d'Action Française. La discipline du maurrassisme l'obligea à finir sur une conclusion qui ne découle pas forcément des faits enregistrés.

Mais qu'il ait fait cela par conformisme ou mû par un autre mobile psychologique, il reste que M. Baconnier vient de nous dire quelle est la nature essentielle du corporatisme. Autant sinon davantage que l'esprit de collaboration de classes, ce qui fonde le régime corporatif, c'est le *principe de la production réglée*. Il faut savoir gré à M. Firmin Baconnier pour cette définition fondamentale du corporatisme et pour toutes les clartés qu'il nous a ensuite fournies. Notre auteur a très bien saisi l'essence de la corporation. Comme M. Firmin Baconnier, à l'instar des hommes d'Action Française, a l'esprit critique vif et qu'il aime conclure, nous nous disposons à l'imiter. Nous allons conclure ce paragraphe en faisant la critique du système. Nous avons vu quelle était la nature essentielle du corporatisme. Il nous reste de voir si elle est bonne ou mauvaise.

L'essence du corporatisme étant le principe de la production

réglée, c'est sur lui que nous allons faire converger nos critiques. Disons carrément ce que signifie production réglée ou disciplinée : production limitée. Tous les euphémismes accolés au mot de production ne nous feront pas croire autre chose. Néanmoins, tant d'euphémismes imposent et c'est par là que le corporatisme a pu faire quelque progrès. Les beaux mots ont fait sa fortune.

Lorsqu'on entend parler de production réglée ou mieux encore disciplinée, on doit se dire, à première vue, que cela doit être une chose bien bonne et même fameuse. Le préjugé de l'ignorance fait parfois des merveilles. Eblouis par la splendeur des mots, nous nous laissons prendre à la chose. Malheureusement, celle-ci n'est pas aussi belle qu'un vain peuple le pense. Elle est plus prosaïque et surtout plus redoutable pour l'avenir de l'humanité. Et si l'on s'astreint à écarter des choses la graine des mots, on verra la réalité que nous prépare le corporatisme ; elle n'est pas réjouissante. Quoi que l'on dise et quoi que l'on fasse, en dépit de l'apparence des mots ou de la nouveauté des choses, discipliner la production ne veut pas dire autre chose que limiter la production. Et pourquoi faire ? Est-ce un bien ? Ni à première vue, ni le bon sens dont l'Action Française fait un si grand cas et une aussi large consommation, ni une plus profonde vue des choses ne feront répondre par un oui à ce qui est un non. Une meilleure intelligence des faits et des réalités nous fera voir ce qu'il y a de dangereux derrière ce principe si beau sur le papier.

M. Firmin Baconnier nous assure cependant que régler la production n'aboutit pas à entraver le progrès mais à le freiner. Il était dérégulé, on lui met une sourdine. Croit-il vraiment, M. Baconnier, qu'avec cela il a tout réglé ? On en doute bien fort.

Sur ce point, M. Baconnier, et avec lui toute l'école corporatiste, procède de Sismondi. Lui aussi, effrayé par les débordements de la machine, voulait lui mettre une camisole de force. Mais tandis que l'un veut faire précéder tout progrès mécanique par un accroissement de revenus, les autres veulent la corporation. Ils ne diffèrent que sur le moyen à employer, nullement sur le but à atteindre. Freiner le progrès est leur pensée suprême et leur suprême espoir.

De plus, l'exemple sur lequel ces deux courants de la pensée économique font, entre autres, reposer leurs raisonnements, est

le même : le spectre du chômage et de la surproduction. M. Baconnier nous parle du Brésil qui jette son café à la mer. Sismondi nous entretient d'un roi d'Angleterre qui pourra à lui seul faire toute la production de l'Angleterre. L'un et l'autre ont peur de la mécanique. Cela les amène à opérer un rapprochement de plus. Voici en quoi il consiste. Le corporatisme se dit être humain et veut nous préparer à ce qu'il appelle une économie humaine où la personne ne serait plus écrasée par la force de la machine et par la grandeur des entreprises ; elle pourra respirer. Le même souci se trouve poindre chez Sismondi. Le premier, bien avant le corporatisme et à l'encontre du libéralisme, il avait placé le problème sur ce terrain. Si l'Angleterre, écrit Sismondi, réussissait à faire accomplir tout l'ouvrage de ses champs et tout celui de ses villes par des machines à vapeur, et à ne compter pas plus d'habitants que la République de Genève, tout en conservant le même produit et le même revenu qu'elle a aujourd'hui, devrait-on la regarder comme plus riche et plus prospère ? M. Ricardo répond que oui. *Ainsi donc, la richesse est tout, les hommes ne sont absolument rien.* Il est bien difficile à un corporatiste de ne pas souscrire à une pareille proposition, lui qui fait tant parler de la personnalité de l'ouvrier qu'il faut sauvegarder à tout prix. Mais il est curieux de constater que Sismondi et les corporatistes diffèrent sur la manière de sauver cette personnalité. Les sauveurs ne sont pas d'accord sur les remèdes. Sismondi préconise l'interventionnisme, mais les tenants de l'école corporatiste se gardent de la politique étatiste comme d'une calamité. Ils l'ont en horreur. Cela n'empêche que sur l'essentiel, ces deux doctrines s'entendent bien : mettre un holà au progrès effréné de la machine. Sismondi exige, pour ce faire, un accroissement préalable de la demande. M. Baconnier veut plus simplement la corporation. La différence n'est pas grande, sur ce point, de Baconnier à Sismondi. Car le premier est convaincu que c'est par le corporatisme qu'on pourra mieux que par tout autre moyen, faire précéder le progrès de la machine par une augmentation de la demande. Mais qui ne voit qu'obliger l'homme à attendre ce précédent, c'est le faire piétiner sur place, et la machine la faire attendre ? Cependant on appelle cela discipliner la production. Plutôt l'arrêter.

Le corporatisme s' imagine être plus harmonique que le libé-

ralisme. Car au fond et en dépit des traits décochés à Bastiat, ce que l'un et l'autre veulent, c'est réaliser les harmonies économiques les plus naturelles. Mais tandis que le libéralisme pense pouvoir faire cela en laissant libre possibilité à l'offre et à la demande de s'exercer pleinement, le corporatisme juge cette politique comme anti-physique. La corporation lui paraît être la seule harmonie naturelle. C'est presque une querelle de mots.

Sous prétexte d'humanité, tout est rapetissé dans le corporatisme. C'est une association en petit, une production en détail. Par là, mieux que par tout autre moyen, elle pourra ralentir la course du progrès.

Le libéralisme, au contraire et malgré ses défauts, a donné un coup de fouet à la production. Loin de vouloir la limiter comme l'exige le corporatisme, il l'étendit jusqu'aux limites du globe. Il ne crée pas le bien-être, mais il accroît la prospérité. Pour un début, c'était bien.

Le corporatisme veut mettre fin à cette œuvre de production augmentée sans relâche. Il veut l'humaniser en l'arrêtant de temps en temps. Avec cela, il se dit harmonique. En fait il est composé d'une suite d'intermittences. Il procède par bonds et nous craignons fort que ces bonds ne deviennent à la longue bien trop petits pour assurer la marche du progrès. Le libéralisme, de son côté, pouvait faire du mal, du moins faisait-il marcher les inventions. Il fut inventif. Rien que pour cela, il mériterait d'être moins fortement cloué au pilori.

Jusqu'ici, nous n'avons parlé que du progrès en soi que nous prenons pour un bien et qui nous a fait préférer le libéralisme à la corporation. Descendons de cette empyrée sur la terre, en comprenant du regard *toute* la terre. Nous découvrirons un autre motif pour lequel nous devons critiquer la corporation et faire abjurer la foi corporatiste. En effet, c'est en nous plaçant au point de vue de l'avenir et de l'intérêt de toute l'humanité que nous repoussons le corporatisme et surtout l'idée de la Contre-Révolution qui aurait voulu faire durer le corporatisme pendant tout le dix-neuvième siècle, au grand détriment du libéralisme. Le corporatisme, dit-elle, n'est pas aussi cahotant que la politique libérale. Il aurait assuré à l'Occident un siècle de paix et d'harmonie économiques. C'est précisément là que le bât nous blesse. En effet, c'est en Occident que surgit le génie inventif des machines. Si on l'avait soumis à une diète de corporatisme,

on l'aurait tué net. Le libéralisme lui donnant un coup de fouet, a servi et l'Occident et le genre humain. Le progrès mécanique a pu faire des ravages en Occident, mais il a surtout réveillé la terre. En étendant la production et en accroissant le bien-être, il a tiré de sa torpeur l'humanité. Sans doute nous ne pouvons nier les malheurs qu'il amena avec lui ; mais sans lui ç'aurait été pire. Ni l'Occident n'aurait profité de la puissance mécanique que lui donnent ses savants pour subjuguier la planète, ni celle-ci n'aurait pu jouir des bienfaits de la machine. Personne n'aurait eu son compte. Il fallait donc quelqu'un qui se sacrifiât. On cherchait un Christ pour les nations.

Que l'on ne pousse pas les hauts cris. Car l'Occident a profité de son sacrifice. Il eût des crises mais il devint le maître du monde. On devait payer ceci avec cela. Raison de moins pour les corporatistes de critiquer le libéralisme. Ceux-ci sont souvent des nationalistes, voire des impérialistes. Or, comment auraient-ils pu conquérir la terre en gardant cette production anémiée qu'était le corporatisme ? C'est là un mystère que seule la dialectique de l'Action Française pourrait nous faire élucider.

Sans être libéral, nous pouvons dire en guise de conclusion que le libéralisme paraît moins blâmable que le corporatisme. Ne serait-ce que par l'excès de production dont il gratifia le monde. Et, à franchement parler, c'est par des excès que l'on pouvait réveiller ce monde. Il fallait lui asséner des coups bien sentis, même s'il en devait rester quelque peu abasourdi. Pour faire amener jusqu'à Kamchatka le progrès, il fallait secouer durement l'Occident. Cette commotion aurait agi comme les ondes sur l'eau troublée par un caillou. Plus elle était forte, mieux elle pouvait espérer s'étendre au loin. On nous dira en revanche que cette secousse ne pouvait être agréable à ceux qui la subissaient en tout premier lieu. Peu importe, l'humanité valait bien cette peine.

PARAGRAPHE II

UNE RÉVOLUTION ÉCONOMIQUE AU XX^e SIÈCLE

Après nous avoir montré, à la suite de Pierre Lucius, par suite de quel processus l'ère de l'expansion matérielle se trouve terminée, M. Baconnier nous avertit que nous vivons aujourd'hui une révolution économique comparable en importance à la révolution industrielle du XVIII^{me} siècle. Cette révolution industrielle avait fait le monde plus grand que de coutume. Il étendit la production et lui permit de se débarrasser des disciplines professionnelles. Mais les transformations économiques de nos jours font renaître les anciennes disciplines corporatives. Qu'est-ce qui caractérise ces transformations économiques ? La substitution des *économies complexes* aux *économies spécialisées*. Ce changement se fit dans la seconde moitié du siècle précédent. Jusque vers 1870, les pays de l'Occident européen étaient les fournisseurs du monde. Depuis, les choses changèrent et la production, en même temps qu'elle se compliquait, se limitait. Trois facteurs ont contribué, selon M. Baconnier, à cette évolution :

1° Les pays à dominante agricole ont créé des industries chez eux. L'Asie, l'Afrique, les deux Amériques s'équipaient industriellement, échappant à l'emprise européenne. D'où cette crise de l'Europe, dont nous entretenait M. André Siegfried.

2° Les pays à dominante industrielle ont restauré leur agriculture. L'Allemagne arrive en 1933 à couvrir ses besoins par sa propre récolte en blé ? Et même l'Angleterre se voit entraîner sur cette pente.

3° La concurrence dangereuse des peuples aux besoins nuls. L'ouvrier japonais et demain le coolie chinois ou le travailleur indou sont ou seront des redoutables adversaires dans la concurren-

rence mondiale. A telle enseigne que l'Occident doit maintenant se défendre après avoir été sur l'offensive.

De tout cela découle pour M. Baconnier la nécessité de rétablir le principe de la production réglée « qui est à la base du régime corporatif », comme le dit si bien M. Firmin Baconnier, qui ajoute : « il faut concevoir la production non plus en fonction d'une civilisation de *quantité*, mais bien d'une civilisation de *qualité* : d'où obligation pour nous de remettre en honneur cet autre principe du régime corporatif : production loyale, production *de qualité*². On voit que l'inspiration maurrassienne y est patente. On se rappelle que pour M. Maurras la civilisation n'est pas quantité mais qualité. Ce n'est pas le nombre des connaissances qui l'intéresse ; il apprécie davantage l'ordre et la classification de ces connaissances.

Ce principe de la qualité mérite une critique très serrée. D'abord pour la confusion qu'il facilite, ensuite pour les relations qu'il laisse entrevoir. En opposant la qualité qui paraît être le monopole de la corporation à la quantité mécanique, on s' imagine aisément que la machine ne peut faire que de la camelote, jamais une œuvre d'art. C'est là une vue bien superficielle. La machine comme toute chose humaine est soumise à la perfection ; elle est perfectible.

D'autre part, ce principe de la qualité se lie fort bien, dans la pensée contre-révolutionnaire, au principe de la production limitée et de l'économie artisanale. On s' imagine aisément qu'en faisant peu de choses on les fera bien. Peut-être, mais en produisant peu, nous aurons moins d'entraînement et peu d'adresse.

² *Le Salut par la Corporation*. Page 38.

³ *Le Salut par la Corporation*. Page 38.

PARAGRAPHE III

UNE RÉVOLUTION SOCIALE AU XX^e SIÈCLE

Après nous avoir fait voir la révolution économique qui s'accroît de jour en jour, M. Baconnier nous convie d'assister à la révolution sociale qui se dessine sous nos yeux. Elle consiste dans la substitution du régime individualiste au régime syndical. Les individus ne restent plus isolés. Ils se groupent en syndicats et associations diverses. Il y a le syndicalisme agricole, celui des salariés et celui des patrons. Passons-les en revue pour mieux dégager les caractères que leur prête M. Baconnier.

Les idées directrices du syndicalisme agricole sont :

1° Répudiation de l'esprit individualiste.

2° Bannissement de l'esprit de classe.

3° Conservation et renforcement de la famille paysanne. En outre, les fondateurs du syndicalisme agricole ont posé le principe de l'organisation professionnelle indépendante. Ils ne veulent pas de la tutelle des pouvoirs publics.

Quant au syndicalisme des salariés, il est à l'encontre du syndicalisme agricole, fortement imbu de l'esprit de classe. On y distingue deux tendances : le syndicalisme réformiste et le syndicalisme révolutionnaire. Le premier veut l'amélioration de l'état social créé par le libéralisme et le second la destruction du capitalisme.

Tous les syndicats de salariés, même chrétiens, sont pénétrés du dogme de la lutte des classes. Les syndicats chrétiens, tout en acceptant la doctrine sociale des papes, ne rejettent pas les moyens de la grève et de la lutte des classes, parce que les syndicats des patrons aussi sont pénétrés par l'esprit de classe. M. Baconnier aurait été plus précis en disant : esprit de caste.

Mais par qui est imposée la lutte des classes aux syndicats ? Par la nature du régime politique et économique qui nous régit :

la démocratie et l'étatisme, répond notre auteur, qui connaît ses classiques, M. Maurras et les autres.

Logiquement, il devait s'en prendre à la C.G.T. qui n'est pas précisément anti-démocratique. Il en veut à ses dirigeants d'être « confortablement installés dans le capitalisme »⁴ et d'avoir les meilleures places. M. Firmin Baconnier a raison. Car aujourd'hui, c'est la Contre-Révolution qui est sur les barricades, dans la rue et sans un sou.

Prenant prétexte d'un discours de M. Léon Jouhaux où il était dit que la défense du parlementarisme s'imposait, M. Firmin Baconnier écrit : « Il est tout à fait digne d'attention que le chef de la C.G.T. plaide la cause du régime parlementaire au moment même où tous les peuples, les uns après les autres, vomissent le parlementarisme. M. Jouhaux n'en veut pas moins le sauver à tout prix, puisque sauver le parlementarisme, c'est sauvegarder les privilèges des dirigeants de la C.G.T. et des dirigeants S.F.I.O. installés dans le capitalisme »⁵. C'est là un vieil argument dont on s'est déjà servi il y a deux cents ans et qu'on pourrait appeler « l'argument des marquis ». On faisait grief aux marquis et aux marquises de n'avoir rien fait que de se donner la peine de naître et de jouir des plaisirs de la vie. Mais ce que les uns ont fait au XVIII^e siècle, pourquoi les autres ne le feraient-ils au XX^{me} ? Et les tenants de la Contre-Révolution, moins que n'importe qui, peuvent, pour cela, s'en prendre aux représentants de la Révolution. Ces derniers ne font que les imiter. Qu'on les applaudisse !

De plus, et toujours selon la bonne doctrine contre-révolutionnaire, on a besoin, pour faire marcher la civilisation, d'hommes ayant des loisirs. Les dirigeants de la C.G.T. disposant de grands biens sont devenus des hommes civilisés et concourent à faire progresser la civilisation. Qu'y a-t-il de répréhensible en cela ? Allons, tout est pour le mieux, et M. Léon Jouhaux est un homme civilisé.

S'il n'y avait que cela, ce ne serait déjà pas un très grand mal. Mais M. Firmin Baconnier s'en prend aussi au programme de la C.G.T., lequel se réduit, selon lui, à deux formules :

1^o Concentration étatiste, c'est-à-dire extension des monopoles d'Etat.

⁴ *Le Salut par la Corporation*. Page 65.

⁵ *Ibidem*. Pages 66-67.

2° Outillage national, c'est-à-dire exécution de programmes de grands travaux pour procurer des commandes à l'industrie et donner du travail aux chômeurs.

Ce programme lui paraît être « d'une pauvreté qui fait frémir ». Peut-être, mais avant de frémir, il faut s'entendre. Croit-on, pour ne prendre qu'un exemple, que l'outillage national soit une si petite chose ? Ensuite, M. Baconnier nous parle seulement de l'indigence de ce plan. Et s'il était vrai ? Indigent et vrai en ses parties, il serait bon à prendre tel quel. D'autre part, se montrer pauvre tout en cachant des trésors de vérités, n'est-ce pas faire preuve de modestie ? Car le réformisme est une doctrine modeste. De son côté, M. Maurras, qui n'est pas un révolutionnaire, mais un réformiste, est lui aussi un homme modeste. Pourquoi ces deux admirables modesties ne se conjuguent-elles pas ?

En attendant, poursuivons. M. Firmin Baconnier passe en revue le syndicalisme des artisans et des patrons. De ce dernier nous savons déjà qu'il est habité par l'esprit de classe. Il n'en est pas tout à fait de même pour ce qui est du syndicalisme artisanal. Ce dernier, l'artisan, tient, ne l'oublions pas, une large place dans la doctrine de l'Action Française. Il est lié à toute une politique de paix sociale, de production réglée et d'économie de qualité. Ces quatre concepts sont étroitement liés. On pense que l'artisan est un homme d'art, donc producteur de qualité. N'ayant pas de machine, sa production est bien limitée. Etant isolé ou en petits groupes, il n'est pas aussi dangereux pour les possédants que les grandes agglomérations industrielles. N'inquiétant pas les riches, il est ce qu'on appelle un facteur de paix sociale.

Si nous voulons résumer ce que nous venons d'exposer si longuement, nous devons dire que l'esprit corporatif et de paix sociale n'habite que le syndicalisme, agricole et une fraction du syndicalisme artisanal⁶. En revanche, les syndicalismes ouvrier et patronal sont imbus de l'esprit de classe.

6 Il y a deux syndicats d'artisans : 1° la confédération générale de l'artisanat ; 2° le Comité d'entente et d'action nationale. Ce dernier reproche au premier son esprit de lutte de classe.

CHAPITRE II

DU RÉGIME SYNDICAL AU RÉGIME CORPORATIF

Comment le régime corporatif se crée

Il se crée par l'assemblée des chefs d'une même industrie en vue d'instituer une discipline de la production ¹. Les patrons et les ouvriers, les producteurs et les transformateurs finissent, grâce à la corporation, par collaborer. Ce mot de corporation est toutefois trop complexe pour être clair. Il faut distinguer :

a) la *corporation* proprement dite qui suppose la collaboration des hommes dans le métier ;

b) le *régime corporatif et intercorporatif* qui veut la collaboration des métiers dans la nation ;

c) la *représentation des métiers devant l'Etat*, c'est-à-dire la collaboration des métiers avec les pouvoirs publics.

Ne peut-on toutefois pas donner au corporatisme un autre sens que celui du rassemblement des éléments du même métier ? M. Eugène Mathon, président du Comité Central de la Laine, l'a essayé. Il distingue :

1° le corporatisme horizontal ;

2° le corporatisme vertical. Par ce dernier, il entend « le rassemblement de toutes les industries qui se sont unies entre elles par la production ou le trafic d'une même matière ou de matières connexes » ². Par exemple, la Corporation de la Laine grouperait, s'élevant toujours vers le produit fini : les éleveurs de mou-

¹ *Le Salut par la Corporation*. Page 105.

² *Le Salut par la Corporation*. Page 139.

tons, les peigneurs, les tisseurs, les blanchisseurs, les confectionneurs de vêtements, les vendeurs, etc.... ; la Corporation du Blé comprendrait les producteurs de blé, les négociants en grains, les minotiers, les boulangers.

M. Baconnier rejette cette manière de voir. Dans la corporation du blé verticale telle que la conçoit M. Eugène Mathon, M. Firmin Baconnier discerne quatre corporations différentes que la nature des choses interdit de confondre. Il y a une autre raison qui rend M. Baconnier hostile à cette organisation. Elle aboutit, dit-il, à la vassalisation de l'agriculture. En mettant les agriculteurs avec les industriels et les banquiers, on risque de les mettre sous la coupe de ceux-ci. Ce serait la subordination de l'économie aux intérêts bancaires. Le corporatisme vertical ferait du créateur de la richesse le vassal du spéculateur et du financier. Une pareille perspective est repoussée avec horreur par M. Firmin Baconnier. On sent dans cette condamnation, toute la répugnance de l'Action Française envers la ploutocratie. Elle craint que cette association du brave agriculteur avec le banquier trop subtil ne soit nuisible au premier et partant aux intérêts majeurs de l'économie nationale.

Notez bien que s'il n'y avait pas eu cette appréhension des empiètements de la ploutocratie. M. Firmin Baconnier n'aurait pas eu, en fidèle maurrassien, aucun motif d'antipathie contre la corporation verticale. On se rappelle que M. Maurras suscita devant la solidarité des classes, la solidarité des producteurs d'un même produit quelle que soit leur situation sociale. « La solidarité entre tous ceux qui tendent à créer les mêmes produits peut et doit donc être aussi vive et profonde que la solidarité d'une même classe ». Ne dirait-on pas que c'est, à peu de choses près, la définition même que vient de donner M. Eugène Mathon de la corporation verticale et qui ressemble tant à la concentration verticale ? M. Maurras considère cette solidarité pacifiante. M. Baconnier la rejette pour la corporation. Qui a tort ? Dira-t-on que personne, en soulignant que M. Maurras étant un technicien des idées générales, était tenu à une certaine imprécision de vocabulaire d'où pouvait naître les contradictions ? Et que M. Baconnier, en homme averti et en spécialiste, devait éviter cet écueil, sans pour cela accabler de trop M. Charles Maurras ? Bref, que tous les deux ont raison ? C'est à la fois vrai et non. Car M. Maurras a trop souvent insisté sur

cette solidarité des hommes de haut en bas de l'échelle sociale meilleure, paraît-il, que la solidarité horizontale qui lie les classes ouvrières des diverses nations sur le plan de l'internationale pour que nous puissions croire à un malentendu de vocabulaire ou à une imprécision de langage.

M. Firmin Baconnier montre cependant où peut mener la solidarité esquissée par M. Maurras : au règne de la ploutocratie. Mais il n'y a pas d'ennemi aussi acharné de la ploutocratie, dans les partis de la droite actuelle, que M. Charles Maurras. En faisant proclamer la solidarité du cultivateur et du minotier, et de celui-ci avec les banques, on finit vite par mettre l'agriculture sous la tutelle des grosses banques. En effet, les banques et le crédit étant le couronnement de l'organisation économique moderne, il est fatal que l'agriculteur et l'industriel associés aux banquiers deviennent de collaborateurs des subalternes. Les banques ayant concentré en leurs coffres l'argent, elles en disposent à leur gré, pouvant ainsi imposer leurs volontés à l'industrie, au commerce et à l'agriculture. Bref, la solidarité ainsi préconisée par un anti-ploutocrate mène tout droit à la ploutocratie. Par quel intermédiaire ? Par celui de la monnaie et des phénomènes de la circulation. De là surgit un dilemme ; de deux choses l'une : faut-il renoncer à la solidarité préconisée par M. Maurras ? Impossible, puisqu'elle intéresse la stabilité nationale. Un patriote ne peut pas renoncer à elle. Faut-il alors renoncer à la monnaie ? Mais cette solution, parce que communiste, ne peut pas non plus être acceptée par l'Action Française. Si désintéressée qu'elle soit à l'égard de la monnaie, elle est trop attachée, doctrinalement parlant, à l'Argent qui dérive de cette monnaie, pour la laisser choir. Elle y tient beaucoup.

L'Action Française tient à la notion d'argent, quoiqu'elle répugne à celle de ploutocratie. Nous dira-t-on maintenant que le dilemme où nous avons enfermé la doctrine n'est valable qu'en régime démocratique ? Mais oublie-t-on que, dans ses considérations, M. Baconnier s'est placé dans l'hypothèse d'un régime corporatif. N'empêche qu'en admettant la monnaie il faut admettre ses conséquences. On les aura fatalement. De la monnaie sort l'argent, et d'ici la ploutocratie. Nous dira-t-on encore que la royauté saura maîtriser les banques ? Peut-être, mais elle ne fera pas disparaître le fléau. Car la monarchie n'est pas fatalement et sans relâche puissante. Elle a ses hauts et ses bas,

elle est humaine. Dans ses instants de faiblesse, elle sera surprise par l'avalanche ploutocratique sans qu'elle puisse y opposer une barrière solide. Il faudrait pour mettre fin à de pareilles surprises, en supprimer la cause : la monnaie. Mais de cela, le corporatisme anti-ploutocrate ne veut entendre parler. Il déteste les effets, mais il vénère les causes.

CHAPITRE III

UN NOUVEL ORDRE PROFESSIONNEL

Jusqu'à maintenant, sauf rares exceptions, M. Firmin Baconnier a jugé l'évolution qui nous mène au corporatisme plus qu'il ne parle de ce dernier. Dans ce troisième chapitre nous allons, avec M. Baconnier, supposer le régime corporatif réalisé et définitivement installé. L'individu isolé fait place au groupe. Des corps professionnels s'établissent, des relations entre eux s'instaurent. L'Etat est supposé avoir reconnu les corporations et ne plus avoir affaire qu'aux groupes, tel l'Etat bien constitué de la pensée maurrassienne. Ce régime amènera l'ordre dans la distribution, l'harmonie dans la production, l'équilibre dans les prix. Mais à côté de ces vertus quels seront les tâches auxquelles la corporation aura à faire face ? Ces attributions sont de trois sortes : économiques, sociales et culturelles.

1 Comme il est dit si bien sur la manchette du livre de M. Baconnier.

PARAGRAPHE I

ATTRIBUTIONS ÉCONOMIQUES DE LA CORPORATION

Elles peuvent être groupées sous quatre rubriques : a) la garde du métier ; b) la lutte contre l'anonymat des entreprises ; c) la dissémination de l'industrie française ; d) la discipline de la production ; e) l'élargissement du marché ; f) retour à la qualité.

A. — *La garde du métier.*

Il convient de réserver l'exercice du métier aux nationaux qu'il faut défendre contre la concurrence des étrangers. On ne doit ouvrir l'accès de la profession aux étrangers que dans des cas exceptionnels et à condition qu'ils acceptent les disciplines professionnelles.

Les pays étrangers prennent des mesures prophylactiques pour empêcher les puissances financières internationales de mettre la main sur les entreprises nationales. Ainsi l'Allemagne et la Suisse ont lutté contre les empiètements du magnat tchécoslovaque de la chaussure : Bata. En France, on est plus libéral et M. Baconnier déplore cette carence des pouvoirs publics. « Chez nous, écrit M. Firmin Baconnier, l'étranger, même le plus suspect, peut exercer une profession industrielle, ouvrir un magasin, vendre n'importe quoi à n'importe quel prix, faire faillite, vendre à nouveau, déposer encore une fois son bilan, ouvrir un autre magasin pour faire de nouvelles dupes »².

Les vœux des diverses Chambres de Commerce s'élèvent contre ce libéralisme que l'on juge excessif. Les unes demandent à l'étranger un stage de cinq ans en France avant d'ouvrir un commerce. D'autres exigent un accroissement des charges fisca-

les pesant sur les maisons étrangères installées sur territoire français.

Citant un passage du livre de M. Joseph de la Perrière sur la « Technocratie », M. Baconnier nous montre les effets néfastes d'un état de choses très libéral. Des individus ne possédant aucunes connaissances pratiques mais disposant des relations utiles et pouvant rassembler des millions peuvent monter des usines, acheter les matières premières, recruter la main-d'œuvre. Sur ces entrefaites, ils peuvent faire faillite et mettre les gens sur le pavé. A un médecin, à un avocat, à un notaire, on demande des études, longues et coûteuses, un diplôme, etc... Mais d'un homme qui s'improvise du jour au lendemain industriel et financier, ayant des plus lourdes responsabilités, on ne demande aucune de ces garanties morales. Il n'en sera plus de même en un régime corporatif, conclut M. Baconnier. Là, on exigera de l'homme des preuves de capacité, de solvabilité, de moralité.

B. — *Lutte contre l'anonymat des entreprises.*

De nos jours, l'anonymat fait vivre l'entreprise. Contre la fortune anonyme et vagabonde, il n'y a pas non plus de garanties. La loi de 1867 sur les sociétés aboutit à dépersonnaliser le capital. Les maîtres de l'argent en bénéficièrent. Des entreprises se fondèrent qui d'*industrielles*, c'est-à-dire faites pour la production et la vente, devinrent *financières*, simples machines à billets. Ensuite, elle a permis l'avènement d'une oligarchie financière de deux à trois cents ploutocrates qui ont confisqué à leur profit la direction de l'économie. On est tout frappé de voir le slogan du Front Populaire : les deux cents familles, repris par un écrivain royaliste. Mais qui connaît l'aversion de l'Action Française envers les aristocrates de l'argent, ne serait pas étonné de cette coïncidence.

Les affaires c'est l'argent des autres, voilà un autre slogan combattu par l'Action Française avec non moins d'acharnement. Cette formule ne s'applique pas aux entreprises à caractère personnel, mais à celles qui sont de constitution anonyme. Ce régime de l'anonymat facilite l'irresponsabilité des chefs. Il institue la dictature d'un capitalisme sans obligation ni sanction. L'établissement du corporatisme mettrait un terme à ces pratiques. Il personnalisera le capital et rendra par là même leurs responsabilités aux chefs.

Ces conséquences corporatistes sont parfaitement dans la ligne maurrassienne. Charles Maurras combat pour la *personne* humaine, concrète et définie, contre l'*individu*, création abstraite et vague de la Révolution. Et l'on voit que Charles Maurras emploie le terme de *personne* de préférence à tout autre. En ce sens la philosophie de l'Action Française serait personneliste. Ce qui cadre assez bien avec l'attitude maurrassienne envers l'association libre et spontanée, microcosme qui sauvegarde la personnalité humaine, par ses proportions modestes. Elle ne l'écrase pas.

C. — *La dissémination de l'industrie française.*

C'est là une troisième attribution d'ordre économique que M. Firmin Baconnier assigne à la corporation. C'est aussi, en économie, le pendant du principe décentralisateur maurrassien. Charles Maurras veut décentraliser la France politique. M. Baconnier veut décentraliser la France économique. Il lui apparaît que la concentration industrielle est un des facteurs du déséquilibre social français. On a tout amassé à Paris ou dans quelques grandes villes et rien dans le reste du pays. Congestion à Paris, désert en province. Or, « le redressement économique français implique la dissémination de l'industrie française »³.

La décentralisation industrielle est commandée aussi bien par des raisons militaires que par des raisons économiques. Le maréchal Pétain a souligné les premières. Il montre les dangers d'une attaque aérienne sur une ville comme Paris. La conclusion qui s'impose est la dissémination sur tout le territoire français, des industries, afin d'offrir une moindre cible aux bombardements ennemis.

Militaire, le maréchal Pétain parle le langage de son métier. Mais là où l'homme de guerre dit *évacuation* des industries, l'économiste parle de *décentralisation*. Les mots changent, la chose reste.

La décentralisation a maints avantages. Après M. R. Ziegel, ingénieur principal du Génie maritime, M. Baconnier nous les expose par a contrario, en faisant valoir, si l'on peut dire, les méfaits de la concentration et les griefs que l'on peut formuler contre elle. Il paraît que la concentration industrielle ruine le

³ Conférence tenue par M. R. Ziegel, le 7 Février 1935, au Centre Polytechnicien d'Etudes Economiques.

pays, qu'elle transforme le bourgeois en fonctionnaire, qu'elle éloigne l'usine du consommateur, qu'elle aggrave l'insécurité ouvrière et qu'elle abaisse le niveau de vie de tous, compromettant la vie nationale. De plus, la concentration élève les prix de revient. Il y a là, croyons-nous, de la part de l'auteur, une erreur manifeste. Car la production en grand a toujours pour effet de diminuer le coût de production.

M. Baconnier critique bien la concentration. Cependant ses critiques sont nuancées de réserves, et qui définissent exactement sa position à l'égard de ce problème de la vie économique. Il reconnaît que dans le passé, la concentration fut utile ; elle ne l'est plus. Et il rappelle les lignes vraiment prophétiques de la Tour du Pin écrites en août 1883 : « Aujourd'hui l'âge de la houille, comme l'a appelé M. Le Play, sollicite telles agglomérations ; demain peut-être s'élèvera celui de l'électricité qui les dispersera ». En effet, au XIX^m siècle, il fallait installer les entreprises industrielles auprès des mines de houille ou des voies navigables. Dans notre siècle, grâce à l'électricité et à son transport à grandes distances on peut bâtir l'usine n'importe où, certain que l'on ne manquera pas de matières premières.

M. Baconnier pense toutefois que même si les circonstances matérielles et scientifiques n'étaient pas favorables, il faudrait procéder à la dissémination industrielle parce que la concentration est dangereuse pour l'ordre social ; elle augmente le nombre des chômeurs et des prolétaires, mettant la paix et l'existence de la nation en péril. Toujours le souci de l'union sociale.

Nous avons cependant une objection à faire. L'école corporatiste s'est vigoureusement dressée contre la politique d'Etat qui faisait de l'homme un individu isolé et plein de faiblesses, sans réactions bien nettes devant les usurpations de l'Etat. Mais le corporatisme ne fait pas autre chose avec la personne humaine. Il veut disséminer l'industrie afin d'affaiblir, par la distance et la désunion, les forces prolétaires, et sauver aussi la paix sociale. Entre le corporatisme et l'étatisme, la différence n'est que de buts ; la méthode reste la même. Où l'un dit Etat, l'autre dit Union sociale, mais pour assurer cette Union sociale ou la force de cet Etat, ils recourent aux mêmes procédés. Ils divisent les forces afin de pouvoir régner. L'Etat divise la famille et les groupes sociaux pour asseoir sa domination sur l'ensemble de la société, et la corporation décentralise les for-

ces industrielles pour les affaiblir afin de sauver la paix des riches.

On attaque sans cesse la concentration étatiste, mais on oublie qu'auparavant l'étatisme a procédé comme l'aurait fait n'importe quel régime corporatif décentralisateur, il a décentralisé, c'est-à-dire dissocié, les formes individuelles. Laissées à leurs propres fantaisies, elles ne furent que de la pâte entre les mains rudes de l'Etat. Ce n'est qu'alors que ce dernier passa à la concentration. N'empêche, il reste que l'Etat, comme la corporation, s'emploie à dissocier les forces sociales. De quel droit le corporatisme vient ensuite reprocher à l'Etat son travail de désagrégation ? Le système corporatif fait la même chose.

Si nous avons tenu à développer cette objection, c'est parce qu'un des reproches les plus souvent répétés à l'encontre de l'Etat est celui de la division des forces sociales. Le corporatisme en fait autant.

**

A côté des vertus déjà énumérées, la décentralisation économique en a d'autres. M. Baconnier nous assure après M. Ziegel que « le fondement économique de la dissémination de l'industrie réside dans le bas prix de la vie à la campagne : les salaires sont moins élevés, mais leur pouvoir d'achat est beaucoup plus grand qu'à la ville ». Mais en cas de décentralisation, le prix de la vie, dans les campagnes, ne restera plus le même. On aura, par l'accroissement des demandes, une hausse des prix. Et le bas prix de la vie à la campagne ne sera plus qu'une légende.

Cette décentralisation industrielle exige, outre la dissémination des usines, deux autres conditions : l'une d'ordre intellectuel, la dissémination de l'élite française grâce à laquelle on puisse former les cadres provinciaux, et l'autre d'ordre politique, la réforme de l'Etat. La décentralisation administrative est un problème de gouvernement ⁴.

D. — *La discipline de la production.*

La corporation se charge entre autre à discipliner et à limiter la production, c'est-à-dire à ralentir son rythme. Pourquoi ?

⁴ *Le Salut par la Corporation.* Page 174.

Pour ajuster la production aux besoins de la consommation. C'est ce que veut faire le corporatisme à l'aide de son principe de la production réglée. L'ordre de la liberté en est différent. Il signifie « la liberté de produire ce qu'on veut, comme on veut, quand on veut et tant qu'on veut », comme le dit si bien M. Jacques Duboin dans son livre : « La grande relève des hommes par la machine ». Mais en régime corporatif il n'y a pas cette licence et l'apparition d'une machine ne risque pas de produire les mêmes effets qu'en régime libéral, puisque la transformation de l'outillage se ferait progressivement et avec méthode et non pas tout d'un coup.

Mais entre les machines inventées et mises en application, M. Baconnier nous invite à faire une distinction, et c'est ici qu'apparaîtra plus compréhensible encore notre critique du principe de la production réglée. Plutôt qu'il ne la règle, il l'arrête, avons-nous dit. En tout cas, on observe, en l'appliquant, une *baisse* dans la production plus qu'on ne réalise l'*harmonie* et la discipline dans cette même production. La baisse est nette, l'harmonie est moins certaine.

Citons maintenant le passage incriminé : « Au demeurant, il y a machine et machine. Il est bien certain que la machine à grand rendement que nous employons vaudrait si la découverte d'une nouvelle planète nous donnait la possibilité d'écouler la production de masse. Mais comme les marchés se rétrécissent de plus en plus, une telle machine, au lieu de servir l'homme, terrasse l'homme. Pour que la machine serve l'homme, il est indispensable que celui-ci ait à sa disposition, en place d'un outillage conçu pour la production de masse, un outillage souple permettant la fabrication de produits de qualité »⁵.

Les préférences de M. Firmin Baconnier vont ainsi à la petite machine, autrement dit à la production en détail. Mais celle-ci est faible de rendement et donc coûteuse. M. Baconnier nous répondra qu'on y palliera par l'accroissement de la qualité. Croit-on que les grandes machines ne sont pas susceptibles de perfection, ni de production de qualité ? C'est se faire des illusions, et gratuitement.

On n'habille pas moins, cependant, ce mauvais principe qu'est la production réglée, des plus beaux oripeaux. On l'affuble de mots imposants tels la discipline ; on lui accole un

autre mot non moins bien : la qualité, et avec ces habits il est parti à la conquête de ceux qui pensent. La majorité, éblouie par ces artifices, se laisse convaincre, ou mieux encore se laisse faire, et voilà comment s'étendit le corporatisme. Ainsi, il devint une mode.

E. — *Elargissement du marché national.*

Le corporatisme y pourvoit. Il y pourvoit grâce à la mise en marche d'un double mécanisme :

- 1° la défense du produit national ;
- 2° l'utilisation des produits nouveaux.

Avant d'exposer en détail ce processus, M. Firmin Baconnier nous avertit, assailli sans doute par des scrupules, qu'ajuster la production aux besoins du marché ne signifie pas nécessairement la réduction de cette production. Mais si, et nous venons de le montrer. On peut le faire encore une fois, et autrement, et tout aussi bien. En effet, « besoins du marché » veut dire besoins solvables. Mais si l'on produisait aussi pour les besoins insolubles, on aurait plus de produits que de monnaie et les premiers risqueraient de se déprécier. Pour éviter cela, on diminuera la production.

Demandons-nous après cet intermède comment M. Baconnier pense pouvoir défendre le produit national. Il donne un exemple pour mieux se faire comprendre. Grâce au régime de laisser-faire, dit-il, la fabrication du cuir national fut cruellement concurrencée par la fabrication du cuir artificiel, produit étranger. Il y avait une perte de substance d'autant plus grave que l'exportation du cuir synthétique mettait en question la production animale française qui fournissait la matière.

Quid, si le cuir artificiel était un produit national ? La question changerait du tout au tout. Dans ce cas, conclut M. Baconnier, la corporation agricole et celle du cuir naturel ne s'opposeraient pas à la création d'une industrie nouvelle, mais le développement de cette industrie ne serait envisagé que dans la mesure où elle apporterait de nouvelles occasions de travail et répondrait à de réelles nécessités sociales et nationales⁶. Cette politique est bien prudente.

⁶ *Le Salut par la Corporation*, Page 132.

Passons à la deuxième question : l'utilisation des produits nouveaux. Comment va-t-on s'en servir. Pour éclairer notre religion, M. Baconnier donne deux exemples : celui du gaz des forêts et de l'huile d'olive. Le premier pourrait servir à *alimenter* les moteurs français et le second à *graisser* lesdits moteurs. Ces deux produits sont français. On devrait développer leur consommation, pourtant on se sert des produits étrangers, affirme notre auteur.

En régime corporatif on utiliserait ces produits. Pourquoi ne le fait-on aujourd'hui ? Parce qu'il manque la collaboration que le système corporatif institue au sein du métier, et entre les métiers. Des métiers puissants auraient interdit la consommation des produits étrangers exigeant l'utilisation des produits nationaux.

F. — *Retour à la qualité.*

La corporation signifie le souci de la qualité. Or aujourd'hui, comme dit M. Caquot, cité par M. Baconnier⁷, « il faut pour tous les besoins faire de la qualité. C'est là qu'est l'avenir. Si nous voulons sortir de la crise actuelle, il faut orienter toute la production non pas vers des productions massives, médiocres, mais vers des productions de qualité ». Et l'on est convaincu à l'Action Française qu'il n'y a que la corporation pour faire de la qualité. La grande production industrielle concentrée en serait, paraît-il, incapable. Comme nous avons déjà fait la critique de ce point de vue, contentons-nous ici de dire pourquoi cette doctrine, pourtant fausse, eût tant de succès.

La qualité est une notion magique. Elle éblouit l'esprit et séduit l'intelligence. C'est un concept-aimant, elle attire. Et lorsqu'on dit aux gens : la qualité est avec nous, ils viennent avec nous. Il suffit de leur faire cette affirmation, ils n'y pensent pas plus loin. Cette attitude peu critique n'est toutefois pas blâmable. L'attention de l'homme est sollicitée par tant de choses qu'il n'a plus le temps de faire un sort à chaque mot. On le prend tel qu'il est, et on suit, tels les moutons de Panurge.



M. Firmin Baconnier ne s'arrête pas en si bon chemin. Il

⁷ *Op. cit.* Page 187.

continue ; il donne des exemples. Choisissons, parmi ceux-ci, le plus typique, celui de la boulangerie, et voyons si nos critiques d'ordre général peuvent ou non être infirmées par un cas particulier. S'il nous était prouvé, par les faits, que nous avons tort, nous renoncerons, en dépit de la raison logique, à nos idées. Mais il n'en est rien.

M. Baconnier trouve dans « Le Fermier » (cité par le *Journal d'Agriculture pratique*, n° du 28 octobre 1933), la note d'un meunier de Seine-et-Oise où il est parlé de la diminution de la qualité du pain. Il y est dit :

« Je vous dirai tout d'abord qu'en prenant une même farine et en faisant deux essais de panification, une première fois dans les conditions *de la fabrication industrielle*, une deuxième fois dans les conditions *de la fabrication familiale*, on obtient des résultats très concluants.

« Le pain fait à la ferme présente des qualités de goût, de conservation, de digestibilité, que n'a pas celui du boulanger ».

La conclusion du meunier serait bien trop concluante, s'il n'y avait d'autres faits qui apporteraient certaines réserves. Nous trouvons dans l'œuvre de M. Baconnier, note en bas, une lettre que lui a envoyée M. Marcel Nadaud, secrétaire général de l'Union Syndicale de la Boulangerie en gros. Elle est ainsi libellée :

« Si le pain n'est plus travaillé avec la sage lenteur de jadis, si les levures rapides tendent à remplacer le levain aux effets moins prompts, mais plus homogènes, *la responsabilité en incombe uniquement à la loi du 28 mars 1919*⁸ (souligné dans le texte) incorporée dans le Code du Travail (livre II, art. 20), disposant qu'il est interdit d'employer des ouvriers à la fabrication du pain entre 10 heures du soir et 4 heures du matin ; cette interdiction s'applique à tous les travaux qui, directement ou indirectement, concourent à la fabrication du pain et de la pâtisserie.

« Il est évident que dans de telles conditions, vendre du pain frais, dès 6 heures du matin, constitue un véritable tour de force ».

De ce qui précède, il ressort que la mauvaise qualité du produit n'est pas due à la production industrielle centralisée, mais

8 *Op. cit.* Pages 193-194.

à une loi bâclée en hâte. Cela n'empêche pas M. Baconnier de dire que « si l'on veut que le Français revienne à la consommation du pain, il faut rétablir sans tarder les disciplines corporatives ». Mais nous venons de voir qu'il faudrait surtout réformer les habitudes législatives.

En conclusion, nous devons dire que la grande production centralisée est aussi capable sinon davantage que la corporation de faire de la qualité. Et comment la production corporative artisanale pourrait-elle faire de la qualité ? C'est une production onéreuse, de faible rendement. On nous dira que c'est justement pour cela qu'elle est qualitative. On nous permettra de ne pas prendre trop au sérieux cette réponse.

PARAGRAPHE II

ATTRIBUTIONS SOCIALES DE LA CORPORATION

Enumérons-les avec M. Baconnier. Ce sont :

1° organisation de l'apprentissage et de l'enseignement technique ;

2° organisation de la bonne entente : a) entre patrons et ouvriers ; b) entre propriétaires et fermiers ;

3° la corporation assure le juste prix et le juste salaire ;

4° la corporation prend en charge l'assurance et l'assistance sociales.

1° ORGANISATION DE L'APPRENTISSAGE ET DE L'ENSEIGNEMENT

Pour bien aimer un métier, il faut savoir bien le faire. Et donc l'avoir appris quelque part. Malheureusement, le libéralisme économique a tué le métier et l'apprentissage. L'activité des Français a été détournée de ses buts légitimes. On a constaté un afflux vers les carrières libérales ou intellectuelles et un effectif déficitaire dans les autres branches de la production nationale. Dans les écoles, 85 % des élèves se préparent à des fonctions publiques et à des professions qui ne représentent que 7 % de la population. Des milliers d'ingénieurs sont sans emploi et des centaines de mille d'ouvriers en chômage. Pourtant, il y a beaucoup d'ouvriers étrangers qui travaillent en France, mais il ne s'agit pas de s'en débarrasser totalement, car même alors on trouverait des difficultés de recrutement. D'où vient cet état de choses ? Selon M. Baconnier, il est dû à deux causes :

1° *l'enseignement d'Etat*. Celui-ci a orienté la jeunesse vers

les *métiers de fonctionnaires* en la détournant des *métiers de production* ;

2° l'absence d'apprentissage depuis l'abolition du corporatisme par la Révolution.

Nous nous permettrons de croire, à l'encontre de M. Baconnier, que cette évolution sociale, qui est pour lui un détournement de mineurs, est en réalité une bonne chose, en tout cas un bon symptôme. Si elle n'est pas bonne pour le moment, elle le sera pour l'avenir.

L'enseignement d'Etat a très bien fait de pousser la jeunesse vers les carrières intellectuelles. Les métiers de production ou les métiers manuels sont à laisser aux machines. Mais comment pourra-t-on pallier à cette absence de bras ? Toujours par la grande production industrielle centralisée. Celle-ci, mécanisée à outrance, se passera fort bien des travailleurs manuels.

2° *L'organisation de la bonne entente*. Elle a pu se faire entre patrons et ouvriers, et entre propriétaires et fermiers. M. Firmin Baconnier en donne des exemples édifiants.

3° *La corporation assure le juste prix et le juste salaire*, l'ouvrier comme le consommateur ont leur juste part des produits de l'économie nationale. Les corporations, étant très simples, peuvent faire des prix. Il n'en est pas de même de la fixation des prix par les pouvoirs publics. Elle échouera.

De là, M. Baconnier tire argument en faveur de la corporation. Mais la maladresse de l'Etat n'est qu'une affaire d'expérience. Un beau jour il acquerra un peu plus d'adresse.

4° *La corporation prend en charge l'assurance et l'assistance sociales*. Il n'y a que la corporation pour satisfaire convenablement à ces désordres. L'Etat le fait maladroitement. M. Baconnier écrit :

« L'Etat n'est pas qualifié, pour assumer une telle tâche ; il la remplit mal et à des conditions extrêmement onéreuses »⁹.

⁹ *Op. cit.* Page 228.

PARAGRAPHE III

ATTRIBUTIONS POLITIQUES DE LA CORPORATION

Il faut, nous dit M. Firmin Baconnier, assurer la représentation des intérêts professionnels près des pouvoirs publics. Déjà, La Tour du Pin qu'il cite définissait le régime corporatif : « une organisation de la société en corps professionnels, aussi bien dans l'ordre politique que dans l'ordre économique ».

Dans l'ordre économique, ce régime corporatif « substitue à la liberté illimitée du travail et du capital et à la concurrence sans frein qui en résulte des règles variables dictées par les corps professionnels eux-mêmes dans l'intérêt de la sécurité et de la loyauté du métier » (Aphorismes de politique sociale par le Marquis de La Tour du Pin la Charce).

Dans l'ordre politique, il y a aussi des changements. En régime corporatif, on substitue à la représentation des partis et des opinions la représentation des droits et des intérêts. Bref, de l'être de la France.

Faut-il pour cela créer un Parlement corporatif unique ? A la suite de La Tour du Pin, M. Baconnier rejette cette construction. Pour ce faire, justifier cette opinion, il fait cette citation de La Tour du Pin qui représente bien la pensée de l'auteur dont nous traitons ici :

« Une chambre unique pour toutes les professions, écrit La Tour du Pin, que Baconnier approuve, serait une tour de Babel lorsque leurs représentants voudraient s'entendre et dégénérerait tout de suite en champ clos où n'apparaîtrait aucun intérêt commun et où les intérêts particuliers seraient en conflit perpétuel ».

La représentation professionnelle devant l'Etat veut des Chambres, non pas *une* Chambre. Il y aura les Chambres d'agri-

culteurs, les Chambres d'industries et des métiers, les Chambres de Commerce, les Chambres des professions libérales, etc...

Sur le terrain économique et social, la corporation sera maîtresse absolue ; dans son ordre, elle est souveraine. Au contraire, dans le domaine politique, le rôle des Chambres professionnel est simplement *consultatif*.

CONCLUSION

Il apparaît à M. Firmin Baconnier que le corporatisme est le meilleur système d'organisation professionnelle. Pourquoi cela ? Suivant quel critérium juge-t-il un régime bon ou mauvais, ou meilleur qu'un autre ? Ce critère, notre auteur l'emprunte à La Tour du Pin. D'après ce dernier nommé, le système « qui convient le mieux à chaque pays est celui qui s'y est établi le plus facilement ». On dirait une lapalissade, mais elle annonce quelque chose de plus profond. « Il n'y a pas à disputer là-dessus, continue La Tour du Pin, mais à considérer ce qui se produit par l'évolution historique, alors qu'elle n'est ni étouffée ni violentée par les pouvoirs publics, mais protégée et dirigée par eux en vue du bien commun ». Cela veut dire que le critère à considérer est, comme le remarque M. Baconnier, l'évolution historique.

« Nous avons, écrit ce dernier, suivi le conseil de La Tour du Pin. Nous avons considéré ce qui se produit en France par l'évolution historique, c'est-à-dire que nous avons interrogé les faits ». Et il paraît que ces faits se prononcent pour la corporation, répondant ainsi aux vœux les plus chers des corporatistes. Là-dessus nous pouvons discuter. Car partout dans le monde on constate une évolution qui est moins corporatiste qu'étatiste. La corporation italienne est étatisée. Quant au bolchevisme et à l'hitlérisme, ce sont des étatismes à outrance. On observe partout une tendance vers l'étatisme et la centralisation, née des conditions de la vie industrielle. Et, comme écrivent MM. Gide et Rist, « c'est probablement sous l'aspect d'une centralisation progressive qu'apparaîtra plus tard l'évolution législative de ces quarante dernières années »¹.

1 *Histoire des Doctrines Economiques*. Page 695.

4° - MONTESQUIOU - CHAMINADE

MARIE DE ROUX

A. — « Montesquiou et nous ».

« L'anti-roussisme est le *b a, ba* de l'Action Française. Nous y pensions samedi en inaugurant la salle Léon de Montesquiou. Notre admirable ami a étudié les sociétés intermédiaires entre l'Etat et le Citoyen, comme personne ne l'a fait ni avant lui ni après lui. Cette double critique de l'Individualisme et de l'Etatisme fut si forte qu'elle rallia même Maurice Barrès, longtemps sensible au charme de « l'extravagant musicien ». La part personnelle que nous avons prise à cet effort nous permet et même nous contraint de dire : Montesquiou et nous.

« Toute la doctrine de l'Action Française y est engagée, en effet »¹, conclut Charles Maurras en cette page à la mémoire de Léon de Montesquiou. Elle résume et affirme la position essentielle de l'Action Française et le rôle qu'elle joue dans la grande querelle des intermédiaires.

Pour Montesquiou, les raisons du nationalisme ne peuvent consister que dans une lutte pour le triomphe des états intermédiaires, économiques ou autres. « Je vois, écrit-il, le nationalisme comme une réaction contre des théories émises par Rousseau ». Or, qu'est-ce que le rousseauisme avant tout, pour l'Action Française, sinon un adversaire de ces sociétés intermédiaires qui assument aux doctrines hiérarchiques de l'Action Française une assise solide ?

Dans un numéro du « Courrier Royal », le Comte de Paris a admirablement résumé cette façon de voir les choses.

« Deux conceptions de l'homme apparaissent désormais irréductiblement opposées : la conception chrétienne et la conception de J.-J. Rousseau »², soutient le prince. Les termes dont il vient de se servir ne sont peut-être pas très précis, mais il suffit de remplacer Rousseau par Révolution et conception chrétienne par Contre-Révolution pour avoir une vision plus exacte de cet état de choses. Certes, les conceptions chrétiennes ne

¹ *L'Action Française*, 2 Février 1939.

² *Courrier Royal*, 4 Février 1939.

sont pas toujours contre-révolutionnaires, mais c'est là le sens que leur a donné le prince en question.

Pourquoi Montesquiou et l'Action Française tiennent tant aux sociétés intermédiaires. Parce qu'elles réalisent mieux la hiérarchie. De même qu'en province, les préjugés sont plus tenaces que dans les grandes villes, l'égalité est mieux refoulée dans les petites cellules sociales que dans les grands corps d'Etat. Ceux-là sont plus égalitaires. Et l'Action Française a raison de constater que le socialisme allemand triompha en *Allemagne*, mais non pas dans les *Allemagnes*, dans la grande capitale prussienne plutôt que dans les petites cours particularistes. Le socialisme est une doctrine pour Paris ou Berlin, mais non pour grand-duché de Gérolstein.

Cette doctrine des sociétés intermédiaires fut, bien avant l'Action Française, formulée par de Bonald. Pour lui, l'ordre se déroule suivant une certaine loi. Il distingue en toute chose bien ordonnée, une *cause*, un *moyen* et un *effet*. Dieu est la cause universelle, l'homme est son effet.. Entre deux, il y a le moyen : le prêtre.

Dans la vie sociale, ce rapport se traduit par pouvoir, ministre, sujet. En vertu de ce rapport, de Bonald ne pouvait être que royaliste.

« Dans la monarchie royale, écrit-il, nous avons les trois personnes sociales (pouvoir, ministre, sujet) parfaitement distinctes les unes des autres ; dans la démocratie nous les avons trouvées confondues en une seule ; dans l'aristocratie, nous en trouvons deux, les ministres et les sujets, la noblesse et le peuple »³.

Selon de Bonald, là où il y a connaissance du médiateur, il y a civilisation. Au cas contraire, il y a barbarie. Cette idée rappelle celle de Montesquieu (non pas de Montesquiou) écrivant que les peuples qui n'ont pas de prêtres sont ordinairement barbares.

Si l'on voulait maintenant traduire en termes habituels la doctrine de de Bonald, de la cause, du moyen et de l'effet, il faudrait dire que toute chose qui existe naît d'abord, vit ensuite, meurt enfin. Est-ce penser puissamment ? Plutôt bien penser.

³ *Œuvres Complètes de Bonald* (3 vol.). Tome I. Première partie. Economie sociale. Du principe constitutif de la société. Page 75.

B. — *Chaminade et Marie de Roux.*

M. Marcel Chaminade a écrit « L'Expérience financière de M. Poincaré », où il critique la stabilisation qui fut une amputation de la monnaie, et « La Monarchie et les Puissances d'Argent », où il fait l'éloge de la première.

Il convient de rappeler à sa suite et pour mémoire le nom de Marie de Roux. Il collabore à l'Action Française dominicale et il a écrit quelques brochures et livres.

C. — Avec Maurras, Bainville, Baconnier, Montesquiou, Chaminade, de Roux, nous avons épuisé la série d'écrivains de l'Action Française proprement dite. Mais il va de soi qu'un groupement tel que celui de M. Maurras ne pouvait rester sans disciples ni satellites. L'Action Française fit, par son rayonnement, surgir de nombreux groupements qui gravitent dans son orbite. « Je suis Partout », « Le Combat », « Courrier Royal », sont autant de dépendances — doctrinalement parlant — de l'Action Française. Ils trouvent leurs mots d'ordre dans les colonnes du journal de M. Maurras et puisent leurs principes dans « L'Enquête sur la Monarchie », la bible du royalisme contre-révolutionnaire français. Mais on peut tout aussi bien concevoir une monarchie, fille intellectuelle de la Révolution.

Ceux qui écrivent dans « Je suis Partout » ou au « Combat » n'ont pas rompu tout lien avec l'« Action Française ». Leurs noms se trouvent souvent au bas d'articles publiés ici ou là, dans « L'Action Française » et « Je suis Partout », dans « L'Action Française » et « Le Combat ». M. Robert Brasillach, rédacteur en chef de « Je suis Partout », écrit de remarquables feuilletons littéraires dans « L'Action Française ». Quant à M. Thierry Maulnier, du « Combat », on trouve, non rarement, son nom dans les colonnes du vieux journal royaliste. Pour ce qui est de M. Pierre Lucius, il accorde sa collaboration régulière à « Je suis Partout », mais il n'écrit pas chez M. Maurras. Néanmoins ses idées économiques reflètent les pensées du doctrinaire de la monarchie, à tel point que nous le considérons, lui aussi, comme un homme de l'Action Française quoique écrivant ailleurs, dans les colonnes de « Je suis Partout », ou dirigeant des journaux professionnels. Nous mettrons toutefois à part M. Georges Valois.

Certes, avons-nous eu quelque peu tort d'écrire qu'avec les écrivains précédemment étudiés nous avons épuisé le groupement de l'Action Française. Car un homme comme M. Thierry Maulnier, dont nous n'avons pas encore exposé les doctrines, fait bien partie de l'Action Française. Mais il est, il faut le reconnaître, lié, en sus, à un deuxième groupement. Notre intention étant d'exposer les conceptions des *groupements* d'Action Française, c'est-à-dire en dehors de l'Action Française proprement dite, des autres groupements dont elle fut l'inspiratrice doctrinale, force nous fut de rejeter ailleurs, par une distinction arbitraire, l'exposé de la doctrine de Thierry Maulnier.

Les groupements sortis de l'Action Française et dont nous allons entreprendre l'étude sont, en plus du journal de la rue Baccador, les suivants : « Courrier Royal », « Combat », « Je suis Partout », « La Revue Universelle » et « L'Étudiant Français ». Ces deux derniers, nous ne les avons cités que pour mémoire. Tout notre effort, dans les pages à venir, portera sur les premiers trois groupements et nous allons décrire, en la commentant, la doctrine de « Je suis Partout », du « Combat », du « Courrier Royal ». Cependant, nous devons limiter notre travail. Sous peine de nous voir aller trop loin, nous ne pouvions pas faire une monographie de l'étude de chaque groupe. Il nous fallait choisir et ne prendre que quelques noms représentatifs de chaque groupe particulier. M. Thierry Maulnier nous a paru le plus représentatif du cercle littéraire du « Combat », Pierre Lucius de « Je suis Partout », et le Comte de Paris du « Courrier Royal », quoique d'autres aussi s'occupent des questions économiques et sociales, ici ou là, comme M. Michel Fontgrave et autres.

La méthode qui préside à notre choix fut la suivante : ou bien nous avons choisi les noms de ceux qui écrivent aussi bien à l'Action Française que dans un groupe particulier, comme le fait Thierry Maulnier ; ou bien, plus simplement, des noms qui se détachent des autres mais dont les attaches spirituelles avec l'Action Française nous ont paru étroites. Tout cela, afin de ne pas nous éloigner de l'Action Française et de rester, au cours de cette thèse, rivé à la doctrine maurrassienne qui fait l'objet principal de nos études comme de nos réflexions. Il nous semble toutefois qu'avec M. Georges Valois, nous allons nous en éloigner quelque peu.

B. - *Courrier royal*

5° - LE COMTE DE PARIS

la décentralisation

et le corporatisme

M. le Comte de Paris est un hardi aviateur⁴ et un sagace économiste. Politique averti aussi. Il est jeune et plein de talents.

Très énergique, mais d'une énergie plus souple que celle de l'Action Française, quoique tout aussi vigoureuse, le Comte de Paris vient de donner à la cause royaliste une impulsion nouvelle et même assez puissante. Le « Courrier Royal » est un bon organe de propagande où le prince écrit régulièrement son éditorial. D'une année à l'autre, on constate des progrès dans son style et sa manière d'exposer les idées. Sa phrase est déliée, son exposé coulant, et sa langue se fait claire.

Depuis que le Duc de Guise, son père, l'a chargé de la propagande monarchique, le Comte de Paris a eu d'autres soucis que ceux de l'arrangement exquis des mots. Soucieux des formes, il dut s'inquiéter aussi du fond. Exposer les idées, c'était bon. Mener une politique, c'était mieux. Il devait faire face aux graves difficultés de l'action et prendre, à l'occasion, ses responsabilités, et même des décisions pénibles. Telle la désolidarisation du prince avec l'Action Française. Dans un manifeste lu en Suisse, le prince blâma, sans avoir l'air d'y toucher, l'Action Française. Il sépara sa cause de celle des monarchistes. Mais Charles Maurras n'en poursuit pas moins sa carrière. Brouillée avec la France, le Pape et le roi, l'Action Française continue. Elle le fait magnifiquement.

Prenant à la lettre le vieux principe de l'Action Française — nous disons bien de l'Action Française et non pas du maurrassisme, car entre ces deux termes, il convient de faire une dissociation — disant que la monarchie n'est pas un parti, le Comte de Paris, prenant bien en mains l'action monarchique et n'ayant besoin des monarchistes que comme des sujets, nullement comme des concurrents de journal, dut se défaire de l'Action Française. On a donné, de cette attitude politique, plusieurs raisons.

On a dit que le prince devait se séparer d'un journal qui par ses attaques, par ses polémiques, risquait, après avoir réveillé

⁴ Voir l'interview accordée par le Comte de Paris à M. J. M. Aimot pour la *Vie Aérienne* (3 Mai 1936).

le royalisme français, de compromettre la cause monarchique. L'Action Française, disait-on, s'était fait impopulaire dans les hautes sphères de la politique. Or, comme elles sont nécessaires à une restauration de la monarchie, aussi bien par la situation dont elles jouissent que par les moyens financiers dont elles disposent, il fallait leur donner satisfaction et condamner le journal qui a le plus fait pour la cause royaliste. Ce mécontentement contre l'Action Française n'est pas chose vaine. Ne disait-on qu'un grand dirigeant de banque avait affirmé que sans l'Action Française la monarchie aurait été rétablie depuis longtemps ? De son côté, M. Henri de Kérilis fait, lui aussi, dans une conférence contradictoire faite aux Ambassadeurs avec M. Marie de Roux pour partenaire de discussion, la même distinction entre l'Action Française et le Prince. Il nous rappelle les cuisants souvenirs que lui laissèrent les campagnes d'Action Française, les unes plus violentes que les autres, ou, pour employer un mot à lui, cruelles. Il nous disait qu'avec ces gens-là, aucune conciliation n'est possible et qu'il ne pouvait s'asseoir sur le même banc qu'eux. Tout au contraire, le Prince lui fit bonne impression et le mit à l'aise. Il nous racontait les manières prévenantes que le Prince eut envers lui et les marques de cordiale politesse qu'il lui témoigna. Avec celui-là, nous disait-il, une réconciliation de tous les Français est possible.

Cette convergence dans l'inimitié à l'égard de l'Action Française, des hommes haut placés, ou plus simplement bien situés, devait avoir une influence quelconque sur la politique du Prince. Et ceux qui tenaient ce raisonnement poursuivaient : en se séparant de l'Action Française, le Prince manœuvrait adroitement pour attirer toutes les sympathies, solliciter les bonnes volontés et unir sur son nom toutes les énergies du pays. En effet, en condamnant l'Action Française, il ne risquait pas de la tuer, l'Action Française est trop forte pour cela. Continuant, l'Action Française, tout en étant blâmée, ne pouvait que lui servir. Elle lui rapportait, par sa diffusion, le contingent des petites gens qui la lisaient. D'autre part, en se séparant d'elle, il ne voyait pas les autres sphères se fermer à lui, irrémédiablement. Il pouvait nourrir des espoirs de ce côté. Le calcul était donc aussi juste que subtil.

Néanmoins, nous ne croyons pas que ce furent là les seules raisons du Prince à s'affirmer indépendant à l'Action Française.

Il est, nous dit-il, en rapports aussi bien avec des personnages considérables de la Troisième République qu'avec des ouvriers ou des paysans français qui viennent même de France au Manoir d'Anjou, à Bruxelles, lui exposer leurs plaintes et chercher un réconfort à leurs doléances.

Le Prince a voulu simplement que la monarchie cesse d'être un parti, pas plus celui de l'Action Française que celui d'un autre. Sans doute, l'Action Française nous dira-t-elle qu'elle n'est pas un parti. Pour le Prince, elle l'est.

Elle est une doctrine, un tempérament, un style. Et cette doctrine n'est pas toute la France, et ce tempérament n'est pas éminemment français. Bref, l'Action Française n'a pas le monopole de la France.

Le Prince a vu cela et voulut donner un coup de barre. Mais dans cette action du Prince et dans cette condamnation de l'Action Française, nous voyons quelque chose de plus : la confirmation de nos idées sur la différence à faire entre la monarchie et le maurrassisme. Celui-ci est une doctrine et une vue particulière des choses, celle-là est une action et une forme de vie plastique, susceptible de prendre tous les contours ou d'accepter toutes les vues. La monarchie est un protégé.

C'est pourquoi lier la monarchie à une doctrine peut lui être fatal, en tout cas, très dangereux. Une doctrine peut être fausse et la vie se charge de la démentir. Dans le domaine de l'action, le pendant d'une doctrine fausse c'est une institution mort-née. La royauté étant une institution ne pouvait, pour l'amour de la philosophie, se condamner au suicide. Ce sont ces raisons profondes qui ont commandé, peut-être inconsciemment, en tout cas plus fortement que de simples raisons de « combinazzione » politique, l'attitude du Prince envers l'Action Française.

On a parlé à ce propos de l'ingratitude des princes. Il faudrait dire sagesse des princes. Ceux-ci, dépositaires d'une vérité politique, ne peuvent pas la lier à la fortune d'une doctrine susceptible de la faire sombrer avec elle dans le néant. Et le Prince pas plus qu'un autre ne pouvait pas faire l'impossible, et il se devait d'être sage. Le Comte de Paris a charge d'âmes, si M. Maurras s'est chargé d'une doctrine.

L'Eglise catholique lâcha au moment opportun l'empire romain. Pourtant, c'est grâce à lui qu'elle se développa. Il en est de même du cas qui nous préoccupe. La cause monarchique

française doit sa naissance et son développement à l'*entêtement* de M. Charles Maurras, car il n'y a pas d'autre mot pour désigner la ténacité dialectique que Charles Maurras mit au service du triomphe de la royauté. Il trouva au plus bas la monarchie en France. Il fit tant et si bien qu'il lui donna une nouvelle vie, des adhérents nombreux, il lui forgea une doctrine qui tenait comme un bloc, et lui donna un journal très répandu, servant avec zèle la cause de M. le Comte de Paris. Celui-ci, néanmoins, le répudia. Il devait le faire. Il est bon, parfois, d'être injuste.

On nous dira peut-être que ces explications de l'attitude d'un homme sont bien trop ambitieuses, et qu'elle s'expliquerait bien mieux par des calculs plus modestes. Un jeune homme ambitieux et plein de vie a pris en mains la direction du mouvement royaliste. Se heurtant à d'autres, il était fatal qu'il entre en conflit avec les autres. Pourquoi donc faire entrer dans la discussion des considérations historiques, rappeler le rôle de l'Eglise à travers les siècles et mettre la conversation sur un niveau trop élevé, alors que des simples motifs de psychologie normale suffisaient. Nous répondrons à cette objection, en la retenant, sans cependant lui donner toute la place. Elle peut être vraie, elle n'est pas suffisante comme explication. Elle serait incomplète si l'on ne faisait intervenir d'autres motifs qui, si présomptueux soient-ils, n'en sont pas moins vrais. En revanche, n'affirmons pas que ces motifs aient clairement été saisis par les acteurs du petit drame royaliste. Cela peut être, et le contraire peut être tout aussi vrai. Ce n'est pas sur la clarté d'appréhension d'un ou plusieurs principes que nous discutons, mais sur leur existence. Et nous croyons qu'ils existent, qu'ils soient clairement perçus ou non. Instinctifs ou conscients, ils sont.

Le Comte de Paris ne pouvait lier la fortune de sa maison à la vérité d'une doctrine. Quid si elle était fausse ? Sans doute, M. Maurras nous dira-t-il que l'Action Française a raison et qu'elle s'est toujours ingéniée à avoir raison. Elle nous fera montrer sa clairvoyance, elle nous rappellera ses prophéties, comment un royaliste, en écrivant l'*Avant-guerre*, annonça la guerre, ou comment encore un autre l'annonça lui aussi par le canal de l'Alliance russe, etc... Tout cela est vrai, mais ce n'est pas le principal et un homme comme Charles Maurras, épris de l'essentiel, ne peut que comprendre cela. Les prophéties de

détail de l'Action Française ne confirment pas la vérité de ses principes. Elles sont en deça.

La monarchie a raison de se séparer de l'Action Française et celle-ci n'a aucune raison pour lui faire des reproches. Au reste, elle ne lui en fait pas souvent.

Pour mieux voir la justesse de la politique du Comte de Paris, demandons-nous ce qu'est le maurrassisme. Une doctrine de la hiérarchie. Quid si l'égalité progresse ? M. Maurras a beau nous dire que l'égalité est la mort, mais du moment qu'elle vit, qu'elle dure et qu'elle progresse, elle est viable. Et les rois doivent compter avec elle s'ils veulent toujours raison garder. M. Maurras, en pur doctrinaire ou en clerc qui ne s'est jamais trahi, peut ne pas en tenir compte outre mesure, la blâmer fortement et appliquer sur ce dur jugement de réalité qu'est l'égalitarisme un illusoire jugement de valeur, ce en quoi consiste l'apologue des hiérarchies. Mais un homme d'Etat qui heurte du front la rude existence des choses et entend parfois jusqu'en sa chair l'appel tumultueux des faits, ne peut rester froid devant cette évolution, encore moins la contrecarrer, s'il tient beaucoup à la réussite de sa politique et s'il ne veut pas courir à un suicide spectaculaire.

Or, il est un fait : l'égalité. Et une évolution : celle de l'égalitarisme. L'égalité se raffermît chaque jour que fait Dieu. Devant ce fait et devant cette évolution qui est l'accentuation de ce fait, un roi se doit à plus de compréhension et même de docilité. L'attitude hautaine ou hargneuse, chargée d'un mépris foncier, peut convenir à un théoricien qui ne perd, dans le jeu, que sa logique. Mais un prince qui risque de perdre sa tête dans la bataille des choses n'a pas le droit de mépriser, même souverainement, les faits. Car l'aventure peut tourner mal pour lui, et il n'est pas seul dans ce monde. Il est avec ses responsabilités. Ses maladresses ou ses erreurs de conduite peuvent affecter sa couronne ou sa vie, sa famille, son peuple. C'est pourquoi un prince doit être circonspect et ne s'avancer que prudemment dans la bagarre des philosophes. Ces gens-là, avec leurs beaux raisonnements, sont dangereux. Qu'il s'en garde !

Nous ne disons pas que l'Action Française ne puisse avoir raison, mais si les faits donnent raison à l'égalité, que faire ? S'entêter ? Cela est bon et beau pour le sage, cela n'est plus sage pour les rois. A la volte-face des faits, ils doivent répondre

par un changement d'attitude, surtout lorsqu'ils ne peuvent pas faire autrement. La Restauration et la Monarchie de Juillet ont essayé, ne pouvant faire autre chose, de s'adapter à la Révolution. M. Maurras la critique, mais il oublie de voir que la Restauration ne pouvait rien contre le courant des choses. Il fallait marcher avec lui, autrement, ç'aurait été les événements qui l'auraient fait marcher. *Volentem ducunt, nolentem trahunt*.

Mais, nous répond M. Maurras, si la Restauration et la Monarchie de Juillet échouèrent, cela fut dû aux concessions faites à la Révolution. On peut lui répliquer que si elles ne les avaient faites, elles auraient vécu encore moins longtemps. Cette explication n'est pas plus caricaturale que la précédente. L'explosion révolutionnaire avait, depuis 1789, accompli son œuvre. La Révolution avait étendu ses conquêtes. Le souffle républicain et égalitaire étant encore trop fort pour le mater violemment, il fallait l'accepter. C'est ce que comprit Louis XVIII, c'est ce que manqua de comprendre Charles X. En se l'assimilant, on pouvait se laisser porter par lui jusqu'au moment où, se calmant, on puisse prendre la direction de ce courant. Mais tel quel, il était trop fort en 1830 ou 1848 pour le faire échouer. Un jour ou l'autre il devait éclater. 1830 ou 1848 ne sont que des dates de hasard. Une année ou l'autre aurait vu s'épanouir le spasme révolutionnaire.

Il résulte, de ce qui précède, que l'Action Française étant une doctrine, elle peut être fausse. Il est normal que dans ce cas, le Prince la quitte. Il ne peut se déclarer solidaire d'une doctrine qui lutte contre le courant. Cette solidarité à contre sens serait belle mais peu efficace. Elle n'aboutirait à rien et ferait tomber la royauté. Cette attitude sentimentale devant la vie n'est pas de mise. Les princes n'ont pas droit à être romantiques.

Le roi prend ou laisse une théorie suivant les circonstances et selon les intérêts de la communauté. M. Maurras n'a donc aucun droit de lui reprocher quoi que ce soit s'il délaisse une théorie au profit des faits. Nous sommes d'autant plus fondé à dire cela que nous pouvons étayer ces affirmations sur des textes maurrassiens. M. Maurras dénie à la royauté le droit de faire des théories. Mais alors pourquoi appliquerait-elle sa théorie plutôt qu'une autre ? S'il ne doit tenir compte que des faits, il n'est plus tenu à une théorie de préférence à une autre, sim-

plement parce qu'elle s'est trouvée de son côté pendant un certain temps qui fut, il faut le reconnaître, des plus durs.

Dans un très beau passage d'article d'un non moins beau réquisitoire, M. Maurras s'exclame :

« Ce qui n'est pas un détail, c'est le petit bout de phrase où Monseigneur le Comte de Paris écrit : « La Monarchie définie par nous... ». Le Prince nous permettra de Lui dire, que la fonction de définisseur est une dignité ecclésiastique, non politique. Elle est religieuse, elle n'est pas royale. Il y a des définisseurs au Vatican, dans les Conciles, peut-être dans les Synodes diocésains. *Il n'y avait pas de définisseur à la Cour de France.* Les rois de France se servaient, comme il leur convenait, de celles des idées de leur temps qui pouvaient convenir à leurs desseins, ils ne prétendaient pas au rôle de docteurs ni de définisseurs. Ce n'est pas aux motifs variés et très variables de leurs ordonnances qu'en revenait le succès, mais à leur dispositif. Il ne serait que trop facile de relever, par exemple, au XVIII^{me} siècle, dans les considérants de leurs plus justes et leurs plus utiles dispositions, des erreurs d'histoire flagrantes dont la critique moderne a fait une heureuse justice. Est-ce que cela importe ? L'affaire du roi de France était l'action. Le fruit de cette action s'appelle la France. Ils laissaient le reste à leurs robins. Ils faisaient ce qu'ils devaient faire. Ils poursuivaient la réussite d'une action millénaire. S'ils eussent agi autrement, quel malheur ! Ils n'eussent pas été des *rois*, mais des *clercs* »⁵.

De cela, M. Maurras ne veut pas. Il est partisan de la division du travail. Au roi, l'action. Au clerc, la pensée. Mais si on enlève au roi la raison, comment son action serait-elle raisonnable ? Et ne peut-on penser qu'avec le temps les rois puissent être philosophes ?

Pour éviter une pareille mésaventure aux princes qui pourraient y succomber, M. Maurras poursuit la leçon d'histoire qu'il fait au Comte de Paris :

« On sait, continue notre auteur, avec une logique implacable, ce qu'on faisait aux temps mérovingiens, des enfants royaux que l'on voulait éloigner des enfants du trône. On les rasait pour les enfermer dans un monastère où ils avaient loisir de raisonner, même de ratiociner sur les « définitions » de la

royauté »⁶, conclut sévèrement le vieux maître et théoricien de la monarchie française.

Sans doute ne va-t-il pas jusqu'à menacer de tondre le Comte de Paris, mais il nous assure que « cette horreur de la « tonte » est certainement partagée par l'arrière et lointain petit-fils de Sainte-Clotilde »⁷, et il profite de cette occasion pour le mettre en garde contre les dangers qui pourraient surgir de ce côté-là.

Le plus beau est que M. Maurras lui-même adjure le Comte de Paris de se garder contre les maléfices des théories. Selon lui, le Comte de Paris « n'a pas aperçu à quel point l'autorité régnante serait vulnérable si elle suivait de la sorte sur les chances et les risques du métier de docteur, de définisseur et clerc »⁸.

Vraiment, cette prose est délicieuse, surtout de la part d'un royaliste. En effet, si le roi doit se défier des définitions et théories des clercs, pourquoi ne se méfierait-il de la théorie maurrassienne tout autant que d'une autre ? S'il n'est tenu que de voir les faits, le roi n'est pas tenu d'être maurrassien. A quoi lui servirait-il s'il n'est pas un clerc ? Et à quoi cela pourrait-il lui être utile si les faits contredisaient cette théorie ? Justement, dirait M. Maurras, c'est ce qui est à prouver. C'est ce que nous ferons.

La Révolution fut la première contradiction. Et sa longue vie, une seconde. En effet, le maurrassisme, c'est l'anti-égalité et la durée des principes égalitaires de la Révolution infirme le principe hiérarchique. On nous répondra que l'égalité n'est pas encore parfaitement réalisée. Que l'on se rassure, cela viendra. On est au début.

La Révolution étant un fait, ce fait infirmant les idées de hiérarchie et la royauté ne devant tenir compte, selon l'avis de M. Maurras, que des faits et non pas des « définitions », il s'ensuit que la monarchie française doit s'éloigner du maurrassisme. Ainsi, après avoir dit plus haut que la monarchie *peut* se séparer de la doctrine maurrassienne, nous venons de voir que de plus elle *doit* s'en éloigner. Notre raisonnement tient en deux parties, l'une prouvant la possibilité, en dépit du paradoxe apparent, de la monarchie de ne plus faire cause commune avec le maurrassisme, et la seconde partie montrant que le devoir

et l'intérêt de la monarchie lui commandent de faire cesser, et au plus vite, cette solidarité. La monarchie est tenue parfois d'être délibérément traîtresse.

**

Mais il n'y a pas que les motifs logiques qui poussent M. Maurras à s'insurger contre ce qu'il serait capable d'appeler les empiètements du Comte de Paris sur les biens du clerc. Des motifs psychologiques aussi.

M. Maurras est, depuis tantôt quarante ans, le définisseur en titre des Rois de France. Jusqu'à l'avènement du Comte de Paris, si l'on peut dire, il était habitué à trancher tout seul les cas royaux et il trouvait éminemment judicieuse cette division du travail qui faisait du roi, en exil, un homme sage mais peu actif, bref un homme d'action, et de M. Maurras un « clerc » remuant, tout comme l'Angleterre libérale d'autrefois qui adjurait les pays de se spécialiser, devant se cantonner dans la fructueuse industrie et les autres dans l'agriculture difficile et douloureuse. M. Maurras trouvait cela très bien. Mais voilà que le monde bouge. Les pays ne veulent plus de cette spécialisation anglaise, et les rois empiètent sur la division du travail si bien échafaudée par M. Maurras, avec la complicité de l'histoire. Les machines d'aujourd'hui rendent l'économie complexe. Semblable aux nouvelles techniques, le Comte de Paris complique à plaisir les belles, claires et simples « définitions » maurrassiennes.

Le roi veut penser. Cela étonne fort M. Maurras. Il y voit un renversement des habitudes, et une véritable révolution. Et c'en serait une que de voir les rois philosopher, et les hommes d'Etat devenir sages. En attendant, M. Maurras interdit au Comte de Paris de mêler les genres et le prie de respecter la division du travail. Que le roi soit roi, et M. Maurras un sage ! Vraiment, voudrait-il que les rois ne soient plus sages ! Ou peut-être leur sagesse s'en irait-elle au contact de la philosophie ?

A côté de ces contradictions logiques, il y a des inexactitudes historiques. M. Maurras nous dit qu'il n'y avait pas de définisseur à la Cour de France. Mais les légistes, qu'étaient-ils donc ?



Si nous avons donné tant d'importance à une querelle de personne, à une lutte d'influence et à une question politique, c'est à cause des problèmes économiques qui nous préoccupent et que cette lutte et cette politique-là mettent en jeu.

Nous avons dit que la Révolution donna tort à M. Maurras. Mais il peut nous répondre qu'elle ne fut qu'une mode passagère, qu'elle est battue en brèche par les nombreux courants sociaux surgis après-guerre et de la guerre, et que le corporatisme seul, avec pour fondement la hiérarchie, est la solution de l'avenir, comme disait à la Chambre des Députés M. Millerand. Mais de même que la Révolution ne fait que passer, le corporatisme passera lui aussi. Si l'une est passagère, l'autre sera éphémère. Dans ce dernier cas, le maurrassisme risque de se voir de nouveau lâché par la monarchie.

On nous dit que la Révolution mourra. Mais qui ne meurt en ce bas monde ? La Révolution n'est pas éternelle, le corporatisme non plus, et le maurrassisme n'est pas d'une très exemplaire justesse.

Mais tous ces développements qui précèdent n'ont été faits à vrai dire qu'en vue de démontrer encore mieux ce que nous disions au début de cette thèse⁹ : *si le Comte de Paris vient en France, il ne pourra ni décentraliser l'administration ni décentraliser l'économie*. Il y a une fatalité de la centralisation économique, comme il y a une fatalité de l'égalité. Personne ne peut lui résister. Les faits sont trop forts.

Supposons, par déduction à l'absurde, que le Comte de Paris, une fois couronné Roi de France, pratique une politique décentralisatrice et corporatiste. Que se passera-t-il ensuite ? Ensuite, on aura les mauvaises conséquences. Les autres Etats continuant à accentuer la centralisation industrielle et militaire, disposeront d'une force plus grande. En effet, la production économique en grand est supérieure en rendement au corporatisme, économie à dimensions moyennes.

⁹ Sans doute au cours des développements précédents nous nous sommes étendus sur certains points et manqué de mener le raisonnement d'une manière serrée. Mais, dans cette thèse, à côté des nécessités de la logique, il fallait faire face aux exigences de l'érudition. Nous devions donner une vue aussi complète que possible des doctrines en question et en conséquence faire entrer dans l'exposé, parfois au mépris de la rectitude du raisonnement, une quantité de faits et de points de vue que nous ne pouvions pas nous dispenser de laisser dans l'ombre.

Les autres Etats pratiquant cette production en série et cette rationalisation tant combattue par l'école corporatiste, seront inmanquablement supérieurs en puissance industrielle à la France. Disposant de la puissance économique, ajoutant à celle-ci la puissance guerrière, celle-ci accrue par les forces économiques, surtout de nos temps où le potentiel industriel est si important en cas de guerre, ils seront tentés, poussés en vérité, par leur supériorité économique, de se jeter sur la France placée par la Contre-Révolution dans une position économiquement inférieure et qui peut lui être fatale.

Qu'est-ce que le corporatisme pour ses théoriciens ? Une économie moyenne et de qualité. Mais que pourra-t-elle faire, cette économie de qualité, que l'on serait tenté pour cela de la considérer comme une économie spirituelle, contre l'avalanche matérielle de la production quantitative ? De l'esprit ? C'est peu et cela ne la sauvera pas.

On peut faire du corporatisme et de l'économie qualitative dans une époque quantitative. Cela peut durer quelque temps, mais on le paiera cher. La quantité saura se venger durement. Qu'on ne nous dise pas que l'esprit vainera la matière. Il ne pourra le faire tout seul. Contre la quantité il faut la quantité et contre la production en grand des autres, une rationalisation tout aussi poussée de notre côté. C'est ce qui pourrait nous sauver et c'est ce que les théoriciens des corps professionnels combattent le plus. La rationalisation est leur bête noire. Or, sans rationalisation, pas de puissance. Et cette faiblesse sera encore plus redoutable dans ce siècle de la volonté de puissance.

Tant que les hommes seront mus par cette volonté de puissance et tant que le rendement de l'industrie en série sera supérieur aux modes de production du corporatisme, il faudra pratiquer la rationalisation à outrance.

Quid de l'avènement du pacifisme ? Dans ce cas, il y aura bien des transformations. Jusqu'à ce jour-là, il n'y aura pas que des progrès humains, mais aussi des améliorations techniques à enregistrer. La science saura joindre l'utile à l'agréable et faire de la production en série, une production à la fois quantitative et qualitative. Jusque là, pas de repos.

En attendant, nous n'avons rien achevé et notre raisonnement serait, si on l'arrêtait là, incomplet. Car on pourrait nous répondre que les doctrines économiques et sociales du Comte de

Paris sont celles de l'Action Française et qu'il les appliquera une fois monté sur le trône. Le Comte de Paris pense qu'il faut décentraliser à la fois le pays et l'empire, la politique et l'économie, renoncer à l'étatisme et pratiquer une politique corporatiste qui ne peut, semble-t-il, que servir l'intérêt de la communauté. Contre l'individualisme et l'étatisme, la corporation est la seule solution qui peut sauver la France et les Français.

Nous ne nions pas la filiation maurrassienne de la pensée du Comte de Paris, mais nous nions qu'elle puisse tenir à l'épreuve des faits. Elle ne tiendra pas, et il est normal qu'alors la royauté se défasse des maurrassiens comme elle s'est déjà défait de l'Action Française, d'autant plus que la royauté étant action et opportunisme, elle doit s'incliner devant la nature des choses et prendre la direction que lui suggère les faits. En outre, le maurrassisme est anti-égalité. Cependant que pourra faire la royauté contre l'avalanche égalitaire du monde moderne ? Elle s'y soumettra et changera d'opinion ou bien s'y opposera et sera balayée. C'est dans son intérêt de changer de doctrine et d'illusions. Du reste, on a vu, au cours de l'histoire, de la part de la royauté, des retournements bien surprenants. Dans le passé, la monarchie française fit le renversement des alliances. Il reste au Comte de Paris à opérer un renversement des idéologies. Ce qui nous fait croire que cette hypothèse est plus facilement réalisable que l'on ne croit, et que le Prince abjurera sa foi, comme jadis, son ancêtre, vu que Paris vaut bien une messe, sont, en dehors des faits constatés plus haut, les bruits qui circulent sur la personne et les idées du Prince.

« L'Almanach de l'Echo de Paris » a publié, du Prince, une longue interview sur les questions sociales ¹⁰.

— Monseigneur, lui demande l'interrogateur, on a lu vos manifestes en France, et l'on dit parfois que le Prince est socialiste, que son programme social est celui du Front populaire. Beaucoup de nationaux en sont troublés ».

Naturellement le Comte de Paris sourit, mais il s'esquiva avec adresse. Il se défend d'être socialiste, mais il déclare avoir des idées sociales, et jouant sur les mots, il fait des distinctions qui n'ont d'autre vertu que de le sauver de l'embarras.

En réalité, le Prince est bien près de ce qu'on appelle la gau-

¹⁰ Cet interview a été cueilli dans le livre du Comte de Paris *Essai sur le gouvernement de demain*. Pages 253-257.

che, comme de ce qui forme la droite, ajouterait-on. N'empêche qu'il place sur pied d'égalité des partis dits d'ordre et ceux du progrès.

« La volonté d'ordre manifestée par les formations comme les Croix de Feu, comme les Jeunesses Patriotes, j'y applaudis, mais je n'ignore pas non plus contre quelles injustices sociales s'insurge la foule qui était place de la Nation.

— Comment, s'écrie-t-il, ne s'est-il trouvé aucun dirigeant dans la France d'aujourd'hui pour concilier le sens de l'ordre et la passion de la justice ? » ¹¹.

Certes, nous voyons là un beau souci d'équilibrer les contraires, mais le fait de penser au social est déjà quelque chose. Pour un prince, c'est beaucoup.

En dépit du souci d'équilibre, il reste que le Comte de Paris se passionne de la question sociale, et le fait d'avoir été accusé de socialisme n'est peut-être pas sans vérité. Pas de fumée sans feu.

Bien mieux encore, il arriva à Charles Maurras, impatienté par les idées progressistes du Prince, de le sermonner :

« Marx n'est pas La Tour du Pin, Monseigneur ».

Il n'est pas moins vrai, toutefois, que Monseigneur inquiète quelque peu les gens de l'Action Française.

C'est pourquoi il a dû multiplier les protestations de bon contre-révolutionnaire. Il faut bien ménager certaines susceptibilités. Du moins pendant l'exil.



Le Comte de Paris a recueilli le fruit de ses méditations dans un livre intitulé : « Essai sur le gouvernement de demain. Faillite d'un régime » ¹².

Le régime est en l'espèce la République, et le gouvernement de demain ne peut être, dans la pensée de notre auteur, que la monarchie.

Son livre est un bon manuel de la doctrine maurrassienne. Il est un résumé des idées d'Action Française. Sauf sur certains points de politique pratique, où le Prince paraît apporter

¹¹ Interview accordé à Bertrand de Jouvenel et publiée dans le *Petit Journal* le 28 Novembre 1934 et le 13 Juillet 1935.

¹² Flammarion, Paris 1936.

des solutions propres, l'ouvrage du Comte de Paris regorge de pensées cueillies dans les colonnes du journal royaliste. La décentralisation et la corporation y tiennent une très grande place. Cependant, malgré cette parenté de conceptions, rien n'empêchera le Prince, le jour venu, et si les faits le lui imposent, de se tourner vers les faits en tournant le dos au maurrassisme. En attendant, il peut sans risques être maurrassien. Il n'est que prétendant.

Il était d'ailleurs fatal que le Prince fût de l'école maurrassienne. Pendant une quarantaine d'années, Charles Maurras démontra la pensée royaliste. Il avait forgé une doctrine bien liée, en opposition à la doctrine officielle. C'était pour lui le seul moyen d'être original. Comme la centralisation dominait alors la vie politique, quoique moins fortement qu'aujourd'hui, qu'elle étouffait l'indépendance des hommes et l'originalité de M. Maurras, il fallait, pour affirmer cette même originalité, se poser en s'opposant à la doctrine officielle. Le bloc cohérent de pensées que Charles Maurras bâtit pour la plus grande utilité de la monarchie devenait imposant. Tout le monde dut s'en inspirer, intimidé par la force de cette doctrine. Le Comte de Paris fit comme le reste.

Néanmoins, si jamais il vient sur le trône, il ne pourra pas résister à la poussée centralisatrice des faits, ou s'il le fait, cela ne durera pas. La réaction centralisatrice se fera vivement sentir, ne serait-ce que par la pression étrangère et par le surcroît de puissance que la centralisation vaudra aux Etats concurrents. Le Comte de Paris pourra faire la décentralisation ou installer le corporatisme, il n'empêchera pas la nature des choses d'être plus forte que M. Maurras et d'imposer ses vues au Roi de France.

Centraliser veut dire coordonner les forces de la nation entre les mains de l'Etat. Celui-ci aura des forces accrues. La nation deviendra une simple armée, militaire ou économique, au service de l'Etat. De cela, précisément, M. Maurras ne veut pas. Mais les autres Etats ont des goûts différents et pratiqueront la centralisation, ce qui les rendra plus aptes d'emporter la victoire dans la lutte pour la vie. Car de la centralisation leur viendra un accroissement des forces et des richesses. Tous ces éléments seront jetés dans la balance en cas de guerre militaire ou économique et y pèseront d'un poids très lourd.

Rien ne peut empêcher que la concentration et la discipline militaire assurent la puissance des armées. La centralisation est leur pendant politique. Certes elle peut donner des déboires au début, mais avec l'expérience cela finira par s'arranger. Et on ne peut pas dépouiller l'Etat de ce gain de puissance que lui vaut la politique de centralisation. Cela étant donné, et le Roi de France ayant charge d'âmes et de la France, nous sommes convaincu que si jamais le Comte de Paris montait sur le trône, il renoncerait non pas à ses idées, mais aux conceptions que la situation prépondérante de l'Action Française imposa à la famille royale.

Les idées du Comte de Paris ne signifient autre chose que l'emprise maurrassienne *actuelle* sur les consciences. Mais cela ne veut pas dire qu'il sera impossible ou difficile de s'en débarrasser. La monarchie avec sa grande puissance plastique, susceptible d'épouser bien des formes sans adhérer à la matière, saura le faire mieux qu'un autre. Elle sera centralisatrice ou elle ne sera pas.



Si l'on veut maintenant, avant l'exposé détaillé, jeter un coup d'œil sur le livre du Comte de Paris, nous verrons qu'il ne brille pas tant par l'originalité des idées que par la maturité de jugement de l'auteur. On sent que le Comte de Paris s'est consciencieusement préparé à son métier de roi. On voit qu'il s'intéresse beaucoup à la chose publique dont il possède les données essentielles. Sans doute la décentralisation et le corporatisme nous semblent être des erreurs, mais derrière ces erreurs, on sent, dans le livre du Comte de Paris, que leur auteur est homme de jugement. Il paraît avoir le goût de la chose publique et vouloir témoigner à la France autant d'amour que de clairvoyance.

Le Comte de Paris, qui s'occupe des questions politiques, économiques, morales, est plus particulièrement attiré par les problèmes sociaux. Il a des idées bien à lui là-dessus, il fournit des solutions propres. Nous les verrons en l'exposant plus amplement ultérieurement, mais nous tenons à avertir le lecteur que ce qui fait l'essentiel de cette étude sur le Comte de Paris n'est pas tant la description de sa doctrine — elle est peu

originale — *que le problème de l'avenir du maurrassisme en cas de restauration monarchique*. Que deviendra le maurrassisme en ce cas ? Sera-t-il mis ou non de côté ? S'en éloignera-t-on, lui restera-t-on fidèle ? Plutôt, *pourra-t-on* lui rester fidèle ? Telles furent nos préoccupations en entamant une étude sur le Comte de Paris et il y a des chances que le principal de cette étude soit contenu dans cette introduction.

Mais quelle que soit la réponse donnée, elle ne préjuge pas des qualités du Comte de Paris. C'est un homme qui a pris sa tâche au sérieux, qui y travaille avec ardeur et veut sincèrement le bien de la France. Pour le réaliser, il se rend compte qu'il faut se préparer intellectuellement. D'où ses lectures et ses travaux.

Le Comte de Paris penche sur la France un regard interrogateur à la fois chargé d'angoisses et plein d'amour. Il scrute le vrai, cherchant à s'en imprégner. Ces soucis lui ont donné un robuste jugement qui se fait voir, malgré sa doctrine.

Son « Essai sur le Gouvernement de demain » est moins le livre d'un théoricien que celui d'un homme pratique, dévoué à la chose publique. Là, il fait voir l'étendue de sa documentation, et la force de son bon sens. Les idées qu'il professe ou les solutions qu'il préconise peuvent bien ne pas être de lui ou ne pas être vrais. Ce n'est pas cela qui importe, mais le fait de voir avec quel acharnement il s'intéresse à l'Etat. Il donne l'impression de s'en occuper comme de son propre bien et de ne pas vouloir le laisser dépérir. C'est pour cela qu'il travaille si consciencieusement à l'œuvre royale. Il veut donner à la France, qu'il estime et qu'il aime, des possibilités de renaissance. Il s'y prépare par ses enquêtes, sa propagande, etc... Il semble posséder les sujets de la politique et en être bien averti. Le Prince est un homme bien préparé. Il s'instruit sans cesse et sans relâche et fait des progrès dans l'art de connaître la société. Il voudrait aider la France de ses lumières et la faire profiter du fruit de ses labeurs. Nous ne savons pas avec précision ce que le Prince ferait comme roi, mais nous sommes certains qu'il s'y emploierait de son mieux et pour le bien de la France. Le Comte de Paris ferait un grand commis.

COURT AVANT-PROPOS

LES ANGOISSES DU COMTE DE PARIS

Il est saisi par la crainte à l'idée des sombres perspectives qui guettent les Français. Ceux-ci « n'aperçoivent dans l'avenir que discordes et luttes allant jusqu'à la guerre civile »¹³. Le Prince en est tout alarmé. Il perçoit, lui, ce qui peut encore sauver la France : la monarchie. C'est elle qui a fait la France, morceau par morceau, qui l'a unifiée en dépit des forces centrifuges qui jouaient contre le destin et l'unité française. Les rois ont servi, soigné la France, comme s'il s'agissait de leur propre bien. Les exemples abondent dans l'histoire. Ils sont révélateurs.

Il suffirait donc aux Français pour voir où est leur intérêt, toujours d'après le Comte de Paris, de « consulter l'histoire »¹⁴ et d'y chercher les remèdes qui en d'autres temps ont servi à sauver la France, perdue comme aujourd'hui dans des différends semblables. Mais il voit aussi les difficultés de la restauration et le fait que la monarchie n'est pas très populaire ou plutôt connue en France, s'ajoute aux difficultés où se débat la France.

Il déplore, tout comme Maurras, les ravages de la démocratie : « Pareille à l'ogre qui dévore ses enfants, la République a dilapidé les trésors de force et de talent dont notre pays n'est jamais avare »¹⁵. Le Prince déplore ce gaspillage et voudrait mettre fin à cet état de choses.

D'où vient-il ? Entre autres, de l'irresponsabilité du régime. En République, personne n'est responsable et la République

¹³ ¹⁴ Emission *Le Gouvernement de Demain*, par le Comte de Paris. Page XX.

¹⁵ *Op. cit.*

laisse « foisonner autour d'elle les corruptions et l'injustice » ¹⁶. Et le Prince d'énumérer tous les péchés de la République : « Elle a laissé s'aggraver sans fin la vie chère. Elle a laissé se perdre un à un tous les droits que nous tenions de notre victoire. Elle nous laisse désarmés et seuls devant les périls que ses fautes ont accumulés » ¹⁷. Pourtant, la France ne manque pas d'hommes politiques et d'administrateurs de valeur. Mais il lui manque un bon régime, une bonne politique. Cette politique ne peut être, si on veut qu'elle donne des fruits, que celle de la continuité, de la stabilité et de la responsabilité dynastiques. Une dynastie mieux qu'un homme mortel peut sauver la France. Et cette France qui est si belle et riche meurt de l'irresponsabilité qui la gouverne. Elle s'épuise.

Dévorée par les luttes fratricides, la France a du mal à retrouver son assise. Ses forces sont dissipées par les querelles intestines et ses richesses gaspillées par un régime sans tête. C'est lui qui a mis l'anarchie dans les esprits. Il oppose les Français les uns aux autres et les conduira jusqu'à la guerre civile. De cela, le Prince est bien convaincu. Et encore d'autre chose : la monarchie seule pourra pacifier les esprits. Elle saura substituer la volonté de collaboration à la lutte des classes, remettra en honneur la famille, organisera l'économie, protégera le travail afin que le travailleur ne se sente pas lésé, assurera à tous la propriété du bien légitimement acquis afin que personne ne se sente frustré dans ses droits, enfin rendre à la justice son indépendance ¹⁸.

Faute de cette monarchie pacifiante, le Comte de Paris ne voit que discordes civiles. Les Français seront opposés les uns aux autres et poussés implacablement aux cruelles luttes sociales.

- Qui donc les en sauverait ? s'écrie le Comte de Paris.
 - La politesse, Monseigneur.
-

¹⁶ ¹⁷ *Op. cit.*, Pages XX-XXI.

¹⁸ *Op. cit.*, Page XXII.

CHAPITRE PREMIER

LA MONARCHIE OUVRIÈRE ET PAYSANNE

Telle la conçoit le Comte de Paris. En lisant ce titre, on dirait que c'est un Lénine couronné qui parle. Mais non, il s'agit d'un prince de la Maison de France. Il s'exprime comme Lénine l'aurait fait pour son propre compte. Celui-ci voulait édifier un socialisme ouvrier et paysan. Le Comte de Paris veut asseoir la monarchie sur une double base ouvrière et paysanne ¹.

Le Prince se rend fort bien compte des difficultés d'une restauration. La monarchie n'est pas populaire dans les masses ouvrières et paysannes. Or ce sont celles-là qu'il faut travailler si l'on veut cueillir des résultats décisifs. La monarchie, selon le Comte de Paris, ne peut pas et ne doit pas s'appuyer sur la bourgeoisie ; elle serait inconcevable. La bourgeoisie serait un fondement assez faible. Une monarchie bourgeoise serait incomplète. Pour se parfaire, elle doit s'appuyer sur le travailleur.

Le passage où cette théorie est le mieux résumée se trouve dans une interview accordée à un journaliste de gauche, Bertrand de Jouvenel :

« Je constate, lui dit le Prince, que dans les masses paysannes et ouvrières, cette idée monarchique n'est pas actuellement populaire. Or, une monarchie qui ne s'appuierait que sur la bourgeoisie serait inconcevable. Il faut que les travailleurs, comme au temps de Louis XI, *désirent* à nouveau un justicier auprès duquel ils puissent faire appel de l'arbitraire féodal » ².

1 « Je ne conçois la monarchie qu'avec une base ouvrière et paysanne ». Ces mots du Comte de Paris, s'étaient tous les jours sur la manchette du *Courrier Royal*.

2 *Petit Journal*, 26 Novembre 1934.

Il se peut que les mots aient dépassé la pensée du Comte de Paris, mais la dernière phrase rappelle étrangement un mot de Lassalle suivant lequel il fallait apprendre aux ouvriers qu'ils étaient malheureux. Avec une variation dans la forme, le Comte de Paris dit à peu près la même chose. En effet, pourquoi faut-il que les ouvriers *désirent* cette main justicière ? S'ils sont contents avec la République, pourquoi *vouloir leur faire désirer* d'en sortir ? Pourquoi leur apprendre qu'ils sont misérables ?

Personnellement, nous ne nous opposons guère à cette façon de voir, mais il y a pourtant une contradiction dans les attitudes royalistes contre-révolutionnaires ou conservatrices. Lorsque Lassalle lâcha son mot fameux, tous les conservateurs se voilèrent la face. Ils sentirent dans cette phrase tout le danger qu'elle comportait pour eux. Rendre l'ouvrier avide de biens matériels, c'était ni plus ni moins vouloir dépouiller, de ces richesses, les possesseurs. Ceux-ci perçurent clairement les maléfices qui pouvaient en découler et ils essayèrent de les conjurer par quelque moyen. Ils se mirent à le critiquer. Mais tout de suite après, ils l'imitaient tant qu'ils le pouvaient et dans la mesure où cette méthode leur était utile. Si Lassalle voulut dessiller les yeux de l'ouvrier, déchaîner son imagination et le rendre fou des biens de la terre, la Contre-Révolution s'adressa au patriote, magnifia ce bien spirituel qu'est la patrie, et voulut lui faire désirer de la voir plus grande, plus juste, plus propre, en un mot meilleure. Ce que Lassalle préconisait que l'on fasse avec l'ouvrier, la conservation le fit avec le patriote. Dans un cas comme dans l'autre, on n'était guère modeste. Les deux voulaient rendre illimités certains penchants de l'homme. De la part des socialistes, dont l'optimisme sans limites fait le fond, cette politique n'a rien de surprenant. Mais de la part des conservateurs qui justement veulent maintenir les choses en l'état, c'est-à-dire *limiter* la vie aux formes où l'on se trouve, cela détonne. On nous dira peut-être que d'un conservateur à un contre-révolutionnaire la distance peut être grande. Mais sur la question de la limitation des biens, M. Maurras se trouve rejoindre le baron Pié. Que l'on se rappelle les définitions maurrassiennes du qualificatif et de la civilisation.

En dehors de cette contradiction contre-révolutionnaire, il y a autre chose à signaler. On se rappelle notre théorie de l'épe-

ron socialiste, suivant lequel et grâce à la poussée socialiste et démocratique, les autres gouvernements ont dû se soucier beaucoup plus du peuple qu'auparavant. Cette impulsion donnée par le socialisme à la Contre-Révolution est très sensible dans l'idée du Comte de Paris sur l'établissement d'une monarchie nécessairement ouvrière et paysanne, si elle veut avoir des chances de réussite. Déjà Lénine avait employé pour son communisme les mêmes termes. On ne nous fera pas croire que c'est Lénine qui emprunta cette idée au très jeune Comte de Paris d'alors.

On nous dira peut-être que bien avant 1789 et la poussée démocratique, et plus tard socialiste, le roi s'est allié au peuple, qu'il s'est intéressé à ses souffrances. Peut-être, mais il ne s'intéressa à lui que dans la mesure où il pouvait, par l'alliance avec le peuple, mater les féodaux. En dehors de ce cas, le roi faisait ce que font les électeurs d'aujourd'hui : des affiches au moment des urnes, du tapage au moment des élections, ensuite plus rien. Il manquait jadis l'éperon socialiste.

CHAPITRE II

TROIS REGIMES

Nous avons vu que le Comte de Paris, prétendant au trône de France, veut bien de la monarchie, mais d'une certaine monarchie : ouvrière et paysanne. On aura alors des rois en casquettes.

En attendant, le Comte de Paris fait, pour mieux faire ressortir les vertus de la monarchie qu'il préfère aux autres régimes, une comparaison entre la démocratie, la dictature et la monarchie. Il les analyse tour à tour du point de vue de la *mystique* de la *nature humaine*, des *cadres sociaux*, du *régime administratif*, de la *structure économique* et du *bien-être social*.

A. — La Démocratie.

La mystique démocratique est égalitaire. Elle fait de l'homme un être de raison, comparable aux Dieux. Les Dieux étant égaux et libres, les hommes doivent l'être aussi. Comme on voit cette mystique ne s'arrête pas à mi-chemin. Elle « fait d'un humain un Dieu, s'écrie presque avec indignation le Comte de Paris, elle le met sur son piédestal, elle le flatte, l'adore, l'admire » ². A vrai dire, nous ne voyons pas d'inconvénients à cette émancipation des nains. Il n'y a là aucun motif pour indignation vertueuse. Qu'on ne rappelle pourtant pas à notre bon souvenir la fable de la grenouille et du bœuf. Car le fait même que la Révolution dure depuis 150 ans, et elle ne fait que commencer, prouve que le nain haussé au niveau de Dieu ne risque pas de crever comme une bulle de savon. Allons, la démocratie n'est pas que fumée.

¹ *Op. cit.*, Page 33.

² *Op. cit.* Page 33.

N'empêche que cette élévation de l'homme par la démocratie soulève les protestations des grands qu'elle inquiète. Car l'homme petit égalé aux autres, se privera du respect dû à eux, sous toutes les formes, respect des biens, respect des personnes. De là sortent la confiscation des fortunes et l'ironie sanglante. Cependant, les contre-révolutionnaires n'ont pas le droit de critiquer l'excessive élévation de l'homme. Ils sont les représentants, en même temps que les profiteurs, de la civilisation. Or qu'est la civilisation sinon élévation ?

Passons maintenant au second critère d'après lequel le Comte de Paris juge la démocratie : la personne humaine. Selon le Comte de Paris, « la nature humaine est un complexe d'instincts anti-sociaux et de raison ». La démocratie libérant les contraintes, a livré les instincts à la licence. C'est pour la démocratie, soutient le Comte de Paris, une contradiction. Pour lui, aussi. En effet, ne nous dit-il pas, que la République défie la raison ? Eh bien, la raison empêchera les instincts de déborder. Et tout sera pour le mieux dans la meilleure démocratie.

Quant aux cadres sociaux, la démocratie, nous dit le Comte de Paris après Charles Maurras, tend à isoler l'individu des cadres secondaires. Elle le pousse à la solitude. Le Comte de Paris critique cela. Il a tort. Oublie-t-il que la solitude est pleine de sagesse ? Elle est mère de la philosophie.

Cet isolement, poursuit le Comte de Paris, aboutit à la lutte des classes et aux divers antagonismes sociaux.

Pour ce qui est du régime administratif, la République est conduite, par l'élection, à la centralisation. Le Comte de Paris ne fait là que répéter Charles Maurras.

Si nous passons au cinquième critère du Comte de Paris, à savoir la structure économique de la démocratie, il nous dira, en fidèle disciple de Maurras, qu'elle est libérale ou étatiste. Cela est mauvais, car on aboutit au désastre, d'autant plus que la République est irréformable. Le Comte de Paris renferme ici la République en un très cruel dilemme : « ou bien la République reste démocratique, c'est la faillite ; ou bien elle se résout à la dictature d'un homme ou de quelques-uns, et ce n'est plus la démocratie »³. D'un façon ou d'une autre cela ne présage rien de bon pour la démocratie. C'est sans doute pour cela qu'elle dure depuis si longtemps.

³ *Op. cit.* Page 37.

Quant au bien-être social, la démocratie veut le réaliser au maximum, mais en dépit de sa bonne volonté, elle n'y parvient pas. L'enfer lui-même est pavé de bonnes intentions.

La conclusion philosophique que le Comte de Paris dégage de cet état de choses est mauvaise, mais il la résume très bien :

« La démocratie est démophile en principe. En pratique, elle ne l'est pas, car la nature même des faits s'y oppose ; en cherchant à égaliser par le bas, elle égalise au plus bas ».

Ayant fait ce jeu de mots, le Comte de Paris le fait passer pour une conclusion. C'est excessif. Pour qui ? Pour la philosophie ? Non. Pour le jeu de mots.

B. — *La Dictature.*

Il l'analyse en tenant compte des mêmes critiques que tout à l'heure. Ainsi la mystique dictatoriale est l'antithèse de la mystique démocratique ; elle est une contrainte, non pas une libération.

Quant à la nature humaine, la dictature combat les sentiments égoïstes en les subordonnant à des sentiments forts, tel le nationalisme ou le racisme. Mais les sentiments forts peuvent baisser et même passer, tandis que les instincts restent. De son côté, le dictateur meurt un jour. Il n'y a plus quelqu'un comme la monarchie héréditaire pour brider ces instincts.

Quant aux cadres sociaux, les totalitaires créent des cadres secondaires, mais leur autorité n'apparaît pas très légitime aux yeux du Comte de Paris. Ainsi, dit-il, Mussolini recrée le corporatisme, mais il l'assujettit à l'Etat.

Pour ce qui est du régime administratif, les dictatures centralisent afin de mieux asseoir leur domination sur le pays.

Pour ce qui est de la structure économique, cette fois, il faut distinguer les dictatures qui respectent la propriété privée, tel le fascisme, d'avec la dictature bolchevique. Les conséquences de cette dernière sont trois et mauvaises :

1° L'Etat devient un monstre économique. La machine bureaucratique devient onéreuse.

2° On travaillera moins parce qu'il n'y aura plus le stimulant de l'intérêt personnel.

3° « L'agriculture est ruinée, car collectiviser la terre, c'est supprimer le paysan »⁴.

4 *Op. cit.* Page 43.

Quant au bien-être social, il faut reconnaître que les dictatures sont mauvaises et qu'elles ne peuvent donc pas créer le bien-être de la masse du peuple.

De l'analyse que le Comte de Paris fait de la démocratie et de la dictature, ressort son peu de goût pour ces deux régimes qui en réalité ne font d'autre mal que de concurrencer la royauté. C'est là le mobile essentiel qui pousse le Comte de Paris à les critiquer.

C. — Nous allons voir maintenant que la monarchie a presque toutes les qualités. En monarchie, l'intérêt du roi coïncide avec celui du peuple et pourra lui donner satisfaction en de très bonnes conditions.

Il est délivré des soucis d'élection, il est stable et indépendant.

Quant à la mystique monarchique, elle est bonne, naturelle et spontanée.

Pour ce qui est de la nature humaine, la monarchie bride les instincts à l'aide de la discipline des groupes secondaires. Ces groupes, tels la région, la famille, la religion, sont éternels et leur puissance est assez grande pour mater la révolte des égoïsmes.

La monarchie replace les Français dans les cadres sociaux, tels la famille, etc... Et le Comte de Paris accorde une grosse importance à un pareil fait. Car « restaurer l'esprit de famille, c'est reconstituer l'esprit royaliste ». Il fait presque coïncider monarchie et famille.

Quant au régime administratif, la monarchie ne craint pas les particularismes. Elle décentralisera.

La structure économique de la monarchie sera le corporatisme.

Enfin, pour ce qui est du bien-être général, la monarchie accroîtra le rendement économique général.

Comme on voit, la monarchie a des multiples avantages eu égard des nombreux inconvénients dont souffrent les autres régimes. Et ce d'autant mieux que la monarchie concilie l'autorité et la liberté.

Conclusion : La Démocratie vit au jour le jour.

La Dictature ne pense qu'au lendemain.

La Monarchie seule se soucie et du présent et de l'avenir ⁵.

⁵ *Op. cit.* Page 51.

CHAPITRE III

LA DECENTRALISATION

Si l'Etat actuel est mauvais, commençons par le réformer. Et c'est la réforme de l'Etat que le Comte de Paris demande.

Le mal est inéluctable et il faut lui porter remède. Mais d'où vient, entre autres, ce mal ? De l'étatisme. Il convient donc de trouver un état social où l'Etat n'ait plus la prédominance économique qu'il s'est indûment arrogée de nos jours. Les solutions à appliquer sont : la décentralisation et le corporatisme. Dans ce chapitre nous n'étudierons que la première question. Le second problème sera abordé dans le chapitre suivant.

Mais ces deux solutions portent remède à un mal commun : l'étatisme. Il est bon en conséquence de donner, d'après le Comte de Paris, une vue sur cette politique économique.

Selon le Comte de Paris, le mal « est dû en grande partie à ce monstre dévorant qu'est la centralisation étatiste »¹. Celle-ci a pour effet de substituer à la responsabilité et à l'indépendance des chefs d'entreprise, l'anonymat.

Cette tendance à centraliser est bien ancienne. Elle s'est affirmée d'abord sur le plan politique, ensuite sur le terrain administratif, et enfin dans le domaine économique. La centralisation signifie effort vers l'unité et même l'uniformité ! Il a provoqué des résistances provinciales et donné naissance à des controverses doctrinales. Le monde intellectuel se divisa en unificateurs et en régionalistes.

Depuis quarante ans le problème est devenu plus aigu. La centralisation fut aggravée et systématisée. Les abus sont deve-

1 *Op. cit.* Page 55.

nus si criants que les discussions se sont déplacées du plan théorique sur celui de la pratique. Il convient en conséquence d'écouter et de soupeser les arguments des décentralisateurs pour établir le bien-fondé de leurs critiques.

La centralisation fut d'abord politique. Les petits Etats sont réunis de gré ou de force par la grande formation nationale. Et « les rois qui firent la France cherchèrent tous à centraliser du point de vue politique »². Ils pratiquèrent aussi une politique de centralisation administrative. Cependant cette sorte de centralisation n'était pas systématiquement appliquée. Au contraire, « la démocratie subsiste grâce à une centralisation administrative complète »³. Comment y arrive-t-on ? Entre autres grâce à la proclamation du principe d'égalité. « En déclarant les hommes égaux, écrit le Comte de Paris, on abolissait sur le papier les différences de caractère, de complexion, de formation, d'aspirations, qui distinguent les Français de tous les terroirs, on légiférerait pour un Français « standard » interchangeable, en violant toutes les coutumes et traditions provinciales »⁴.

D'autre part, en proclamant la liberté, *urbi et orbi*, on favorisait l'éclosion des germes de séparatismes. Les instincts particularistes ont été étouffés par des siècles de centralisation politique et administrative. A la faveur de la liberté démocratique, ils risquent de renaître à une vie nouvelle et trouble. Et comme preuve de ce qu'il avance, le Comte de Paris donne l'exemple du principe des nationalités, et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui ne peut engendrer que les particularismes.

Il y a dans ce passage un son quelque peu nouveau qui contraste avec ce que nous avons rencontré à l'Action Française. Charles Maurras nous dit que la liberté des démocraties est tyrannique et il n'y a que les libertés concrètes de la corporation et de la monarchie qui sont seules réelles. Le Comte de Paris lui-même parle de « la conquête des libertés réelles »⁵. Charles Maurras nous dit qu'il est anti-libéral et contre la Liberté parce qu'il est un défenseur acharné des libertés véritables, et qu'il est aussi anti-démocrate parce qu'il aime le peuple. Il ne peut être que démophile. Le Comte de Paris, en oppo-

² *Op. cit.* Page 56.

³ *Op. cit.* Page 58.

⁴ *Op. cit.* Page 58.

⁵ *Op. cit.* Page 91.

sant égalité à liberté et en faisant de celle-ci une libération, va à l'encontre des opinions maurrassiennes. Peut-être le Comte de Paris ne l'a-t-il pas fait exprès. Nous croyons qu'il y a là bien autre chose qu'une contradiction des deux hommes. Plus simplement, cela peut s'expliquer par la recherche de la symétrie à tout prix et de fausses fenêtres. Ayant dit que l'égalité facilite la centralisation et que d'autre part il a vu des forces particularistes luttant contre la centralisation, il pencha à donner un état-civil à ces forces et un nom pour les reconnaître. On les mit sous le vocable de liberté, sans doute aussi pour mieux faire ressortir la contradiction de la doctrine révolutionnaire : liberté, égalité, fraternité. Le seul malheur est que la contradiction ne comporte que deux termes. C'est pourquoi a-t-on dû laisser de côté la fraternité. Une troisième fausse fenêtre n'était plus possible.

Fermant ici cette parenthèse, enchaînons. La décomposition de la France ne fut empêchée par les Jacobins qu'à coups de centralisation féroce et de gouvernement autoritaire. Ils pratiquèrent une politique de centralisation administrative absolue. Mais la loi de 1884 diminuant la tutelle de l'Etat sur les communes fit un timide pas à la décentralisation. Il y aurait là, pour le Comte de Paris, de quoi se réjouir, et fortement. Malheureusement, il ne le peut pas. Un fait nouveau est apparu qui encourage les tendances centralisatrices. Et il les rend même agressives. Quel est ce fait nouveau ? C'est la science. Les inventions techniques et la machine ont rapetissé l'espace, la liaison peut se faire plus facilement du pouvoir central au pouvoir local ce qui aura pour corrolaire l'asservissement encore plus accentué de ce dernier au premier qui deviendra exorbitant.

Le passage où le Comte de Paris résume cette évolution, est tellement beau et laisse paraître un si délicieux regret que nous nous faisons une joie de le citer :

« Malheureusement, se plaint le Comte de Paris, les découvertes scientifiques récentes en supprimant les distances, favorisent l'administration à Paris de toutes les affaires du pays. Le téléphone incitera toujours les préfets, même s'ils n'étaient pas timorés par nature, à prendre en toute occasion l'avis des bureaux du ministère »⁶.

Ce texte est vraiment trop important pour le laisser passer d'autant plus qu'il est un aveu, et un aveu formel, de la part des adversaires de la centralisation. On trouve dans ce texte écrit par un décentralisateur l'aveu de la fatalité de la centralisation, aveu appuyé sur un fait irrécusable, la machine. Si le progrès technique continue de cette manière, il est fatal que la centralisation s'accroisse elle aussi. Le progrès de la centralisation est ainsi lié au progrès technique. Celui-ci conditionne celui-là, et ils s'épaulent réciproquement. Le progrès amenant la centralisation, celle-ci, accroissant la production, permet à la technique de faire des nouveaux bonds ⁷.

Mais nous avons cité le texte du Comte de Paris pour un autre motif encore. On se rappelle que nous disions dans l'introduction de cette étude que si les faits se prononcent contre M. Maurras et si la royauté est si sensible aux faits qu'on le dit, la monarchie française cessera d'être maurrassienne, après avoir accepté les doctrines décentralisatrices de l'Action Française. Le maurrassisme n'aura été alors qu'une mode royale.

M. Maurras ne l'entend pas de cette façon, ce qui après tout est légitime. Au début, l'Action Française se disait représenter elle seule le nationalisme intégral, et que M. Maurras ne faisait pas la théorie de telle ou telle monarchie, de Louis XIV ou autre, mais la théorie *de la monarchie*. Il nous disait avoir acquis aussi le monopole de la nation et de la royauté. Ces exagérations étaient compréhensibles et même nécessaires.

On a toujours besoin au début d'une doctrine de ces enthousiasmes juvéniles qui prêtent leurs forces à une vérité. Pour exciter ces enthousiasmes, il fallait accroître l'importance de cette vérité. C'est ce que le maurrassisme fit. Il n'était pas le seul. Il exagéra son nationalisme comme le marxisme l'importance de la lutte des classes. Cela pût être d'une grosse utilité pour ces mouvements ; cela leur donnait des ailes. Depuis l'effort critique est venu, et tout en rendant hommage à la contribution de M. Maurras à la pensée française, il se mit à délimiter strictement les contours de la vérité, faisant crever à coups d'épingles les gonflements de circonstances.

⁷ On nous opposa peut-être le texte décisif de La Tour du Pin disant que le siècle de l'électricité détruira ce qu'a fait le siècle de la houille, et qu'après avoir centralisé à outrance, on sera forcé de décentraliser. Nous reproduisons la discussion de ce texte à propos de l'exposé que nous ferons des œuvres de Pierre Lucius.

M. Maurras entendit lier *définitivement* la cause de sa pensée à celle de la monarchie. C'est là que gît l'exagération. Il n'y a pas en vérité *identité* complète, absolue, définitive entre le maurrassisme et la monarchie, mais des simples *rencontres* fortuites. Nous savons bien que la Contre-Révolution française fut décentralisatrice, mais la monarchie n'est pas nécessairement contre-révolutionnaire. Elle *peut* l'être, tout comme le contraire peut être vrai. Nous sommes là dans le domaine des *possibles*, guère dans celui du *fatal*.

Nous avouons facilement que le fait de voir la décentralisation prônée par tous les tenants de la Contre-Révolution, un Maurras, un La Tour du Pin, un Comte de Chambord, un de Bonald⁸, est quelque peu troublant. Mais le trouble nous empêche de voir clairement les choses. Troublons-nous le moins possible et essayons de voir le plus justement que nous pouvons.

Certes l'unité de la pensée contre-révolutionnaire est sur certains points très forte. Il reste à voir quelle est sa vérité. Elle n'est pas très forte.

De ce que la monarchie ne coïncide pas nécessairement avec le maurrassisme, il ressort qu'il y a des possibilités de divorce entre ces deux réalités différentes. Justement, c'est ce que nous voulions prouver dans l'introduction à cette étude sur le Comte de Paris, en disant qu'une fois au pouvoir, le Roi pourra et même devra se séparer du maurrassisme. Les hommes de l'Action Française furent pour la monarchie des francs-tireurs, selon la propre expression du Comte de Paris. Or une armée organisée se désolidarise, en cas d'échec, de ses francs-tireurs, afin qu'aucune responsabilité ne puisse rejaillir sur elle. Il en sera de même de la monarchie. Le pouvoir consacrera le divorce entre elle et le maurrassisme. Et les nécessités extérieures la pousseront à abandonner le programme de la décentralisation comme affaiblissant la France et les pressions intérieures l'obligeront à se soumettre aux exigences égalitaires.

Mais le Portugal, nous dira-t-on ? Il a bien pu appliquer la corporation. Sans doute, mais le Portugal n'est pas la France.

⁸ L'Etat, écrivait déjà de Bonald, qui prend trop sur les hommes et sur les propriétés est un dissipateur qui dévore ses capitaux. (*Esprit de M. de Bonald ou Recueil Méthodique de ses Principales pensées*, par le D^r de Beaumont. Pages 190-191).

Ailleurs de Bonald réclame la création des « grandes richesses des corps ». (Page 174).

Il n'a pas les mêmes devoirs de grandeur. Le Portugal n'est pas très près de l'Allemagne. Il n'a pas à se soucier de ce côté-là. Et encore...

Pour revenir à notre question, nous eûmes ici une autre occasion pour démontrer que même si le Comte de Paris le voulait, il ne pourrait pas appliquer le programme maurrassien. Ni l'anti-égalité, ni l'anti-centralisation.

**

A la cause technique poussant à la centralisation, le Comte de Paris en ajoute deux autres :

- 1° le système électoral ;
- 2° le fonctionnarisme.

Notre auteur a soin de nous dire que ces deux choses sont liées. Les militants de parti cherchent, par l'élection, à obtenir la victoire, afin d'avoir le plus de places de fonctionnaires ou autres avantages compensant ceux-là. Dans cette affaire électorale, l'intérêt de la région est méconnu et la centralisation administrative s'accuse chaque jour davantage.

« L'image de la déviation de cette politique, écrit notre auteur, est fournie par les congrès radicaux où s'assemblent des provinciaux de toute provenance et dans lesquels il n'est traité que des problèmes de haute politique, sans qu'on aborde un seul des problèmes régionaux ». Le Comte de Paris se plaint de cet état de choses, mais, loin d'être triste, il est réjouissant. Là, dans ces congrès, éclate ce qu'on pourrait appeler *l'incomparable vertu de l'incompétence parlementaire*. On a injustement raillé cette incompétence. Dieu sait pourtant combien elle fut bienfaisante.

En effet, d'où venait l'incompétence des députés moyens ? De ce qu'ils traitaient des grands problèmes de politique générale. Ils n'y entendaient rien, mais cela était hautement louable. Pour plusieurs motifs. D'abord le fait de discuter des questions qui les dépassent, dénote chez eux une tendance à s'élever aux plus hauts degrés. Sans doute au début on grimpe mal, on tombe, on se fait des bleus. Avec le temps, on s'y habitue. Et même on gagne en adresse. Il n'y a qu'un reproche à leur faire. C'est que, discutant des grandes questions à l'ordre du jour, les politiciens peuvent se rendre ridicules en débitant des phrases creuses. Eh bien ! mieux vaut *dire* des sottises qu'en *faire*.

D'autre part, les hautes questions à l'ordre du jour ont l'avantage d'accaparer l'attention des hommes au détriment du particularisme qui mène droit au séparatisme. Qu'on s'imagine une assemblée où les instincts particularistes mal étouffés se réveilleraient tout à coup. Ce serait un désastre pour l'unité du pays. Se figure-t-on les querelles intestines auxquelles donnerait lieu la *compétence* des militants ? Heureusement que la France bénéficie de la merveilleuse incompétence de ses élus. Vraiment, sans ironie aucune, cette incompétence est un don du ciel. Si elle n'avait existé, il aurait fallu l'inventer.

La République sut le faire en déléguant à ses élus la souveraineté sans la compétence. Ce bienfait des dieux méritait d'être relevé comme il convenait.

Pourquoi les militants et les élus discutent-ils les questions générales, oubliant les questions épineuses ? Pour deux motifs : la facilité et le snobisme. Discuter des choses que l'on ignore et qui ne demandent pas une préparation scientifique, est chose facile. D'autant plus qu'on a l'impression que, tout en évitant l'effort, on atteint aux plus hautes cîmes de la pensée. La paresse nous entraîne à la plus générale des philosophies.

En second lieu, on adore discuter les problèmes à la mode et comme la politique l'est toujours, on fera de la haute politique. On a vu plus loin le bienfait de cette déviation comme aussi l'avantage que donne cet état de chose. Et il nous est doux d'apprendre que le snobisme sert à quelque chose : faire du bien à la France.

*
**

« Sur le plan de l'économie, la centralisation n'est pas moindre, mais ici la responsabilité de l'homme est atténuée »⁹.

Il résulte de ce passage que le Prince est sensible à ce qu'il y eût de *fatal* dans le progrès de la centralisation, et à ce qu'il y aura encore de fatal dans l'avenir.

L'économie artisanale était décentralisée. Avec le développement de la vapeur, les choses ont changé. A leur tour les chemins de fer ont transformé la structure de l'économie française, en la centralisant. Comment ? Par deux voies connexes :

1° La rapidité des transports a étendu le rayon d'action de

⁹ *Op. cit.*, Page 60.

la grande usine. Le chemin de fer porte très loin la concurrence industrielle, et le petit artisan s'en trouve écrasé.

2° « Le chemin de fer est un grand tentateur qui a provoqué autant de vocations urbaines que le fonctionnarisme »¹⁰.

Mais il y a d'autres facteurs qui ont collaboré à cette œuvre de centralisation. Le principal, c'est « le relâchement spirituel de l'individu, le désir d'accroître le bien-être, de jouir un peu de la vie de la cité, de cette vie que l'on dit si pleine, si totale »¹¹, écrit le Comte de Paris. Là, il prend peut-être sans le vouloir une attitude contre-révolutionnaire bien caractérisée. Contrairement aux principes révolutionnaires dont l'optimisme et la confiance dans le progrès sont non moins caractérisés, et qui prêchent l'*abondance*, le Comte de Paris paraîtrait recommander la *restriction*. Cette seconde notion est très contre-révolutionnaire. Pour la comprendre, souvenons-nous de ce que nous avons écrit plus loin, rapportant l'opinion de M. J. Barthélémy : le devoir est une notion réactionnaire. Pourquoi ? Parce que devoir signifie efforts à faire ou service à rendre. En accomplissant son devoir on se défait de quelque chose quel'on possède. On est plus pauvre de choses qu'auparavant. Donc, se donner à son devoir, c'est se restreindre.

Inversement, l'abondance se lie à la notion de droit. Le droit signifie ayant cause ou partie prenante. Avec un droit on prend quelque chose. Par conséquent, avoir un droit c'est s'enrichir d'une chose.

L'abondance et le droit d'une part, la restriction et le devoir d'autre part sont étroitement liés aux notions de Révolution et de Contre-Révolution. Pourquoi ? Parce que la Révolution est foncièrement optimiste. Elle croit à l'amélioration du genre humain et au progrès matériel. De son côté, la Contre-Révolution est légèrement pessimiste ; elle se dit réaliste. Elle ne croit pas au progrès. Elle est de ceux à qui on ne peut rien leur faire accroire. C'est le refus d'être dupe.

Comment remédier aux méfaits de la centralisation ? En pratiquant une large politique de décentralisation. Il faut « désétatiser » l'Etat, comme dit le Comte de Paris. Et comme Charles Maurras, dans « Dictateur et Roi », il veut débarrasser l'Etat des fonctions qui ne lui appartiennent pas.

¹⁰ *Op. cit.* Page 62.

¹¹ *Op. cit.* Page 62.

¹² *Op. cit.* Page 67.



« L'Etat fort n'est pas et ne peut être l'Etat apte à toutes les tâches. La force ne lui vient que lorsqu'on l'a réintégré dans ses fonctions propres et rendu compétent sans partage dans son ordre.

« Un pays ne saurait se prétendre réellement libre que si la puissance publique y est réduite au minimum indispensable ; sécurité intérieure et extérieure, justice impartiale, finances publiques saines » ¹².

Mais décentraliser ne suffit pas. Il faut une deuxième condition, de nature économique celle-là : organiser l'économie corporative. Grâce à elle, l'Etat sera empêché d'envahir l'industrie et le commerce. La corporation est la meilleure garantie de la liberté.

Décongestionner l'administration est bien, mais ce n'est pas suffisant. Il faut encore décentraliser l'économie, en organisant la corporation.

Les réformes économiques et administratives sont étroitement liées. Comme dit le Comte de Paris, « tout se tient, le politique, l'économique et le social ».

Toute décentralisation doit s'accompagner d'une organisation économique corporative. Supposons qu'on veuille simplement déconcentrer l'économie — le Comte de Paris distingue la décentralisation de la déconcentration — sans l'organiser corporativement. On ne pourra pas recréer l'artisanat local. Pour faire comprendre cela, donnons l'exemple suivant : remplaçons dix usines de Paris par dix usines réparties dans toute la France. C'est bien, mais c'est insuffisant. Car il faut, pour donner une chance de renaissance à l'industrie locale, faire équilibrer la concurrence par un organisme approprié. Ainsi les grandes banques de dépôts devaient ruiner les banques locales. Pourquoi ? A cause de leur inexpérience et de leur isolement. Une organisation corporative serait venue à bout de ces difficultés ou de ces faiblesses. Elle aurait compensé, par l'union, ces faiblesses, et donner des chances meilleures aux faibles. Equilibrant les forces et les chances, elle aurait stabilisé l'économie, ce à quoi veut tendre tout système d'organisation corporative. Pour un peu, on dirait que la corporation est, dans l'économie, une charité. Elle secourt.

CHAPITRE IV

LA CORPORATION

En politique, ces derniers temps, les hommes disaient :

« Qui va-t-on choisir ? Le communisme ou le fascisme ? Pour qui va-t-on opter, pour Moscou ou pour Berlin ? »

— Ni Berlin ni Moscou, rétorquait l'Action Française. Paris, tout simplement ».

Elle voulait dire par là qu'il y avait un troisième terme et qu'on n'était pas enfermé dans un dilemme. On a encore sa liberté de choix.

Il en est de même dans l'économie. Il y avait le libéralisme et l'étatisme. La Contre-Révolution trouva une autre solution : le corporatisme.

La corporation est, pour la Contre-Révolution, à mi-chemin entre libéralisme et étatisme. Elle lui paraît concilier le mieux l'autorité et la liberté en un équilibre harmonieux où personne n'est sacrifié au profit de l'autre. Et le besoin de cet ordre corporatif se fait, selon le Comte de Paris, sentir dans toutes les professions. Même il parle de la « nécessité de la corporation ».

Mais on ne peut pas établir tout de suite le corporatisme. Cela impliquerait un renversement brutal du système existant et des conditions actuelles. On ne doit pas imposer du jour au lendemain, à la société, une organisation économique définitive. Il faut une période de transition.

Cette manière d'envisager la question montre mieux que tout autre chose ce qu'il y a de pratique et prudent dans l'esprit et les idées du Comte de Paris. Et son livre est, en vérité, un *programme* plus qu'une *théorie*.



Essayons de voir comment se présenterait l'organisation corporative transitoire, telle que la conçoit le Comte de Paris. Elle sera composée de deux groupements qui se fondront en un seul au moment de la constitution définitive des corps professionnels. Ces deux organes sont :

1° l'un, *décentralisé*. Il s'occupera des questions sociales et régionales ;

2° l'autre, *relativement décentralisé*. Il règlera les questions économiques.

La première organisation sera à base régionale. Elle a déjà une forme corporative et le Prince propose de lui donner, pour la clarté de l'exposé, le titre de corporation. Voici selon le Comte de Paris quelle est sa compétence :

« Elle organise l'assurance et l'assistance pour ses membres, s'occupe de leur placement, de leur apprentissage, de l'habitation, élabore les règlements relatifs aux accidents du travail, garantit au salarié la propriété du métier, établit les salaires de base, passe les contrats collectifs, gère le patrimoine commun — biens moraux et matériels communs à ces métiers et à leurs pratiquants, propriétés mobilières ou immobilières, caisses de retraite et d'assurances —. Elle jouit naturellement de la réalité et de la responsabilité civiles et favorise l'accession du salarié à la propriété personnelle tout en lui procurant déjà les avantages de la propriété collective »¹.

Autrement dit, pour les corporatistes, le problème n'est pas tant d'améliorer le sort du prolétariat que de supprimer la condition prolétarienne. Le corporatisme y arrive d'autant mieux qu'il a beaucoup de vertus. Il possède les avantages de la propriété collective, mais sans les inconvénients de cette forme de propriété. En effet, le corporatisme crée la propriété professionnelle. D'autre part, en faisant accéder l'ouvrier à la propriété privée, il réunit aussi tous les avantages de cette forme d'appropriation.

La seconde organisation dont nous avons parlé et qui est plus particulièrement économique, est provisoire. Elle est limitée, si possible, à la grosse et moyenne industrie. Elle est for-

¹ *Op. cit.* Page 185.

mée de « *syndicats de catégories d'entreprises* »². Constitués sur la base nationale ou régionale, ces syndicats font l'inventaire de la production française.

Il convient d'exposer le mécanisme de ces deux organisations.

1° *La Corporation*. Nous l'étudierons dans la région et dans la nation.

A. — *Dans la région.*

Là, les intérêts professionnels seront représentés par la « *corporation régionale du métier* »³. Cet organisme sera formé de la réunion des syndicats ouvriers et patronaux. Ils auront des droits égaux dans la gestion corporative.

Chaque métier aura sa corporation régionale et les corporations régionales de tous les métiers de la région formeront ce que le Comte de Paris appelle la *Chambre régionale des corporations de métier*. Elle maintiendra l'unité d'action.

B. — *Dans la nation.*

Au-dessus de la Chambre régionale des corporations de métier se trouvera une *Chambre nationale des corporations*. Elle sera composée, à influence égale bien entendu, des délégués patronaux et ouvriers élus par les Chambres régionales. Elle établira les règlements généraux du travail applicables à toute la France, mais elle laissera, aux corporations régionales, la liberté pour gérer leurs biens communs ou encore fixer les salaires et les variantes régionales des conditions du travail. Ce système, tel quel, semble au Comte de Paris concilier l'unité de législation avec le respect des particularités régionales.

« En résumé, un courant constant de renseignements ira de la périphérie au centre, tandis qu'un courant inverse de direction générale joindra le centre à la périphérie. Mais l'indépendance maximum sera constamment assurée à la représentation régionale.

2° SYNDICATS DE CATÉGORIES D'ENTREPRISES

Ces syndicats seraient provisoires. Ils enverraient des délé-

² *Op. cit.* Page 185.

³ *Op. cit.* Page 186.

⁴ *Op. cit.* Page 187.

gués à Paris, et cela suivant leur importance économique. Le conseil de ces délégués sera placé sous le contrôle du Ministre de l'Economie qui ne devra intervenir que si l'intérêt national le commande.

Les syndicats transmettraient aussi des renseignements statistiques et ils surveilleraient l'application dans la région des mesures prises par les hauts représentants de la profession. Comme on voit, le Comte de Paris accorde, dans son plan, une large initiative aux groupements locaux.

3° L'ASSEMBLÉE DES INTÉRÊTS RÉGIONAUX

La pièce maîtresse du système politique et social du Comte de Paris sera « l'Assemblée des intérêts régionaux ». Elle est, pour le Prince, une construction juridique assez originale. Elle est la représentante des intérêts généraux de la région et sera composée plus particulièrement des chefs de familles nombreuses.

Au-dessus, il y aura une Assemblée nationale des intérêts régionaux. Son rôle, comme celui de ses subordonnés, sera, du point de vue corporatif, d'arbitrer les différends.

4° L'INSCRIPTION AUX NOUVEAUX ORGANISMES

« L'inscription à la corporation sera obligatoire légalement pour les sociétés anonymes ». On voit d'ici la méfiance du Comte de Paris envers les organismes constitués sur l'anonymat. Pour pousser les autres entreprises à s'inscrire elles aussi à la corporation, on accordera aux nouveaux organismes professionnels des faveurs juridiques. Ces organismes seront agréés par l'Etat, bénéficieront de la personnalité civile, et jouiront de la libre disposition de leurs biens, ainsi que d'une charte octroyée par l'autorité publique.

Les entreprises non anonymes, celles dont la direction possède en toute propriété les capitaux, peuvent vivre isolées à condition que leur capital ne dépasse pas une certaine somme, variant de métier à métier. Ces entreprises n'ont, pour se constituer, besoin que du consentement de l'Assemblée régionale.

Mais les sociétés anonymes et les très grosses sociétés de personnes devront, pour se constituer, requérir le consentement des nouveaux organismes et de l'assemblée régionale. Ces corps peuvent accepter ou rejeter la demande. Cela dépend de la situation économique. Mais en cas de litige, on portera le conflit devant une magistrature économique jugeant en dernier ressort.

De la sorte on espère éviter les troubles économiques que peuvent apporter la faillite des entreprises improvisées. On ne permettra leur ouverture qu'à bon escient.

Quelle est la conclusion à tirer de tout ceci ? Elle est celle-ci :

« Pas plus qu'on ne peut fixer à l'avance l'importance du capital, plaçant ou non la société des personnes sous le régime corporatif, on ne peut fixer la loi générale pour le rassemblement des divers corps d'Etat en une unité administrative ». Toujours la même méfiance maurrassienne envers les plans trop méthodiques ou en les législations trop systématiques. Les libertés concrètes ne se concilient pas avec une réglementation uniforme.

5° CLASSEMENT DES MÉTIERS

On peut classer les métiers suivant quatre principes :

A. — *Le groupement par similitude* comprend les métiers d'une même production : automobile, avion, etc.

B. — *Le groupement par convergence* réunit des métiers différents concourant à une même production : le bâtiment associe la maçonnerie, la charpente, la menuiserie, la plomberie, les ascenseurs, etc.

C. — *Le groupement par unité de matière première* consiste à réunir des productions très différentes dont la matière première est d'une telle importance qu'elle commande tout. Ex. : le pétrole, le caoutchouc.

D. — *Le groupement par cycle de production* réunit les activités se rapportant à la chose produite. Ex. : la farine groupant les boulangers, les pâtisseries, les meuniers, etc.

Lequel de ces groupements est le meilleur ? Y a-t-il un critère général ? Non, répond le Prince. Il n'y a que des cas d'es-

pèces. Tel n'était point, on s'en souvient, l'avis de M. Baconnier qui rejette la corporation verticale proposée par M. Eugène Mathon.

6° CONFLITS ET ARBITRAGES

Comment seront réglés, dans le plan du Comte de Paris, les différends économiques ? Ceux-ci seraient portés devant des commissions nommées par corporations régionales ou par la Chambre régionale. En cas d'échec, le différend serait tranché par la Chambre régionale et par une délégation de l'Assemblée des intérêts régionaux. En cas de refus d'arbitrage, le représentant de l'Etat jugerait sans appel.

Si les conflits économiques visent les syndicats de catégories, ils seront arbitrés par le « *Conseil des Syndicats de Catégories* » et par le « *Conseil d'Etat économique* » en dernière instance.

7° ROLE DE L'ETAT

Il sera strictement limité et c'est là un des principes directeurs de l'organisation corporative, insiste le Comte de Paris. L'intervention de l'Etat ne sera plus permanente. Au début, il organisera le système corporatif, ensuite il ne sera qu'arbitre et guide suprême. Il ne devra intervenir que si le conflit met en jeu un intérêt national quelconque. Le Ministre de l'Economie, assisté d'un Conseil économique, en sera compétent. Ce Conseil sera composé de techniciens des problèmes économiques et sociaux. Ils auront titre de conseillers d'Etat.

Cette organisation corporative que nous venons de passer en revue ne vivra que provisoirement. Une fois le statut corporatif rendu définitif, les deux organismes de cette phase de transition : la corporation proprement dite et le syndicat des catégories d'entreprises se fondront en un seul organisme.

De même, pendant cette époque, il ne faudra peut-être pas donner aux délégués ouvriers que voix consultative et en échange essayer de compenser les empiètements patronaux par une fréquente intervention de l'Etat.

CHAPITRE V

LES COLONIES

Le Comte de Paris ne s'intéresse pas qu'aux problèmes économiques de la corporation et à ceux administratifs de la décentralisation. Il se soucie beaucoup de l'état des colonies françaises et il est attentif aux choses de l'empire français, dont il a une connaissance approfondie.

De même qu'il a étudié de près les questions agricoles, il étudia aussi consciencieusement la politique coloniale française qu'il a soumis à une critique bien trop sévère et parfois injuste. Ainsi lorsqu'il nous dit :

« La France possède un domaine colonial considérable. Mais la Démocratie n'a pas su tirer tout le parti possible de ces territoires nombreux, riches et bien peuplés. Depuis quelques années, l'on doit même se demander si la République sera seulement capable d'en assurer la conservation » ¹.

Ces vues sont trop pessimistes ou trop partisans, ce qui revient au même. De plus, elles sont contradictoires. En effet, pour équiper un domaine si considérable, il faut de toute nécessité recourir à la grande production en série que blâment tant les théoriciens du corporatisme. Même — ô horreur ! — il faudra, pendant un certain temps, laisser la bride sur le cou au libéralisme colonial, et cela toujours selon certains disciples de l'Action Française. En effet, M. Pierre Lucius soutient que, dans le passé, le libéralisme convint à une économie illimitée comme fut celle du XIX^m^e siècle, mais qu'au XX^m^e siècle, à une économie limitée comme est celle de la France, ne peut correspondre que le corporatisme. Mais dans les colonies, le domaine

¹ *Op. cit.* Page 132.

est pratiquement illimité. En ce cas, comment fera-t-on pour équiper une économie illimitée par les procédés de production d'une économie à dimensions limitées, moyennes, comme est celle du système corporatif ? Il y a là un manque de logique flagrant.



Des principes divers peuvent présider à l'équipement et l'organisation des colonies. Mais entre ceux qui veulent faire des colonies une dépendance de la métropole, et ceux qui veulent leur accorder le maximum d'indépendance, il y a place, soutient le Comte de Paris, pour une troisième solution. Toujours le même refus de se laisser enfermer dans un dilemme.

Le prince se défie des théories extrémistes. Il lui paraît plus raisonnable de chercher une position d'équilibre.

Selon notre noble auteur, la colonisation est une mission incombant aux peuples civilisés afin d'élever les indigènes. Cette mission créée à la métropole des devoirs, mais aussi des droits.

Aujourd'hui, toujours selon le Prince, la métropole ne doit plus exploiter pour son propre compte seulement les colonies. Elle doit le faire en association avec elles. Et l'idéal serait de donner aux chefs naturels des possessions françaises d'outre-mer la possibilité de les administrer eux-mêmes sous le contrôle des délégués de la métropole. Cela vaut mieux qu'une politique coloniale mesquinement utilitariste, tout à l'avantage de la France, moins soucieuse pour l'indigène. L'histoire est là pour prouver qu'une pareille politique conduit à la faillite.

Le rôle colonial de la France apparaîtrait ainsi non comme un *droit* mais comme une *fonction*.

Quelle sera dans une telle conception de politique coloniale la place de l'Etat monarchique ? Il se contentera de fournir un cadre général de principes. Dans ces limites, les administrations auront une certaine liberté de mouvement, pouvant exercer leur activité au mieux des intérêts particuliers des indigènes, compte tenu des conditions locales, coutumes, évolutoins de personnes, traditions familiales, religions, etc...

De la sorte, on pourra former autour d'une *Nation-Chef*, un ensemble de satellites coloniaux. Telle serait la politique à suivre.

Mais il y a une autre idée chez le Comte de Paris qui mérite discussion. C'est le soi-disant principe de l'incompatibilité absolue (ou presque) de l'Empire et de la République. Celle-ci étant centralisée ne peut suivre la politique coloniale expliquée plus haut et qui paraît, au Prince, être la meilleure.

On pourra répondre au Prince d'abord ceci : la République ayant bâti le second empire colonial du monde n'est tout de même pas si incapable qu'il le croit pour gérer convenablement son patrimoine. Ensuite, il est vrai que la République ne voudra pas appliquer, sauf si elle est contrainte par les événements, le programme décentralisateur du Prétendant. Mais faut-il aussi prouver que ce plan est bien l'idéal comme l'affirme le Comte de Paris et ne pas se contenter de simples allégations ou encore ne faire qu'avancer des préférences. Et les préférences d'un prince pour un régime social peuvent bien jurer avec la vérité sociale.

Bien plus encore, c'est par la centralisation que l'on pourra le mieux gouverner économiquement les colonies, que cette centralisation ait son point d'appui dans la capitale de la métropole ou dans les diverses capitales de l'Empire, Tunis, Alger, etc..., peu importe. L'équipement d'un grand pays doit être fait par la production en série. Elle est quantitative et convient aux besoins des populations. Comment organisera-t-on cette production quantitative et illimitée ? Par le corporatisme ? Mais ne dit-on pas que l'économie corporative est qualitative et limitée ? C'est ici qu'éclate l'ironie de la situation. En effet, les corporatistes critiquent la production uniformisée sous prétexte qu'elle est grossière et qu'elle ne répond pas aux besoins supérieurs. Par contre, le corporatisme étant une production qualitative satisfait, tout en étant limité, les besoins les plus variés et les plus raffinés. Donc la civilisation est une œuvre d'art et de civilisateur. Or, voilà l'ironie de la situation dont nous parlions tout à l'heure : pour un domaine illimité, habité par des indigènes arriérés, on recommande la création d'une économie limitée et de qualité. Pour les indigènes aux besoins frustes, la production quantitative aurait mieux convenu. D'un grand rendement, elle aurait été bon marché et au niveau de la maigre capacité d'achat de l'indigène. D'autre part, l'indigène peu civilisé se serait fort bien accommodé la standardisation. Que le Comte de Paris se rassure, le nègre n'est pas encore un fin gourmet.

Les choses étant telles, elles mettent en jeu ce procédé de l'Action Française qui fait dire à ses disciples : Ni libéralisme, ni étatsisme. Corporatisme.

Or, c'est précisément le corporatisme qui ne convient pas à une économie coloniale. Il reste le choix entre le libéralisme et l'étatsisme. Par là, nous avons fait retour au célèbre dilemme que fuient les gens de la Contre-Révolution :

Libéralisme ou Etatsisme ?

Mais comme le libéralisme a déjà fait place, dans les vieux pays, à l'étatsisme, et que certains pays neufs — l'histoire le prouve — s'équipent grâce à une politique étatsiste, souvent maladroitement menée, mais étatsiste quand même, il ressort de ces faits très symptomatiques, que la politique étatsiste est à l'heure actuelle, en dépit de ses déboires, la seule valable. Car c'est une production en grand.

*
**

Le Comte de Paris a abordé l'étude de l'ensemble des problèmes coloniaux. Pour le faire plus facilement, il a dû le faire avec méthode et sérier les questions comme les difficultés. Il les a placées dans l'ordre d'importance suivant :

- 1° la marine ;
- 2° l'harmonisation économique de l'empire ;
- 3° politique des hommes ;
- 4° politique d'outillage.

1° MARINE

Un grand pays colonisateur doit avoir une riche marine marchande et de fortes escadres de guerre. La première servira à relier la métropole aux colonies et faire circuler les richesses, les secondes pour protéger les routes marines.

Pour ce, il faut un plan d'ensemble, mais la République, avec son instabilité ministérielle, en est incapable. Il y a une incompatibilité entre la Démocratie et une politique maritime. Cette idée rappelle celle de l'incompatibilité de la République et d'une

politique coloniale. Elles ont d'ailleurs la même source : Charles Maurras.

La République ne peut avoir une politique étrangère, ni une politique maritime, ni une politique coloniale, soutenait le vieux maître de l'Action Française. On sait ce qu'il advint de ces prophéties. La République gagna la guerre avec ses alliances et arrondit son empire colonial. Toutes les subtilités dialectiques ne tiennent pas devant ces faits brutaux.

2° HARMONISATION ÉCONOMIQUE DE L'EMPIRE

Les colonies françaises sont très diverses, d'où opposition d'intérêts. Les colonies offrent à la métropole leurs produits : céréales, vin, riz², charbon. Or déjà l'économie française est surabondamment pourvue de ces produits.

Ces intérêts peuvent-ils être conciliés ? Le Comte de Paris le croit. Il lui semble pourtant que la République s'est exagéré l'acuité des conflits en cause. Par peur de la concurrence et incapable, selon le Prince, d'élaborer un plan d'ensemble, la République a spécialisé chaque territoire d'outre-mer dans une ou plusieurs productions déterminées. C'est là une grave erreur, selon notre auteur.

N'y a-t-il pas lieu à mettre sur pied une véritable politique coloniale ? Si, répond le Comte de Paris :

« Il faut, dit-il, grouper nos colonies en régions économiques, à chacune de celles-ci donner une autonomie suffisante pour qu'elle puisse, dans le cadre des directives générales formant le plan d'une véritable politique d'Empire, exercer dans le domaine économique et social une initiative hors de laquelle nulle amélioration n'est possible. Les Gouverneurs devront, en somme, dépendre seuls du Pouvoir Central. Et c'est, en revanche, à eux seuls, éclairés par les représentants qualifiés des colons et des indigènes, que devra appartenir l'initiative d'appliquer les directives générales, selon les besoins particuliers de leur colonie »³.

² Le riz faisait concurrence aux céréales secondaires françaises.

³ *Op. cit.* Page 142.

3° POLITIQUE DES HOMMES

Cette politique d'harmonisation coloniale postule une autre de redressement national. Il faut, à une puissance coloniale, si elle veut jouer longtemps le rôle de fédérateur, remplir deux conditions :

- 1° une natalité progressive ;
- 2° formation des cadres.

La jeunesse française trouverait dans les colonies d'immenses débouchés. Mais envoyer les Français aux colonies ne suffit pas. Fixer l'indigène au sol est encore mieux. C'est un problème difficile et délicat mais non pas impossible.

La politique de fixation au sol de l'indigène doit être souple. Fixer ne veut pas dire river l'homme à la terre. Certaines régions, par exemple, ont un surplus de population, et d'autres, manquent de bras. Dans ce cas on doit encourager la circulation des hommes. La philosophie qui se dégage de cet exemple est qu'il faut éviter « des méthodes communes pour des objectifs différents », comme le dit si bien le Comte de Paris en bon disciple de Maurras. On doit, pour chaque problème, chercher la solution qui lui est propre plutôt que de poser un principe trop général et partant trop rigide.

Cette politique des hommes est une belle illustration des principes décentralisateurs du Prince. Ce n'est pas au gouvernement central de diriger cette politique humaine. Le soin incombe aux gouverneurs soutenus par la métropole et aidés par les cadres locaux. C'est le contre-pied de la politique républicaine qui a vu dans la centralisation la condition même du pouvoir.

4° POLITIQUE D'OUTILLAGE

Politique d'outillage veut dire mise en valeur des colonies. On a longtemps envisagé ce problème d'un point de vue très égoïste. On pensait plutôt à l'*exploitation* du domaine colonial au profit de la Métropole, qu'à la *valorisation* de ce territoire dont auraient bénéficié et l'indigène et la puissance souveraine.

Le Comte de Paris ne veut pas que l'on suive une politique de restriction et de spécialisation républicaine, comme on a fait jusqu'ici, mais que l'on développe toutes les possibilités industrielles afin d'arriver à des économies coloniales complémentaires.

Cette tentative d'utilisation et d'exploitation des richesses coloniales exige des grands travaux, des routes, des chemins de fer, des canaux, etc... Une pareille politique offrira des débouchés très grands aux ingénieurs sans travail, aux contremaîtres et aux ouvriers spécialisés de la Métropole aussi bien qu'à la main-d'œuvre indigène.

Cette politique coloniale offrira aussi d'immenses débouchés aux capitaux français. Car dans ces pays neufs que sont les colonies, dépourvus d'épargne, c'est à la Métropole que revient le rôle de financer la constitution de l'outillage économique des territoires d'outre-mer. Cela exige aussi la mise sur pied d'une politique de crédit. Est-ce à un crédit d'épargne ou à un crédit d'Etat qu'il faut faire appel ? Le Comte de Paris incline pour ce dernier. Il veut que l'Etat couvre de sa garantie les opérations bancaires qui résulteront de l'exploitation rationnelle et humaine des colonies.

Mais qui ne voit que dans ce cas, le Comte de Paris fait appel à une politique étatiste ou libérale (crédit de spéculation, crédit bancaire), plutôt qu'à une politique corporative. Il rejoint ici nos positions de tout à l'heure. Nous disions, tout en nous basant sur des théories contre-révolutionnaires, telles celles de Pierre Lucius ou Firmin Baconnier, que dans des pays neufs et pratiquement à ressources illimitées, on ne peut mener une politique corporative qui ne convient, toujours selon les auteurs ci-dessus, qu'à une économie illimitée. Non seulement il faut rejeter la solution corporative mais nous sommes obligés de nous enfermer dans le dilemme rejeté par l'Action Française : libéralisme ou étatisme.



Quelles sont les conclusions tirées par le Comte de Paris de l'état actuel des choses ? A son avis, nous nous trouvons, après examen de la situation générale de l'Empire Français, devant une contradiction flagrante.

« Alors que les possibilités d'exploitation sont immenses, l'ensemble de la population indigène possède un standing de vie extrêmement bas », écrit le Comte de Paris.

Quelle serait la politique à mener en conséquence ? Il faut, répond le Prince, remonter le chemin parcouru dans presque tous les domaines en développant l'économie intérieure de chacune de nos colonies. Il faut enfin donner des cadres à nos possessions d'outre-mer, et pour cela développer chez les Français l'esprit colonial et l'idée d'Empire.

Mais cela n'est pas suffisant. Il faut encore une autre condition qui commande, en vérité, toutes les autres, et de l'accomplissement de laquelle dépend l'efficacité de la politique coloniale : la continuité dans les desseins politiques de la France. La République ne pouvant assurer cette continuité politique à cause de son instabilité intérieure et de la précarité de ses ministères, ne saurait mener à bonne fin une politique qui exige de la patience et de la tenacité dans les desseins. Bref, incompatibilité de la République et de l'Empire. C'est là un vieux slogan maurrassien.

On a répondu au Comte de Paris que la chute des ministères ne préjuge pas de l'impuissance des administrateurs français. On lui a dit que les services officiels possèdent la continuité par leur armature administrative, mais le Comte de Paris ne se laisse pas fléchir par de tels arguments. Il répond, en un langage très clair et plein de fraîcheur, que « l'autorité en démocratie se réduit au cadre de l'exercice automatique des habitudes prises ».

Nous essaierons à notre tour de donner une réponse à cette conclusion quelque peu obscure, à vrai dire, du Prince. Nous dirons que ce prince ne voit pas deux choses qu'il faut distinguer avec soin :

1° *la stabilité de l'oligarchie républicaine ;*

2° *l'instabilité des oligarchies ministérielles.*

En monarchie, les ministres passent, le roi demeure, car le roi ne meurt pas. En République, on se trouve devant les mêmes phénomènes. Il y a les ministres qui vont et qui viennent et une franc-maçonnerie qui veille aux intérêts et au salut de la République. Il y a, au-dessus des ministres, comme une divinité tutélaire de la Cité, la puissante franc-maçonnerie républicaine qui

assure la pérennité de la Démocratie. Cette oligarchie solidaire — c'est le sens que nous avons donné au terme de franc-maçonnerie — conduit les destinées de la patrie française. Elle a résisté aux pires épreuves et bravé des dangers incessants. Elle s'est insinuée entre les obstacles, a évité avec soin les divers écueils qui parsemaient sa route et atteint en dépit des forces adverses son but : la consolidation du nouvel Etat. Et s'il y a quelqu'un en Europe qui a vécu dangereusement, c'est bien la République française. Or, croit-on qu'elle a pu le faire sans une continuité dans les vues, sans discernement et sans intelligence ?

Si nous avons dit tout cela c'est parce que l'Action Française accuse la République de deux tares :

1° son instabilité ;

2° sa bêtise ⁴.

A. — Quant à l'instabilité, nous venons de voir ce qu'il faut en penser. Et il faut bien dire que des ministres qui changent ne sont que la superstructure du régime. La chute des ministres n'engage pas le régime. Il faut bien se dire que derrière ces ministres qui partent, il y a et l'administration et l'oligarchie républicaine qui restent à leurs postes. Il y a donc en République deux principes de stabilité :

1° l'oligarchie politique ;

2° l'administration.

Pour ce qui est de la première, elle s'occupe des questions de politique générale. Quant aux fonctionnaires, ils assurent le train quotidien de l'Etat français. Mais ne vous semble-t-il pas que cette distinction rappelle une autre plus célèbre, de l'Action Française ? Celle-ci voulait l'autorité en haut et les libertés en bas, l'Etat débarrassé de tout ce qui n'est pas du ressort politique. Cela, disait-elle, ne pouvait se réaliser que dans la Monarchie ⁵. *Mais la même dualité se retrouve en République.* La haute oligarchie républicaine ne s'occupe que des hautes questions d'Etat, laissant l'administration libre de dominer le pays pour ce qui est des questions de détail : autorité en haut,

⁴ Le terme n'est pas de nous. Il est souvent employé par Charles Maurras.

⁵ Le Comte de Paris pense de même. C'est pourquoi le fait d'employer le terme d'Action Française ne nous éloigne pas du sujet traité.

liberté en bas. Il n'y a qu'une différence entre la République et la Monarchie à ce sujet, outre le fait de trouver une oligarchie à la place d'une seule tête : la Monarchie, du moins la Monarchie maurrassienne, car l'autre, la Monarchie impartiale et non plus intégrale, n'a pas d'opinions tranchantes là-dessus, veut, en bas, donner des libertés aux groupes professionnels. La République, elle, les accorde à l'administration. On peut là-dessus apprécier diversement l'administration et la corporation, il reste néanmoins du point de vue où nous nous sommes placé, qu'il y a une étrange ressemblance de structure entre la Monarchie et la République. Sans doute on nous dira que la corporation est préférable à l'administration. Mais qui nous assure que la corporation ne nous donnera des déboires ?

« Mais faites-la, pour voir », nous dirait Charles Maurras.

Comment, il nous recommande cette méthode barbare, que lui-même a tant de fois réprouvée, et qui consiste à éprouver un mal au lieu de le conjurer ? Il y a là une flagrante contradiction, comme dirait le Comte de Paris.

Mais, pour revenir plus particulièrement aux objections du Prince, nous verrons qu'elles n'en ont pas plus de consistance. En effet, que nous dit-il d'un empire colonial français et monarchique ? Ceci : la monarchie se contentera de donner des directives générales aux cadres et des limites à l'intérieur desquelles d'autres auront la compétence. Eh bien ! la République fait la même chose, car on y retrouve la même dualité ! L'oligarchie républicaine ne fait que dégager la ligne générale d'une politique à réaliser par l'administration. En monarchie, il y a le roi et les corps professionnels ; en République, l'oligarchie et les corps administratifs.

On nous dira en outre, après Homère, que le gouvernement de plusieurs n'est pas bon. Mais une seule tête non plus n'est pas toujours bonne à diriger plusieurs gouvernements. *L'oligarchie est la première ébauche de la division du travail.* Et si cette division est un progrès, la République l'est aussi. La République est un progrès.

B. — L'Action Française nous dit ensuite que la République est bête, et de toutes les définitions sur la République, Charles Maurras n'a retenu que celle-là : la Démocratie est une bête. Et il ajoute : plus bête que méchante.

Vraiment, croit-on que la République qui a su si bien se tirer de tous les dangers qui l'ont guettée au cours de son histoire, n'a pas d'intelligence ou qu'elle manque de discernement ? A l'épreuve, la République s'avéra intelligente. Il est vrai que contre cette épreuve de faits, on pourra alléguer deux arguments qui eux ne manquent pas de faiblesse :

D'abord, dira-t-on, ces dangers ont été soulevés par la République elle-même, qui est à elle seule tout un danger. Mais à notre connaissance, l'histoire des Capétiens est pleine de dangers surmontés ou d'obstacles contournés. Est-ce que la royauté était, elle, un mal ? Et nous posons cette question aux hommes de l'Action Française.

Ensuite, dira-t-on, si la République se défend bien, elle gouverne mal : donc elle est bête. Bref, elle est égoïste ; elle ne pense qu'à soi-même. Mais oublie-t-on qu'avant de se *développer* il faut *vivre* et par conséquent se *défendre* contre les forces adverses qui vous assaillent. A ses débuts, comme aujourd'hui aussi, la République eût trop d'ennemis qui lui faisaient une guerre acharnée, pour pouvoir penser à la paix et aux autres. Qu'on daigne lui accorder des loisirs !

De son côté, la royauté capétienne, avant de penser à la France, pensa à elle-même, et avant d'agrandir la France, dut se défendre elle-même. Hugues Capet n'était pas philanthrope. Avant d'être Français, il était Capétien. L'égoïsme monarchique rejoint l'idéologie républicaine. Car plus que française, la République est révolutionnaire⁶.

De tout ce que nous avons dit, il ressort que la soi-disant « bêtise » républicaine est infirmée par la stabilité de la République. Celle-ci n'est ni bête ni instable et, à vrai dire, dans l'Europe d'aujourd'hui, elle représente à tout prendre le régime le plus stable et le moins imprudent. *Les règnes de MM. Hitler et Mussolini sont moins éphémères que les cabinets ministériels républicains, mais moins stables que l'oligarchie républicaine.*



Aux critiques formulées contre la monarchie et dont nous venons de voir et leur degré de consistance et leur nombre, le

⁶ C'est-à-dire fille de la Révolution de 1789.

Comte de Paris ajoute une autre : *l'incompatibilité de la notion d'Empire et de la notion de démocratie.*

« Les difficultés nées dans tous les domaines d'une telle conception du rôle politique de l'Etat se corsent encore dans le domaine colonial du fait que la conception d'Empire est déjà difficile à concilier avec le fonctionnement d'une démocratie ». Il veut dire par là que la démocratie étant humanitarisme et libération ne peut s'accommoder de l'idée d'un Empire. Outre que la République ne peut être autoritaire, nous ferons prévaloir un autre argument, emprunté au Comte de Paris lui-même, pour démontrer la fausseté de sa position. Ne considère-t-il pas la colonisation comme une mission incombant aux peuples civilisés. Écoutons-le parler :

« La colonisation doit être, selon nous, considérée comme une mission, incombant aux peuples civilisés, d'apporter aux peuples demeurés primitifs la civilisation. En acceptant de remplir cette mission, une nation civilisatrice contracte envers le colonisé des devoirs considérables dont il est naturel qu'elle reçoive la contrepartie dans tout un ensemble de *droits* et de services ». Autrement dit le *devoir* de coloniser comporte en contrepartie un *droit*. Quel serait celui-ci pour la République ? Allons voir.

On sait que la République et la Démocratie se croient être le régime des lumières. Elles représentent la civilisation, nous disent-elles. Pour la République, la civilisation signifie, entre autres, deux choses : *liberté* et *éducation*. Bref, à côté du devoir de *libération* auquel faisait allusion le Comte de Paris, il y en a un autre qui pèse sur la République : celui d'*élévation*. Mais l'élévation d'un peuple arriéré demande du temps. On ne l'expédie pas en quelques jours. Des années, et même nombreuses, sont nécessaires. Pendant ce temps, il faut aux colonies, la tutelle de la puissance coloniale, en l'espèce la Troisième République. Et ce, à la fois au nom du *droit* et de l'*utilité*. Il est utile de défendre les peuples de couleur contre les nouvelles puissances, blanches ou non, aux mœurs plus rudes. De plus, la République fait cela au nom d'un droit, en contre-partie des charges assumées, comme dit le Comte de Paris. En effet, si l'élévation des peuples indigènes est un devoir, à ce devoir correspond un droit : celui de laisser à la puissance coloniale républicaine le temps d'achever ce processus d'élévation. Ainsi, la République est loin d'être incompatible avec la notion de colonies. Bien plus,

si la Démocratie représente le progrès et la civilisation, comme nous l'avons déjà dit, non seulement elle n'est pas incompatible avec la notion d'empire, mais elle est plus compatible avec cette notion que tout autre régime, monarchie ou fascisme.

La Démocratie est humanitaire et poursuit l'élévation et la libération des hommes. Par ses idées, tout en étant maladroite, elle contribue au progrès. Sans doute, ses maladresses coûtent cher, mais le progrès se paie. Maurras profite de ses déboires pour l'accuser d'être inhumaine. Maladresse plutôt qu'inhumanité !

*
**

L'Empire fraternel de la République, s'est écrié un publiciste. Le mot résume bien l'idéologie républicaine à qui la notion d'Empire paraîtrait répréhensible si elle n'était doublée des devoirs d'élévation, de liberté et d'amour.

Pour l'empire français, aussi se déclare le Comte de Paris, mais sous l'égide de la monarchie. La vérité nous oblige pourtant à dire que la conception coloniale du Prince n'est pas inhumaine. Elle peut être erronée, elle n'est pas dure. Au contraire, le Prince veut le bien des indigènes, il veut que l'on accorde aux colonies une autonomie plus large, incompatible d'ailleurs avec les principes de la centralisation et de la coordination économiques. Les intentions du Prince sont bonnes, ses méthodes le sont moins.

Lorsqu'on lit avec attention le Comte de Paris, on est tout étonné de voir l'immense sollicitude que le Prince porte à l'indigène et aux colonies. Il est tout souci pour le bien-être des sujets coloniaux. Et ce n'est pas que la politique ou le calcul qui le poussent à une pareille attitude qui paraît, par endroits, être bien sincère. Un puissant souffle d'amour l'anime. On sent, derrière le Prince, un homme qui aime les hommes.

CHAPITRE VI

LA RÉNOVATION HUMAINE

Jusqu'ici, nous avons montré le Comte de Paris préoccupé de la réforme de l'Etat. Mais il a des projets plus ambitieux. Il rêve d'une rénovation de l'homme. Les bases de cette rénovation, il les trouve dans les métiers, seules réalités vivantes, et les moyens de ce renouveau ne peuvent être que l'éducation et l'instruction, mais une nouvelle éducation et une nouvelle instruction. En tout cas, une nouvelle manière de résoudre le problème.

L'homme est la première préoccupation du Prince. Tout comme Thierry Maulnier, pour qui la crise est dans l'homme¹, le Comte de Paris voit dans l'homme, sinon le principe des questions sociales, du moins la première question à soulever.

On aperçoit, dans cette recherche de l'homme, une influence de la Révolution. Les traditionnalistes peuvent recommander là-dessus des solutions contraires, il n'en est pas moins vrai que c'est la Révolution qui les a obligés à s'intéresser à la personne humaine. Voyant que l'homme échappait aux forces traditionnelles, les contre-révolutionnaires se sont vus forcés de se pencher sur cet animal curieux et capricieux qu'était devenu l'homme et qui depuis quelque temps leur apparaissait inexplicable dans ses réflexes. La Révolution obligea les hommes à s'inquiéter de l'homme.

Tout comme les autres contre-révolutionnaires, et parce que contre-révolutionnaire, mais non pas en tant que roi, le Comte de Paris lutte contre l'emprise sur l'homme, de la Révolution. Comment ? En prêchant à la place de l'égalité, la nécessité d'une

1 Thierry Maulnier. *La Crise est dans l'Homme*, Paris 1932. Alexis Redier.

élite à refaire². Par elle, l'anonymat sera expulsé de l'Etat où l'on fera renaître le culte de la responsabilité en même temps que celui de la compétence.

Le métier sera à la base de cette politique de rénovation humaine. Celle-ci qui est, de l'avis du Comte de Paris, profondément humaine, oppose les réalités du métier aux forces anonymes de l'Etat socialisé. Elle tend à unir les Français sur le terrain professionnel. Elle les unira dans les cadres naturels de la famille, de la région et du métier.

Organiser les métiers français, c'est-à-dire faire répartir les Français selon la profession et non plus selon les partis, ne suffit pas. Il faut compléter cet organisme professionnel par une éducation et une instruction appropriée. Ce faisant, on peut espérer refaire l'élite. Mais cette élite, et c'est là un point que nous soulignons parce qu'il s'agit d'une idée maurrassienne d'importance, pouvant donner lieu à de belles discussions logiques, ne doit pas se recruter, dans la pensée du Comte de Paris, seulement dans les milieux les plus élevés, mais aussi dans le menu peuple. Arrêtons-nous un instant à cette belle idée qui est déjà une concession aux dogmes de la Révolution Française. La Tradition y fait la part du feu.

Nous sommes tombés sur une idée où l'on voit encore mieux l'influence qu'a pu exercer la Révolution sur la Contre-Révolution. Et comment ne l'aurait-elle fait, la Révolution, elle qui avait le vent en poupe. Portée par les faits ou soutenue par la vérité, elle avait de trop puissants atouts pour qu'on n'essaie de lui en ravir quelques-uns. Et la Contre-Révolution a souvent opéré cette manœuvre. Un exemple, entre autres, avant de passer à celui qui nous occupe en ce moment, et qui nous montrera tout aussi bien ce processus d'interaction établi entre les forces des deux camps opposés : la Révolution s'est donnée pour une doctrine de la liberté et fit la critique de la tyrannie. Voyant que cela avait du succès, la Contre-Révolution s'empara de ces mots de passe et les retourna contre la Révolution en l'accusant d'être tyrannique. Ce fut là un échange de bons procédés.

Cette méthode était de bonne guerre. Il n'empêche qu'elle est un symptôme. Elle fait comprendre l'emprise croissante de la Révolution sur l'esprit des hommes. Et celle-ci est tellement

puissante que la Contre-Révolution se voit obligée de lui rendre hommage en lui prenant le vocabulaire. Et aussi des idées, telle la doctrine d'une élite du menu peuple. Il y a dans cet emprunt la marque d'une défaite.

Qu'on veuille bien se représenter l'état d'esprit de l'aristocratie d'avant 1789. Elle avait pu superficiellement partager les idées alors à la mode, mais en dépit de ses opinions avancées, sa conduite était restée bien réactionnaire. L'idée avantageuse qu'elle se faisait d'elle-même et le mépris hautain qu'elle témoignait aux autres la rendirent souverainement insupportable. M. Funck-Brentano cite dans l'« *Ancien Régime* » le cas très curieux mais aussi très significatif, passé en plein XVIII^{me} siècle, poli et brillant, où il est question d'un noble et d'un roturier. Le premier menaçait de batonner un paysan. Celui-ci répondit tranquillement que cela pourrait tourner mal pour le noble comte. L'homme à titre et à particule se calma.

Ainsi, en dépit de l'évolution des choses et, plus simplement, en vertu de la force d'inertie, l'aristocratie d'ancien régime continuait à vivre sur d'anciens préjugés. Confondant la situation sociale avec le mérite personnel, l'aristocratie se crut une élite. Elle se trouva bien de cette confusion. Mais de cela, on peut tirer la conclusion suivante : pour la classe dirigeante d'alors, l'élite ou l'aristocratie ne pouvaient se recruter que dans les milieux les plus élevés.

Sur ces entrefaites, on déclencha la Révolution. Elle brisa les anciens cadres et mit en pièces les préjugés les mieux établis. Elle venait affirmer le principe d'égalité. Grâce à ce principe surtout, la Révolution eut le succès que l'on sait et on ne pouvait plus après nier sa réalité. Les Contre-Révolutionnaires eux-mêmes durent en tenir compte et la faire entrer dans leurs calculs. Là, ils se trouvaient dans un cruel embarras : nier le fait égalitaire, c'eût été absurde, l'accepter, c'eût été contradictoire. La Contre-Révolution prit un moyen terme qui, tout en la faisant paraître fidèle aux principes de hiérarchie, lui permettait de faire des avances aux principes d'égalité. Et c'est ainsi qu'elle mit au monde une idée bâtarde : l'élite peut se recruter dans le peuple et dans l'aristocratie. En défendant l'élite aristocratique, la Contre-Révolution se montrait traditionaliste, mais en complétant la doctrine, la Tradition montrait jusqu'à quel point la Révolution avait mordu sur elle.

On nous dira qu'avant 1789, il y avait bien, dans les corporations, une aristocratie du travail. En effet, la corporation étant une économie de qualité, devait se concilier avec la notion d'élite qui signifie qualité. Sans doute, mais ce n'est qu'après 1789 que cette idée ou cette réalité fut *consacrée*. Mais du moment qu'elle était *appliquée*, peu importe qu'elle eut été ou non consacrée par la doctrine, nous dira-t-on encore. Nous répondrons que cela importe beaucoup et voici pourquoi : tant que l'on se trouve sans consécration aucune, on est devant un *état de fait précaire* ou soumis à l'arbitraire, que devant un *état de droit*. Il manque alors à l'état de choses cette *légitimité* que lui confère le droit et qui a fait tenir les privilèges les plus iniques, parce que le droit sait mettre de son côté la force, ou plutôt c'est bien l'inverse. Cet état de choses pourra exister. Bien plus, il peut être légitime, il n'est pas légitimé. Il dépend du bon vouloir des autres forces. Autrement dit, ce qu'il pourrait exiger comme un droit qui lui appartient, lui est donné comme une charité. Cela ne peut être qu'humiliant.

Cette consécration par la Tradition des élites populaires est une conquête de la Révolution sur les esprits contre-révolutionnaires, à leur insu peut-être. Telle serait notre conclusion,

En résumé, on peut dire : l'opinion *anti-révolutionnaire* ne reconnaissait que l'élite aristocratique. La pensée *contre-révolutionnaire* dut, sous la poussée des faits, consacrer la distinction suivant laquelle il y a deux élites à considérer tout aussi légitimes l'une que l'autre :

- 1° *l'élite aristocratique* ;
- 2° *l'élite populaire* ;

la première recrutée dans les milieux élevés de la société, et la seconde choisie parmi le menu peuple.

CHAPITRE VII

CONCLUSION

LE COMTE DE PARIS OU LE PRINCE HUMAIN

Nous ne parlons pas du prince maurrassien, mais du prince qui, pour être roi, doit ne plus être maurrassien. Nous ne voulons pas insinuer que M. Maurras soit inhumain, mais sa doctrine est à la fois beaucoup trop humaine et inhumaine. Par les dimensions de son économie corporative, elle fait de l'homme un animal petit ; elle rapetisse l'homme. D'autre part, elle durcit la vie par son caractère anti-égalitaire. Tantôt, soucieuse de l'homme, elle le caresse, et tantôt, soucieuse de principes, elle brutalise l'homme. Et c'est peut-être dans cette alternation d'humeurs que réside le secret, tant vanté, de la subtilité maurrassienne et des ineffables nuances de cette pensée.

Cette doctrine, étant ce qu'elle est, il nous est difficile de croire qu'un prince puisse jamais se permettre le luxe de mettre en œuvre cette doctrine. Plutôt la mettre en pièces.

La théorie maurrassienne est, politiquement, doublement dangereuse. Elle risque, d'une part, de diminuer le rendement de l'homme grâce à une économie mesquine, et d'autre part, d'aggraver cette diminution par une politique égalitaire.

L'homme se veut l'égal de son semblable. M. Maurras veut l'en empêcher. De là ne peuvent sortir que frictions et le théoricien des compositions économiques nous prépare, en guise de sa bonne logique, les plus effroyables oppositions sociales. Qu'on ne croie pourtant pas que M. Maurras soit un homme méchant. De très bonne humeur, non plus ; il est normal. Mais ce sont ses idées qui peuvent le mener trop loin. D'abord, à la révolte, à

supposer que l'Action Française réussisse. Car les hommes habitués à l'égalité ne voudront plus de la déchéance hiérarchique et graduée. Ensuite, à supposer matée la révolte, cette doctrine anti-égalitaire nous mènera à l'inhumanité. L'homme, servant l'homme, sera sous l'homme.

Il va de soi qu'un prince qui a charge d'âmes ne peut se charger de pareilles inhumanités. Il faudra qu'il les laisse en chemin ou qu'il laisse la place à d'autres. La première hypothèse est plus vraisemblable. A plus forte raison de la part d'un prince ambitieux et énergique, tel le Comte de Paris. Il veut gouverner ; il doit, en conséquence, remplir les conditions d'un bon gouvernement : ne pas heurter le peuple. Et c'est bousculer l'homme que de vouloir le brimer en le rendant inférieur à un autre.

L'instinct d'égalité est le plus profond et le plus légitime. Le prince devra gouverner avec lui. Il lui faudra se soumettre ou se démettre avant même de monter sur le trône. Mais comme l'Etat vaut bien une messe, le Comte de Paris ou ses héritiers pourront bien un jour adjurer leur foi maurrassienne et anti-égalitaire, cette croyance à laquelle le Prince est attaché encore en dépit de ses démêlés avec l'Action Française. Mais c'est là une querelle de personne où la doctrine est sauve. M. le Comte de Paris veut bien dire que M. Maurras n'est pas le représentant officiel de la Maison de France, afin qu'il soit, lui, le conducteur agissant de l'action royale et pas seulement une incarnation figée de l'idée monarchique. Ces luttes de vanités laissent les principes inentamés. Le Comte de Paris s'éloigne de M. Maurras, mais non pas du maurrassisme. Du moins, pas encore.

Nous croyons toutefois que le Prince fera ou devra faire un pas de plus. Après avoir secoué le joug politique de l'Action Française, qu'il se débarrasse de la tutelle du maurrassisme, et qu'il en finisse aussi bien avec M. Maurras qu'avec le maurrassisme. Tout l'y poussera d'ailleurs, le calcul politique comme l'humanité même du Prince. On reste, en effet, étonné de voir, en lisant le Comte de Paris, combien ce prince est humain. Il suffit de considérer quelque peu sa politique coloniale pour le constater. Les méthodes préconisées par le prétendant sont à rejeter, mais ce qui est à prendre en considération, c'est l'esprit qui les anime. C'est un souffle de bienveillance et d'amour. Cela nous permettra de lui poser la question suivante : si le Prince

est bon pour les nègres, comment ne le serait-il pas avec les Français. D'autre part, comme l'instinct égalitaire est fortement ancré dans les Français, comment pourra-t-il se permettre le luxe de brutaliser cet instinct, lui qui souhaite la douceur de vie même aux peuplades arriérées du fin fond de l'Afrique ?

Le Comte de Paris est un prince humain. Et s'il est par-dessus le marché clairvoyant, il finira un jour, surtout s'il devient roi, par devenir anti-maurrassien. Aux prises avec les difficultés de la vie et les dures réalités de son métier, il ne pourra faire autre chose que tenir compte de cette nature des choses qui nous montre les progrès constants de l'égalité humaine. M. Maurras restera ce qu'il est, mais le Prince changera d'avis. A cette occasion nous pourrions même risquer une humble prophétie : *si* vraiment la Maison de France tient à accroître ses motifs de succès, elle devra aller à gauche. Il est donc possible, *en ce cas*, de la voir, un jour, délaisser le maurrassisme. Aujourd'hui, et le phénomène est compréhensible, elle n'a pu encore le faire. Le maurrassisme est très fort et la monarchie subit son charme ou sa tutelle. Mais il y a des chances que le charme soit rompu un jour, ou que la tutelle soit brisée. Il suffit d'un peu plus d'originalité et de courage de la part du roi.

Lorsque parut l'Action Française, cela ne pouvait pas se faire. La monarchie était tombée trop bas et l'Action Française était trop vigoureuse pour pouvoir lui échapper. Volens nolens, la monarchie devint maurrassienne, car le maurrassisme se portait beaucoup alors ; il était à la mode. Il avait le double avantage d'être une doctrine cohérente et de pouvoir faire sur son nom, le rassemblement des forces contre-révolutionnaires. Qu'elle ait été un bloc logique d'une construction plus ou moins impressionnante, personne ne peut le nier. D'autre part, elle se donnait comme la synthèse de la Contre-Révolution française et il faut avouer qu'elle méritait ses prétentions. Elle était parfaitement dans la ligne des grands décentralisateurs et corporatistes du XIX^m^e siècle. Il est donc compréhensible que la Maison de France n'ait pu résister à l'attrait de tant de qualités et qu'elle soit devenue maurrassienne, tout en laissant à l'Action Française ses responsabilités. Mais toute doctrine, si réactionnaire soit-elle, fait agir les autres contre elle. Il y a un moment où l'éblouissement est tellement fort qu'on ne peut pas avoir

la possibilité d'émettre un jugement critique. Peu à peu, les sensations se tassent. Les passions soulevées se calment, la tranquillité s'établit lentement, et l'œil reprend ses droits. On peut voir, à ce moment, les faiblesses d'une doctrine, ses côtés utiles ou dangereux, ses intentions bonnes ou mauvaises. Ainsi pour le maurrassisme. Quarante ans se sont écoulés depuis sa naissance. Depuis le jour où ce mouvement déboucha si bruyamment du coin opposé à la Révolution, bien des événements se sont passés qui ont tenu la vedette dans l'esprit des hommes, qui ont été à la mode, et qui ont fait oublier bien d'autres modes. De ce tassement de nouveautés et des passions, l'esprit critique bénéficia. Il peut aujourd'hui faire le bilan de ce qu'est l'Action Française, et ce sereinement, sans illusion aucune. Mais à mesure que l'esprit critique s'affirme, il permet à la monarchie d'échapper au charme prenant du vieux maître de l'Action Française. Car si la critique — il ne s'agit pas ici des polémiques dont l'Action Française fut si fréquemment et violemment gratifiée — s'abat sur l'édifice maurrassien, elle fera apparaître les diverses lézardes de cette construction. La monarchie, se rendant alors mieux compte de la vérité de l'Action Française, en sera moins hypnotisée. Déjà cette action fut ébauchée grâce au tempérament énergique du Comte de Paris. Cela ne suffit pas. Il faut à cette réaction instructive un fondement rationnel et doctrinal. C'est la méthode qui a été si bien mise en lumière par M. Maurras lui-même. Comme on voit, nous ne faisons que lui emprunter une partie de nos armes. Et nous reconnaissons volontiers lui devoir beaucoup de choses. Nous avons souvent pillé son arsenal dialectique. Mais revenons à notre question. A l'apparition du maurrassisme, la monarchie était à l'état mystique, sentimental. Quelques fidèles, tenus par l'honneur, étaient royalistes. A cette royauté, M. Maurras apporta non seulement son talent incontestable, mais aussi sa doctrine cohérente. La monarchie mystique était bonne, elle n'était pas suffisante. Elle était même très insuffisante. A cette monarchie délabrée, M. Maurras faisait le don merveilleux de sa forte pensée. Au royalisme de sentiments, il ajoutait le royalisme de raison, et il complétait la monarchie mystique par la monarchie positive. Là, Charles Maurras fut très logique. On se souvient qu'en matière de religion, M. Maurras est un incroyant. Mais il n'a jamais pensé supprimer la religion en qui il voyait le rem-

part de l'ordre et une divine utilité plutôt qu'il ne la considérait comme vraie. Il voulut que l'on se serve du trésor des richesses amassées par la Religion au cours des siècles, au lieu de s'essayer à la détruire, ce qui n'aurait pas mené très loin. Ainsi contre les iconoclastes, Charles Maurras gardait la même attitude critique qu'envers les anarchistes. En détruisant le catholicisme, c'est-à-dire l'ordre divin, on aurait abouti aux mêmes résultats qu'en détruisant l'ordre social : on aurait reconstruit ensuite une autre religion ou une autre société, mais plus primitive. Résultat : une régression. De même dans le cas qui nous préoccupe, quoiqu'il n'ait pas l'importance des deux premiers, Charles Maurras ne voulut pas détruire la monarchie sentimentale et se priver ainsi d'un élément qui aurait pu lui être d'un grand secours. Il l'acheva en l'adjoignant à sa propre doctrine. Il fit de la monarchie mystique une monarchie raisonneuse, sans pour cela cesser de faire appel aux puissances de sentiment, et en cela toujours fidèle aux idées du « Chemin de Paradis », M. Maurras négligea si peu la mystique royale que l'on peut se demander si son succès près des jeunes hommes, qui sont par excellence sujets aux entraînements du sentiment, n'est pas explicable sinon en totalité, du moins en partie, par la mystique, et l'on peut encore se demander si l'Action Française, toute raisonneuse qu'elle eût été, n'a pas en réalité fondé ses raisons sur une mystique, c'est-à-dire sur un quiproquo : la mystique royale.

N'étant pas soucieux de toucher les jeunes, ni de capter, ici, leurs âmes enflammées et sentimentales, bouillant d'idéal, mais sans savoir pourquoi, nous ne ferons pas œuvre de mystique, cependant il nous est loisible de penser que, toutes proportions gardées, nous nous trouvons personnellement dans la même situation que Charles Maurras, jadis. Il y avait alors une monarchie mystique, il créa une monarchie doctrinaire, c'est-à-dire fondée sur *certaines* raisons. De nos jours, l'histoire se répète. Il y a, grâce au Comte de Paris, une *monarchie active*, mais il manque une *monarchie vraiment positive*, c'est-à-dire fondée sur *certaines autres raisons*. Cela, le Comte de Paris ne peut pas le faire, et non pas parce que M. Maurras lui a interdit le métier de clerc et de « définisseur », mais plus simplement parce que le Prince lui-même s'est mis dans l'impossibilité de le faire. Par la force des traditions, il adopta, tout en s'éloignant de M. Maur-

ras, le maurrassisme. Contre M. Maurras et l'Action Française, il fit le « Courrier Royal » et de la monarchie active, mais contre le maurrassisme il ne pouvait rien faire parce que justement il était maurrassien. Or on ne fait pas à la liberté sa part. On est libre absolument ou on ne l'est pas. Le Comte de Paris l'est à demi.

Ce que M. Maurras a fait pour la monarchie mystique, nous l'avons fait ici pour la monarchie active. *Et il y a dans cet ouvrage tous les éléments nécessaires pour fonder en doctrine et en raison l'action du Comte de Paris.* Nous le disons sans fausse modestie et avec la tranquillité que nous donne la possession d'une vérité.

Cette combinaison ne peut avoir lieu qu'en désolidarisant la monarchie du maurrassisme ; c'est ce que nous avons fait. Mais il faut faire un pas de plus et *désolidariser la monarchie de la Contre-Révolution elle-même.* Cela est possible d'autant plus que la solidarité de la Réaction et de la monarchie est due à des *facteurs de circonstance* et non pas à des *nécessités logiques*. La Révolution a été faite davantage contre les privilèges de l'Ancien régime que contre l'Ancien régime lui-même. On s'est insurgé contre l'aristocratie encore plus que contre la monarchie, on visait les nobles plus qu'on ne visait le roi. Malheureusement, la monarchie fit cause commune avec eux ou plutôt on la lui fit faire. Ce faisant, la monarchie devint prisonnière de l'Ancien régime, alors qu'elle pouvait encore s'en évader. Etant plastique, elle pouvait prendre bien des formes et même se faire révolutionnaire. On nous dira que la monarchie n'avait pas le droit de hurler avec les loups, mais si elle ne tenait pas à être mangée, elle devait s'exécuter.

C'est contre cette *confusion de la monarchie et de l'Ancien régime* qu'il faut s'insurger pour la dissiper. La monarchie aurait pu fort bien s'adapter pour un temps plus ou moins long, aux nouvelles formes de vie. Mais, *contre son génie*, on la força de prendre position contre la Révolution Française. Ainsi la solidarité de la monarchie et de l'Ancien régime se transforma en une solidarité de la monarchie et de la Contre-Révolution. Cette assimilation issue du hasard et des malheurs ne devait rien à la logique ni à la raison. Œuvre historique, elle est fille des circonstances.

Aucune barrière infranchissable ne sépare la Monarchie de la Révolution française. Elle peut être aussi bien contre-révolutionnaire que révolutionnaire. Au XIX^me siècle, elle fut du côté de la Contre-Révolution. Nous croyons qu'aujourd'hui il est possible et nécessaire qu'elle se rapproche de la Révolution française dont elle pourrait bien à la rigueur se donner pour la fille aînée. Il n'y aurait là rien d'étonnant. Aurait-on oublié que la Révolution fut l'héritière administrative de la monarchie dont elle continua la tradition centralisatrice ? Et aujourd'hui la monarchie n'aurait qu'à imiter la Révolution. Il est vrai qu'on peut nous faire répondre :

« Du moment que la Révolution fait si bien centraliser la France, pourquoi faire la monarchie ? ».

Il y a là une assez sérieuse objection contre l'utilité monarchique. Nous le reconnaissons sans peine, mais nous affirmons que si les chances de la monarchie révolutionnaire sont maigres, celles de la monarchie contre-révolutionnaire sont nulles.

Nous sommes bien sceptiques quant à l'éventualité d'une restauration monarchique française, mais dans la mesure où il serait possible d'accroître, en quantité infinitésimale d'ailleurs, les motifs de réussite de la monarchie, pourquoi ne le ferait-on ? Or nous croyons qu'une monarchie française verrait, en se réclamant de la révolution, ses chances augmenter de quelques millimètres. C'est là un gain important.

Le Comte de Paris, qui est un esprit averti, n'a sans doute pas manqué de faire des constatations plus ou moins analogues. A tel point que M. Maurras lui-même a senti de son devoir d'intervenir et de rappeler le Prince à l'ordre, en lui disant que Marx n'est pas La Tour du Pin. D'autre part, que l'on n'oublie pas le souci qu'a le Prince de la situation sociale des ouvriers. Tous ces faits conspirent en faveur d'une orientation nouvelle de la monarchie. Et s'il faut changer son caractère, mieux vaut le faire dans le sens révolutionnaire. *Il est temps de marier la Monarchie et la Révolution.*

Pour ce faire, on doit, comme nous venons de le dire, désolidariser la monarchie :

du maurrassisme,
de l'Ancien Régime,
de la Contre-Révolution.



En dépit de ses idées contre-révolutionnaires, le Comte de Paris est un prince humain. On sent comme une humanité frémissante parcourir les files de son ouvrage ou dicter les phrases de ses articles. Malheureusement, il manque à cette humanité un fondement humain : la Révolution. Mais là aussi le même piège redoutable nous guette. Si la Révolution est humaine, par excellence, pourquoi la charger d'un ornement inutile : la Monarchie ? Nous avouons, en toute sincérité, ne rien pouvoir répondre à cette objection. Nous n'en sommes même pas embarrassés, nous sommes impuissants.

Supposons résolue cette difficulté, c'est une condition indispensable à la poursuite de nos développements. Supposons avoir devant nous un prince révolutionnaire aussi bien qu'un prince charmant. Mais encore une fois, et nous insistons là-dessus, il ne s'agit pas ici de prêter au Comte de Paris des idées qu'il n'a peut-être pas, mais de recourir aux « déductions à l'absurde » ou aux « supposons que ». Bref, d'employer une méthode utilisée dans les sciences exactes ou dans les sciences conjecturales, par les mathématiciens ou par les économistes, par Henri Poincaré ou par Ricardo. Ce n'est donc là qu'un artifice de discussion.

Une doctrine révolutionnaire serait le couronnement de l'œuvre du Comte de Paris. Celui-ci est un homme actif, remuant même. Il se dépense et milite beaucoup pour la cause royale. La lecture du « Courrier Royal » suffit pour apprécier cette activité. Mais la même lecture révèle la faiblesse doctrinaire de la propagande monarchique. Aucune idée nouvelle ou qui lui soit propre ne brille dans les colonnes de l'organe monarchique. Elles ont été empruntées à l'Action Française et à la plus vénérable Contre-Révolution. Ces emprunts, qui dénotent une telle pauvreté, alourdissent la marche royaliste. Quant au lecteur, il est douloureusement saisi par ce contraste entre la pauvreté doctrinale du « Courrier Royal » et l'activité sympathique du Comte de Paris. D'un côté, on voit un Prince charmant, plein des meilleures intentions, voulant s'essayer au bien de son peuple, cherchant son audience par tous les moyens, et d'autre part, l'absence de toute raison puissante et originale stérilise les fruits d'une propagande bien intentionnée. On a l'impres-

sion que les efforts du Prince sont fauchés dès leur naissance ou que le Prince bâtit en l'air. Littéralement, l'œuvre du Prince manque de fondements.

Cette œuvre, pour être tant soit peu solide, doit être couronnée d'une doctrine nouvelle. Nous avons déjà dit ce que nous pensions à ce sujet, et comment cet ouvrage, tout en étant une recherche de la vérité, est aussi une réponse à l'appel du Comte de Paris. Nous avons été impressionnés et même quelque peu émus par ce qu'il y a de désespoir dans l'action de ce Prince. Nous voyions ses bonnes volontés, et comment elles étaient trahies par un défaut de cuirasse. En ce temps, nous étions encore poursuivi par la pensée de M. Maurras, même lorsque nous avons fini de la rejeter. Et lorsque nous avons décidé d'entreprendre un ouvrage sur le maurrassisme où exposer nos idées, nous nous sommes souvenus d'un certain « Courrier Royal » à qui nous liait une certaine affection. Primitivement, nous avons voulu ne discuter que les idées de M. Maurras, mais l'existence du « Courrier Royal » et l'amitié que nous lui témoignions nous ont fait changer de plan, et cet ouvrage, au lieu de porter seulement sur l'Action Française, dut porter sur les *groupements* d'Action Française. Notre sympathie pour le « Courrier Royal » nous amena à agrandir les dimensions de notre thèse. En effet, nous ne pouvions pas parler que du « Courrier Royal », il fallait aussi parler des autres. Lorsqu'on a admis une exception, les autres se pressent en foule. On doit leur donner audience.

Le « Courrier Royal » est l'œuvre d'un grand cœur à qui il manque une forte pensée. Et c'est en partie pour parer à ce défaut que fut écrite cette thèse. Il nous est apparu que le « Courrier Royal » pourrait connaître une grande faveur du public, *s'il consentait à faire un pas du côté de la Révolution française*. Et si la monarchie doit se rajeunir, elle ne peut que se faire révolutionnaire. Se voulant nouvelle et jeune, elle doit aller avec la jeunesse et non pas avec les autres, ou alors ce serait un désastre. Décidément, il lui faut chercher la nouveauté et la faire éloigner de ce qui est ancien. Il ne faut pas tirer le vin nouveau dans les vieilles outres.



De ce qui précède immédiatement et de ce que l'on a dit plus

loin, il ressort que le Comte de Paris est un prince humain et un homme averti. De caractère énergique, il est d'un bon jugement. La maturité de sa pensée éclate dans ses œuvres d'avantage que son originalité ou sa puissance. Et si nous avons voulu entamer une étude sur le Comte de Paris, ce fut moins pour définir une *doctrine* que pour exposer un *cas*.

Il y a un « cas » du Comte de Paris dont nous avons déjà vu les données. Il est roi de par naissance et contre-révolutionnaire par mégarde ; homme nouveau par ses intentions, mais arrêté par ses idées. Il se veut jeune, mais il continue à faire de la monarchie la prisonnière des vieilles forces qui n'ont que la mort pour elles. L'avenir est aux autres.

Le Comte de Paris veut le bien de la France et de la Monarchie, mais il le cherche par des moyens qui risquent de mettre en pièces la monarchie et de mettre en branle la France. Ses idées ne sont pas des béquilles, mais autant de pièges. Elles peuvent faire trébucher la royauté. De cette manière, on va droit à l'échec. Et c'est pour éviter cet échec total que nous avons jeté un cri d'alarme et écrit cette thèse. Il nous semble que la monarchie peut encore avoir des chances de vivre, sinon en France, du moins en d'autres pays. Là, elle est plus que bien-faisante ; elle est nécessaire. Or il nous apparaît que ces monarchies ont encore plus besoin qu'on ne se l'imagine couramment des leçons de la Révolution française. De telles paroles peuvent détonner à notre époque, elles sont pourtant vraies. Aujourd'hui où les doctrines fascistes ou contre-révolutionnaires marquent de tels progrès, venir dire que la monarchie doit s'appuyer, comme sur une béquille, sur les Droits de l'Homme, c'est soutenir une gageure. Mais ce n'est même pas un paradoxe. Une vérité bien humble.

Certaines monarchies contemporaines régnant sur des États neufs et n'ayant pas des racines dans le peuple, doivent s'en rapprocher en le protégeant. Et comment le feront-elles mieux qu'en pratiquant une politique de sauvegarde de la personne humaine ? Elles doivent, sur ce point, suivre les enseignements de la Révolution de 1789. Pour ces monarchies étrangères comme pour la monarchie du Comte de Paris, le problème se pose dans des termes semblables. Elles sont, pour durer, dans l'obligation de se rapprocher de la Révolution. De même que l'Eglise de Rome esquisse une politique de rapprochement avec les

démocraties, les monarchies se voient, pour leur bien, contraintes d'apprendre par cœur la Révolution française. Ce serait là, pour leur avenir, une garantie. Elles feraient œuvre salubre.

Les suggestions que nous venons d'émettre, la politique du mariage de la Révolution et de la Monarchie que nous venons d'esquisser conviennent aussi bien à la monarchie du Comte de Paris qu'*A UNE CERTAINE MONARCHIE ÉTRANGÈRE. Et c'est en partie pour nous faire entendre de celle-ci que nous avons jeté ce cri d'alarme et lancé cet appel.* Nous avons la conviction nette que si la monarchie veut renaître en France ou durer ailleurs, il lui faut de toute nécessité prendre en considération l'expérience de 1789 et faire siens les fruits de la grande tourmente.

**

On peut mieux voir maintenant selon quelle méthode d'extension logique nous avons mené la discussion. Nous avons d'abord montré que le Comte de Paris était, malgré ses idées, humain, mais que ses idées empêchaient son humanité de donner plein rendement. Pour ce faire et pour que le Comte de Paris soit plus humain, il fallait faire un pas de plus et faire d'un homme humain, un humanitaire, si méchant que le mot puissent paraître aux oreilles délicates. Pour en faire un humanitaire, il fallait couper les ponts avec ce qui le liait à la doctrine de l'Action Française. De là vint la nécessité de conseiller la rupture avec la doctrine maurrassienne, acte qui n'est pas encore consommé.

Rompre avec le maurrassisme est un beau début, mais ce n'est là qu'un point de départ. En vertu d'un processus d'extension logique facilement compréhensible, nous sommes allés plus loin et nous avons préconisé, en la justifiant par des aperçus historiques et par des considérations sur l'Ancien Régime, *l'idée de la séparation de la Monarchie et de la Contre-Révolution.* Le programme se révélait ainsi plus ambitieux et, entraîné par la plume, nous nous laissions aller au fil des idées.

Cette séparation de la monarchie et de la réaction était quelque chose de plus large que la simple rupture d'avec le maurrassisme. Car, en dépit de ses affirmations et de ce qu'il voulait être le plus au monde, M. Maurras n'est pas tout à fait ni la Contre-Révolution en soi, ni sa synthèse. La sphère du maur-

rassisme est plus étroite que celle de la Contre-Révolution. C'est pourquoi vouloir séparer le Comte de Paris de la Réaction ne pouvait venir qu'après avoir séparé monarchie et maurrassisme. Celui-ci s'insère dans la Contre-Révolution comme le pous-sin dans sa coquille.

Si le maurrassisme est une *doctrine*, la Contre-Révolution est une *conception du monde*, une Weltanschauung. La première est pragmatique, la seconde est une théologie. Plus encore, un monde de sentir et de concevoir particulier. Il est donc normal que l'exil d'un monde où l'on s'est longtemps complu soit plus pénible et plus difficile à supporter que de dire au revoir à une belle amitié. C'est pourquoi — à cause des difficultés énumérées et de l'importance accordée au phénomène — nous avons regardé comme quelque chose de plus grave, de plus précieux et de plus haut le divorce de la monarchie d'avec la Contre-Révolution toute entière que d'avec le maurrassisme seulement. La Contre-Révolution qui s'étend sur un siècle et demi de temps et qui grâce à la vitalité exubérante de la Révolution a des chances de vivre encore plus, éternellement en opposition, est un ensemble d'habitudes, d'idées et d'affection qui dépassent de loin l'importance des us et coutumes de l'Action Française. Le Comte de Paris peut se sentir très lié, et par toutes ses fibres, à cette conception du monde. Le détacher nous paraît plus grave. Mais pour y arriver, il faut préparer le terrain en essayant de disjoindre monarchie et maurrassisme. Ce n'est qu'ensuite que peut venir le divorce de la monarchie et de la Contre-Révolution. Et il ne pouvait pas venir plus tôt. Car la Contre-Révolution est, comme nous l'avons déjà dit, une conception du monde et il est plus difficile de sortir d'un monde où l'on s'est trouvé bien que de se séparer d'une doctrine avec laquelle on a vécu en bonne intelligence. Avant de nous en prendre à la Contre-Révolution, force nous était de nous attaquer au maurrassisme. Par là, nous espérions déblayer le terrain, faire place nette aux manœuvres à venir, et rendre plus aisé le passage du maurrassisme à la Contre-Révolution. Nous devions miner cette dernière en portant toutes nos attaques sur le premier point. Nous avons, presque sans le vouloir, fait de la stratégie.

Mais une fois arrivés à séparer la monarchie de la Contre-Révolution — spirituellement s'entend et pour notre usage personnel, car le Comte de Paris continue à être maurrassien —

nous n'avions pas fait grand'chose. Nous avons fait œuvre négative. Il fallait faire un pas de plus et, en vertu du même processus d'extension logique, passer du négatif au positif. Séparer la monarchie de la Réaction était bien, mais à qui la donner après. L'époux fut tout trouvé : la Révolution. Et du divorce nous passâmes au mariage de la Monarchie et de la Révolution.

Jusqu'ici tout avait bien marché, mais à un moment donné il nous sembla que nous n'étions pas très satisfaits de ce que nous avions fait. Il fallait, disions-nous, reprendre la marche. Nos développements n'étaient pas complets. Après avoir opéré une extension logique dans le temps, nous devions l'étendre dans l'espace. C'eût été une seconde extension, qui aurait complété la première. C'est ce que nous avons fait.

Après avoir fait reposer nos analyses sur la seule monarchie française, nous nous sommes dit que nous aurions pu appliquer nos raisonnements tout aussi bien aux monarchies étrangères. Et comme nous ne pouvions pas faire abstraction de la contrée d'où nous sommes, il était normal que, poussés par les forces du sentiment, nous pensâmes, lorsqu'il s'agissait des autres monarchies, davantage à une certaine monarchie qui nous tenait à cœur, de sorte qu'une partie de nos développements est un vœu ardent en faveur de la durée de cette monarchie. Derrière les considérations très générales, on peut sentir des affections toutes particulières. Qui ne voit cependant qu'à ce moment précis nous avons opéré une volte-face et changé de méthode ? Jusque là, nous étions poursuivi par le démon de l'extension. Nous élargissions au fur et à mesure nos raisonnements. Nous faisions œuvre de généralisation, et tout à coup nous opérions un brusque changement. De la monarchie du Comte de Paris, nous passions aux monarchies en général pour qu'ensuite nous arrêtions nos regards sur une seule monarchie. Nous restreignions ainsi notre sujet de discussion en même temps que nous nous éloignions de notre sujet de thèse. On prenait un point particulier de la question que l'on approfondissait, sans oublier pour cela que ce point était assez éloigné de ce qui faisait le principal de nos préoccupations apparentes. C'est pourquoi nous n'avons pas voulu nous étendre trop sur la question et ne l'avons fait que frôler. Nous l'avons traitée en touches très larges.

Tel fut notre plan.



En résumé, nous avons proposé :

1° *le mariage de la Monarchie et de la Révolution ;*

2° *la séparation de la Monarchie et de la Contre-Révolution.*

L'humanité du Prince gagnera à cette politique. Sa maturité de pensée et de jugement aussi. Car c'est cela encore qui nous a frappé chez le Comte de Paris. On le voit s'intéresser au bien public en homme averti des problèmes ardues que soulèvent les intérêts en cause dont la multiplicité ne facilite pas précisément la solution. Il paraît être un connaisseur profond des questions politiques et sociales auxquelles il cherche une issue favorable par des moyens plutôt empiriques que par l'établissement des plans ambitieux, auxquels sa modestie répugne.

Formé par des maîtres de l'Ecole du Droit et de l'Ecole des Sciences Politiques, le Prince a gardé de ces enseignements une connaissance parfaite des difficultés sociales. A l'école d'un Charles Benoist, il a dû s'initier aux arcanes de la haute politique et de la diplomatie, et de M. Perrot il a eu la connaissance des institutions de l'ancienne France, sans parler des diverses personnalités auprès desquelles le Comte de Paris faisait des enquêtes personnelles nécessaires pour se faire une opinion sur diverses questions.

Déjà soucieux lui-même de la matière sociale, le Prince a eu le rare privilège d'être mis, par des maîtres éprouvés, au courant de bien des mystères de la politique et de la société. En même temps que ses connaissances s'amplifiaient, son jugement devenait meilleur. Et, de plus en plus attiré par cette tâche sociale, il voyait la nécessité des bonnes réformes économiques, politiques et sociales. Il devenait soucieux du bien-être du peuple. Et il faisait cela étant loin de la France. Il est donc curieux de voir comme l'exil fait animer les princes des meilleures intentions. De ce point de vue, la République serait une pépinière de bons rois.

C. - *Combat*

THIERRY MAULNIER

et

le nationalisme social

« CONNAIS TOI-MÊME »

C'est le conseil que M. Thierry Maulnier donne aux nationalismes d'aujourd'hui. Il ne lui apparaît pas que ceux-ci pèchent par un excès d'intelligence. L'intelligence est ce qu'ils ont le moins. Par contre ils regorgent d'instincts et de puissance vitale, parfois barbare et primitive.

Le vieil adage socratique : connais toi-même, convient aux mouvements nationalistes actuels, fascisme ou hitlérisme. M. Thierry Maulnier n'emploie pas cette formule, mais il la laisse entendre. Il constate la faiblesse doctrinale du néo-nationalisme.

« La croissance et les victoires des divers mouvements nationalistes, à travers le monde, ne doivent pas nous faire oublier qu'ils peuvent être menacés, intérieurement, par *la faiblesse de leur pensée politique*. Cette faiblesse ne leur est pas propre ; elle est aujourd'hui presque générale. Elle ne leur a pas interdit dans un passé proche, elle ne leur interdira pas dans un proche avenir des succès considérables, allant jusqu'à l'élimination pour une durée indéterminée de tout adversaire philosophique et politique sérieux, ainsi qu'on a pu le constater dans divers pays de l'Europe. Les événements ont prouvé que, fasciste ou national-socialiste, les grands mouvements nationaux étaient capables de balayer victorieusement un adversaire — le marxisme — pourtant beaucoup plus ancien, plus mûr et mieux préparé, et de s'inscrire dans l'histoire de ce temps avec une force presque irrésistible »¹.

Ailleurs, M. Thierry Maulnier est, tout en employant une phrase lourde, plus explicite. « Le néo-nationalisme — national-socialiste ou fasciste — possède une valeur historique plus grande, une prise sur le réel plus solide, *au niveau de l'affectivité et de l'énergie instinctive, qu'au niveau de l'intelligence claire* ». Le tour de la phrase est quelque peu pédant, mais on arrive quand même à comprendre son sens. Il veut dire que l'appareil doctrinal dont dispose le néo-nationalisme est

¹ *Au delà du nationalisme*, par Thierry Maulnier, n. r. f., 8^e édition Gallimard, Paris, 1938. Page 20.

plutôt maigre à côté de l'imposante doctrine marxiste. Celle-ci s'est forgée un puissant instrument de pensée et, malgré les défaites qu'elle essuya, elle a encore une certaine prise sur les esprits.

Si le néo-socialisme n'est pas très intelligent, il est par contre très instinctif. Il ne brille pas par la pensée, mais il a beaucoup de muscles. C'est un travailleur manuel.

Il est bien entendu qu'il ne faut voir là rien d'injurieux pour cette doctrine sans tête. Un jour ou l'autre elle aussi peut devenir intelligente, et le nationalisme se transformer en pur esprit.

Dans l'attente de cette transfiguration, M. Thierry Maulnier fait des constatations. Il observe que cette absence de doctrine, de pensée ou d'intelligence n'a pas trop mal réussi au nationalisme. Elle l'a rendu léger et puissant. Léger pour courir à la victoire, puissant pour récolter des nouvelles victoires. Ce fut là sa chance. Rien de ce qui aurait pu embarrasser une vive intelligence, ne l'empêchait d'avancer, vu qu'il avait le bonheur de n'avoir pas d'intelligence. Lesté de tout poids inutile, celui de la pensée, le nationalisme était sûr de la victoire. Il était comme l'athlète qui n'avait pas un grain de graisse sur les muscles. Rien que la force manuelle.

Grâce à cet hasard heureux le nationalisme put se charger de victoires et de butin. Il marchait de conquête en conquête et de pays en pays. La superbe du marxisme cédait devant la sienne propre, en lui cédant aussi la place.

La victoire nationaliste s'affirma dans la plupart des pays, et cette victoire est incontestable. Mais il reste à savoir si aucun danger ne guette ce triomphe par trop complet. N'y a-t-il pas quelque faiblesse cachée derrière cet étalage de force conquérante ? Ne pose-t-elle pas, cette victoire, certaines questions, ne soulève-t-elle pas des difficultés ou des problèmes ? Si, répond M. Thierry Maulnier. Et il ajoute :

« La grandeur même de ces victoires conduit à poser la question de leur durée, c'est-à-dire de la profondeur et de la réalité des transformations qu'elles ont apportées dans la structure des sociétés, dans celle même des esprits »². Mais à quoi se juge la valeur historique d'un événement, selon notre auteur ? A ce

qu'il opère un *mouvement sans retour*, en avant ou en arrière, en bien ou en mal, peu importe. On peut traverser violemment l'histoire d'un peuple, comme un météore politique, on n'est pas pour cela un événement. Ce qui est passager ne compte pas beaucoup. On voit donc ce à quoi M. Thierry Maulnier accorde une grande valeur historique : à ce qui est *définitif*. Ainsi on peut dire bien des choses sur le compte de la Révolution russe de 1917. Il n'en est pas moins vrai que jamais la société russe ne pourra reprendre le cours de sa vie d'avant la guerre et la révolution. Et à propos de tout événement, on doit ainsi se demander « s'il est de ceux qui tissent la trame de l'histoire humaine ou de ceux qui viennent seulement y faire une déchirure éphémère »³.

Si, pour illustrer par un exemple ce que nous venons de dire, on supposait que le marxisme pourrait se réinstaller en Allemagne ou en Italie, en faisant table rase du passé immédiat, on devrait conclure que le national-socialisme et le fascisme sont des phénomènes sans valeur historique. « Le véritable événement historique est celui qui frappe de caducité tout l'état de choses qui l'a précédé »⁴.

Les formes sociales vraiment durables sont celles qui, par delà les vagues du sentiment, font leurs assises de la substance même des esprits. C'est pourquoi il faut se demander si les nationalismes contemporains sont des simples spasmes de la sensibilité nationale ou bien s'ils ne marquent les commencements des temps nouveaux ? Mais pour qu'ils ouvrent vraiment une nouvelle ère sociale, il faut qu'ils s'imposent à l'intelligence et non seulement à l'instinct. Mais ici, on doit se garder de faire des confusions ou recourir à des jugements par trop hâtifs. Intellectuellement, le marxisme est supérieur aux divers fascismes. Sur le plan des forces élémentaires, l'hitlérisme est supérieur au marxisme. Mais de là il ne faut pas conclure ni à la supériorité intellectuelle définitive du marxisme ni à la supériorité instinctive du fascisme. « Le puissant appareil intellectuel du marxisme, ingénieusement élaboré en vue de la plus grande efficacité politique, la force d'une doctrine qui avait fini par imposer l'unité intellectuelle à tout le mouvement pro-

3 *Op. cit.* Page 21.

4 *Op. cit.* Page 21.

létarien international, se sont vus en plusieurs circonstances tenus en échec et vaincus par des mouvements nationaux presque uniquement affectifs, improvisés et dispersés : il serait enfantin de conclure, de ces victoires, qui peuvent être temporaires, à une supériorité définitive des mouvements nationaux dans l'ordre de l'action efficace. De même, il serait enfantin de conclure, de la supériorité actuelle du marxisme sur le plan doctrinal en face des mouvements nationalistes plus sommaires et plus instinctifs, à la supériorité intellectuelle définitive du marxisme et par conséquent à son triomphe final dans la durée »⁵.

Ce balancement de possibilités est bien dans le caractère de M. Thierry Maulnier. Les exemples en ce sens abondent dans ses divers ouvrages ou articles. M. Thierry Maulnier est un homme prudent.

Ainsi lorsqu'il juge le fascisme ou le socialisme. Pour bien le faire, nous dit-il, il faut faire abstraction des contingences qui entourent les phénomènes sociaux. On doit, à ceux-ci, ôter les travestissements que les circonstances leur ont imposé. De même, il faut renoncer à certains arguments qui pourraient prouver l'infériorité ou la supériorité de l'un ou l'autre mouvement, comme par exemple le reproche d'attirer à soi les médiocres, les aigris et les ratés. Car l'exploitation de ces instincts peut être une des conditions de la victoire. Faisons un pas de plus : alors même qu'un mouvement social serait doctrinalement très primitif, cela ne prouverait rien contre lui. Le premier christianisme apparaît bien pauvre et grossier auprès de la brillante civilisation antique dont il conspire la perte. Le socialisme naissant est bien inférieur, en valeur philosophique, aux théories de la société libérale à son apogée. Le fascisme est bien sommaire à côté de la pensée marxiste solidement bâtie par quatre-vingts ans de réflexion et de recherche. Mais ces premiers essais d'une pensée informe peuvent contenir ou annoncer une nouvelle société, un nouveau monde. Et il est un fait que parfois les mouvements sociaux ont triomphé avant même d'avoir pu établir une doctrine cohérente. « Ils ont réuni des foules nombreuses en faisant appel non à la propagande intellectuelle, mais à des états affectifs communs, à des intérêts, à des survivances morales, à des mystiques aussi vagues que ceux

⁵ *Op. cit.* Page 22.

de l'héroïsme, du devoir, du sacrifice, aux sources les plus faciles et parfois les plus suspectes de l'exaltation »⁶. Seulement il s'agit de savoir si cet amalgame de passions et d'idées constitue la nature réelle du phénomène politique ou bien un masque imposé par les circonstances. Et M. Thierry Maulnier vient à se demander si les grandes forces nationalistes ou sociales lâchées dans l'univers ne sont pas à la recherche d'une conscience. Elle leur manque et ils s'efforcent par des essais de philosophie politique de traduire leur véritable réalité. Quelle est leur nature ? C'est à cela que veulent répondre « les déclamations de tel chef de parti, les synthèses téméraires de tel demi-philosophe improvisé, guide spirituel d'une génération, les efforts tâtonnants pour arracher à Nietzsche ou à Hegel le secret de nouvelles théories de l'Etat et de la puissance, pour fonder la philosophie de l'avenir sur des notions aussi peu complexes, aussi peu satisfaisantes pour l'esprit que le « racisme », l'« impérialisme », le « méditerranéisme », la mission nationale, l'énergie vitale, la *Volksgemeinschaft*, l'*Italianita*... »⁷.

*
**

Il ne faut pas juger un mouvement politique d'après sa puissance ou son impuissance à se définir, nous avertit M. Thierry Maulnier. C'est là pour lui un vice de pensée d'origine idéaliste et l'on sait quelle charge à fond il pousse contre l'idéalisme dans son livre intitulé « Les mythes socialistes ».

Il se peut qu'un mouvement social n'arrive pas à se définir lui-même. Cela ne veut pas dire qu'il n'est pas *vrai*, c'est-à-dire qu'il n'est pas adéquat à certaines circonstances historiques, mais tout simplement qu'il n'est pas encore *clair* à lui-même. De ce que ce courant social n'a pas une vue claire de lui-même et des choses, cela ne veut pas dire qu'il ne soit pas vrai. Et M. Thierry Maulnier s'insurge contre toute confusion qu'on pourrait faire de la *vérité* d'un phénomène et de sa *clarté* doctrinale. La vérité est à la source des inspirations, à l'origine du phénomène. La clarté en est le plus souvent à la fin. C'est un couronnement des efforts faits. Elle est un résultat.

⁶ *Op. cit.* Page 25.

⁷ *Op. cit.* Page 25.

Il arrive souvent que les événements ont leurs source dans la conscience claire, précise et perspicace de quelque lucide réformateur. Mais si les hommes clairvoyants manquent à une génération, les problèmes ne cesseraient pas de se poser pour autant. Ces hommes ne sont, après tout, que des définisseurs. S'ils n'existent pas, on s'en dispensera, et tout est dit. Les problèmes historiques se poseront en l'absence de ces grands définisseurs. En revanche, ces problèmes ou ces difficultés ne produisent pas automatiquement les grandes intelligences. Et les réactions devant les nouvelles circonstances peuvent être celles de l'affectivité autant que celles de l'intelligence. Cela peut se produire dans le cas où les événements marchent plus vite que de coutume, lorsqu'ils se pressent en foule et que leur rythme est plus rapide que le rythme lent et laborieux des contradictions doctrinales, ou bien encore dans le cas d'insécurité et de misère. Précisément ce qui se passa après 1914. Pendant la guerre et l'après-guerre, la société nationale courait un péril mortel. Pour y faire face, on fit appel aux conducteurs d'hommes, même lorsque ces chefs n'étaient pas conscients de leur rôle. On s'accommoda, en conséquence, et pour avoir une action rapide, d'une doctrine imparfaite. C'est pourquoi les doctrines nationalistes, nées des besoins ou des périls immédiats, sont inachevées. *Elles sont fondées sur l'empirisme et le sentiment.*

Il y a, de ce point de vue de l'origine des courants sociaux, une grande différence entre la manière dont *put* s'élaborer le socialisme et la façon dont on *dut* faire le nationalisme. Au XIX^{me} siècle, on assista à la lente élaboration du socialisme. Celui-ci marchait avec son temps, doucement, lentement, sans beaucoup vouloir se presser. Marx lui-même disait que la société libérale avait encore à vivre, que rien ne pressait et que l'heure n'était pas venue pour le socialisme de prendre ses responsabilités historiques, de cesser d'être doctrinaire et spectateur et d'entrer en scène, nous voulons dire en lice. Bref, des nombreuses et longues années ont été nécessaires au socialisme pour mettre sur pied une imposante doctrine. Mais les circonstances ne furent pas aussi clémentes pour les nationalismes d'après-guerre. Ceux-ci devaient répondre à des besoins immédiats et graves, qui ne leur donnaient pas les loisirs d'entreprendre une construction doctrinale ambitieuse. Ils durent faire face dans l'instantané ; ils durent se presser et faire passer la fonce-

tion historique avant la besogne doctrinale. *Avant d'être clair, il devait être fort.*

« Il est une réponse historique à des circonstances telles qu'elles ont mis en jeu les puissances affectives, les énergies et l'ingéniosité empirique des hommes avant que la claire *conscience* ait pu les résoudre, les formuler, parfois même les percevoir »⁸. De là, on peut conclure que la vérité et les chances de réussite ne se trouvent pas nécessairement du côté de la philosophie la mieux établie ou la plus orgueilleuse, elles peuvent être avec le parti des instincts confus.

« Les arguments les plus subtils, et même *les expériences de détail les plus exactes* peuvent être apportés à l'appui d'une doctrine démentie par toute l'évolution invisible du monde ; les erreurs de fait les plus grossières, les constructions intellectuelles les plus puériles, peuvent être les maladroits efforts d'une réalité qui, à travers les consciences où elle est obscurément perçue, se fraie en aveugle son chemin vers le jour »⁹. Voilà une phrase qui va nous occuper quelque temps, car elle vise, sans le vouloir peut-être, le maurrassisme. En effet, les prévisions de détail de l'Action Française, telles une guerre mondiale, ou l'unité allemande, ou les maladresses de la République, se sont révélées très justes. Devant la dialectique, toujours de détail, empressons-nous d'ajouter, de l'Action Française, rien ne résistait. Tout était pulvérisé par l'ardente fureur critique des hommes du groupe royaliste. Et pourtant, ils se trompaient sur l'essentiel, malgré les habitudes de leur maître qui était un ami de l'essentiel et du principal. On pourfendait la République sur l'accessoire, on gagnait sur le secondaire. Et les brillants triomphes de l'Action Française s'échelonnent sur quarante années de chicanes sur le détail.

Inversement, la Démocratie qui paraît si rudimentaire, selon M. Maurras, a autrement gagné la partie. Elle fut battue sur le détail d'une politique, il y eut quinze cent mille morts, mais cela n'infirme pas la vérité démocratique. Comme le laisse entendre son disciple, M. Thierry Maulnier, la maladresse n'est pas un péché contre la vérité. La Démocratie peut être maladroite, mortelle parfois, il n'empêche qu'elle peut être ailleurs la vie et

⁸ *Op. cit.* Page 29.

⁹ *Op. cit.* Page 30.

la vérité. Le christianisme était pour Tacite une superstition. Cet avis ne l'empêcha pas de triompher. La démocratie est odieuse à Charles Maurras. Voilà encore un interdit qui n'est pas respecté, car la démocratie ne cesse de progresser, ce qui peut signifier qu'elle est aimable aux yeux des autres.

Mais fermons cette parenthèse et revenons à l'exposé des idées de M. Thierry Maulnier. Pour lui, il peut y avoir à un moment donné un divorce entre l'idée que la société se fait du monde et la réalité de ce monde. La société peut se tromper sur la juste représentation de ses propres besoins. Elle peut ne pas savoir ce qu'elle doit vouloir. Elle n'a pas une conscience claire d'elle-même, de ce qu'elle est, de ce qu'elle veut. Mais ce divorce de l'idée et de la réalité loin de discréditer la recherche doctrinale la rend encore plus nécessaire.

Il semble de là que M. Thierry Maulnier se défend d'être un défenseur de l'irrationalisme politique. En même temps, il est très prudent. Il ne défend pas non plus l'idée que les problèmes historiques doivent en fin de compte être résolus par les plus dignes, ni qu'on trouvera les solutions les meilleures. La charge de faire l'histoire n'incombe pas toujours à ceux qui ont le sens le plus exact des besoins du temps, bref l'intelligence de leur époque, mais à ceux qui ont le sens de l'action opportune. Et il n'est pas rare que les peuples prennent, au cours de leur histoire, des chemins de traverse ou qu'ils s'engagent sur des voies aberrantes. Mais l'échec historique d'un mouvement politique ne prouve pas son échec philosophique, c'est-à-dire son incompréhension des problèmes à résoudre. L'échec ne prouve pas qu'il avait tort.

Les nationalismes d'aujourd'hui doivent, s'ils veulent durer, ne pas se confier qu'aux forces affectives et qu'aux solutions empiriques. Car il se pourrait fort bien en ce cas assister à un retour offensif des doctrines socialistes et même probablement à leur victoire durable. Cela ne voudrait pas dire que ces doctrines soient plus vraies et plus capables de seconder les antagonismes sociaux, mais simplement qu'elles étaient plus prêtes que d'autres au moment opportun, qui est celui de l'action décisive.

Il ressort de ce qui vient d'être dit qu'il ne suffit pas d'avoir raison mais qu'il faut l'avoir d'une certaine manière. Il faut avoir raison clairement. Un mouvement social ou politique ne

doit pas s'épuiser dans l'effectivité et l'empirisme, ou alors il sera inférieur à sa tâche. Il courra à un échec, et ce non pas *faute de signification historique*, mais *faute de conscience* ¹⁰.

Les mouvements nationalistes ne brillent pas par un grand effort doctrinal. Comme l'écrit notre auteur, dont la critique est sévère et juste :

« Il semble que jusqu'à présent, dans ces mouvements, l'effort doctrinal pour comprendre les problèmes politiques et sociaux actuels dans toute leur étendue et pour leur apporter des solutions définitives n'ait pas été à la hauteur de cette mission qu'à juste titre peut-être ils s'attribuent. Pour ne prendre qu'un exemple, il ne paraît point qu'en général ces mouvements aient discerné l'essence des antagonismes économiques dans le monde moderne et proposé le moyen réel d'y mettre fin » ¹¹.

Les réformes du national-socialisme et du fascisme peuvent être bonnes, elles ne sont que des *réformes de détail*, ce sont des mesures empiriques. Elles ne procèdent pas d'une théorie générale du travail dans la vie économique et des rapports de la vie économique avec l'ensemble de la vie collective. D'où les graves lacunes que ces mesures empiriques peuvent comporter. Pour les combler, on doit recourir à l'expédient idéaliste. On fait appel au sentiment, à la morale, au désintéressement, au culte de la patrie, au dévouement communautaire. Mais ces grands sentiments ne peuvent pas être maintenus indéfiniment au même degré de haute tension. Et d'ailleurs, employer cette méthode, c'est imiter les libéraux dont on critique les idées. « Déclarer que la lutte économique des classes est abolie parce que employeurs et employés travaillent désormais au profit de la communauté, c'est employer le même vocabulaire que les libéraux faisant appel à la réconciliation et à l'union nationale » ¹², écrit M. Thierry Maulnier. Et il critique ce procédé surtout parce qu'il a pour effet de substituer la *réforme des sentiments* à la *réforme des institutions*. C'est là une idée bien maurrassienne. Les institutions corrompent les hommes, s'écrie M. Maurras après un Prince d'Orléans. Il faut donc commencer par les institutions d'autant plus qu'elles engendrent certains états d'esprit. On ne doit, par conséquent, pas mettre la charrue avant

10 *Op. cit.* Page 33.

11 *Op. cit.* Page 33.

12 *Op. cit.* Page 34

les bœufs, ni les effets avant la cause. Car vouloir réformer les sentiments avant d'exiger la réforme des institutions, c'est vouloir déduire la cause des effets. Et « s'acharner à changer un état d'esprit au lieu de changer les réalités qui l'ont engendré, c'est retomber dans les ornières intellectuelles de l'idéalisme », ce qui, aux yeux de M. Thierry Maulnier, doit être un péché assurément grave.

Telle fut jusqu'ici la dangereuse tendance suivie par les mouvements nationalistes. Sans doute ont-ils su fort opportunément rappeler aux hommes que l'intérêt matériel n'est pas tout. Mais cela ne suffit pas. Cette hypocrisie ou si l'on veut cet effort rustique demandé aux hommes ne peut pas tenir éternellement. Et M. Thierry Maulnier de condamner « ce refus du nationalisme nouveau de tenir pour valables les conditions de vie créées par le capitalisme, de se comporter comme si le capitalisme n'existait pas »¹³. Il impute cette erreur à l'idéalisme dont le nationalisme moderne est entaché, et qui est aux yeux de M. Thierry Maulnier un vice dirimant.

Deux choses caractérisent le naturalisme moderne, selon notre auteur :

1° Le nationalisme fit des bonnes réformes, mais elles sont partielles et *empiriques*. Elles ne procèdent pas d'un plan ou d'une doctrine rationnelle.

2° Opposition mystique et sentimentale, partant idéaliste, envers le système économique du capitalisme.

Remèdes de détail, négation idéale des problèmes, voilà à quoi se réduit le nationalisme d'aujourd'hui. *Il est encore à la recherche des idées générales*. Faute de les trouver, il patage. Il hésite, il échoue. Ses adversaires l'accusent d'être le serviteur du capitalisme et, dans la mesure où il n'a pas conscience de ce qu'il est, il risque de leur donner raison.

Selon M. Thierry Maulnier, le nationalisme actuel devrait se poser en héritier du capitalisme. Mais faute de savoir ce qu'il est, et faute d'une doctrine qui lui apprenne ce qu'il est, c'est-à-dire un *héritier* plutôt qu'un *défenseur* ou un serviteur du capitalisme, le nationalisme risque d'échouer lamentablement. Il n'a pas la conscience claire de lui-même, plus simplement il ne sait pas encore quelle solution générale trouver ni par quelles institutions remplacer l'actuelle société capitaliste.

Le drame du nationalisme n'est pas celui de sa *vérité*, mais

celui de sa *conscience*. Le nationalisme peut être autre chose qu'une imposture ou la défense suprême et désespérée du capitalisme. Mais pour être cette autre chose, le nationalisme doit prendre une conscience claire de lui-même. S'il ne le fait pas, il risque de passer dans l'histoire comme un météore, ne laissant pas de traces durables. Ses *créations* seront inférieures à ses *possibilités*.

Un exemple : réconcilier les classes sur le plan sentimental ne suffit pas. Il faut s'attaquer à l'état de fait qui a provoqué la lutte des classes. S'il ne le fait pas, il n'y aura rien de fait. Tôt ou tard, tout sera remis en question. Le nationalisme peut réconcilier les classes pendant un certain temps, mais que se passera-t-il ensuite ? Le nationalisme pourrait croire qu'il a tout fait, alors que tout reste à faire. Un jour ce problème se posera, soulevant mille difficultés. « Ainsi le nationalisme est menacé d'oublier ses tâches réelles dans ses victoires sentimentales, de se détourner des problèmes qu'il eut peut-être été amené à résoudre s'il ne les avait d'abord masqués, et d'échouer à force de réussite et de confiance »¹⁴, conclut M. Thierry Maulnier.

Il ressort de ce qui précède que le problème de la lutte des classes tient une grande place dans la pensée de M. Thierry Maulnier. Il en est fort préoccupé. Il nous dit que ce problème notamment peut causer des surprises désagréables aux mouvements nationalistes. En effet, lorsque l'enthousiasme des débuts se serait atténué et que les réformes empiriques cesseraient d'être suffisantes, le nationalisme paraîtra insuffisant. Les divisions sociales renaîtraient, mais, se hâte d'ajouter M. Thierry Maulnier, « l'échec des mouvements nationalistes ne prouverait pas alors que leur succès était impossible »¹⁵. Cet échec prouverait seulement que les nationalismes n'ont pas été capables d'avoir une conscience claire des événements historiques, faute de quoi ils ont été vaincus.

L'histoire humaine, nous avertit M. Thierry Maulnier, est une sélection des possibles. Bien des formes sociales auraient pu venir à jour, mais il a suffi de peu pour les rejeter dans « l'immense cimetière des métamorphoses avortées »¹⁶. Il ré-

13 *Op. cit.* Page 35.

14 *Op. cit.* Page 37.

15 *Op. cit.* Page 37.

16 *Op. cit.* Page 38.

sulte de là que pour pouvoir construire l'avenir, il ne suffit pas de disposer de la *force* nécessaire pour surmonter les obstacles ou résoudre les problèmes du temps, il faut aussi *savoir* ce que l'on veut.

« Le problème politique est un problème de conscience » ¹⁷.

**

Si nous avons exposé avec tant de détails les idées de M. Thierry Maulnier à ce sujet, si parfois nous avons épousé avec trop de minutie les contours du texte, c'est parce que les problèmes discutés soulèvent certaines objections qu'on ne peut pas passer sous silence. Cela d'autant plus qu'elles mettent en jeu l'essence même du nationalisme et ses raisons d'être.

M. Thierry Maulnier veut une doctrine pour le nationalisme contemporain, une explication et une justification rationnelle des courants nationalistes. Mais est-ce possible ? N'y a-t-il pas là une contradiction ? Peut-on concilier le nationalisme et la raison ? Peut-on lui donner des fondements rationnels ? Nous ne le croyons pas. Et c'est cette objection que nous nous proposons de développer ici aussi largement que possible.

M. Maulnier considère comme une condition *sine qua non* la nécessité, pour le nationalisme, de disposer d'un puissant appareil doctrinal qui puisse le fonder en raison. Hors de là, il ne voit pas de salut, c'est-à-dire qu'il n'aperçoit pas la possibilité d'une réussite nationaliste définitive et durable, en dehors d'une justification théorique qui fasse la preuve que le dit nationalisme a pleine et claire conscience de lui-même, de ce qu'il est, de ce qu'il veut. Mais précisément, il s'agit de savoir si la raison peut jamais donner raison au nationalisme. Avec la tranquillité que donne la possession d'une vérité, nous disons : non.

La raison est universelle. Elle est généralisatrice ; elle étend les choses et elle s'étend sur elles. A tout, elle applique les dimensions de l'univers. Mais si la raison est universelle, la nation est particulière. Elle est restreinte comme une chose maigre et pauvre.

Appliquons maintenant à cette notion particulariste qu'est la nation, les lois de la raison généralisatrice. Que donnera-t-il

¹⁷ *Op. cit.* Page 33.

et procédé, sinon une extension du concept de la nation. La raison voudra l'étendre jusqu'aux limites de l'univers. La nation deviendra universelle comme la raison, mais ce jour-là, elle cessera d'être une nation. Devenue l'humanité, elle sera assurément rationnelle, mais elle ne sera plus nationale. Ainsi le nationalisme a le choix entre :

1° se priver de la raison, pour pouvoir rester ce qu'il est, mais il n'aura plus aucun droit à la justification doctrinale ;

2° se munir de la raison, mais ce sera pour se suicider.

Veut-on laisser le nationalisme vivre ? Laissons-le déraisonner. Veut-on le rationaliser ? Alors qu'on le tue.

La raison est la mort du nationalisme. En fera-t-on un sage ? Il ne sera plus ce qu'il fut. Restera-t-il ce qu'il fut ? Il sera irrationnel. Comme d'autre part M. Thierry Maulnier critique les nationalismes modernes sous prétexte qu'ils n'ont pas de doctrine ni de conscience et que ce manque de raison est une lacune qu'il faut combler, il s'ensuit que le nationalisme a le choix entre :

1° la mort, ou

2° la faiblesse.

S'il n'a pas la doctrine, il est faible, toujours selon notre auteur. Mais s'il a la raison avec lui, c'est pire, il n'y aura plus de nationalisme.

Vouloir appuyer, sur la raison, le nationalisme, c'est vouloir lui jouer un mauvais tour. M. Thierry Maulnier, si épris de raison et de doctrine, oublie de voir quels seraient les *résultats* d'un nationalisme doctrinal. Notre auteur est un homme qui aime les idées et qui croit que si l'on en met partout on se trouvera bien. Mais ces idées peuvent porter malheur à ceux qui les supportent. Elles peuvent leur être nuisibles, sinon fatales. En tout cas, les idées leur seraient une lourde charge.

Sur le nationalisme, l'idée agira comme le vitriol. Elle le brûlera. Et tout sera dit.

*
**

Les nationalismes de nos jours ont été mis sur pied par un peintre en bâtiment et par un instituteur en mal d'histoire.

Sans doute, ces nationalismes-là se ressentent-ils de leurs origines et leur manque d'idées ou de sagesse peut être mis sur le compte de leurs fondateurs. Ceux-ci, hommes d'action plutôt qu'hommes de cabinet, n'avaient pas les loisirs nécessaires pour forger une doctrine et donner un masque rationnel à leurs calculs plus ou moins raisonnables. Mais s'ils avaient pu être des théoriciens, ces chefs nationalistes auraient été bien mal inspirés de s'embarrasser d'une doctrine dont ils n'auraient su que faire.

M. Thierry Maulnier critique ces nationalismes pour n'avoir pas de doctrine. M. Thierry Maulnier a tort. Car la grande force des nationalismes modernes vient de ce qu'ils sont mystiques ou irrationnels. Et pourquoi donnerait-on des arguments logiques à la foule, lorsqu'elle se contente de simples affirmations à condition de les répéter sans trêve ? Faire des raisonnements, c'est mettre la raison des gens à dure épreuve, c'est les obliger de faire un effort d'attention. Si mince soit-il, il sera pénible et la foule ne vient pas aux meetings pour se voir soumise à une dure besogne intellectuelle. Elle y vient pour se distraire ou se passionner, ce qui est une autre forme de la distraction. Lorsque la foule a fini sa journée de travail, elle va au meeting comme au cinéma : pour voir des vedettes. Elle ne s'y amène pas avec la bonne intention d'y apprendre une théorie débitée par un philosophe, mais pour voir s'agiter sur l'estrade des hommes faits comme elle, à sa faible image, et n'ayant d'autre souci que de caresser cette foule avec des mots qui ne signifient pas grand'chose. On crée là un monde de paroles plutôt qu'un monde d'idées.

Qui sait ? Les règnes de MM. Hitler et Mussolini tiennent parce que les chefs ne s'embarrassent pas de raisons ni de logique. C'est là leur force. Que feraient-ils si l'on mettait de la raison dans ce qu'ils disent ? Ils feraient assurément faillite. Est-ce que peut tenir, devant la raison critique, l'idée d'un peuple élu, en l'espèce le peuple germanique, supérieur à tous les autres par un décret de la providence qui a fait le sang allemand d'une telle composition plutôt que d'une telle autre, ce qui assure, à la supériorité germanique, la pérennité ? Voilà comment la mystique se fait sanctifier par l'éternel, et nous doutons fort que M. Hitler veuille un jour se débarrasser d'un pareil allié. Pourquoi le ferait-il ? Ce serait plutôt incommode.

De même l'idée d'une Rome ayant une mission universelle à remplir et à qui le monde doit conférer l'hégémonie, n'est pas plus rationnelle ni même raisonnable. Pourquoi Rome et non pas Paris ? Pourquoi Rome et non pas Quimper-Corentin ? Pourquoi ce lieu de choix ? Parce que là souffle l'esprit ? Mais nous ne croyons pas qu'en dehors d'Athènes, une autre métropole ait donné au monde autant de lumière que Paris. D'ailleurs sur quoi Rome fonde-t-elle son nationalisme outrancier et sa politique d'hégémonie ? Sur la force ? L'Allemagne l'est davantage. Sur l'esprit ? La France l'a meilleur.

Partout dans les nationalismes modernes on trouve de ces affirmations gratuites qui font hausser les épaules. C'est là leur force, leur unique force. Et MM. Hitler et Mussolini seraient bien faibles sans la mystique irrationnelle qui meut les peuples et les entraîne derrière eux. M. Thierry Maulnier reconnaît cette force dans l'ordre de l'action et de la mystique, mais il ajoute que dans l'ordre de la pensée, ces nationalismes sont plus que déficients, et il craint que leur faillite finale ne leur vienne de cette absence de doctrine et de claire raison. Sans doute, nous pensons avec M. Thierry Maulnier que cela est une lacune ou une faiblesse, mais si les nationalismes se mettaient à la remorque de la raison ce serait bien pis, ils seraient tués par tant de libres consciences. Certes, le nationalisme d'aujourd'hui est faible par son côté doctrinal, mais si le nationalisme de demain voulait combler cette lacune, il pourrait lui coûter la vie.

**

Et le maurrassisme, dira-t-on ? Voilà bien un nationalisme pourvu d'une forte doctrine. Voilà bien un nationalisme qui peut être rationnel et raisonnable sans danger de mort. A cela nous répliquerons que, d'abord, le maurrassisme n'a pas très brillamment réussi dans l'ordre de l'action. Ensuite, il reste à voir si le *maurrassisme*, dans la mesure où il est une pensée universelle, est une *doctrine nationaliste*. Il ne l'est pas.

Le maurrassisme n'est pas nationaliste, il est universel. *Maurrassisme et nationalisme font deux* ; ce sont deux choses différentes.

Le maurrassisme n'a pas de frontières. Il est libre de ces entraves. Il peut être appliqué en tout lieu. Son domaine n'est

pas la France, mais le genre humain. Pour s'être voulu rationnel, il se donna une portée universelle.

Le maurrassisme n'est pas tant l'exaltation de la France ou de tel ou tel pays, mais la doctrine des hiérarchies universelles. Sans doute, nous parle-t-il ailleurs des lois tutélaires de la cité, qui ne peuvent être que hiérarchiques, mais comme les lois de gradation pénètrent tout en ce bas monde, il résulte que le maurrassisme, doctrine hiérarchique, est d'une application générale, ce qui est fort logique, la raison étant généralisatrice.

M. Maurras n'est nationaliste que par accident. Par nécessité, il est maurrassien. Maurrassisme d'abord, nationalisme après. Que l'on ne mette pas cette gradation au compte seul de l'immense orgueil — du formidable orgueil, comme dit encore Georges Valois — de M. Charles Maurras, mais aussi au compte de la bonne et saine logique. M. Maurras ne pouvait pas faire autrement que de donner la priorité à ses idées sur celles du nationalisme. Les idées nationalistes sont particulières, les idées maurrassiennes sont universelles. On ne peut donc pas mettre, sous peine d'illogisme, le particulier avant le général, ou le singulier avant l'universel.

Si l'on veut vraiment savoir où se cache cette doctrine hiérarchique qu'est le maurrassisme, nous indiquerons, entre autres, « Le Chemin du Paradis ». Il y a là un conte de Charles Maurras, où l'allégorie met à nu ses pensées les mieux masquées. Le petit méchant conte dont il est question s'intitule : « Les esclaves ». Nous ne croyons pas que M. Maurras ait écrit quelque chose de plus net, où ses idées soient exposées avec une clarté plus brutale. Là, sont mis dans une lumière aveuglante ses penchants les plus profonds, ses plus chères idées. Il imagine un société où une aristocratie vivrait des peines des hommes, où les esclaves seraient tous contents des fouets qu'ils pourraient recevoir de leurs maîtres en colère. M. Maurras nous présente un aristocrate dans l'au-delà, baillant d'ennui. Le noble se demande candidement pourquoi souffre-t-il d'ennui et il se rappelle alors qu'il n'a plus ses esclaves qu'il était habitué à malmener pour son aristocratique plaisir. Il les appelle, et les ombres serviles accourent à la voix du maître pour se plaindre qu'elles ont vécu beaucoup trop longtemps sans être battues. Afin de mettre un terme à cet état contre nature, les ombres des anciens esclaves se mettent à la disposition du maître. Elles

sont alors très heureuses et nous devons ajouter que tout est bien qui finit bien.

Dans ce conte, il n'y a pas de frontières, comme bien on peut le penser. Et ce non pas parce qu'il s'agit d'un conte, mais parce qu'il s'agit d'une philosophie. Il n'est question dans cette philosophie que d'une aristocratie opprimante. Or, pour l'oppression, il n'y a pas de frontière. L'exploitation n'a d'autres limites que celles du genre humain.

Le maurrassisme n'est pas une doctrine *nationaliste*, mais une doctrine de la *Contre-Révolution*. Comme celle-ci, elle est universelle. La théorie maurrassienne dépasse largement la France. Elle comporte des recettes susceptibles de réussir n'importe où, et de faire le bien de tout le monde. Un bien assez étrange, à la vérité, mais telle est la conception de M. Maurras.

M. Maurras préconise une réorganisation du monde sur les bases, qu'il croit saines, de l'aristocratie et de la hiérarchie. Il y aura en haut des hommes vivant pour leurs plaisirs, et en bas d'autres hommes vivant, trimant pour le plaisir des autres. Les premiers seraient les spectateurs de la peine du monde. Cela leur donnera l'habitude de le bien gouverner. Et il le fera d'autant mieux qu'il y sera poussé par l'égoïsme. Cette idée se lie à une autre, toujours maurrassienne, ce qui prouve que Maurras est très logique lorsqu'il le veut. On se rappelle que, pour lui, la grande vertu de la monarchie c'est d'être un gouvernement égoïste, et d'agir égoïstement. Il voit dans ce fondement égoïste la preuve que la monarchie est le meilleur régime politique. En effet, si l'égoïsme est un sentiment très puissant, et si les intérêts monarchiques coïncident égoïstement avec le bien-être du peuple, la monarchie ne pourra que faire son bonheur, ce à quoi elle s'emploiera sans réserve.

L'aristocratie, étant égoïste, est bonne. Comme elle peut être méchante, elle sera encore meilleure. La monarchie aussi est bonne parce qu'égoïste. Mais aristocratie et monarchie ne font qu'un du point de vue du Sirius. Elles s'intègrent dans ces notions majeures d'hiérarchie et d'*oppression*. M. Maurras pourra se récrier. Nous le prierons de nous écouter calmement. Pourquoi s'indignerait-il au mot d'oppression ? Comment peut-il nier que l'infériorité ou l'esclavage ne soient une oppression ? En outre, ce n'est pas à lui, auteur des « Esclaves », à s'étonner

de ce qu'il y a de dur dans ce mot. Le fouet n'est pas autrement doux.

On voit comment, par le canal de l'égoïsme, Charles Maurras lie la monarchie à l'aristocratie, les incorporant toutes les deux dans une hiérarchie oppressive. Pour ce qui est de l'aristocratie, nous croyons sans peine M. Maurras. Celle-ci ne peut être que liée aux idées de hiérarchie et d'exploitation, bref à la Contre-Révolution. *Mais la monarchie peut tourner le dos à la Contre-Révolution*, et ce en vertu du même intérêt égoïste que proclame hautement Charles Maurras. *La royauté peut fort bien s'allier à la Révolution*, et sans trop de dégâts pour elle. Elle peut, à l'encontre des petites aristocraties dont Charles Maurras veut remplir la France, pratiquer une politique d'égalisation des classes sociales. Jamais les petits patriciats locaux ne pourraient se permettre le luxe de pratiquer, contre leurs privilèges, une politique d'égalité. La monarchie le peut. Elle est trop haut placée pour sentir *immédiatement* les effets d'une politique égalitaire, tandis que les notabilités provinciales ou locales se verraient atteintes tout de suite dans leurs biens et seraient enclines de protester avec vigueur. Comme on les comprend !

**

Il y a une autre question, voisine de la première, et qu'il convient de discuter.

La doctrine des hiérarchies tutélaires et des oppressions légitimes qui est celle de Charles Maurras n'a pas de frontières. Et si M. Maurras nous dit que nous avons outré sa pensée, nous lui dirons que nous n'avons fait que puiser sa vérité dans ses contes.

La doctrine maurassienne est universelle, et nous concevons fort bien un Charles Maurras, citoyen des Etats-Unis et théoricien des inégalités sociales, mais ignorant la monarchie. Mais ce que Charles Maurras ne pourra pas ignorer, en tant que maurassien, c'est le fait des égalités ou des hiérarchies. Elles sont générales et adhèrent avec nécessité à sa pensée. Elle en est obsédée.

Dans une autre contrée que la France, Charles Maurras aurait pu très bien se désintéresser du fait monarchique, mais ce qu'il n'aurait jamais consenti à laisser dans l'ombre, c'est

le problème de l'égalité. Partout où il aurait été, il aurait conseillé de blâmer l'égalité, en élevant un hymne aux hiérarchies protectrices de la cité et bienfaitrices à l'homme. Ses recettes égalitaires sont universelles, ses recettes monarchiques sont particulières. En tout lieu, Charles Maurras aurait recommandé une organisation aristocratique, avec ou sans le roi. En France, et pour des motifs tenant à la constitution française, il exige une organisation hiérarchique dont le sommet serait couronné par le roi. *Il est royaliste parce que Français, il est anti-égalitaire parce que maurrassien.*

Si M. Maurras pouvait organiser le monde sur des bases aristocratiques, distinguant les supérieurs d'avec les inférieurs, où il y aurait des aristocrates et des esclaves, comme dans ses rêves ou contes de fée, il ne dirait pas non. Plutôt que d'une monarchie universelle, il rêve d'une aristocratie internationale. Celle-ci n'aurait plus de limites, ou ses limites seront celles du genre humain. C'est dans ce sens que Charles Maurras est universaliste. Tandis que son monarchisme est étroitement national et français. Et même pour la France, si les données aristocratiques avaient pu être réunies dans le passé, il ne dirait rien contre une République aristocratique. Mais faute de mieux, Charles Maurras se contente de peu ; il veut la monarchie.

Ce dont M. Maurras rêve, c'est d'une aristocratie universelle, où les hiérarchies seraient respectées et reconnues comme divines. Maurras veut la République universelle des aristocrates. Bref, l'Internationale blanche.

A ces mots, les gens de l'Action Française vont crier. Leurs dénégations tomberont en pluie sur ce que nous venons d'affirmer. Ils vont s'insurger contre une pareille interprétation de leur doctrine, — abusive à leur avis — et multiplier les arguments contradictoires, à seule fin de démontrer que nous avons tort. Pourtant...

M. Henri Massis vient de publier un livre intitulé : *Les Chefs*. La manchette de ce livre signifie : il n'y a pas d'Internationale blanche¹⁸. Pourquoi ? Parce que M. Massis vient de découvrir des différences de nuance entre le fascisme et l'hitlérisme. Mais les différences de degré n'emportent pas une différence de nature.

18 L'inscription exacte est : « il n'y a pas de fascisme international ».

Hitler et Mussolini sont différents ? Moscou et le Mexique aussi différent, à bien des points de vue. Cela n'empêche ni Moscou ni le Mexique d'être communistes et de l'être avec brio.

Il y a une Internationale blanche comme il y a une Internationale rouge ; il nous en faut de ces deux couleurs, et même de toutes les couleurs. Plus encore : *l'Internationale blanche est fatale*, comme fatale est l'Internationale rouge. Toutes les dénégations de l'Action Française ne sont que des argumentations de circonstance. Elles n'entraînent pas la conviction parce qu'elles ne comportent pas de vérité. Des vives polémiques, pas même des sophismes, plutôt que des raisonnements calmes ! C'est la manière de l'Action Française.

On comprend, à la lumière de ce que nous venons de dire ici, et de ce que nous avons écrit plus loin dans l'introduction, *la fatalité des Internationales blanche et rouge*. L'égalité ou la hiérarchie sont des faits universels. L'égalité ou son contraire s'imposent à tout le monde et l'obligent à prendre position. Comme entre ces deux termes ne peut pas se glisser un troisième, comme nous nous trouvons devant une alternative obligatoire, force nous est de choisir. Tel homme ou telle collectivité ou telle partie de collectivité opteront pour l'égalité, en considération de leurs idées ou de leurs intérêts ou de leurs positions sociales. D'autres pencheront pour la hiérarchie, sauvegarde de leurs privilèges. Ils masqueront ces réalités sous des dehors brillants et prometteurs. Ils ne diront jamais qu'ils sont des jouisseurs, bénéficiaires d'un privilège ; ils diront qu'ils rendent des services, qu'ils sont chargés de responsabilités ou qu'ils ont des devoirs à remplir. Mais peu importe les euphémismes. Tenons-nous à la réalité. Les uns seront pour l'égalité, d'autres pour la hiérarchie. Ils ne peuvent pas faire autrement, et pour deux raisons. D'abord, on ne peut pas obliger les maigres d'aimer les gras, les pauvres de soutenir les riches. L'égalité et la hiérarchie sont deux notions contradictoires, et non pas contraires. S'il n'y a pas égalité, il y aura forcément hiérarchie, et vice-versa, mais il ne pourrait pas y avoir un troisième terme d'option, parce que nous ne nous trouvons pas ici devant des contraires, mais devant des concepts contradictoires. Si l'homme n'est pas sain, il est malade ; si la société n'est pas égalitaire, elle est hiérarchique. Si vous posez un de ces termes, il faut exclure l'autre nécessairement, si vous enlevez le pre-

mier, le second se posera avec non moins de force. Mais toujours pas de troisième terme.

En vertu de ce choix forcé et *c'est cette idée d'option obligatoire qui fonde notre raisonnement*, l'homme devra prendre position pour ou contre l'égalité. Et le genre humain *devra* faire la même chose : choisir.

Les contradictions sont universelles, les contraires sont particuliers. Le couple égalité-hiérarchie étant universel, s'imposera à tout le monde avec nécessité. Ce choix nécessaire sera aussi universel. Il est donc fatal que ceux qui optent pour l'une ou l'autre idée se rangent dans l'un ou l'autre bloc. Ceux qui votent pour l'égalité feront partie de l'Internationale rouge, ceux qui se déclarent pour la hiérarchie se grouperont sous les bannières de l'Internationale blanche. Ces deux Internationales ont à leurs bases ces deux notions : l'égalité et la hiérarchie. Comme le choix entre ces deux notions logiques est forcé, il s'ensuit que le choix entre l'une et l'autre Internationales le sera aussi. La naissance de ces deux Internationales est commandé par le choix originel. Comme cette option est nécessaire, il s'ensuit que la naissance des Internationales est fatale. Nécessité et fatalité vont très bien ensemble.

Devant opter pour ou contre l'égalité, l'homme devra, par là même, choisir entre l'une ou l'autre Internationale. De là il résulte que la naissance de l'Internationale est fatale.

Cette fatalité, nécessité et universalité des deux Internationales — universalité qui leur est conférée par l'universalité qui est la caractéristique du couple égalité-hiérarchie — étant démontrée, il convient maintenant de faire observer les nuances de rigueur. Les Internationales blanche et rouge sont *fatales*, mais elles ne sont pas nécessairement *déclarées*, mises à jour, bien en lumière. Elles ne sont pas toujours des crimes bien caractérisés. Elles ne sont pas *nettement* distinguées. Elles peuvent être floues ou tacites. Les Internationales sont fatales, mais elles peuvent être *latentes*. Leurs couleurs peuvent être informes, leur existence peut être cachée. Mais de temps en temps, elles s'affirment au monde par des coups brusques. A la vérité, ce n'est qu'en *temps de crise* que les gens prennent conscience de l'existence des Internationales. En fait, elles existent toujours, mais leur réalité ne frappe les imaginations qu'à certains moments. En dehors de cela, elles continuent à vivre

sans heurter trop vivement les hommes. Elles s'adonnent alors à un travail de sape ; elles minent leur terrain. C'est, pour employer un terme médical, leur période d'incubation. Ce n'est que de temps en temps qu'elles éclatent avec vivacité. Autrement, elles sont lymphatiques.

Cela est compréhensible. Ce gros corps qu'est l'humanité ne peut pas être manié avec facilité ; il faut attendre le moment propice pour le faire. En Grèce, au moment où s'approchait la conquête romaine, on voit très bien illustré cet exemple d'une Internationale blanche en lutte avec une Internationale rouge. L'aristocratie d'une cité grecque s'alliait avec l'aristocratie d'une autre cité afin de mâter les velléités du populaire. Et Marx a fortement raison de dire que la lutte des classes est un fait d'une portée universelle. Sans doute, il n'a pas fait asseoir son affirmation sur une démonstration basée sur la nature des concepts logiques, comme nous venons de le faire, mais ses conclusions et les nôtres ne diffèrent pas beaucoup. Seule la méthode est différente.

De nos jours, on a vu s'édifier une Internationale rouge. Contre elle, on fit l'union des coffres-forts. Sur cette alliance ploutocratique vint se greffer l'Internationale des nationalistes, ce qui compliqua affreusement les choses. Car les nationalistes étaient devenus, sous la poussée socialiste, anti-ploutocrates. Ils nous diront peut-être à la suite de Charles Maurras qu'ils sont devenus anti-ploutocrates parce que anti-socialistes, vu que les socialistes sont soutenus pas les capitalistes, mais nous n'avons pas trop l'envie de les croire. Là-dessus on les verra passer à des arguments de toutes sortes. Ils nous diront, pour preuve, que « L'Humanité », journal communiste, a été fondé par douze banquiers et agents de change. Les autres arguments sont du même calibre. On peut juger d'après celui-là les autres. Des négations de détail qui n'emportent pas conviction.

M. Charles Maurras a nié l'Internationale blanche comme il a nié l'Internationale des démocraties occidentales. Dans un article de l'Action Française, M. Delebecque, préposé à la politique étrangère qui, sous sa plume, devient une politique étrange, raillait doucement la bonne illusion que l'on entretenait chez les naïfs, d'une ressemblance quelconque entre la démocratie française et les démocraties anglo-saxonnes. Il proclamait cette

ressemblance, dénuée de tout fondement. Il le disait très sérieusement. L'extraordinaire, c'est qu'il était sincère. Cela ne s dépasse.

Parce qu'il avait noté quelques différences de détail entre les susdites démocraties, il croyait fermement que les démocraties occidentales ne se ressemblaient pas, et que leur parenté était sans consistance. Ne pouvant rien faire contre cette conviction de M. Delebecque, nous décidons de laisser là M. Delebecque et ses spéculations et de passer à autre chose, et meilleure.

Jusqu'ici nous avons montré comment le maurrassisme était universel. Montrons maintenant, afin de pouvoir fermer la parenthèse que nous avons ouverte, par quel côté la pensée maurrassienne est particulariste : par la monarchie. M. Maurras est monarchiste parce que la France ne peut pas faire autrement. Sans la monarchie, elle est orpheline.

S'il fallait envisager l'organisation du monde entier, M. Maurras proposerait une autre formule. Il voudrait le diviser en deux classes : aristocrates et esclaves. L'aristocratie n'aurait plus alors de frontières. Mais Charles Maurras n'est pas un homme tout-puissant. Il n'a pas de pouvoir pour organiser le monde à sa façon. Ne pouvant refaire la carte du monde, il veut refaire la constitution française. Pourquoi ? Parce qu'il lui semble que, depuis cent cinquante ans, la déchéance continuelle de la France est due au régime démocratique. D'une simple coïncidence, Charles Maurras a fait un rapport de cause à effet. Il oublie que le régime politique est une superstructure et qu'en réalité ce n'est pas la France qui a reculé, mais ce sont les autres peuples qui ont avancé, et ce grâce à la Révolution française et aux principes démocratiques, comme le reconnaît l'Action Française elle-même. Ainsi donc la même chose aurait été un vice pour la France et une vertu tonique pour l'étranger. Nous sommes bien curieux de savoir comment l'Action Française pense résoudre cette contradiction et concilier ces contraires. La dialectique de M. Maurras trouvera bien quelque réponse, car elle n'est pas pour rien subtile. Elle l'est contre la République.

S'il faut, d'autre part, organiser sur des nouvelles bases la France, on doit penser à la restauration de la monarchie. M. Maurras lie la monarchie à une cause nationale, la cause française. La monarchie est soudée par M. Maurras au nationa-

lisme. Il en fait la doctrine du nationalisme intégral qui seule, à son avis, peut encore sauver la France. Charles Maurras a rendu le nationalisme solidaire de la monarchie et nous a fourni, le bon docteur, les recettes de salut. Il les trouve dans cette alliance de la nation et de la monarchie. Certes, la France a connu d'autres nationalismes, démocratique, plébiscitaire, ou quelque peu aristocrate. Déroulède claironnait la revanche et préconisait le plébiscite, Barrès faisait la guerre à Paris et soutenait le moral des civils. Mais il revient à Maurras l'honneur d'avoir fait de nos jours l'union du nationalisme et de la monarchie. Il critiquait âprement Déroulède non pas parce que celui-ci n'était pas nationaliste, mais parce que, tout en étant nationaliste, il n'était pas royaliste. Ainsi la monarchie de M. Maurras est liée à sa doctrine nationaliste, nullement à sa doctrine maurrassienne.

Si la monarchie est greffée sur le nationalisme, elle risquera de s'imprégner des vices nationalistes. M. Thierry Maulnier nous disait combien les nationalismes modernes manquent de logique et d'intelligence, étant gorgés de mystique et de puissance instinctive. Coller la monarchie sur un pareil courant social, c'est la rendre elle aussi mystique et irrationnelle. Or la monarchie maurrassienne se veut être une institution positive et rationnelle. Il y a dans ce rapprochement de termes une certaine contradiction.

M. Thierry Maulnier peut nous répondre que si la monarchie, greffée sur le nationalisme, paraissait irrationnelle, ce n'est pas de sa faute. Le coupable c'est le nationalisme lui-même — un certain nationalisme — celui qui n'a pas de doctrine et qui ne s'est pas donné la peine de se fonder en raison. Ce nationalisme étant irrationnel, il est normal que la monarchie qui s'appuie sur ce nationalisme, soit à son tour irrationnelle. Mais supposons que le nationalisme, dont on a fait la base de la royauté, soit lui-même un nationalisme doctrinal. Fondé en raison, il ne pourra plus être dit qu'il est irrationnel. Du coup, la monarchie, qui est supportée par ce nationalisme-là, deviendra rationnelle, et le vice qu'on lui a, tout à l'heure, imputé, disparaîtra comme par enchantement. Nous le voulons bien, mais c'est la logique qui ne le veut pas et qui rechigne à suivre ce chemin.

Nous avons déjà montré — et pour plus d'explication nous

renvoyons aux pages précédentes ¹⁹ — comment le nationalisme a le choix entre la mort et la faiblesse. Veut-on le laisser irrationnel ? Il sera, selon M. Thierry Maulnier, faible. Veut-on lui donner un fondement doctrinal ? Alors, nous nous demandons si l'on n'a pas l'intention de tuer le nationalisme. Et nous avons déjà dit pourquoi ²⁰.

**

La vérité est que la raison et le nationalisme sont deux choses différentes, et on ne pourra jamais marier — sinon temporairement et incomplètement — ces deux concepts. *Comment la raison qui est universelle et le nationalisme qui est particulier pourraient-ils se concilier ?*

M. Thierry Maulnier critique les néo-nationalismes et les accuse de faiblesse parce qu'il leur manque une imposante doctrine. Mais avec une doctrine rationnelle, ils seraient perdus. Et nous ne donnerions pas cher pour les règnes de MM. Hitler et Mussolini, le jour où l'immense bluff mystique et irrationnel du fascisme ou du national-socialisme serait percé à jour. Contre M. Thierry Maulnier, nous croyons que la condition suprême de leur existence est, pour les nationalismes, cette absence de toute raison critique ou de conscience claire. Le jour où l'on verra clairement dans le jeu des hommes qui conduisent les peuples, on se demande en toute bonne foi ce qu'il resterait d'eux après cet examen critique.

L'absence de rationalisme est certes une faiblesse pour le nationalisme, mais c'est une faiblesse congénitale, irréductible, définitive. Dès sa naissance, le nationalisme porte cette tare irrationnelle et il est condamné à la porter toute sa vie, vu que la raison le tuerait net. Le nationalisme ne peut pas suivre le conseil que lui souffle Thierry Maulnier, il ne peut pas accepter, sous peine de mort, à s'unir à la raison. Le nationalisme et la raison ne peuvent pas faire bon ménage. Ils seraient continuellement en querelle. Finalement dégoûtée, la raison prendrait le chemin du large. Elle s'évaderait de la petite case nationaliste.

La raison ne peut pas faire autrement. En présence d'un nationalisme quelconque, elle se tiendrait le discours suivant :

« Pourquoi m'inquièterais-je de telle nation plutôt que de

telle autre. Si nation il y a, je ne vois pas pourquoi j'aiderais celle-ci au détriment de celle-là. En tant que nations, toutes ces collectivités ont un droit *égal* au concours de mes lumières. Rationnellement, je ne dois pas favoriser l'une ou l'autre, mais tenir une balance égale et juste entre toutes les nations. Si toutes ces nations sont pour moi des idées, je dois à ces réalités d'une même nature, un même concours. C'est pourquoi favoriser l'une plutôt qu'une autre c'est tricher au jeu. Pas de coups de poudres.

« Le hasard peut soutenir une nation contre une autre, mais non pas la raison. Que suis-je, moi, sinon une lutte contre le hasard ? On m'appelle Raison, et les hommes m'appellent à leur secours pour lutter contre l'aveugle destinée.

« Grâce à la réunion fortuite de certaines données historiques, et à la possession de quelques atouts, une nation peut se trouver du jour au lendemain supérieure à l'autre. Elle essaiera de mettre à profit cette supériorité momentanée en en faisant un état définitif. Elle voudra subjuguier les autres nations à sa loi et à ses appétits. Contre une pareille tendance, je ne puis que lutter. Moi, la Raison, je suis obligée de prendre position contre cet état de choses que l'on veut faire durer. Je me dois aux faibles, aux humbles, aux vaincus. Je leur dois l'aide nécessaire pour abattre le joug tyrannique et faire de l'homme esclave un homme heureux, de la nation abattue une nation qui vive.

« Toute nation veut vaincre et conquérir une autre nation. Mais en vertu de quel droit ? Du droit de la force ? Mais ma sagesse donnera de la force aux faibles. L'équilibre sera rompu et l'histoire recommencera.

« Ce recommencement sans trêve et sans raison est ce qui me répugne le plus. A peine ai-je abattu un tyran que mille autres se présentent. A peine ai-je détruit, par la discussion critique, le règne d'une nation, qu'une autre vient lui prendre l'héritage. C'est un travail de Pénélope. Ce que le jour a vu se faire, la nuit s'acharne à le détruire.

« En tant que raison, je ne dois plus me prêter à ce jeu sans rime ni raison. Plusieurs motifs m'incitent, parce que Raison, d'être contre la nation :

« a) d'abord la vanité des nations ;

« b) ensuite, ma propre nature, égalitaire parce que universelle.

« Les nations ne font que se quereller et s'envier réciproquement, parfois s'entregorger sans pitié. Le travail commencé par l'une est détruit par l'autre, les crimes commis par l'une sont multipliés par l'autre. Discontinuité dans le bien, continuité dans le mal, telles sont les qualités les plus marquantes du règne des nations. Il faut recommencer sans cesse la toile déjà commencée. Mon Dieu, comme les nations peuvent être vaines !

« D'autre part, ce qui est égalitaire dans ma nature de raison s'oppose au fait nationaliste. Une nation, pour peu qu'elle ait quelque vitalité ou qu'elle soit mûre pour quelque ambition, voudra s'étendre au grand dommage des autres nations. Les soumettant à sa raison, elle les ruinera. Cette nation maîtresse une fois morte, d'autres voudront dominer le monde ; l'hégémonie est l'essence même du nationalisme. Ces héritières vont se battre sur l'héritage, d'où des nouveaux crimes et des sanglants méfaits. A la fin, sur un monde en ruine ou haletant d'épuisement, on verra se dresser une nation se nourrissant avidement de la substance des autres. Pour elle, c'est un profit, pour le monde un préjudice. Le nationalisme endommage l'humanité.

« Ces ruines ne font pas naître que la pauvreté. Elles font naître aussi les inégalités sociales qui ne sont nullement protectrices ou bienfaisantes. Elles ne sont guère nécessaires ; elles sont tout à fait mauvaises. Et je n'aperçois pas la raison pour laquelle je donnerais à une nation plutôt qu'à une autre la possibilité de donner libre cours à sa volonté de puissance. Non, non et non, rationnellement, je ne le puis pas.

« Je raisonne avec les nations comme je raisonnerais avec les individus. Pourquoi cet individu profiterait du travail de tel autre ? Pourquoi cette nation vivrait-elle en parasite sur le genre humain, comme la Rome antique le fit pour le monde connu d'alors ? C'est un privilège, et comme tel, il est exorbitant.

« Parce que Raison, je suis contre les privilèges. Parce que égalitaire, je suis contre les nations. Dès le jour où les nations existent, elles veulent se surpasser et s'égorger. La ruine est détestable, l'inégalité me répugne, d'autant plus qu'elle se fonde sur le crime. Les nations étant déraisonnables, il me faut repous-

ser les nationalismes. D'autre part mon esprit de géométrie et d'égalité s'oppose au fait de la nation, même si l'hégémonie nationale n'était fondée que sur la paix. Car même alors je me demanderais : pourquoi une nation servirait-elle une autre, tout comme je me dis assez souvent : pourquoi un individu serait-il l'esclave d'un autre individu ? Pas plus que je ne veux d'un monde où il y aurait des nations dominatrices et des nations sujettes, je ne veux d'une société divisée en maîtres et en esclaves. Or si l'on laisse les nations en liberté, elles feraient tout comme les hommes : des sottises. Les plus fortes opprime-raient les plus faibles au nom d'une injustice immanente. Et tant qu'il y aura des nations, il y aura des crimes.

« Il faudra fondre toutes ces nations en un seul Etat. Cela ne veut pas dire supprimer ou uniformiser les langues, mais plus simplement servir aux nations cet instrument qui fait la guerre et d'où naît le crime : l'Etat *politique*. En faisant disparaître la poussière infâme d'Etats politiques, en ne laissant à la place qu'un seul et immense Etat économique, on pourra peut-être établir la paix et l'harmonie, développer l'esprit de géométrie et accroître les richesses qui, permettant à toutes les person-nes humaines de se réaliser pleinement, réalisera l'égalité.

« La Raison est contre la Nation, pour la Personne et le genre humain. En effet, je me dis chaque jour : pourquoi m'ar-rêterais-je aux frontières d'une nation ? Pourquoi serais-je le monopole de quelques-uns ? Je suis à tout le monde, et l'esclave de Platon le fait bien voir, lui qui porte amoureusement les rudi-ments de la géométrie, et partant de la raison.

« Je ne suis pas exclusive ; je ne puis être nationaliste. Je suis la Raison, et comme telle, fière d'être universelle. Le natio-nalisme ne pourra jamais s'accommoder de ma présence. Il sera toujours obligé de faire appel à la mystique et aux forces obscures du sentiment. Le nationalisme est condamné à l'irra-tionnel ».

Tel est le discours de la Raison.

CHAPITRE II

PROGRÈS ET LIBÉRATION

Le progrès ne libère pas l'homme. Il en fait son esclave. Il lui pose toujours de nouvelles et lourdes questions auxquelles il doit donner des réponses laborieuses.

« Il serait absurde, écrit M. Thierry Maulnier, de croire que les progrès humains délivrent l'homme »¹. Et il met sur le compte de cette idée absurde, le désarroi de la pensée contemporaine. Ce désarroi vient « pour une bonne part de la déception avec laquelle celle-ci a dû constater que l'homme ne devait pas se reposer sur ses propres progrès du soin de résoudre pour lui les questions essentielles de la vie »². Ce qui est, à tout prendre, une tendance bien normale. L'homme aime la paresse autant que le loisir et l'on peut se demander si la paresse est autre chose que l'extension du loisir. Avec elle, on fait la semaine de quatre jeudis.

Le progrès ne délivre pas l'homme. Selon M. Thierry Maulnier, « tout progrès de l'homme est une charge nouvelle qu'il assume, un risque nouveau à courir »³. Il pose sans cesse des nouveaux problèmes à l'homme, qu'il doit résoudre afin de s'apercevoir ensuite qu'il a d'autres complications à clarifier et d'autres comptes à régler.

M. Thierry Maulnier combat l'idée fétichiste d'un Progrès grâce auquel l'homme s'élèverait sans effort et qu'il n'aurait qu'à se laisser porter par le progrès qui le mènerait doucement et sans casse-tête, là où il voudrait. Au contraire, pour M. Thierry Maulnier, le progrès est un affreux casse-tête. « Toute

acquisition de l'homme apporte avec elle sa suite de démons imprévisibles, toute lumière apporte sa nuit »⁴.

Le progrès peut même désorganiser toute une civilisation. M. Thierry Maulnier s'en méfie et nous avertit que certains progrès sont susceptibles d'amener des grands reculs. Mais l'Occident se plaît à braver les risques du progrès. Notre auteur met ce plaisir au compte de la folie et de la grandeur du dit Occident. Et pour un peu, il approuverait fort ce qu'il appelle l'inhumaine sagesse des empereurs chinois, qui punirent de mort, pendant des siècles, l'inventeur et son invention. A nous, hommes du XX^me siècle, il nous manque cette sagesse, mais sachons au moins nous défier du Progrès et apprenons une fois pour toutes, qu'à tout ce que nous créons, nous devons faire face ensuite. A cette seule condition, nous pourrions mieux aborder et plus facilement résoudre les problèmes posés par le monde moderne et que le progrès fait surgir à chaque jour que Dieu nous donne. La confusion et l'anarchie sociales nous apparaîtront alors non pas comme le signe de la décadence d'une civilisation, mais comme l'image des difficultés créées par le développement de l'histoire humaine. Celle-ci s'amuse à poser à l'ingéniosité humaine une énigme sans fin. Surtout de nos jours. Nous vivons à une époque que M. Thierry Maulnier appelle de synthèse. L'homme a fait tant d'acquisitions, celles-ci à leur tour posent tant de problèmes, que l'homme doit faire un très grand effort pour les embrasser dans leur totalité. La conscience de l'homme est alors aux prises avec des difficultés qui la dépassent. Il en agrandira l'importance et fera d'une époque exceptionnelle mais non sans précédent, une époque unique, sans analogue.

Devant ces difficultés, l'homme de pensée est tenté de vouloir les saisir en une vaste synthèse. « Le catastrophisme de Spengler, annonçant le déclin de l'Occident, le millénarisme de Marx, dévoilant dans les conflits économiques qui affrontent les classes le choc qui mettra au jour une humanité nouvelle et définitivement libérée, n'expriment pas autre chose que cette tendance naturelle de la poussée humaine à amplifier religieusement les énigmes d'un monde qu'elle ne domine pas encore »⁵.

⁴ *Op. cit.* Page 16.

⁵ *Op. cit.* Page 17.

Devant l'énorme acquisition de l'âge industriel, l'homme s'étonne de son désarroi et ne sait en trouver la cause. M. Thierry Maulnier lui fournit, en bon samaritain, les explications nécessaires. A son avis, l'origine de ce désarroi humain se trouve dans le fait que l'homme n'a pas encore réfléchi que « de nouvelles techniques et de nouvelles conditions de vie ne créent pas d'elles-mêmes une pensée et une société qui les dominent »⁶. Pour un peu, il dirait : politique d'abord, en ajoutant que le trouble mondial vient de ce que l'homme n'a pas payé par un dur labeur de synthèse, ses découvertes multiples et ses inventions ingénieuses.

Il manque à l'homme occidental une nouvelle synthèse de vie. Les transformations que l'homme a apportées à cette vie le dépasse. Il est, à leur égard, mû par des considérations contradictoires. D'une part, il fait attribuer à ces événements un caractère surnaturel. D'autre part, l'homme a de la défiance envers cette raison qui ne lui donne plus la possibilité d'êtreindre la réalité et de comprendre l'immense révolution qu'il vient de faire. Cette « impuissance de la raison se traduit par le *ressentiment* à l'égard de la raison elle-même ». Il y a, incluses dans cette phrase, toutes les critiques que Thierry Maulnier fait — et que nous avons déjà exposées — au nationalisme pour son absence de raison.

Le marxisme, mieux que tout autre, a relevé, selon M. Thierry Maulnier, cette impuissance actuelle de l'intelligence. Il a fait la critique de l'idéalisme dans le but de rendre à l'esprit humain son ancienne puissance de faire l'histoire. La critique marxiste « est l'acte d'accusation dressé contre une pensée qui s'enferme en elle-même, se contemple elle-même, et, satisfaite de l'univers facile des spéculations éternelles, abandonne l'histoire et le destin du monde aux puissances bien réelles devant lesquelles elle s'efface, sous prétexte de les dédaigner »⁷. De ce divorce de l'intelligence et du monde est sortie la réaction du matérialisme historique et celle de l'irrationnalisme qui est à la base du nationalisme moderne.

Comme le dit si bien M. Thierry Maulnier, « l'impuissance de la pensée devant la destinée réelle et actuelle des hommes a

⁶ *Op. cit.* Page 18.

⁷ *Op. cit.* Page 19.

eu ce résultat que les hommes, se détournant de la pensée, ont cherché dans le pragmatisme empirique et le mysticisme le moyen de résoudre les problèmes devant lesquels l'intelligence les laissait sans armes. Le recours à l'Action, à la Race, au Sang, au Chef prédestiné, à la mission supérieure d'un peuple, tout l'attirail suspect du nationalisme moderne ne sont pas autre chose que les substituts de l'intelligence défaillante, l'appel de l'homme aux ténèbres pour ressaisir la maîtrise d'un monde où la raison est impuissante à le guider ».

Là, nous arrêtons M. Thierry Maulnier. Deux objections se lèvent. D'abord la critique qu'il fait du nationalisme moderne peut être tournée contre le nationalisme maurrassien, tout positiviste qu'il se veuille. Car la doctrine monarchique aussi est une théorie de la Race et du Sang, du Chef et de l'Action. En conséquence, elle aussi serait irrationnelle.

Ensuite, il nous semble que, dans l'essai intitulé « Au-delà du Nationalisme », M. Thierry Maulnier n'a pas très bien saisi le véritable aspect des choses. Il part en guerre contre l'idéalisme, et cela se voyait dès la publication de son autre essai : « Les Mythes socialistes ».

« Qui nous délivrera de l'idéal », s'écrie notre auteur.

Mais personne ! En outre, croit-il être si loin de l'idéalisme qu'il critique. Il en est bien plus près qu'il ne le croirait si on le lui disait.

M. Thierry Maulnier s'imagine probablement que ce qui le sépare de l'idéalisme ce sont des différences de nature. En réalité, il s'agit de quelques simples et modestes différences de degré.

Qu'est-ce que l'idéalisme du siècle passé, selon ce maurrasien ? C'est la Pensée sans l'Action. Mais qu'est-ce que le nationalisme irrationnel, mystique et pragmatique de nos jours ? C'est l'Action sans la Pensée. Ainsi le fascisme aurait des bonnes jambes mais pas de tête. Il ne saurait d'ailleurs qu'en faire.

Entre cet idéalisme et ce nationalisme s'insère ce qu'on pourrait appeler, avec beaucoup d'indulgence, la pensée de M. Thierry Maulnier. Elle veut marier la Pensée et l'Action ; elle est à mi-chemin de l'idéalisme au nationalisme. Quelques degrés seulement la séparent de l'une ou de l'autre.



Pour M. Thierry Maulnier, « de toutes les positions politiques modernes, le marxisme est loin d'être le plus sommaire ou le plus fragile. Auprès des bavardages stériles de ses adversaires, auprès de certains appels inutiles et indéfiniment répétés à la « réconciliation des classes », à la bonne volonté, à la morale, au patriotisme, il fait figure de grande création de l'esprit »⁸.

Après ce coup de chapeau tiré au marxisme, notre auteur entonne une critique en règle et du marxisme et du nationalisme moderne. Nous exposerons ailleurs la critique du marxisme. Ici nous nous contenterons de passer en revue celle des nationalismes. Pourquoi ? Quel lien a ce chapitre qui doit traiter du Progrès et de la libération avec celui du nationalisme ? N'est-ce pas un non-sens ? Pas tout à fait, car dans la pensée de M. Thierry Maulnier les nationalismes ne sont que le signe de l'impuissance de l'intelligence humaine à étreindre les multiples difficultés nées du progrès économique.

M. Thierry Maulnier veut dépasser le nationalisme, il veut aller au-delà. Dans quel sens doit-on prendre ces expressions ? On peut leur trouver deux sens. Elles peuvent, tout d'abord, vouloir dire : aller du nationalisme à l'humanité. Mais il y a une autre signification qu'a déjà donnée M. François Perroux dans un numéro de la revue « Esprit » et qui ressort d'ailleurs du contexte de l'ouvrage : mettre l'accent sur le nationalisme économique et social. Mais une question se pose : peut-on faire cela sans danger aucun ? Nous en doutons fort et voici pourquoi : l'économique signifie organisation et rationalisation. Le nationalisme économique pousse au rationalisme économique. Or la raison ne fait pas très bon ménage avec le nationalisme. De toutes façons le rationalisme économique sera enclin à dépasser les frontières étroites de la nation. Si l'on veut organiser l'économie, se dira-t-on, pourquoi le faire seulement de l'économie nationale ? Pourquoi ne pas organiser l'économie mondiale ? Si la production en grand donne le meilleur rendement et s'il faut chercher à tout prix cette production en série, on doit constater que l'économie mondiale mettra sur pied une production plus grande que ne le ferait l'économie nationale. On serait

⁸ *Op. cit.* Page 19.

alors enclin, afin d'avoir un accroissement de rendement, à prêcher une organisation de l'économie sur des bases mondiales. *Le rationalisme économique conduit à l'universalité.*

Il le fera d'autant mieux que, pour lui, *les nations sont interchangeables*. Exempt des préjugés historiques, chauvins et nationalistes, le rationalisme économique ne voit pas pourquoi l'on préférerait une nation à une autre. N'ayant pas à sauvegarder des erreurs historiques, n'ayant pas non plus la risible prétention d'une mission mystique à remplir, le rationalisme économique ne sera pas obligé à établir des degrés de préférence ou des hiérarchies entre les diverses nations. *Le rationalisme économique tue le nationalisme.* Il voudra dépasser la nation pour se réaliser pleinement dans l'humanité.



La raison refuse le nationalisme. Elle veut le dépasser. Pour ce, elle doit, après l'avoir utilisé, le rejeter. Ce sera bien ainsi, et pour tout le monde.

Quant à M. Thierry Maulnier, il veut qu'on dépasse le nationalisme, mais non pas que l'on n'en tienne pas compte. Repousser le nationalisme serait, à son avis, une position utopique et anti-historique. Il faut bien prendre en considération ces nations qui existent et cette conscience nationale qui s'affirme avec force. On peut, d'après notre auteur, aimer les époques où le nationalisme n'existait pas, mais à notre époque il faut compter avec lui. Comme la politique se fait avec des forces vivantes, comme la nation en est une, on doit bien considérer de près le nationalisme. Celui-ci peut bien ne pas être l'idéal, il n'en est pas moins le réel. Peut-être que ce nationalisme « ne donne pas une réponse aux problèmes présents du monde, on a même le droit d'estimer, ajoute M. Thierry Maulnier, que les sociétés modernes, auxquelles il a donné naissance, sont moins équilibrées, moins humaines, ou moins sages que d'autres sociétés disparues. Mais ces sociétés disparues ne renaîtront pas. Le jour où l'on constate des imperfections dans le système astronomique de Copernic, ce n'est pas une raison pour revenir au système de Ptolémée »⁹.

⁹ *Op. cit.* Page 8.

Nous souscrivons avec empressement aux derniers mots de cette phrase. Malheureusement les amis politiques de M. Thierry Maulnier ne le feront probablement pas avec la même joie. Non seulement, en préconisant l'économie artisanale, ils se refusent à la grande production, mais sans vouloir dépasser le nationalisme, comme pourrait le leur conseiller M. Thierry Maulnier, ils veulent faire un retour en arrière et prendre comme idéal à imiter la corporation des ancêtres.

Quoiqu'il en soit, M. Thierry Maulnier ne pense pas moins que la nation est le seul mode d'existence de la communauté humaine en Occident et toute solution des problèmes sociaux comme tout essai d'organisation sociale doivent se fonder sur cette base qui paraît inébranlable à notre auteur, et qu'est la nation. Les programmes de rénovation humaine et sociale doivent se baser « sur ce « je suis » de la conscience nationale opposé à toutes les rêveries politiques ». Autrement on s'exclut de l'histoire. Pas moins.

Sur ce chapitre du nationalisme et des difficultés sociales actuelles, M. Thierry Maulnier est quelque peu pessimiste. Pour lui, « il n'est pas certain que la civilisation érigée au cours des trente derniers siècles par l'homme, puisse triompher de ses actuelles contradictions et s'élever à une organisation meilleure ». Oserons-nous faire une confidence, nous dirons que M. Thierry Maulnier voit en noir la situation. Car de toute façon, l'homme saura la dominer. Avec ou sans solution positive, c'est-à-dire nationaliste, comme le veut notre auteur, peu importe. Selon notre auteur, l'humanité ne pourra remonter la pente qu'en suivant un itinéraire positiviste. Mais il oublie de nous dire que parfois la politique positive peut apparaître comme une utopie. En effet, s'il est vrai que le positivisme est rationnel, et que d'autre part la raison est humaine parce qu'universelle et nullement nationaliste, il résulte qu'une politique positive est celle qui se refuse au nationalisme. Mais dans le siècle où nous vivons et qui voit la libération de tant de forces obscures, irrationnelles et nationalistes, recommander une politique humaine c'est faire figure d'homme déraisonnable et peu positiviste. Cependant, la raison se perd au milieu de cette ébullition de forces instinctives. Heureusement, il lui reste encore la fuite et l'attente des temps meilleurs. Ces temps ne sont pas, pour notre auteur, certains. Pour nous, ils sont *fatals*. L'humanité a

trop de sagesse cachée et de force raisonnable pour ne pas venir un jour à bout de ce qui l'importune. Qu'on ne voie pas là l'expression d'une confiance déraisonnée dans le progrès humain et technique ; elle n'est même pas raisonnée, elle est sensée.

La technique est un réservoir illimité des forces salutaires. On n'a qu'à y puiser. Et si on ne le fait pas ? Précisément, la technique nous y oblige ; elle est trop forte. Ne dit-on pas que l'homme est devenu l'esclave de la machine. Dans ce cas, et si vraiment cette situation heureuse existe, on ne voit pas pourquoi l'homme ne serait un beau jour contraint d'être sage. Ce sera sa meilleure journée.

Mais faut-il d'abord que le nationalisme fasse place nette à la raison. M. Thierry Maulnier ne voudrait pas que la raison viole beaucoup trop la nation. Mais le nationalisme est fait pour cela. Car si on ne le fait pas avec lui, c'est lui qui le fera avec la raison. Quoique puisse penser notre auteur, le nationalisme est le prisonnier de l'instinct. Il est difficile, sinon impossible, de le sauver de cette tare originelle. Le détacher de l'instinct c'est lui faire perdre sa raison d'être et le perdre lui aussi, par-dessus le marché, avec sa raison qui n'en est pas une.

Peut-être la raison ne doit-elle pas nier, encore moins négliger, le nationalisme. Elle doit le connaître pour mieux le mâter. Ou alors il n'y aura plus d'issue heureuse pour l'humanité. Elle a déjà dépassé le stade de la cité antique ; elle doit laisser, et définitivement, en arrière, la période des nations. Le plus tôt possible sera le mieux. L'humanité pourra s'organiser d'une manière plus rationnelle, la paix permettra à la production d'accroître paisiblement son rendement et l'homme pourra donner une meilleure utilisation à ses forces. En tout cas, plus pacifique que de coutume.

La guerre et la nation sont choses irrationnelles. On peut en passer, mais qu'on se hâte de les dépasser. Pour la raison, le nationalisme est une étape à brûler.

CHAPITRE III

LA LUTTE DE CLASSES

M. Thierry Maulnier fait la critique du marxisme et du nationalisme moderne qu'il voit instinctif et qu'il croit pouvoir rendre rationnel. C'est là que gît le problème. Nous croyons quant à nous qu'il est impossible et pas seulement difficile de rationaliser le nationalisme. Il est fait pour heurter la raison.

Jusqu'ici nous avons exposé seulement la critique du nationalisme, selon M. Thierry Maulnier. Nous allons compléter cette exposition par celle qu'il fait du marxisme. Cela ne veut pas dire qu'on ne parlera plus du nationalisme, mais on ne le fera qu'incidemment. La discussion du nationalisme est close, du moins pour ce qui est l'essentiel. Cette critique du nationalisme a servi comme introduction à l'étude sur le marxisme et les difficultés sociales. Qui veut aller au-delà du nationalisme doit bien parler de celui-ci, ne serait-ce que pour ne pas démentir le titre.

*
**

Il ne s'agit pas à proprement parler, pour M. Thierry Maulnier, de la doctrine des luttes de classe, mais plus simplement de constater le *fait* de la lutte des classes. Il ne s'y attarde pas dans le souci d'un vain réalisme, mais pour mieux se quereller avec les conservateurs.

Selon M. Thierry Maulnier, la société libérale crée la lutte des classes. M. Maurras ne dirait pas mieux, mais il s'exprimerait autrement. C'est une différence de langue, et non pas de principes. M. Maurras parle le français qu'il a appris, et M.

Maulnier le sien. M. Maurras dirait que la société libérale et démocratique sème la discorde avec ses compétitions et ses partis. L'érudit d'études économiques et marxistes, M. Thierry Maulnier emploie un langage plus particulier, plus technique et probablement plus précis. Là où M. Maurras se contenterait de dire : les partis, son bon disciple, avancé en études sociales, écrirait : lutte des classes. Les générations se succèdent et parfois se ressemblent.

Cette lutte des classes provoquée par la société libérale et issue de l'essor industriel occidental, est méconnue, s'écrit Thierry Maulnier, par la pensée conservatrice. À écouter les conservateurs, on croirait que la lutte des classes a été créée par les agitateurs socialistes et non pas par les conditions sociales. « Ainsi, par un étrange renversement de l'ordre naturel des choses, on attribue à la doctrine dont le prolétariat s'est armé pour faire front dans la lutte économique, la responsabilité même de cette lutte, et les défenseurs du régime libéral capitaliste en sont venus à reprocher au socialisme la lutte des classes, comme si c'était le socialisme, et non ce régime libéral-capitaliste qui l'avait créé ». Cela confond M. Thierry Maulnier.

À l'idée de lutte des classes, les conservateurs et autres défenseurs du régime actuel opposent l'idée de réconciliation des classes. Notre auteur s'insurge vivement contre cette façon d'envisager les choses. À son avis, la lutte des classes n'est pas une *idée*, elle est un *fait*. Elle n'a pas été créée par les théoriciens socialistes, mais par la société. C'est en agissant sur celle-ci plutôt que sur les idées de ceux-là que l'on mettra fin à l'épuisante lutte sociale.

D'après notre auteur, croire, comme le font les conservateurs, que les classes pourraient se réconcilier sur le plan sentimental, c'est nier la réalité des luttes des classes. Quelques effusions ou embrassements ne mettront pas fin aux malheurs sociaux. Les socialistes, de leur côté, ont raison de douter de l'efficacité de cette méthode et de se demander si cette réconciliation des classes que l'on tente n'a pas pour but de consolider les privilèges de la classe possédante.

« La vertueuse indignation des détenteurs de la puissance capitaliste aux seuls mots de lutte de classes, l'incroyable naïveté avec laquelle tant d'hommes qui se disent les adversaires de cette puissance tombent dans le piège grossier de la réconci-

liation, illustrent mieux que tout autre exemple la thèse, chère aux théoriciens du socialisme, selon laquelle la morale idéaliste fait hypocritement le jeu d'une classe toute puissante en fermant les yeux sur ses privilèges et constitue par conséquent entre ses mains un excellent instrument de domination ».

Reconnaître, non pas l'idée d'une lutte de classes, mais le fait de la lutte des classes, c'est plus ou moins constater que l'organisation sociale est tellement défectueuse qu'elle permet à une classe d'accroître sa puissance au détriment d'une autre, ce qui pousse cette dernière à la résistance. Ce sont donc des conditions matérielles et non pas idéales qui provoquent la lutte des classes. Pour y mettre fin, il ne suffit pas d'agir sur les volontés et sur les consciences, mais sur la structure sociale elle-même, en la transformant. Toute autre solution, sentimentale par exemple, des antagonismes sociaux n'est qu'hypocrisie, ou aveuglement. La réconciliation des classes ne serait alors que duperie.



L'explication idéaliste que l'on donne de la lutte des classes est, pour M. Thierry Maulnier, une explication paresseuse. En réalité, le conflit social est trop sérieux pour se prêter à ces jeux faciles.

La lutte des classes est liée à la structure sociale elle-même ; elle n'est pas le fait de quelques agitateurs. Cet antagonisme qui est déjà par lui-même très sérieux ne doit pas être amplifié outre mesure. Il ne faut pas en faire un principe général du développement de l'histoire humaine, ou un moyen d'affranchissement total et définitif de l'humanité. La lutte des classes n'est pas la loi universelle de l'histoire.

Marxistes et conservateurs ont gravement péché contre les faits, les premiers en donnant une valeur universelle à la lutte des classes, les seconds en ne lui accordant aucune importance. Ceux-ci ont nié le *fait*, n'y voyant qu'une agitation d'idées ; ceux-là ont exagéré le sens des antagonismes sociaux ; les conservateurs l'ont réduit à l'extrême, les marxistes l'ont étendu comme les grenouilles de la fable. Ces interprétations sont deux formes de fétichisme politique.

La pensée révolutionnaire considère les antagonismes collectifs comme la loi de l'histoire humaine ; et les conservateurs les considèrent comme gratuits. Entre ces deux explications également erronnées parce qu'excessives, il y a, nous dit M. Thierry Maulnier, place pour une troisième interprétation, plus juste et plus pondérée. Celle-ci donnerait à la lutte des classes une plus grande valeur que ne le font les conservateurs et une également erronnées parce qu'excessives, il y a, nous dit M. Thierry Maulnier procède par soustraction et addition. Il diminue ce qu'il y a d'exagéré dans le socialisme et fait révéler aussi combien le conservatisme est étroit.

La position de M. Thierry Maulnier se trouve être celle-ci : il ne croit pas à la *nécessité* des antagonismes sociaux, mais il connaît leur caractère de *réalité*. Il y a bien là une nuance. Reconnaître, en effet, que ces luttes de classes sont réelles mais non pas nécessaires, c'est affirmer qu'elles existent mais aussi qu'elles peuvent disparaître.



Ce qui s'est passé à l'occasion de l'interprétation du phénomène de la lutte des classes, se répète pour ce qui est d'expliquer le nationalisme. Là aussi, marxistes et conservateurs en viennent aux mains. Et là aussi ils mutilent la réalité ; ils se prononcent contre les faits, en niant ce qui les dépasse. Les conservateurs attribuent au fait national un caractère de nécessité ; les socialistes et les marxistes y voient l'effet des intrigues capitalistes. Ni les uns ni les autres ne donnent des mouvements nationalistes contemporains une explication juste et des raisons valables. Ils font avec le nationalisme, et en sens inverse, ce qu'ils ont fait avec la lutte des classes. Cette fois-ci ce sont les socialistes qui voient dans le phénomène nationaliste une chose gratuite, et les conservateurs un phénomène nécessaire. Leur position actuelle est absolument contraire à celle de tout à l'heure.

Certes, M. Thierry Maulnier ne nie pas l'utilisation que les possédants peuvent donner à l'exaltation de l'idée nationale. Il reconnaît sans peine que les possesseurs de la puissance économique voient dans l'enthousiasme national un moyen de détourner les esprits de la lutte des classes et de leurs coffres-

forts. « Mais l'utilisation que fait une classe de la nation ne saurait autoriser à considérer la nation comme créée de toutes pièces à son profit »², fait justement remarquer M. Thierry Maulnier. La nation est un phénomène consistant et il n'est pour le voir que de constater les défaites innombrables infligées par les nationalistes au socialisme révolutionnaire. A telle enseigne, que le marxisme a dû pactiser avec le nationalisme et accepter la nation comme un fait irréductible. Cette conversion ne paraît pas bien sincère à M. Thierry Maulnier. Le marxisme fait du nationalisme verbal. « Il ruse avec l'idée nationale et avec le fait national comme avec des forces incompréhensibles ; il n'a pas cherché à les assimiler réellement, c'est-à-dire à les comprendre »³. C'est qu'il ne le pouvait pas. Le marxisme se veut rationaliste et le nationalisme ne l'est pas.

*
**

Qu'il s'agisse de la lutte des classes ou du fait nation, les collectivistes et les conservateurs n'ont que partiellement raison. Soit parce qu'ils exagèrent, soit parce qu'ils sont en deçà de la réalité, ils ne possèdent pas toute la vérité. Chez les uns comme chez les autres, on trouve « la même tendance de l'esprit à délimiter arbitrairement la réalité, à la mutiler d'une partie de la substance essentielle, à la simplifier pour se la rendre intelligible »⁴. Notre auteur y voit le trait distinctif de la raison vulgaire ; elle refuse ce qui la dépasse. Le conservateur refuse le fait social ou ne l'avoue que du bout des lèvres ; le marxiste le fait national. Si l'un avait tenu compte de ce qui fait la force de l'autre et l'aurait introduit dans ses calculs, il aurait eu la conscience de s'affaiblir. « Pour la pensée bourgeoise comme pour la pensée prolétarienne, nier ce qu'elles ne peuvent expliquer est une condition de l'efficacité »⁵. Mais c'est aussi un vice, toujours selon M. Thierry Maulnier. Il se retrouve aussi bien dans les analyses bourgeoises que dans les analyses prolétariennes, chez les individualistes comme chez les matérialistes. Chacune de ces analyses ou doctrines est erronée ou

2 *Op. cit.* Page 44.

3 *Op. cit.* Page 44.

4 *Op. cit.* Page 45.

5 *Op. cit.* Page 45.

insuffisante par quelque côté. L'erreur des théories individualistes fut d'asseoir la société humaine sur l'association librement consentie des volontés personnelles, bref, sur le contrat. L'erreur des thèses sociologiques fut de faire de la société une entité autonome et la seule réalité valable ; elle est antérieure à l'individu. Dans le premier cas c'est l'individu qui conditionne la société et qui lui est antérieur, dans le second c'est la société qui détermine l'individu, en en faisant un simple produit du milieu social. Le premier groupe de doctrines pêche par la liberté et le second par le déterminisme. Ni l'un ni l'autre n'ont pas tout à fait raison.

L'explication individualiste et l'explication matérialiste de la société humaine sont incomplètes ; la vie sociale n'est pas que volonté et libre conscience, elle n'est pas non plus uniquement matérialiste. L'idéalisme individualiste et le matérialisme historique sont partiellement faux parce qu'exagérés. D'où vient cet excès ? De l'excès même de l'esprit d'analyse. L'idéalisme et le matérialisme sont des abus de la logique analytique. « Essentiellement analytiques, — puisqu'ils consistent l'un et l'autre dans la dissociation d'un des éléments de la réalité humaine vivante, érigés ensuite en principe général d'explication — ils ne peuvent envelopper l'irréductible complexité de la vie sociale, l'appréhender synthétiquement »⁶.

M. Thierry Maulnier propose de composer les thèses de l'idéalisme et du matérialisme. Certainement l'analyse discerne à *tous* les moments de la vie sociale le consentement des hommes, inversement, la société a ses déterminantes qui s'imposent à la conscience libre. La vie collective n'est pas qu'individualisme, elle n'est pas que déterminisme. Ces deux vies, la collective et l'individuelle, forment deux réalités distinctes mais inséparables.

L'idéalisme individualiste et bourgeois comme le déterminisme collectiviste de Marx diffèrent par les conclusions auxquelles ils aboutissent, mais, note M. Thierry Maulnier, dans leurs démarches, ils suivent la même méthode, ils sont mûs par le même esprit dans l'application de l'histoire. Tous les deux sont des monismes. Ils réduisent à un élément simple une réalité complexe. Mais ils ont tort. Car il est impossible de réduire à

l'unité la complexité sociale. Pour notre auteur, « nulle part, il n'y a de société humaine créée par l'individu ; nulle part, il n'y a d'individus qui soient les produits de la société »⁷. Bref, il n'y a pas d'unité. Et l'on doit voir dans ce dualisme qui est au fond de la pensée de M. Thierry Maulnier une influence maurrassienne. Charles Maurras aussi est hanté par cette dualité foncière des choses, tout monarchiste qu'il soit.

Il faut, nous dit l'auteur de « Nietzsche », connaître la vie humaine dans toutes ses dimensions, sous tous ses aspects, tâche à laquelle idéalisme et matérialisme firent défaut. Ils ont voulu réduire à l'unité un antagonisme irréductible. Tout au contraire, pour M. Thierry Maulnier — et nous insistons sur ce trait parce qu'il est très caractéristique de la pensée de notre auteur — *la vie sociale est un composé d'antinomies en équilibre*. Et selon lui encore, *il n'y a pas d'harmonie sociale naturelle*.

« L'histoire des sociétés humaines est parcourue tout entière par *le plus permanent des antagonismes humains*, celui qui astreint tout homme à vivre dans une communauté sociale étroite une vie d'individu autonome et différent »⁸. Ces sociétés sont pleines de contradictions. L'homme y trouve non seulement une *collaboration*, mais aussi une *opposition*. La vie sociale permet à l'individu de s'épanouir, mais elle tend aussi à l'opprimer. Le lien social est fait par les individus, mais il est détruit par les individus.

En conclusion, M. Thierry Maulnier propose de restaurer les formes individuelle et sociale de la vie humaine dans leur unité comme dans leur antagonisme primitif. Cette idée est bien mal à sa place dans le texte d'un contre-révolutionnaire. Elle est assez éloignée de la philosophie des compositions sociales de Charles Maurras. Ce n'est pas que Charles Maurras les nie, mais il voudrait les étouffer plutôt que les restaurer, tout dualiste qu'il soit, et parce que monarchiste.

*
**

La lutte des classes n'est pas la loi universelle de l'histoire. Elle n'est qu'un cas particulier des antagonismes sociaux. Telle est la doctrine de M. Thierry Maulnier.

⁷ *Op. cit.* Page 50.

⁸ *Op. cit.* Page 52.

Si l'antagonisme est la loi du monde, on comprend que la lutte des classes, qui est un antagonisme particulier, ne soit qu'une petite partie de cette querelle universelle.

Pour le voir, il faut d'abord se délier des systématisations faciles, se méfier des principes uniques d'explication. Or, si l'on jette, sur la société, un regard curieux et averti, on verra que toute société est soumise à des forces de construction et de dissociation, et qu'elle lutte contre ses principes destructeurs. « Par sa nature même, toute société est soumise à des efforts internes qui tendent à sa dissolution ; par sa nature même, toute société affirme son unité de façon active et positive contre les forces de dissociation »⁹.

Les luttes de classes peuvent transformer l'histoire humaine, elles ne suffisent pas à *la faire*. Comme le dit si bien M. Thierry Maulnier, « ces conflits peuvent modifier profondément la destinée historique d'une communauté, ils ne rendent pas compte de son existence »¹⁰.

Ces conflits amènent la répartition des individus en classes. Il s'agit de savoir si cette division sociale a plus de réalité que la répartition des individus en nation. M. Thierry Maulnier ne le croit pas. L'association des hommes selon leurs intérêts économiques ne lui paraît être ni la forme primitive, ni la forme la plus complète de la société humaine. Bien plus, au cours de l'histoire, ces associations économiques apparaissent bien instables. Elles sont moins profondes et plus sommaires que les associations nationales.

**

Il se peut, nous dit M. Thierry Maulnier, que la lutte des classes soit une constante de l'histoire, mais rien ne prouve qu'elle seule détermine l'histoire. Bien plus, à son avis, la lutte des classes n'est pas un fait déterminant de l'histoire, mais un fait déterminé ; les antagonismes sociaux sont le produit et non le moteur de l'histoire. Pourquoi ? Parce que la société est une unité complexe, tissée de contradictions et menacée de métamorphoses incessantes, mais unité cependant. Il s'ensuit que pour durer, le mode d'organisation où s'exprime la solidarité

doit être plus fort que le mode d'organisation des antagonismes sociaux. « Dès lors, la naissance et l'opposition des classes dans la lutte économique ne peut plus être considérée comme un fait déterminant, mais comme un fait déterminé de l'histoire »¹¹.

Comme la nation est plus forte et mieux organisée que la classe, il serait difficile de croire que les conflits nés des seules conditions du travail suffisent à détruire la communauté nationale. Sans doute, ces conflits affaiblissent la société, mais celle-ci a assez de forces pour leur résister et les surmonter. Car les forces ouvrières ne sont pas les seules.

Mais d'où vient, dans le système marxiste, cette explication abusive de l'histoire par la lutte des classes ? Elle dérive de ce que Marx explique la société par les modes de production. Il était donc normal que si l'on ne donnait leur part aux producteurs, ceux-ci se heurtassent à la société en un très dur conflit.

Cependant cela ne veut pas dire que ces conflits soient tout dans la société. M. Thierry Maulnier s'élève contre cette généralisation hâtive, contre ces schémas approximatifs. Pour lui, la société humaine est plus complexe que Marx ne l'imagine. La communauté humaine n'est pas, pour l'auteur de « Nietzsche », une société économique, mais une société *biologique*. L'homme n'obéit pas qu'aux rapports économiques, mais ceux-ci obéissent à la loi biologique de la vie en société. Les activités économiques sont subordonnées aux formes sociales.

Le moindre reproche qu'on pourrait faire à cette idée de M. Thierry Maulnier c'est qu'elle n'est pas très précise. Que veut dire « société biologique » ou encore « loi biologique de la vie en société », ou bien la « forme sociale » ? Autant de mots vagues, des termes sans consistance, des grües métaphysiques. Que veulent dire toutes ces étiquettes ? Que l'économique ne doive pas prendre le pas sur les autres modes de l'activité sociale, ce qui paraît monstrueux à M. Thierry Maulnier ? D'accord, mais pourquoi sentir le besoin de se perdre dans des mots sans raison ?

CHAPITRE IV

LA LUTTE POUR LA PUISSANCE SOCIALE

Après la lutte des classes, la lutte pour la puissance dans la société. Ce deuxième terme a, dans la pensée de M. Thierry Maulnier, un sens plus général que celui donné par Marx au concept de la lutte des classes.

Pour notre auteur, les conflits sociaux ne naissent pas de la volonté des groupes humains à conquérir ou conserver *seulement* le bien-être matériel, mais de leur volonté de s'affirmer dans *tous* les domaines de l'activité sociale. La sphère de la notion « lutte pour la puissance » est plus large que celle de la lutte des classes. C'est une formule totalitaire. Ceci dit, exposons cette doctrine et les démarches employées par l'auteur pour aboutir à de pareilles conclusions.



Dans un monde ancien, chargé de vieilles forces, des nouvelles forces se sont développées depuis le dix-neuvième siècle. Ces nouvelles forces se sont vues dans l'obligation de compter avec leurs devancières. Elles n'ont pas trouvé le vide à leur avènement. « De là résulte qu'elles n'ont pu donner naissance à des antagonismes économiques purs, à des problèmes économiques purs »¹.

La concurrence capitaliste, l'organisation des marchés, la bataille pour les dits marchés, ne se sont pas déroulées dans un monde vidé de sa substance antérieure, à seule fin de laisser place libre à la seule guerre économique des classes. « L'inter-

1 *Op. cit.* Page 70.

nationalisme capitaliste a dû compter avec la volonté de puissances qui n'était pas d'essence économique, des collectivités nationales ; la puissance économique des maîtres de la grande industrie a dû compter avec la structure encore solide du vieil Etat juridico-politique ; l'instinct de révolte du prolétariat avec l'esprit de résignation des vieilles croyances ; la lutte des classes, avec les vieilles réactions instinctives et sentimentales, du patriotisme qui groupaient les classes unies dans le cadre national en cas de péril extérieur » ². Les puissances économiques ont dû rabattre leur superbe.

La preuve de ce que l'on vient d'avancer, M. Thierry Maulnier la trouve dans ce fait que nulle part au monde le capitalisme n'a été assez fort pour pouvoir réaliser sa forme parfaite qui serait le libéralisme pur. « Sa tendance naturelle à effacer les frontières économiques, à délaisser les terres pauvres en ressources et à concentrer le maximum des moyens industriels là où les matières premières et la main-d'œuvre permettaient les profits les plus grands, s'est heurtée au besoin d'équilibre et de sécurité des vieilles collectivités nationales. Les démocraties libérales elles-mêmes, où les maîtres de l'économie nouvelle avaient pourtant acquis une puissance presque illimitée, ne consentirent pas en général, à ruiner complètement leur vieille économie rurale et à accepter de dépendre entièrement de pays étrangers pour des produits d'utilité vitale, sous le prétexte que ces produits pouvaient être obtenus à meilleur compte ailleurs ; et l'internationalisme économique et politique, doctrine exactement adaptée aux besoins du grand capitalisme occidental, a connu un déclin presque aussi rapide que sa fortune, et n'a pu vaincre, ni même menacer sérieusement la puissante structure des sociétés nationales » ³.

Ces constatations permettent à M. Thierry Maulnier de tirer une conclusion qui est parfaitement dans la ligne de la doctrine maurrassienne et de la Contre-Révolution. Elles prouvent, ces constatations, que la nation n'est pas la superstructure du régime capitaliste, mais le legs d'une société antérieure, pré-capitaliste. Elles prouvent encore que même à leur apogée, les nouvelles forces économiques n'ont pas eu, dans leurs démarches, toute la liberté. Elles étaient gênées aux entournures.

² *Op. cit.* Page 70.

³ *Op. cit.* Page 71.

Les vieilles forces nationales ne se sont pas laissées abattre. Elles ont répondu en faisant surgir les autarchies. Pour M. Thierry Maulnier, *la naissance des autarchies signifie la victoire des vieilles communautés nationales sur les principes du libéralisme*. L'Etat national, loin de se soumettre à l'état économique s'est souvent opposé à lui. En Allemagne, en Italie, on a vu faire des efforts non pas tant pour augmenter le rendement économique que pour assurer l'indépendance du pays. On s'est attaqué à des cultures déficitaires dans le seul but de rendre le pays indépendant des blés canadiens, du pétrole de Mésopotamie, du caoutchouc tropical, etc... Bref, l'organisation sociale en vue de la seule production économique a dû compter avec les anciennes forces historiques. Ainsi les données économiques ne sont pas les seules à déterminer l'histoire et l'interprétation marxiste de l'histoire par les seules données économiques est insuffisante. Dire, par exemple, que la raison des conflits guerriers est de nature économique, c'est assurément commettre une erreur. Dire que les Croisades ont été menées *afin* d'ouvrir les voies commerciales de l'Orient, c'est encore une erreur. Sans doute, les Croisades ont eu pour *conséquence* l'ouverture de nouveaux horizons économiques, mais leur *but* était autre. Marx met au *début* ce qui doit être mis à la *fin* ; il place un phénomène à l'*origine* alors qu'il est à l'autre *bout* de la chaîne historique. Comme le dit M. Thierry Maulnier, « le marxisme est sur ce point victime d'une des erreurs qui lui sont les plus familières, celle qui consiste à transporter arbitrairement les *résultats* d'un événement historique à l'*origine* de cet événement, comme si au cours de l'histoire les *résultats finaux* des actes humains et des décisions collectives n'étaient pas la plupart du temps, extrêmement différents des *résultats escomptés*, sans qu'il fût nécessaire d'imaginer, pour expliquer cette divergence, la duplicité ou la manœuvre mystificatrice des chefs des peuples » ⁴.

En un mot comme en cent, les résultats *obtenus* ne sont pas toujours les résultats *voulus*. Les confondre c'est arriver à des absurdités. Par exemple, « penser que les rois et les barons d'Occident, en menant les chrétiens à la délivrance de Jérusalem, tendaient surtout à ouvrir les voies commerciales de

4 *Op. cit.* Page 76.

l'Orient, sous prétexte que ces voies se sont trouvées ouvertes après les Croisades, est à peu près aussi absurde que de supposer, par exemple, que les croisés avaient pour but d'aller chercher en Orient et d'acclimater en Europe l'arc brisé persan pour en faire les cathédrales gothiques, — ce qui fut un des résultats historiques réels de leurs expéditions »⁵.



Nous avons déjà dit quelle importance la lutte des classes a dans la pensée de M. Thierry Maulnier. Des conflits sociaux et par un processus d'extension compréhensible, il est passé à l'étude des conflits tout court. Il donne de la guerre une interprétation qui vaut la peine d'être exposée.

Une objection nous retient toutefois : quel lien peut-il y avoir entre la guerre et l'économie et par conséquent les raisons que nous avons d'exposer dans un ouvrage d'économie une théorie guerrière ? On se rappelle que pour Charles Maurras un accroissement des bases économiques augmentait les chances de guerre. Là, on saisit facilement les relations qui peuvent exister entre l'économie politique et la théorie maurrassienne de la guerre. Il en est de même pour ce qui est des idées exprimées par M. Thierry Maulnier dans son ouvrage « Au-delà du nationalisme ».

Marx voyait dans les richesses économiques la cause des guerres. On recherchait avidement ces biens et, pour les appréhender, les hommes se livraient des batailles meurtrières. M. Thierry Maulnier change tout cela. Il renverse la proposition marxiste : on ne fait pas la guerre parce que l'on désire ces biens, mais on les désire parce qu'ils donnent aux hommes et aux peuples la puissance souhaitée.

« La rivalité entre les nations n'est pas déterminée par la lutte pour la richesse économique ; la lutte pour la richesse économique est la forme que prennent les rivalités nationales pour l'hégémonie dans un monde où cette richesse est nécessaire à l'hégémonie ; les rivalités nationales contemporaines, loin d'être commandées par la compétition pour les matières premières et les débouchés, commandent au contraire cette compétition »⁶.

⁵ *Op. cit.* Page 77.

⁶ *Au delà du nationalisme.* Page 78. Thierry Maulnier.

Pour comprendre cette idée de M. Thierry Maulnier, il faut se rappeler combien il fut préoccupé par le problème de la lutte des classes. M. Thierry Maulnier n'y resta pas confiné. Il voulut s'en évader et conçut le projet audacieux d'élargir ses horizons intellectuels. Ainsi, il passa de la lutte des classes à une notion plus large, celle de la lutte pour la puissance, de même qu'il substitua à la notion de société économique, le concept plus vague mais qu'il croit plus complet de la société biologique. Là-dessus ses idées tiennent ; elles sont cohérentes et logiques.



A côté des motifs pour lesquels on fait la guerre, n'y aurait-il pas une place pour une interprétation plus large et plus philosophique de la guerre ? Si, répond notre auteur. Pour lui, la guerre a une signification tragique. Elle est l'épreuve de la puissance collective.

« Dans son essence, écrit Thierry Maulnier, la guerre est l'acte par lequel une communauté s'affirme en se confrontant à la mort, mesure sa force et sa chance, et pour ainsi dire se joue elle-même. La guerre est l'épreuve que fait un peuple de sa puissance de destruction et de résistance à la destruction, l'épreuve de sa vitalité profonde. L'idéal et l'intérêt se superposent à cette ordalie immense comme des occasions ou des prétextes. Il faut concevoir la guerre comme étant dans son essence la forme la plus redoutable du jeu, comme l'affirmation gratuite et meurtrière de la vie »⁷.

Si jeu il y a, et des plus redoutables, faut-il encore mobiliser toutes les forces du peuple aussi bien économiques que morales, si l'on veut triompher. Combien naïve apparaît alors à notre auteur l'interprétation marxiste de la guerre. Elle lui semble être d'une candeur insigne. Etant matérialiste, Marx met toutes les causes de la guerre au compte des *choses*, en disculpant les *hommes*. M. Thierry Maulnier ne peut pas s'empêcher d'en sourire. C'est sa façon à lui de répondre à Marx.

Marx a tort, semble nous dire le brillant auteur de « Nietzsche ». Les guerres ne sont pas dues simplement aux mauvaises institutions ou à la mauvaise organisation de la société, ou à

la misère et à la pauvreté. Au-dessus, il y a l'homme avec ses passions.

On voit maintenant le changement opéré dans la pensée de M. Thierry Maulnier. Lorsqu'il s'est agi d'une notion bien étroite, telle la lutte des classes, il l'a mise entièrement sur le compte des mauvaises institutions. Mais dans son effort de synthèse, il passa à des concepts plus larges. Par là même, il revisa ses valeurs. De la lutte de classes, il passa à la lutte pour la puissance. Celle-ci infiniment plus large que celle-là ne pouvait plus être mise au compte seul de l'organisation sociale. Il fallait faire intervenir d'autres facteurs.

La lutte pour la puissance n'est pas la lutte des classes, elle ne se résume pas en une simple acquisition des biens économiques, et « toute tentative d'en réduire la signification à la défense ou à la conquête des richesses matérielles apparaît misérable, puisque son caractère nécessaire est le dédain non seulement des hommes, mais des communautés à l'égard de l'existence même et le mépris avec lequel ces communautés affrontent les chances de destruction : en elle se rencontrent l'égoïsme et le désintéressement suprêmes ; elle est le moment où l'instinct vital le plus haut, celui de la puissance, s'élève au-dessus même de l'instinct de conservation de la vie ».

De ce qui précède, il résulte que M. Thierry Maulnier est obsédé par la volonté de puissance, à tel point que l'on se demande si son commerce avec Nietzsche n'a quelque peu déteint sur sa pensée.

CHAPITRE V

L'ÉTAT ET LA NOUVELLE FORME DE PUISSANCE

La puissance sociale peut, selon M. Thierry Maulnier, prendre des formes diverses. La lutte des classes, pour ne donner que cet exemple, est la forme que prend la lutte pour l'affirmation de la vie, autrement dit la volonté de puissance.

Cette lutte pour la puissance sociale n'est pas circonscrite sur un terrain déterminé. Elle peut porter sur l'économique comme elle peut avoir lieu sur un autre domaine. Il ressort de là que *les points d'application de la lutte pour la puissance sont très variés. Ils peuvent être économiques, mais non pas avec nécessité.* Pourquoi ? Parce que dans une société donnée les moyens de production ne sont pas nécessairement les instruments les plus efficaces de la puissance sociale. Il se peut qu'ils en soient les plus efficaces, mais le contraire aussi est possible. « Il peut se faire — soit que les instruments de la production économique soient dispersés entre les mains de la majorité des individus, soit qu'ils se trouvent indivis au contraire et constituent une propriété communautaire, soit, plus simplement, que l'activité économique de la société reste subordonnée à des formes de hiérarchie et d'autorité plus puissantes, que les véritables moyens de la puissance sociale se trouvent ailleurs que dans la domination de l'économie : et c'est alors sur un autre terrain que celui de l'économie que se déroule la compétition sociale »¹.

La puissance sociale peut donc prendre les formes les plus diverses et la lutte pour cette puissance se livrer sur un champ de bataille qui peut varier d'une société à l'autre, d'un temps

à un autre. Comme le dit si bien M. Thierry Maulnier, « dans une société donnée, les antagonismes sociaux se produisent, non pas nécessairement sur le terrain économique, mais là où est, pour le plus faible, l'oppression et la possibilité d'une libération possible : là où se trouve, quel qu'il soit, économique ou non, le moyen le plus efficace de la puissance »².

*
**

Il y a une idée qui se dégage avec force des écrits de Thierry Maulnier : celle de la pérennité de la puissance sociale. Ses formes peuvent changer, la réalité reste.

M. Thierry Maulnier en est tellement convaincu que, dit-il, la disparition même des inégalités économiques n'entraînerait pas la disparition de la puissance sociale, mais l'apparition des nouvelles formes de puissance sociale. Il donne en exemple la Russie soviétique où l'esprit de hiérarchie et d'autorité est sain et sauf. Mais il fait un pas de plus, et même une supposition en plus. Il suppose que l'égalité économique ait pu être instaurée. Eh bien ! à son avis, rien ne saurait changer de son point de vue. Pourquoi ? *Parce que l'égalité économique est, toujours d'après M. Thierry Maulnier, bien différente de l'égalité sociale.* Il en résulte alors que même si l'égalité économique est réalisée, l'autorité et la hiérarchie sociale seront sauvées.

« Ce n'est pas, écrit notre auteur, l'inégalité dans la distribution des richesses, et la nécessité pour les exploités de maintenir dans l'obéissance les exploités, c'est l'exigence la plus profonde de la vie sociale organisée qui exige l'inégale distribution de la puissance sociale³. *Partout où il y a organisation sociale, il y a exercice privilégié de l'autorité, il y a inégalité dans la distribution de la puissance sociale, il y a par conséquent compétition pour cette puissance et antagonisme entre ceux qui la possèdent et ceux qui veulent la conquérir* »⁴.

Même si l'égalité économique parfaite, telle que les Soviets ne l'ont pas encore réalisée, pouvait se faire, la lutte pour la

² *Op. cit.* Page 91.

³ Cette phrase et celle qui suit donnent un son bien maurrassien. On se rappelle que suivant Charles Maurras, la division du travail et l'organisation sociale entraînaient la hiérarchie et l'exclusion de l'égalitarisme.

⁴ *Op. cit.* Pages 92-93.

puissance sociale et l'esprit de hiérarchie ne disparaîtraient pas pour si peu. Il changerait d'adresse, il irait ailleurs et tout sera dit. M. Thierry Maulnier, en fidèle disciple de Charles Maurras, ne peut pas croire que l'autorité, la hiérarchie et la puissance sociale puissent disparaître un jour. Ce ne serait même pas une absurdité ; c'est une impossibilité. A l'en croire, la puissance est tellement liée à la nature même de la société — où il y a organisation sociale il doit y avoir une organisation hiérarchique, ces termes sont *nécessairement* et indissolublement unis dans la pensée maurrassienne — qu'elle ne saurait disparaître ; elle déménagerait. C'est tout ce qu'on peut lui faire faire.

« A supposer, nous dit M. Thierry Maulnier, que soit réalisée, — et qu'il soit possible ou non de la réaliser — l'égalité économique complète, c'est-à-dire l'égalité des conditions matérielles, la seule conséquence en est la disparition de la richesse en tant que forme de la puissance sociale et principe de la hiérarchie sociale, et la puissance sociale se trouve alors naturellement transférée à une autre forme de hiérarchie ; elle passe par exemple des propriétaires des instruments de production au personnel technique des entreprises ou aux cadres politiques de la politique de la communauté »⁵.

C'est ce qui se passe en pays fascistes ou communistes, bref totalitaires. En pays fasciste, par exemple, les riches, qui, dans une société démocratique, ont une force si grande, voient leur puissance sociale diminuée. A côté d'eux, et non rarement contre eux, la *machine* politique du parti au pouvoir. Le propriétaire d'une mine ou d'une usine continue à être riche et puissant, mais son employé, s'il est un chef local du parti gouvernemental, est capable de le faire plier. Et rien ne dit que cette nouvelle puissance sociale ne soit appelée à un grand avenir. De même en U.R.S.S., les militants communistes ne peuvent dépasser un certain chiffre de salaire, qui est inférieur à celui qu'ils pourraient recevoir s'ils n'étaient pas membres de parti. « Cet ascétisme, demandé aux dépositaires des nouvelles formes de puissance, est reconnu et affirmé comme d'essence non économique, comme destiné à remplacer ou à dominer l'ancienne puissance sociale issue de la richesse »⁶. Cela prouve, selon notre

5 *Op. cit.* Page 93.

6 *Op. cit.* Page 94.

auteur, que la puissance économique n'est pas tout. Elle n'est qu'une partie de la puissance sociale, elle n'est qu'une des formes sans lesquelles cette puissance peut être exercée.

Contre ces idées de M. Thierry Maulnier, bien d'objections peuvent être élevées. Nous nous contenterons d'en soulever une d'ordre général.

M. Thierry Maulnier nous dit que même si l'égalité économique parfaite pouvait être établie, l'autorité et la hiérarchie sociales continueraient leur règne. Pourquoi ? Parce que, — de même que la puissance économique n'est qu'une partie de la puissance sociale — l'égalité économique n'est pas l'égalité sociale. Si l'on réalise la première, cela ne veut pas dire nécessairement que l'on a déjà réalisé la seconde. « Cette égalité économique n'en resterait pas moins très différente de l'égalité sociale »⁷, nous dit en propres termes M. Thierry Maulnier. C'est là-dessus que nous allons porter la discussion.

Certes, l'égalité économique est différente de l'égalité sociale, mais ce n'est pas une raison de croire que l'égalité sociale ne pourra jamais être réalisée. Elle le sera aussi bien que l'égalité économique. C'est une question de temps, et non pas une impossibilité de nature. On ne peut pas tout faire à la fois. En conséquence, on doit sérier les difficultés. La Révolution n'a pas réalisé tout de suite toute l'égalité, ou, si l'on veut, toutes les formes d'égalité. Elle commença par la plus facile : l'égalité juridique, les autres devant, dans sa pensée, suivre après, immédiatement ou à longue échéance, peu importe du point de vue du Sirius. Que M. Thierry Maulnier ne se récrie pas. Si l'on est penseur, jeune ou vieux encore une fois, peu importe, on doit bien envisager les questions « *sub specie aternitatis* ». En bon français, cela se dit : voir les choses de Sirius. C'est-à-dire de loin, afin de les voir bien.

En ne réalisant que l'égalité juridique, la Révolution n'a pas failli à sa mission. Quelques philosophes hâtifs se sont empressés de le dire et de crier à la faillite révolutionnaire. Mais non, ce n'est pas de la faillite, c'est de la prudence, ou, si l'on veut encore, un défaut de *puissance effective*, mais non pas de *puissance latente*. La Révolution a souffert d'une absence momentanée de virilité, mais non pas de possibilités. Mais celles-ci ne

⁷ *Op. cit.* Page 92.

pouvaient se réveiller toutes et se raidir qu'à longue échéance. Cela est facilement compréhensible. Souvent, les grands corps pleins de ressources se meuvent lentement, et la Révolution française ne pouvait pas, dans la mesure où elle se veut constructive, être violemment rapide.

Ce qu'on prend pour de l'impuissance révolutionnaire n'est en réalité qu'intelligence prudente. La Révolution ayant trop à faire, doit échelonner ses travaux d'Hercule sur une très longue période, et donc vivre longuement. La Révolution ne peut refaire du jour au lendemain, le monde. Elle doit le prendre avec douceur, pour qu'elle n'en soit pas prise en grippe. Une douceur relative, du reste. On ne prend pas des gants avec le mal. On l'expulse avec force. Dommage qu'on ne puisse le faire rapidement !

Ayant fait l'égalité juridique, la Révolution s'attaqua à l'égalité économique, d'où le socialisme et la lutte des classes. Comme l'égalité économique était difficile à réaliser, la démocratie et la Révolution se sont heurtées à de très grands obstacles, et plus d'un siècle ne lui a pas suffi pour la réaliser. Mais cela viendra, et fatalement.

Le jour où l'égalité économique sera réalisée, rien n'empêchera cette vague égalité sociale, dont parle M. Thierry Maulnier, d'être réalisée à son tour, facilement ou non, à travers les violences et les crimes ou paisiblement.

*
**

Il reste que M. Thierry Maulnier considère la puissance sociale comme immortelle, dont la forme seule peut changer. De nos temps, on assista à l'apparition d'une nouvelle forme de puissance dans la société. Ce phénomène eut lieu au moment de l'éclosion de la révolution industrielle. Alors de nouveaux instruments de puissance se font jour.

« L'apparition de ces nouveaux et formidables instruments de la puissance sociale, que constituaient la possession des machines productrices et la possession des moyens de financer la production, instruments de puissance détenus non par la communauté, mais par des individus ou des associations privées, a déplacé dans une large mesure le centre de gravité de la puissance sociale et son point d'application, et, en peu d'an-

nées, rendu en quelque sorte stérile le magnifique effort des communautés occidentales pour ériger au-dessus de leurs membres et des compétitions qui les opposaient les instruments les plus efficaces de cette puissance. Du jour où commençait l'essor industriel et bancaire du capitalisme, le vieil Etat national, muni de ses vieilles attributions, se trouvait peu à peu détrôné par une force plus neuve et plus puissante que la sienne, et la majorité des individus se trouvait peu à peu soumise à une autre législation de fait que celle de l'Etat national, à des formes de dépendance, — économique et financière — autres que celles qui leur avaient été de longue date imposées par la communauté »⁸.

**

Les détenteurs de ces nouveaux instruments de puissance tentèrent, dès le début, de se faire une place, et large, dans la société. Cela n'alla pas sans heurts. Les nouvelles forces industrielles échappées des inventions de l'homme se trouvèrent en conflit avec les vieilles forces. Les anciens détenteurs de la puissance sociale atteints dans leurs privilèges se rebellaient. Mais les nouveaux propriétaires de l'énergie sociale n'étaient pas non plus d'humeur à céder. Ils voulurent s'imposer, mais ils ne pouvaient le faire totalement, dès les premiers jours. Il fallait aller doucement. Il reste donc que « la première phase de l'ère industrielle fut celle où les artisans du développement industriel, sans prétendre à régler sur lui et à dominer toutes les formes de la vie sociale, cherchèrent d'abord à se faire une place dans l'ancienne société, à se faire reconnaître par l'ancienne société des possibilités d'ascension »⁹.

**

Par quel moyen les détenteurs de ces nouvelles forces purent-ils s'insinuer au pouvoir ? Grâce au libéralisme. Il se servirent de cet instrument rêvé pour faire leur ascension sociale. Le libéralisme fut l'arme de la nouvelle puissance.

Tant que l'homme est faible, il veut la liberté. Comme dit

⁸ *Op. cit.* Pages 103-104.

⁹ *Op. cit.* Page 106.

M. Thierry Maulnier, « la liberté est le bien que revendiquent ceux qui aspirent à la puissance, tout le temps qu'ils sont encore faibles ». Et il était normal que la caste économique dominante, comme l'appelle M. Thierry Maulnier. Pour lui, le libéralisme n'est que la définition et la justification intellectuelle du mouvement industrialiste. Le libéralisme est en quelque sorte une revendication pour l'établissement des nouvelles forces sociales. Grâce à lui, l'autorité d'Etat se vide de sa substance et le libéralisme devient une arme de la conquête de l'Etat. Au début, on ne s'en est pas très bien rendu compte, et ce sens du mot et de la réalité libérale avait échappé jusqu'aux théoriciens libéraux, croit M. Thierry Maulnier.

« Consciemment au inconsciemment, la revendication libérale tend à ce que ne soit plus entravé l'immense mouvement qui tend à la création de nouveaux pouvoirs et des hiérarchies qui en seront dépositaires ; elle tend à obtenir de l'Etat qu'il laisse grandir les nouvelles forces entre les mains des individus qui en disposent, qu'il ne cherche pas à paralyser ces forces, ou s'en emparer ; bien plus, elle tend à ce que l'Etat facilite l'ascension des puissances sociales nouvelles, à ce qu'il modifie sa législation et détruise les vieux cadres corporatifs pour laisser la voie libre aux nouvelles forces économiques, et au mouvement toujours accru des échanges d'où elles naissent. L'ultimatum « laisser faire, laisser passer » adressé à l'Etat, c'est, en réalité, l'ordre à l'Etat de laisser les nouveaux prétendants à la puissance sociale accumuler les richesses et s'emparer des sources de richesses, l'ordre à l'Etat de renoncer à sa prédominance séculaire dans l'exercice de la puissance sociale, le « faites place » impérieux des nouveaux maîtres qui refusent à l'Etat de se mêler de leurs affaires, en attendant le jour où ils prétendront se mêler des affaires de l'Etat ; c'est une grande « revendication de classe » élevée face à la communauté nationale ; c'est le droit demandé par ceux qui seront bientôt les seigneurs de l'économie d'exercer la puissance sociale que cette seigneurie confère à côté des puissances sociales préexistantes dont l'Etat national avait confisqué les instruments les plus efficaces pour les manier au service de l'intérêt permanent de la communauté » ¹⁰.

10 *Op. cit.* Pages 107-108.



Contre la vieille communauté nationale les nouvelles forces économiques allaient se liguer pour qu'en peu de temps l'Etat devienne de tyrannique, tyrannisé.

Tant que les luttes avaient, comme jadis, pour enjeu, les instruments de puissance traditionnels passés depuis longtemps sous le contrôle de l'Etat politique, cet Etat n'avait pas de peine à maîtriser ces forces. Mais voilà que de nos jours des forces nouvelles se sont levées. Décontenancé, l'Etat politique se laissa envahir par ces puissances.

« Théoriquement, ce pouvoir nouveau laissait encore à l'Etat tout son pouvoir traditionnel : la classe qui forgeait à son profit une nouvelle puissance sociale, demandait seulement à l'Etat la liberté économique, c'est-à-dire la garantie que l'extraordinaire instrument de puissance qu'elle se donnait peu à peu ne lui serait pas contesté par le pouvoir communautaire. Il va sans dire que, dès le moment que le pouvoir communautaire tolérât la création d'un instrument de puissance gigantesque aux mains d'une classe privilégiée, cette classe privilégiée n'hésita pas à tirer les conséquences sociales de son pouvoir économique, qu'elle ne tarda pas à entreprendre la destruction ou l'occupation des pouvoirs sociaux concurrents, et que la puissance économique, après avoir affirmé dans le libéralisme son indépendance en face de l'Etat, a travaillé à se convertir en puissance sociale prédominante, c'est-à-dire à conquérir l'Etat après l'avoir affaibli » ¹¹.



La caste économique moderne — c'est l'expression de M. Thierry Maulnier — avait *affaibli* l'Etat grâce à l'arme libérale. Mais comment l'a-t-il *conquis* ? Grâce à la même arme libérale.

« C'est au nom de la liberté qu'au XVIII^{me} siècle l'économie nouvelle avait réclaté une place indépendante dans la société ; c'est au nom de la liberté qu'elle réclama ensuite le droit de se subordonner le rythme même de la vie sociale et de gouverner

¹¹ *Op. cit.* Page 109.

la société. Les théoriciens du libéralisme avaient revendiqué pour l'activité économique un domaine propre, domaine où le politique, le juriste journaliste se voyaient refuser le droit d'intervenir, ou les seules lois naturelles, intangibles sous peine de désordre, de ruine et de catastrophe, devaient régler tous les rapports humains. L'offre et la demande des produits, l'offre et la demande du travail, la concurrence devaient jouer sans entrave, libres de toute intervention de la puissance sociale restée aux mains de la communauté. Mais la notion même d'une économie autonome était contradictoire, puisque l'activité économique intimement mêlée à toutes les formes de la vie sociale, ne pouvait être libre qu'à la condition de se les assujettir, puisque la hiérarchie nouvelle, fondée sur la possession des moyens techniques et financiers de la production industrielle, ne pouvait s'établir dans la société qu'aux dépens des anciennes hiérarchies fondées sur les anciennes fonctions. Dans la mesure même où elle permettait l'identification d'une nouvelle puissance, l'économie libre devait porter immédiatement ses conséquences dans l'ordre politique et social et dans les mœurs : et en effet, la classe que l'activité économique « libre » dotait de nouveaux moyens de puissance sociale ne tarda pas à affirmer sa candidature au gouvernement général de la société. A vrai dire, il ne pouvait y avoir d'économie « libre » ; il ne pouvait y avoir qu'une économie subordonnée ou une économie souveraine, une production organisée en vue d'assurer les fonctions matérielles de la société, ou une société organisée tout entière en vue du profit de la production. Lorsque la philosophie libérale demandait que des précautions minutieuses fussent prises pour empêcher la puissance de l'Etat d'intervenir dans l'économie, elle réclamait déjà, en fait, la voie libre à la puissance économique pour intervenir dans l'Etat. On sait jusqu'où la classe détentrice de la puissance économique a poussé les conséquences de la liberté qu'elle avait obtenue ; la conception actuelle des élections, l'asservissement financier de la presse, et, beaucoup plus profondément, l'organisation générale de la vie sociale en vue de maintenir, en tout état de cause, le taux de profit des capitaux investis dans la production, sont les meilleurs exemples de l'irruption des détenteurs de la puissance économique dans tous les domaines de la puissance sociale. L'indépendance de l'activité économique devant l'Etat a servi de mas-

que à la mise en tutelle de l'Etat par les maîtres de l'économie. Lorsque la nation avait renoncé au droit de gouverner l'économie, elle avait reconnu en fait aux maîtres de l'économie, le droit de gouverner la nation ».

On sent, dans ces dernières paroles, l'irritation sourde d'un bon maurrassien devant les empiètements de l'économique sur le politique. Le grand maître de l'Action Française crie toujours : « Politique d'abord ». Il était normal que ses disciples s'en emparent pour en faire un thème d'essais. Cela permettait des longs développements et était prétexte à indignation facile.

On s'indigne contre les ploutocrates. Certes, ceux-ci ont leurs défauts qui sont criants, mais ils sont préférables aux nobles. S'il nous fallait choisir entre ploutocrates et nobles, nous prendrions le moindre mal, les ploutocrates. Leur puissance est grande, leurs richesses sont immenses, et jamais les nobles n'ont eu entre leurs mains de pareils atouts, mais nous devons ajouter que cette puissance infinie est fragile ; elle est instable. Elle ne risque pas de durer aussi longtemps que la noble oppression des aristocrates d'ancien régime.

La puissance ploutocratique se trouve en terrain accidenté ; elle se meut parmi les ébullitions ; elle appartient à un monde en tourbillons. La nature du monde environnant la pénètre de ses caractères. Exposé à des coups multiples et divers, son insécurité est grande. Elle lui vient de la société progressiste où la ploutocratie a établi son quartier d'état-major. Le progrès d'aujourd'hui peut infirmer celui d'hier, et le progrès de demain détruire celui de nos jours. Les ploutocraties se succèdent rapidement, en devenant fortement instables. Leur précarité les rendent ainsi moins nuisibles. Il n'en est pas de même des aristocraties, des aristocraties d'ancien régime. Plus stables, elles pouvaient être plus longuement oppressives. Elles échelonnaient leurs exploitations sur une longue période, tandis que la société moderne ne donne pas, en dépit des apparences, le loisir aux nobles des finances de profiter amplement de leurs profits honnêtes ou non. Comme le fait si justement remarquer Jacques Bainville, autre maître de l'Action Française, les fortunes actuelles ne dépassent pas, habituellement, la troisième génération. On comprend facilement cet état de choses lorsqu'on se rappelle l'instabilité des conditions du progrès moderne, continuellement changeantes, alors que les nobles

d'ancien régime vivaient dans une société dont la routine et la stabilité des situations acquises assuraient à leur domination des bénéfices d'une longue et grande sécurité. N'étant pas préservés par le progrès, ils n'avaient qu'une chose à faire : préserver les humbles. C'est ce qu'ils firent, et le mécontentement qu'ils provoquèrent n'a pas demandé moins qu'une révolution pour se faire voir.

La société d'hier assurait aux riches une longue domination et une paisible possession. C'est tout le contraire de la société d'aujourd'hui. Les anciens riches pouvaient remonter avec leurs origines et blasons, jusqu'aux Croisés, ce qui voulait dire que leur exploitation ne durait pas moins depuis mille ans. De nos jours, et à l'exception des Rotschild — exception qui confirme la règle — les grandes maisons riches sont bien neuves. Les hommes, sans être des « parvenus », sont des hommes « arrivés ».

La société d'ancien régime était une organisation *d'inégalités stables*. La société actuelle est un régime *d'inégalités instables*. Celle-ci n'est qu'une transition, elle représente le passage de l'inégalité stable à *l'égalité définitive*. Or, dans la mesure où la ploutocratie est instable et son insécurité facilite l'avènement de l'égalité, elle est préférable. Mais on comprend aussi pourquoi M. Thierry Maulnier et toute l'Action Française se lèvent contre la ploutocratie qu'ils appellent avec réprobation et mépris, la caste économique dominante. M. Thierry Maulnier croit à la nécessité et à la pérennité de la puissance sociale comme de l'autorité et de la hiérarchie sociales. Or, voilà un régime qui, par ses balancements sans fin, risque d'amener cette égalité que les gens d'Action Française ont en sainte horreur. La ploutocratie est une balançoire pérenne. En conséquence, elle ne peut être *longuement* dangereuse. Son règne est éclatant, mais combien il est fragile. Et c'est à cause de cette fragilité que nous aimons la ploutocratie.



Avant de finir ce chapitre, il reste une dernière objection. — toute de détail il est vrai, — contre certains raisonnements de M. Thierry-Maulnier. Cet auteur croit que le règne de la ploutocratie est absorbé en démocratie, tandis qu'il est bridé

par le fascisme. Il nous dit que ce dernier freine ce qu'il peut y avoir d'abusif dans les tendances des chefs de la puissance économique.

« Dans les pays fascistes, écrit M. Thierry Maulnier, la propriété privée des instruments de production et la puissance sociale que cette propriété confère n'ont pas disparu. *Mais alors que dans les sociétés démocratiques la puissance sociale de la richesse avait pour ainsi dire étouffé ou s'était asservi toutes les autres formes de puissance*, dans les pays fascistes, elle a vu naître à côté d'elle une nouvelle forme de puissance sociale, elle-même inégalement distribuée et hiérarchisée, celle de la « machine » politique du parti au pouvoir. En pays « fasciste » le propriétaire d'une mine ou l'administrateur d'une banque continuent à jouir d'une puissance sociale non négligeable, quoique diminuée, mais l'ouvrier ou l'employé, chefs de section du parti, se dressent devant eux armés d'une puissance sociale toute neuve, irréductible à la première, et capable en certaines occasions de la faire plier. Il n'est pas prouvé que cette nouvelle puissance ne continuera pas à s'accroître aux dépens de celle qui naît de la possession des instruments de production, jusqu'à rendre celle-ci aussi négligeable, aussi vide de sens que l'est en régime libéral « bourgeois » celle de l'ancienne aristocratie. La puissance sociale des cadres politiques des partis dictatoriaux est dès maintenant si différente de la puissance sociale « capitaliste », issue de la richesse, qu'elle refuse absolument de se laisser confondre avec celle-ci. On sait que les fonctions politiques dans les partis fasciste ou national-socialiste ne sont pas rémunérées et que les militants communistes, en U.R.S.S., ne peuvent dépasser un certain chiffre de salaire, très inférieur à celui qu'ils pourraient atteindre s'ils n'étaient pas membres du parti. Cet ascétisme, demandé aux dépositaires des nouvelles formes de puissance sociale, montre bien que ces nouvelles formes de puissance sont reconnues et affirmées comme d'essence non-économique, comme destinées à remplacer ou à donner l'ancienne puissance sociale issue de la richesse. Il faut donc admettre que la puissance économique, loin d'être à l'origine de toutes les formes de puissance sociale, n'est qu'une des formes multiples sous lesquelles la puissance sociale a été exercée au cours de l'histoire ; et que, là où l'inégale répartition de la puissance économique cesse d'être à la

base de toute la hiérarchie sociale, la loi la plus profonde de l'existence de toute société organisée fait aussitôt apparaître de nouvelles formes de hiérarchie, la lutte pour la puissance sociale change seulement de terrain ».

Du texte cité, trois idées se dégagent :

1° La ploutocratie n'a pas de contre-poids en démocratie.

2° Elle est freinée en pays totalitaires par la machine politique du parti au pouvoir.

3° La hiérarchie est éternelle.

Reprenons une à une ses propositions afin de voir leur exacte vérité.

A. — L'idée que la ploutocratie est absolue en démocratie est une idée à la fois maurrassienne et fausse. Charles Maurras, comme Thierry Maulnier, s'agite contre la ploutocratie démocratie dont il dénonce les méfaits et dont il prévoit les dangers pour le pays. Nous croyons qu'il y a dans ces affirmations autant de parti-pris que de vives polémiques. La ploutocratie n'est pas si libre qu'on le dit, en démocratie, ni aussi absolue qu'on veut le faire croire aux lecteurs pressés du journal royaliste. Bien des réactions et des plus fortes, se font jour en démocratie contre cette ploutocratie de passage. Les forces sociales se groupent contre le danger que représente le règne de l'or.

Les forces ouvrières que libéra la démocratie se coalisèrent contre la ploutocratie. Contre les trusts on fit les syndicats. Ceux-ci deviennent de jour en jour puissants et peuvent dicter leurs lois aux chefs d'entreprises. Si en démocratie on ne trouve pas la pesante machine politique d'un parti unique, susceptible de faire contre-poids à la puissance de l'or, cela ne veut pas dire que toute possibilité de réaction lui fait défaut. Elle n'a pas de parti unique, mais elle a les syndicats. En démocratie, le syndicat est l'équivalent du parti unique fasciste. Qu'on ne dise cependant pas que le syndicat est inefficace ou faible. Car il peut obliger les gouvernements et les chefs d'entreprises à des concessions très larges et leur arracher des conditions d'existence très favorables à la masse ouvrière. Les réformes de 1936 témoignent de la puissance des syndicats.

Mais il y a d'autres puissances qui, en démocratie, s'opposent à la ploutocratie :

1° la démagogie ;

2° la grève.

Le gouvernant dépendant du gouverné, doit prêter une complaisance aux revendications des sujets. Ceux-ci se plaignent-ils de quelque chose ? La surenchère électorale et démagogique entre en jeu au mieux des intérêts des plaignants et au détriment des possédants. L'agitation s'étend dans le pays, les compétitions électorales se font acharnées, et de cette compétition d'intérêts et de passions sortent bien souvent des réformes favorables aux hommes de peu.

Certes, en 1936, les syndicats n'auraient pu jouir du succès professionnel enregistré, sans un équivalent succès électoral des partis de gauche. La démagogie des urnes compléta l'agitation syndicaliste. Elles s'épaulèrent. L'alliance des démagogues et des syndicats fit merveille.

La démagogie électorale favorise les visées syndicalistes et ouvrières, mais elle n'est pas seule à le faire. A la puissance syndicale et à la démagogie s'ajoute la grève. Celle-ci est un frein aussi efficace que le parti unique dans les régimes fascistes. On fait la grève, on ferme les usines, on se bat dans les rues ou bien on occupe les locaux, et de toute façon on fait du grabuge. Cela ne peut que profiter aux ouvriers. Leurs doléances se faisant violentes se font sentir. On commence par les prendre en considération et on finit par leur donner raison. Ainsi la liberté démocratique sert à quelque chose : ennuyer les possédants.

Comment M. Thierry Maulnier a-t-il pu négliger ces faits évidents, et même criants de vérité ? La liberté est grande en démocratie. Il était fatal que, tentés par cette liberté, les pauvres et les agitateurs donnassent libre cours à leurs plaintes et revendications. Tout au contraire, M. Thierry Maulnier nous dit que c'est grâce à cette liberté que le règne de l'or pût s'établir. Oui, mais la liberté peut faire naître ou libérer des forces contraires qui peuvent paralyser les autres. Comment M. Maulnier ne s'est-il pas souvenu de cette soi-disant prophétie de la Tour du Pin, où il était dit que si le siècle de la houille avait centralisé l'économie, le siècle de l'électricité la décentralisera. Bref, ce que le progrès a fait, le progrès le défait. Il en est exactement de même de la liberté. Elle a facilité l'avènement de la

ploutocratie et celui du syndicalisme. Elle a permis la coalition patronale et favorisera l'union ouvrière.

B. — M. Thierry Maulnier nous dit aussi que les fonctionnaires ou membres du parti fasciste ont un contrôle sur la puissance économique des chefs d'entreprise. Même cette nouvelle force sociale tend à se différencier de l'ancienne puissance économique représentée par les possesseurs des nouveaux instruments de production. Il nous est dit qu'en U.R.S.S. on veut, par un ascétisme imposé aux membres du parti, et rappelant la doctrine de Platon, différencier cette puissance sociale de la vieille puissance économique. Pourra-t-on y arriver ? Pour mieux voir les choses, laissons de côté l'exemple bolcheviste. Parlons des pays strictement fascistes où la propriété est encore debout. Il reste à voir si dans un pareil régime la nouvelle puissance sociale dont parle M. Thierry Maulnier *peut* se différencier de l'ancienne. Il n'y a pas là seulement une question de *volonté*, mais aussi un problème de *pouvoir*. Certes, le fascisme peut *vouloir* différencier ses cadres de ceux de la caste économique. Mais le *pourra-t-il* ? Pourra-t-il y arriver ? C'est ça la question. Sans doute, l'intention y est, mais quid si les pouvoirs lui manquent pour réaliser cette intention ? Car il ne suffit pas de vouloir, il faut pouvoir. Le fascisme le peut-il ?

Sans préjuger de l'évolution future du fascisme, nous devons attirer l'attention sur un point très important. Le fascisme a gardé la propriété privée. Que lui fera-t-il ? La minera-t-il jusqu'à sa disparition complète ? Ce sera le communisme. Or, celui-ci représente précisément le triomphe et la *généralisation* de l'économique, choses contre lesquelles M. Thierry Maulnier est parti en guerre. Gardera-t-on la propriété privée ? Par là même on gardera les échanges, la monnaie et l'argent. Les chefs fascistes qui seront chargés du contrôle des richesses de la caste économique sont, il faut le reconnaître, des hommes. Pourront-ils résister à l'appel et à la séduction de l'or ? Il y a des grandes chances qu'ils y succombent. Se régaland de la richesse publique, en en mettant pour eux, de côté, tant qu'ils pourront, ces chefs fascistes risquent de finir dans la peau des ploutocrates. A force de tenter le diable...

Les chefs fascistes, devenant de prolétaires des ploutocrates, *cesseront de se différencier de l'ancienne caste économique*. Ils

s'en rapprocheront jusqu'à s'en faire perdre les traces au sein de cette arche sainte de la richesse. S'enrichissant grâce aux postes qu'ils occupent et dont ils feront monnayer la puissance, ces possesseurs de fonctions deviendront des possesseurs de richesses. La fonction publique devient une richesse privée. Et les hommes qui l'exercent, des possédants.

Les banquiers du dix-neuvième siècle feront peut-être, à leur côté, une place dorée aux hommes de parti. Comme dit si bien M. Thierry Maulnier, les chefs de section de parti, ouvriers ou employés, auront une force plus grande que celle du maître de l'usine qui les emploie. Ces chefs de section, voulant profiter de leurs privilèges, feront une forte pression sur les propriétaires et anciens possesseurs. Comment ceux-ci feront-ils cesser cette pression ? En payant.

Les hommes de parti feront monnaie de tout privilège. A force d'en recevoir, ils finiront par devenir des grands personnages dorés et se *confondre* avec les hommes de la caste économique. Ainsi, la *différenciation* des hommes de parti d'avec ceux de l'argent n'aboutira à autre chose — si le parti dure et si l'on garde la monnaie et la propriété privée — qu'à la *confusion* de ces deux espèces d'hommes, et même à leur *coalition*, pour sauver l'argent qui les fait vivre.

Jacques Bainville disait parfois que si les pères sont révolutionnaires, les fils sont des conservateurs. Voilà une idée que nous proposerons à la méditation de M. Thierry Maulnier. Les hommes du parti unique peuvent bien être pauvres ou honnêtes, mais ils sont des hommes, ils ont une famille, des enfants à placer, etc..... Pour ce, il faut de l'argent : Où le trouver, et à qui le prendre sinon à ceux qui en ont. Comme cependant on ne veut pas pendre les riches ni les exproprier complètement, — car ce serait le communisme — on doit bien leur laisser quelque chose. Ce quelque chose servira à alimenter les espoirs des hommes nouveaux. Ceux-ci se servant de leur pouvoir et faisant pression sur ceux-là, finiront par avoir de l'argent et par là même devoir se déclarer solidaires de la caste économique. Ainsi le chantage et le pourboire empêcheront la différenciation des castes nobles.

C. — En troisième lieu, M. Thierry Maulnier est convaincu de la pérennité des hiérarchies sociales. Celles-ci vivront, croit-

il, autant que la société, car, pense-t-il, après M. Charles Maurras, aucune société ne peut vivre sans gradations sociales. Autrement, ce serait se dégrader.

Cette idée de philosophie sociale, se lie à d'autres idées de philosophie générale. Pour le comprendre, un préambule est nécessaire.

M. Thierry Maulnier est convaincu que si l'inégalité économique disparaît, d'autres hiérarchies sociales apparaîtront et la lutte sociale ne cessera pas pour si peu. Elle reprendra sur un autre terrain. La paix éternelle est impossible. Il n'y a de définitif que la hiérarchie.

Cette idée d'une lutte, non pas seulement continue, mais aussi *changeante* — changeant d'objectifs, se relie à une autre, celle de la négation *du Progrès*, mais non pas *des progrès*. La lutte dont parle M. Thierry Maulnier peut changer, et donc se retourner sur elle-même, aller en arrière. Mais le Progrès, lui, est rectiligne, du moins dans la pensée révolutionnaire. Il ne recule pas, il va sans cesse de l'avant, et tout progrès sur un coin de la terre, réalisé par une nation, ne peut que profiter au genre humain. Condorcet a très bien exposé cela, dans son Tableau.

Si la notion de lutte continue et changeante ne peut pas se concilier avec celle du Progrès, elle peut faire, par contre, très bon ménage avec l'idée *des progrès particuliers*, concrets et périssables. Sur un point de la terre, une nation peut avoir fait faire des grands pas à la civilisation. Cela ne veut pas dire que le genre humain en profitera, qu'il a fait une conquête éternelle, ni produit un phénomène irréversible, sur lequel on ne pourra plus jamais revenir. Moins optimistes que les hommes de la Révolution, les Contre-Révolutionnaires pensent que la résistance des choses à nos volontés est plus grande qu'on ne se l'imagine habituellement. L'humanité, selon eux, ne fait pas des bonds rapides. Les conquêtes de quelques-uns des groupements humains ne sont pas définitives. Elles peuvent être suivies de reculs très profonds. Pour eux, l'économie n'est pas souveraine dans l'univers. Le gaspillage y fait souvent une besogne immense. Ainsi l'humanité ne va pas d'un pas tranquille vers ses destinées fraîches et joyeuses. Tantôt elle avance, tantôt elle recule. En réalité, pour les Contre-Révolutionnaires, ce n'est pas *l'Humanité*, mais des *groupements humains* qui

font ces expériences décevantes. On connaît le mot de ce Contre-Révolutionnaire qui se vantait de ne pas connaître *l'Homme*, mais de connaître *des hommes*, des Italiens, des Français, des Allemands, et même Montesquieu lui avait appris qu'il y avait aussi des Persans, de par le vaste monde, mais aucune trace de l'Homme. Décidément, la Contre-Révolution a peur des majuscules. Elle en est terrifiée.

Mais la société n'est pas tout. Au-delà s'étend l'immense univers. Comme la raison humaine est universelle, il lui paraît normal d'étendre ses jugements sociaux et de les appliquer au monde en général. La théorie du Progrès et celle des progrès, étendues aux règnes animal et végétal, deviennent des théories de l'évolution et des mutations.

La théorie de l'évolution est la variante naturelle de la théorie sociale du Progrès. De même que la société avance en ligne droite et continuellement, les espèces animales évoluent et sortent les unes des autres, comme un progrès est amené par un autre progrès ; c'est la théorie de l'évolution. Contre elle s'est dressée la théorie des mutations subites et soudaines où la filiation des choses se révèle être bien capricieuse. Ainsi les idées de M. Thierry-Maulnier pourraient se relier à la philosophie des mutations.

Pour notre auteur, si l'égalité économique était réalisée, la lutte reprendrait sur un autre terrain, et tout sera dit. Il ne faut pas que cette lutte puisse cesser, pas plus que la hiérarchie ne peut pas disparaître. Tout au contraire, les révolutionnaires pensent qu'un jour arrivera où l'on pourra mettre un terme à la lutte pour la puissance et à la hiérarchie. Car, au fait, qu'est-ce que la hiérarchie ? *C'est la diminution de l'homme devant l'homme*. A la lumière de cette définition on comprend fort bien pourquoi la Révolution espère détruire un jour l'autorité sociale. Parce qu'elle est optimiste et qu'elle croit à l'amélioration du bien-être humain, ce qui permettra à l'homme, en renforçant sa personnalité, de ne plus s'humilier devant l'homme. Le thème révolutionnaire de l'égalité se relie ainsi aux thèmes de l'optimisme, du bien-être et du progrès humain. Ces thèmes s'enchevêtrent les uns dans les autres. Et il serait bien tentant d'entreprendre un ouvrage dont le sujet serait : « Les thèmes de la Révolution et de la Contre-Révolution ». Ce serait, pour celui qui le ferait, une véritable jouissance intellectuelle.

La Contre-Révolution pense que l'autorité et la hiérarchie détruites se referont sans cesse. La Révolution croit que nous marchons vers un état définitif de paix et d'égalité, quelque peu semblables, mais pas trop à l'état stationnaire de Stuart Mill.

A l'exploitation de l'homme par l'homme on substituera celle de l'homme sur la nature. Pour parler le langage de M. Thierry Maulnier, on pourra dire encore :

A la puissance sociale de l'homme sur l'homme, on substituera, dans les siècles à venir, la puissance économique des hommes sur la nature.

CHAPITRE VI

LE LIBÉRALISME

M. Thierry Maulnier emploie, à la vérité, un terme plus dur. Il dit : la mystification libérale. Pourquoi ces duretés envers le libéralisme ? Parce que, selon notre auteur, la société moderne est la première dans laquelle la puissance sociale se soit exercée tout entière au profit d'une classe : la caste économique, et ce, grâce à ce que M. Thierry Maulnier veut bien appeler la mystification libérale.

« A mesure que la domination de l'économie tout entière passait entre les mains de ceux qui détournaient les moyens de financement de la production industrielle, la nouvelle puissance a exercé une pression de plus en plus forte dans deux directions différentes : d'une part, elle réduisait à un état de dépendance de plus en plus grande la masse des travailleurs salariés dont elle faisait les jouets passifs de l'offre et de la demande du travail et dont elle tendait à accroître sans cesse le nombre ; elle s'attaquait d'autre part aux instruments de puissance de la communauté nationale, à l'Etat, et faisait progressivement déchoir l'Etat national de la situation souveraine où l'avait placée l'effort des sociétés occidentales, pour en faire un organe d'exécution au service de la jouissance économique et un serviteur de ses intérêts ».

Ce nouveau pouvoir qui s'imposa aux nations comme aux individus diffère de ceux qui le précédèrent. Ceux-ci étaient *d'origine sociale*, ceux-là étaient *d'origine économique*, c'est-à-dire issu d'une fraction particulière de la société et *incapable* d'embrasser l'intérêt social dans toute son intégrité.

Là nous avons des critiques à formuler. M. Thierry Maulnier

constate que la puissance économique est d'une nature sociale particulière et non pas générale. Mais pourquoi faut-il qu'il passe de cette sage constatation à une appréciation, plus précisément à une condamnation ? Certes, la puissance économique est très particulière, c'est-à-dire étroite, pourtant cela n'implique nullement sa condamnation, mais plutôt celle de la société antérieure. En effet, venir dire que la puissance économique est si étroite, n'est-ce pas avouer qu'on n'a pas donné à l'économie la part très large qu'il méritait dans la société, autrement dit qu'on n'a pas satisfait avec diligence les besoins humains. Cette constatation emporte la condamnation de la société ancienne qui toléra un semblable abus et non pas de la société nouvelle qui, précisément, s'évertue à donner à l'économie la plus large place. Oh ! nous savons bien qu'elle le fait maladroitement, mais ce qui est en jeu ici n'est pas la méthode ni la forme, mais la discussion des principes. Formellement, elle peut avoir tort, elle peut avoir employé une mauvaise méthode, mais ce qui est au-dessus de toute condamnation, c'est le principe qui consiste à vouloir étendre la fonction économique, faire d'une fonction particulière une fonction générale, bref satisfaire autant que possible et de *parti-pris*, pourrait-on dire, les besoins de *tous* les hommes. En multipliant les besoins, en étendant le nombre et la quantité des satisfactions, on étend la fonction économique jusqu'à en faire une fonction biologique et donc la rendre maîtresse de cette société qui est biologique, selon l'avis même de M. Thierry Maulnier, dont nous n'avons fait que mettre en contradiction les idées et mieux, faire ressortir les vices d'argumentation de l'auteur de l'« Au-delà du nationalisme ». Il est vrai que ce n'est pas notre critique qui empêchera M. Thierry Maulnier de continuer. Il le fera bravement jusqu'au bout.

**

Pour M. Thierry Maulnier, jamais jusqu'à l'avènement du libéralisme, la puissance sociale ne fut exercée seulement dans l'intérêt d'une classe. Certes, la classe gouvernante profita de l'exercice du pouvoir pour s'enrichir, mais elle pensa aussi à l'intérêt communautaire tout entier, ce à quoi la caste économique n'a pas pensé. Elle fut très égoïste, très étroite, dans ses vues, très mesquine.

« Dans toute société où la fonction, même de l'autorité souveraine, n'est pas définie, comme fonction propre et érigée de façon permanente au-dessus de toutes les autres, dans toute société non-monarchique, l'essence de l'Etat communautaire varie avec la forme de puissance sociale qui domine la société et lui impose son style d'existence, c'est-à-dire avec la fonction principale ou vitale de cette société : mais, que l'Etat fut théocratique, féodal, ploutocratique, quelle que fut la classe ou la caste dominante de la société à laquelle la puissance sociale souveraine a pu se trouver, dévolue dans l'histoire de l'Europe, cette classe ou cette caste prenait en charge toute la destinée communautaire et, en somme, se soumettait à l'Etat tout en soumettant l'Etat. La société capitaliste n'est pas la première forme de société dans laquelle la classe exerçant l'activité économique ait imposé son style d'existence, soumis la puissance sociale dominante et le gouvernement de fait ou de droit de la communauté : les républiques maritimes et marchandes de l'antiquité et des temps modernes, telle que la République des marchands de Venise, sont là pour nous le prouver. *La société capitaliste est la première dans laquelle le pouvoir de la classe économiquement dominante se soit exercé non pas comme un gouvernement de la communauté tout entière, mais au service des seuls intérêts de la classe dominante* : ou, de façon publique, et pour ainsi dire cynique, toute la vie politique, économique, sociale et spirituelle de la nation ait été gouvernée en vue d'assurer le seul profit du capital. La nouvelle puissance dominante s'exerçant non seulement aux dépens de la communauté nationale considérée dans son unité et dans sa durée historique, mais aux dépens de toutes les catégories particulières d'individus et de puissances que cette communauté comportait. Le destin des sociétés nationales, depuis deux siècles, a été de passer ainsi d'un pouvoir qui exprimait l'unité et la totalité de leur vie historique à un pouvoir qui n'exprimait que la dissociation » ¹, écrit M. Thierry Maulnier.

Peut-être, mais une dissociation d'où peuvent sortir des nouvelles synthèses historiques, probablement plus heureuses. C'est ce que les hommes souhaitent.

1 *Au-delà du nationalisme*. Pages 113-114.

*
**

Comment cette caste économique, maîtresse des instruments de production, s'est-elle rendue aussi maîtresse de la société ? Elle a ainsi, selon M. Thierry Maulnier, une double évolution, suivant les pays où elle opéra. En France, elle agit, violemment, en Angleterre elle opéra d'une manière paisible, et c'est lentement qu'elle fit disparaître l'ancienne armature du vieil Etat politique.

« Le processus de cette disparition, écrit M. Thierry-Maulnier, a différé dans les diverses nations, soit que l'ancienne organisation de l'Etat fut, comme en France, balayée au cours des brutales secousses révolutionnaires, soit que, comme en Angleterre par exemple, la nouvelle puissance sociale se bornât à épuiser progressivement et à vider de leur substance les anciennes institutions. Dans l'Angleterre moderne, la nouvelle puissance sociale s'est incarnée dans les institutions démocratiques, mais en laissant debout la façade traditionnelle de l'ancienne monarchie et de l'ancienne aristocratie. La preuve a été ainsi faite que la nouvelle caste dominante pouvait s'emparer pratiquement du pouvoir politique et gouverner la vie sociale soit en créant de toutes pièces, comme en France, l'Etat qui lui convenait le mieux, soit en transformant insensiblement l'Etat par des réformes partielles, en respectant les institutions les plus décoratives et, en partie, le style de vie de l'ancienne société » ².

Bref, la nouvelle caste économique dut détruire ou affaiblir lentement, jusqu'à l'épuisement complet, les anciennes formes de hiérarchie non-économique.

*
**

Il y a dans l'exposé que M. Thierry Maulnier nous fait de l'évolution implacable, une idée bien curieuse, surtout de la part d'un Contre-Révolutionnaire. Il se demande si le maintien de l'ancienne structure sociale en France aurait empêché l'ascension de la nouvelle puissance. Il ne le pense pas.

« A supposer même que la monarchie française ait été épar-

gnée en 1792, et qu'ainsi la puissante armature de l'Etat souverain traditionnel fut restée debout, il n'est pas probable que cette armature eût pu résister par ses propres forces à l'immense poussée de la nouvelle puissance née de la transformation industrielle, il n'est pas probable qu'ayant échappé au risque de la *révolution brutale*, elle eût échappé aussi au *dépérissement* politique et à l'affaiblissement de tous les Etats européens, monarchiques ou non, devant la montée de la nouvelle caste économique dominante. Là où la monarchie s'est maintenue au cours du XIX^{me} siècle, elle a pris peu à peu la forme d'un décor de la démocratie réelle, elle n'a plus servi que de paravent à sa propre décrépitude, comme il arrive aux institutions lorsque la force positive leur est retirée. Il est certain que la vieille armature de l'Etat n'était pas assez puissante pour résister victorieusement au prodigieux changement que l'essor industriel apporta dans l'équilibre des forces sociales, au plus grand bouleversement dans ses conditions de vie et dans les fonctions de la société que l'homme ait connu depuis les temps historiques. *C'est pourquoi il est chimérique de penser que le maintien de l'ancienne structure sociale en France eut suffi à arrêter l'ascension de la nouvelle puissance* : Sans doute, l'existence même des anciens cadres et surtout d'un Etat souverain et incontesté eût apposé à la domination économique d'une classe, un frein efficace : le dilemme se serait toutefois posé pour le pouvoir communautaire, ou de se laisser évincer insensiblement par le pouvoir économique qui ne lui eût laissé qu'une valeur symbolique et formelle, ou d'affronter ce pouvoir pour le dominer et l'intégrer dans une structure sociale nouvelle, c'est-à-dire de prendre la tête et la responsabilité d'une véritable révolution. Le vieil Etat hiérarchique et communautaire, quelle que fut la valeur propre de ses institutions, ne pouvait assumer son rôle qu'autant qu'il possédait les instruments les plus efficaces de la puissance sociale : de nouveaux et gigantesques instruments de puissance étant nés, il devait nécessairement ou se métamorphoser lui-même pour en assurer le contrôle, ou s'effacer devant eux ».

Il résulte de ce qui précède que *l'ancien Etat a le choix entre la destruction rapide et le dépérissement*. Il serait facile de tirer d'ici la conclusion qu'une tendance fatale nous pousse vers l'égalité. Car le vieil état politique était hiérarchique et anti-

égalitaire. Sans doute, les nouvelles forces économiques — celles des possédants — ne veulent pas l'égalité, mais elles la rendent bien plus facile que par le passé, en permettant la concentration et l'union ouvrières. Les nouvelles forces économiques ne veulent pas l'égalité, mais elles l'amènent. C'est la rançon de leur triomphe.

Nous avons montré comment la ploutocratie, tout en étant plus riche que la noblesse d'ancien régime, est plus fragile. Sa puissance est instable, et sur ses ruines on peut bâtir l'égalité.



D'autres circonstances encore ont facilité le triomphe de la caste économique dominante, comme l'appelle M. Thierry Maulnier, ainsi que nous l'avons déjà dit. Parmi ces circonstances on doit compter *la tendance à l'inertie sociale*. C'est la masse elle-même qui renonce à l'exercice de la puissance sociale qu'elle conquiert. Le peuple fait les révolutions au profit d'une oligarchie.

« On a dit, écrit M. Thierry Maulnier, que les révolutions libérales de la fin du XVIII^{me} et du XIX^{me} siècle avaient été faites par le peuple (ou du moins par ses éléments populaires), au profit de la bourgeoisie. Les principes qui guidèrent ces révolutions, les principes de liberté et d'égalité qui avaient frappé de caducité l'ancienne organisation sociale, ont pu guider une révolte populaire dirigée contre cette organisation et le caractère tyrannique qu'on lui attribuait ; ils n'ont fait le jeu, en réalité, que de ceux qui possédant des moyens de puissance nouveaux et tendant au gouvernement de la société, avaient besoin d'en détruire les anciens cadres. Les gouvernements de forme libérale et démocratique qui s'installèrent progressivement dans l'Europe contemporaine paraissaient aux yeux du plus grand nombre substituer la liberté et l'égalité à l'oppression et à l'inégalité antérieures. *Nul ne comprenait qu'ils se bornaient en réalité à permettre la substitution d'une oppression et d'une inégalité d'essence économique aux contraintes et aux hiérarchies d'essence non-économique qui venaient de disparaître.* Le « peuple » à qui l'on faisait alors le cadeau de la liberté et de l'égalité, c'est-à-dire de la suppression de l'ancienne puissance communautaire, était ainsi victime d'une mys-

tification gigantesque : puisque la faiblesse même des moyens de l'autorité dans le nouvel Etat démocratique, faiblesse dans laquelle le grand nombre croyait une garantie pour les citoyens et une précaution contre la tyrannie mettait au contraire l'Etat dans l'impossibilité absolue d'opposer un barrage à la puissance grandissante de la caste économique, préparait sa dépossession indirecte par cette caste, et ouvrant ainsi la voie à la tyrannie nouvelle. Aujourd'hui encore, beaucoup d'esprits restent rebelles à cette évidence, que *la démocratie politique a consisté beaucoup moins dans la libération de l'individu que dans la libération des nouvelles réformes de puissances sociales qui tendaient à dominer la nation*. L'avènement de la démocratie parlementaire a été non l'avènement de la liberté et de l'égalité, mais la création d'une structure sociale nouvelle fondée uniquement sur l'inégalité économique et sur l'oppression économique : l'anéantissement de tout pouvoir et de toute discrimination sociale autres que les pouvoirs et les discriminations nées de l'essor industriel »³, écrit M. Thierry Maulnier.

Ce texte nous inspire deux observations. Tout d'abord, il est vrai comme dit M. Thierry Maulnier que la Révolution économique, loin d'assurer l'égalité et la liberté individuelles favorisa l'avènement de la ploutocratie ou caste économique dominante. Mais cette ploutocratie étant fragile, le mal n'est pas très grand.

La Révolution a tendu à égaliser l'égalité. *Pour le moment*, elle forgea les inégalités économiques. Mais leur vie ne peut pas être longue. Elle ne sera pas si heureuse et paisible que celle des inégalités nobiliaires. Ce n'est assurément pas l'oligarchie économique qui pourra jamais remonter jusqu'aux croisades. Elle ne pourra pas s'enorgueillir d'un long passé. Elle est trop instable, pour être dangereuse. Tout au plus, doit-on la haïr. C'est la seule concession que l'on puisse faire aux *sentiments* de l'homme, mais non pas à son *intelligence*.

En second lieu, M. Thierry Maulnier se sert contre la révolution d'un argument bien banal. Celle-ci ayant accusé la Contre-Révolution d'être tyrannique, cette dernière, pour se venger, retourna à la Révolution son épithète. M. Thierry Maulnier suit un grand exemple.

3 *Au-delà du nationalisme*, par Thierry Maulnier. Pages 120-121.



Que dire en conclusion ? Que le capitalisme s'installa dans le monde, grâce à l'appui des masses. Il put progresser avec le progrès de la démocratie et réaliser pleinement son style de vie. Il ne faut donc pas séparer la démocratie du capitalisme, et s'il y a un conseil que nous donne M. Maulnier, c'est celui-ci : *ne pas dissocier capitalisme et démocratie.*

CHAPITRE VII

LE MARXISME

Aux yeux de M. Thierry Maulnier, le marxisme est doctrinalement supérieur aux doctrines néo-nationalistes. Son appareil de doctrine et ses justifications dialectiques sont de beaucoup au-dessus de ce qu'on a pu élaborer de l'autre côté de la barricade. Ce qui ne veut pas dire qu'il soit au-dessus de tout reproche. Au contraire, M. Thierry Maulnier lui en trouve quelques-uns.

*
**

Le grief majeur que notre autre auteur impute au marxisme c'est son matérialisme qui aboutit à dissocier la matière et l'esprit, l'action et la pensée. M. Thierry Maulnier s'élève contre cette dissociation arbitraire, selon lui. Comme l'idéalisme fait la même chose, mais en sens inverse, en donnant la préférence à l'idée, il s'ensuit que notre auteur s'insurge également contre l'idéalisme. Ses idées, à ce sujet, sont longuement exposées dans son livre « Les Mythes socialistes ».

Écoutons-le parler :

« Séparant l'esprit de la réalité vivante, l'enfermant dans une spéculation impuissante, la philosophie idéaliste l'a privé de sa puissance créatrice historique et préparé la réaction matérialiste dont Marx devait être l'initiateur. Puisque la philosophie subjective, enfermée en elle-même, se révélait incapable de transformer le monde objectif, c'est dans le monde objectif, c'est dans les faits humains et sociaux que la pensée allait désormais trouver son principe. Au suprême effort tenté par la

philosophie idéaliste pour franchir les bornes du sujet et reprendre possession du monde naturel, celui de Hegel, Marx répond en transportant dans le monde naturel le centre d'intérêt de la philosophie, et, comme Hegel faisait dériver la nature de l'esprit, il fait dériver l'esprit de la nature. Ainsi le matérialisme opposait à l'idéalisme une solution inverse, et une erreur inverse. Comme l'idéalisme avait méconnu la résistance irréductible de l'objet, le matérialisme méconnaissait la résistance irréductible du sujet, conscience et volonté, l'impossibilité de rendre compte de la vie intérieure par la vie extérieure, des valeurs par les faits. Effaçant toutes les valeurs humaines dans la réalité objective, il faisait de l'homme un agent social, et consacrait l'intelligence au service ou à l'expression des destins collectifs. Le matérialisme rendait à la pensée humaine son efficacité, mais il ne lui donnait prise sur les faits qu'en lui imposant la divinisation des faits.

« Idéalisme, matérialisme, ce sont là les deux tentations inévitables de l'esprit lorsque la réalisme est perdu, lorsqu'est dissocié l'accord harmonieux de la pensée et du monde, de la spéculation et de l'action, ce sont là les deux tentations inévitables entre lesquelles la plupart de nos intellectuels se sont partagés »¹.

Bref, ni idéalisme, ni matérialisme ; réalisme.



Le marxisme contient d'autres erreurs, selon M. Thierry Maulnier. Il donne à la notion de travailleur prolétarien un sens social exorbitant. De même que les physiocrates avaient fait de l'agriculture la seule productive, Marx fait du prolétaire le seul producteur de la société. M. Thierry Maulnier n'admet nullement cette façon de voir. Pour lui, l'ouvrier a une grosse importance sociale, mais il n'est pas *tout* dans la cité, comme le voudrait faire croire Marx, et comme M. Thierry Maulnier ne veut pas, en homme avisé qu'il est, le croire. Pour sa part, il ne partage pas ces illusions.

Selon notre auteur, le marxisme revendique pour le pro-

¹ *Mythes Socialistes*, par Thierry Maulnier. Gallimard. n. r. f. Paris 1936. Pages 15-16.

ducteur des données matérielles de la civilisation le droit d'en être le seul maître. M. Thierry Maulnier s'élève avec force contre cette interprétation inexacte de la vie sociale, mais il se presse de nous faire observer que c'est dans cette inexactitude même — que l'on pourrait qualifier de bienheureuse — que le marxisme puise son efficacité.

Chez les ouvriers industriels est née la conscience que l'actuel système social, où ils n'ont pas tout ce qu'ils désirent et qui souvent les humilie, est fondé en réalité sur eux. Son existence dépend du travail prolétarien. Mais elle n'a rien trouvé de mieux que « rejeter en dehors d'elle-même ce qui lui était le plus nécessaire, retrancher de sa propre communauté dans une communauté inférieure et priver de ses valeurs de civilisation ceux qui lui procuraient les données matérielles de son existence et de sa prospérité »², autrement dit les ouvriers. Leur communauté, inférieure en richesses aux autres communautés, devait un jour finir par prendre conscience de ce que la société devait aux ouvriers manuels auxquels elle ne laissait qu'une place bien étroite. Et « le socialisme ce fut la certitude acquise par les travailleurs industriels, qu'à mesure que leurs maîtres les réduisaient à une condition plus misérable et plus humiliée ces maîtres dépendaient d'eux plus étroitement »³.

La classe ouvrière acquit la conscience de sa propre spoliation. D'où venait cette conscience ? Quelle est sa source ? Elle se trouve dans la différence des conditions matérielles des capitalistes et des ouvriers, ou, comme dit avec beaucoup plus de précision M. Thierry Maulnier, « dans la différence de rythme entre l'accroissement de la puissance capitaliste et l'évolution des conditions de vie du prolétariat »⁴. En des termes moins savants, on veut dire que les capitalistes se sont enrichis plus vite et davantage que les ouvriers.

« Ce désaccord entre l'accroissement gigantesque des profits du capital producteur, eux-mêmes investis en moyens de production et de profit plus puissants encore, et la stagnation, l'accroissement infime du pouvoir d'achat des salaires pour le prolétariat, imposaient cette évidence, que la société capitaliste ne payait pas le travail selon son efficacité productrice, qui

2 *Au-delà du nationalisme*, par Thierry Maulnier. Page 166.

3 *Au-delà du nationalisme*, par Thierry Maulnier. Page 166.

4 *Ibidem*. Page 165.

croissait sans cesse, mais selon la force de travail dépensée par le travailleur manuel, laquelle restait naturellement fixe. Puisque la quasi-totalité de l'excédent de puissance productrice procurée par le progrès technique bénéficiait aux seuls capitaux investis dans la production, et à leurs propriétaires, la preuve était faite que le travailleur manuel était victime d'une spoliation matérielle : et la révolte des mercenaires du travail, telle qu'elle fut interprétée, chez les premiers théoriciens socialistes, telle qu'elle s'exprime encore dans la loi marxiste de la plus-value, prit essentiellement la forme d'une révolte contre cette spoliation matérielle : le vol dont le travailleur était victime de la part de la société qui achetait sa force de travail fut chiffré en salaire, le travailleur se plaignant moins d'être exclu de la vie sociale et réduit à des rapports purement économiques avec la société que d'être dupé dans ces rapports économiques eux-mêmes » ⁵.

Mais, nous dit M. Thierry Maulnier, une société ne se libère pas, envers ses membres, qu'en les payant. C'est peu. Il faut davantage. Les pré-marxistes conseillaient à l'ouvrier de passer de l'état de mercenaires à l'état de producteurs. Le marxisme est allé plus loin. Il voulut faire de l'ouvrier plus qu'un participant haureux aux bienfaits de la civilisation : son maître. Et l'unique.

M. Thierry Maulnier ne peut pas accepter comme valable cette idée, ni ne veut accorder au travailleur manuel cette importance excessive. Pourquoi ? *Parce que le travail manuel postule le concours d'éléments producteurs non-manuels.* Ces derniers ont eux aussi voix au chapitre.

Le marxisme se mit à proclamer secondaires tous les modes de vie non-prolétaires. Cela était faux, mais l'efficacité du marxisme ne s'en trouvait pas atteinte, au contraire. En effet, cette doctrine avait donné pour base à la civilisation, le travail et l'activité. Or au moment précis où s'affirmait cette doctrine l'activité économique était devenue le moteur du progrès social. Ces coïncidences apparentes ont concouru non pas tant à la vérité de la doctrine qu'à son efficacité.

« La doctrine de Marx, écrit M. Thierry Maulnier, est apparue au moment précis de l'histoire où elle avait pour elle toutes

les complicités de l'apparence, ou ses conclusions « scientifiques » coïncidaient aisément avec la vue la plus grossière et la plus simple des choses. Elle proclamait l'activité économique, base première de toutes les civilisations humaines, au moment même où l'activité économique s'imposait comme le moteur essentiel de la civilisation moderne et y imposait un nouveau style de vie, elle affirmait que le travail manuel brut est le créateur de la valeur et le seul producteur véritable de la richesse économique au moment où dans l'activité économique le premier stade du machinisme faisait une place de plus en plus grande au travail manuel brut. Enfin et surtout, elle donnait la certitude que l'activité matérielle est la forme mère de tous les rapports sociaux, aux guides et aux chefs révolutionnaires d'une classe qui ne se trouvait plus liée avec la société qui exploitait son travail, que par le seul rapport économique de l'échange du travail et du salaire. Le marxisme donnait au prolétariat cette possibilité intellectuelle magnifique, de déclarer secondaires, dérivées, et en quelque sorte parasitaires, toutes les formes de la vie sociale dont il était exclu, et de déclarer seule primordiale, seule créatrice, susceptible par conséquent de substituer aux valeurs secondaires de la société bourgeoise des valeurs secondaires nouvelles, la seule forme de la vie sociale à laquelle il participât »⁶.

Cette erreur fut-elle commise sciemment par Marx. M. Thierry Maulnier le croit, parce que, selon lui, Marx, en bon théoricien de la « praxis », plaçait le critérium de la vérité des systèmes de pensée dans leur efficacité. Cette confusion aida grandement à l'extension du marxisme. De son côté, M. Thierry Maulnier ne voit dans le déterminisme historique qu'un jeu de mots. Selon lui, l'importance qu'on a donnée au facteur prolétarien doit être restreinte. A son avis, le prolétariat n'est pas *créateur* de la civilisation, mais il peut *la détruire* en lui refusant son concours. Le prolétariat est *nécessaire* à la constitution sociale d'aujourd'hui, il n'est pas *suffisant* pour la créer à lui tout seul. Incapable de créer une société prolétarienne, le prolétariat peut en échange détruire la société bourgeoise s'il lui fait défaut en se retirant, sur quelque mont Aventin social.

Le prolétariat d'aujourd'hui fait penser M. Thierry Maul-

6 *Op. cit.* Page 171.

nier aux mercenaires de l'Empire romain. Les barbares dont se servait Rome pour sa défense militaire n'avaient pas créé la civilisation matérielle, mais ils détenaient entre leurs mains la forme pour détruire cette civilisation.

« Comme le prolétariat moderne, les soldats mercenaires d'une société militaire pouvaient être tentés de se considérer comme les seuls créateurs d'une société à laquelle ils permettaient de vivre, et d'y réclamer ou d'y exercer une puissance sociale proportionnée au service rendu. Ils agirent du reste, comme s'ils avaient pensé ainsi, c'est-à-dire qu'ils conquièrent ou envahirent la société qui avait besoin de leurs services et lui imposèrent leur style de vie, mais ils ne parvinrent pas à créer des valeurs de civilisation à la place des valeurs qu'ils détruisaient »⁷.

Tout comme pour les mercenaires, rien ne prouve, à entendre M. Thierry Maulnier, que le prolétariat soit jamais capable de créer par ses propres forces les valeurs nécessaires à une civilisation nouvelle pour vivre et prospérer. On peut même affirmer le contraire.

Le prolétariat est affligé, selon les dires de l'auteur de Nietzsche, d'une impuissance créatrice profonde. Et tout l'effort positif du mouvement ouvrier a abouti moins à la création d'une civilisation nouvelle qu'à imposer à la civilisation ancienne son style de vie, des conditions de vie analogues à celles imposées au prolétariat par la société libérale.

« Parce que le prolétariat travaille selon des modes collectifs dans les grandes usines modernes, il entend en imposer la collectivisation. Parce qu'il est astreint à habiter les casernes ouvrières, il entend faire de telles casernes le mode universel d'habitation de l'avenir. Parce que du fait même de son agglomération en grandes masses, il se trouve astreint à une certaine promiscuité, il veut développer les sentiments communautaires. Parce qu'il n'est pas propriétaire, il construit un monde sans propriété. Parce qu'il a cessé d'être rattaché à des traditions nationales, il construit un monde internationaliste. Parce qu'il est salarié, il veut étendre à toutes les professions une condition analogue à celle du salariat. Certes, il compte bien que la suppression d'une classe dominante et parasitaire et une nou-

⁷ *Op. cit.* Page 175.

velle organisation de l'économie permettront un rapide accroissement du bien-être de tous. Mais ces progrès se feront dans le cadre de la nouvelle société prolétarienne et sans rien changer de notable à son style de vie essentiellement prolétarien, ils ne tendront qu'à faire des agglomérations humaines des cités ouvrières modèles, dotées, autant qu'il le faudra, de terrains de sport, de piscines, de bibliothèques, de maisons de repos, et de jardins d'enfants. Ils ne tendront qu'à *assurer et à perpétuer dans la société tout entière des modes de vie dérivés du mode de vie actuel du prolétariat industriel*. Le marxisme révolutionnaire a conduit le prolétariat beaucoup moins à réclamer à la communauté humaine les valeurs de civilisation dont il est privé, qu'à *imposer les valeurs nées de son propres dénuement et de sa propre humiliation sur la ruine des valeurs préexistantes*. De ce point de vue, le style de vie marxiste apparaît non comme un progrès réel sur les styles antérieurs, mais comme une interprétation de l'existence imparfaite et grossière, par une classe d'hommes déshéritée, selon les seuls critères que ses oppresseurs lui ont laissés »⁸.

Il y a bien d'objections à formuler contre cette façon d'envisager les choses. En effet, ne faudrait-il pas d'abord renverser la proposition de M. Thierry Maulnier ? Celui-ci nous dit que le prolétariat impose le style de caserne à la vie sociale, c'est parce qu'il y vit. On pourrait aussi soutenir l'inverse. C'est parce que le progrès s'affirme dans telle ou telle direction qu'il a imposé telle ou telle forme à la vie prolétarienne. M. Thierry Maulnier lui-même nous dit que le prolétariat est incapable de créer des valeurs de civilisation. En réalité le prolétariat n'a fait que vivre selon les commandements du progrès. C'est lui et non pas le prolétariat qui tend à imposer son style de vie à la société.

La *grande industrie moderne* a précédé les cités ouvrières. Avant de vivre en commun, on s'est réuni pour *produire* en commun. La production en série a imposé à son tour la vie en série. Il est apparu à l'homme qu'il est plus économique de produire en maniant des grandes masses humaines que de travailler en détail, isolément, chacun pour son compte. Par analogie, l'homme a aperçu que la vie en commun pouvait, pour les mê-

mes raisons, être tout aussi avantageuse. Il a donc dû, après avoir fait ces observations, en tirer les conclusions, en passant à l'exécution. C'est ainsi qu'après les grandes masses *industrielles* vinrent les grandes agglomérations humaines. La technique des produits précéda la technique de la vie en commun, où les ouvriers se trouvaient entassés pêle-mêle dans une promiscuité qui est apparue aux hommes révoltante.

C'est donc le progrès et non pas le prolétariat qui impose son style de vie à la civilisation.

Mais il y a dans l'argumentation de M. Thierry Maulnier un côté insidieux qui donne une allure quelque peu partisane à ses raisonnements, en apparence logiques, en réalité affectifs.

Constatant que le style de vie du prolétariat s'impose à la société, il tire de là une remarque bien tendancieuse. Observant que le prolétariat a vécu dans la misère et nous faisant observer que son style de vie découle de son état de profond dénuement, M. Thierry Maulnier a l'air de nous dire :

« Voilà des hommes vivant dans la misère et l'obscurité. Mais ils tiennent entre leurs mains la puissance sociale. Comme ils sont misérables, leur style de vie le sera autant. Mais ils veulent l'imposer au monde. N'est-il pas dès lors révoltant de voir les misérables faire la civilisation ? ».

Ces mots qui ne sont pas de M. Thierry Maulnier mais qui rendent explicite sa pensée, résument bien sa doctrine hiérarchique et anti-égalitaire. Celle-ci est une révolte contre l'orgueil des humbles.

Défense aux petits d'être créateurs ! Interdiction aux misérables d'être aussi intelligents que M. Thierry Maulnier !

Cette façon de voir les choses rappelle un autre refrain contre-révolutionnaire. Pour la Contre-Révolution, l'égalité c'est la ruine. Si l'on veut égaliser, on aboutira à créer partout et à généraliser la misère. Pour les contre-révolutionnaires, l'égalité ne va pas avec l'abondance. Ces deux mots jurent ensemble. L'égalité est le contraire de la prospérité. Elle ruine les cités, elle abat les empires, elle rend malheureux les hommes, en les rendant envieux. L'égalité et la mort font bon ménage. Il ne porte pas bonheur au genre humain.

L'égalité dans la misère, telle est la réalité qu'amènent les formules révolutionnaires s'écrie la Contre-Révolution. Car elle est fermement convaincue que l'égalité ne saura jamais faire

progresser ni le genre ni l'esprit humains. Elle est une régression effroyable, pire encore, elle est la mort.

Eh ! bien, les raisonnements de M. Thierry Maulnier aboutissent à la même conclusion. Le marxisme, en soutenant que l'ouvrier est tout, a tort selon notre auteur. Mais en faisant de l'ouvrier, donc de celui qui est au plus bas de l'échelle sociale, le maître de la société, on doit lui accorder les signes de cette puissance. Une fois maître, le misérable imposera sa façon de voir à la société. La misère s'imposera, avec lui, à elle. Ainsi la misère, en s'introduisant dans la société, ouvrira la porte à l'égalité prolétarienne.

L'égalité dans la misère, s'écrie la Contre-Révolution. La misère avec l'égalité, précise M. Thierry Maulnier.

CONCLUSION

AU-DELA DU NATIONALISME

Dans son livre intitulé « Mythes Socialistes », M. Thierry Maulnier s'élève avec vigueur contre la séparation de la pensée et de l'action, de la spéculation abstraite et du monde concret.

« Il faut, dit-il, que les hommes de ce temps apprennent ou réapprennent à mépriser et à détruire toute pensée où sont méconnues les conditions de la réalité sociale, toute institution sociale où la pensée humaine ne soit point incarnée ».

Dans son livre « Au-delà du nationalisme », M. Thierry Maulnier s'insurge contre la dissociation de la nation et de la révolution. Les conclusions de ce deuxième livre sont conformes au premier. Dans l'un et dans l'autre, il veut combiner deux choses qu'on désagrège. L'action et la pensée, dans le premier livre, la nation et la révolution, dans le second. Mais il faut dire que la Révolution à laquelle pense M. Thierry Maulnier ressemble étrangement à la Contre-Révolution. L'une et l'autre sont anti-égalitaires. La Révolution de M. Thierry Maulnier n'est qu'un jeu de mots. Plus précisément, une confusion de même.

Si la Révolution de M. Thierry Maulnier avait été vraiment révolutionnaire, on aurait pu faire là-dessus bien des hypothèses. Mais elle ne l'est pas. La Révolution de M. Thierry Maulnier rappelle les débuts quelque peu orageux et violents de l'Action Française. Parce que l'Action Française fut orageuse, on la crut révolutionnaire. Qu'on lise, à ce sujet, les confessions d'un ancien enfant de l'Action Française : Georges Valois. Il fut, au début, impressionné et agréablement ému par

les aripeaux révolutionnaires de l'Action Française naissante. Mais ce ne fut là qu'une apparence. Rapidement il s'est rendu compte que l'Action Française était, en dépit de son vocabulaire révolutionnaire, le groupement le plus archaïque, le plus anachronique et le plus réactionnaire de tous les groupements. Et il y a bien des chances que la Révolution de M. Thierry Maulnier ne soit pas tout autant archaïque.

On trouve au « Combat » comme à « Je suis partout » de ces grincements de dents ou de ces attitudes qui se veulent à tout prix iconoclastes, qui peuvent donner le change sur le reste. Mais ce reste finira vite par nous détromper ; c'est la Contre-Révolution dans toute la splendeur de ses crises nerveuses.

Mais supposons, malgré la réalité que la Révolution de M. Thierry soit vraiment révolutionnaire, c'est-à-dire égalitaire. Eh ! bien, en voulant associer la nation et la révolution, il aurait fait la même bonne besogne que nous lorsque nous avons essayé d'unir la royauté et la Révolution en une même synthèse. La monarchie étant d'habitude particularisme et nation, il était normal que l'association monarchie - révolution nous apparaisse comme étant semblable au couple nation-révolution.



Quoiqu'il en soit, M. Thierry Maulnier veut unir « sa » Révolution à la nation. Écoutons-le parler :

« Séparées l'une de l'autre, dressées l'une contre l'autre, la conscience nationale et la conscience révolutionnaire ne sont pas plus l'une que l'autre les forces dialectiques du futur, elles ne sont que les stériles produits de désagrégation d'une société finissante. La conscience nationale devient conservatrice, c'est-à-dire qu'elle assoie stupidement à l'effort pour perpétuer la réalité nationale l'effort pour y maintenir la puissance des forces qui la détruisent ; la conscience révolutionnaire se fait anti-historique et anti-nationale, c'est-à-dire qu'elle travaille à anéantir ce qu'elle veut libérer. Les mots même de « national » et de « révolutionnaire », à tel point ils ont été déshonorés l'un et l'autre par la démagogie, la médiocrité et le verbalisme, ne sont plus accueillis en France qu'avec une indifférence assez semblable au dégoût. Le problème est aujourd'hui de dépasser

ces mythes politiques fondés sur les antagonismes économiques d'une société divisée, de libérer le nationalisme de son caractère « bourgeois » *et la révolution de son caractère « prolétarien »*¹, d'intéresser organiquement, totalement à la révolution la nation qui seule peut la faire, à la nation la révolution qui seule peut la sauver »².

Il résulte de ce qui précède que M. Thierry Maulnier pense à un mariage de la nation et de la Révolution. Il reste à savoir si la nation voudra bien de « sa » Révolution. Nous en doutons fort.

1 Voir ce que nous avons dit, plus haut, à propos de la *Révolution*, de Thierry Maulnier.

2 *Op. cit.* Page 249.

D. - « *Je suis partout* »

7° - PIERRE LUCIUS

l'agonie du libéralisme

et

la faillite du capitalisme

INTRODUCTION

M. Pierre Lucius est un homme qui aime les métaphores et les idées de l'Action Française. Se souvenant un jour d'avoir lu Shakespeare, il se rappelle une scène du « Songe d'une nuit d'été » qu'il nous conte avec saveur. Titania épouse d'Obéron, tient beaucoup trop à un jeune page indien. Le mari se fâche et lui joue une scène de ménage à sa façon. Il intime à son serviteur favori, le démon Puck, l'ordre d'aller en Angleterre cueillir une fleur dont le suc a la vertu magique — une fois versé sur les paupières d'un homme endormi — de le rendre amoureux de la première créature rencontrée. Forcé par son maître, Puck verse sur les paupières de la reine endormie le suc farceur. Titania se réveille. A ce moment passe un lourdeau prétentieux, Bottom, auquel Puck, esprit inventif, colle des oreilles d'âne. L'homme, ainsi orné, se met à chanter. Son braiement a le don de réveiller Titania. Celle-ci, sous l'effet de la fleur magique, s'extasie devant le chant du baudet, en des termes vraiment exquis :

Sur ma couche de fleurs, quel chant surnaturel
Me réveille et paraît un air venu du ciel ?
Ah ! chante encore, mortel charmant, je t'en supplie !
Du baume de ta voix mon oreille est emplie ;
Mon œil boit à longs traits ta beauté : je te vois,
Merveille de mes jours pour la première fois ;
Tu parais seulement, bel ange, et je t'adore.

Il paraît à M. Pierre Lucius que les hommes d'aujourd'hui ont l'esprit dérangé comme la reine Titania. A l'en croire, la France se serait éprise « d'idoles à tête d'âne »¹. Quelles sont

¹ *L'Agonie du Libéralisme*, par Pierre Lucius. Page 2.

ces idoles ? Leurs noms sont, selon notre auteur : « Quantité », « Nombre », « Matière », « Science », « Machinisme ».

Dès le premier nom allégué, on sent l'influence de l'Action Française. Celle-ci, parce que hiérarchique, se veut d'être une doctrine qualitative. Elle défend la qualité qui ne peut être réservée qu'à un élite, tandis que la « quantité » ne peut aller qu'avec la « masse ». Il est donc normal que M. Maurras, avec toute son école et tous ses disciples, part en guerre contre la quantité ; celle-ci met en danger son « *paucis humanum genus* ». M. Pierre Lucius lui emboîte le pas et s'avance d'un cœur léger sur la route tracée par le maître.

La « quantité » n'est pas la seule idole à tête d'âne. Il y a aussi le nombre, la matière, la science, le machinisme. M. Pierre Lucius les considère comme des puissances inférieures dont le destin ne pouvait être que la servitude. Elles sont devenues reines.

Ces idoles, dont parle l'auteur de la « Faillite du Capitalisme », ont des liens étroits entre elles. Elles n'ont pas été énumérées par M. Pierre Lucius parce que telle fut sa fantaisie. Au contraire, une logique rigoureuse le poussait à le faire, et un ordre serré unit ces notions. La quantité est nombre. Elle est aussi matière, car elle n'a pas d'esprit et d'intelligence. La science créant cette quantité et la poussant à l'infini, est aussi une notion quantitative. Quant à la machine, il est superflu de dire qu'elle crée des masses de produits par son travail. Quantité, nombre, matière, science, machinisme, ces notions sont proches parentes, du moins dans le sens où les prend la Contre-Révolution. Il faut ajouter que M. Pierre Lucius a oublié d'ajouter une autre : l'égalité. Celle-ci est massive, barbare comme dit Charles Maurras, elle est quantitative et d'une matérialité épaisse, toujours selon la Contre-Révolution. Mais nous ne faisons pas de cet oubli un grief à M. Lucius. C'est une simple inadvertance de sa part, nullement défaut de logique. Un défaut d'attention plutôt qu'une contradiction.

Ces idoles ont longtemps régné sur l'esprit des hommes. Elles ont exercé sur eux un fort empire. Il semble maintenant, selon M. Pierre Lucius, que le charme soit rompu. L'empire de ces vieilles idoles paraît s'éteindre comme l'illusion de Titania. Au contact des réalités, la France paraît se ressaisir et se tirer de son lourd sommeil où l'avait jeté ses erreurs et la

magie enchanteresse de la démocratie. Aujourd'hui, la fantasmagorie s'estompe, les réalités apparaissent. Pareille aux sons du cor qui a fait réveiller Titania de son cauchemar, la vérité s'efforce de tirer la France de son mauvais rêve, qui fut aussi un mauvais pas.

La contrainte des faits s'impose au pays qui ne peut plus éluder les disciplines salvatrices, comme dit M. Pierre Lucius. Autrement les entreprises industrielles sont vouées à l'échec immédiat.

Mais quel est le trait dominant de l'époque actuelle ? Selon M. Pierre Lucius, il ne peut être que « le caractère limité des possibilités actuelles d'expansion de l'homme dans l'ordre quantitatif et la nécessité qui s'impose à lui de substituer l'effort vers la qualité au « laisser faire » en honneur au siècle dernier »².

Du texte que nous venons de citer, deux idées se dégagent :

1° l'idée de la *limite* des possibilités économiques de l'industrie humaine ;

2° l'idée de la *qualité*. C'est vers la qualité que l'homme doit tendre.

Ces deux propositions sont très logiques dans leur esprit. Elles se conforment l'une à l'autre, elle ne se contredisent pas. En effet, la quantité est sans limites, relativement bien entendu, tandis que la qualité ne peut être compatible avec la production en série. La qualité est une limite. La quantité c'est l'infini.

La qualité exige des soins multiples à donner aux unités en question. Mais pour bien soigner ces unités, ne faut-il pas réduire leur nombre ? Multiples, elles provoqueront une dispersion des soins sur un très grand nombre d'objets. En consé-

2 Le texte complet porte :

« Dans ces pages, on montrera que toutes les entreprises, personnelles ou collectives, faites au mépris des conditions actuelles, sont, en raison de l'état endémique de la crise où nous vivons, vouées à l'échec immédiat. On fera jaillir le trait dominant de notre époque, celui qui, dans le domaine des préoccupations et des réalisations, fait garder le premier rang. Penseur, politique, industriel, commerçant, s'ils veulent faire œuvre durable, devront subordonner leurs conceptions à une condition première de la viabilité qui est le caractère limité des possibilités actuelles d'expansion de l'homme dans l'ordre quantitatif et la nécessité qui s'impose à lui de substituer l'effort vers la qualité au « laisser faire » en honneur au siècle dernier.

« Telle est la loi dont nous déterminerons l'incidence fatale sur les différentes modalités de l'activité humaine : l'économique, le politique, le social, le spirituel, en des temps, du reste, particulièrement favorables à l'épanouissement du véritable génie français ». *L'Agonie du libéralisme*, par Pierre Lucius. Recueil Sirey, Paris, 1938. Page 3.

quence on doit réduire ce nombre, afin de rendre efficaces les soins. On sacrifie l'un à l'autre. Il n'en est pas de même dans une économie quantitative. Celle-ci s'attaque à deux notions qu'il faut bien distinguer :

1° la limite ;

2° l'impossible.

La quantité recule les limites et, par là, les bornes du possible. Une économie quantitative s'attaque à l'infini. Elle veut le terrasser. Impossible, n'est pas un mot quantitatif.

Pour mieux encore nous faire comprendre, on peut se servir d'une image empruntée au problème de la natalité, si angoissant pour certains pays. Si on fait beaucoup d'enfants on ne pourra pas, *dans l'actuelle organisation sociale*, leur donner à chacun d'eux des soins minutieux. On les partage et chaque enfant aura une petite part de l'affection ou de l'attention familiale. Si par contre on veut, dans le ménage, « faire » de la qualité, comme notre auteur veut en faire dans l'économie, alors on doit restreindre le nombre des enfants, afin d'accabler un petit nombre d'enfants des soins multiples. Il est vrai que, — parce que moins nombreux, et ce en vertu de la loi des grands nombres — ces maigres enfants peuvent périr plus facilement. Car les risques de vie sont grands.

On fait avec l'enfant ce que l'on fait avec les placements. Nombreux, ils amènent une division, des risques et des soins. Mais, de toute façon, l'enfant est un bon placement.

A la lumière de l'exemple donné, on peut voir combien fragile est la doctrine de la qualité. Les risques extérieurs étant grands, si l'on produit peu d'unités elles peuvent être plus facilement détruites par les divers sinistres qui guettent tout ce qui est existence. On dira que la qualité compense le petit nombre et que les soins donnés accroissent leur résistance. Mais la qualité veut dire affinement, et les choses raffinées sont choses bien fragiles. Trop polies par la minutie des hommes, elles perdent de leur puissance de résistance. A force de les patiner, on les rend lisse, on les désarme de leurs aspérités qui sont leurs cuirasses. Bref, elles sont *trop polies pour être fortes*.

La qualité est anémique. La quantité est tonifiante. Elle est lourde et impose respect à la vie par sa masse énorme. Une

table bien affinée, un bijou bien stylé, un enfant bien élevé ³ sont choses fragiles. D'un léger coup de pied on détruit une jolie et frêle table « Louis XV ». Quant à l'enfant trop patiné par de vaines mondanités, il peut, s'il ne se ressaisit, être encore plus fragile aux coups de pied. Un beau et grand livre, qui est la qualité par excellence, peut lui aussi être ruiné facilement et détruit *complètement*, surtout s'il n'a pas le nombre de son côté. Et comment pourrait-il l'avoir, dans la conception de la Contre-Révolution, pour qui nombre et qualité sont incompatibles. Cela ne veut pas dire que nous condamnons la qualité — qu'on ne nous fasse pas dire ce que nous ne pensons pas — mais ce qui est blâmable c'est la théorie contre-révolutionnaire de la qualité.

Une table, un bijou ou un enfant de qualité sont sujets à un facile dépérissement. Mais si ces tables, ou ces bijoux, ou ces enfants sont en grand nombre, alors la vie de l'ensemble est sauve. La quantité leur donne une vie nouvelle et plus forte. En ce sens, la quantité est un bien tonique.

Cette « qualité » dont nous parle M. Pierre Lucius va très bien avec le sens des limites. Elle arrête. Elle fige la production. Elle lui impose un cran d'arrêt. Elle diminue le nombre des produits, tout en gardant intact le trésor de soins minutieux à dépenser à un maigre peuple d'objets.

*
**

Nous avons montré jusqu'ici combien M. Pierre Lucius était logique avec soi-même. Mais il n'est pas seul dans ce monde ; il fait partie d'un monde qu'on peut appeler l'Action Française, ou encore la Contre-Révolution, si l'on veut considérer tout l'univers dont il fait partie et non pas seulement la petite chapelle à laquelle il est attaché ; Contre-Révolution, on doit encore appeler ce monde si on doit rendre compte de toutes ses limites. La tâche que nous nous imposons maintenant c'est de montrer comment M. Pierre Lucius, après avoir été conséquent avec lui-même, se conforme aux doctrines maurrassienne et contre-révolutionnaire.

³ Quant à ce dernier mot, nous devons faire certaines réserves.

A tout seigneur tout honneur, commençons avec M. Maurras. On se rappelle combien celui-ci, dans son célèbre article sur la Civilisation, avait nettement distinguer les caractères de la quantité et ceux de la qualité, en les opposant. La quantité c'est l'infini, à son avis. Une tour peut être haussé dix fois, vingt fois plus qu'elle ne l'est. Dans la production matérielle, l'homme ne s'arrête pas. Encore un pas, et M. Maurras dirait : matériellement, tout va de plus en plus. Il ne le dit pas, mais cette dernière proposition n'interprète pas faussement sa doctrine. En effet, dire qu'une tour peut être élevée de mille et mille pieds, n'est-ce pas dire que, pour Charles Maurras, matériellement, tout va à l'infini ? Mais là, il s'oppose à Jacques Bainville pour qui rien ne va de plus en plus ni de moins en moins. D'un certain point de vue, ces hommes se contredisent. A un autre, ils paraissent se compléter, Jacques Bainville appliquant à la matière ce que Maurras circonscrit au domaine de l'esprit. Mais alors Charles Maurras se contredirait lui-même. Si l'infini n'est pas plus le trait spécifique de la quantité qu'il ne l'est de la qualité, on se demande comment ces deux notions peuvent encore différer l'une de l'autre ? Si elles se confondent, pourquoi encore les distinguer. Notez bien que cette question a une grosse importance, parce qu'elle met en jeu le principe même de l'égalité qui est le véritable moteur de la Civilisation, comme nous le ferons voir ultérieurement.

Charles Maurras distingue avec netteté, nous allons dire avec âpreté, deux mondes opposés, celui de la quantité et celui de la qualité. La quantité va à l'infini ; elle pousse à l'absurde. Elle marche résolument vers l'impossible. De plus, elle est scientifique. Comme elle, la quantité s'abat sur la matière qu'elle accable de son poids. La qualité, elle, se contente, selon M. Maurras, à être plus raisonnable, alors que la quantité est scientifique et excessivement rationnelle, uniforme, standardisée. La qualité arrête ; elle repose. Ce n'est pas la tour qu'on peut agrandir à tout moment, mais la perfection dont les formes sont immuables. De là, en prolongeant la pensée maurrassienne, on pourrait dire : la quantité est mobile, fuyante, aux contours estompés. La qualité est une forme ; elle est une limite. L'une est immuable et a choisi pour domicile l'éternité, l'autre change sans trêve. Etre et Devenir.

La qualité a des frontières ; la quantité n'a que celle de

l'infini. L'une repose dans l'immuable, l'autre court sans cesse les mirages.

Cette doctrine maurrassienne, ainsi exposée, se rapproche de celle de M. Pierre Lucius. Pour Maurras, comme pour M. Pierre Lucius, la quantité est liée à la science et au progrès matériel, dont notre auteur avait déjà dit que c'était là des idoles à tête d'âne. On décèle chez ces hommes un mépris parfait pour l'infini et la quantité. Ils aiment trop la perfection. Au fait, l'ont-ils jamais atteinte ?

*
**

M. Pierre Lucius est, en homme qui respecte la logique et les vénérables ancêtres, parfaitement conséquent avec les enseignements de la Contre-Révolution. Il l'est avec elle autant qu'avec le maurrassisme. Sans doute, est-ce pour ne pas faire des jaloux.

Quoiqu'il en soit, nous devons remarquer cette parenté des idées de M. Pierre Lucius et des doctrines de la Contre-Révolution. C'est pourquoi, même s'il n'écrit pas à l'Action Française, notre auteur avait sa place dans cette étude qui vise la Contre-Révolution. Il y trouvait des amis.

Cette étude sur le maurrassisme n'est à proprement parler que la Contre-Révolution vu d'un angle particulier, celui de l'Action Française. Elle pouvait être entreprise de deux façons. Ou bien extraire de la Contre-Révolution, ses thèmes de pensée, sans tenir compte des auteurs, ou bien étudier ceux-ci, et les thèmes de philosophie en fonction d'eux-mêmes. Dans le premier cas, on aurait abouti à une étude quelque peu anonyme, les noms d'auteurs se noyaient dans le corps des doctrines. Dans le second cas — le nôtre — les auteurs gardent leur personnalité, tout en faisant montrer les liens qui les unit à la Contre-Révolution et tout en permettant grosso-modo de dégager leur principe fondamental.

L'idée essentielle de la Révolution c'est l'égalité. De la Contre-Révolution, la hiérarchie. Et nous espérons bien que ces idées ont eu le moyen de se dégager des longs développements auxquels a donné lieu notre discussion des principes contre-révolutionnaires.

La Révolution est la théorie de l'égalité. La Contre-Révo

lution en est la critique. Mais descendons de ces vues générales à des points particuliers. Le maurrassisme, comme la Contre-Révolution, est une théorie des inégalités sociales. La doctrine de M. Pierre Lucius est une *théorie de la qualité*. Si on veut chercher ce qui fait le fond du maurrassisme, comme de la Contre-Révolution, on doit dire que c'est l'égalité. D'autre part, si l'on recherche quelle peut bien être l'idée la plus chère à M. Pierre Lucius, on doit dire que c'est la qualité. Mais alors on peut se demander quels sont les liens qui unissent cette doctrine de la qualité à cette critique de l'égalité ?

La qualité est le pendant matériel de l'inégalité humaine. Elle est dans l'ordre de la matière, ce que le contraire de l'égalité est dans l'ordre humain. Les hommes supérieurs à d'autres sont des *hommes de qualité*. Celle-ci est diverse. Variée est aussi la hiérarchie sociale. On trouve là des classes et des catégories sociales allant des plus basses aux plus hautement placées.

La variété est qualitative. La hiérarchie sociale est diverse. Et l'homme d'en haut se croit qualitativement supérieur aux hommes d'en bas. Ne leur dites pas que c'est grâce au hasard qu'ils sont là. Ils ne vous croiront pas. C'est bien dommage.

Qu'on ne voit pas dans le rapprochement de la notion de qualité et de celle d'égalité, par le truchement des « hommes de qualité », un simple jeu de mots. On se trouve en présence d'un rapprochement de deux réalités semblables. L'égalité est uniforme et quantitative ; elle s'applique au grand nombre, elle est massive. L'égalité est démocratique et populaire ; standard et quantité. L'égalité est une invention des masses ; c'est leur plus grande vertu. Les masses ont *inventé* l'égalité, les philosophes l'ont *découvert*.

Si l'égalité est quantitative, son contraire, la hiérarchie doit être qualitative. Opposer la quantité à l'égalité, c'est opposer l'égalité à la hiérarchie. Et il est bon de dire que sur ce point, Contre-Révolution et maurrassisme parlent d'or. Notez que les doctrinaires de la Contre-Révolution ont vivement combattu la quantité en qui ils voyaient un ennemi, et dont ils ont fait un épouvantail pour le bon goût. Sous prétexte d'esthétique, ils voulaient perpétuer les inégalités sociales. En d'autres termes, opposer quantité et qualité, c'est transposer le débat sur l'égalité du terrain social et politique, sur le terrain esthétique. On

aime la qualité parce qu'elle est le beau. En conséquence, la hiérarchie aussi doit être belle. Les amis de nos amis...

Voilà comment la révolution réussit à mettre de son côté les meilleurs atouts : Dieu et le Beau. Devant ces références écrasantes, on n'a qu'à s'incliner, ôter son chapeau, saluer bien bas, et ensuite regarder. Que verrons-nous ? Ceci : la hiérarchie tutélaire de la cité est une chose divine pour la Contre-Révolution. Et si positiviste que M. Maurras soit, il divinise la hiérarchie ; pas seulement dans les paroles, dans l'esprit aussi. La hiérarchie est une divinité tutélaire. Mais elle est belle aussi. Et là-dessus on n'a qu'à lire les hymnes d'amour et de vénération élevés par Charles Maurras à la beauté des hiérarchies, de ce principe de gradation qui pénètre toutes choses en ce monde pour les transfigurer. La société est alors étagée en rayons, comme une belle pyramide rayée où le riche ne fraierait pas avec le misérable. Qui ne voit alors que de ce point de vue la caste représente la perfection. Elle est immuable et diverse dans sa rigidité. La caste a tout pour faire tressaillir d'aise M. Charles Maurras. Mais laissons ces transports de joie pour revenir sur terre.

Avec Dieu et l'Esthétique, la Contre-Révolution réussit d'embrigader à son service les plus fortes valeurs universelles. Qu'a-t-elle donné cette réussite ? Des déboires.

La Contre-Révolution est en recul perpétuel depuis 1789. Ce progrès en sens inverse a fait beaucoup de bien aux hommes. A force de voir la Contre-Révolution marcher à reculons, l'humanité put progresser. Elle gagnait le terrain perdu par l'autre. Cela fit un scandale. L'indignation s'empara des esprits alarmés et des intérêts justement offensés. Le complot des possédants prit naissance. Dans la doctrine, il s'affirma vigoureusement. En politique, il eût moins de chance. Il fut battu par la démocratie et la Révolution qui assurèrent, non pas le règne des ploutocrates, mais le règne des humbles. Les ploutocrates profitèrent des conditions de l'économie générale, tandis que le peuple maigre bénéficia, lui, — pour commencer, des conditions de la démocratie et de la Révolution. *La ploutocratie est un accident.* Le jour où la conquête économique du peuple sera achevée, la ploutocratie disparaîtra. Une fois la démocratie et la Révolution réalisées économiquement, la ploutocratie deviendra une vénérable pièce de musée. Pas même d'un musée social,

d'un musée ethnographique à côté des autres institutions primitives.

Comme nous l'avons déjà dit, il était plus facile de réaliser d'un coup l'égalité politique et juridique que d'établir la justice économique. Tout n'est pas possible dès le début. On peut alors vouloir de grandes choses et en faire de toutes petites. On sera enthousiaste et modeste. De la foi dans l'avenir et humble dans le présent.

La Révolution fit l'égalité politique, mais en économie elle n'alla pas si loin. Elle s'arrêta à mi-chemin. A défaut d'égalité, elle lui donna la liberté. Elle permit le triomphe des forts. S'emparant d'un secteur libre, ceux-ci ne pensèrent qu'à leurs intérêts privés. Ils *râflèrent* des milliards plutôt qu'ils ne *bâtirent* des fortunes. Ils vécurent de la *facilité* d'exploiter les hommes et non pas de la *production* des richesses. La ploutocratie est un régime de facilité au lieu d'être un régime de production. La démocratie la laissa faire, et longtemps. Aujourd'hui que la Révolution s'accentue, qu'elle est devenue plus puissante, la démocratie croit que le temps est venu de se mêler de l'économie. Après la démocratie politique, la démocratie économique. Celle-ci veut établir dans le secteur économique, avec le contrôle, l'égalité. Et la ploutocratie perdra, avec la liberté, sa fortune et le système hiérarchique qui la soutient. La démocratie veut dire : égalité et obligation. La ploutocratie signifie : liberté et hiérarchie. Elle donne aux *forts* l'occasion d'être *grands*.

La démocratie économique tuera la ploutocratie. L'ouvrier abattra le banquier. Cela est bon, cela est beau. M. Maurras lui-même devrait trépigner de joie. N'est-il pas l'adversaire farouche des ploutocraties financières ? Mais il combat la démocratie économique qui précisément détruit la ploutocratie. C'est là une contradiction maurrassienne. Pour la faire apparaître d'une manière plus frappante, nous rappellerons ce que l'homme d'Action Française disait à ses adversaires démocratiques qui déploraient certains actes ou gestes de la démocratie. Il leur disait :

— Vous condamnez les mauvais effets des causes que vous vénérez.

Cette réplique peut être tournée contre Charles Maurras lui-même, si bizarre que cela puisse apparaître à cet homme qui

se croit éminemment logique. Pour un peu, il se croirait la logique en soi, une idée platonicienne. Mais ne répétez pas ce dernier mot. Les adversaires de M. Maurras qui gardent encore la trace des griffes maurrassiennes, bien matérielles celles-là, vous diront que M. Maurras peut être toute chose, sauf un homme platonique. Certes non, diraient-ils.

Charles Maurras critique acharnément la ploutocratie, mais il critique aussi la démocratie qui fait œuvre salutaire en détruisant la dite ploutocratie. Voilà un homme qui dévoile tous les maux du ploutocratisme, mais lorsque la démocratie s'emploie à détruire les ploutocrates, il dit que la démocratie c'est le mal ou la mort, au choix. Ou plutôt pas de choix, tel est le décret maurrassien.

La démocratie tuant la ploutocratie, on pourra dire à Charles Maurras :

— Vous condamnez une institution qui nous soulage des maux dénoncés par vous-même.

A ses adversaires, Charles Maurras dit déplorer les effets dont ils vénèrent les causes. Ces fortes paroles peuvent être tournées contre Charles Maurras et même *retournées*. Charles Maurras déplore des causes qui tendent à détruire des effets qu'il trouve mauvais. Comme on voit, sa logique est impeccable ; il est difficile de la trouver en défaut. Elle nous dit n'avoir pas fait faillite. Et si elle ne s'est pas encore imposée aux esprits, si elle n'a pas encore triomphé, ce n'est pas sa faute. Les événements ont tort de ne pas lui donner raison.

Nous n'avons fait jusqu'à présent qu'exposer la contradiction maurrassienne en général. Qu'on la présente maintenant d'un point de vue plus particulier. Mais ne nous semble-t-il pas que dans une étude sur M. Pierre Lucius, nous nous étendons beaucoup trop sur le maurrassisme ? Certes non, parce que de celui-ci procède celui-là. Cette observation une fois faite, passons à l'exposition proprement dite.

Charles Maurras combat la démocratie politique parce que, affirme-t-il avec raison d'ailleurs, elle se prolonge en démocratie économique. Lorsqu'on a fait la république dans l'Etat, on doit la proclamer aussi à l'usine ; si l'on veut rester logique avec la doctrine on doit donc la soumettre à un processus d'extension. En effet, on a abattu le roi. Eh ! bien qu'attend-t-on pour abattre le patron cet autre monarque ? Ainsi M. Maurras

combat et la démocratie politique et sa transformation en démocratie économique — et peut-être combat-il celle-là *parce qu'elle* aboutit à celle-ci — mais la démocratie économique poursuit la ruine des ploutocrates.

En réalité, M. Maurras voit dans la démocratie économique un crime plus grand que dans la démocratie politique. Celle-ci peut bien faire la République, ce n'est pas cela qui touche profondément le maurrassisme, à condition d'avoir une république aristocratique. Mais la république économique est bien plus dangereuse parce qu'elle est égalitaire. Or, le maurrassisme étant anti-égalitaire avant d'être monarchique, il résulte de ceci qu'il combattrait avec plus de vigueur encore la démocratie économique. La république politique n'est rien pour le maurrassisme, tout au plus un péché véniel et français. La république économique, par contre, est un péché capital. Elle est à mettre au dernier étage de l'enfer pour se consommer dans les feux sans fin de la géhenne.

M. Maurras est monarchiste parce que Français. Mais le *maurrassisme*, lui, étant universel, peut fort bien accommoder des choses dont la France périrait. M. Maurras *maurrassien*, et non pas un *Maurras français*, pourrait fort bien être républicain aux Etats-Unis ou à Rome. Mais ce qu'il n'acceptera jamais, qu'il soit Français ou non, peu importe, dans la mesure où il reste maurrassien, c'est l'égalité ! Défense absolue de toucher à cette idole à tête d'âne. Plutôt toucher du bois.

Dans la mesure où il est doctrinaire, Charles Maurras est anti-égalitaire. Du point de vue universel et rationnel, il est le théoricien des hiérarchies. Du point de vue politique et français, il est monarchiste. Il lui semble que la France ne peut vivre qu'en monarchie, mais le monde, lui, peut très bien vivre en république, à condition de bannir l'égalité.

De ce que nous avons dit résulte que M. Charles Maurras combat la ploutocratie et aussi la démocratie économique qui tue cette ploutocratie, bête vraiment trop de M. Maurras. On pourra, il est vrai, nous dire que la démocratie économique, loin de détruire la ploutocratie, la fait vivre. Tout à l'heure nous avons démontré pourquoi cette assertion est gratuite. Cette démonstration nous l'avons fait en jouant des concepts d'égalité et de hiérarchie. Des jeux de mots pourra-t-on nous dire. C'est pourquoi, abandonnant ce langage, nous allons recourir

à un autre moyen afin d'éviter le reproche de tout à l'heure. Celui-ci n'est pas vrai, mais supposons que ce reproche soit juste et faisons un autre raisonnement pour montrer que la démocratie tend à détruire la ploutocratie. Peut-être, le mot de « raisonnement » que nous avons employé tout à l'heure prête à l'équivoque et permettrait à nos contradicteurs de dire que nous nous éloignons encore de la réalité en nous adonnant à des argumentations logiques vides de substance réelle. Nous nous excusons de ce mot et nous passons outre.

Nous allons diviser notre argumentation en deux parties suivant les deux arguments que l'on fera valoir.

D'abord, la démocratie signifie le triomphe des humbles. Ils sont misérables et nombreux. Or lorsque la démocratie s'établit quelque part, elle amène avec elle ces multitudes qu'elle introduit partout. Elle est une ruée. La démocratie est un *pousse-partout*. Elle pousse tous les hommes à pénétrer partout. Certes non, ce n'est pas la démocratie qui serait exclusive. Et d'ailleurs les troupeaux qu'elle entraîne à la victoire sont trop grands pour distinguer le tien et le mien. Cela est une affaire privée qui ne peut être discernée que par l'individu. A la démocratie il manque ce discernement. Les petites frontières du tien et du mien paraissent bien mesquines aux multitudes populaires. Elles les emportent. Mais comme la fortune des ploutocrates est faite de la distinction du tien et du mien, comme cette distinction ne peut être saisie que par des particuliers — hommes à intérêts privés — et comme d'autre part la démocratie ne respecte pas, en faveur des multitudes qu'elle entraîne à sa suite, la propriété privée et la liberté qui font la fortune des ploutocrates — la liberté sociale permettant aux forts de triompher des faibles — il s'ensuit que la démocratie, en devenant économique, devient anti-ploutocratique.

Mais, dira-t-on, on voit en plein étatismes — c'est la définition de la démocratie économique — naître et fleurir les grandes fortunes capitalistes. Donc la démocratie économique soutient les ploutocrates. Comme dit M. Charles Maurras, les hommes de gauche, qui vilipendent la ploutocratie, sont financés par elle. Les ploutocrates paient les attaques contre la ploutocratie : On appelle cela une prime d'assurance.

Il va de soi que les attaques anti-ploutocrates doivent être bien superficielles. Et voilà comment la démocratie ment le peu-

ple en lui faisant croire qu'elle est l'ennemie des riches, alors qu'elle en est entretenue. A cet argument on répondra par un argument — qui est aussi une lamentation — empruntée à la plume de M. Charles Maurras. Le chef royaliste se plaint de ce que la démocratie dévore, par son fisc, les fortunes. Aussi grandes soient-elles, elles ne peuvent résister à la ruée fiscale de la démocratie économique.

Charles Maurras lui-même reconnaît la vertu dévoratrice du fisc. En conséquence, et s'il voulait être logique avec lui-même, il ne devrait plus dire : démo-ploutocratie, ni voir dans la démocratie un encouragement perpétuel au capitalisme. Cet encouragement est provisoire et il est dû précisément à l'absence de la démocratie. Là où la démocratie se fait sentir avec son fisc, les fortunes s'en ressentent.

M. Maurras lui-même nous dit que les plus grandes fortunes ne peuvent tenir tête au fisc. Dont acte.



Sur un autre point encore, M. Pierre Lucius se rapproche de la Contre-Révolution. Il se dégage de sa doctrine un certain pessimisme difficile à voiler. Lorsqu'il nous dit que l'ère de l'expansion humaine est finie et bien finie, on sent sous sa plume un certain regret des temps passés. Ce regret et ce pessimisme vont très bien ensemble, comme ils sont proches de la Contre-Révolution. Celle-ci est pessimiste et a la nostalgie du passé. Par son pessimisme, elle s'oppose à l'optimisme de la Révolution ; par son passéisme, elle s'oppose à la confiance révolutionnaire dans l'avenir.

Lorsque M. Pierre Lucius nous avertit que le temps de la quantité infinie est passé et qu'il ne voit de salut que dans un retour aux saines limites, il ne montre assurément pas ce bel optimisme dont fait preuve la Révolution. Il faut se contenter de peu a-t-il l'air de nous dire. De la qualité, par exemple.

M. Pierre Lucius nous promet un horizon rétréci, un espace économique de plus en plus exigü.

De tous les coins de la terre s'élèvent des bornes. Des frontières sont tracées et l'homme se meut à l'intérieur de ces cadres mesquins. M. Pierre Lucius ne se demande pas comment on pourrait faire sauter ces cadres. Ils les prend tels qu'ils sont,

comme une fatalité inévitable, et il cherche à s'accommoder de leur existence. Elle peut le gêner aux entournures, mais à force d'habitude on s'y fera.

C'est dans une fatalité à rebours que consiste le pessimisme contre-révolutionnaire. Il n'essaie pas, comme la Révolution, à violer la nature, afin de lui montrer sa virilité. La contre-révolution dirait que cette virilité est une folie et qu'elle risque de vous laisser sans forces comme sans organes.

Il y a un fatalisme contre-révolutionnaire comme il y a un fatalisme de la Révolution. Et il est curieux de voir Charles Maurras accuser la Révolution de ce péché, alors que lui-même n'en est pas tout à fait exempt. Il critique Tocqueville pour sa croyance à la fatalité égalitaire, mais lui, Maurras, croit, de son côté, à la fatalité des hiérarchies. La loi de la gradation commande tout en ce bas monde ; elle s'insinue partout. Et M. Maurras est aussi fataliste qu'un autre dans la mesure où il est partisan.



Certes, il convient d'insister sur ce pessimisme de la Contre-Révolution ; il est caractéristique de cette conception du monde. Mais la grosse question que l'on doit soulever est celle-ci :

Le pessimisme contre-révolutionnaire est-il sincère ?

Il se peut que la demande ainsi formulée puisse prêter à l'équivoque. On doit alors, sans changer le fond, modifier la forme et dire :

Quel est le fondement psychologique du dit pessimisme ?

Ou encore :

Ce pessimisme est-il scientifique ?

Une telle question doit paraître bien normale à M. Maurras qui veut fonder la hiérarchie et la royauté sur la raison et la science.

Maintenant cherchons à savoir quel peut bien être le fondement psychologique de ce pessimisme, et nous verrons alors dans quelle mesure il est sincère — ce qui ne veut pas dire qu'il soit tout à fait conscient.

La Contre-Révolution est bâtie tout entière sur le concept de la hiérarchie. Celle-ci divise la société en supérieurs et en inférieurs, ce qui donne, sur le terrain économique, la division

du monde en deux classes : les possédants et les non-possédants. Pour maintenir ces derniers sous la domination des premiers, il faut à tout prix attirer l'attention sur leur faiblesse.

« Vous êtes, faibles, leur dit la Contre-Révolution. Petits et humbles vous ne pouvez pas vous élever par vous-mêmes. Il faut vous donner des maîtres dont l'objectif ne peut sans doute être que votre élévation. Sans eux, vous ne ferez rien.

C'est là, il faut le reconnaître, de la démagogie et de la présomption. On présume trop des forces de la noblesse, comme si la dite aristocratie n'était pas humaine et partant chargée des tares de l'humanité, dont pas plus les humbles que les riches n'en sont exempts.

C'est donc pour maintenir la domination des forts sur les soi-disant faibles que l'on invoque leurs faiblesses, et l'on fait cas de la protection nécessaire des supérieurs et du bienfait des hiérarchies tutélaires. Un sentiment bien égoïste se trouve à la base de ce pessimisme contre-révolutionnaire. Il est à remarquer que *le pessimisme contre-révolutionnaire est à sens unique*. Il s'appesantit sur les humbles dont il exagère l'impuissance et les faiblesses, mais il libère les aristocrates. En reconnaissant leur capacité à conduire les soi-disant inférieurs, n'est-ce pas faire preuve du plus fol optimisme ? Ainsi il y a deux poids et deux mesures, selon que vous êtes faible ou puissant. S'agit-il des misérables, la Contre-Révolution est bien pessimiste. S'agit-il des hommes forts, la Contre-Révolution est fortement optimiste. Aux uns, elle dénie toute capacité de relèvement *par leurs propres forces*, aux autres elle reconnaît des possibilités d'élévation.

Tout au contraire la Révolution est souriante aux humbles. Elle affirme la possibilité de s'élever par eux-mêmes.

Ces vérités psychologiques posent le problème de la sincérité de la Contre-Révolution. Est-elle sincère ? Non. Cela ne veut pas dire qu'elle soit consciente de son insécurité, ni qu'elle soit scientifique.

Scientifique, elle ne peut pas l'être. Elle est fondée sur un sentiment bien subjectif, si l'on peut dire, l'égoïsme. Elle veut sauver les privilèges. Pour ce, elle les sanctifie. Sincère, non plus, elle ne peut l'être. Elle tient à sauver ses aises. Tout ce qu'elle pourra dire, n'aura d'autre portée que de sauver ses commodités. La Contre-Révolution veut préserver son confort.

Ce faisant, elle n'est pas plus consciente, qu'elle n'est sincère ni scientifique. L'homme oublie souvent à analyser ses sentiments ou ses idées. Or lorsqu'il a le sentiment d'une chose à faire, il agit sans faire trop de raisonnements. Il n'a pas de temps à perdre avec l'introspection.



Si l'on veut résumer d'un seul mot les idées de M. Pierre Lucius, on dira : *qualité*. Nous sommes devant une théorie de la qualité, dont nous allons rendre compte. D'autre part, nous avons vu que cette doctrine de la qualité a des rapports très étroits avec les doctrines égalitaires. La qualité est un équivalent de la hiérarchie. Aussi en analysant les écrits de M. Pierre Lucius, resterons-nous conséquent avec nous-même, car c'est du même point de vue, — *l'égalité* — que nous entreprenons l'étude de cette œuvre. Mais avant d'entrer dans le vif du sujet, ne vaut-il pas mieux faire une critique très générale de ce point de vue de la qualité ? Nous le pensons, nous le ferons.

Il souffle, depuis quelque temps, dans certains esprits, un vent contraire à la notion de quantité. C'est à la fois une *mode* et un *symptôme* de progrès.

La Contre-Révolution, le maurrassisme, le syndicalisme ont entrepris une critique sévère de la démocratie et de son annexe, l'esprit quantitatif. Les philosophes n'aiment plus la quantité, et ils le disent. Les autres les imitent, parce que ces idées se portent en cette saison et qu'elles sont joyeusement nouvelles.

Autant que mode, cette théorie de la qualité et cette critique de la quantité sont des signes de progrès. La machine produit des objets en grosses quantités. Après cette production massive, il est venu le temps de demander à la machine autre chose que la quantité : la qualité. Et les théories de la qualité n'ont pas d'autres raisons d'être. Si on disait cela aux auteurs visés, ils ne le croiraient pas ; ils donneraient tort aux événements.

Il se passe avec la quantité et la qualité ce qui se passât avec la théorie du progrès. Dans l'ivresse des débuts, les théoriciens révolutionnaires avaient bâti une théorie du progrès, vraie dans ses lignes générales, mais emportée par l'optimisme, elle fut entachée de faiblesse de détail dont la Contre-Révolution entreprit la critique. Cette critique du progrès et de la démocratie

aura l'avantage, non pas de reviser les principes révolutionnaires, mais de permettre à la Révolution de se parfaire, en portant son effort de redressement sur les points visés. La démocratie et le progrès, loin d'être sapées à leurs bases, auront bénéficié des efforts doctrinaux de la Contre-Révolution et du maurrassisme, auxquels ils doivent en bonne logique dire : Merçi.



La théorie de la qualité dont M. Pierre Lucius est un des tenants, sinon les plus connus du moins les plus fidèles, est proche parente de la critique de l'égalité. Son ouvrage intitulé « L'Agonie du libéralisme » a pour sous-titre : « La Renaissance des *libertés* françaises ». Ce sous-titre est bien maurrassien, si l'on se rappelle la distinction maurrassienne de la *Liberté* abstraite et des *libertés* concrètes. Mais on aurait pu dire avec autant raison, sinon plus, « Renaissance des *inégalités* françaises » si l'on tient compte du fait que la qualité signifie, dans la pensée de nos auteurs, inégalité. Il est vrai de dire que le mot de *libertés* non plus n'est pas mauvais si l'on est au courant du vocabulaire maurrassien. Mais comme tout le monde ne l'est pas, ce titre prête à l'équivoque. Certes, on peut, avec Charles Maurras, appeler table un couvercle et couvre-chef un tableau, mais il faut avertir. Seulement, tout le monde n'entend pas cet avertissement, c'est pourquoi l'équivoque subsiste. Dissipons-le néanmoins et montrons pourquoi, dans la pensée maurrassienne le titre de M. Pierre Lucius est valable. Pour le maurrassisme la liberté est un privilège, donc hiérarchie. Elle est aussi qualité, car le privilège l'est bien. Cependant tout le monde n'étant pas au courant du vocabulaire maurrassien, et les Français ne parlant pas la langue de M. Maurras, il résulte que des malentendus peuvent surgir à ce propos qu'il faut expliquer au moyen du langage commun. C'est tant pis pour le maurrassisme, mais la vérité et la clarté y trouveront leurs comptes.

Doctrines de la qualité, la pensée de M. Pierre Lucius prête le flanc aux critiques que l'on peut faire à l'adresse de la notion de qualité, en général. Celle-ci s'attaque à la machine et à la quantité sous prétexte qu'elles sont primitives ou laides. La

réponse est facile à faire. Oublie-t-il que tous les débuts sont difficiles, que la machine est à ses débuts et qu'elle a bien le droit d'être temporairement mauvaise ? Elle fuit de la quantité parce qu'elle n'a pas en encore le temps de s'affirmer. Le jour venu, la production en série sera aussi une production qualitative. Ce n'est là qu'une simple question de temps, mais non pas une impossibilité absolue. La machine ne se confine pas dans la quantité, sauf dans la pensée des théoriciens contre-révolutionnaires. Ceux-ci s'imaginent que la grande production industrielle non-corporative est condamnée à la quantité ; ils se trompent. Avec le temps, la production sera à la fois industrielle et qualitative.

Il résulte de tout ceci que les théoriciens contre-révolutionnaires ont arbitrairement dissociés des notions qui peuvent parfaitement vivre ensemble, et ils l'ont fait à seule fin de pouvoir triompher de la Révolution. Maigre triomphe !



Il y a bien d'autres critiques à formuler contre cette dissociation de la qualité et de la quantité. En effet, les doctrines de la qualité limitent la production. Elles le font au nom d'une fallacieuse *perfection* qu'elles opposent à la *perfectibilité* révolutionnaire. Mais en limitant la production en faveur des soins à donner aux objets, on atteindra pas la perfection. C'est le bon sens autant que la loi des grands nombres qui s'y opposent. Pour faire bien, il faut avoir l'entraînement, et pour ce faire, bénéficier d'une longue expérience et d'une grande production. Limiter la production c'est par là même limiter la puissance de perfection. De son côté, la loi des grands nombres nous dit que, — le déchet de la perfection étant considérable, c'est-à-dire que pour produire des choses de qualité on ne pourra le faire qu'aux dépens de l'économie de matière, car pour faire *bien* une chose, il faut user *beaucoup* de choses, sinon toujours et nécessairement du moins dans la plupart des cas, — il faut un grand nombre d'objets pour avoir un bon nombre de beaux produits.

Demander de la qualité, avant d'avoir laissé à la machine le soin de travailler la matière et la quantité, c'est mettre la charrue avant les bœufs. On marchera à reculons. Les doctrines

contre-révolutionnaires sont bien anti-progressistes, dans tous les sens du terme. La doctrine de la qualité ainsi entendue est régressive. Cependant elle est à la mode.



La doctrine limitative de la qualité aboutit à la limitation de la production. On croit que du moins on assistera à un accroissement de la qualité des objets et de la quantité des soins donnés à ces objets. C'est un leurre. Si on limite la production on n'aura pas plus de quantité que de qualité. La production mesquine aboutira au laid. C'est là un beau progrès.

Les produits lancés en petite quantité auront le don de mécontenter tout le monde. Car personne n'aura plus autant qu'il veut ou qu'il demande. La production qualitative est pharmaceutique. On produira en quantités infiniment petites ; on mesurera avec le milligramme. La balance de M. Homais sera généralisée. A ce régime, tout le monde aura de la silhouette.

La Contre-Révolution aime l'infinitésimal. L'abondance lui répugne, la prospérité lui va mal. Elle cherche à produire pour une maigre élite de maigres biens. A ce compte, le reste de l'humanité n'aura plus qu'à se soumettre à la grande pénitence. La Contre-Révolution est presque une punition.

Cette production qualitative et infiniment petite va très bien avec le pessimisme à sens unique de la Contre-Révolution. Celle-ci n'annonce pas l'abondance et les grands biens comme le fait la Révolution. La Contre-Révolution se méfie de l'avenir et de la production quantitative. Quant à la libération du peuple, ce n'est pas là son souci majeur. Elle se contente de vouloir pour une petite humanité seulement une large place au soleil. Elle ne pense pas que le peuple aussi puisse un jour acquérir cette place au soleil. Elle lui dénie cette aptitude ; elle est méchante.

La Contre-Révolution ne croit pas, comme la Révolution, au bonheur illimité du peuple. A son avis, celui-ci doit se contenter de peu, car il ne peut pas faire grand'chose. C'est plus que du pessimisme, c'est de la modestie qu'elle enseigne aux hommes du commun. La Contre-Révolution est sage et vertueuse.

PREMIERE PARTIE

L'AGONIE DU LIBÉRALISME

Dans le livre ainsi intitulé, M. Pierre Lucius, qui veut édifier une doctrine de la qualité, se demande quel peut bien être le trait dominant des temps présents. Il ne reste pas là. Il veut aussi dégager les lois des économies limitées.

Tenant compte de ce que nous venons de dire, nous diviserons notre sujet en deux paragraphes, chacun divisé à son tour en chapitres, à savoir :

PARAGRAPHE I

Le trait dominant des temps présents

CHAPITRE I. — Réflexions sur quelques échecs ou quelques

CHAPITRE II. — Pour étudier les temps où nous vivons, réussites.

CHAPITRE III. — Le caractère distinctif des temps présents.

PARAGRAPHE II

CHAPITRE I. — Les conditions de la production au XX^m^e siècle.

CHAPITRE II. — Le communisme devant le problème des économies limitées.

CHAPITRE III. — Economies limitées et échanges internationaux.

CHAPITRE IV. — La structure de la Société dans les économies limitées.

CHAPITRE V. — La forme de l'Etat dans les économies limitées.

CHAPITRE VI. — Révision des valeurs.

PARAGRAPHE I

CHAPITRE I

RÉFLEXIONS SUR QUELQUES ÉCHECS ET QUELQUES RÉUSSITES

A écouter M. Pierre Lucius, on dirait que les événements ont à leur service une justice expéditive. Ils font échouer ceux qui ne bénéficient pas de leur agrément, triompher les autres, même si les premiers sont aidés par l'Etat, et les seconds combattus par les forces sociales. Envers et contre tous l'événement impose ses propres solutions. M. Pierre Lucius en donne quelques exemples. Citons-les.

A. — TOUTES LES FORCES DE L'ETAT AU SERVICE DU PACIFISME MERCANTILE

Résultat : un échec

M. Pierre Lucius se souvient encore de l'enthousiasme mystique que souleva la tournée des conférences économiques organisées à Genève. On y préconisa une politique de paix et d'entente économique. Mais l'internationale économique échoua. De nos jours, on constate un retour offensif des politiques douanières, nationalistes et particularistes.

Quelles sont les causes de cet échec, se demande M. Pierre Lucius ? Pourquoi le pacifisme mercantile, comme dit notre auteur, fit-il faillite ? Parce que tout s'y opposait, aussi bien

dans l'ordre industriel que dans l'ordre politique. Economiquement, les nations allaient vers une économie complexe ; les pays agricoles développaient leur industrie, les pays industriels leur agriculture. Politiquement, on tendait à l'indépendance des nations. La Révolution de 1789 avait fait triompher le principe des nationalités et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. On partagea l'Europe en une poussière d'Etat. « Dès lors, l'institution d'une Fédération des Etats d'Europe était un non-sens » conclut notre auteur.

On trouve dans cet exposé des idées de M. Pierre Lucius, l'influence de l'Action Française. Elle a en horreur le principe des nationalités. Les ouvrages de Jacques Bainville, tels : « L'Histoire des trois générations » ou « L'Histoire des deux peuples » contiennent une critique sévère du point de vue nationalitaire, comme aussi les ouvrages ou les articles de M. Maurras et consorts..... Ce principe de nationalités a affaibli la France, soutiennent-ils. Pourquoi leur demanderions-nous ? Parce qu'il permit deux autres peuples d'affirmer leur personnalité aux dépens de la France. Cela n'est pas un mal, c'est une fatalité. Tous les peuples veulent s'améliorer. Ce n'est pas la France qui aurait pu empêcher l'évolution fatale de l'humanité vers le progrès. Si la Contre-Révolution Française l'avait essayée, la France aurait été brisée. L'égoïsme d'une nation ne peut plus arrêter la marche de l'humanité.

Napoléon essaya de dominer l'Europe ; il fut abattu. D'autres, de nos jours, veulent dominer le monde ; ils seront piétinés. *Il n'y a pas de place pour une seule nation dans l'humanité actuelle.*

B. — TOUTES LES FORCES SOCIALES CONTRE L'AVENEMENT DU CORPORATISME

Résultat : il triomphe

On prendra, maintenant, un exemple inverse du précédant. On montrera qu'une nouvelle forme d'organisation de la société, appelée nécessairement à modifier l'Etat, enregistre des succès ininterrompus, parce qu'elle est en harmonie avec la structure économique nouvelle du monde ».

Ici, M. Pierre Lucius se livre à un historique sommaire de la période post-révolutionnaire. Il montre comment l'individualisme de 1789 fut continuellement combattu par les nécessités sociales. A la fin, le syndicat réussit à s'imposer. D'association libre au début il tend à devenir un organisme public. Tandis qu'aujourd'hui le corporatisme se fait pressant. La conclusion à tirer est :

C. — IDEALISME ET MATERIALISME SONT A REJETER PAREILLEMENT

Ni idéalisme, ni matérialisme ; réalisme. C'est une vieille idée de l'Action Française qui se veut originale à tout prix.

Pas plus que M. Thierry Maulnier, M. Pierre Lucius n'admet pas les propositions matérialistes de Karl Marx. A l'intérieur des cadres matériels, la liberté humaine reste entière. Mais notre auteur ne croit pas non plus que les idées pures mènent le monde. Pour lui la vérité est à mi-chemin entre un matérialisme et un spiritualisme absolus. Il veut réaliser un compromis entre ces deux doctrines. M. Pierre Lucius est un homme conciliant.

CHAPITRE II

POUR ÉTUDIER LE TEMPS OU NOUS VIVONS

Pour ce, notre auteur part à la recherche d'une nouvelle méthode. Il se demande si la crise où nous sommes enlisés est une crise cyclique ou une crise de civilisation ? Selon la réponse donnée à cette question dépend toute la structure sociale. Les libéraux disent que nous nous trouvons en présence d'une simple crise cyclique comme on a vu tant d'autres. M. Pierre Lucius n'admet pas une pareille interprétation. Là, il rejoint le marxisme dont il combat l'esprit.

Les facteurs que M. Pierre Lucius fait valoir, afin de nous montrer qu'il s'agit d'une crise de civilisation plutôt que d'une anodine crise cyclique sont :

- 1° les crises monétaires ;
- 2° la crise des institutions ;
- 3° la crise morale.

Reprenons-les un à un.

1° *Les crises monétaires.* — De 1803 à 1914, les monnaies connurent une longue période de stabilité. Depuis la guerre, par contre, les monnaies fléchissent à chaque instant. La France, l'Allemagne, l'Autriche, l'Europe centrale, personne n'y échappa. On assista à la danse des monnaies. Cette débâcle des systèmes monétaires consacre, aux yeux de M. Pierre Lucius, la fin du régime libéral.

2° *La crise des institutions.* — Depuis la guerre, innombrables sont les chutes des institutions politiques et sociales. Les révolutions russe, italienne, allemande, portugaise, espagnole ont mis en cause le *statu quo social*.

3° *La crise morale.* — On assiste au heurt des doctrines. Les révolutions russe, italienne, allemande, ont assigné à l'homme des fins qui les dépassent. De cette différence des fins proposées résulte le heurt des doctrines.

Quelles sont les fins assignées par les révolutions contemporaines ? Le but de la révolution russe est le bien-être matériel et l'égalité. Celui du fascisme et de l'hitlerisme est autre. Il vise l'Etat et la nation et proclame les principes hiérarchiques.

Il y a toutefois un point où hitlerisme et communisme se rejoignent : l'hostilité envers les religions traditionnelles. La haine de la croix les rend semblables.

CHAPITRE III

LE CARACTÈRE DISTINCTIF DES TEMPS PRÉSENTS

Ce caractère distinctif est dégagé de la comparaison de notre époque, avec celles qui l'ont précédée. Mais quelle est la méthode employée dans cette confrontation. C'est celle du choix des époques à comparer. On prendra le XIII^{me}, le XVII^{me}, le XIX^{me} siècles.

A. — *Le monde fermé du Moyen-Age.*

Ce monde a le sens des limites. Il vit replié sur lui-même et sur la défensive. Depuis la chute de Rome et jusqu'à la découverte de l'Amérique, l'Occident ne dicte pas sa loi au monde. Ce sont les autres qui lui impose un monde fermé.

L'Occident vit se développer alors une civilisation artisanale assez brillante. « L'activité de l'artisan, écrit M. Pierre Lucius, étant limitée, se concentrait sur un petit nombre d'objets, portés au plus haut degré de perfection. L'émulation de la concurrence s'exerçait nécessairement sur la qualité, puisque la quantité était étroitement contingente. »

« De même, l'homme du Moyen-Age s'échappe, par l'intensité de sa pensée et de sa foi, du cadre trop étroit de la Cité. *Limité en tout, il se concentre et tend à la perfection* ».

Ces lignes, surtout les dernières, sont caractéristiques de la pensée de M. Pierre Lucius, et de la Contre-Révolution, en général. *Si on limite la quantité, on aura inmanquablement la qualité.*

B. — *La Renaissance : le monde fermé du Moyen-Age s'ouvre.*

Par les découvertes maritimes, l'homme s'empare de l'espace. L'Amérique est découverte, l'Occident s'enrichit, le pionnier part à la conquête de la planète. Les terres nouvelles sont mises en valeur, les manufactures se développent. L'épargne et la puissance de l'argent s'accroissent, le capital se multiplie.

Les manufactures de l'Etat entraînent dans leur sillage les initiatives indépendantes. Chassé des grandes villes, par les jurandes, un capitalisme indépendant naît dans les campagnes et fournira ses cadres à la grande industrie moderne.

C. — *L'ère de la grande industrie. Le sens des limites s'évanouit.*

Au XIX^m siècle la planète entière constitue une seule unité économique. La prospérité devient croissante et les conceptions de l'homme optimistes.

« De grandes transformations se produisent dans les conceptions des hommes à la fin des XVIII^m siècle et au commencement du XIX^m siècle.

« Le mercantilisme, tout en recommandant le développement du commerce extérieur, était étroitement nationaliste. La concurrence économique internationale apparaît à un Colbert comme une forme de guerre. La marine et l'industrie dont il dotera la France sont les instruments créés par lui dans le but d'abattre ses rivales directes : la Hollande et l'Angleterre, et s'enrichir de leurs dépouilles.

« Les dirigeants de l'opinion au XIX^m siècle ont du monde une conception plus douce. Les rivalités internationales ne sont plus à redouter, affirment-ils. Les richesses sont réparties de telle sorte à la surface du globe que les diverses nations sont complémentaires les unes des autres »².

D. — *Les temps présents : le monde qui s'était ouvert à la Renaissance se referme.*

Au XIX^m siècle, le monde offre des possibilités illimitées. L'économie planétaire est une réalité. Elle forme une unité éco-

² Op. cit. Page 42.

nomique harmonieuse. Depuis, le monde s'est rétréci. Il est devenu plus petit, sans retourner à la cité moyenâgeuse, l'homme se tourna vers la nation, lui demandant aide et secours. Le cadre économique d'aujourd'hui est limité à la nation et l'homme du XX^{me} siècle devra résoudre les mêmes problèmes que celui du Moyen Age, parce que, comme celui-ci, il se trouve dans une économie limitée.

Que dire maintenant en conclusion ? Quel est le trait distinct de l'époque actuelle ? M. Pierre Lucius voit dans le *passage d'un milieu illimité à un milieu limité, un des caractères dominants de notre temps.*

Et c'est la comparaison de la société actuelle avec les précédentes qui ont permis de dégager ce caractère.

« A la Renaissance commence la course de l'homme dans l'espace. Aujourd'hui la terre a été explorée dans toutes ses parties et des nouveaux débouchés, ne sont plus à espérer. Le monde, qui s'était ouvert au XVI^{me} siècle, s'est refermé. Simultanément l'autorité des nations européennes est contestée en Asie et en Afrique. Notre continent n'est pas vaincu, mais son expansion continue depuis la Renaissance, se heurte à des résistances.

« Cependant l'homme n'a pas encore saisi que la structure économique du monde s'était modifiée. *Il reste dominé par les conceptions de l'infinités des possibilités humaines en honneur au siècle dernier.* Aussi, donne-t-il durement de la tête contre le mur qui l'entoure de toutes parts et qu'il ne brisera pas »³.

Cela reste à voir : Mais, en outre, ce texte est intéressant parce qu'il rend bien ce « climat » de Contre-Révolution que l'on trouve plus ou moins bien rendu dans les écrits des théoriciens de droite.

M. Pierre Lucius s'élève dans le texte cité, contre « les conceptions de l'infinité des possibilités humaines ». Cette proposition renferme et explique ce pessimisme de la Contre-Révolution dont nous avons déjà parlé dans notre introduction à l'étude de M. Pierre Lucius. Croire au bonheur infini et au progrès illimité c'est inconcevable pour la Contre-Révolution.

Il y a une autre observation à faire. L'homme aime saisir

les analogies. Ainsi fait M. Pierre Lucius. Il trouve aujourd'hui, comme au Moyen Age, un monde fermé. Il trouve au Moyen Age la corporation. M. Pierre Lucius ne pût pas résister à ces coïncidences ; il s'est fait corporatiste.

Chez lui, le corporatisme n'est pas une mode, c'est un travers bien humain : celui des généralisations hâtives.

PARAGRAPHE II

LES LOIS DES ÉCONOMIES LIMITÉES

Jusqu'ici nous avons montré comment pour M. Pierre Lucius le trait dominant des temps modernes se trouve dans le passage d'une économie illimitée à une économie limitée.

Si économie limitée il y a, il faut bien l'étudier et dégager ses lois. C'est ce qu'a voulu faire M. Pierre Lucius.

Écoutons-le parler :

« Ayant déterminé le trait dominant de notre époque, on montrera les conséquences matérielles et morales qu'il entraîne sur toutes les formes de l'activité humaine : sur la production, sur les échanges, sur la structure sociale, sur la forme de l'Etat, sur nos conceptions morales » ¹.

¹ *L'Agonie du Libéralisme*, par Pierre Lucius. Page 52.

CHAPITRE I

LES CONDITIONS DE LA PRODUCTION AU XX^e SIÈCLE

Comme la nature n'a jamais été aussi prodigue en biens, envers l'homme, que de nos jours, et comme d'autre part nous subissons des crises, il s'ensuit, pour M. Pierre Lucius, que le désordre actuel n'est pas dans les choses, mais dans les esprits. Voilà une proposition bien maurrassienne et qui montre l'empreinte des idées d'Action Française sur la pensée de M. Pierre Lucius. Pour M. Maurras non plus, avoir l'ordre dans les rues, ne suffit pas. Il faut mettre de l'ordre dans les têtes.

Le désordre étant de nature spirituelle, notre auteur nous convie à confronter les conceptions actuelles des hommes relatives à l'organisation de la production et à la direction des entreprises avec la réalité présente, et qu'on cherche les origines de ces doctrines.

L'origine de ces idées se trouve dans les conceptions philosophiques des sociétés secrètes. Celles-ci se résument facilement. Elles accordent à la science une importance considérable. Cette science et la technique qui en découle sont à l'origine du progrès humain.

Ces conceptions sont bien positivistes, et il est curieux de voir le disciple d'un positiviste tel que Ch. Maurras, critiquer le principe positiviste. Bien plus, M. Pierre Lucius voit dans ces idées positives des sociétés secrètes, des conceptions mystiques. Comment a-t-il pu opérer un pareil renversement des valeurs ? C'est son secret que nous allons dévoiler.

Rendant compte des propositions de Saint-Simon, dans les-

quelles M. Pierre Lucius voit des influences franc-maçoniques, bien que Saint-Simon n'en ait pas fait partie, et où il est dit que la nation est une société industrielle où l'on ne devrait plus gouverner les hommes, mais administrer les choses, M. Pierre Lucius écrit :

Ces conceptions mystiques enflammeront les pionniers de l'industrie ; elles nourriront les parties affectives de leur âme et ainsi les pousseront aux vastes réalisations. Mais, simultanément, les doctrines nouvelles les détourneront des problèmes humains, la création des richesses deviendra leur unique souci. Le moyen de vivre sera le but de la vie ; dès lors la chute dans le désordre sera inévitable ».

En d'autres termes, penser au ventre c'est faire du mysticisme et non pas du réalisme à la Maurras.



M. Pierre Lucius conclut à la faillite du matérialisme en honneur au siècle. Nous croyons que M. Pierre Lucius se hâte quelque peu. Sans doute, le libéralisme s'est-il fait battre par tout le monde, mais il est difficile de croire, surtout dans un siècle aussi industrialisé que le nôtre, que le matérialisme soit en recul — il ne s'agit pas du matérialisme historique, mais du matérialisme tout court, celui qui accorde une insigne importance à l'industrie, et même la première place dans les préoccupations actuelles de l'homme. — C'est plutôt aujourd'hui qu'il s'affirme avec plus de vigueur qu'hier. Que sont ces agitations sociales, ces réformes ouvrières, ces semaines de quarante heures sinon les indices d'un triomphe patent du matérialisme ?

Pour mieux faire saisir à M. Pierre Lucius la fausseté de sa position, nous nous permettons de lui raconter une anecdote, mais plus vraie que ses opinions. Il y avait en Roumanie un parti politique fondé sur la bourgeoisie et fondé à un moment où cette bourgeoisie n'existait pas. La vie de ce parti dépendait d'un équivoque. Vers la fin du XIX^m siècle et le commencement du XX^m siècle, jusqu'en 1928, ce parti avait dominé la Roumanie, sans se soucier si l'on avait ou non une bourgeoisie roumaine. Mais voilà qu'avec le temps cette bourgeoisie se forme. Alors les théoriciens du parti en question s'écrient :

« Aujourd'hui plus que jamais ce parti doit gouverner la

Roumanie ». Juste en ce moment le parti cessa d'exister. Un décret royal mit fin à ses jours sans raison. Mais il faut ajouter, pour éclairer la religion de M. Pierre Lucius, qu'on ne supprimera pas le progrès comme un simple parti politique. Ni autrement, ni plus facilement.



M. Pierre Lucius conclut à « la faillite de l'humanisme matérialiste et libéral ». Cette doctrine, qui, aux Etats-Unis et en Allemagne, constituait les assises mêmes de la pensée des classes dirigeantes a échoué.

« Il est manifeste, écrit M. Pierre Lucius, que les classes dirigeantes d'Allemagne et des autres grands pays industriels ont été trompées par les doctrines auxquelles elles ont demandé les principes de leur conduite. Le désordre grandissant dans lequel est plongé le monde et dont seuls quelques aspects matériels furent évoqués plus haut, ne sera pas surmonté par l'application des principes qui l'ont incontestablement provoqué... En conséquence, les diverses formes de l'humanisme matérialiste et libéral, dont les sociétés secrètes, nées au XVIII^m siècle, furent les foyers ardents et les propagandistes habiles, seront répudiées comme une imposture. Telle est la première condition du salut du monde ».

Nous avons pensé que M. Pierre Lucius, sans le faire exprès, se trompe. Non pas lorsqu'il répudie ce qu'il y a de libéral dans cette doctrine, mais lorsqu'il combat le dogme du progrès technique qu'elle renferme.

« La machine, écrit notre auteur, jette sur des marchés, désormais limités, des quantités croissantes de produits manufacturés qui entraînent l'avilissement des prix. Pour y échapper, l'industriel libéral, habitué à ne compter que sur lui-même, réagit, il intensifie son outillage et rend ainsi plus virulent encore le fléau de l'avilissement des prix. Les profits s'évanouissent dans le temps pour s'équiper, l'industrie contracte de lourdes dettes »¹.

Et M. Pierre Lucius de condamner sévèrement l'aphorisme de Ford selon lequel la technique est moralisatrice.

1 *L'Agonie du Libéralisme*, par Pierre Lucius. Pages 76-77.

« Les faits donnent un démenti formel à cet aphorisme, allègue-t-il. Abandonnée à elle-même dans un milieu limité, la machine détruit les foyers ouvriers, ruine les entreprises et foment la révolution marxiste. *La technique n'est donc pas toujours bienfaisante.* Il convient de l'utiliser avec discernement et modération. Dès lors, l'homme doit dominer la matière. En se donnant à elle, il s'abaisse progressivement à son niveau. Ses facultés spirituelles, d'où procède sa maîtrise sur la nature, s'atrophient. Il devient assez semblable à ces aveugles dont parle le livre de Job, qui « rencontrent les ténèbres au milieu du jour et tâtonnent en plein midi comme dans la nuit ».

Ainsi la technique ne paraît pas toujours bienfaisante, à notre auteur. Notez, d'ailleurs, que le mot « toujours » ne fut mis là que pour les besoins de la cause, afin d'atténuer, en apparence du moins, ce que cette proposition contient d'énorme.

Ce mépris envers la technique et le progrès matériel porte bien la marque de la Contre-Révolution si méfiante envers les nouveautés. Certes, M. Charles Maurras et les autres peuvent bien prendre des précautions stylistiques, noyer leurs idées dans une mare de nuances, dire qu'ils sont à la page, et même ils vont jusqu'à nous dire que leur doctrine est progressive. Mais d'un progressisme timide.

Si l'on consent à mettre de côté les réserves de détail, les atténuations de circonstances qui ne constituent nullement des circonstances atténuantes, en d'autres mots, si l'on débarrasse la doctrine de la gangue des justifications sans raisons ou sans excuses, on sera alors effrayé de ses conséquences et de voir où peuvent nous mener les prolongements de la doctrine maurrassienne.

Lorsqu'on est jeune, et de préférence étudiant au Quartier Latin ou intellectuel du Danube, on est frappé par la justesse apparente et la vérité immédiate des dires de la Contre-Révolution et de M. Maurras. On s'en enthousiasme et on oublie de chercher la vérité profonde. Elle est effrayante.

Ce qui nous fait peur dans l'Action Française et la Contre-Révolution ce ne sont pas tant leurs principes généraux, — sujets à discussions académiques, — que les conclusions que l'on peut en tirer. Un exemple : la hiérarchie. Voilà un sujet à controverses. Mais supposons-le admis par la plupart des hommes. Qu'elle en sera la conséquence ? L'oppression.

Un autre exemple : la machine et le progrès technique. MM. Maurras, Pierre Lucius et autres se défendront énergiquement contre le reproche d'être rétrogrades. Ils font des subtilités auxquelles, disent-ils, il faut faire attention et en tenir compte. Nous le voulons bien, mais en réalité ces subtilités ou ces réserves ne sont mises là que pour arrêter la controverse. Si vous leur dites, par exemple, qu'ils sont contre le progrès, ils vous citeront un bout de phrase perdue dans leurs écrits. Cependant ce qui nous intéresse ce n'est pas ce qu'ils pensent à l'occasion, mais ce qu'ils disent à chaque instant. Si l'on voulait dégager l'essentiel de cette doctrine de la confusion des accessoires, on serait effrayé de ce que l'on y trouverait. Comme dans notre cas de tout à l'heure, et toute l'Action Française procède ainsi. Elle fait, comme M. Pierre Lucius, elle met un mot, — « toujours » ou autre — afin de se ranger du côté des objections et pouvoir ensuite conduire à développer leurs vrais principes. M. Pierre Lucius ne dit pas que la machine soit mauvaise ; il dit qu'elle ne l'est pas toujours. Mais si l'on passe outre cette réserve purement formelle, on verra que presque toujours il pense que la machine est mauvaise. Il faut lire tous les développements de cette pensée, ne pas s'arrêter aux excuses secondaires, et enfin dégager l'idée essentielle ou s'imprégner de l'atmosphère où baignent ces farouches raisonnements. Ce fut d'ailleurs la méthode que nous suivîmes dans l'étude de la pensée maurrassienne. Les détails ne nous ont pas imposé, nous avons essayé de saisir l'atmosphère qui se dégage de cette œuvre et ce que donneraient ses prolongements ou ses conséquences. Ils ne donneraient rien de bon.

Nous avons passé outre aux réserves maurrassiennes, car c'était le maurrassisme qui nous intéressait, et s'arrêter aux détails c'eût été ne pas le comprendre. M. Maurras pourrait nous dire : « Je n'ai pas voulu cela ». Nous le croyons aisément. Personne ne tient à avoir des ennuis pour ses actes. Mais si la matière de ces actes est telle qu'elle les entraîne nécessairement, que pouvons-nous y faire !

M. Maurras nous avertit toujours : je n'ai pas dit cela, je ne pense pas comme cela ! Peut-être, mais croit-il être entièrement maître de sa doctrine ? Nous ne le croyons pas. M. Maurras s'imagine que sa doctrine est d'une harmonie universelle et perpétuelle. Il a l'air de croire qu'elle ne puisse pas être faus-

sée, ou s'il le dit, il ne le pense pas ; il est trop orgueilleux pour le faire. Il critique le libéralisme, mais il oublie qu'à l'origine cette doctrine était l'harmonie même, et pas seulement l'harmonie économique. L'égoïsme disait-on va mettre tout le monde d'accord. La gazelle et le lion vont s'entendre, la somme des intérêts privés constituera l'intérêt général, la paix règnera sur terre et tous les hommes seront de bonne volonté, parce qu'ils n'auront plus que leurs propres volontés à suivre. C'était trop beau pour pouvoir être vrai de sitôt. Le maurrassisme profita de cette faillite passagère de la doctrine révolutionnaire. Il en bâtit une autre. Mais celle-ci aussi aura ses défauts, ses accidents, ses lacunes, ses routines ; elle enregistrera des déviations ou des infirmités qui sont le lot de toute doctrine. Elle ne sera pas éternellement harmonique. Comme la doctrine libérale, elle fera faillite. Et ce, avec une précision mathématique. A tel point que ce que nous disons ici n'est même pas une prophétie, mais une simple question de calcul. Cette doctrine aurait, tout comme le libéralisme, à encaisser les coups des faits. La réalité lui sera marâtre. Elle l'usera comme elle use tout ce qu'elle voit, et de même qu'elle terrassa le libéralisme par l'usage qu'elle en fit, elle tuerait le maurrassisme avec usure.

Qu'on ne voie pas là qu'un simple jeu de mots. Non, parce que les maux que le maurrassisme renferme en puissance sont trop redoutables pour leur donner libre cours. Il faut les tenir en laisse et les laisser.... à l'Action Française. Cette doctrine est méchante.

Son principe de hiérarchie cumule l'injustice et l'odieux. Sans parler d'autres désagréments. Ainsi, vouloir prolonger ce principe, c'est aboutir à la caste. Et le reste à l'avenant.

La machine et le progrès, par exemple. M. Georges Valois a raison de dire que le maurrassisme est fermé à l'économique. Ce sont deux mondes différents. Les disciples maurrassiens n'ont, pas plus que le maître, pu comprendre l'économie et le sens du progrès matériel. Ils s'en prennent comme M. Pierre Lucius, à la machine. Qu'a-t-elle pu faire cette pauvre technique à ce monsieur ? Mystère.

Il n'aime pas la technique. Il a les mêmes goûts que Sismondi. Mais l'argument anti-technique de l'un ou de l'autre soulève bien des objections. Comme M. Pierre Lucius a puisé ses connaissances dans l'histoire des doctrines de Gonnard, nous nous

permettrons de puiser dans celle de Gide et Rist, qui rend, page 213, compte de la pensée de Sismondi en ces termes :

« *Loin donc d'être toujours bienfaisantes* (ne dirait-on pas que cette phrase ressemble beaucoup à l'expression de M. Pierre Lucius), les machines ne produisent leur résultat utile que si leur introduction est précédée d'un accroissement de revenu et, par suite, d'une possibilité de travail nouvelle pour les ouvriers remplacés. « Personne ne contestera sans doute qu'il n'y a de l'avantage à substituer une machine à un homme qu'autant que cet homme trouvera de l'ouvrage ailleurs ».

A cette dernière phrase, M. Pierre Lucius souscrirait de tout son cœur. Cependant il ne doit pas presser son cœur. Il pourrait avoir des déconvenues. En effet, pour réaliser ce vœu de Sismondi, il faut organiser l'économie. Comment ? Par le corporatisme ? Certes, répondrait M. Pierre Lucius. C'est là que réside *la grande contradiction contre-révolutionnaire*.

La Contre-Révolution s'élève contre le libéralisme. En réalité, par son corporatisme, elle en est son *prolongement* plutôt que sa contradiction. C'est là qu'elle se contredit, et affreusement.

La Contre-Révolution critique la *liberté des individus*, mais elle lutte pour la *liberté des groupes*. Eh ! bien, par quelle transmutation magique cette liberté, qui tout à l'heure était mauvaise lorsqu'il s'agissait de la conférer aux individus, devient tout à coup merveilleuse dès qu'on pense l'accorder aux groupes ?

L'essence du corporatisme c'est la reconnaissance de la liberté des groupes. Mais si la liberté individuelle a fait faillite et si elle est détestable, pourquoi la liberté des associations serait-elle meilleure ?

Il s'ensuit donc que, pour faire ce que veut Sismondi, il faut, loin de faire ce que veut M. Pierre Lucius, — le corporatisme — rejeter les conclusions corporatistes et contre-révolutionnaires, et adopter la conception étatiste de l'économie dirigée que les hommes de droite ont en horreur.

Certes, « il n'y a de l'avantage à substituer une machine à un homme qu'autant que cet homme trouvera de l'ouvrage ailleurs ». Mais pour ce faire, il faut un gouvernement chargé de l'économie. Lui seul pourra faire face, et mieux qu'une association économique quelconque, aux difficultés qui assaillent l'économie nationale. Nier la valeur de l'Etat économique c'est

nier la seule manière capable même de résoudre la crise économique. Pas d'Etat, pas de solution.

Supposer un seul instant que le corporatisme pourrait sauver l'économie du marasme où elle se débat, c'est se faire une douce illusion. Le corporatisme est un cataplasme sur une gangrène pourrissante, alors qu'il faut trancher dans la chair vive.

CHAPITRE II

LE COMMUNISME DEVANT LE PROBLÈME DES ÉCONOMIES LIMITÉES

Non content de braver le libéralisme, M. Pierre Lucius s'en prend au communisme. Il nous assure que le communisme est une autre forme de l'hérésie matérialiste et que son impuissance est démontrée par l'expérience. Ni plus, ni moins.

« L'humanisme matérialiste du XVIII^{me} siècle ne connaît que l'individu, l' « homo oeconomicus », l'homme producteur et consommateur. Cette doctrine devait engendrer deux hérésies, dont les adeptes allaient s'entre-déchirer : le capitalisme libéral et le communisme.

« Le libéralisme matérialiste, tout comme le communisme, proclame que la fin de l'homme est la consommation des quantités croissantes de produits standardisés. Ayant satisfait ses appétits, l'homme serait délivré des passions mauvaises qui le tourmentent et qui le poussent à tourmenter les autres. L'ordre social serait ainsi garanti.

« Dès lors, soutiennent les libéraux matérialistes et les communistes, le problème humain se réduit à une question de subsistance, c'est-à-dire d' « estomac ». Il s'agit, en somme, de créer une masse toujours plus grande de richesse et de les distribuer équitablement. L'administration des choses doit remplacer le gouvernement des hommes.

Comment ? Ici, les deux hérésies sœurs qui, jusque là, avaient cheminé de conserve, se séparent.

« Tout par l'individu et pour l'individu soutiennent les libéraux.

« Tout par la société, pour l'individu, répliquent les communistes et les socialistes.

« Identité de but, différence de moyens »¹.

Comme on voit, M. Pierre Lucius ne se fait pas faute de condamner sans rémission, mais non sans distinctions, le communisme et le libéralisme. L'influence maurrassienne est indéniable.

M. Pierre Lucius ne s'arrête pas en si bon chemin. Il va plus loin. Il critique aussi les technocrates communistes dont la doctrine est une exaltation de la machine et de l'énergie.

« Les technocrates, écrit M. Pierre Lucius, soutiennent que l'énergie est la seule commune mesure des valeurs. Déjà, bien avant les technocrates, et partant des mêmes conceptions strictement matérialistes, Karl Marx avait posé en principe que la mesure de la valeur était la quantité de travail humain dépensée.

« Raisonnant en ingénieurs des centrales électriques, les technocrates prétendent expliquer par l'utilisation de l'énergie toute l'histoire du monde, l'ascension et l'écroulement des civilisations.

« Considéré comme moteur thermique, l'homme développe 1/10^{me} de cheval-vapeur. Jusqu'à la première révolution technique, au début du XVI^{me} siècle, les sociétés ne possédaient d'autres sources d'énergie que la force musculaire de l'homme ; en effet, le collier de trait n'ayant pas encore été imaginé, le rendement de la traction animale était des plus réduits.

« Or, le *rayonnement* d'une civilisation, affirme Scott, se mesure exactement à la quantité d'énergie utilisable. La Haute-Egypte, par exemple, qui comptait un million et demi de travailleurs, sur une population globale de cinq millions, disposait d'une force globale de 150.000 chevaux-vapeur par heure.

« Et voulez-vous savoir pour quelles raisons les populations indigènes de l'Amérique Centrale furent asservies au XVI^{me} siècle par les Espagnols nouveaux venus ? Apprenez que la civilisation espagnole était une civilisation de 4.000 calories, alors que celle des Incas de l'Amérique Centrale ne disposait que de 2.000 calories. En conséquence, la première devait néces-

1 *L'Agonie du Libéralisme*, par Pierre Lucius. Pages 79-80.

2 *Op. cit.* Pages 85-86.

sairement l'emporter sur la seconde, conclut M. Pierre Lucius dans son exposé sur la doctrine technocrate.

Le ton railleur et quelque peu hautain de ces phrases trahit le mépris de l'homme de culture générale envers le spécialiste. Mais les arguments anti-techniques de la Contre-Révolution en général et de l'Action Française, en particuliers, ont un très curieux fondement psychologique.

On se rappelle ce que nous avons dit du refus d'être dupe de l'Action Française. Elle est très méfiante. Elle a pris comme devise de ne pas se laisser accroire. En effet, elle a une très haute idée d'elle-même. Mais d'où vient cette volonté de ne pas se laisser faire ? D'où lui vient cette méfiance ? En partie de son orgueil, en partie du pessimisme qui caractérise la Contre-Révolution. Elle ne croit pas au progrès matériel. Comment croirait-elle aux vertus de l'énergie des technocrates ?



En conclusion, M. Pierre Lucius rejette les doctrines communiste et technocrate. Elles lui paraissent être condamnées par les faits. Le communisme est, selon lui, une hérésie.

« En somme, écrit-il, les technocrates communistes prétendent créer l'abondance en substituant des économies distributives aux économies basées sur les échanges. Ils soutiennent aussi que l'abondance est la garantie de la paix sociale.

« Les faits ont prononcé la condamnation de ces deux postulats.

« L'expérience de la Russie soviétique établit que la mise en commun des moyens de production n'engendre pas l'abondance mais la disette. L'ordre économique n'est restauré que dans la mesure où sont abjurés les principes marxistes.

L'histoire enseigne que la richesse n'est pas la condition de la paix sociale. Il a existé des sociétés pauvres qu'aucun antagonisme ne divisait. C'est confondre deux ordres de questions, l'économique et le social, que de prétendre maintenir la tranquillité publique par une création exubérante de richesses.

« Remplacer le capitalisme libéral et matérialiste par le communisme, ce serait substituer à la « misère dans l'abondance », dénoncée par les technocrates, la « misère dans la

disette ». Il est permis de douter de l'opportunité de ce changement »³.

Il est permis aussi de douter de la formule de sauvetage que préconise l'auteur : le corporatisme. Pour plusieurs motifs. D'abord, le capitalisme n'est pas si noir que M. Pierre Lucius nous le fait voir. Ensuite, le corporatisme n'en serait pas plus efficace. Au contraire, il sera d'un moindre rendement. Le corporatisme, comme la Contre-Révolution, se défie de la machine et du Progrès. Il mettrait une sourdine à ses audaces.

Mais il y a un autre motif pour lequel nous avons fait citer cette conclusion. Il se dégage des phrases citées une leçon de modestie et d'abstention. Restreignons nos besoins, contentons-nous de peu.

La Contre-Révolution s'est toujours élevée contre l'accroissement démesuré des besoins. Pourquoi ? Parce que doctrine de paix sociale et de hiérarchie. Pour maintenir l'oppression hiérarchique il faut la paix. Mais les besoins multiples de l'homme mettent en danger et cette paix et cette hiérarchie.

3 *L'Agonie du Libéralisme*, par Pierre Lucius. Page 93.

CHAPITRE III

ÉCONOMIES LIMITÉES ET ÉCHANGES INTERNATIONAUX

M. Pierré Lucius constate qu'au XIX^{me} siècle, il y eut un développement sans précédent des échanges internationaux. Au XX^{me} siècle on remarque une stagnation puis une régression du commerce international. Quelle est la cause de cette modification de la structure économique du monde ? M. Pierre Lucius en donne une version bien vraisemblable :

« Pendant des siècles, la technique des métiers ne s'était guère modifiée. La naissance de la grande industrie, à l'extrême pointe de la péninsule européenne, bouleversa pour un siècle et demi l'équilibre économique universel. L'industrie de notre continent écrasa l'artisanat des pays d'outre-mer. Les économies spécialisées se substituèrent aux économies mixtes, mi-agricoles, mi-industrielles, d'autrefois. Des débouchés quasi-illimités s'ouvrirent devant les industriels de l'Europe, en raison de l'avance que leur assurait leur technique. A ce moment, les besoins à satisfaire parurent illimités. Le problème n'était pas de trouver des acheteurs, mais de fabriquer des quantités croissantes de produits.

« Quand les autres continents, aidés par nos financiers et nos industries d'outillage, eurent introduit l'outillage mécanique dans les pays d'outre-mer, jusque-là exportateurs de matières premières et de denrées, quand ils devinrent à leur tour exportateurs de matières premières et de denrées, quand ils devinrent à leur tour exportateurs de produits manufacturés,

les données des problèmes techniques et commerciaux se trouvèrent modifiées.

« Les pays essentiellement industriels, ne pouvant plus payer leurs exportations de matières premières et de denrées par des exportations de produits manufacturés, s'efforcèrent de développer leur agriculture et de recourir à des produits de remplacement.

« De même, les pays autrefois exportateurs de denrées furent conduits à introduire chez eux l'industrie pour rétablir l'équilibre de leur balance commerciale compromis par le protectionnisme des pays autrefois essentiellement agricoles.

« *Du fait de la multiplication des économies mixtes*, le commerce international devait nécessairement décliner dans des proportions que la statistique a fidèlement enregistrées »¹.

*
**

Devant les faits constatés, il apparaît à M. Pierre Lucius que les tenants du libéralisme ne désarment pas. Ils continuent à croire qu'il y a encore des débouchés infinis en Asie et en Afrique.

« Tant qu'il y aura des nègres au fond de l'Afrique dont les cases ne seront pas munies d'un appareil de T.S.F., on n'aura pas le droit de parler d'une crise de consommation », disent les vieux libéraux impénitents.

M. Pierre Lucius n'est pas de cet avis. Il a des objections à faire à ces vues.

« A supposer, écrit-il, qu'on puisse donner aux nègres le désir d'acquérir nos articles manufacturés — et rien n'est moins certain — encore faudrait-il qu'ils fussent en mesure de les payer. Tous les produits coloniaux : oléagineux, coton, tabac, bois, café, peaux, laine, sont affectés par la crise de surproduction.

« Une seule objection — celle-là essentielle — doit être faite aux vues optimistes de notre économiste libéral.

« S'il existait chez les nègres un débouché régulier pour les

¹ *L'Agonie du Libéralisme*, par Pierre Lucius. Page 100.

appareils de T.S.F., ce ne sont pas les usines européennes qui seraient appelées à les fournir, mais les entreprises installées sur place, utilisant un outillage automatique et la main-d'œuvre locale encadrée par quelques contremaîtres blancs.

« En exportant des machines, les anciens pays industriels livrent aux nations arriérées le moyen de les concurrencer sans effort.

Est-ce bien là un motif, demanderons-nous à notre tour, d'empêcher l'extension de la technique ².

² *Op. cit.* Page 102.

CHAPITRE IV

LA STRUCTURE DE LA SOCIÉTÉ DANS LES ÉCONOMIES LIMITÉES

Cette structure ne peut être que de nature corporative, selon M. Pierre Lucius. Il en est convaincu et il nous le dit.

« Dans les pays d'ancienne civilisation, écrit-il, le corporatisme sort aujourd'hui des circonstances aussi *naturellement* que le libéralisme au siècle dernier » ¹.

Le mot souligné détonne sous la plume d'un maurrassien. Il représente une atténuation de ce que le maurrassisme et la Contre-Révolution ont d'excessif dans leurs attitudes anti-libérales. Maurrassisme et Contre-Révolution sont contre le libéralisme comme ils sont contre la démocratie : parce qu'il est anti-physique.

Chez M. Pierre Lucius on remarque une attitude, qui, sans être objective, est toutefois moins partielle que celle de ses maîtres contre-révolutionnaires. M. Pierre Lucius combat le libéralisme *aujourd'hui*, mais il l'admet en tant que *catégorie historique*. Hier, il était naturel et *physique*, de nos jours, il ne l'est plus. Tandis que pour M. Maurras, le libéralisme est nécessairement anti-physique, pour M. Pierre Lucius il l'est *accidentellement*. Il est vrai que, pour lui, ces accidents peuvent être nombreux et durables.



Pour M. Pierre Lucius, la décomposition du régime corpo-

1 *L'Agonie du Libéralisme*, par Pierre Lucius. Page 107.

ratif a commencé au XVI^{me} et au XVII^{me} siècle, et les progrès constants de l'individualisme économique et social datent de là.

Le corporatisme convient aux besoins d'une économie limitée. Comme celle du Moyen-Age, il était normal qu'il s'imposât à elle.

« Au Moyen-Age, le marché était limité à l'enceinte fortifiée de la ville. Il était dangereux de s'aventurer au-delà. Les débouchés extérieurs, nationaux ou internationaux qui constituent, au XIX^{me} siècle un exutoire pour l'excédent de la production, n'existaient pas ; dès lors, la production devait être nécessairement réglementée en quantité et en qualité. Le droit à la vie par le travail des maîtres et des compagnons devait être garanti ; il convenait de se partager équitablement une clientèle qui, dans l'hypothèse la plus favorable, n'augmentait que lentement. Le monopole de fait reconnu aux gens de métier, dans l'aire territoriale où s'exerçait la juridiction de la corporation, et l'absence de ce régulateur que constituera la concurrence dans les sociétés libérales du XIX^{me} siècle, entraînaient nécessairement la fixation d'un juste prix aux produits manufacturés.

De même, le salaire de l'ouvrier devait être garanti contre l'omnipotence patronale.

« Le problème posé aux hommes du Moyen-Age ne pouvait comporter que deux solutions : l'esclavage ou l'institution du régime corporatif qui assurerait le respect égal des droits divers du maître ou patron, du compagnon ou ouvrier, et des consommateurs.

« Les idées chrétiennes, alors prédominantes, imposèrent la doctrine corporative. Les institutions créées à ce moment ne sont que l'expression des idées »².

Passons maintenant à l'explication des progrès individualistes.



La Révolution française paraît à M. Pierre Lucius être la conséquence nécessaire de l'individualisme issu du XVI^{me} siècle. Comment naquit-il ? Écoutons plutôt parler l'auteur :

« Au XVI^{me} siècle, du fait des progrès des sciences et des

techniques, les données du problème économique se modifient profondément. La découverte du collier de trait a pour conséquence la suppression définitive du travail servile ; celles de la boussole et du gouvernail permettent les expéditions maritimes lointaines. Simultanément se constituent, on le rappelait plus haut, de grandes unités politiques qui sont la garantie de la sécurité des personnes.

« Dès lors, la cellule économique du Moyen-Age se déchire comme s'ouvre un fruit mûr. La course joyeuse de l'homme dans l'espace va commencer ; le pionnier, jaloux de son indépendance, confiant dans ses forces autonomes qu'il croit toutes puissantes, remplacera l'homme méditatif du Moyen-Age. La civilisation, dont l'Europe avait été l'initiatrice, gagnera toute la surface de la planète ; elle se diluera à l'infini, jusqu'à s'évanouir, car ce qu'elle gagnera en étendue, elle le perdra en profondeur et intensité.

« De la Renaissance à la Révolution de 1789, les victoires de l'individualisme économique et social se succèdent. En effet, le problème n'est plus, comme au Moyen-Age, de se partager équitablement des débouchés limités, mais de créer tous les jours plus de richesses. Pendant trois siècles, la demande dépassera constamment l'offre.

« Dès lors, la corporation, organisme régulateur, devient inutile. Elle constitue même, avec ses disciplines minutieuses, une entrave à l'expansion, désormais souhaitable, de l'activité productrice.

« *La monarchie française seconde les premières manifestations de l'individualisme.* Elle crée des libertés nouvelles, en réduisant les pouvoirs réglementaires, et donne les libertés des provinces, des communes et des corporations »³.

De tout ce texte, nous ne retiendrons, pour la discussion, que la phrase soulignée plus haut. Elle contient une constatation historique juste et vraie ; elle confirme aussi notre thèse.

On se rappelle que nous avons soutenu l'idée d'un mariage possible entre la Monarchie et la Révolution. Nous avons dit que la Royauté se trouva, par accident et non par nécessité, rejetée du côté de la Contre-Révolution. Or voilà que maintenant un contre-révolutionnaire confirme notre supposition. La monarchie précéda la révolution en aidant l'individualisme.

CHAPITRE V

LA FORME DE L'ETAT DANS LES ÉCONOMIES LIMITÉES

La restauration des corps professionnels exige, selon M. Pierre Lucius, un renforcement de la puissance publique. Pourquoi ? Parce que l'institution du corporatisme en France exige des modifications substantielles de la société française. Ces transformations appellent nécessairement la réforme de l'Etat.

En effet, tant que l'Etat issu de la Révolution de 1789 n'avait devant lui qu'une poussière d'individus, il pouvait facilement imposer ses vues et réaliser l'équilibre entre les pouvoirs et les citoyens. Depuis, la situation a beaucoup changé. Les individus isolés se sont agrégés en groupes qui menacent le faible Etat parlementaire. Celui-ci, « on peut le comparer à un souverain cacochyme qui aurait laissé tomber son pouvoir en quenouille et qui serait à la merci de puissants vassaux »¹. M. Pierre Lucius n'est pas bien tendre envers la démocratie.

*
**

Selon M. Pierre Lucius, il y a incompatibilité entre les institutions parlementaires et les circonstances actuelles. D'une part, le progrès de l'esprit d'association met en danger le faible pouvoir démocratique, d'autre part la démocratie pousse aux gaspillages.

« Un régime démocratique et parlementaire, écrit notre auteur, ne trouve son équilibre que dans un accroissement cons-

¹ *L'Agonie du Libéralisme*, par Pierre Lucius. Page 126.

tant des dépenses. S'il les stabilise, sa chute serait certaine. Alors qu'il était président du Conseil, M. Edouard Herriot exprimait cette vérité par cet euphémisme : « La République trouve son équilibre dans le mouvement ».

Il faut, en conséquence, reformer le régime politique. « Les circonstances appellent impérieusement l'institution à la tête de l'Etat d'une juridiction suprême, assez indépendante pour arbitrer les différends qui surgiront entre les membres d'une même corporation ou entre différentes corporations ou, encore, entre les personnes et les corps, et assez forte pour imposer l'observation des décisions intervenues »².

Cet arbitre et justicier suprême était jadis le Roi de France qui était, selon l'expression de Saint-Louis, « l'apaiseur ». A voir l'insistance avec laquelle M. Pierre Lucius s'arrête sur les vertus de la royauté, on devine ses pensées, quoiqu'il ne soit pas très explicite à ce sujet.

2 *Op. cit.* Page 130.

CHAPITRE VI

REVISION DES VALEURS

Il faut, selon M. Pierre Lucius, opérer une révision des valeurs sociales et adapter nos conceptions intellectuelles et morales à un milieu social limité. En d'autres termes, soumettons-nous aux exigences de la réalité.

« La soumission de l'esprit aux réalités fait l'éminente dignité des sciences physiques. Elle fut bannie, au siècle dernier, de la morale et de la politique, dont toute vérité reconvenue impose à l'homme des disciplines sévères. L'ordre social ne sera établi que par la soumission de l'esprit et de la volonté à la vérité dégagée de l'observation ou transmise par la tradition et confirmée par l'expérience »¹.

Ce texte trahit l'influence de l'Action Française qui a fait du réalisme un dogme de sa politique. Charles Maurras ou le réalisme intégral.

Ce réalisme maurrassien a constaté que l'homme ne peut vivre qu'en société. Tandis que les animaux peuvent se défendre contre les intempéries naturelles, l'homme ne le peut pas.

« Aux animaux, écrit M. Pierre Lucius, la nature donne gracieusement un pelage contre les intempéries, des armes naturelles pour leur défense : dents, cornes, griffes ; elle leur offre la nourriture nécessaire à leur subsistance.

« Il en va autrement de l'homme. Il doit, par sa propre industrie, pourvoir lui-même à tous ses besoins essentiels : il doit se vêtir, forger des armes défensives et offensives, se procurer et accommoder la nourriture appropriée à ses besoins propres »².

¹ *L'Agonie du Libéralisme*, par Pierre Lucius. Page 136.

² *Op. cit.* Page 136.

De toutes façons, l'homme exige la société. Au sein de la société, il a besoin de libertés. Mais on n'accordera pas de libertés aussi bien au brigand qu'à l'honnête homme.

Dans les sociétés en général, et dans les économies limitées en particulier, les libertés particulières doivent être distribuées. Selon quelle règle ? Selon la justice. Mais il y a autant de justice que de conceptions métaphysiques. La Tour du Pin en énumère trois :

a) la conception païenne, qui considérerait l'homme comme une chose ;

b) la conception matérialiste, libérale ou marxiste, qui, en fait, ne pense qu'au bien-être matériel de l'individu ou de l'espèce et assimile ainsi l'homme à une bête ;

c) la conception traditionnelle française selon laquelle l'homme a une destinée propre, en tant que personne morale, et fait partie d'un tout organique, en tant qu'individu.

M. Pierre Lucius choisit la troisième conception. En effet, il écrit :

« Sur l'une des trois formules : païenne, matérialiste ou traditionnelle française, l'Etat devra fixer son choix. La forme de la législation, la distribution de la justice en dépendent.

« La conception païenne, qui considère l'homme comme une chose et implique l'esclavage, et celle du matérialisme libéral ou marxiste se trouvant écartées, il ne reste plus que les conceptions françaises de la personne, de la société et de l'Etat, basées sur les meilleures traditions gréco-latines et sur le christianisme.

« Elles seules sont compatibles avec les aspirations légitimes de la grande majorité des Français, épris d'ordre et de liberté, et les lois des économies limitées, aux exigences desquelles nous ne saurions plus longtemps nous dérober »³.

C'est par ces affirmations d'humanisme nationaliste que M. Pierre Lucius conclut ses méditations hâtives sur l'agonie du libéralisme. Malheureusement, il en est du libéralisme comme de ces cadavres qu'il faut qu'on les tue encore.

DEUXIEME PARTIE

FAILLITE DU CAPITALISME

M. Pierre Lucius doit être naturellement mécontent. Il ne lui suffit pas de voir la mort du libéralisme. Il lui faut encore voir celle du capitalisme. Mais à bien regarder les choses, on trouvera que M. Pierre Lucius n'est pas trop exigeant et qu'à certains égards il est même très logique, sans l'être de trop, cette fois-ci.

Bien que la « Faillite du Capitalisme » soit antérieure à l'« Agonie du Libéralisme », nous avons tenu à l'étudier en dernier lieu. Cela ne doit pas surprendre un homme si logique que M. Pierre Lucius. La notion du libéralisme étant plus générale que celle du capitalisme nous avons estimé bon de commencer avec le libéralisme. Mais nous ne savons pas ce que M. Pierre Lucius, lui, a bien pu estimer. Peut-être n'a-t-il rien estimé.

*
**

La « Faillite du Capitalisme » est plus qu'un mot et même que plusieurs. Il est une synthèse d'observations partielles à tendances générales. C'est là qu'on reconnaît l'homme à la pensée hardie. Mais il reste à savoir si la pensée est juste. M. Pierre Lucius serait enclin à dire plutôt oui, pour ce qui est de ses études.

Quoi qu'il en soit, c'est d'un ennemi farouche du libéralisme que nous allons exposer les idées et la brillante pensée. Ceci dit sans ironie aucune.

Pour M. Pierre Lucius, le libéralisme n'est qu'un accident dans l'histoire du monde. Il a pu se développer au XIX^{me} siècle.

cle parce que l'Europe occidentale seule connaissait le machinisme et la grande industrie, tandis que les autres parties du monde demeurent au stade artisanal et agricole. Ce développement de la politique libérale a coïncidé avec celui de la pensée libérale. Tout se passait comme si les théoriciens avaient pressenti la marche des événements. Mais en quoi consiste ce libéralisme ? Quels en sont les postulats ? C'est ce que nous allons voir dans le chapitre qui suit.

CHAPITRE I

LES POSTULATS DU LIBÉRALISME

Ils sont deux, selon M. Pierre Lucius, à savoir :

1° OPTIMISME

Les libéraux sont des gens très optimistes, autant que M. Pierre est logique, c'est-à-dire beaucoup. Leur optimisme est basé sur la théorie des aptitudes différentes des diverses nations.

« La nature, écrit David Hume, en donnant aux diverses nations un génie, un climat et un sol qui ne sont pas les mêmes, a garanti la perpétuité de leurs échanges et leur commerce réciproque, aussi longtemps qu'elles demeureront industrielles et civilisées ».

Mais lorsque l'économie des nations devient complexe, l'optimisme libéral fut soumis à une rude épreuve.

2° LA LIBERTÉ

On doit, suivant l'avis des libéraux, renverser toutes les barrières afin de réaliser l'harmonie universelle.

Ce régime libéral « allait trouver son plein épanouissement grâce à l'école de Manchester qui réclamait la liberté dans la production, dans les échanges, dans l'établissement des contrats de travail.

« Le haut commerce de Londres demande, dès 1820, l'établissement du libre-échange intégral.

« Plus tard, en 1838, se constitue sous l'égide des commerçants de Manchester, une ligue qui réclame l'abolition de la loi

sur les céréales. Cobden mène une campagne des plus violentes dans toute l'Angleterre, qui aboutit, entre 1850 et 1860, à la suppression de tous les droits de douane. L'Angleterre est à son apogée. Elle ne craint aucune concurrence. Elle désire que toutes les nations suivent son exemple et abaissent leurs barrières douanières devant les produits britanniques. Cobden réussit à convaincre Napoléon III qui, en 1860, signe avec l'Angleterre un traité libéral qui ruine plusieurs spécialités de l'industrie française »¹.

Tout va très bien jusqu'ici, mais nous nous apercevons qu'au lieu de parler de capitalisme, ce que nous nous sommes proposé de faire, nous avons parlé de libéralisme, ce que nous avons déjà fait. Mais il fallait montrer une partie des causes qui ont amené le capitalisme. La liberté a permis le triomphe de la haute finance internationale, cause de désordre social, toujours selon notre auteur. De ce thème, nous allons nous entretenir dans le chapitre suivant.

¹ *Faillite du Capitalisme*, par Pierre Lucius. Pajot. Paris 1932. Page 27.

CHAPITRE II

UN ACCÉLÉRATEUR DU DESORDRE LIBÉRAL

La haute finance internationale

Certes les financiers ont toujours eu une large place dans la vie des Etats, mais à aucune époque, les banquiers n'ont joué un rôle aussi considérable que de nos jours. Cela tient à des multiples causes.

« D'abord l'extraordinaire développement des transactions nationales et internationales. Entre l'Europe, où l'industrie ne cessait de se développer, et le reste du monde, alors uniquement producteur de natures premières et de denrées, les transactions augmentaient d'autant plus rapidement que la population de l'Europe passait de plus du simple au double, en l'espace de cent ans.

*Accroissement de la population de l'Europe
de 1890-1930*

1800	190 millions d'habitants
1900	401 » »
1930	500 » »

« Un chiffre permettra de se représenter la formidable essor des transactions mondiales. Avant la guerre de 1914-18, elles passaient du simple au double tous les vingt ans. Ce n'est que depuis l'armistice que leur avance est, pour ainsi dire, insensible.

« Le rôle de la haute finance augmenta encore du fait de la naissance de la grande industrie.

« Les petites industries familiales d'autrefois n'exigeaient pas des capitaux considérables. Le plus souvent, l'artisanat était son propre banquier.

« La création d'affaires de plus en plus étendues, nécessita des mises de fonds dépassant le plus souvent les ressources du producteur si fortuné fût-il. Il fallut recourir aux bons offices du marchand d'argent, intermédiaire entre l'industriel et la foule des capitalistes dont l'épargne était, d'autre part, méthodiquement drainée par des banques de dépôts à succursales multiples.

« L'influence de la haute finance grandit aussi du fait de l'affaiblissement de l'Etat, qu'elle employa de son mieux à augmenter, en soutenant les partis démagogiques »¹.

Ainsi, commerce international, industrialisation, et démocratie se sont unis pour créer cette institution si mal vue par M. Pierre Lucius.

*
**

Cet avènement de la haute finance est constaté dès 1830, date à laquelle on assiste en France à l'établissement de grandes banques *dont la plupart des chefs étaient d'origine étrangère*. Cette constatation, si bien mise en vedette, est aussi insidieuse qu'elle est bien maurrassienne. M. Maurras clame chaque jour que la démocratie est le gouvernement de l'étranger.

Comme écrit M. Germain-Martin dans son « Histoire Économique et Financière » :

« Désormais, la place de Paris va être dirigée, en dehors de la Banque de France, par de fortes personnalités bancaires. Parmi elles, les unes réaliseront des créations audacieuses, tandis que les autres maintiendront une prudence traditionnelle. C'est au premier rang de ces dernières qu'il faut placer James de Rothschild. Il était surnommé : le roi des banquiers et le banquier des rois. Ses frères, installés dans les cinq plus grandes villes d'Europe, étaient en relation avec lui. Cette organisation familiale avait évolué vers la spéculation. La Maison de Londres s'occupait principalement des dépôts et comptes-courants ; celle de Paris était lancée dans les affaires financières : prêts

¹ *Faillite du Capitalisme*, par Pierre Lucius. Pages 34-35.

aux gouvernements et aux particuliers, prêts sur nantissements ; le commerce des métaux et des marchandises était traité rue Lafitte, car le baron James cumulait à la fois le rôle de premier banquier et de plus grand des négociants ».

Mais il y avait d'autres banquiers étrangers, — ce qui suscite l'ire de M. Pierre Lucius.

« Les frères Pereire, écrit-il, s'intéressèrent surtout au développement des chemins de fer. Ils construisirent d'abord la ligne de Paris à Saint-Germain, qui leur coûta 5 millions et qu'ils revendirent 60 millions, puis créèrent le *Crédit Mobilier* pour financer les sociétés pour la construction des chemins de fer. Ils obtinrent, en 1852, la concession des chemins de fer du Midi, puis celle des lignes Paris-Mulhouse et Dôle-Salins. Emile Pereire fut un ami personnel de Napoléon III et il exerçait sur lui une grande influence »².

M. Pierre Lucius ne s'arrête pas là. Il continue.

« Citons encore, écrit-il, parmi les grands financiers du début du dix-neuvième siècle : les Mallet, Hottinger, Fould, d'Eichtal, Cahen d'Anvers, Paccard-Dufour, Marchand, Blanc, Collin, Heutsch, Ocher, Vernes, etc... »³.

Cette répugnance envers la ploutocratie, semblable à celle de l'Action Française, M. Pierre Lucius la laisse parfois voir. Nous ne dirons pas qu'elle laisse à désirer.

**

Cette haute finance faisait des pressions sur la politique ; elle pesait sur les décisions des gouvernements ; elle s'immisçait gravement dans la vie des peuples.

Comme l'écrit M. Germain-Martin, encore une fois cité par M. Pierre Lucius :

« A Paris, se développaient d'année en année (après l'avènement du parlementarisme en France, sous la Monarchie de Juillet), d'autres établissements bancaires (que la Banque de France), constitués par des entreprises dont le plus haut des chefs était d'origine étrangère. Le crédit de ces maisons était en quelque sorte international et supérieur même à celui de

² *Op. cit.* Pages 35-36.

³ *Op. cit.* Page 36.

certaines puissances. Les gouvernements négociaient avec elles et souvent prenaient leurs ordres. Il n'était pas possible d'étudier un emprunt d'Etat ou une conversion sans obtenir leur concours » ⁴.

Cette ingérence des banquiers dans les affaires publiques pèse aux doctrinaires de la Contre-Révolution.

« Opposée à la guerre dans certaines circonstances, la haute finance la suscite dans d'autres. Elle fomente aussi les troubles en soutenant tel ou tel parti politique. Il ne faut pas dire que toute l'histoire contemporaine s'explique par la seule action de la haute finance, ce serait tomber dans l'esprit de système qui est haïssable. Mais il est incontestable que la haute finance constitue une des forces prédominantes dans nos régimes démocratiques, essentiellement faibles, force qui, entrant en composition avec d'autres, peut seule fournir une explication satisfaisante de la marche des événements. A regarder l'apparence des choses, on prend bien souvent les effets pour les causes. Si tel parti révolutionnaire s'agite dans tel pays, si tel gouvernement est renversé, la cause profonde et première, l'étude des documents l'établit finalement, en est souvent la rivalité de deux puissants féodaux de la finance internationale. Nous saisissons ainsi les événements à leur origine même » ⁵.

Cela peut déplaire à M. Pierre Lucius et à toute l'école contre-révolutionnaire il n'en est pas moins vrai que les féodaux de la finance sont préférables aux autres. Les aristocrates étaient des nobles parasites. Ils opprimaient avec charme. Il n'est pas de même des aristocrates de la finance dont les manières sont plus rudes et moins élégantes. Mais il y a des avantages à leur immixtion. Outre que leur règne est moins durable, à cause des vicissitudes économiques qui rendent si instables les situations industrielles, contrairement à ce qui se passe pour les propriétés rurales, la ploutocratie a eu le mérite de faire triompher au dix-neuvième siècle, dans l'histoire humaine, un point de vue substantiel, c'est le cas de le dire : l'économique. Au cours des siècles, on s'occupe de *politique*. Avec eux, l'*économique* vint au pouvoir. Les considérations matérielles prirent le pas sur les autres au grand avantage de l'humanité, et surtout de l'humanité future. Jadis, on faisait des guerres, des

⁴ *Op. cit.* Pages 37-38.

⁵ *Op. cit.* Pages 38-39.

alliances, on détruisait les villes, on tuait les hommes. Aujourd'hui, on fait encore la même chose, avec une différence toutefois : les considérations économiques se font entendre. Qu'on ne nous dise pas, à la suite de Charles Maurras, que ce sont précisément ces considérations économiques qui ont rendu aigus les conflits politiques. Nous ne le croyons pas et nous avons déjà dit pourquoi.

Grâce aux banquiers et à l'industrie, l'homme s'essaya à s'intéresser beaucoup plus qu'il ne le faisait auparavant à ses besoins. Les banquiers furent les prêtres de cette religion du ventre. Celle-ci est admirable ; ceux-là furent ingénieux. Ils mirent sur pied des vastes organismes industriels qui coordonnaient la production économique d'un secteur déterminé.

On nous dira que la domination ploutocratique connut des déboires. Nous répondrons que cela est normal et qu'il n'y a pas lieu à s'en indigner. Tout début est difficile, et les banquiers n'étaient que la préface grossière de la cité future. L'organisation ploutocratique ne fut pas sans défauts. Mais il n'y a pas lieu à la condamner, même si on peut — et on le doit — la critiquer. On n'a pas le droit de la condamner car elle fut une bonne chose ; on a le devoir de la critiquer parce qu'elle n'est pas parfaite. Elle fut bonne, elle n'est pas meilleure. Elle ne le sera pas. On doit, dans l'avenir, la supprimer, mais son avènement fut un progrès.

**

M. Pierre Lucius ne peut pas supporter la haute finance parce qu'elle fut un élément de désordre et d'anarchie.

« Livrés à eux-mêmes, les gens de finance se sont comportés à travers l'histoire contemporaine comme des stimulants de l'anarchie que le libéralisme portait en lui dès sa naissance »⁶.

Cette haute finance, par l'appui qu'elle prête aux gouvernements, s'insinue auprès d'eux. Une fois là, elle consolide sa situation en servant des pensions aux personnages influents. Après les politiciens, la presse passe sous leur coupe. « La presse, pour laquelle nos pères ont cru devoir élever des barricades, s'écrie M. Pierre Lucius, est asservie aux puissances

d'argent. Elle est devenue un des claviers sur lequel joue la haute finance ».

Des luttes implacables éclatent entre les financiers. Ils se font la guerre, les uns tenant pour un gouvernement, les autres soutenant un autre gouvernement ⁷.

La conclusion à tirer de tout ceci est que les démocraties sont incapables de maîtriser la puissance de l'argent.

« Les gouvernements démocratiques, même quand ils sont désireux de maintenir l'ordre dans le monde, et qu'ils sont renseignés, n'ont pas assez de stabilité et d'autorité pour lutter contre les agissements de la haute finance » ⁸.

⁷ Comme dit M. Pierre Lucius : « Retenons également que des luttes implacables éclatent entre des financiers, même quand ils appartiennent à la même confession. Les uns soutiennent tel gouvernement, les autres, tel autre. La lutte que le groupe Rothschild mène, depuis 1927, pour le maintien de l'étalon-or contre d'autres groupes anglo-saxons, partisans soit du bi-métallique, soit d'une monnaie dirigée, est de notoriété publique ». Voir *La Faillite du Capitalisme*, par Pierre Lucius. Page 43.

⁸, *Op. cit.* Page 43.

CHAPITRE III

L'ORDRE CAPITALISTE MENACÉ

M. Pierre Lucius nous fait part des craintes exprimées par M. de Peyerimhoff, président du Comité des Houillères françaises, au sujet de l'avenir de l'industrie en Europe, qu'il peignait en des couleurs fort sombres.

« M. H. de Peyerimhoff, écrit M. Pierre Lucius, considère que dans tous les pays d'Europe, le régime capitaliste est menacé. La progression des salaires, sans augmentation correspondante des rendements ouvriers, les charges fiscales croissantes, réduisent les revenus des entreprises dans de telles proportions que le capital est généralement insuffisamment rémunéré ou pas du tout, et que les amortissements indispensables sont différés »¹.

Et l'on peut se demander, si la richesse créée est confisquée par l'impôt, comment on pourra encore constituer les capitaux neufs qui furent la base du progrès au XIX^{me} et XX^{me} siècles. L'ordre capitaliste est menacé de régression.

Comme l'écrit fort bien M. de Peyerimhoff :

« Ce qui est en jeu, c'est une forme de civilisation en dehors de laquelle on ne distingue guère de chance de progrès pour l'humanité »².

Nous nous permettrons de dire que M. de Peyerimhoff et à la fois exclusiviste et pessimiste, et nous oserons ne pas être en tous points d'accord avec lui. Qu'il puisse être pessimiste en ce qui concerne l'avenir du capitalisme, c'est normal, et on a assez de raisons pour l'encourager dans cette voie. Mais c'est

¹ *Op. cit.* Page 47.

² *Op. cit.* Page 48.

lorsqu'il devient exclusiviste que M. de Peyerimhoff s'éloigne de la vérité. Il croit qu'en dehors du capitalisme, il n'y a pas de salut pour l'humanité. Il ne voit pas des possibilités de progrès en l'absence du capitalisme.

Nous oserons dire que c'est là une déformation bien professionnelle. M. de Peyerimhoff est capitaliste et veut le rester toujours. Pour ce, il finit par prendre ses désirs pour des réalités et croire que le capitalisme a fait main basse sur le bonheur humain, que lui seul peut distribuer. C'est là une exagération manifeste. Pardonnable aussi.

**

« Nous sommes portés à considérer l'ordre social actuel comme immuable »³, s'écrie, sans pathétisme, M. Pierre Lucius. Tout au contraire, l'ordre capitaliste est fragile. Et le président du Comité des Houillères nous le dit sans ambages. Il s'appuie sur des preuves irrécusables et nous montre qu'au train où vont les choses, les hommes iront tout droit à la barbarie et à la misère. Quel dommage que M. de Peyerimhoff soit excessif. Peut-être l'est-il, parce qu'il est capitaliste.

M. Pierre Lucius nous brosse, après M. de Peyerimhoff, un tableau poussé au noir, de la situation industrielle actuelle.

« Voici d'abord l'Angleterre, écrit-il, berceau de la grande industrie. Trois de ses industries de base, celles du charbon, de la sidérurgie, des constructions navales, ne distribuent que des dividendes infimes ou accusent des déficits. Du 1^{er} avril 1927 au 1^{er} juillet 1929, les pertes d'exploitation des charbonnages se sont élevées à 17 millions 200.000 livres sterling (plus de deux milliards de francs). Le nombre des chômeurs complets de l'industrie minière est de 170.000. fi

« En Allemagne, 29 pour 100 des sociétés par actions n'ont pas donné de dividendes et 12 pour 100 des sociétés ont distribué moins de 5 pour 100, alors que le taux d'intérêt des valeurs à revenu fixe varie entre 8 et 10 pour 100.

« Point n'est besoin d'une grande sagacité pour découvrir l'origine de la maladie de langueur dont souffrent les industries sur notre continent.

³ *Op. cit.* Page 47.

« *L'Europe est rongée par le cancer étatiste et socialiste. Le mal s'épanouit dans toute sa virulence, au moment où l'état de l'Europe, sortie épuisée de la plus ruineuse des guerres, exigerait les plus grands ménagements* ».

On saisit là les raisons puissantes des plaintes capitalistes. Ces raisons sont au nombre de deux :

1° les hauts salaires ;

2° les impôts,

autrement dit socialisme et étatisme. L'un pressure le capitalisme avec les réformes sociales, l'autre l'accable sous le poids des réformes financières. Plus de salaires, dit l'un, plus d'impôts encore, complète l'autre. Le socialisme et le capitalisme peuvent bien être des cancers pour la santé capitaliste. Il reste à voir s'ils représentent un dommage pour le progrès humain. Nous ne le croyons pas. La progression des salaires ouvriers est un progrès. L'augmentation des impôts l'est aussi. Ce que l'Etat prend aux uns, il le donne à d'autres. L'Etat râfle les profits du patron pour les donner aux ouvriers. C'est là une mesure humaine et bien ingénieuse. Si l'on veut faire l'économie d'une révolution, on doit commencer par donner à manger aux armées industrielles dont la concentration autour des grandes industries constitue pour les possédants, une menace perpétuelle et bienfaisante. De là, une sourde rancune du capital impuissant contre la conjugaison des forces du Travail et de l'Etat. Cette coalition a mis de son côté le nombre et l'organisation politique, la quantité des masses ouvrières et la qualité de l'armature d'Etat. Qualité douteuse, rétorquent les ennemis de l'étatisme. Pas tant que cela ! Cette qualité douteuse est plutôt une qualité redoutable.

*
**

Il semble toutefois à M. Pierre Lucius que la critique de M. Peyerimhoff n'est pas suffisante. Elle ne va pas aux causes premières du mal. M. de Peyerimhoff s'est gardé de conclure. Prudence ? En tout cas, il apparaît à M. Pierre Lucius qu'un homme de gauche, M. Gaston Jèze, pour le nommer, se montre plus courageux que notre grand capitaliste de tout à l'heure.

Il paraît, selon M. Pierre Lucius, que M. Gaston Jèze a

conservé son franc parler, ce dont nous ne saurions que l'en féliciter. M. Jèze est connu, entre autres, par ses attaques véhémentes contre l'esprit démagogique. Il était normal qu'il voie la cause de la crise financière dans les défaites démagogiques. Dans un article du « Journal de France », publié le 8 mai 1931, et cité par M. Pierre Lucius, M. Gaston Jèze écrit :

« Le déficit est la règle en Angleterre, en France, en Italie, en Allemagne, pour ne citer que des grands Etats ».

Quelle en est la cause, se demande-t-il ? Et quelle en est sa nature ?

« Cette cause n'est pas passagère, elle est permanente. Son influence ne fait que grandir. C'est *l'esprit démagogique*.

« En Angleterre, le Chancelier de l'Echiquier l'a dénoncé, il y a quelques mois, dans un discours retentissant. Bien qu'à la Chambre des Communes, les représentants n'aient pas le droit de proposer des dépenses, ils réussissent pourtant à exercer sur le gouvernement une pression irrésistible.

« En France, dans son discours du 3 mai 1931, le président du Conseil des Ministres, M. Pierre Laval, a attiré l'attention sur la transformation qui s'opérait dans les mœurs.

« Le parlementarisme dégénère de plus en plus en démagogie incohérente et gaspilleuse.

« Voilà la véritable cause du déficit.

« Quels sont les moyens de remonter le courant ?

« M. Tardieu, il y a un an, l'avait indiqué : l'opposition intransigeante du gouvernement à la surenchère démagogique.

« Mais les chefs politiques dénoncent le gaspillage, d'une manière générale, tout en continuant personnellement à l'aggraver.

« En Angleterre, M. Snowden, qui censura si violemment ses collègues pour leurs interventions dépensières, n'est-il pas l'inspirateur de la politique des secours de chômage ?

« En France, les mêmes ministres qui recommandent les économies, ne craignent pas, pour se concilier sans doute les bonnes grâces de la Chambre, de lui affirmer qu'elle ne mérite pas les critiques de gaspillage que l'on dirige contre elle.

« Le ministre du Budget déclarait tout récemment, aux applaudissements unanimes de la Chambre, que l'esprit dépensier des députés était une pure légende. Mais tout de suite après, il suppliait les députés de modérer leurs demandes de

dépenses nouvelles ! Et quelques semaines plus tard, au Conseil général de son département, il portait une accusation véhémente contre l'accroissement continu et injustifié des crédits pour les allocations aux combattants.

« Que signifient ces discours contradictoires ? Où est la main ferme, capable d'arrêter le pillage du budget ?

« La vérité est qu'il n'existe pas, en France, un gouvernement et un ministre des finances assez forts pour prendre la responsabilité de l'équilibre financier. Là est le seul remède efficace », conclut M. Gaston Jèze dans sa violente critique des mœurs financières.

M. Gaston Jèze s'est érigé de sa propre volonté, en défenseur ardent de l'ordre budgétaire. Partout où il voit une atteinte à l'équilibre financier, il demande qu'on lui porte remède. Il n'admet pas les fissures budgétaires.

M. Gaston Jèze s'emporte contre l'esprit démagogique. Ne le fait-il pas de parti-pris, par esprit de classe, tout homme de gauche qu'il soit ? M. Jèze condamne l'esprit démagogique, mais n'est-il pas obnubilé, dans ses jugements, par l'esprit partisan ? Comment se fait-il qu'un savant aussi réputé que M. Gaston Jèze ne voit les gros avantages d'une politique sociale démagogique ? Sous prétexte d'allumer les passions, une démagogie sociale et financière les calme, en accordant satisfaction aux exigences des masses ouvrières. Contre M. Jèze, on peut entamer *une défense de la démagogie*.

La démagogie a du bon. Elle est un auxiliaire des instincts sociaux. Et lorsqu'elle pratique une politique de dépenses budgétaires, elle n'a d'autre but que de satisfaire les mécontents et amener la paix. Comment M. Jèze ne voit-il pas que les dépenses sociales, loin d'être une cause de troubles, sont une cause de paix sociale ?

La paix par la démagogie. Et loin de blasphémer celle-ci, il faudrait plutôt la louer. On fait l'éloge de la folie. Pourquoi ne ferait-on l'éloge de la démagogie ? D'autant plus que la démagogie n'est folle qu'en apparence. Au fond, *la démagogie est sage*. Elle veut le bien des humbles et souhaite le bien-être aux misérables. Aussi, l'amène-t-elle.

La démagogie est bonne. Nous voulons dire par là qu'elle a un vieux fond de bonté qui lui confère beaucoup de noblesse. En ce sens, la démagogie serait très chrétienne. Fille aînée de

l'Eglise, elle serait la bonté même. La démagogie fut d'un grand secours aux miséreux. Elle permit, aujourd'hui, leur relèvement, hier, leur libération morale des contraintes sacro-saintes de la cité dominée par les bons possédants.

Si nous avons eu le bonheur ou le malheur d'être catholique, nous aurions été démagogues, tant la démagogie nous paraît très catholique. Qu'on ne voie là aucune ironie à l'adresse de la Sainte Eglise romaine. Pas la moindre plaisanterie envers la démagogie. Ce sujet est trop sérieux pour ne pas l'envisager avec gravité. En tout cas, avec l'attention requise par un sujet d'une telle importance.

La démagogie paraît folle, elle est sage. Pourquoi cette contradiction entre la forme et le fond ? Nous avons soulevé là une très grave question. Discutons-la.

La démagogie est bonne, au fond. Elle est d'une grande utilité sociale ; c'est la soupape de sûreté. Lorsque la misère est à son comble, il faut, de toute nécessité, la satisfaire ou la laisser éclater. De cette misère, la démagogie s'en empare, et cherche à donner satisfaction aux revendications des pauvres. Or il vaut mieux satisfaire les instincts que de les laisser éclater. Comme la démagogie s'emploie à les satisfaire et comme, par là, elle nous fait l'économie d'une révolution, il s'ensuit que la démagogie est prévoyante. Elle voit clair et loin.

Il y a des économistes distingués et peu démagogues qui s'élèvent contre les allocations de chômage. Voudraient-ils laisser mourir les hommes ? Mais si eux ne veulent pas mourir, ils seront forcés de s'ériger contre la société. Que pourra-t-elle leur faire ? Les tuer ? La société serait cruelle. Leur faire justice ? C'est ce que veut la démagogie. Elle signifie l'économie d'une révolution, c'est une politique de charité que le catholicisme ne peut pas, sans contradiction, réprouver. *La démagogie est bénie par Dieu.*

Cette démagogie qui ploie sous le poids de la bénédiction divine, est en apparence très folle. C'est un dessein secret, mais sondable, de Dieu. Comment se fait-il que la démagogie démente, par sa conduite, sa nature excessivement divine ? Il faut dire qu'elle le fait pour un motif où Dieu n'a rien à voir. Il s'agit d'une question bien prosaïque : la société.

La société est imparfaite, la démagogie l'est aussi. On tient les hommes dans une misère sans nom. Veut-on encore qu'ils

soient polis avec leurs exploitants ? Que Dieu le leur pardonne, ils ne peuvent pas être autrement. Mais il n'y a pas que la politesse de la démagogie qui soit déficiente. Elle l'est aussi du point de vue technique. Un exemple : la démagogie budgétaire. Elle dépense l'argent sans compter ; elle le dépense mal, mais ce n'est pas sa faute. Il reste qu'elle a de bonnes intentions, même si la bonne technique lui fait défaut. Il faut, en conséquence, incriminer non pas son *principe*, mais les *détails* d'application. La démagogie ne souffre pas d'une erreur ingué-rissable, mais d'une imperfection susceptible d'être améliorée. *La démagogie est perfectible.*

Sa conduite peut être défailante, sa nature est bonne. Comme l'enfer, elle est pavée de bonnes intentions. La démagogie, toute infernale qu'elle soit, est d'essence divine.

La démagogie est bonne, la déflation est méchante.

E. - *Nouvel âge*

8° - **GEORGES VALOIS**

ou

la fatalité du communisme

COURT AVANT-PROPOS

Nous n'avons pas l'intention d'exposer l'œuvre économique de Georges Valois, mais de *la juger d'un certain point de vue*. Et ce, pour plusieurs motifs.

D'abord, il y a déjà eu une thèse de doctorat portant sur ce sujet : la thèse de M. Georges Mazières. Nous aurions été bien mal inspiré de faire, après lui, la même chose. Une chose d'ailleurs, que nous ne pouvions pas estimer à sa juste valeur, pour la bonne raison que nous n'avons pas pu utiliser l'ouvrage de M. Mazières. Il n'était pas à la Bibliothèque de la Faculté de Droit, le livre avait été prêté à quelqu'un. A la Bibliothèque Nationale non plus, il n'était pas à la disposition des lecteurs. A cause de toutes ces difficultés, nous nous sommes vus, à notre grand regret, dans l'impossibilité de consulter la thèse de M. Mazières. Mésaventures de bibliothèque.

Mais il y a un second motif, celui-là capital, qui nous a fait prendre ce chemin. M. Georges Valois a longuement collaboré avec M. Charles Maurras à l'Action Française. En 1924-25, ils se sont séparés et même fortement querellés. Il y eut des articles violents dans l'Action Française contre son ancien collaborateur. A cela, M. Valois répondit par un procès et par des livres justificateurs.

Depuis la séparation, chacun suivit la voie tracée. M. Maurras resta monarchiste, M. Valois se découvrit soudain une âme socialiste. Tant qu'il fut à l'Action Française, il se tint dans la politique générale de l'Action Française. Depuis, il a beaucoup évolué.

Etudier la pensée de M. Georges Valois du temps de son long flirt avec l'Action Française, c'est répéter ce que nous avons dit à ce sujet, au début de cet ouvrage. Etudier l'évolution de la pensée de M. Valois depuis la séparation, c'est nous éloigner de notre sujet. C'est pourquoi nous avons été dans l'obligation, non pas de suivre cette évolution, mais de nous

demander *pourquoi il y eut cette évolution*. Comment se fait-il que M. Georges Valois qui a commencé en royaliste et en contre-révolutionnaire sa carrière économique, l'a-t-il finie en socialiste ? Pourquoi a-t-il abouti à ces conclusions-là ? C'est cela la question.

M. Georges Valois *devait-il aboutir au socialisme* ? Est-ce son *caprice* ou bien la *fatalité* qui l'a poussé au communisme ? Est-il devenu socialiste accidentellement ou nécessairement ? Voilà les interrogations que nous nous sommes posées et auxquelles nous essaierons, dans les pages suivantes, de donner une réponse satisfaisante. Car le sujet en vaut la peine. Et suivant la réponse que l'on donnera, bien des choses seront résolues en un sens ou dans l'autre.

On verra, dans les pages qui vont suivre, quelle sera notre position, mais il fallait, dès les premières pages, marquer l'esprit dans lequel nous allons poursuivre notre étude.

POURQUOI GEORGES VALOIS DEVAIT-IL FINIR EN SOCIALISTE ?

M. Georges Valois est un homme logique. Il fut royaliste, puis fasciste, ensuite socialiste. Cependant il ne s'est jamais contredit sur l'essentiel. Et nous prions le lecteur de croire que nous parlons très sérieusement, et que nous ne nous livrons à aucune plaisanterie, en dépit de l'apparence paradoxale de ce début de chapitre.

Lorsque M. Valois passa de l'Action Française au socialisme, on se demanda, dans certains milieux, s'il jouissait de la totalité de ses facultés mentales. Il apparaissait aux hommes comme une impossibilité, sinon comme une forte contradiction, de se faire communiste après avoir été royaliste. Nous croyons que cette opinion est fausse.

Si nous entreprenons de mettre les choses au point, ce n'est pas parce que nous entendons prendre la défense de Georges Valois ; il est assez grande personne pour se défendre tout seul. Nous voulons tout simplement établir la vérité, en même temps que nous voulons donner un couronnement aux thèses exposées au début de cet ouvrage.

Nous voulons montrer que c'est par une fatalité logique que Georges Valois fut amené au socialisme. C'est nécessairement et non pas accidentellement qu'il prit le nouveau chemin. Ce n'est pas son caprice, mais bien une forte fatalité qui le poussa vers les idées socialistes. Ainsi, en dépit de ses variations secondaires, M. Georges Valois resta parfaitement et fatalement logique.

Il a raison d'écrire dans le « Nouvel Âge de l'humanité » :

« Les analyses et le corps de doctrine que je présente aujourd'hui annulent quelques parties de mon œuvre antérieure ; mais elle n'annulent que des parties *secondaires* : les pièces *essentielles* demeurent intégralement » ¹.

¹ *Un nouvel âge de l'humanité*, par Georges Valois. Librairies Valois. Paris, 7, Place du Panthéon. 1929. Page 7.

**

M. Georges Valois ose parler de la rigoureuse unité scientifique de son œuvre. Nous le croyons sans peine. Il est vrai que sur certains points, il a changé d'avis, mais sur d'autres il est resté invariable.

Sur la question socialiste, il a beaucoup évolué. « On trouvera, écrit M. Georges Valois, dans *l'Homme qui vient* et dans mon œuvre jusqu'en 1924 une condamnation du socialisme, alors que, dans le *Nouvel Age de l'humanité*, je déclare que l'humanité est sortie des temps individualistes et est entrée dans une ère socialiste et que le socialisme en voie d'organisation est une nécessité historique, que tentent de réaliser par deux méthodes tout à fait différentes, le communisme et la ploutocratie »².

Sur le syndicalisme, par contre, il est resté intraitable.

« Il n'y a pas une seule rupture, constate Valois, dans toute mon œuvre, en ce qui concerne le syndicalisme, véritable création constructive du socialisme »³.

Plus loin, il ajoute :

« J'apporte une explication scientifique de la nécessité historique du syndicalisme pour le progrès humain »⁴.

Ces textes, s'ils étaient seuls, ne seraient pas bien convainquants. On en trouve d'autres dans ses livres de justification. Ainsi dans *L'Etat syndical et la représentation corporative*. Il fait là des confidences précieuses que l'historien doit recueillir avec soin.

M. Georges Valois nous dit, pour son excuse, que tout le temps où il milita à l'Action Française, il ne se soucia pas beaucoup de la théorie politique du mouvement monarchiste. Il n'était préoccupé que des questions économiques ; il en était même obsédé. Cette confession a pour nous un très grand prix. M. Georges Valois fut, tant qu'il actionna dans les rangs de l'Action Française, complètement fermé aux problèmes politiques proprement dits. Il laissait aux autres les préoccupations politiques, il était préoccupé par l'économique. Or, lorsqu'on a cela dans la tête, il est impossible de ne pas se réveiller un beau jour communiste. On voit alors trop de misères matérielles, d'immenses inégalités s'étalant brutalement au soleil, des gran-

² *Nouvel Age de l'Humanité*, par Georges Valois. Page 9.

³ *Ibidem*. Page 10.

⁴ *Op. déjà cité*. Page 11.

des richesses à côté d'infinis malheurs, et un ordre social chargé de tares et plein d'imperfections. L'inégalité est partout, l'anarchie de même.

Mais il n'y a pas que le sens de la justice qui vous pousse au communisme ; la justice peut être le mobile le plus criant, elle n'en est pas le plus essentiel. Il y a le besoin d'ordre et de bien-être matériel avec lesquels il faut compter.

Dans la mesure où M. Georges Valois était syndicaliste et étranger au politique, il devait bien finir par s'apercevoir de deux choses :

a) la misère matérielle de la plupart de ses contemporains ;

b) l'impossibilité, pour la doctrine maurassienne, de satisfaire aux besoins des masses.

En effet, si l'on est préoccupé par l'économique et le matériel, on est aussi préoccupé par le système qui permettra le mieux la satisfaction des désirs humains. Mais le maurrassisme est loin d'être cet idéal ; il est incapable de satisfaire aux besoins de l'humanité. Comme le dit M. Georges Valois lui-même, le maurrassisme est une théorie de l'aristocratie intellectuelle complètement fermée à l'économique. Ce n'est pas la doctrine hiérarchique de M. Charles Maurras, s'inspirant du *paucis humanum genus vivit*, qui ferait vivre bien la *totalité* du genre humain. C'est un non-sens. Comment une doctrine *minoritaire* pourrait-elle convenir à la *majorité* des hommes ?

Le maurrassisme vit de peu ; l'humanité n'est pas pressée de l'imiter.



Il reste encore une question à régler ; elle est fondamentale.

M. Georges Valois est allé vers le socialisme, *mais* il est resté syndicaliste. C'est ici que nous allons poser et essayer de résoudre le problème des rapports du syndicalisme et du socialisme.

Le socialisme et le syndicalisme sont-ils compatibles ? Nous ne le croyons pas. Et c'est pourquoi il reste encore, à M. Georges Valois, un pas à franchir. Après avoir abjuré le maurrassisme, abjurer le syndicalisme. A ce prix il sera parfaitement logique avec lui-même.

Le syndicalisme ne peut pas s'entendre avec le socialisme.

Ce dernier est étatiste, le syndicalisme est anti-étatiste. Il réclame la liberté d'association contre l'emprise tyrannique de l'Etat. Il est capable de tenir, à ce sujet, le même langage que celui de M. Charles Maurras.

Le syndicalisme c'est la mise en application du « Dictateur et Roi ». Du même programme anti-étatiste se réclament aussi bien les maurrassiens que les syndicalistes. Mais dans des conditions actuelles de la production, le syndicat est une entrave. Il a pu, au XIX^{me} et au début du XX^{me} siècles, avoir une grosse efficacité *démagogique*, mais ses vertus *techniques* sont nulles. La pression syndicale sur les patrons fut bienfaisante ; elle les obligea à accroître les salaires. Mais quant à la prétention du syndicat à organiser la production, qu'on nous permette d'en rire. Le syndicat organisera petitement l'économie. Or de la petite production nous n'en voulons pas.

La grande production est plus efficace ; son rendement est meilleur. La quantité des produits augmente dans les grosses industries, tandis que la production quantitative n'est pas très brillante dans une économie artisanale. De toute façon, le syndicat fera faillite.

Syndicalisme et Socialisme sont incompatibles. Et il n'est pas besoin de nous pousser beaucoup pour dire où vont nos préférences : vers le communisme. Et il est normal que, dans la situation actuelle, il en soit ainsi. Voici pourquoi :

Le socialisme est étatiste. Le syndicat est une petite association. Du point de vue des dimensions matérielles, l'Etat est plus grand que le syndicat. Comme il n'y a que la grande production qui produit beaucoup, il s'ensuit que l'économie doit être construite sur le pied le plus large. Comme, d'autre part, l'Etat est l'instrument le plus grand d'une nation, il résulte que c'est sous ces dimensions et non pas sur celles du syndicalisme que l'on doit ordonner la production si l'on veut produire en plus grandes quantités possibles.

Le syndicat est un nain ; il est une quantité négligeable. Et c'est faire une expérience risible que d'organiser l'économie syndicalement, c'est-à-dire mesquinement.

L'économie exige la production en grand et une concentration excessive. Or ni le syndicat n'est grand, ni il n'aboutit à la coordination sévère de la production. Il faut, pour cela, la production de l'Etat.

Le socialisme c'est *l'étatisme*, le syndicalisme c'est *l'Etat*. Le syndicalisme veut dépouiller l'Etat de ses attributions économiques et ne lui laisser que ses pouvoirs politiques. Mais c'est sur le terrain politique que l'Etat fait des catastrophes, et non pas dans le domaine économique. L'Etat politique fait des guerres, l'Etat économique fait faillite. Entre ces deux maux, nous choisissons le moindre, préférant ainsi l'étatisme au syndicalisme.

Les syndicalistes veulent faire revenir l'Etat à ses errements passés, à sa politique, à ses guerres, à ses brigandages. Ce n'est pas là une simple vue de l'esprit. En effet, si vous enlevez à l'Etat ses attributions économiques actuelles, il ne lui restera qu'à faire de la politique. Comme l'Etat ne veut pas s'ennuyer, il fera la guerre. Il est en cela semblable aux hommes. Vous prétendez confiner les gouvernements dans la politique ? Attention ! C'est une manœuvre dangereuse. C'est même un danger de mort.

M. Georges Valois veut que l'humanité passe de l'Etat militaire à l'Etat technique. Mais le syndicalisme, tout au contraire, pousse l'Etat vers la forme militaire et politique. N'ayant plus rien à faire, il fera de la politique, c'est-à-dire des mauvaises choses. Il y aura du vilain, M. Valois !

Plus on étudie la doctrine syndicaliste, plus on voit comme elle est proche des idées économiques de M. Maurras. L'une et les autres veulent réduire les attributions économiques de l'Etat. Voudra-t-on les élargir, par là-même, on tuera le syndicalisme.

Le syndicalisme sera maurrassien ou il ne sera pas.

UN NOUVEL AGE DE L'HUMANITÉ

Cet âge a commencé, selon M. Georges Valois, le 2 août 1914. C'est l'âge du socialisme et de l'électricité. Il consiste dans le passage de l'individualisme au socialisme et de l'Etat militaire à l'Etat technique.

M. Georges Valois est arrivé à ces conclusions en partant de ce qu'il appelle « les lois fondamentales de l'activité humaine ». Ces lois sont au nombre de deux :

1° la loi du moindre effort ;

2° la loi de l'intellectualisation de l'effort, selon laquelle l'homme tend à transformer sa peine musculaire en une peine intellectuelle.

La première loi contient la seconde et aussi encore quelque chose. De la loi du moindre effort découle : 1° l'intellectualisation de l'effort, c'est-à-dire *l'esprit d'invention*, et aussi 2° le parasitisme, en vertu duquel l'homme veut vivre, par la force, sur le travail de l'homme. Il y a combat entre ces deux formes de la loi du moindre effort. « En sorte que l'histoire est une longue suite de luttes entre les groupes producteurs et les groupes parasites, soit à l'intérieur des nations, soit entre les nations, c'est-à-dire une lutte entre les deux moyens par lequel l'homme échappe à la fatigue du travail. La force brutale (qui permet de vivre aux dépens du prochain) et l'esprit d'invention qui diminue l'effort physique et multiplie les résultats du travail »⁵.

M. Georges Valois arrive ainsi à une vue grandiose des choses. Pour lui, « l'histoire est en résumé un drame immense entre *l'esprit parasite et l'esprit d'invention*, dont les luttes des classes et de nations ne sont que des épisodes »⁶.

Mais ce qui caractérise notre temps, selon notre auteur, c'est la puissance extraordinaire qu'a acquise l'esprit d'invention. C'est pour la première fois depuis le règne du monde, que

⁵ *Un Nouvel Age de l'Humanité*, par Georges Valois. Page 38.

⁶ *Ibidem*.

l'esprit d'invention et d'intellectualisation de l'effort prend le pas sur l'esprit de parasitisme et de force brutale.

« Jusqu'ici, l'esprit d'invention était resté au second plan dans la hiérarchie des valeurs humaines. Il était tenu pour un serviteur,

« Les peuples honoraient la force autant pour les possibilités d'enrichissement parasitaire qu'elle leur donnait, parce qu'elle était apparemment la raison de la gloire qu'ils trouvaient en repoussant toutes les tentatives de parasitisme dirigées contre eux. Le grand fait de notre temps est que la force passe au second plan comme moyen d'enrichissement pour les choses et pour les peuples, et que l'esprit d'invention conquiert, d'une manière irrésistible, la première place dans l'organisation du monde, bien en avant de tous les moyens de force. » ¹.



De la loi du moindre effort découle la force et l'invention. Il y a une vingtaine d'années, M. Georges Valois avait conclu à une exaltation de la force. Aujourd'hui il fait l'apologie de l'esprit d'invention.

Mais il y a une question à résoudre. Comment se fait-il que de la loi du moindre effort puissent surgir deux réalités aussi contradictoires que la force brutale et l'invention subtile ? M. Georges Valois en donne une explication ingénieuse.

L'homme veut épargner son effort musculaire. Il est à la recherche du moindre effort physique. Par là même, il doit intellectualiser son effort. Là, deux voies s'ouvrent à l'individu : l'invention et le parasitisme.

L'homme peut mettre fin à sa peine en recourant à deux méthodes : l'une est celle du *moindre effort* intellectuel en vertu duquel on se sert de la force musculaire pour prendre le bien d'autrui, l'autre est celle du *plus grand effort intellectuel* pour laquelle il substituera à l'homme, une machine, un outil, ou une combinaison efficace de mouvements. Ces deux tendances se retrouvent dans toutes les luttes sociales, depuis les origines du monde.

Dans le passé, la force l'emporta sur l'esprit d'invention,

¹ *Un Nouvel Age de l'Humanité*, par Georges Valois. Pages 38-39.

aujourd'hui c'est l'inverse. Surtout depuis le XVIII^{me} siècle et la Révolution française.

Du point de vue de l'esprit d'invention, l'importance de la Révolution de 1789 est immense. Elle fit triompher l'inventivité sur le parasitisme. C'est ce qui fait sa grandeur.

L'esprit d'invention anime toute la Révolution française. Cet esprit s'est développé non à l'abri de la force, mais malgré la force et contre elle. L'histoire de la force est un perpétuel refoulement de l'esprit d'invention.

Cet esprit comporte le progrès technique surtout lorsque le travail est conçu et accompli par le même individu. Mais il n'est plus de même lorsqu'il y a une séparation des fonctions, la direction du travail étant réservée au cerveau d'un homme, et l'exécution aux bras d'un autre. Le cerveau qui dirige ne connaît pas la fatigue musculaire. Pour lui, l'économie de l'effort ne consiste plus à penser. S'il ne pense plus à inventer, il cherchera la répétition des mêmes mouvements. Pour qu'il y ait progrès, il faut alors que le muscle exécuteur soit en état d'influencer le cerveau directeur, soit par des réclamations de travail (hausse des salaires), soit par la cessation du travail (grève).

Dans les régimes fondés sur la force les classes dominantes refusent, pour elles, l'effort technique d'invention ! Elles se complaisent dans la routine. Il en fut ainsi jusqu'à la Révolution de 1789 qui fit beaucoup de changements. La Révolution annonce l'esprit d'invention. Avec elle, il pénètre dans les gouvernements. Mais le régime que la Révolution fonde n'est qu'un compromis entre l'Ancien Régime fondé sur la force et le Nouveau Régime, qui sera celui de la technique. La bourgeoisie arrive au pouvoir, mais à son tour elle cherche à ruser avec le progrès technique. Elle tend à répéter les mêmes mouvements et par là à perdre sa fonction technique pour devenir parasitaire.

Aujourd'hui, il faut, à tout prix, faire progresser l'invention, et passer de l'Etat militaire à l'Etat technique. C'est là un langage bien saint-simonien.

**

Il reste encore, avant de finir, à soulever deux questions où Georges Valois et Charles Maurras s'opposent du tout au tout :

- 1° la paix sociale ;
- 2° les classes moyennes.

Charles Maurras est pour la paix sociale, au sens strict du mot (contentement des classes laborieuses), Georges Valois est contre cette paix.

« L'objectif de l'homme d'Etat, écrit M. Valois, n'est pas d'organiser une société où tous les citoyens vivent dans ce qu'on appelle la paix sociale, et où les « bons ouvriers », contents de leur sort, bénissent les « bons patrons ». La paix sociale, ce serait la décadence. Il faut des ouvriers insatisfaits, demandant sans cesse la diminution de l'effort physique et l'augmentation du salaire.

« Car c'est la loi du progrès humain. Si l'homme n'est plus l'être misérable des cavernes, c'est parce qu'il n'a cessé de chercher à réduire son effort physique, tout en exigeant une augmentation de salaire, c'est-à-dire un accroissement du rendement de son effort. Toutes les merveilles du monde viennent de cette double recherche. Au cœur de tout individu qui veut diminuer la fatigue du muscle, augmenter ses satisfactions, et qui met en mouvement l'intelligence créatrice, c'est l'instinct vital qui agit pour conduire l'espèce à ses plus hautes destinées »⁸.

Quant au problème des classes moyennes, les deux hommes (Charles Maurras et Georges Valois) s'opposent de nouveau. Cette question est la pierre de touche qui distingue les théoriciens et les idéologues politiques.

M. Charles Maurras est pour les classes moyennes, tandis que M. Georges Valois est leur farouche ennemi.

« J'ai nettement pensé, écrit M. Valois, que toute action tendant à l'organisation du monde nouveau devait être faite en dehors de ces classes moyennes, et sur le plan international »⁹.

Ailleurs, il écrit :

« Les classes moyennes vivent sur des positions minées ; elles sont indéfendables, le petit commerce, la petite industrie, la petite propriété ne peuvent pas subsister, libres et autonomes, dans la nouvelle économie ; elles constituent le plus gros obstacle au progrès économique »¹⁰.

⁸ *Un Nouvel Age de l'Humanité*, par Georges Valois. Page 55.

⁹ *Technique de la Révolution Syndicale*, par Georges Valois. Page 16. Editions Liberté. Paris 1935.

¹⁰ *Ibidem*. Page 18.

Voilà un langage communiste. A ces mots on reconnaît et l'on distingue le socialiste du contre-révolutionnaire. Ce dernier est le défenseur des classes moyennes. M. Charles Maurras l'est, et il est parfaitement logique. Il préconise l'association, l'économie corporative et artisanale, bref la petite boutique. Quant à M. Valois, et en sens inverse, il est logique en tant que socialiste, lorsqu'il veut la mort des classes moyennes ; il ne l'est plus en tant que syndicaliste. Un étatiste épris d'économie à l'échelle de l'Etat méprisera la petite boutique des classes moyennes, mais un syndicaliste qui veut organiser la production à la petite échelle du syndicat ne pourra le faire que malaisément. De toute façon, il faut, si M. Valois tient à être logique avec sa nouvelle religion socialiste, se débarrasser des idées syndicalistes, *derniers restes maurrassiens*. Ou alors, M. Valois ne sera qu'un socialiste boiteux.

DEUXIEME PARTIE

**MAURRASSISME, FASCISME,
BOLCHEVISME**

DEUXIÈME PARTIE

Celle-ci sera bien courte. Elle servira en quelque sorte de conclusion à cet ouvrage.

A. — INFLUENCES

Roumanie.

En France, le maurrassisme est une doctrine ; en Roumanie, il est une mode. Mais une mode qui corrobore des habitudes ancestrales. Les hiérarchies sociales y sont très fortes et anciennes. L'inégalité s'étale partout en cet heureux pays, dans la rue, dans les cafés, sur les visages des hommes.

Les journaux et les livres de « droite » français ont eu un gros succès dans ce qu'on peut appeler, avec une indulgence amusée, l'élite pensante roumaine et la meilleure société de Bucarest ; à ces œuvres, on réserva toujours le meilleur accueil. *L'Action Française*, *Candide*, *Gringoire*, *Je suis partout* s'y vendent comme du pain chaud. Les Roumains croient que ce pain est frais.

Les livres de Bainville ou ceux de Maurras garnissent les bibliothèques des penseurs indigènes ; nous les appelons ainsi parce que la Roumanie est une colonie de la « droite » française. D'autre part, les journalistes roumains font des conférences sur le maurrassisme, dans les universités locales. Et dans les journaux, on lit les distinctions les plus maurrassiennes. La France légale et la France éternelle, celle de Bayard et celle de Léon Blum, la Liberté et les libertés, les phrases anti-parlementaires et les proclamations anti-démocratiques, vous trouverez tout cela en vrac, dans les journaux roumains, et même dans les plus sérieux : Au fait, y en a-t-il ?

Curentul, *România*, *Gândirea*, *Sfarmă-Piatră*, etc..., tous ces journaux ou toutes ces revues empruntent grand nombre de leurs slogans au répertoire maurrassien. Il est intarissable.

Tout ce qui est venu, en ces derniers temps, de la Contre-Révolution française fut fort approuvé en Roumanie. Après la guerre, les Roumains faisaient la réforme agraire et prenaient

des mesures révolutionnaires afin d'éviter la Révolution. En échange, les intellectuels s'abreuyaient aux sources de la Contre-Révolution. On adopta alors le maurrassisme. Il y avait à cela plusieurs raisons. D'abord, M. Maurras était à la mode. Ensuite, les inégalités sociales roumaines.

Les intellectuels de ce pays — ceux qui étaient ethniquement indigènes ¹ — se sentaient des affinités avec la pensée maurrassienne. Ils voyaient — et voient encore — en Charles Maurras un maître. Ils en faisaient l'éloge, et ils apprenaient par cœur ses leçons. Cela n'a rien pour nous surprendre. L'élite roumaine est encore trop jeune pour lui demander beaucoup d'esprit critique. Avec elle, l'indulgence s'impose.

Si on peut critiquer, on ne peut pas condamner l'intellectualité roumaine de s'être laisser influencée par M. Maurras. La pensée roumaine est trop jeune, et M. Maurras se faisait trop prenant. A la fin, elle se donna à lui. Ainsi échouèrent au maurrassisme, les penseurs roumains. Et nous les appelons penseurs avec un excès d'audace.

Portugal.

Sur la pensée de M. Salazar, chef de gouvernement, l'Action Française exerça une forte influence.

Italie d'avant-guerre.

L'Action Française marqua de son empreinte le mouvement nationaliste italien des années 1904-1914.

B. — COMPARAISONS

Maurrassisme et bolchevisme.

Le bolchevisme est un ennemi pour M. Maurras. Il y a à cela plusieurs raisons. D'abord, le bolchevisme s'affirme égalitaire. Ensuite, il est allemand. Du moins M. Charles Maurras le soupçonnait, et pour un anti-allemand comme lui, ce doit être un péché capital.

Un jour, M. Steeg, alors ministre de l'Intérieur, s'est per-

¹ Les milieux juifs pensaient autrement.

mis de dire que l'influence bolcheviste « passait par Berlin ». M. Maurras le rabroue vertement. Pour le directeur de l'Action Française, « l'influence bolcheviste ne passe pas par Berlin. Elle vient de Berlin et c'est Berlin qui la patronne et l'autorise »². On peut croire que là, comme en maints autres endroits, M. Charles Maurras s'est laissé mener par son parti-pris et a joyeusement exagéré une humble vérité.

Parce que M. Maurras est farouchement anti-allemand et parce que Lénine fut marxiste, l'Action Française croit fermement que le bolchevisme russe cache quelque diablerie germanique. M. Maurras voit partout des espions.

« Ce n'est pas Moscou, écrit-il, malgré ses ukases et ses bulles, qui est le centre de l'inflammation universelle, c'est l'ancienne capitale de Guillaume II. C'est l'Allemagne ou plutôt c'est le germanisme. Les chefs bolchevistes, Lénine en tête, ont été matériellement importés en Russie par les fonctionnaires de l'Empire allemand, et la panique, la révolution, la paix de Brest, vérifient le bon calcul berlinois. Mais déjà, et de tout temps, *la révolution était allemande en Russie* »³.

M. Maurras veut dire que l'influence allemande fut très forte sur la Russie. Cela serait très clair et même très sensé. Malheureusement, emporté par ses passions partisans, M. Maurras met « révolution » là où il faudrait dire « influence ». Il embrouille les idées.

La conclusion de M. Maurras est qu'il faut abattre Berlin si l'on veut terrasser la Révolution et Moscou, ce « Vatican diabolique »⁴.

« C'est par une exemplaire annulation politique de Berlin, que Moscou pourrait être touché, démoralisé, abattu. La chute de Moscou ne ferait pas perdre courage à Berlin, laissé libre de chercher ailleurs d'autres alliés »⁵.

Maurrassisme et hitlérisme.

M. Maurras s'est donné pour tâche de garder le monde de la Révolution. Il n'y a pas réussi, mais rien ne le décourage. Il continue sa route. Il croit avoir une mission à remplir et il la

² *Action Française*, 1^{er} Janvier 1921.

³ *Action Française*, 1^{er} Janvier 1921.

⁴ *Action Française*, 13 Décembre 1924.

⁵ *Action Française*, 1^{er} Janvier 1921.

remplit jusqu'au bout. Chaque jour dans l'Action Française il fait donner de la plume contre l'esprit révolutionnaire. Car M. Maurras s'est chargé d'un pontificat : celui de la Contre-Révolution. Il l'exerce honorablement. Il injurie la Révolution, il prend violemment à partie les hommes et il défend ses idées avec une vigueur étonnamment jeune. La polémique lui va bien.

Il est persuadé que *la Révolution vient de l'Allemagne*. Et tout ce qui touche à cette Allemagne lui est en horreur. L'hitlérisme, par exemple.

M. Maurras s'amuse parfois, innocemment du reste, à faire des parallèles à la Plutarque. Il met vis-à-vis Mussolini et Hitler, ou encore Salazar. Ce dernier jouit de toutes ses absolutions. M. Maurras voit en lui un contre-révolutionnaire de la meilleure espèce. Quant à Mussolini, il est moins pur, mais il est passable. A la rigueur, on peut l'accepter. Mais pas en France, ailleurs.

Là où l'affaire se corse, c'est lorsqu'il s'agit de M. Hitler. Celui-ci est, pour M. Maurras, un affreux révolutionnaire. Pourquoi ? D'abord parce qu'il est allemand, ensuite parce qu'il est pour une Allemagne unitaire, enfin parce que M. Maurras le soupçonne de regarder quelque peu du côté de Moscou. Païen, allemand, anti-catholique, voilà des maux bien révolutionnaires. Et c'est ainsi que Charles Maurras sacra M. Hitler grand chef de la Révolution mondiale.

On comprend maintenant pourquoi les deux hommes s'opposent si foncièrement. M. Maurras est le maître de la Contre-Révolution. Et *L'Action Française* est anti-hitlérienne, parce qu'elle est anti-révolutionnaire.

M. Hitler fait horreur à Charles Maurras. Jamais le chef germanique n'a pu avoir grâce devant ses yeux. M. Maurras le traite dédaigneusement de chef de bande assembleur des *tribus* germaniques. Pour lui l'Allemagne n'est pas un peuple, mais un ramassis de tribus et de reitres. Tandis que la France...

Maurrassisme et fascisme.

Pour Charles Maurras, *le fascisme est un frère modérément ennemi*. Le chef monarchiste félicite M. Mussolini d'être latin, et même un grand Latin ; il lui tresse des éloges et il l'aime bien, mais il ne voudrait pas de Mussolini en France. Pourquoi ? Parce qu'en France, il y a M. Maurras.

Nous prions le lecteur de ne pas y voir une plaisanterie, mais de croire à l'existence d'un immense orgueil chez Charles Maurras. C'est un maître qui n'aime avoir que des disciples. Il est déjà en France. M. Mussolini y serait superflu.

Un jour, Bainville et Maurras se promenaient dans Rome. A un moment donné, et alors qu'ils se promenaient tranquillement, Jacques Bainville eut une idée, il s'écria :

« Le coq gaulois n'est pas fait pour sucer à la louve romaine ».

Ainsi le voulait la saine doctrine maurrassienne. Quant à la France on ne lui demandait pas son avis.

M. Mussolini est bien où il est, à Rome. En France, la place est prise. M. Maurras l'occupe avec beaucoup de dignité, faite de calme, de pondération, de mesure bien française et même de courtoisie. M. Maurras est irremplaçable. Et il ne veut pas laisser, en France, le maurrassisme être supplanté par le fascisme.

Pour l'Italie, le fascisme est bon. Là, il est son ami. Mais là où fascisme et maurrassisme s'opposent, c'est sur le chapitre de l'Etatisme. M. Maurras en est l'adversaire. M. Mussolini étatisé à tour de bras. Voici cependant ce qui atténue cette inimitié : c'est l'état de l'Italie. C'est un pays jeune auquel manquent les longues traditions d'unité française. Il a besoin, en conséquence, de la forte tutelle d'un Etat centralisateur ⁶.

En ces temps troubles, on peut faire d'autres suppositions. Si, par exemple, le Duce attaque la France, Charles Maurras ne le laissera pas faire. Il sera au premier rang pour défendre ses positions contre-révolutionnaires. Et même les intérêts de la France. Pourquoi pas ?

⁶ Charles Maurras écrit ce qui suit dans *Deux Etatismes* :

« Il nous semble que le fascisme italien abuse gravement des interventions de l'Etat, jusque dans son régime corporatif.

« Là, avouons un élément de différence.

« Dans un pays aussi anciennement unifié que la France, les dangers de l'étatisme sont à la lettre, mortels.

« Dans un pays aussi divers que l'Italie, une certaine dose d'étatisme peut être excellente ou nécessaire.

« Il y a un axiome : on ne décentralise pas la géométrie. Mais, il y a un autre équivalent ; on peut essayer de tout « étatiser », excepté le spirituel. Les pouvoirs temporels ont tout avantage à rester dans la mesure de leur droit, sans répondre à des empiètements, même fâcheux, par des usurpations qui seraient plus fâcheuses.

« Les rois de France étaient de grands maîtres dans la science politique, quand ils écrivaient : *Nous qui voulons toujours raison garder*. C'est en se défendant de l'entraînement des passions que l'on tiendra intacte sa propre et juste liberté ». Voir *Les Vergers sur la Mer*, par Charles Maurras. Page 136. Flammarion, Paris, 1937.

CONCLUSION

L'ÉGALITÉ S'APPESANTIT SUR LE MONDE

L'égalité nous accable, le bonheur nous foudroie. Partout, les plaintes s'accumulent en des tas gros comme l'Himalaya. Les mécontents se font entendre, les revendications pleuvent, les paroles d'aigreur se multiplient. Cette tristesse de l'humanité est garante de son riant avenir.

Il est bon que l'on se plaigne. L'homme apprend ainsi à mieux sécher ses larmes. A force de demander la satisfaction de ses besoins, il sera servi. Lassé par ses demandes, on lui fera justice. Les Ecritures disent la même chose.

Où vont ces plaintes des hommes ? A l'égalité. Où mènent leurs querelles ? A la paix. Et Charles Maurras se trompe quelque peu en proclamant que l'avenir est aux hiérarchies. Provisoirement, peut-être. Définitivement, jamais.

Charles Maurras voit, dans la paix perpétuelle, une illusion ; il est trop réaliste pour croire à cette utopie. M. Mussolini, de son côté, surenchérit. Pour lui, la paix perpétuelle est plus qu'une illusion inoffensive, elle est une catastrophe pour la civilisation. Décidément, on peut tout dire sur cette terre. Elle souffre tout.

Charles Maurras voit encore dans l'égalité un mal ; elle est la mort. Elle ne peut rien faire de bien ici-bas ; elle détruit tout et mine toutes les civilisations. L'égalité est ruineuse. Elle est condamnée à disparaître.

Sur tous ces points, les faits se chargent de démentir les prévisions maurrassiennes. Prenons un exemple, le plus risqué : la paix. Elle est bien menacée, de nos jours, cette pauvre paix,

et il serait quelque peu paradoxal de soutenir, en ces temps malheureux, que la paix est désirée plus que jamais. Pourtant c'est la vérité. Même si elle peut être bousculée par une guerre, la paix ne disparaîtra pas pour si peu, elle ne sera qu'interrompue. Ensuite, elle reprendra de plus belle. Et après quelques autres expériences de ce genre, les hommes finiront bien par constater la vanité des gestes guerriers. On l'a d'ailleurs déjà vu. Au moment de l'alerte de septembre 1938, les peuples rechignaient à la guerre. Les hommes se faisaient tirer les oreilles. Ils ne s'amusaient plus à mettre des fleurs aux fusils. Ils étaient fatigués des héros. Ils voulaient tout simplement vivre.

D'autre part, la complexité des rouages économiques, rend plus malaisée l'œuvre de guerre. La machine économique sociale s'est alourdie ; elle peut bien fonctionner en temps de paix, mais elle se prête difficilement aux manœuvres guerrières. *L'industrie arrête la guerre.*

Mais il n'y a pas que la passion de repos des hommes qui fera triompher, un jour et définitivement, la paix. Il faut compter aussi avec l'égalité. Qu'est-ce que l'égalité ? Entre autres, *c'est l'accroissement des besoins de tous les hommes.* L'égalité faisant de l'humble l'égal de l'homme riche, lui donne la volonté d'être riche. Il voudra avoir autant de besoins satisfaits que les bienheureux possédants. Cette augmentation des besoins aura des répercussions sur l'économie nationale ou humaine. Elle le rendra plus complexe. Il faudra plus de machines pour produire les divers objets que l'envie sociale fait désirer aux pauvres. Mais cette complexité de la production, en alourdissant la machine économique et guerrière, pèsera lourdement sur la destinée de la guerre qu'elle commence par rendre difficile et qu'elle finira par rendre impossible.

L'homme ayant beaucoup de besoins pensera davantage aux machines qu'il faut construire pour satisfaire ces besoins qu'aux guerres qui détruisent les machines des autres et les empêchent d'en construire pour leur part.

Devant cette idée de paix perpétuelle, l'Action Française sourit sceptiquement, avec beaucoup d'intelligence, croit-elle. Les théoriciens de la Contre-Révolution ne peuvent pas s'imaginer que les hommes puissent un jour se libérer des erreurs qui

ont fait tant de mal au monde. Ils croient que les hommes reviendront périodiquement à leurs chers errements. Ils se trompent. L'humanité n'est pas une branloire pérenne.

L'homme, depuis les origines, a essayé de sortir de son misérable état matériel, hier par la guerre, demain par la technique. Si parfois il est tombé dans d'anciennes ornières, ce fut un *accident* et non pas une *loi* de la nature. L'homme n'a pas été condamné à la bêtise perpétuelle.

Depuis son plus jeune âge, il ne veut plus faire la bête, mais il en est souvent repris par ses instincts. Ce n'est pas là une raison pour rester éternellement prisonnier de la bête.

M. Maurras ne veut rien entendre à ces nouvelles raisons. Il ne connaît que les anciennes dont il croit avoir entendu la voix divine. Nous croyons que c'est là une erreur d'acoustique dont Charles Maurras fut la victime. Certes, il peut nous répondre qu'il a souvent été clairvoyant, et que ses prévisions ont été confirmées par la réalité, ce qui ne saurait être le cas d'un homme aveugle. Là, il a raison, mais partiellement. Jusqu'à un certain point, Charles Maurras eut raison. Pas plus.

Ainsi, il prophétisa que l'avenir sera aux hiérarchies et aux Etats militaires. Pour ce qui est de l'*immédiat*, il a raison. Pour l'*avenir*, il a tort. C'est seulement pour le présent que ses pronostics valent quelque chose. Quant à l'avenir, il n'est pas à personne, il est à la paix et à l'égalité.

La clairvoyance maurrassienne a bénéficié d'une équivoque. Parce que certains dires de Charles Maurras se sont réalisés de nos jours, on a cru à la valeur absolue des idées maurrassiennes. Alors qu'elles n'ont qu'une réalité *passagère*, on a fait voir en elles, une vérité *perpétuelle*. De plus, des vérités *profondes*. C'est là une seconde équivoque. Les vérités maurrassiennes, si l'on peut dire, sont bien *superficielles*. Elles ne dépassent pas le présent ni l'écorce des choses.

Il nous a dit que le monde militaire fera des guerres. Il en fit, mais ce n'est pas là une raison se croire que cela durera à l'infini. En nous autorisant des idées de Jacques Bainville, nous rappellerons à Charles Maurras que rien ne va de plus en plus. Ni la guerre, ni la hiérarchie. Ou alors la guerre amènera la ruine absolue du monde humain et la hiérarchie le régime des castes. On asseoira l'injustice sur le néant.

En vertu de son réalisme, Charles Maurras ne pourra pas admettre ces conclusions, pas plus qu'il n'admet la paix perpétuelle. Il a trop de bon sens pour le faire. Et il le dit. Il le proclame sans trêve. Car, soutient-il, lui seul a raison. Il n'a d'ailleurs pas tort de le dire. La publicité lui recrute des partisans.

M. Charles Maurras est un homme excessif. Il confisque tout à son profit. Il s'est fait royaliste et il a eu la prétention d'exproprier les autres du nationalisme. Il nous dit représenter le nationalisme intégral, tandis que les autres doivent se contenter des miettes du festin. Ce qu'il a fait avec le nationalisme, il l'a répété avec le réalisme. Là aussi, il confisqua le bon sens. Lui seul désormais avait le monopole des choses sensées. Charles Maurras ou le réalisme intégral.

Il dénia aux autres le droit d'avoir complètement raison, parce que le bon sens intégral s'était réfugié à *L'Action Française*. L'humanité, privée d'intelligence, n'avait plus qu'une seule ressource : écouter les conseils de Charles Maurras. Mais ces conseils ne portaient pas loin ni bien. Alors qu'ils n'étaient pas faux, ils étaient superficiels. Leur auteur est contre l'égalité, tandis que l'humanité impatiente tente de briser le joug qui l'opprime ; il est contre la paix perpétuelle — c'est-à-dire qu'il ne croit pas à la possibilité de la réaliser — et les hommes luttent précisément pour ne plus se battre. Il commet en plus d'une erreur, une contradiction. Cette doctrine maurrassienne qui conteste la paix perpétuelle, est éprise de repos et de ce qui est l'immuable ordre des choses¹. Que dire de tout cela ? Ceci : Charles Maurras ou le NON-réalisme intégral.

Il nous coûte de faire cette critique à celui qui *fut* notre maître, mais il était impossible de l'esquiver. La théorie maurrassienne de la guerre et de la paix est entachée de trop fortes erreurs pour la laisser passer inaperçue et ne pas faire remarquer, à l'occasion, le caractère de fatalité de la paix.

Tout comme la paix, l'égalité est fatale. Qu'elle se fasse lentement ou non, elle y arrivera.

La guerre peut l'arrêter quelque temps dans sa course obstinée, mais elle reprendra, avec vigueur, sa marche en avant. Rien ne l'abattrait de ses desseins. Certes, aujourd'hui, l'horizon

¹ Le maurrassisme serait ainsi une doctrine de tout repos.

est bien sombre, mais nous ne pouvons pas désespérer de l'homme. La guerre est en vue, mais ce n'est pas pour si peu de choses que nous allons perdre notre tranquille assurance. Qu'importe quelques guerres à l'implacable évolution humaine vers la paix et l'égalité ?

Vu, le Président :

Jean LESCURE.

Vu, le Doyen :

C. RIPERT.

*Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris :*

ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

ARIÈS (NEL)

1. — *L'Economie politique et la doctrine catholique*. Les thèses de l'« Economie Nouvelle ». La morale catholique et les enseignements pontificaux. *Préface et conclusions de Georges Valois*. L'encyclique « Rerum Novarum ». La question des classes. La loi de l'offre et de la demande. Syndicalisme et contrainte. Politique et Economie. Réponse à des contradicteurs. — Mayenne, Imprimerie Floch. Nouvelle Librairie Nationale, 3, place du Panthéon, Paris.

BACONNIER (FIRMIN)

1. — *A.B.C. du syndicalisme*. — Autun, Imp. Pernot. Paris, Secrétariat Général de l'Union des Corporations françaises, 10, rue du Havre. 1927, in-8°, 16 p.
2. — *Manuel du royaliste*, précédé d'une préface de Charles MAURRAS. — Paris, aux bureaux de la « Gazette de France », 1903. In-18, XII-52 p., portrait du Duc d'Orléans.
3. — *La question sociale ouvrière de nos jours*. — Paris, éditions de la « Revue Catholique et Royaliste » (1907). In-16, 23 p.
(Tradition-Progrès. — Conférence prononcée, le 2 mars 1927, à la Salle de la Société de Géographie, sous les auspices du Comtié Tradition-Progrès).
4. — *Le Salut par la Corporation*. Le nouvel ordre économique. — Les Œuvres Françaises, 11, rue de Sèvres, Paris. Presses de E. Ramlot et C^{ie}, 52, avenue du Maine. Copyright 1935, by les « Œuvres Françaises », 251 p. Avec un avant-propos.

BAINVILLE (JACQUES)

1. — *Comment placer sa fortune.* Après la guerre. — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1919. In-16, 225 p., et tableau.
2. — *L'Allemagne romantique et réaliste.* Louis II de Bavière, Bismark et la France. Petit musée germanique. — Edition définitive, avec un index des noms cités. Evreux, Impr. Ch. Herissey. Paris, Arthème Fayard et C^{ie}, éditeurs, 18-20, rue du Saint-Gothard, 1927. In-8°, 543 p.
(Les Ecrivains de la Renaissance Française).
3. — *Au seuil du siècle.* Etudes critiques. Emile Zola. Anatole France. Théodore de Bainville. Paul Verlaine. Alphonse et Léon Daudet. Pierre Loti. Paul Adam. Paul Bourget. — 4^{me} édition. Paris, Société Générale d'Imprimerie et d'Editions ; éditions du Capitole, 101, rue de Sèvres, 1929. In-16, 289 p.
4. — *Comment est née la Révolution russe.* — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1917. In-16, 96 p., 3^{me} mille.
5. — *Les conséquences politiques de la paix.* — Paris, 1920. In-16.
6. — *Couleurs du Temps.* — Saint-Amand (Cher), Imp. Bussière. Versailles, Bibliothèque des Œuvres politiques. Paris, dépôt général, Messageries Hachette, 111, rue Réaumur, 1928. In-16, 245 p.
7. — *Le coup d'Agadir et la guerre d'Orient.* Luttres et conflits de la Triple Entente et de la Triplice. La politique des grandes monarchies autoritaires du XX^{me} siècle. Décadence du libéralisme et avenir de la réaction dans l'Europe contemporaine. — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1913. In-16, IX-323 p.
8. — *Les Dictateurs.* — Paris, Imp. Française de l'Edition ; Denoël et Steele, 19, rue Amélie, 1935. In-16, 303 p.
9. — Jacques Bainville et Maurice Donnay. Fauteuil de Raymond Poincaré. *Discours de réception de M. Jacques Bainville à l'Académie Française et réponse de M. Maurice Donnay* (7 novembre 1935). — Paris, Imp.-édit. Plon, 1935 (29 janvier 1936). In-16, 139 p.
10. — *La guerre et l'Italie.* Pourquoi l'Italie a voulu la guerre ; ce que l'Italie attend de la guerre ; l'Italie et l'Autriche ; l'Italie et l'Allemagne ; l'avenir des relations franco-italiennes. — 5^{me} édition, Paris, Arthème Fayard (1916). In-16, 320 p.
11. — *Histoire de deux peuples.* La France et l'Empire Allemand. — Paris, Nouvelle Libzrairie Nationale, 1915, 320 p.

12. — *Histoire de trois générations*, avec un épilogue pour la quatrième. — 53^{me} édition, Mesnil-sur-l'Estrée, impr. Firmin-Didot, Paris. Arthème Fayard et C^{ie}, éditeurs, 18-20, rue du Saint-Gothard, 1934. In-16, 256 p.
(Les Grandes Etudes Historiques).
13. — *Histoire de France*. — Paris, Arthème Fayard et C^{ie}, éditeurs, 18-20, rue du Saint-Gothard.
(Les Grandes Etudes Historiques).
14. — *Jaco et Lori, roman*. Bois en couleur de SUZANNE. — Montrouge, L'Imprimerie Moderne, 177, route de Châtillon. Paris, J. Ferenczi et Fils, éditeurs, 9, rue Antoine-Chantin, 1929. In-8°, 176 p., avec illustrations.
(Le Livre moderne illustré, N° 84).
15. — *Maximes et Réflexions*. — Argenteuil, Impr. R. Coulouma. Paris, Cité des Livres, 27, rue Saint-Sulpice, 1931. In-16, 65 p.
16. — *Napoléon*. — Mesnil (Eure), Impr. Firmin Didot et C^{ie}. Paris, Arthème Fayard et C^{ie}, éditeurs, 1931. In-16, 593 p.
(Les Grandes Etudes Historiques).
17. — *Nouveau Dialogue dans le salon d'Alienor*. — Paris, Les Artisans Imprimeurs (F. Lefèvre, directeur), 23, rue de la Mare (20°) ; chez Marcelle Lesage, 1926. In-16, 77 p.
(La Folie du Sage, 3^e ouvrage).
18. — *Petite Histoire de France*, imagée par JOB. — Tours, Impr.-Edit. Mame, 1935. In-4°, 160 p., fig. en noir et en coul. Cart.
19. — *Préface*. La guerre du dollar, par E.-N. DZELEPY. — Grande Imprimerie de Troyes. Paris, Editions « Excelsior », 1932. In-16, 253 p.
20. — *Préface*. Le fascisme, avec une préface de Benito Mussolini, par Pietro GORGOLINI. Traduit de l'italien par Eugène MARSAN, avec une préface de Jacques BAINVILLE. — Mayenne, impr. J. Floeh. Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 3, place du Panthéon, 1923. In-16, XVI-291 p. et portrait.
21. — *Préface*. Lettres historiques de M^{me} de Sévigné, recueillies par J.-B. EBELING. Préface de Jacques BAINVILLE. — Paris, Editions d'Histoire et d'Art ; lib. Plon, 8, rue Garancière, 1934. In-8°, XIII-238 p.
(Les Maîtres de l'Histoire, publiés sous la direction de J. et R. WITTMANN).
22. — *Préface*. L'Amérique peut-elle rester isolée ? (Can America stay at home ?), par Francks H. SIMONDS, avec une préface de Jac-

ques BAINVILLE. Traduit de l'anglais par Henri de MAUBLANC.
— Mayenne, Impr. Floch. Paris, Editions Excelsior, 27, quai
de la Tournelle, 1933. In-8°, VIII-264 p.

23. — *Richelieu*. — Paris, Laboratoires G. Beytout, 1935. Gr. in-8°, 14 p., non ch., fig., portr.
(Anniversaires).
24. — *Les sept portes de Thèbes*, orné de bois dessinés et gravés par Pierre GANDON. — Paris, Impr. Ducros et Colas ; Editions du Cadran, impasse de Conti, 1931. In-8°, 79 p.
25. — *La Tasse de Saxe*. — Abbeville (Somme), Impr. F. Paillart. Bernard Grasset, éditeur, 1929. In-16, 266 p.
(Les Cahiers Verts, publiés sous la direction de Daniel HALÉVY, N° 7).
26. — *La Troisième République*. 1870-1935. — Mesnil-sur-l'Estrée, Imp. Firmin-Didot. Paris, Arthème Fayard, 18-20, rue du Saint-Gothard, 1935. In-16, 320 p.
(Les Grandes Etudes Historiques).
27. — *Une saison chez Thespis*, 5^e édition. — Paris, Impr. Française de l'Edition, 12, rue de l'Abbé-de-l'Epée ; Editions Prométhée, 9, rue Dupuytren, 1929. In-16, 269.
(Essais et Chroniques, 1).
28. — *Guichardin*. Pensées et Portraits, précédés d'une étude de Jacques BAINVILLE. — Argenteuil, Impr. R. Coulouma. Paris, Editions Denoële et Steele, 1933. In-16, XXIX-147 p. et portrait.
29. — *Romans et Contes de Voltaire*, avec des notices, par Jacques BAINVILLE, T. 1, 2, 3, 4. — Paris, Impr. Française de l'Edition, 12, rue de l'Abbé-de-l'Epée ; La Cité des Livres, 1930, 4 vol. in-16 : T. 1, XVI-227 p. ; T. 2, IX-297 p. ; T. 3, VIII-299 p. ; T. 4, V-301 p.
30. — *Correspondance secrète de Gambetta et de Bismarck*. — Voir : Roux (de) : La République de Bismarck.
31. — *La Fortune de la France*. Préface de J.-C. GIGNOUX. Avant-propos de Jean MARCEL. — Editions d'Histoire et d'Art. Librairie Plon, Paris. Imprimerie Plon, à Meaux (5 février 1937). XI-364 p.
(Collection Bainvillienne, I).
32. — *Chroniques*.

BARTHÉLEMY (JOSEPH)

1. — *Précis de Droit public*. — Petit précis Dalloz. Librairie Dalloz, 11, rue Soufflot, 1937. 327 p.

BONALD (Vicomte LOUIS-GABRIEL-AMBROISE)

1. — *Œuvres complètes de M. de Bonald*, publiées par M. l'Abbé MIGNÉ. — Paris, 1859. 3 vol.
2. — *Esprit de M. de Bonald*, ou Recueil méthodique de ses principales pensées, par le Dr BEAUMONT. — 3^{me} édition. Paris, Watelier, 1870. In-16.

BOUGLÉ (C.)

1. — *Les Idées Egalitaires*. Etude sociologique. — Bibliothèque de Philosophie Contemporaine. Impr. des Presses Universitaires de France. Librairie Félix Alcan, 108, boulevard Saint-Germain, 1925. Troisième édition, 250 p.
2. — *La Démocratie devant la Science*. Etudes critiques sur l'hérédité, la concurrence et la différenciation. — Bibliothèque générale des Sciences sociales. Troisième édition, augmentée d'une préface sur la Sociologie monarchiste. — Imprimerie Durand, rue Fulbert, Chartres. Librairie Félix Alcan, 108, boulevard St-Germain, 1923. XX-312 p.
3. — *Leçons de Sociologie sur l'Evolution des Valeurs*. — Deuxième éditions. Impr. Willaume, Saint-Germain-lez-Corbeil. Librairie Armand Collin, 103, boulevard Saint-Michel. Paris, 1929. XV-286 p.

BOUVIER-AJAM (MAURICE)

1. — *Frédéric List*. Sa vie, son œuvre, son influence. Préface de M. Gaétan PIROT, professeur à la Faculté de Droit de Paris. — Société d'Éditions et d'Imprimerie, ateliers à Joigny (Yonne). Librairie du Recueil Sirey (Société Anonyme), 22, rue Soufflot, Paris (5^e), 1938. XVI-355 p.

BRASILLACH (ROBERT)

1. — *Portraits*. Barrès. Proust. Maurras. Colette. Giraudoux. Morand.

Cocteau. Malraux, etc., etc... — 2^{me} édition. Paris, Plon, 8, rue Garancière, 1935. 245 p.

CHAMINADE (MARCEL)

1. — *L'expérience financière de M. Poincaré*. — Paris, Impr. Chaix ; Editions Emile-Paul Frères, 14, rue de l'Abbaye (6^e), 1927. In-16, X-206 p.
2. — *La Monarchie et les Puissances d'Argent (1814-1848)*. — Fontenay-aux-Roses, Impr. Louis Bellenand et Fils. Paris, Editions du Siècle ; Catalogue, 7, rue Servandoni, 1933. In-16, 283 p., couv. ill.

COMTE DE PARIS (HENRI)

1. — *Essai sur le Gouvernement de demain*. Faillite d'un régime. — 37^e mille. Impr. de Lagny, Emmanuel Grévin et Fils. Librairie Ernest Flammarion, Paris. Avec un message de Monseigneur le Duc de Guise, XXV-294 p.

DAUDET (LÉON)

1. — *Charles Maurras et son temps*. — Paris, Flammarion, 1930. In-16.

DURKHEIM (EMIL)

1. — *De la division du travail social*. — Bibliothèque de Philosophie Contemporaine. Sixième édition. Imprimerie Willaume, St-Germain-lez-Corbeil. Librairie Félix Alcan, 108, boulevard Saint-Germain, Paris, 1932. XLIV-416 p.

FAGUET (EMILE)

1. — *Dix-huitième siècle*. Etudes Littéraires. — Paris, Boivin et C^{ie}, éditeurs.
2. — *Dix-neuvième siècle*. Etudes Littéraires. — Paris, Boivin et C^{ie}, éditeurs.

GIDE (CHARLES)

1. — *Histoire des Doctrines économiques* (en collaboration avec Charles Rist). — Recueil Sirey.

HALÉVY (ELIE)

1. — *L'ère des Tyrannies*. Etudes sur le socialisme et la guerre. Préface de C. BOUGLÉ. — Bibliothèque des Idées. Nouvelle Revue Française. Librairie Gallimard, 1938, 249 p.

LABERTHONIERE (L.)

1. — *Autour de l'Action Française*. — Bloud et C^{ie}, éditeurs, Paris, 1911.
2. — *Positivisme et Catholicisme*. — Paris, Bloud, 1911. In-16, 430 p.

LA TOUR DU PIN

1. — *La Monarchie française*. — Paris, 1908. Editions de la Revue Catholique et Royaliste. Nouvelle Librairie Nationale.
2. — *Aphorismes de politique sociale*. — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1909.
3. — *Vers un ordre social chrétien. Jalons de route*. — 1882-1907. Paris, Nouvelle Librairie Nationale.

LUCIUS (PIERRE)

1. — *Faillite du Capitalisme*. Une explication de la crise mondiale. Préface de M. Eugène MATHON, Président du Comité Central de la Laine. — Imprimerie Jean Dumoulin, à Paris. Payot, Paris, 106, boulevard Saint-Germain, 1932. Avec deux tirages : avril 1932 et juillet 1932. Copyright by Payot, Paris. 190 p.
(Collection « Bibliothèque Politique et Economique »).
2. — *L'Agonie du Libéralisme*. La Renaissance des libertés françaises. — Imprimerie Constant-Laguerre, Bar-le-Duc. Recueil Sirey, 1938. 141 p.

MAISTRE (JOSEPH DE)

1. — *Considérations sur la France*. Publiées d'après les éditions de 1797, 1821, et le manuscrit original, avec une introduction et des notes par René JOHANNET et François VERMALE. — Imprimerie Coquemard, Angoulême. Librairie Philosophique Vrin, 6, place de la Sorbonne, Paris, 1936. XXXVI-184 p.

MAULNIER (THIERRY)

1. — *La Crise est dans l'homme*. — Evreux, Impr. Herissey. Paris, Librairie de la « Revue Française » ; Alexis Rédier, éditeur, 1932. In-16, 254 p.
2. — *Nietzche*, 5^e édition. — Niort, Impr. Saint-Denis. Paris, Alexis Rédier, éditeur, 11, rue de Sèvres, 1933. In-16, 301 p.
3. — *Mythes socialistes*, 4^e édition. — Nouvelle Revue Française. Gallimard, 43, rue de Beaune, Paris. Imprimerie René et Paul Deslis, Tours. Copyright by Librairie Gallimard, 1936. 253 p.
4. — *Au-delà du Nationalisme*, 8^e édition. — Nouvelle Revue Française. Gallimard, 43, rue de Beaune, Paris. Imprimerie Emmanuel Grévin et Fils, à Lagny-sur-Marne (10 février 1938). Copyright by Librairie Gallimard, 1938, 249 p. Avec un « Avertissement » et une « Introduction ».

MAURRAS (CHARLES)

1. — *Au Signe de Flore*. Souvenirs de vie politique. L'Affaire Dreyfus. La Fondation de l'Action Française, 1898-1900. Orné de 16 hors-texte. — Abbeville, Impr. F. Paillart. Paris, Les Œuvres Représentatives, 41, rue de Vaugirard, 1931. In-8°, 309 p.
2. — *Le Conseil de Dante*. — Versailles, Bibliothèque des Grands Auteurs, 1928. In-8°, 127 p.
3. — *De Démos à César*, ou gouvernement populaire, unitaire ou collectif, parlementaire ou plébiscitaire... — Paris, 1930, 2 vol. in-8°.
4. — *Dictionnaire politique et critique*, établi par les soins de Pierre CHARDON. — Paris, Arthème Fayard et C^{ie}, éditeurs, 18 et 20, rue du Saint-Gothard. 5 vol.

5. — *Heures Immortelles, 1914-1919*. — Paris, Société générale d'Imprimerie et d'Édition, 71, rue de Rennes ; Nouvelle Librairie Française (anciennement Editions Prométhée), 9, rue Dupuytren, 1932. In-8, XXVII-225 p.
6. — *La lettre à Schrammck* (après les massacres et les fouilles, 1925). — Paris, 1929. In-8°, 252 p.
7. — *Méditations sur la politique de Jeanne d'Arc*. Illustrations de Maxime RÉAL DEL SARTE. — Paris, Impr. Ducros et Colas ; Editions du Cadran, 2, impasse Conti, 1931. In-4°, 82 p.
8. — *Napoléon avec la France ou contre la France*. Orné d'un portrait de l'auteur, par Maxime RÉAL DEL SARTE, gravé sur bois par HEURDIER. — Lyon, Impr. Rey. Editions du Cadran, 2, impasse Conti, 1929. In-8°, 81 p.
9. — *L'Action Française et la Religion Catholique*. Les éléments d'une imposture, agressions libérales, démocratiques, sillonnistes. — 2^e édition. Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1913. In-16, III-354 p.
10. — *L'Allée des Philosophes*. — Paris, Société Littéraire de France, 1923. In-8°, XXII-309 p. ; frontispice gravé sur bois par CARLÈGLE.
11. — *Les Amants de Venise*, George Sand et Musset. — Nouvelle édition augmentée d'une préface et de notes nouvelles (22^e édition). Paris, E. Flammarion. In-12, XII-368 p.
12. — *Anatole France, politique et poète* (à propos d'un jubilé). — Paris, Plon-Nourrit, 1924. In-16, 57 p.
13. — *L'Anglais qui a connu la France*. — Paris, « Les Cahiers de Paris », 1928. In-16, 81 p. (Les Cahiers de Paris, dirigés par Claude AVELINE et Joseph PLACE, 2^e série, 1928. Cahier X).
14. — *Anthinéa*. D'Athènes à Florence. Le voyage d'Athènes. Une ville grecque et française. Figures de Corse. Le Musée des passions humaines de Florence. Le génie toscan. Le Retour et le Foyer, notes de Provence (Lettres des Jeux Olympiques). — Paris, H. et E. Champion, 1912. In-8°, II-XI-304 p., et aussi 1926, 5^e mille, Paris, E. Flammarion. In-12, 284 p.
15. — *L'Anthropophage*, conte moral. — Paris, Lapina, 1930. In-8°, IV-79 p. Port. gravé par CUIMOT, pl. gravée par W. SCHOUHAEFF. Fac-similé.
(Collection « Les Panathénées », N° 12).
16. — *L'Avenir de l'Intelligence* ; Auguste Comte ; le romantisme féminin ; Mademoiselle Mouck. — 1927, Paris, E. Flammarion. In-12, 284 p.

17. — *La bagarre de Fustel* (Le Carnet Critique, par J. P. GODINÉ, Gabriel MOUREY, Jacques de MONTHRIAL, Gonzague TRUC, René FERNANDAT). — Paris, Librairie de France, 1928. In-4°, 191 p., portrait de Fustel de Coulanges par STIVAL.
(Les Cahiers d'Occident, 2^e année, N° 1).
18. — *Le Chemin de Paradis, contes philosophiques*. — Paris, E. Flammarion. In-12, 285 p.
19. — *Les chefs socialistes pendant la guerre*. — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1918. In-8°, 320 p., frontisp.
20. — *Les conditions de la victoire*. — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1916-1918, 4 vol. In-16. (Le T. III porte : Devant l'ennemi. Les conditions de la victoire).
 - I. — *La France se sauve elle-même*, de juillet à mi-novembre 1914 (5^e mille).
 - II. — *Le Parlement se réunit*, de mi-novembre 1914 à fin août 1915.
 - III. — *Ministère et Parlement*, de septembre à fin décembre 1915.
 - IV. — *La blessure intérieure*, de janvier à fin mars 1916 (5^e mille).
21. — *Le dilemme de Marc Sangnier*, essai sur la démocratie religieuse. — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1907. In-18, XXX-266 p.
22. — *La Politique du Vatican*. Sous la Terreur. 20 septembre-15 novembre 1927. — Versailles, 1928. In-16.
23. — *L'Etang de Berre* ; Les trente beautés des Martigues ; La politique provençale ; La sagesse de Mistral ; Maîtres et amis : le sacre d'Aix, Paul Arène, Frédéric Amouretti, Paul Guigon, Lionel des Rieux, Jean Moréas, « Barbares et Romans ». — Paris, E. Champion, 1915. In-8°, XI-371 p. ; et aussi Paris, E. Flammarion. In-12, 335 p., 1928, 25^e mille.
24. — *Gaulois, Germains, Latins* (extraits). — Paris, Librairie de France, 1926. In-4°, 199 p.
(Les Cahiers d'Occident, 1^{re} année, N° 1).
25. — *L'Idée de la Décentralisation*. — Paris, « Revue Encyclopédique », 1898. In-12, 47 p.
26. — *Les Idées royalistes sur les Partis, l'Etat, la Nation*. — Nouvelle édition, Paris, Service des publications de l'Action Française, 1919. In-8°, 32 p.

27. — *Ironie et Poésie*. Frontispice et ornements gravés sur bois par LÉON SCHULTZ. — Saint-Félicien-en-Vivarrais, au Pigeonnier, 1923. In-12, 32 p., fig. et planche.
(Collection du Pigeonnier).
28. — *Jean Moréas*. — Paris, E. Plon, Nourrit et C^{ie}, 1891. In-18, 51 p.
29. — *Lettre du 12 octobre 1926, adressée par Charles Maurras à S. S. le Pape Pie XI*, suivie de l'Histoire d'un Document. — Edition Princeps, Versailles, Y Variot, 1927. In-4°, 57 p.
30. — *Libéralisme et libertés. Démocratie et Peuple*. — Paris, aux bureaux de l'Action Française (1906). In-16, 14 p.
31. — *Lorsque Hugo eut les cent ans*. Indications. — Paris, chez M^{me} Lesage, 1926. In-16, 79 p.
(Le Sage et ses Amis, 13).
32. — *Le mauvais Traité*. De la victoire à Locarno. Chronique d'une décadence... — Edition oriignale, Paris, Editions du Capitole, 1928, 2 vol. in-8°.
33. — *La Musique intérieure*. — Paris, B. Grasset, 1925. In-16, 34 p.
(Les Cahiers Verts, publiés sous la direction de Daniel HALÉVY, 52).
34. — *La Naissance du Poème*, souvenirs. — Voir Les Œuvres Libres, XLII. Paris, 1924. In-18.
35. — *Les nuits d'épreuve et la mémoire de l'Etat, chronique du bombardement de Paris*. — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1923. In-8°, 124 p.
36. — *L'Œuvre de Charles Maurras*. — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 7 vol. in-8°.
(Les Ecrivains de la Renaissance Française).
 - I. — *Kiel et Tanger*. 1895-1905. La République française devant l'Europe, 1905-1913-1921. — 1921, 403 p.
 - II. — *La démocratie religieuse*. Le dilemme de Marc Sagnier. La Politique religieuse. L'Action Française et la religion catholique. — 1921, 560 p.
 - III. — *Romantisme et Révolution*, édition définitive avec une préface nouvelle : De l'Avenir de l'Intelligence. Suivi de : Auguste Comte ; Le Romantisme féminin ; M^{lle} Mouk ; L'Invocation à Minerve (1904) ; Trois Idées Politiques ; Chateaubriand, Michelet, Sainte-Beuve (1898). — 1925, II-296 p.
 - IV. — *Tombeaux*. — 1921, 352 p.

- V. — *Enquête sur la Monarchie*, suivie de : Une campagne royaliste au « Figaro » et : Si le Coup de Force est possible. — Edition définitive avec un discours préliminaire et un index des noms cités. — 1925, CLV-615 p.
- VI. — *Vers un Art intellectuel. Barbarie et Poésie*. — 1925, XIII-377 p.
- VII. — *Quand les Français ne s'aimaient pas*, chronique d'une Renaissance, 1895-1905. — Nouvelle édition, contenant les passages supprimés par la censure et un index des noms cités, 1926, XVIII-62 p.
37. — *L'Œuvre de Charles Maurras*. — Versailles, Bibliothèque des Œuvres politiques, 1928. In-8°.
(Le titre de la collection est au verso de la couverture).
- I. — *Enquête sur la Monarchie*, suivie de : Une campagne royaliste au « Figaro », et : Si le Coup de Force est possible.
- II. — *Kiel et Tanger*.
- III. — *Romantisme et Révolution*. L'Avenir de l'Intelligence, suivi de : Auguste Comte ; le Romantisme féminin ; Mademoiselle Mouk ; Invocation à Minerve ; Trois Idées Politiques : Chateaubriand, Michelet, Sainte-Beuve.
- IV. — *Quand les Français ne s'aimaient pas*.
- V. — *Vers un Art intellectuel. Barbarie et Poésie*.
38. — *Le Pape, la guerre et la paix*. — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1917. In-16, XVI-272 p.
39. — *La Part du Combattant*. — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1917. In-16, 128 p.
(Articles parus dans *L'Action Française* du 25 octobre 1916 au 15 avril 1917) .
40. — *Petit manuel de l'Enquête sur la Monarchie*. — Versailles, Bibliothèque des Œuvres politiques, 1928. In-16, 228 p.
41. — *La Politique*. — Bayonne, Impr. du « Courrier », 1927. In-fol. à col. 2 p.
42. — *Pour en sortir*. Ce qu'il faut à la France. Ce que l'Action Française veut. Ce qu'elle fait. Ce qu'elle pense. — Paris, Librairie de l'Action Française, 1925. In-16, 128 p.
43. — *Préface*. Voir Firmin BACONNIER, Manuel du Royaliste... — Paris, 1903, In-18.

44. — *Les Princes des Nuées*. — Paris, J. Tallandier, 1928. In-8°, 437 p.
(Collection des Meilleurs Ecrivains politiques, 2).
45. — *Principes*. — Paris, à la Cité des Livres, 1931. In-8°, 65 p.
46. — *Quatre Nuits de Provence*. — Paris, E. Flammarion, 1930. In-8° 89 p., fig. et pl. gravées par RENEFER.
47. — I. *Réédition d'une fausse manœuvre*. - II. Le Rocher de Sysiphe. - III. Un peu d'histoire. - IV. L'Amélioration de la peste. - V. Union ou division des forces nationales. - VI. Etat de nos forces. — Rouen, Impr. de A. Laisné (s. d.). In-16, 28 p.
(La couverture porte : La Patrie sacrifiée. Pierre Taittinger et les Jeunesses Patriotes).
48. — *Réflexions sur l'ordre en France, 1916-1917*. — Saint-Félicien-en-Vivaraïs, au Pigeonnier, 1927. In-16, 77 p., fig. gravées de Ph. BURNOT.
(Guirlande du Pigeonnier, I).
49. — *Les Secrets du Soleil*. — Paris, à la Cité des Livres, 1929. In-8°, 69 p., fig. de GERNEZ.
50. — Charles MAURRAS et H. DUTRAIT-CROZON : *Si le coup de force est possible*. — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1910. In-16, 99 p.
51. — *Le Tombeau du Prince*, orné d'un portrait du duc d'Orléans et d'un projet de monument dessiné par PELON-COURBET, d'après les maquettes de Maxime RÉAL DEL SARTE. — Versailles, Y. Variot, 1927. In-4°, 101 p.
52. — *Les trois aspects du président Wilson : la neutralité, l'intervention, l'armistice*. — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1920. In-16, XVI-208 p.
53. — *Un débat nouveau sur la République et la décentralisation*, par J. PAUL-BONCOUR et Charles MAURRAS. Opinions de Emile Buré, Georges Clemenceau, E. Clémentel, J. Dessaint, Eugène Fournière, Joseph Reinach, L. Xavier de Ricard, Plul Strauss, « Le Temps », A. Varenne, etc... — Toulouse, Société Provinciale d'Édition (1905). In-16, 164 p.
(Bibliothèque de Propagande régionaliste, N° 3).
54. — *La République et la décentralisation*, un débat de 1903. — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1923. In-16, 214 p.
55. — *Les Vergers sur la Mer*. Attique, Italie et Provence. — Flammarion, 6^e mille, 1937, XVI-212 p.

56. — *Mes Idées Politiques*. — 30^e édition. Avec une préface intitulée : La Politique naturelle. — Librairie Arthème Fayard, Paris. Impr. Typographie Firmin-Didot et C^{ie}, Mesnil (Eure), 1937. XCI-295 p.
(Collection « Les Grandes Etudes politiques et sociales »).

MONTESQUIOU-FEZENSAC (LÉON, COMTE DE)

1. — *L'anti-patriotisme et la République*, les manuels scolaires. — Paris, bureaux de l'Action Française, 1910. In-8°, 23 p.
(Conférence faite à Lille le 5 mars 1910).
2. — *Les consécration positivistes de la vie humaine*. — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1908. In-18, 251 p.
(Institut d'Action Française).
3. — *De l'Anarchie à la Monarchie*, 10^e mille. — Paris, bureaux de l'Action Française, 1911. In-8°, 51 p.
(Deux leçons faites, les 6 et 13 avril 1905, à la Ligue d'Action Française).
4. — *1870. Les causes politiques du désastre*. — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1914. In-16, 287 p.
5. — *La Noblesse*. Suivi d'extraits de BLANC DE SAINT-BONNET sur le même sujet. — Paris, Service des Publications de l'Action Française, 1919. In-8°, 32 p., portrait.
6. — *Notes sur la Roumanie*. — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1914. In-16, 109 p.
7. — *Les origines et la doctrine de l'Action Française*. — Paris, Ligue d'Action Française, 1918. In-8°, 40 p., portrait.
8. — *Préface*. Voir BONALD (Vicomte Louis-Gabriel-Ambroise de). Considérations sur la Révolution Française... — Paris, 1907, In-18.
(Nos Maîtres).
9. — *La Raison d'Etat*. — Paris, Plon-Nourrit et C^{ie}, 1902. In-16, IV-196 p.
10. — *Les Raisons du Nationalisme*. — Paris, Plon-Nourrit et C^{ie}, 1905. In-16, XII-216 p.
(Paru dans *L'Action Française* de mars 1900 à juillet 1901).

11. — *Le système politique d'Auguste Comte*. — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1907. In-18, VI-346 p.
(Institut d'Action Française).
12. — *La thèse sociale de « L'Etape »*, conférence donnée aux matinées littéraires, artistiques et scientifiques de Bruxelles, le 25 février 1903. — Paris, Impr. de F. Levé, 1903. In-8°, 24 p.
13. — *Pensées choisies de nos Maîtres : Joseph de Maistre, Bonald, Auguste Comte, Le Play, Taine, Renan*. — Paris, 1908. In-8°.

PIROU (GAËTAN)

1. — *Doctrines sociales et science économique*. Science économique et socialisme. Science et doctrines économiques. Nouveaux aspects du coopératisme. L'état actuel de la science économique en France. Fondement de la valeur et lois de l'échange. M. Pantaleoni et la théorie économique. — Librairie du Recueil Sirey (Société Anonyme), 22, rue Soufflot, Paris (5°), 1929, 204 p.

ROUSSEAU (J.-J.)

1. — *Du Contrat Social ou Principes du Droit Politique*. — Impr. Hemmerlé, Petit et C^{ie}, Paris. Librairie Ernest Flammarion, éditeur, 26, rue Racine, Paris. 154 p.
(Collection « Les Meilleurs Auteurs Classiques Français et Etrangers »).
2. — *Discours sur l'Origine de l'Inégalité*. — La même Collection.

ROUX (MARIE DE)

1. — *Charles Maurras et le Nationalisme de l'Action Française*, 25^e édition. — Paris, Impr. Paul Dupont ; Bernard Grasset, 1928. In-16, 272 p.
2. — *Le défaitisme et les manœuvres pro-allemandes 1914-1917*. Le clan des *Ja d'avant-guerre*. Les premiers temps de la guerre. La reprise des relations internationales, etc... — Paris, 1918. In-16, 128 p.
3. — *Le Droit royal historique*. — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1911. In-16, 32 p.

4. — *L'Economie politique libérale*. — Abbeville, Impr. G. Cadet, 29, rue Jeanne-d'Arc. Paris, en vente à l'Union des Corporations françaises, 10, rue du Havre (9^e), 1927. In-8°, 20 p.
(Les Cahiers de la Corporation, 1^{re} série, N° 9).
5. — *L'Etat et la Natalité*. — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1918. In-16, 288 p.
(Bibliothèque des Hautes Etudes Nationales).
6. — *La législation civile et sociale de l'Empire*. La structure générale de la société. L'organisation du travail. — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1912. In-8°, 31 p.
7. — *Louis XVII et la légende des faux dauphins*. — Alençon, Impr. Alençonnaise, 9-13, rue des Marcheries. Paris, Le Divan, 37, rue Bonaparte, 1926. In-16, 91 p.
8. — *Notes pour le centenaire de 1814*. — Poitiers, Société Française d'Imprimerie, 1914 (dépôt 1917). In-8°, 30 p.
(Extrait de la *Revue Critique des Idées et des Livres* du 10 juin 1914).
9. — *Origines et Fondation de la III^e République*. — Montrouge (Seine), Impr. Moderne, 177, route de Châtillon. Paris, Editions Bernard Grasset, 1933. In-16, 401 p.
10. — *Réforme républicaine ou restauration monarchique ?* Conférence contradictoire faite par MM. Henri de KÉRILLIS et Marie de ROUX aux Grandes Conférences des Ambassadeurs, à Paris, le 30 mars 1935. — Montrouge, Impr. Moderne, Paris. Editions des Ambassadeurs, 1, avenue Gabriel (27 mai 1935). Petit in-4°, 31 p., couv. ill.
(Les Grandes Conférences des Ambassadeurs).
11. — *La République de Bismarck, ou origines allemandes de la Troisième République*. Suivi de la correspondance secrète de Gambetta et de Bismarck, traduite en entier pour la première fois et commentée par Jacques BAINVILLE. Avec plusieurs autres documents. — Paris, aux bureaux de la *Gazette de France*, 1905. In-8°, 72 p.
(La couverture imprimée porte en plus : Publications de la *Gazette de France*).
12. — Marie de ROUX et Georges VALOIS. *République, Empire ou Monarchie ?* par Marie de ROUX. La Monarchie protectrice des intérêts ouvriers, par Georges VALOIS. Conférences faites le 7 juin 1913 au Théâtre de Saumur. — Poitiers, Société Française d'Imprimerie, 1914. In-16, 32 p., portrait du Duc d'Orléans.
(Publié par T. M. Ligue d'Action Française, Section de Saumur).

13. — *La Restauration*, 7^e édition. — Mesnil (Eure), Impr. Firmin-Didot et C^{ie}. Paris, Arthème Fayard et C^{ie}, 1930. In-16, 466 p. (Les Grandes Etudes Historiques).
14. — *La Vérité politique*, discours prononcé à Bordeaux, par M. de ROUX. — Paris, éditions de l'Action Française, 1906. In-8°, 30 p.
(La couverture imprimée porte en plus : Action Française, revue bi-mensuelle, numéro exceptionnel).

RUSSEL (BERTRAND)

1. — *Histoire des Idées du XIX^e siècle*. Liberté et Organisation. Traduit de l'anglais par A.-M. PETITJEAN. — Bibliothèque des Idées. Nouvelle Revue Française, Librairie Gallimard. Deuxième édition, 1938, 396 p.

SEGARD (ACHILLE)

1. — *Charles Maurras et les idées royalistes*.

SEILLIÈRE (ERNEST)

1. — *Emile Faguet, historien des idées*. — Editions de la Nouvelle Revue Critique, 12, rue Chanoinesse, Paris, 1938. 295 p.

THIBAUDET (ALBERT)

1. — *Les idées de Charles Maurras*.

VALOIS (GEORGES)

1. — *Contre le mensonge et la calomnie*. Les campagnes de l'Action Française. Mes réponses. Mes accusation. — Paris, Impr. et Editions de la Nouvelle Librairie Nationale, 1926. In-16, XXXVI-224 p.
2. — *D'un siècle à l'autre*, chronique d'une génération. Edition définitive, illustrée de 21 bois de Jean FEILDEL. — Mayenne, Impr. Floch, Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 3, place du Panthéon, 1924. In-16, 303 p.
(Les Ecrivains de la Renaissance Française. L'œuvre de Georges Valois).

3. — *L'Economie nouvelle*. — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1919. In-16, 316 p., fig.
4. — *Economique*. — Mayenne, Impr. Floch. Paris, Librairie Valois, 1931. In-8°, 173 p.
(Bibliothèque Economique Universelle, N° 9).
5. — *L'Etat, les Finances et la Monnaie*. Etudes sur le problème financier et monétaire de 1919 à 1925. Edition définitive avec une préface nouvelle. L'Esprit de la Victoire et la Restauration des Finances françaises. — Mayenne, Impr. Floch. Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 3, place du Panthéon, 1925. In-8°, XLIII-703 p. et graphique.
(Les Ecrivains de la Renaissance Française. L'œuvre de Georges Valois. VI. Œuvre économique, II).
6. — *Le Fascisme*. — Mayenne, Impr. Floch. Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 7, place du Panthéon, 1927. In-8°, 163 p.
(Les Ecrivains du Nouveau Siècle).
7. — *Finances italiennes*. — Villeneuve-Saint-Georges, Impr. L'Union Typographique. Paris, Librairie Valois, 1930. In-16, XXIII-173 p.
(Suite politique, N° 3).
8. — *Le Franc-or*, par Georges VALOIS et Jacques ARTHUYS. — Poitiers, Société Française d'Imprimerie et Librairie. Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 7, place du Panthéon, 1927. In-8°, 152 p. et graphique.
(La Monnaie et les Finances, V).
9. — *Georges Valois, ses témoins, ses avocats, ses adversaires*. Basile ou la Politique de la calomnie. Sténographie des dépositions, débats et plaidoiries des procès en diffamation entre Georges Valois et l'Action Française. Plaidoiries de MM^{es} Philippe Lamour, François Martin, Marie de Roux et Jacques Marx. Avec des pièces justificatives et une introduction de Georges VALOIS. — Paris, Impr. Paul Dupont. Librairie Valois, 7, place du Panthéon, 1927. In-8°, XLVI-696 p.
10. — *Guerre ou Révolution*, suivi de Réflexions sur le Panthéon : Images du Panthéon. Symbole de l'ancienne culture, accompagnées de 17 photographies. — Mayenne, Impr. Floch. Paris, Librairie Valois, 1931. In-16, 239 p.
11. — *Histoire et Philosophie sociales* ; la Religion du Progrès, l'Affaire Ferrer en France ; la Monarchie et la classe ouvrière ; le Cheval de Troie. Edition définitive augmentée d'une préface nouvelle : l'Etre et le Devenir. — Mayenne, Impr. Floch. Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 3, place du Panthéon, 1924. In-8°, 599 p.
(Les Ecrivains de la Renaissance française. L'œuvre de Georges Valois, III).

12. — *L'Homme contre l'Argent*. Souvenirs de dix ans, 1918-1928. Avec un bois original de Jacques BOULLAIRE, édition originale. — Mayenne, Impr. Floch. Paris, Librairie Valois, 1928, In-8, 389 p.
(Les Ecrivains du Nouveau Siècle).
 13. — *L'Homme qui vient*. Philosophie de l'autorité. Ouvrage couronné par l'Académie Française. — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1909. In-16.
 14. — *La Monarchie et la Classe ouvrière*.
I. — La révolution sociale ou le roi.
II. — Les résultats d'une enquête.
Nouvelle édition, augmentée d'une préface. — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1914. In-16.
 15. — *Le Père*. — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1913. In-8°.
 16. — *La Religion et la Laïcité*. L'enseignement de la morale à l'école laïque. — Paris, Librairie de l'Action Française, 1925. In-16.
 17. — *La Révolution nutionale*. — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1924. In-16.
(Les Cahiers de la Victoire, I).
 18. — *Finances italiennes*. — Paris, Librairie Valois, 1930, in-8°.
 19. — *L'Etat syndical et la représentation corporative* (Œuvre Economique, III). — Paris, Librairie Valois. Nouvelle Librairie Nationale, 1927. In-16.
 20. — *L'Etat et la Production*, 30^e mille. — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1922. In-16.
 21. — *Nouvel Age de l'Humanité*. — Paris, Librairie Valois, 7, place du Panthéon, 1929. Imprimerie Floch, à Mayenne (31 janvier 1929), 187 p.
-

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

LES DOCTRINES D'ACTION FRANÇAISE

1^o Charles Maurras

PRÉFACE	11
CHAPITRE I. — <i>La Grande Confusion maurassienne</i>	13
<i>Paragraphe I.</i> — De l'origine d'une confusion	13
Titre I. — De quoi s'agit-il	13
<i>Paragraphe II.</i> — De la nature de cette confusion	36
Titre I. — Egalité et Monarchie	36
Titre II. — Monarchie et Maurrassisme	39
Section Première. — Qu'est-ce que le Maurrassisme	40
Section Deuxième. — Qu'est-ce que la monarchie et la place qu'elle occupe dans la pensée de M. Maurras	41
Sous-Section Première. — Qu'est-ce que la monarchie.	42
Sous-Section Deuxième. — La monarchie et la place qu'elle occupe dans la pensée maurrassienne	45
<i>Conclusion.</i> — <i>M. Maurras sans roi</i>	63
CHAPITRE II. — <i>Politique ou Economie ? — Maurras ou Saint-Simon ?</i> — <i>Une question préalable</i>	65
<i>Paragraphe I.</i> — Politique d'abord	68
<i>Paragraphe II.</i> — Politique et Economique	76
Section Première. — Révolution ou contre-révolution	77
Section Deuxième. — Maurras ou Saint-Simon	85
Sous-Section Première. — Maurras, Marx, Saint-Simon	85
Sous-Section Deuxième. — De Maurras à Saint-Simon	89

CHAPITRE III. — <i>Egalité ou Hiérarchie</i>	117
<i>Paragraphe I. — Progrès économique et social</i>	125
Section Première. — Maurras et les Anarchistes	127
Sous-Section Première. — Sur deux caractères du Progrès	135
Sous-Section Deuxième. — Sur la fatalité du Progrès	135
Section Deuxième. — Les Anarchistes et M. Maurras	136
<i>Paragraphe II. — La Propriété</i>	139
Section Première. — Les définitions de la propriété	139
Section Deuxième. — Justification de la propriété	142
Sous-Section Première. — Justification économique ..	142
Sous-Section Deuxième. — Justification politique	144
Section Troisième. — Du droit de propriété à l'hérédité du pouvoir	146
Sous-Section Première. — Maurrassisme et Physio-cratie	146
<i>Paragraphe III. — L'Héritage</i>	149
Section Première. — Devoir d'héritage et bienfaits de la tradition	150
Section Deuxième. — « L'homme est un héritier »	152
Section Troisième. — Idées Maurrassiennes et solidarisme ..	160
Sous-Section Première. — L'état sauvage	161
Sous-Section Deuxième. — L'état économique d'une civilisation barbare	166
Sous-Section Troisième. — L'état de pleine civilisation ..	168
Section Quatrième. — Civilisation et Communisme	174
<i>Paragraphe IV. — Différences sociales et inégalités économiques.</i>	179
Section Première. — Division du travail et inégalité	179
Sous-Section Première. — Aristocratie et Division du travail	180
Sous-Section Deuxième. — Division du travail, inégalités et différences	182
Titre I. — Preuves ou analogies biologiques ..	184
Titre II. — Corroboration des analogies ou preuves biologiques	193
Section Deuxième. — Maurras et Durkheim	194
Section Troisième. — Egalité et fatalité, Maurras et Tocqueville	198

CHAPITRE IV. — <i>Opposition ou composition</i>	207
<i>Paragraphe I. — La Paix et la Civilisation économique</i>	213
Section Première. — Causes politiques de l'opposition économique	215
Sous-Section Première. — L'Élection	215
Sous-Section Deuxième. — L'Égalité, l'Envie et la Civilisation matérielle	217
Section Deuxième. — Cause technique de l'opposition économique	223
Sous-Section Première. — La guerre et l'industrie	224
Titre I. — Une critique de la guerre	224
Section Troisième. — Remèdes	230
Sous-Section Première. — Prolétaires et propriétaires.	230
Sous-Section Deuxième. — Les réformes ouvrières et la monarchie	231
<i>Paragraphe II. — La lutte des classes</i>	233
Section Première. — De quoi est faite la Société	233
Section Deuxième. — Les Classes et l'État démocratique	234
Section Troisième. — Classe et Individus	236
Section Quatrième. — Les Classes, Gobineau et l'Action Française	237
<i>Paragraphe III. — Le Paysan ou comment est détruite la propriété</i>	238
Section Première. — Dépossession, désaffection	238
Section Deuxième. — Les suggestions de M. André Buffet, les propriétaires	239
<i>Paragraphe IV. — L'ouvrier</i>	247
Section Première. — Comment doit être posée la question du travail ?	247
Section Deuxième. — L'Aristocratie du travail	248
Section Troisième. — Ouvrier français et ouvrier étranger.	253
Section Quatrième. — D'un groupement ouvrier	257
Section Cinquième. — Syndicalisme, pas démocratie	258
Section Sixième. — La C.G.T. et la question ouvrière	260
Section Septième. — Les retraites ouvrières	261
Section Huitième. — Les ouvriers et l'état démocratique ..	263
Section Neuvième. — Les ouvriers et la politique	264
Section Dixième. — La monarchie et les ouvriers	265

Section Onzième. — Le privilège et la classe ouvrière	265
Section Douzième. — L'Avenir	266
CHAPITRE V. — <i>Etatisme ou Libertés ?</i>	269
<i>Paragraphe I.</i> — De l'Economie à l'Etatisme	273
<i>Paragraphe II.</i> — L'Etatisme	277
Section Première. — Etat économique et empirisme organisateur	281
Section Deuxième. — Etatisme et Ploutocratie	288
Section Troisième. — Etatisme, Libéralisme et Individualisme	302
Section Quatrième. — Etatisme et Socialisme	305
Sous-Section Première. — Le Socialisme fiscal	307
Sous-Section Deuxième. — Le Socialisme proprement dit. — Qu'est-ce que le Socialisme	312
Sous-Section Troisième. — Qu'est-ce que le Communisme	316
Sous-Section Quatrième. — Comparaison	321
Sous-Section Cinquième. — Ce que pourrait être le Socialisme	322
<i>Paragraphe III.</i> — La Centralisation	326
Section Première. — La grande querelle des intermédiaires.	333
Section Deuxième. — Corporatisme et Syndicat	343
Sous-Section Première. — La Corporation	343
Sous-Section Deuxième. — Du Syndicalisme	347
<i>Paragraphe IV.</i> — L'Egalité	355
CHAPITRE VI. — <i>Conclusion : Le Maurassisme ou le plus modéré des collectivistes du siècle</i>	357

2° Jacques Bainville

<i>Bainville ou l'Explication de notre temps</i>	363
CHAPITRE I. — <i>La Fortune acquise</i>	377
<i>Paragraphe I.</i> — La civilisation et le progrès matériel	377
<i>Paragraphe II.</i> — Matérialisme historique et choix politiques	384

<i>Paragraphe III. — L'Etat, la Démocratie et l'argent</i>	387
<i>Paragraphe IV. — Le Capital et l'Epargne</i>	394
Section Première. — Capitalisme et progrès social	395
Section Deuxième. — Vanité de la richesse acquise	400
Section Troisième. — Vitalité du capitalisme	401
<i>Paragraphe V. — La Bourse et la Fortune</i>	407
<i>Paragraphe VI. — Rentes et Rentiers</i>	410
<i>Paragraphe VII. — Les Assurances Sociales</i>	413
<i>Paragraphe VIII. — La Crise</i>	416
<i>Paragraphe IX. — Comment placer sa fortune</i>	421
 <i>CHAPITRE II. — Le Fisc</i>	 425
<i>Paragraphe I. — Les Impôts</i>	428
<i>Paragraphe II. — Le Socialisme</i>	431
<i>CHAPITRE III. — L'Inflation et la Monnaie</i>	437

3^e Firmin Baeonnier

<i>Pourquoi la Corporation ?</i>	447
<i>CHAPITRE I. — Du régime individualiste au régime syndical</i>	451
<i>Paragraphe I. — La faillite du libéralisme économique</i>	452
<i>Paragraphe II. — Une révolution économique au XX^e siècle</i>	459
<i>Paragraphe III. — Une révolution sociale au XX^e siècle</i>	461
 <i>CHAPITRE II. — Du régime syndical au régime corporatif</i>	 465
 <i>CHAPITRE III. — Un nouvel ordre professionnel</i>	 469
<i>Paragraphe I. — Attributions économiques de la corporation..</i>	470
<i>Paragraphe II. — Attributions sociales de la corporation</i>	480
<i>Paragraphe III. — Attributions politiques de la corporation</i>	482
<i>Conclusion</i>	483

4° Montesquiou — Chaminade — Marie de Roux

<i>Montesquiou. — Chaminade. — Marie de Roux</i>	487
--	-----

5° Le Comte de Paris

<i>Le Comte de Paris</i>	493
COURT AVANT-PROPOS. — <i>Les angoisses du Comte de Paris</i>	509
CHAPITRE I. — <i>La Monarchie ouvrière et paysanne</i>	511
CHAPITRE II. — <i>Trois Régimes</i>	515
CHAPITRE III. — <i>La Décentralisation</i>	519
CHAPITRE IV. — <i>La Corporation</i>	529
CHAPITRE V. — <i>Les Colonies</i>	535
CHAPITRE VI. — <i>La Rénovation humaine</i>	549
CHAPITRE VII. — Conclusion : <i>Le Comte de Paris ou le Prince humain</i>	553

6° Thierry Maulnier

CHAPITRE I. — <i>Connais toi-même</i>	569
CHAPITRE II. — <i>Progrès et Libération</i>	597
CHAPITRE III. — <i>La Lutte des Classes</i>	605
CHAPITRE IV. — <i>La Lutte pour la puissance sociale</i>	615
CHAPITRE V. — <i>L'Etat et la nouvelle forme de puissance</i>	621
CHAPITRE VI. — <i>Le Libéralisme</i>	641
CHAPITRE VII. — <i>Le Marxisme</i>	649
Conclusion : <i>Au-delà du Nationalisme</i>	659

7° **Pierre Lucius**

INTRODUCTION	665
--------------------	-----

Première Partie. — *L'Agonie du Libéralisme*

CHAPITRE I. — <i>Réflexions sur quelques échecs et quelques réussites.</i>	687
--	-----

CHAPITRE II. — <i>Pour étudier le temps où nous vivons</i>	691
--	-----

CHAPITRE III. — <i>Le caractère distinctif des temps présents</i>	693
---	-----

Paragraphe II. — *Les lois des Economies limitées*

CHAPITRE I. — <i>Les conditions de la production au XX^e siècle</i>	699
---	-----

CHAPITRE II. — <i>Le Communisme devant le problème des Economies limitées</i>	707
---	-----

CHAPITRE III. — <i>Economies limitées et échanges internationaux</i>	711
---	-----

CHAPITRE IV. — <i>La structure de la Société dans les Economies limitées</i>	715
--	-----

CHAPITRE V. — <i>La Forme de l'Etat dans les Economies limitées</i>	719
--	-----

CHAPITRE VI. — <i>Révision des valeurs</i>	721
--	-----

Deuxième Partie. — *Faillite du Capitalisme*

CHAPITRE I. — <i>Les Postulats du libéralisme</i>	725
---	-----

CHAPITRE II. — <i>Un accélérateur du désordre libéral</i>	727
---	-----

CHAPITRE III. — <i>L'Ordre capitaliste menacé</i>	733
---	-----

8° **Georges Valois**

COURT AVANT-PROPOS	743
--------------------------	-----

<i>Pourquoi Georges Valois devait-il finir en socialiste ?</i>	745
<i>Un nouvel âge de l'Humanité</i>	751

DEUXIÈME PARTIE

MAURRASSISME, FASCISME, BOLCHEVISME

CONCLUSION	765
BIBLIOGRAPHIE	771
